ÉMILE HINZELIN

HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA GUERRE DU DROIT

airie
QUILLET

1914

—

HISTOIRE ILLUSTRÉE

DE

LA GUERRE DU DROIT

Émile HINZELIN

1914

HISTOIRE ILLUSTRÉE DE

LA GUERRE DU DROIT

PRÉFACE
DE
PAUL DESCHANEL
de l'Académie Française
Président de la Chambre des Députés.



LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET
278, Boulevard Saint-Germain
PARIS (VIIe)



RÉSISTANCE BELGE. — DÉFENSE D'UNE ROUTE. (Photo Branger.

Chapitre VII

LA RUÉE ALLEMANDE

La Belgique aux armes.

Au moment où nous entrons dans son cabinet du Palais-Bourbon, M. Paul Deschanel termine une lettre au Président de la Chambre belge. Sur sa table, les feuilles couvertes de sa grande écriture sont encore humides d'encre. Tout pâle, il nous tend la main droite et, de la main gauche pesant sur notre épaule, il nous attire sur sa poitrine. Voilà donc cette guerre que l'un et l'autre nous avions prévue, dont nous avons si souvent parlé ensemble et à laquelle tant de Français refusaient de croire ! C'est pour la France la plus formidable épreuve. Mais la France la regarde en face, avec un lumineux courage et un sublime sang-froid.

Né en Belgique d'un grand Français proscrit par l'Empire et d'une Liégeoise au généreux cœur, M. Paul Deschanel a pour la Belgique une tendresse qui, en présence de l'héroïsme belge, devient filiale piété. Voici sa lettre :

« La Belgique ne défend pas seulement l'indépendance européenne, elle est le champion de l'honneur. Et si, au moment où le cœur de tous les Français bat avec le vôtre, il en est parmi nous qui éprouvent pour votre nation une particulière tendresse, ce sont les fils de ceux qui, proscrits en 1851, reçurent de la libre Belgique et de son roi Léopold Ier la plus large hospitalité, nés de votre sang, sur votre sol, et pénétrés d'amour pour votre pays. »

A Bruxelles, le roi Albert Ier venait de dire aux soldats belges, champions de l'honneur, qui partaient pour barrer la route à la barbarie :

« Sans la moindre provocation de notre part, un voisin orgueilleux de sa

force a déchiré les traités portant sa signature, il a violé les territoires de nos pères. Parce que nous avons refusé de forfaire à l'honneur, il nous attaque. Le monde est émerveillé de notre attitude loyale. Que son estime et son respect nous réconfortent! En voyant son indépendance menacée, la nation a frémi, ses enfants ont bondi à la frontière. Vaillants soldats, vous triompherez, car vous êtes la force au service du droit. »

En partant à son tour, le roi disait à son ministre, M. de Brocqueville :

— S'il le faut, nous prendrons chacun un fusil et nous demanderons à notre armée de nous faire une place au premier rang.

L'armée belge comptait officiellement 200000 hommes, comprenant 120 bataillons d'infanterie, une division de cavalerie, 78 batteries de 75, 36 batteries d'obusiers et de canons de 100, 6 batteries à cheval, 40 compagnies de mitrailleuses



ARTILLERIE BELGE ALLANT PRENDRE POSITION. (Photo Branger.)

et une classe de milices. Elle disposait de 37600 chevaux, de 2600 voitures, de 1500 automobiles. Mais, dans quelle mesure la réalité correspondait-elle aux chiffres officiels? L'ennemi n'a tout d'abord trouvé devant lui que 120000 hommes, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de recrues mal exercées. Les nouvelles lois militaires n'entraient pas encore en application. Beaucoup de compagnies avaient à peine soixante hommes.

A proprement parler, cette armée belge était-elle une armée? C'était plutôt, comme on l'a dit, une police militante, une milice civique. Elle n'avait pas l'esprit de discipline militaire. Entre officiers et soldats régnait une débonnaire cordialité qui se manifestait souvent par le tutoiement réciproque. Bien peu de ses officiers avaient envisagé la possibilité d'une guerre véritable à laquelle ils prendraient part. Une partie de cette armée avait des fusils d'ancien modèle. Les approvisionnements de cartouches étaient d'une insuffisance notoire. L'artillerie, en tant que qualité et munitions, paraissait très bien pourvue. Malheureusement, elle restait par trop inférieure à l'artillerie allemande, comme calibre et comme portée.

Assurément, certaines troupes possédaient un incontestable mérite, par exemple le génie dont les officiers s'instruisaient aux leçons du général Brialmont qu'ils appelaient avec un légitime orgueil le Vauban du XIXe siècle. Mais quoi ! les couleurs criardes des uniformes belges ne semblaient-elles pas proclamer à l'envi l'amour de la paix qui animait la Belgique? Les tuniques vertes, les pantalons cerise, les bonnets à poil des guides, les costumes bleus à parements rouges des grenadiers, les costumes vert bouteille des carabiniers, les costumes bleu ciel et jaune serin des lanciers, faisaient de chaque soldat une cible vivante.

Pour qu'une telle armée pût tenir en échec, même un seul instant, les masses allemandes, il a fallu qu'elle retrouvât en soi, ignorées et intactes, les ressources d'un héroïsme héréditaire. Le souffle insolent et féroce de l'invasion



LANCIERS BELGES. (Photo Branger.)

fit soudain flamboyer au fond des âmes l'antique patriotisme qui brûlait sous la cendre.

En cinq jours, 20 000 volontaires se levèrent à l'appel de la nation. Aux côtés des jeunes gens se plaçaient des hommes mûrs, voire des quinquagénaires. D'une seule ferme près de Wetteren, sortirent douze combattants. Mais la plupart de ces volontaires ne furent versés dans les cadres qu'à partir du 13 octobre.

La première division d'armée, avec 14 000 fantassins, 500 cavaliers, 48 canons, 19 mitrailleuses, était envoyée d'Anvers à Louvain. La 5e division, avec le même nombre d'hommes et de bouches à feu, était envoyée de Mons à Perwez ; la 6e avec le même nombre d'hommes et de bouches à feu, était envoyée de Bruxelles à Wavre, c'est-à-dire au point où les Prussiens battirent en retraite après la bataille de Ligny, en 1815; la 3e division, avec 19 000 fantassins, 500 cavaliers, 60 canons, 24 mitrailleuses, était postée près de Liége ; la 4e, un peu moins forte, près de

Namur. Une division de cavalerie avec 2.500 chevaux, 450 cyclistes et 12 canons, surveillait les transports. Une brigade mixte était dirigée sur Tongres et une autre sur Huy.

Le gouvernement belge avait demandé à notre attaché militaire de préparer la coopération des forces françaises et des forces belges. Il prévint ses administrateurs de ne pas considérer l'entrée des Français comme une violation de territoire.



LE MARTYRE DE LA BELGIQUE. (Par G. Gros.)

Le roi des Belges remplit son peuple d'une joie guerrière, le jour où il lui annonça l'arrivée de nos troupes :

« La France, ce noble pays associé à toutes les causes justes, vole à notre secours. Ses armées entrent dans notre territoire. En votre nom, je leur adresse un salut fraternel. »

Beaucoup de nos soldats étaient transportés dans les autobus parisiens. Un matin, au lever du soleil, des villages, réveillés par un bruit de roues et de cornes, virent passer une longue file de voitures *Madeleine-Bastille*, portant chacune une quarantaine de soldats avec armes et bagages. Les bons Belges les saluaient gaiement :

— Y a-t-il encore des places?

— Lisez le règlement. Chaque voiture ne doit contenir que trente voyageurs.

— Bon! Est-ce que les règlements comptent en temps de guerre?

— Surtout pour ceux qui ont pris la Bastille!

Quand nos troupes pénétrèrent à Charleroi, toutes les maisons se pavoisèrent. Quelques-unes même voulurent vider leur cave.

Le peuple déclarait :

— Jamais, quoi qu'il arrive, nous n'oublierons que la France et l'Angleterre ont offert leur sang pour défendre notre indépendance.

Bruxelles connut un moment d'ardente confiance, au moment où des officiers français y apparurent. La foule les enleva de leur automobile et les porta en triomphe. Sur l'hôtel de ville, les drapeaux français et anglais unis au drapeau belge flottaient dans le soleil.

Premières atrocités allemandes en Belgique.

La 2e et la 4e division de cavalerie, c'est-à-dire douze régiments allemands, parvenaient à Visé. Les habitants des régions envahies signalaient la présence de troupes allemandes appartenant au VIIe, au VIIIe, au IXe, au Xe, au XIe corps. Elles étaient soutenues par des régiments du IIIe et du IVe corps.

L'ennemi, dès qu'il eut traversé la Meuse, usa de tous les moyens pour



LES ALLEMANDS A VISÉ (Photo Branger.)

frapper de terreur l'esprit des populations. Ses violences exercées au mépris de tout droit, furent immédiatement publiées de toutes parts.

Il dirigeait son tir sur les ambulances et fusillait un pharmacien qui donnait des soins aux blessés. Un combat s'étant livré devant Visé, il incendiait la paisible petite cité renommée pour sa châsse d'argent de Saint-Hadelin, son vieil hôtel de ville et ses oies. Onze civils tombèrent sous les balles. Sur l'ordre de leur commandant, quelques sous-lieutenants prussiens installèrent deux des cadavres contre un mur, forcèrent la population à défiler devant ces victimes et proclamèrent en français : « Tel est le sort qui attend tous ceux qui nous sont hostiles ». Un médecin belge qui relevait un homme horriblement mutilé servit de cible aux soldats allemands. Ils se saisirent de quelques soldats belges, leur lièrent les mains, leur mirent des fusils sur les épaules et les poussèrent devant eux en leur ordonnant sous peine de mort de crier : « Belges, ne tirez pas. Nous sommes des Belges ». Pour la première fois, on entendait des soldats allemands répéter : « Des civils ont tiré sur nous. » Ce mot qu'entendront toutes les contrées envahies (*Man hat geschlossen*), véritable

mot d'ordre donné par l'ennemi à ses troupes, fut le signal de toutes les atrocités.

A Berneau, les chasseurs poméraniens prétendirent que les civils avaient tiré sur eux, firent sortir les habitants et tirèrent dans le tas. Le curé, plusieurs femmes et plusieurs enfants furent atteints les premiers.

Les uhlans, à l'aide de pastilles incendiaires, mettaient le feu aux villages. En quelques heures, Overwinden et Pellaines ne furent plus qu'un monceau de cendres.

Les soldats allemands étaient d'autant plus irrités par la résistance des Belges qu'on n'avait pas cessé de leur répéter en Allemagne : « La Belgique n'osera jamais s'opposer à votre passage. D'ailleurs, à la nouvelle de notre approche, elle



CAMPEMENT ALLEMAND SOUS VISÉ. (Photo Branger.

a déjà retiré ses troupes de la frontière ». Ces soldats avaient déclaré, le matin même : « Demain, nous coucherons en France ».

Dans leur fureur, ils attelaient des civils à leurs mitrailleuses, les bras en croix. Celui qui ne pouvait pas suivre était attaché par les pieds, sa tête heurtant les pavés. Ils pillaient les fermes, torturaient le fermier pour savoir où était caché son argent, massacraient les prisonniers, achevaient les blessés.

Des officiers allemands volèrent vingt mille francs au bureau de poste de Hasselt. Dans un village près d'Huy, un bicycliste allemand tomba et son fusil partit. Le village fut brûlé et les habitants mâles jetés dans les flammes. A Huy, où Pierre l'Hermite, l'apôtre des Croisades, passa ses dernières années, c'est sur un enterrement que l'ennemi s'acharna ; les balles des shrapnells brisèrent les lanternes du corbillard.

Massacres à Lincé où deux enfants, l'un de neuf ans, l'autre de dix, sont assassinés. Massacres à Poulseur. Massacres à Lovégnée, à Battice, à Melen où sont

assassinés 121 civils dont une petite fille de sept ans et une autre de onze. Massacres à Micheroux, à Soumagne, à Barchon, à Saive, à Francorchamps, partout les bourreaux redoublaient de cruauté.

Des étrangers, particulièrenent des Américains, apportèrent bientôt leurs témoignages :

— Nous avons vu un cadavre de femme dont les mains et les pieds étaient coupés. Nous avons vu un vieillard à cheveux blancs tué et criblé de vingt-deux coups de baïonnette, parce qu'un soldat belge, devant sa maison, avait tiré sur un soldat allemand. Nous avons vu une petite fille de deux ans tuée par un uhlan a coups de sabre dans les bras de sa mère. Nous avons vu un septuagénaire suspendu par les bras au plafond de sa maison et rôti dans un feu allumé à ses pieds par les soldats bavarois.



LA GARE DE LANDEN SACCAGÉE PAR LES ALLEMANDS.
(Photo Meurisse.)

La reine des Belges, née princesse de Bavière, racontait à un de nos amis les crimes commis par les Allemands. Devant ces visions d'horreur, dans son visage délicat contracté douloureusement, ses yeux d'un bleu turquoise se mouillaient de larmes ou étincelaient d'indignation. Elle ajouta, d'un ton déchirant : « C'est fini! Entre eux et moi, il y a un sanglant rideau de fer qui est descendu pour jamais ».

L'invasion en Belgique.

Sur les routes de Belgique, les armées allemandes s'avançaient en rangs serrés, interminablement. Tout dans cette invasion était calculé, concerté, rythmé pour donner l'impression d'une force irrésistible. Écoutez les récits des spectateurs.

Sans fin, de vivantes masses gris vert ébranlaient la terre sous de grosses bottes, au balancement des bras. Après les brigades d'infanterie venaient de la cavalerie : uhlans aux pennons flottants, hussards aux jaquettes couleur de terre, cuirassiers aux cuirasses voilées d'étoffe ; puis, de l'artillerie ; puis, des ambulances ; puis, de l'infanterie encore; puis, de l'artillerie lourde, pièces de siège dont la moindre était traînée par trente-deux chevaux; artilleurs, assis, bras croisés et talons rentrés, immobiles comme de tragiques mannequins ; puis, de l'artillerie de campagne, canons se succédant en si longues files que l'on se demandait où l'Allemagne avait pu trouver tant d'acier (hélas ! c'était de nos mines de Lorraine); puis, des pionniers, des sapeurs, des mineurs armés de piques, de pioches, de pelles; puis des fourgons où


VON EMMICH (Photo Rol.)

s'entassaient des poutres; puis des sections aéronautiques, ballons dégonflés sur des chariots: puis, des automobiles blindées; puis encore des uhlans, puis de l'infanterie toujours. Les casques à pointe étaient tous masqués d'une toile verdâtre. A cent pas, de pied en cap, le régiment devenait presque invisible.

Chemin faisant, une imprimerie installée dans un large fourgon tirait la « *Gazette allemande de Guerre* » (*Deutsche Krieger Zeitung*), feuille toute débordante de victoires inouïes; puis, des cuisines roulantes (*Gulasch-Canonen*, canons à rata, comme les appellent nos Alsaciens) versaient en roulant du café ou de la soupe; puis des voitures de cordonniers, de pédicures, de dentistes faisaient de même leur besogne sans arrêt.

Les soldats portaient sur le dos un sac extrêmement lourd et à la ceinture deux cartouchières, une gourde, un sabre, une panetière; les officiers portaient sur la poitrine un réflecteur à pile sèche et une carte d'état-major.

Cette armée affectait un aspect de gigantesque machine irrésistible. Chacun des organes qui la composait ne devait rien avoir d'humain. Un soldat avait-il laissé passer un officier sans le saluer d'un mouvement correct? L'officier lui coupait le visage de sa cravache. Chaque coup y traçait une zébrure sanguinolente. Le soldat rectifiait sa position, automatiquement.

Disons tout de suite ici que cette machine énorme pouvait, dans un insuccès, se détraquer à fond et refluer dans un désordre monstrueux. C'est ce que virent, le mois suivant, nos plaines de Champagne.

Les troupes ennemies s'enfonçaient vers Bruxelles en trois masses principales. La première, au nord, arrêtée par les forts de Liége, dut faire le siège de la place. La seconde, passant la Meuse entre Liége et Namur, amenait tout le matériel nécessaire pour détruire les forts les mieux construits. La troisième avait l'ordre de rejoindre la seconde par le sud, en traversant la Meuse entre Namur et Givet.

Deux obstacles s'opposaient à cette immense marée. Premièrement, la Meuse qui, de Namur à Givet, développe sur près de 50 kilomètres une si admirable barrière. Secondement, le long de la Meuse, une ligne de troupes françaises dont le commandement allait


LA ROUTE DE DIEST A HAELEN APRÈS UN COMBAT.
(Photo Meurisse.)







Général LEMAN
Défenseur de Liége

être confié à un chef plein d'expérience et de fougue : le général Mangin. Malheureusement, le général Mangin ne devait avoir sous ses ordres qu'une seule brigade comprenant le 45e et le 148e régiment d'infanterie. Ajoutons que ses soldats ne se faisaient aucune idée du péril qui, par la Belgique, menaçait la France et toute la civilisation. Ils s'écriaient :

— Nous voilà simples G. V. C. Garder des ponts! Nous méritions mieux que ce rôle de tout repos.

Des combats s'étaient engagés entre les Allemands et les Belges sur divers points, vers Saint-Trond, vers Tirlemont. Mais l'ennemi continuait sa marche. En certaines gares, par exemple à Landen, il barrait les rails et capturait les trains. Les hussards de la mort promenaient des civils attachés ensemble par les coudes. Les officiers désignaient ces victimes d'un geste dédaigneux, en disant en français :

— Ils ont tiré sur nos troupes. Ils seront pendus.

Mêlant, suivant ses traditions, la violence la plus féroce à la plus impudente mauvaise foi, l'ennemi placarda sur les murs de Belgique cette proclamation signée du général von Emmich :

« A mon plus grand regret, les troupes allemandes ont été absolument contraintes de franchir la frontière, la neutralité de la Belgique ayant été violée par des officiers français qui, sous un déguisement, ont passé en automobile. »

— Quel déguisement ? demandaient les Belges.

— Peau d'âne ! répondit l'un deux.

Humour belge, *Zwanze* héroïque, à deux pas de la plus effroyable mêlée !

Le roi des Belges connaissait particulièrement le général von Emmich qui franchissait la frontière avec des regrets si sincères et grâce à un prétexte si plausible. En juillet 1913, comme il s'était rendu à Liége avec la reine pour assister à une fête populaire, ils y avaient trouvé un envoyé spécial de Guillaume II qui leur apportait « l'assurance de la plus fidèle amitié de son auguste maître ». L'ambassadeur choisi par l'empereur allemand n'était pas un diplomate, mais un général dont l'Allemagne vantait les qualités de loyauté et de courtoisie : von Emmich. Deux ans après, von Emmich revenait vers Liége, pour y entrer au milieu du pillage et de l'incendie.

Les combats se multiplièrent, en même temps que les atrocités. Hasselt fut incendié; Diest, la ville où est enterré Philippe de Nassau, prince d'Orange, fut pillée et incendiée. A Schaffen, le sang coula à flots.

Cependant, la Belgique traitait humainement les prisonniers. Elle montrait même du respect pour leur mauvaise fortune. Le gouverneur de Namur annonça, dans une proclamation, que toute personne qui aurait tué, frappé ou injurié un prisonnier, serait livrée à la justice.

Au début, l'ennemi ne ménageait pas ses éclaireurs : les trois quarts de ses soldats envoyés en grand-garde, ne revirent plus le gros des troupes.

Dans une rue de Seraing, un officier allemand portant un nom célèbre, le prince de Lippe, avait été tué avec son neveu par des soldats belges. Le casque du prince était rembourré de billets de banque et son sabre, orné de pierreries. Les soldats belges firent remettre ce sabre et ce casque aux autorités allemandes, toutes surprises de rencontrer en face d'elles tant de probité.

Pendant la ruée allemande, Bruxelles, l'avenante et hospitalière cité, gardait toute son animation tranquille. A voir ses tramways et ses voitures rouler allégrement, ses restaurants et ses cafés regorger de clients jusqu'à une heure du matin, il fallait un effort pour se rappeler que le barbare approchait à grands pas. Seuls, les gardes civiques au feutre élevé, faisant leur patrouille par les rues, présentaient une vague image de l'état de siège.

Par un tardif et suprême effort, la Belgique tenta de se débarrasser des Allemands installés chez elle depuis si longtemps, comme chez eux. Besogne surhumaine. Ce n'étaient pas seulement les maisons de commerce, les usines, les banques qui étaient envahies par les « volontaires » allemands. Des Prussiens naturalisés belges avaient pénétré comme officiers dans la garde civique. L'un deux, le 27 janvier, jour de l'anniversaire de Guillaume II, avait porté un toast : « A l'Empereur de la Paix. » Dans les premiers jours d'août, des milliers de sujets allemands furent expulsés. La Belgique comprenait enfin par quels moyens certaines grandes maisons commerciales établies sur son territoire avaient eu raison de toute concurrence belge : le secret de leur prospérité était dans les subventions que Berlin leur accordait pour des tâches spéciales. Chez des négociants d'origine allemande et naturalisés belges, on trouva des uniformes prussiens; dans la cave d'un hôtel, des centaines de fusils Mauser. Une Société allemande avait obtenu par adjudication la fourniture des fils de fer destinés à la défense d'Anvers : on s'aperçut que le métal fourni par elle était de la plus détestable fabrication. Un officier allemand, déguisé en prêtre catholique, fut reconnu sur le port d'Ostende où il guettait l'arrivée des Anglais. On le fusilla. Un père Jésuite, rencontrant un missionnaire à longue barbe grise, le salua en latin suivant l'usage. Ce missionnaire ne savait pas le latin. On lui enleva sa fausse barbe. C'était aussi un officier allemand. En arrivant dans les villes et les châteaux de Belgique, les officiers allemands possédaient les renseignements les plus précis sur les personnes et sur les choses, particulièrement sur les choses de valeur.



SERAING. — LES ÉTABLISSEMENTS FONDÉS EN 1816 PAR L'ANGLAIS JOHN COCKERILL.
(Vérascope Richard.)

Les socialistes belges s'écrièrent : « Pourquoi faut-il que l'obséquiosité visqueuse des Allemands ait pu passer aux yeux des Belges pour de l'amitié ! »

Liége.

Le 4 août, vers 2 heures de l'après-midi, l'ennemi avait amené d'Aix-la-Chapelle devant Liége 150 000 hommes : il entreprit le siège de la place.

Thiers avait dit : « La vallée de la Meuse sera la ligne d'opérations des armées

belligérantes entre la France et l'Allemagne ! » Le général Liagre, ministre de la Guerre de Belgique qui, en 1880, rappelait ce mot de Thiers à la tribune de la Chambre belge, ajoutait : « Si l'Allemagne attaque la France, elle tâchera de passer la Meuse à Liége. »

La Meuse traverse Liége où elle forme une île. Quatre ponts et une passerelle sont établis du côté de la rive gauche, cinq ponts du côté de la rive droite. La ville, qui compte plus de 200 000 habitants, est protégée par douze forts : six sur la rive gauche et six sur la rive droite. Ces forts avaient été construits, en 1886, sous la direction du général Brialmont, inventeur des coupoles d'acier. Liége était avec Namur le centre de la défense belge.

L'activité industrielle de la ville a pour principales sources les très riches mines de charbon de terre, dont les galeries s'étendaient jusque sous ses rues et sous la



VUE DE LIÉGE. (Photo Branger.)

Meuse. Ses ateliers d'armurerie, sa manufacture d'armes, sa fabrique de couteaux, sa fonderie de canons sont célèbres. Liége compte près de deux cents magasins d'armes. Les diverses pièces des armes de luxe et de chasse étaient fabriquées et montées par 40 000 ouvriers travaillant à domicile. Pour aller aux armes, Liége n'aurait eu que le moindre mouvement à faire. Autour d'elle, travaillaient les établissements Cockerill de Seraing, d'où sortit, en 1835, la première locomotive connue du continent. Il faut bien ajouter que l'immense *Fabrique nationale d'armes*, dans la banlieue de la ville, appartenait en grande partie à la maison Lœwe de Berlin.

A 5 kilomètres de la Belgique, à 40 kilomètres de Liége, près de Malmédy, se trouve le camp allemand d'Elsenborn, destiné à tenir, dans l'offensive, le même rôle que Metz. Ce camp permet à 200 000 hommes de s'abriter et de s'exercer. Il se relie à deux lignes de chemins de fer stratégiques qui pénètrent en Belgique sans s'exposer à aucune action défensive des forts belges. Voici, au nord de Liége, le tronçon Aix-la-Chapelle, Tongres, Louvain, vers Anvers. Voilà, au sud de Namur, la prolongation de la voie Malmédy-Stavelot.

Autour de Liége, depuis une semaine, le général Leman, qui prévoyait l'attaque, faisait travailler 18 000 ouvriers à la défense. Les maisons de campagne construites sur les pentes étaient démolies pour rendre le tir des canons plus sûr, les ponts et les tunnels minés, les grains et les bestiaux réquisitionnés. La Belgique s'apprêtait

héroïquement à résister. Aucun sacrifice ne lui coûtait. Pour dégager le fort de Boncelles, on fit sauter tout d'un coup les maisons et l'église. L'espace de 4 ou 5 kilomètres qui s'étend entre les forts, se garnissait de tranchées minées et munies de fils de fer barbelés.

Les plus grands forts, ceux de Boncelles, Fléron, Barchon, Pontisse, Loncin, Flémalle-la-Grande, étaient armés d'observatoires cuirassés, d'un projecteur électrique, de deux pièces de 150, de quatre pièces de 120, de deux mortiers rayés de 210, de quatre pièces à tir rapide de 57. Les six autres, qui n'étaient guère que des redoutes, portaient deux pièces de 150, deux pièces de 120, un mortier rayé de 210 et trois pièces de 57.

Avant l'attaque, un parlementaire allemand se présenta devant Liége et demanda



CONVOIS DE RAVITAILLEMENT ARRIVANT A LIÈGE. (Photo Branger.)

que la ville ouvrît ses portes. Le général Leman répondit par le refus le plus net. Puis il adressa à la population cette proclamation d'un loyal et superbe langage :

« La grande Allemagne envahit notre territoire, après un ultimatum qui constitue un outrage. La petite Belgique a relevé fièrement le gant. L'armée va faire son devoir. La population de Liége accomplira le sien. Aussi, ne cessera-t-elle de donner l'exemple du calme et du respect aux lois. Son ardent patriotisme en répond. Vive le roi commandant en chef de l'armée! Vive la Belgique!

Le lieutenant-général gouverneur militaire de Liége.

LEMAN. »

Plusieurs corps d'armée s'avançaient pour cerner les 35 000 soldats de Liége. Certes, ces braves gens savaient qu'ils ne pourraient pas maîtriser le flot

qui se précipitait contre eux. Ils voulurent le retarder aussi longtemps que possible, à tout prix.

Un commandant à la tête de 300 hommes défendit, pendant une journée, les trois ponts jetés sur la Gette, près d'Orsmael-Tirlemont. Les Allemands finirent par le prendre, profondément blessé au visage. Ils l'achevèrent à coups de sabre et le piétinèrent.

Le 5 août, à 6 heures du matin, le bombardement commença par les forts de la rive droite. Barchon, Evégnée, Fléron, Chaudfontaine, Embourg, Boncelles, reçurent les premiers projectiles : des obus de la grosse artillerie de campagne. Vers une heure de l'après-midi, les projectiles de l'ennemi se concentrèrent sur le fort de Barchon.

Les troupes belges commandées par le général Bertrand, qui avait mission de

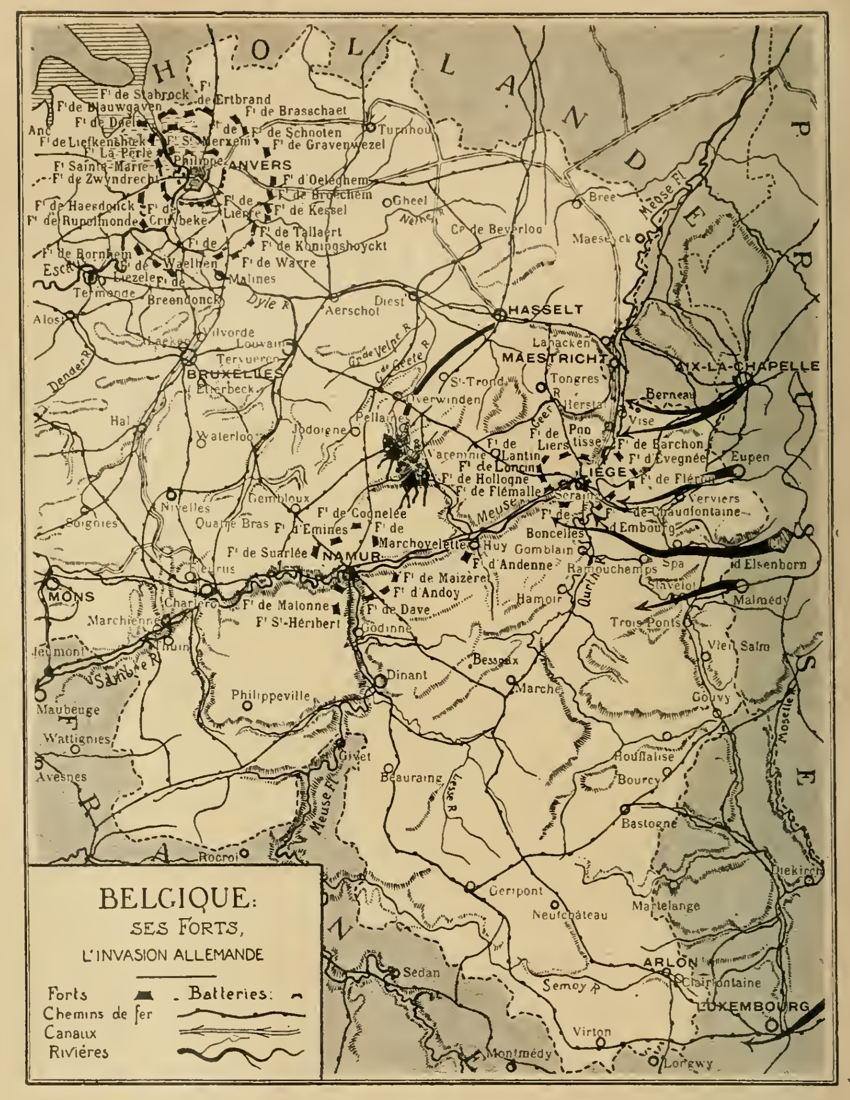


LA MARCHE SUR LIÉGE. — LES ALLEMANDS TRAVERSENT MOULAND. (Photo Branger.)

défendre les intervalles des forts, chassèrent l'ennemi du village de Wandre. Ce fut une espèce de victoire. L'ennemi avait détalé à toutes jambes, baïonnettes aux reins. Les Belges rentrèrent, en portant en triomphe leur général.

Dans la nuit du 5 au 6, les Allemands prirent une revanche de leur façon. Vêtus de costumes kaki, ils se dirigèrent vers Liége en criant : « Nous sommes des Anglais. » Ils purent ainsi arriver jusqu'à l'état-major du général Leman. Le général Bertrand les reconnut, appela des gendarmes et leur barra la route. Mais il tomba, frappé d'une balle.

L'ennemi avait pu un moment croire qu'il forcerait le passage avec une simple avant-garde. Son illusion se dissipa vite, et tout de suite il fit appel aux masses concentrées dans les environs. On y reconnut des éléments représentant toute l'Allemagne en armes : Prussiens, Posnaniens, Brandebourgeois, Meck-



Les flèches indiquent la marche des armées allemandes et l'enveloppement par la cavalerie.

lembourgeois, Holsteinois, Brunswickois, Hanovriens, Westphaliens, Bavarois.

Nouvelles attaques contre le fort Barchon. Les Belg s laissèrent l'ennemi approcher, puis, lorsqu'il fut à 150 mètres, commencèrent un fe où tous les coups portaient. Pour la première fois, on put voir appliquée la méthode allemande de

l'attaque en colonnes serrées. A peine une vague était-elle abattue qu'une autre affluait, plus dense.

D'ailleurs, depuis la veille au soir, l'ennemi avait reçu quelques pièces de siège. Sous le choc et l'explosion des obus, les forts s'effondraient avec leurs épaisses murailles et leurs coupoles d'acier. Ce devait être un enseignement pour tout le reste de la guerre.

Dans la même nuit, malgré une résistance désespérée, l'ennemi passa dans le secteur Boncelles-Embourg. Les Belges se replièrent devant toute une nouvelle armée qui entrait en ligne. Ils amenaient à Liége 200 prisonniers.

Le général Leman fit sauter la plupart des ponts de Liége, même l'illustre grand pont aux cinq arches surbaissées. Le pont Saint-Léonard résista à l'action de la mine. Des batteries allemandes installées au plateau de Robermont et au Sart-



L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE OCCUPÉE PAR LES ALLEMANDS. (Photo Branger.)

Tilman, en des endroits que le feu des forts ne pouvait pas atteindre, canonnaient Bressoux et Liége. Des obus atteignirent la citadelle. Le colonel qui en avait le commandement fut frappé de folie et fit déployer le drapeau blanc. On dut l'enfermer.

Un parlementaire allemand, ancien attaché militaire de l'ambassade allemande à Bruxelles, demanda que la ville et les forts se rendissent. Le général Leman répondit:

— Vous pourrez occuper la ville puisqu'elle n'a pas d'enceinte. Mais les forts ne se rendront pas.

— Tout ou rien! répondit l'Allemand. Liége va être bombardée et un zeppelin lancera des explosifs sur la ville, particulièrement sur les bâtiments de l'état-major.

Immédiatement, le bombardement commença, à raison de trois obus par heure. On sut plus tard que ce parlementaire avait eu surtout mission

de reconnaître la situation militaire de la place. Il continuait son rôle d'espion.

Un zeppelin qui avait quitté Cologne à 8 heures du soir, fit tomber sur la ville treize bombes qui toutes éclatèrent, à l'exception d'une seule.

Ce bombardement suscita un mouvement de surprise indignée dans le monde entier. Un professeur de philosophie de l'Université de Turin, M. Michel Angelo Billia, adressa cette protestation au philosophe allemand Rudolph Eucken, à qui le prix Nobel venait d'être décerné :

« Le bruit du canon me rappelle le souvenir de votre lettre de novembre 1911. En votre conscience d'Allemand, vous condamniez alors la violence des Italiens qui avaient osé prendre Tripoli : vous jugiez injuste qu'un peuple civilisé s'imposât de la sorte à « une peuplade de civilisation inférieure ». Le jour est venu de vous demander, à vous, professeur et moraliste, ce que votre conscience dit du bombardement de Liége. »



M. BERGSON.
(Photo Berthelomier.)

La perfidie germanique se révélait, toujours plus scélérate et plus lâche. Les Allemands couraient vers les tranchées belges, en arborant un drapeau blanc. Les Belges se levaient sans méfiance et recevaient une formidable décharge de mousqueterie.

A Liége, chaque jour, des dépôts de munitions, de fusils et de mitrailleuses étaient découverts dans des maisons de commerce, dont les directeurs semblaient fidèlement dévoués à la Belgique.

Malgré la surveillance de l'ennemi, un sous-officier belge parvint à s'échapper avec le trésor de la place et alla le porter à Anvers.

Le 7 août, à 4 heures et demie du matin, les Allemands entraient dans la ville, en passant entre les forts qui ne s'aperçoivent pas de l'un à l'autre. Ils s'établirent tout d'abord au Palais du Gouvernement provincial.

En même temps que l'entrée des troupes ennemies à Liége, le monde apprenait que la flotte allemande occupait la principale île de l'archipel d'Aland, dans la Baltique, à l'entrée du golfe de Bothnie. Cet archipel appartient à la Russie ; mais, conformément au traité qui terminait la guerre d'Orient, les Russes n'y avaient construit aucune fortification.

Au nom de l'Académie des Sciences morales et politiques, M. Bergson qui présidait la séance du 7 août salua la Belgique, « ce petit peuple à la grande âme qui tient en échec depuis quatre jours les masses allemandes ». Il concluait :

— La lutte engagée contre l'Allemagne est la lutte même de la civilisation contre la barbarie. Tout le monde le sent. Mais notre Académie a une autorité particulière pour le dire. Vouée en grande partie à l'étude des questions psychologiques, morales et sociales, elle accomplit un simple devoir scientifique en signalant, dans la brutalité et dans le cynisme de l'Allemagne, dans son mépris de toute justice et de toute vérité, une régression à l'état sauvage. Nous avons appris, par la philosophie et par l'histoire, quelle force les peuples puisent dans la conscience de leur droit. C'est







BELGES REPOUSSANT LES ATTAQUES ALLEMANDES A LIÉGE

pourquoi nous sommes sans crainte. Avec une inébranlable confiance nous irons jusqu'au bout de la lutte! « Vive la France! Vive le Droit! »

A Liége, le comte Lammsdorf, chef d'état-major du Xe corps d'armée allemand, qui avait pris le titre de chef de l'armée de la Meuse, pénétra à l'hôtel de ville, somma le bourgmestre, M. Kleyer, de l'accompagner à la citadelle. Là, il demanda de nouveau que les forts fussent remis entre ses mains.

— Sinon, ajoutait-il, le bombardement de Liége continuera.

Il autorisait les délégués belges à traverser les lignes allemandes, pour conférer soit avec le général Leman qui s'était retiré dans un des forts, soit même avec le roi des Belges.

Le bourgmestre réunit en hâte des conseillers communaux, des députés, des sénateurs. Quelques voix s'élevèrent pour la continuation de la résistance :

— Chaque jour d'arrêt devant Liége sera une défaite pour l'envahisseur.



LIÉGE. — RUINES DE L'ÉGLISE. (Photo Branger.)

Pourtant, la réunion décida que la démarche ordonnée par l'ennemi serait tentée, et qu'on s'efforcerait « d'obtenir la remise des forts à l'autorité militaire allemande ».

Dix-sept délégués allèrent à la citadelle pour chercher des sauf-conduits. Dès qu'ils y furent arrivés, le comte Lammsdorf en fit fermer la porte et déclara :

« Des soldats allemands ont, dans certaines communes, essuyé des coups de feu tirés par des civils. Si des faits pareils se renouvellent, des otages en répondront. Nous voulons, au début de la campagne, faire un coup d'éclat. »

En vain les personnes arrêtées invoquèrent le droit des gens et la parole donnée. Elles furent gardées dans les casemates de la citadelle, avec la moitié d'un pain par tête et de mauvaises paillasses pour la nuit.

L'administration communale fit placarder cette affiche :

« L'administration communale rappelle qu'il est strictement interdit, par le Code des lois de la guerre, qu'un civil se livre à des actes quelconques d'hostilité

contre les soldats allemands qui occupent le pays. Toute agression commise contre les troupes allemandes par d'autres que des militaires en uniforme, non seulement expose celui qui s'en rendra coupable à être immédiatement passé par les armes, mais encore entraînera les répressions les plus violentes contre tous les habitants et spécialement contre les Liégeois qui sont retenus comme otages à la citadelle de Liége, par le commandant des troupes allemandes.

« Ces otages sont : 1° Mgr Rutten, évêque de Liége; 2° M. Kleyer, bourgmestre de Liége; 3° M. Grégoire, député permanent ; 4° M. Armand Fléchet, sénateur ; 5° M. Van Zuylen, sénateur ; 6° M. Édouard Peltzer, sénateur ; 7° M. Colleaux, sénateur; 8° M. de Ponthière, sénateur; 9° M. Van Hoegaerden, représentant; 10° M. Falloise, échevin.

« Mgr Rutten et M. Kleyer ont été autorisés provisoirement à quitter la cita-



ARRIVÉE DES TROUPES ANGLAISES A OSTENDE. (Photo Branger.)

delle, mais restent comme otages à la disposition du commandement allemand.

« Par ordre du général commandant les troupes allemandes, les particuliers qui détiennent armes et cartouches doivent les remettre immédiatement à l'autorité, au palais provincial, sous peine d'être fusillés. »

Sur l'heure, les Allemands avaient fortifié la ville à l'intérieur. Les rues étaient fermées par des barricades munies de mitrailleuses. Chacun des ponts épargnés avait sa mitrailleuse et son canon. Des tranchées se creusaient sur le plateau de Cointe, dans les bois des environs et sur les hauteurs de Saint-Nicolas. Tout s'organisait en vue d'une attaque belge ou française par la vallée de la Meuse.

Cependant, les forts de Liége continuaient à fermer la route aux Allemands. Ils étaient dignes de cette croix de la Légion d'honneur que la France décernait à Liége.

Au même moment, des troupes anglaises avaient débarqué à Ostende, Calais, Dunkerque, et se dirigeaient vers Namur. Maintes bonnes nouvelles, comme ce débarquement et l'entrée de nos troupes à Vic-sur-Seille, en Lorraine annexée, s'ajoutant à cette résistance de Liége, illuminaient de joie l'âme de la France.

Les défenseurs de Liége, c'est-à-dire la 3e division d'armée et la 15e brigade mixte de la 4e division, s'étaient repliés sur la Gette. Les plus grands forts avaient une division de 500 hommes, les autres de 300. L'ennemi qui traversait la Meuse à Visé les enveloppait. D'autre part, la route passant par Liége lui était ouverte. Il pouvait cerner Namur. Pour écraser les derniers obstacles isolés, une seule chose lui manquait, sa très grosse artillerie : mortiers allemands de 420 et batteries autrichiennes de 305 à moteur.

Le 13, il cessa de bombarder les forts de Liége situés sur la rive droite et fit pleuvoir ses obus sur ceux de la rive gauche : Pontisse, Liers, Lantin, Loncin, Hollogne, Flémalle.

Les troupes belges tentèrent de nouvelles sorties. Leurs mitrailleuses, traînées par des chiens, accomplirent de bonne besogne. Mais dans les combats nocturnes se produisirent certaines confusions tragiques : les chasseurs du 1er de ligne furent pris pour des Allemands par les mitrailleurs du 9e, tandis que les Allemands arrivaient, déguisés en soldats belges. Après plusieurs échecs, les Allemands réussirent à rétablir les ponts et à franchir la Meuse. Le général Leman s'enferma dans le fort de Loncin.

Le fort de Chaudfontaine, qui tenait sous son feu le tunnel du même nom ainsi que le chemin de fer de Liége à Aix-la-Chapelle par Verviers, avait été l'objet du bombardement le plus furieux : il n'était plus que ruines. Le commandant Namèche à qui il était confié, donna l'ordre d'obstruer le tunnel en y faisant entrer en collision des locomotives et en y faisant jouer la mine. Puis, ne voulant pas céder même des ruines aux Allemands, il se fit sauter.

Pour hâter la prise du fort de Flémalle, les Allemands, au matin du 16 août, prirent 210 habitants de Flémalle-la-Grande et déclarèrent : « Ils seront tous fusillés, si le fort ne se rend pas pour midi. » Le fort ouvrit ses portes.



OBUS ALLEMAND DE 420^{mm}.
(Réduction d'une affiche répandue par les Allemands pour commémorer la prise de Liége.)

Le premier coup de 420 fut tiré sur le fort de Loncin. L'obusier de 420 pèse 2 020 quintaux. Il exige douze wagons pour le porter et 300 hommes pour le servir. Son canon a 5 mètres de long. Il envoie à 23 kilomètres un projectile de 1^{m},25 qui pèse 400 kilogrammes et coûte 14 000 francs. Le coup est tiré au moyen d'un cordon électrique de 300 mètres. Quand le coup part, toutes les vitres sont brisées dans un rayon de 3 kilomètres. Tous les hommes qui le servent ont les yeux, les oreilles et la bouche protégés par un masque. Au commandement de feu, ils s'inclinent pour préserver leur poitrine contre la pression de l'air. La terrasse sur laquelle se trouve la pièce est minée ; l'ingénieur qui commande le service a prêté serment de faire tout sauter « en cas de danger de prise ».

Les pièces allemandes braquées sur le fort de Loncin, manquaient leur but. Pour régler le tir, un officier allemand s'avança porteur d'un drapeau blanc et put repérer la poudrière : quelques heures après, elle sautait, avec presque toute la garnison du fort. Des blocs de béton de 25 mètres cubes étaient projetés au loin. L'air saturé de gaz devint irrespirable.

Les Allemands trouvèrent le général Leman étendu tout sanglant sur une paillasse, au revers d'un fossé. Il avait voulu qu'on le laissât là.

Avant d'être transporté en Allemagne, il écrivit au roi des Belges :

« Après d'honorables engagements livrés les 4, 5 et 6 août, je jugeai que les forts de Liége ne pouvaient jouer d'autre rôle que celui de forts d'arrêt. Je maintins néanmoins le gouvernement militaire, pour coordonner la défense autant que possible et pour exercer une influence morale sur la garnison. Votre Majesté n'ignore pas que j'étais au fort de Loncin le 6 août, à midi. Vous apprendrez avec chagrin que le fort a sauté hier, à 5 h. 20 du soir, et que la plus grande partie de sa garnison a été ensevelie sous les décombres. Si je n'ai pas perdu la vie dans cette catastrophe, cela tient à ce que mon escorte m'a retiré de la place forte au moment où j'étais suffoqué par les gaz qui se dégageaient après l'explosion de la poudre. On me porta dans une tranchée où je tombai ; un capitaine allemand me donna à boire ; puis, je fus fait prisonnier et emmené à Liége. Je suis certain d'avoir manqué d'ordre dans ma lettre, mais je suis physiquement ébranlé par l'explosion du fort de Loncin. Pour l'honneur de nos armes, je n'ai voulu rendre ni la forteresse ni les forts; daignez me pardonner, Sire ! En Allemagne où je me rends, ma pensée sera, comme elle l'a toujours été, avec la Belgique et le Roi. J'aurais volontiers donné ma vie pour les servir mieux, mais la mort ne m'a pas été accordée. »

Le général Leman n'avait disposé que de 35 000 hommes. Les pertes infligées par lui aux Allemands s'élevaient à plus de 30 000. Les Belges, aux environs de Liége et sur la frontière, avaient fait plus de 4 000 prisonniers : ils en confièrent la garde à la France. Les Allemands demandèrent un armistice de vingt-quatre heures pour enterrer leurs morts.

Ce n'est pas seulement du sang à flots, mais aussi une forte portion de son prestige militaire que l'Allemagne perdit devant Liége, dans les tranchées de Barchon, de Fléron, de Boncelles. On avait calculé que Liége pourrait tenir deux journées au plus; elle a tenu plus d'une semaine. Liége a bien mérité de la Belgique, de la France, de la Civilisation.

Ils se sont aveuglés. Mais pouvaient-ils voir clair ?
Leur empire, taillé partout en pleine chair,
Forme une œuvre brutale, inquiétante et basse.
En Pologne, en Slesvig, en Lorraine, en Alsace,
Ils ne l'ont maintenu que par l'écrasement.
Ils se sont élancés en masse, lâchement,
Rançonnant les maisons, ravageant les recoltes,
Traitant la résistance et la plainte en révoltes,
Torturant les vieillards, fusillant les enfants.
Avec l'assasinat et le vol triomphants,
La barbarie avance, accablante et traîtresse.
Mais tout à coup le Droit devant elle se dresse
Et l'arrête. Le Droit ! Ah ! vous n'y croyiez pas.
A son seul nom sacré, vous riiez aux éclats.
Le Droit existe. Il est la Majesté future.
Il barre le chemin à l'infâme aventure.
Vous étiez cent contre un et, par tous les moyens,
A tout prix, vous vouliez passer. Des citoyens
En armes n'ont pas peur de vous. Voici que Liége,
La tranquille cité que votre rage assiège,
L'ouvrière au beau grand fleuve laborieux,
Incarne la Justice et l'Honneur sous les cieux.
Ce beau fleuve, venu des marches de Lorraine,
Réflétant Domremy dans son eau plus sereine,
Murmure avec orgueil aux quais de sang rougis
Le nom de Jeanne d'Arc qui sauva son pays.

Dernier effort de la diplomatie allemande en Belgique.

Tout d'abord, certains Belges avaient fait un accueil peu favorable à l'ordre de mobilisation. Le rappel de quatorze classes sous les drapeaux leur paraissait inutile : « L'Allemagne était incapable d'attenter à la liberté de la Belgique. D'ailleurs, pourrait-on jamais lui résister? » L'ultimatum de l'Allemagne leur révéla tout le danger, et la résistance de Liége, tout leur courage. Les plus acharnés ennemis de la guerre couraient aux armes. Les réformés qui, grâce à la complaisance des lois, étaient au nombre de 50 pour 100, intriguèrent pour avoir un fusil.

L'Allemagne, en même temps qu'elle commençait à torturer la Belgique, continuait ses manœuvres pour la corrompre. Elle voulut lui faire dire :

— L'honneur belge est sauf. Après un si glorieux effort militaire, la Belgique n'a plus aucun motif pour s'opposer au passage des troupes allemandes. Au reste, l'Allemagne n'a jamais eu l'intention de s'annexer la moindre parcelle du territoire belge : elle retirera ses troupes dès que la guerre prendra fin.

Pour cette communication, l'Allemagne s'adressa premièrement au gouvernement des États-Unis. Le ministre d'Amérique à Bruxelles ayant répondu par un refus formel, elle se tourna vers le gouvernement hollandais. Le ministre des Affaires étrangères de Hollande consentit le 9 août à faire dire, par son ambassadeur, au gouvernement belge, le 9 août :

« Le ministre des Affaires étrangères m'a prié de vous transmettre les informations suivantes, parce que le ministre d'Amérique à Bruxelles s'y refuse. La forteresse de Liége a été prise d'assaut, après une défense courageuse. Le gouvernement allemand regrette très profondément que, par suite de l'attitude du gouvernement belge contre l'Allemagne, on en soit arrivé à des rencontres sanglantes. L'Allemagne ne vient pas en ennemie en Belgique. C'est seulement par la force des événements qu'elle a dû, à cause des mesures militaires de la France, prendre la grave détermination d'entrer en Belgique et d'occuper Liége comme point d'appui pour ses opérations militaires ultérieures. Après que l'armée belge a, par sa résistance héroïque contre une grande supériorité, maintenu l'honneur de ses armes, le gouvernement allemand prie le roi des Belges et le gouvernement belge d'éviter (*sic*) à la Belgique les horreurs ultérieures de la guerre. Le gouvernement est prêt à tous accords avec la Belgique, conciliables avec le conflit entre l'Allemagne et la France. L'Allemagne assure encore solennellement qu'elle n'a pas l'intention de s'approprier le territoire belge, et qu'une telle intention a toujours été loin d'elle. Elle est prête à évacuer la Belgique, aussitôt que l'état de guerre le lui permettra. »

Voici la dédaigneuse et fine réponse que le gouvernement belge fit le 13 août :

« La proposition que, au nom de l'Allemagne, vient de nous faire une puissance neutre, le gouvernement hollandais, est en somme identique à celle qui a été formulée le 2 courant. Fidèle à ses devoirs internationaux, la Belgique ne peut que réitérer sa réponse à cet ultimatum, d'autant plus que, depuis le 2 août, sa neutralité a été violée, qu'une guerre douloureuse a été portée sur son territoire et que les garants de sa neutralité ont loyalement et immédiatement répondu à son appel. »

Le mot *loyalement*, à la fin de cette réponse, a le caractère et l'accent d'une flétrissure.

Le cardinal Mercier, archevêque de Malines, devait dire à propos de ces intrigues :

« Certains personnages habiles ont blâmé la Belgique de ne s'être pas contentée

d'une protestation verbale ou de quelques coups de canon. Mais tous les hommes de cœur seront avec nous, contre les inventeurs de ces calculs mesquins. »

A vrai dire, la force de séduction que les tentatives de ce genre pouvaient avoir était étrangement diminuée par la fameuse déclaration de l'Allemagne sur la valeur qu'elle attache aux traités. Si le pacte le plus solennel n'est qu'un chiffon de papier, que serait une misérable tractation conclue dans l'ombre ?

Comment l'Autriche fut forcée de déclarer enfin la guerre.

C'était le gouvernement austro-hongrois qui avait allumé la guerre. Le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, M. de Jagow dira : « L'Autriche a été obligée de faire la guerre, parce que ses intérêts dans les Balkans se heurtaient sans cesse à la mauvaise volonté des puissances de l'Entente. » Aveu significatif. Le meurtre de Sarajevo n'était donc qu'un prétexte.



COMTE SZECSEN DE TEMERIN
(Photo Manuel.

L'Autriche et l'Allemagne pensaient : « L'Europe n'a pas encore oublié l'attentat de 1903. Elle regarde toujours les Serbes comme des assassins. Tel est surtout le sentiment de la monarchie anglaise et de la monarchie russe. Ni l'une ni l'autre n'interviendra en leur faveur. Nous tenons la Serbie. Toute la question d'Orient est remise sur le tapis. Demain, nous pousserons vers Constantinople ».

Pour l'Autriche, la mobilisation était devenue un état normal : elle avait mobilisé son armée, en 1908 et en 1909, pendant la crise de la Bosnie-Herzégovine; en 1913, pendant la crise balkanique et albanaise. Ses ressources s'épuisaient en dépenses militaires et ses populations de race slave se préparaient à la révolte. Le bruit de la banqueroute à ses portes lui faisait accepter sans déplaisir l'image d'un bouleversement dans l'Europe entière.

Cependant, cette guerre qu'il avait allumée, le gouvernement austro-hongrois ne la déclarait pas.

Il avait mis à la disposition de l'Allemagne non seulement son artillerie lourde, supérieure en qualité à l'artillerie allemande, mais encore les régiments d'origine slave qu'il n'osait pas diriger contre la Serbie et la Russie. Cependant, il maintenait ses ambassadeurs à Saint-Pétersbourg, à Paris, à Londres, espérant que les puissances de la Triple-Entente rompraient avec lui et que l'Italie, par le *casus fæderis*, serait entraînée à lui venir en aide.

Le 3 août, le comte Szecsen de Temerin, ambassadeur d'Autriche à Paris, alla encore au Cercle de l'Union dont il était membre. A vrai dire, ce jour-là, il ne trouva personne pour jouer au bridge avec lui.

Plus encore que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie affectait de croire à un attentat contre Nuremberg, commis par des aviateurs français venus de Belgique. Elle ne voulait pas entendre le bourgmestre de Munich et le commandant par intérim du

IIIe corps d'armée bavarois qui déclaraient : « Toutes les affirmations à ce sujet sont reconnues fausses. »

Quand un des hauts fonctionnaires du ministère austro-hongrois, le baron Macchio, avait annoncé avec indignation à notre ambassadeur, M. Alfred Dumaine, ce prétendu attentat au droit des gens, notre ambassadeur lui avait répondu :

— Comment pouvez-vous admettre la possibilité d'un raid de 700 kilomètres aller et retour, accompli sans toucher terre pour le seul avantage de bombarder des fabriques de jouets?



BARON MACCHIO.

(Photo Trampus.)

En ce même moment, l'ambassadeur d'Autriche à Paris se plaignait à son gouvernement de ce que, « dans tous les restaurants français, la nourriture lui était refusée, ainsi qu'au personnel de son ambassade ». Le comte Berchtold dénonça le fait à M. Alfred Dumaine. Or, voici ce qui s'était passé. L'ambassadeur d'Espagne avait tâché, par une démarche amicale, de faire comprendre au comte Szecsen qu'il devrait renoncer à prendre ses repas au Cercle de l'Union où sa présence continuelle semblait peu discrète aux autres convives.

Le 5 août, le gouvernement austro-hongrois adressa à son ambassadeur à Petrograd, le comte Szapary, la dépêche suivante :

« Remettez au gouvernement russe cette note : Vu l'attitude menaçante prise par la Russie dans le conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie et en présence de ce fait que, d'après une communication à Berlin, la Russie a cru devoir ouvrir les hostilités contre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie se déclare en état de guerre avec la Russie. »

Malgré tout, le gouvernement austro-hongrois affecta encore de n'avoir rien à démêler avec la France et avec l'Angleterre. Il télégraphiait à son ambassadeur de Londres : « Donnez l'assurance au gouvernement anglais que nous n'ouvrirons les hostilités contre l'Angleterre, en aucun cas, sans déclaration de guerre formelle. Nous attendons de l'Angleterre qu'elle observe à notre égard une attitude analogue. »

Cependant, l'artillerie autrichienne, en Belgique, achevait de détruire les forts de Liége avec ses obus de 305. Cependant, on signalait près du Rhin la présence de troupes envoyées par l'Autriche au secours de l'Allemagne : Bosniaques aux coiffures en forme de fez ; Tyroliens s'avançant sur la route parcourue jadis par leurs aïeux que battirent, à Wissembourg et à Hohenlinden, les armées de la première République. Parmi les soldats poussés ainsi contre la France se trouvaient des Tchèques. Combien de fois avions-nous eu les Tchèques à nos côtés, dans nos fêtes fédérales de gymnastique ! Leur cœur nous était ouvert : nous y lisions avant tout : « Haine de l'Allemand ».

A Paris, le 8 août, M. Doumergue, devenu ministre des Affaires étrangères, manda l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie et lui dit :

— On nous affirme que le corps d'armée d'Inspruck a été envoyé à la frontière française. Cela est-il vrai oui ou non?

M. Doumergue avait invité notre ambassadeur à Vienne à poser la même question, dans les mêmes termes, au gouvernement austro-hongrois. Le comte Szecsen répondit, le lendemain :

— Les nouvelles qui font croire à la participation de nos troupes dans la guerre franco-allemande ont été fabriquées de toutes pièces.

— Soit! déclara le ministre. Je n'insiste pas sur le fait d'une participation directe. Mais les troupes austro-hongroises sont en liaison avec les forces allemandes. Cela est incontestable et cela représente une aide militaire apportée à l'Allemagne par votre gouvernement. Aussi, l'ambassadeur de France à Vienne a-t-il reçu l'ordre de demander ses passeports. La présence d'une représentation austro-hongroise à Paris n'a donc plus aucune utilité.



ÉGLISE DES CORDELIERS OÙ SE TROUVE LA CHAPELLE RONDE A NANCY.
(Cliché Impries réunies, Nancy.)

Ce langage fut enfin compris par l'ambassadeur austro-hongrois. Il demanda ses passeports et quitta Paris, le 9 août, regagnant l'Autriche par l'Italie. En arrivant à Vintimille, il télégraphia à M. Doumergue pour « le remercier de la courtoise amabilité avec laquelle la République française avait bien voulu faciliter son voyage ».

De la part des Français, il n'y avait jamais eu la moindre animosité à l'égard de l'Autriche-Hongrie. Presque tous montraient même une sorte de pitié superstitieuse pour les malheurs sans nombre qui, depuis soixante ans, s'accumulaient sur la tête de l'empereur François-Joseph. Certains Lorrains, en passant devant la Chapelle Ronde de Nancy où reposent ses aïeux, parlaient de lui avec une respectueuse sympathie.

Seules, au début de la guerre, quelques voix firent entendre un avertissement :

— L'Autriche-Hongrie vous étonnera par son ingratitude. Voyez sa conduite à l'égard de la Russie. Or, c'est la Russie qui, en 1849, a maintenu sur le trône ce François-Joseph. En ce qui nous concerne, il n'a jamais pardonné aux Français d'avoir laissé les Italiens lui reprendre la Vénétie et la Lombardie. Il veut que 1914 répare 1859 et 1866.

Le gouvernement autrichien avait su dissimuler ses sentiments, ses ambitions, ses rancunes sous un masque si flatteur que l'Angleterre, la Russie, la France et la Serbie elle-même s'y étaient laissé prendre. L'Angleterre s'était chargée de faire signer à la Serbie la déclaration du 18 mars 1909 et avait apporté à la conférence de Londres qu'elle présidait, en 1913, un esprit de conciliation glorifié par le ministre austro-hongrois, comte Berchtold. Le même comte Berchtold disait de la Russie, en 1913 : « Elle a non seulement diminué les occasions de froissement entre elle et nous, mais produit une heureuse harmonie de conceptions et d'intérêts. » En mars 1914, notre ministre des Affaires étrangères, M. Doumergue, dans un discours prononcé à la Chambre, rendait hommage « à la haute sagesse qui réglait les destinées de l'Autriche-Hongrie ». Et le 16 juillet 1914, un des hommes d'État les plus distin-







Général MANGIN

gués de Serbie M. Vesnitch, s'écriait : « Gardons-nous de juger l'Autriche sur les écrits de quelques publicistes trop zélés. Elle est conduite par un grand monarque. J'espère qu'entre elle et la Serbie, ce triste nuage passera sans tempête ».



(Photo Manuel.)

M. VESNITCH.

La tempête avait éclaté. Le 12 août 1914, ne pouvant plus communiquer directement avec Vienne, le gouvernement français fit parvenir, par le Cabinet de Londres, cette dépêche au gouvernement austro-hongrois :

« Le gouvernement austro-hongrois, en déclarant la guerre à la Serbie, a pris l'initiative des hostilités en Europe et a amené, sans la moindre provocation de la part du gouvernement français, l'état de guerre avec la France. Il a pris part à ce conflit en déclarant la guerre à la Russie. Il a envoyé des troupes à la frontière allemande dans des conditions qui signifient une menace directe à la France. Le gouvernement français se voit dans la nécessité de déclarer qu'il prendra toutes les mesures qui lui permettront de répondre à ces actes et à ces menaces. »

Le soir même du 12 août, le gouvernement britannique télégraphia à Vienne :

« La rupture avec la France ayant été amenée de la façon qui vient d'être indiquée, la Grande-Bretagne se voit obligée d'annoncer qu'un état de guerre existera entre la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie, à partir de minuit. »

En recevant cette communication, le comte Berchtold répondit :

— Nous déplorons les circonstances malheureuses qui poussent d'excellentes amies telles que l'Autriche et l'Angleterre à se faire la guerre.

L'ambassadeur d'Angleterre, M. de Bunser, quitta Vienne, le 14 août, à huit heures du soir.

L'ambassadeur d'Autriche à Rome, M. de Merey, avait en vain essayé de décider l'Italie à entrer en lice aux côtés de l'Autriche et de l'Allemagne. Il fut remplacé par M. Macchio, le diplomate en qui Vienne avait le plus de confiance et qui pensait obtenir le concours de l'armée italienne.

Les Austro-Hongrois qui habitaient la France furent conduits à Nogent-le-Rotrou dans des trains spéciaux. Plus de 2.500 d'entre eux ont été placés par groupes de cinquante, de cent ou de deux cents, dans les communes de l'arrondissement où la main-d'œuvre était rare. Au même moment, 9.000 Allemands qui

(Photo Elliot et Fry.)

SIR DE BUNSER.

n'avaient pas voulu regagner l'Allemagne, étaient dirigés vers Châteauroux et logés dans la région. Beaucoup d'étrangers de toutes nationalités étaient évacués vers les villes du centre. Le maire d'Angers, le Dr Borot, disait à ses concitoyens : « Ces étrangers ne sont pas des ennemis, ce sont des malheureux. Vous les accueillerez avec la dignité et la pitié que l'on doit à la souffrance. Il y a grandeur à rester humain au plus fort du deuil ».

Ce fut seulement le 22 Août 1914 que l'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Belgique.

L'armée austro-hongroise.

L'armée austro-hongroise avait été réorganisée complètement, depuis avril 1908. En temps de paix, elle devait compter 400.000 hommes, 35.000 officiers et 100.000 chevaux.

Comme l'Empire lui-même, cette armée est une mosaïque. Elle se compose de trois éléments distincts : l'*armée commune*, ou armée impériale et royale, relevant du ministère de la guerre commun; la *landwehr* impériale-royale-autrichienne et son *landsturm*, dépendant de Vienne; la *landwehr* royale-hongroise et son *landsturm*, dit *honvèd*, dépendant de Budapest.

Chacune de ces armées a son budget spécial et, en temps de guerre, son emploi particulier.

L'*armée commune* défend les territoires de la monarchie contre les ennemis du dehors et assure l'ordre à l'intérieur. Les landwehrs, en cas de guerre, soutiennent l'armée commune; leurs chefs sont désignés par l'empereur.

L'effectif du pied de guerre, d'après la nouvelle loi militaire de 1912, est de 900.000 hommes pour l'armée active et sa réserve; 160.000 pour chacune des deux landwehrs, 500.000 pour la réserve de recrutement. Au total, 1.720.000 hommes d'active et de réserve.

Les landsturms comprennent deux millions d'hommes. A vrai dire, une partie de ces troupes n'existait qu'à l'état de projet.

Il devait y avoir 102 régiments d'infanterie de ligne, 35 dits allemands, 47 dits hongrois, à quatre bataillons de quatre compagnies, plus un bataillon cadre de dépôt; 4 régiments de chasseurs tyroliens, 26 bataillons de chasseurs. Les statistiques autrichiennes y ajoutaient les troupes bosno-herzégoviniennes comprenant quatre régiments d'infanterie et un bataillon de chasseurs. A la mobilisation, chaque régiment formait, en plus de ses bataillons actifs, au moyen du bataillon cadre de dépôt, deux bataillons nouveaux : chaque bataillon de chasseurs formait deux compagnies nouvelles. L'infanterie était armée du fusil Mannlicher, modèle 1895, calibre de 8 millimètres, baïonnette-poignard. A chaque régiment et à chaque bataillon formant corps, était adjoint un détachement de deux mitrailleuses Schwarzlose.

La cavalerie comprenait 42 régiments actifs à 6 escadrons et un cadre de dépôt; 15 de dragons recrutés en Bohême et dans les pays allemands, 11 de uhlans, 16 de hussards, tous hongrois : au total, 16 divisions. La cavalerie était armée du sabre modèle 1904 et de la carabine à répétition, calibre de 8 millimètres. Les gradés portaient le pistolet automatique de 7 millimètres. A chaque division ou brigade indépendante, était adjoint un détachement de 4 mitrailleuses.

La réorganisation de l'artillerie, commencée en 1904, n'était pas terminée en août 1914. L'*armée commune* comprenait : 42 régiments de canons de campagne à cinq batteries de six pièces; 14 régiments d'obusiers de campagne, 8 groupes d'ar-

tillerie à cheval, 14 groupes d'obusiers lourds, 10 régiments d'artillerie de montagne, un groupe indépendant de deux batteries de canons de montagne, 6 régiments d'artillerie de forteresse, 10 bataillons d'artillerie de forteresse indépendants.

L'artillerie de forteresse ou artillerie lourde, qui comptait au total 57 batteries de gros obusiers, comprenait : 24 bataillons ou 92 compagnies, 23 cadres de campagne de dépôt, 14 détachements d'attelages, 8 détachements d'aérostiers, 5 cadres de sections d'attelages, 6 cadres de sections d'automobiles d'artillerie.

Les landwehrs possédaient huit groupes de canons de campagne, huit groupes d'obusiers de campagne à deux batteries de six pièces. La *honvèd* possédait deux régiments de canons de campagne, huit groupes de canons de campagne. L'artillerie de campagne se composait de 400 batteries de canons à tir rapide, en bronze forgé de



ARTILLERIE AUTRICHIENNE EN MANŒUVRE. (Photo Trampus)

76 millimètres 6, modèle 1905, et de 140 batteries d'obusiers légers de 104, modèle 1899.

L'artillerie de montagne comprenait 63 batteries de canons modèle 1899, et 30 batteries d'obusiers modèle 1908, démontables.

Les troupes techniques comprenaient : 14 bataillons de sapeurs, 8 bataillons de pionniers à 6 compagnies, 1 régiment de chemins de fer à trois bataillons, 1 régiment de télégraphistes. Le train, de 16 divisions, comprenait un nombre variable d'escadrons et un dépôt de matériel du train.

L'armée était répartie en seize corps : 682 bataillons, 353 escadrons et 382 batteries dont 296 montées, 24 à cheval et 62 de montagne.

La flotte s'était largement augmentée depuis cinq ans. Elle comptait 12 cuirassés d'escadre, 5 de seconde classe, 6 de troisième classe, 20 contre-torpilleurs, 84 torpilleurs.

En Autriche-Hongrie, les officiers appartiennent soit à la noblesse, soit à la bourgeoisie, voire à une bourgeoisie médiocrement riche. Chez beaucoup d'entre eux, sans distinction d'origine, on retrouve ce mélange de présomption, d'incurie et d'inconscience que l'histoire connaît depuis tant de siècles. Ils sont les petits-fils de ceux qui, en 1794, fuyaient de Coblentz sur la sommation de Marceau, en lui laissant un billet où ils lui recommandaient de se loger à l'hôtel du comte d'Eltz, le meilleur de la ville. Ils sont les fils de ceux qui, au lendemain de Sadowa, remplissaient les théâtres et organisaient des bals à Vienne.

Les officiers autrichiens ne vivent pas, comme les officiers allemands, dans un monde exclusivement militaire. Ils ne forment pas de caste. Mêlés à toutes les sociétés, ils montrent partout une complaisante amabilité, *Gemütlichkeit*. Entre eux ils se tutoient, tout en se donnant leur titre. Un sous-lieutenant dit à son colonel :

— *Du, Herr Oberst gieb mir Feuer* (Toi, Monsieur le colonel, passe-moi du feu).

Tandis que, dans l'armée allemande, règne l'unité de mœurs, de traditions, de langue, l'armée autrichienne n'est que diversité. Magyars, Tchèques, Moraves, Ruthènes, Slovènes, Polonais, Serbes, Croates, Slovaques, Roumains, Latins, Italiens, incapables de parler un allemand correct, se sont forgés une sorte de jargon spécial, l'allemand militaire, *Armeedeutsch*. Ce langage, où l'on retrouve l'idiome de toutes les nationalités passées et présentes de la monarchie bicéphale, s'agrémente de beaucoup de mots français estropiés, et qui viennent de l'époque où les Wallons dépendaient du Saint-Empire. Les Prussiens affectent de mépriser une telle confusion. Ils y voient une preuve accablante de la nonchalance autrichienne. C'est pour eux une occasion de répéter leur rude dicton :

« *In Preussen Alles straff;*
In Oesterreich Alles schlaff »
« *En Prusse, ressorts toujours tendus ; en Autriche, toujours détendus* »

L'armée allemande.

Toutes sortes de superstitions hantent l'esprit de Guillaume II. En déclarant la guerre dans l'année 1914, il songeait aux victoires remportées un siècle auparavant par l'Allemagne, et à l'entrée des Allemands à Paris, dans les années 1814 et 1815. D'autre part, même préoccupation superstitieuse, pour rappeler les victoires remportées par l'Allemagne en 1870, il avait mis à la tête de son armée un von Moltke.

Ce nouveau Moltke, neveu du vainqueur de Sedan, héritait seulement du nom. Né en 1848 à Gersdorf (Mecklembourg), lieutenant pendant la guerre de 1870, capitaine médiocre à l'état-major du glorieux oncle en 1878, il avait été nommé quartier-maître général de l'état-major. Quand le moment fut venu de remplacer le chef d'état-major, le vieux général von Schlieffen formé par Moltke l'ancien, l'empereur réunit le feld-maréchal von Hæseler, le feld-maréchal von Goltz, le général von Hahnke, chef de son cabinet militaire, le général von Kessel, *etc.*, et les consulta pour la forme. Tous ayant indiqué des noms différents, il déclara :

— Je choisis le général von Moltke.

En dépit d'une règle scrupuleusement respectée, Hæseler et quelques autres firent entendre des objections. A quoi l'empereur répondit :

— C'est d'un nom que j'ai besoin.

Ce Moltke établit le plan de campagne pour 1914.

A la veille de la guerre, le haut commandement, sous la direction de l'Empereur, était réparti entre huit inspecteurs d'armée :

1° Inspection de Dantzig (1er, 17e, 20e corps), sous les ordres du colonel général von Graffon, qui avait commandé le 16e corps d'armée comme successeur du feld-maréchal Hæseler.



VON HAESELER.

2° Inspection de Berlin (Garde, 12e et 19e corps saxons), sous les ordres du général von Heeringen qui avait cédé le portefeuille de la guerre au général von Falkenhayn et qui, pour avoir passé une grande partie de son existence dans les bureaux, était considéré comme un parfait administrateur.

3° Inspection du Hanovre (7e, 9e 10e corps), sous les ordres du colonel général von Bülow. Renforcée du 4e corps, elle forma l'armée de la Meuse, sous le commandement du général von Emmich, ancien commandant du 10e corps.

4° Inspection de Munich (3e corps prussien et les trois corps bavarois), sous les ordres du prince héritier Ruprecht de Bavière.

5° Inspection de Karlsruhe (8e, 14e et 15e corps), en face de notre frontière et embrassant une partie des troupes de couverture, sous les ordres du grand-duc de Bade.

6° Inspection de Stuttgart (4e, 11e et 13e corps), sous les ordres du duc Albert de Würtemberg.

7° Inspection de Sarrebrück (16e, 18e et 21e corps), embrassant l'autre partie de la couverture en face de notre frontière, sous les ordres du général von Eichhorn, dont le merite militaire était vanté par la presse allemande. Le long de la frontière française, la couverture était de six corps d'armée, à un effectif tel qu'on pouvait les considérer comme prêts à entrer immédiatement en campagne.

PRINCE RUPPRECHT DE BAVIÈRE.

8° Inspection de Berlin (2e, 5e et 6e corps), sous le général von Kluck, alors entouré de la même considération que von Eichhorn.

Les quartiers-maîtres généraux, c'est-à-dire les sous-chefs de l'état-major général, subordonnés au général de Moltke, étaient les généraux Schmidt von Knobelsdorf, von Bertrad de Waldersee, von Kuhl et von Rœdern.

Moltke avait dit en 1910, au chef de la maison militaire du roi des Belges :

— Nos bureaux d'état-major ne sont nullement ce qu'on pense. On imagine qu'ils sont pleins de plans de bataille. En réalité, ils ne contiennent que des plans de transport. Transport pour les troupes, transport pour les munitions, transport pour les vivres. Nous sommes une immense administration de chemins de fer.

Les Allemands avaient, les premiers, fait du rail une arme. C'est aux voies ferrées qu'ils doivent leurs victoires foudroyantes sur l'Autriche, en 1866. En 1914, le rail devenait pour eux une arme d'extrême importance, puisqu'ils étaient forcés de combattre à la fois à l'est et à l'ouest, c'est-à-dire de lancer sans cesse leurs armées tantôt vers la frontière russe, tantôt vers la frontière française.

L'empire allemand avait adapté ses chemins de fer aux diverses opérations de la guerre future, voire au transport du butin à recueillir en territoire ennemi. De là, le rachat des chemins de fer, vaste entreprise que termina, en 1910, le rachat du réseau du Palatinat.

En 1914, l'empire mettait au service de son armée 60.000 kilomètres de chemins de fer qu'il exploitait. Il y combinait tout en vue de la mobilisation : gares, matériel, quais. Toutes les voies étaient à l'écartement de 1 m. 435.



VON KLUCK.

Dès la première semaine de juillet 1914, l'administration des chemins de fer allemands fit revenir en hâte ses wagons qui circulaient en France. Pendant les vingt premiers jours de la mobilisation, une seule direction des chemins de fer, celle de Cologne, lança vers la France 26.000 trains militaires : deux millions de soldats.

La première armée, commandée par von Kluck et concentrée à Aix-la-Chapelle, avait l'ordre de passer par Bruxelles pour tourner l'aile gauche de l'armée française. Elle comprenait le 2e corps (de Stettin), le 4e corps d'armée active et le 4e de réserve (de Magdebourg), le 10e corps de réserve (de Hanovre), le 9e corps et le 9e de réserve d'Altona), 260.000 hommes.

La seconde armée, commandée par von Bülow et concentrée au camp d'Elsenborn, avait l'ordre d'investir Namur, puis d'attaquer les armées françaises défendant les passages de la Sambre ainsi que Charleroi. Elle comprenait le 10e corps (de Hanovre), la garde prussienne (de Berlin), le 3e corps et le 3e de réserve (de Berlin), le 7e corps et le 7e de réserve (de Münster) : 260.000 hommes.

La troisième armée, commandée par von Hausen et formée par les effectifs saxons, avait l'ordre d'avancer vers la Meuse entre Namur et Givet, en visant surtout Dinant. Elle comprenait le 12e corps (1er saxon), le 19e corps (2e saxon), le 12e corps de réserve (de Dresde et de Leipzig) : 120.000 hommes.

La quatrième armée, commandée par le duc de Würtemberg et concentrée dans la région de Gerolstein-Bitburg, avait l'ordre de gagner la vallée de la Semoy et la forêt des Ardennes, pour dominer la Meuse en enlevant Mézières et Sedan.

La cinquième armée, commandée par le kronprinz, fils aîné de Guillaume II, et concentrée dans la région de Trèves, avait l'ordre de prendre Longwy, de passer par la trouée de Stenay, d'occuper les passages de la Meuse entre Stenay et Consenvoye, enfin de prendre Verdun. Elle se composait du 13e corps (de Stuttgart), du 11e corps (de Cassel), du 6e corps de réserve (de Breslau), du 16e corps de couverture de Metz), et d'un corps de réserve,

La sixième armée, commandée par le kronprinz de Bavière et formée d'effectifs bavarois, avait l'ordre de se concentrer au sud de Sarrebrück, de se diriger vers la Lorraine en visant Badonviller, et d'attirer les troupes françaises sur ses positions les plus fortement défendues. Elle comprenait le 1er corps royal bavarois (de Munich), le 2e corps royal bavarois (de Würzbourg); le troisième corps royal bavarois (de Nuremberg) et un corps de réserve bavarois.

La septième armée allemande commandée par von Heeringen, défendait la région des Vosges. Elle comprenait le 21e corps de couverture (de Sarrebrück), le 14e corps de couverture (de Karlsruhe), un corps de réserve : 125000 hommes. Derrière



UN CANON DE 77 PRIS AUX ALLEMANDS. (Phot. Vérascope Richard.)

cette armée se trouvait le détachement commandé par von Deimling, le 15e corps de couverture (de Strasbourg), 40000 hommes.

Toute l'armée allemande avait revêtu l'uniforme gris-vert qui devait lui être si utile. Dès le début des hostilités, les officiers français déclarèrent :

— Impossible d'apercevoir à l'œil nu un soldat ennemi dans la campagne. La teinte neutre de ses vêtements se confond avec celle du sol. Quant à l'officier allemand, il ne se distingue des hommes par rien que l'on puisse apercevoir à soixante pas.

Le fusil Mauser, de l'infanterie allemande, a le même calibre que notre fusil Lebel : 7mm,9 et pèse 200 grammes de moins. En 1903, les Allemands avaient adopté une nouvelle balle, dite balle S, analogue à notre balle D. Quant au révolver allemand, de système Browning, il est particulièrement commode.

On constata tout de suite que le canon de campagne allemand, le 77, envoyait des obus beaucoup moins meurtriers que ceux de nos 75. On constata aussi que l'artillerie lourde allemande était remarquable par son abondance, comme par sa mobilité et la rapidité de son tir.

L'équipement du soldat allemand est moins lourd que celui du soldat français Marmites, plats, bidons, gourdes, fourchettes, cuillers, sont en aluminium.

Voici, pour l'armée allemande, les chiffres donnés officiellement en 1914.

Active : 36 000 officiers, 834 000 hommes, 169 000 chevaux.

Réserve de première ligne (onze classes) : 2 150 000 hommes, dont 300 000 complètant les unités actives.

Infanterie : 217 régiments, avec une compagnie de mitrailleuses et une compagnie cycliste ; 18 bataillons de chasseurs, avec une compagnie de mitrailleuses ; 11 détachements de mitrailleuses. Au total, 669 bataillons, 2676 compagnies. L'effectif de la compagnie normale est de 160 hommes dont 18 sous-officiers ; de la compagnie renforcée : 180 hommes, dont 20 sous-officiers ; en temps de guerre, l'effectif est de 250 hommes par compagnie.

Cavalerie : 110 régiments à 4 escadrons actifs.

Artillerie : 550 batteries de 77 à six pièces ; 50 d'obusiers de campagne ; 100 d'artillerie lourde de campagne ; 33 à cheval ; 54 bataillons d'artillerie de forteresse, avec des batteries de mortiers de campagne.

Pionniers : 44 bataillons. Troupes de communication, chemins de fer, télégraphistes, aérostiers et aviateurs, automobilistes, *etc.* Train des équipages : 26 bataillons.

Armée de campagne : 25 corps d'armée. Le corps d'armée comprend : 2 divisions d'infanterie, 2 de cavalerie divisionnaires (3 ou 4 escadrons par division), 24 batteries de campagne, 4 batteries d'artillerie lourde ; pionniers et services ; éventuellement : une division de réserve.

L'Allemagne n'avait pas de troupes coloniales. Elle envoyait aux colonies des détachements

L'armée allemande qui, en août 1914, comptait 46 corps d'armée, environ deux millions d'hommes, devait augmenter ses effectifs au point de compter, à la fin de 1914, 74 corps d'armée : 26 d'armée active, 33 de réserve et 15 de landwehr : plus de trois millions d'hommes.

Le service militaire est obligatoire pour tout Allemand, de dix-sept à quarante-cinq ans révolus. Nulle exemption pour personne. En temps de paix, pour tout Allemand, l'appel a lieu dans le courant de l'année où il a vingt ans. Le service date du 1er octobre. Il est de deux ans dans l'armée active, à l'exception de la cavalerie et de l'artillerie à cheval où il est de trois ans. Dans le train, pour une grande partie des hommes, il est de six mois ; pour les infirmiers, il varie d'un à deux ans. Après le service actif viennent cinq ans et demi dans la réserve, puis cinq ans dans le premier ban de la landwehr (trois ans pour l'artillerie à cheval et la cavalerie), jusqu'à 39 ans dans le second ban de la landwehr et jusqu'au commencement de la 46e année dans le landsturm. Le landsturm comprend aussi les jeunes gens de 17 à 20 ans qui n'ont pas encore reçu d'instruction militaire. L'Allemagne a donc vingt-huit classes.

Les volontaires ne sont ni nourris, ni couchés, ni habillés. Dans la cavalerie, ils doivent fournir leur cheval. On les distingue des autres soldats par un liseré aux épaulettes

La hiérarchie des sous-officiers comprend cinq grades : *Gefreite* (caporal) ; *Unteroffizier* ou *Sergeant* (sergent) ; *Vice-Feldwebel* ou *Wachtmeister*, pour les armes à cheval ; *Fähnrich* (porte-épée), grade attribué aux candidats officiers. Un quart des sous-officiers sortent des écoles de sous-officiers ; les autres sortent des rangs et pour la plupart sont des rengagés.

La hiérarchie des officiers comprend six grades : second lieutenant, premier lieutenant, *Hauptmann*, *Rittmeister* pour les troupes à cheval (capitaine) ; *Major*, commandant ; *Oberst-Leutenant* (lieutenant-colonel) ; *Oberst* (colonel) ; *General-Leutenant* (général de brigade) ; *General-Major* (général de division) ; *General de*

Infanterie avec le titre d'*Excellenz* (grade qui ne correspond à rien dans l'armée française). Le grade suprême est celui de *General-Feldmarschall* (maréchal).

Pour être nommé officier, il faut sortir d'une école de cadets, subir un examen, faire cinq mois de service dans un corps de troupe comme porte-épée, obtenir un certificat du chef de corps, être admis dans une école de guerre, y passer neuf ou dix mois, subir un nouvel examen. Tout candidat est soumis au vote des officiers du régiment, solidaires des dettes contractées par leurs collègues. Les officiers de l'artillerie à pied et du génie passent en outre par une école d'application. Ceux qui paraissent inférieurs à leur tâche sont éliminés. Les autres avancent à



ÉCOLE DE GUERRE A BERLIN. (Champagne, éditeur.)

l'ancienneté. Un avantage est assuré aux anciens élèves de l'Académie de Berlin ou de celle de Munich qui ont été admis au service d'état-major.

La plupart des officiers de réserve se recrutent parmi les anciens volontaires d'un an. Quelques-uns d'entre eux sont des officiers de l'armée active qui ont demandé une retraite proportionnelle après dix ans de service. Il y a des volontaires refusés pour le grade d'officier qui exercent les fonctions de suppléants-officiers. Dans la *landwehr*, le grade de *Feldwebel-Leutenant* peut être accordé aux anciens sous-officiers. Ni les uns ni les autres ne font partie du corps des officiers.

L'armée allemande demeure nobiliaire, du moins en pratique. Aucune loi n'en exclut les plébéiens. Mais, pour être officier, il faut être accepté dans le corps d'officiers d'un régiment, comme dans un cercle. Malgré les plus puissantes interventions, aucun israëlite n'y a pénétré. Nous ne parlons pas des officiers de réserve. La plupart des régiments écartent les candidats qui ne remplissent pas certaines

conditions de fortune. Quelques régiments, particulièrement dans la cavalerie, exigent des quartiers de noblesse authentiques. Ce sont ces régiments sans mélange de roturiers qui, malgré leur petit nombre, donnent le ton. L'armée se plaît à paraître une caste. Le moindre sous-lieutenant, par le fait seul qu'il porte la dragonne, acquiert ses entrées à la cour, et un simple chef d'escadron a le pas sur un député.

Le grand état-major allemand était, depuis longtemps, préoccupé de ce que coûterait la guerre à laquelle il se préparait. Il avait calculé le prix de la nourriture des armées en campagne, d'après la ration journalière du soldat allemand : 750 grammes de pain ou 500 grammes de biscuit; 375 grammes de viande fraîche ou 200 grammes de viande fumée ou salée; 125 grammes de riz, ou 250 grammes de légumes secs, ou 1.500 grammes de pommes de terre; 25 grammes de sel; 25 grammes de café ou 3 grammes de thé; 17 grammes de sucre.

En juin 1913, il avait pris à son compte la publication d'un important travail du capitaine Henke, sur « les frais de la prochaine guerre européenne ». En supposant que la guerre durât environ un an et en évaluant à 12 marks par jour le coût de l'entretien pour chaque soldat de l'armée allemande, 3 millions d'hommes, le capitaine Henke arrivait à un total de 45 millions de francs par jour (16.500.000 000 par an). Afin de n'effrayer personne, il n'inscrivit que 14 milliards. Encore, n'envisageait-il que les dépenses sur terre. Il ne prévoyait aucune dépense navale. Il ne prévoyait pas davantage la guerre aérienne. D'après ces calculs, l'Allemagne établissait ce tableau pour le conflit européen, en une année de guerre :

	Soldats	Francs
Allemagne	3.000.000	14.000.000.000
France	3.000.000	14.000.000.000
Russie	4.000.000	19.000.000 000
Autriche	2.000.000	9.000.000.000
Angleterre (armée et flotte)		14.000.000.000

Remarquons que les dépenses navales sont envisagées ici uniquement pour l'Angleterre; que l'Italie, le Japon, la Turquie, la Bulgarie, la Serbie, la Belgique, le Portugal, la Roumanie n'y figurent pas; qu'on fait tort à la Russie en lui accordant seulement 4 millions d'hommes, alors qu'elle en a vite armé plus du double; enfin que Henke limitait la guerre à un maximum d'une année. Selon lui, « les trois premières semaines de la guerre devaient représenter le huitième du total annuel ».

Le Trésor de guerre allemand est placé dans la *Juliusturm* de Spandau, à 12 kilomètres de Berlin. Cette tour, crénelée et sombre à souhait, est le débris romantique des anciens remparts. Au-dessous de la tour se développe l'ancienne petite ville forte qui, devenue grande cité industrielle, compte aujourd'hui près de 72.000 habitants. Trois portes donnent accès dans la *Juliusturm*. Pour les ouvrir, il faut la présence de trois personnes, munies de trois clefs différentes. Au rez-de-chaussée, 450 caisses de vieux chêne, d'une forme oblongue, munies de solides serrures, portant chacune six cachets rouges apposés par l'administration du Trésor. Au premier étage auquel on accède par un étroit escalier en spirale, on voit 750 autres caisses semblables. Chacune d'elles renfermait 100.000 marks répartis en huit sacs de cuir pleins de pièces de 20 marks et en deux sacs pleins de pièces de 10 marks. Toutes ces pièces étaient frappées au millésime de 1873 ou à celui de 1875. De minutieuses visites officielles se faisaient plusieurs fois par mois : on vérifiait les cachets, on ouvrait des caisses et on pesait des sacs au hasard. Chacun de ces sacs devait avoir comme poids 3kg,9825. Le poids de l'or contenu dans les sacs était de 47.790 kilogrammes. Avec le cuir des sacs et la cire des cachets, les 1.200 caisses pesaient 52.013 kilogrammes. Les autorités militaires calculèrent que le Trésor serait absorbé

dès les premiers jours de la mobilisation. Aussi, en 1913, le Reichstag avait-il décidé la constitution d'un nouveau Trésor de guerre de 240 millions de marks, obtenu en retirant 240 millions de la circulation et en les remplaçant par des bons provisoires. Ce nouveau Trésor fut placé dans les caveaux de la Reichsbank, à Berlin.

L'entretien de l'armée, son équipement, son instruction, son développement ininterrompu, étaient la constante pensée du gouvernement de Berlin.

Tous les ans, depuis plus de vingt années, nous avons pu étudier l'armée allemande non seulement en Alsace-Lorraine et sur le Rhin, mais à l'intérieur de l'Allemagne et à Berlin même.

A l'Alsace-Lorraine, l'Allemagne réservait ses troupes les meilleures, les mieux entretenues et entraînées.

Soldats de haute taille, défilés imposants, parades et pas de parade à n'en plus finir! Le voyageur qui ne poussait pas plus loin son enquête rentrait dans sa patrie, tout interdit et tout inquiet. C'était ce que l'Allemagne voulait. Avant tout et en toutes choses, elle soigne la façade. Elle la fait massive, superbe, démesurée. Tel monument officiel bâti à la prussienne dresse devant vous ses moëllons cyclopéens. Si vous tournez autour et surtout si vous y pénétrez, vous y découvrez force matériaux des plus médiocres et maçonnés à la diable.

L'armée de l'intérieur ne ressemblait guère à celle de la frontière. Dans tels régiments, les volontaires d'un an étaient fort nombreux et, comme l'engagement peut être contracté à dix-huit ans, ces régiments avaient l'air de pensionnats en promenade. A Berlin, en juin 1913, nous regardions l'un de ces régiments revenir de la manœuvre : en un costume de treillis ignoblement malpropre, les soldats marchaient d'un pas mou et traînant, cigare au bec. Notre compagnon de voyage, Louis Ripault, professeur au lycée Louis-le-Grand, ancien élève de l'école militaire de La Flèche, nous disait : « Le moindre de nos bataillons les bousculerait ». Hélas! en 1914, ils ont eu trop d'avance sur nous.

Dans tous les régiments allemands sans exception, il y a des brimades, des persécutions, des châtiments immondes et atroces. Tous les jours sous cette rubrique : « Mauvais traitements dans l'armée allemande », les journaux enregistraient des faits qui soulevaient le cœur. Un conscrit était forcé de lécher le plancher de la chambrée, un autre d'avaler le contenu d'un crachoir, un autre de se suspendre par les poignets à une barre de fer pendant un quart d'heure, un autre de se coucher nu dans la neige. De là, tant de désertions. De là, tant d'engagements dans notre légion étrangère.

Ainsi traités et conduits par des officiers qui les méprisent, beaucoup de soldats allemands ne marchent que sous le coup de la menace ou en état d'ivresse. Entre les officiers et les soldats, nul lien Chez les soldats, nulle initiative. L'armée allemande est une machine redoutable par l'énormité de sa masse et la régularité de son fonctionnement. Mais ceux-là même qui l'admiraient le plus étaient forcés d'avouer : « Cette machine ne pourrait supporter aucun accident grave. Un brusque recul la condamnerait à la défaite ». En attendant, maintenue par la discipline comme dans un cadre de fer, elle a gardé une force de résistance dont seuls d'héroïques adversaires pouvaient avoir raison.

Le début des hostilités sur mer.

C'est contre la France que la flotte allemande dirigea ses premiers efforts.

Comme notre 19e corps devait se rendre d'Algérie en France, le commandant de nos forces navales dans la Méditerranée, l'amiral Boué de Lapeyrière, ancien

ministre de la Marine, avait pris des mesures pour assurer cette traversée. L'entente franco-anglaise impliquait qu'en temps de guerre, les forces franco-britanniques de la Méditerranée seraient placées sous les ordres de l'amiral français.

Deux de nos cuirassés, la *France* et le *Jean-Bart*, qui avaient servi au voyage du Président de la République en Russie, regagnèrent la Méditerranée. D'autre part, des cuirassés anglais de la Méditerranée, le *Dreadnought*, le *Bellerophon*, l'*Indomitable*, le *Téméraire*, l'*Invincible*, regagnaient la Manche.

L'Allemagne avait dans la mer du Nord dix-sept dreadnoughts, cinq cuirassés de type plus ancien et quatre croiseurs-dreadnoughts. Mais les vingt-un dreadnoughts



SUPERDREAGNOUGHT « FRANCE » (Photo Branger.)

anglais, qui venaient de terminer brillamment leurs grandes manœuvres, se trouvaient en meilleur état que les bateaux allemands.

Sur mer comme sur terre, l'Allemagne affichait toutes les ambitions : son ancien généralissime von der Goltz avait écrit : « Un débarquement de forces allemandes en Grande-Bretagne n'a rien de chimérique. Il suffit d'une bonne flotte et d'un chef résolu » Les amiraux allemands étalaient leur plan : « Tenir la flotte de haute mer à l'abri dans la Baltique ; affaiblir les escadres de l'ennemi par les torpilles des sous-marins ; ruiner le commerce anglais par les courses continuelles des croiseurs allemands dans tous les océans. » Les Allemands se persuadaient que, le jour où la flotte anglaise n'aurait plus sur leur flotte qu'une faible supériorité numérique, la victoire leur appartiendrait à l'instant.

— Nos vaisseaux, répétaient-ils, ont six tubes lance-torpilles ; les vaisseaux anglais, quatre. Nos canons peuvent tirer plus de deux cents coups sans se détériorer ; les canons anglais, à peine soixante ; nos canons touchent le but à onze kilomètres ; à cette distance, les canons anglais sont impuissants.







Amiral BOUÉ DE LAPEYRÈRE

Dans la Méditerranée, l'Allemagne avait un de ses meilleurs croiseurs cuirassés dreadnoughts, le *Gœben* (14.000 tonnes, vitesse de 30 nœuds, dix canons de 280, 1.020 hommes d'équipage), et un de ses meilleurs croiseurs protégés, le *Breslau* (4.550 tonnes, 28 nœuds, 12 canons de 105, 480 hommes d'équipage). On sait que ces deux bâtiments s'étaient rendus à Pola, sous prétexte d'appuyer le prince de Wied sur le trône d'Albanie.

Une dépêche du 2 août signala leur présence devant les côtes d'Algérie. L'ennemi croyait que les troupes du 19e corps s'embarqueraient dans des ports secondaires. Il faisait erreur. Elles étaient dirigées par terre vers Alger et Oran.

Le 4 août, à 3 h 50 du matin, le *Gœben* bombarda la ville ouverte de Philippeville. Il s'était avancé à bonne distance, sous le couvert du pavillon russe. Pendant dix minutes, ses projectiles tombèrent sur le port, l'usine à gaz, la gare, et tuèrent



LE « JEAN-BART ». (Photo Rol.)

plusieurs personnes. Les canons des forts le contraignirent à prendre la fuite. Il s'éloigna brusquement en s'enveloppant d'un épais nuage de fumée.

Presque à la même heure, devant Bône, le *Breslau* commençait son tir : il le continua jusqu'à ce que le soleil se fût élevé au-dessus de l'horizon. La ville et le port reçurent 144 obus. Les coups portèrent sur l'hôpital civil, le parc aux fourrages, l'usine à gaz, les gares et sur un vapeur du Havre, le *Saint-Thomas*. Le bataillon du 3e tirailleurs qui, musique en tête, allait à la gare prendre le train pour Alger, ne fut pas atteint. Il n'y eut dans la ville qu'un mort et une douzaine de blessés.

Gêné par le grand jour, le *Breslau* partit à toute vapeur vers le nord pour retrouver le *Gœben*. Ni l'un ni l'autre n'avaient rencontré dans les ports ce qu'ils cherchaient : des bateaux pleins de troupes. Quant à attaquer les grands bâtiments transportant le 19e corps, les deux pirates n'en avaient ni les moyens ni le courage.

Ils avaient résolu de fuir par l'ouest. Le même jour, à 11 heures du matin, on les découvrit près des Baléares. Alors, ils rebroussèrent chemin, gagnèrent Messine, tournèrent autour de la Sicile, puis se dirigèrent vers la mer Egée. Tout à coup, ils rencontrèrent deux redoutables bâtiments anglais, le dreadnought *Indomitable* et le

destroyer *Glocester*. Était-ce le châtiment ? Non. Les canons anglais restèrent muets.

— Nous n'avions pas d'ordre, déclara plus tard l'amiral Melne, dans un rapport à l'amirauté britannique.

Sauvés par ce malentendu, le *Gœben* et le *Breslau* pénétrèrent dans les Dardanelles, au mépris des traités de 1866 et de 1871 qui fermaient les détroits en temps de guerre. Ils arrêtèrent deux paquebots français dont ils brisèrent les appareils de télégraphie sans fil, enfin entrèrent à Constantinople où on les attendait. Incomparable renfort pour la marine ottomane!

A leur sujet, le gouvernement turc joua une comédie depuis longtemps concertée; il affirma les avoir achetés et changea leur nom. Le *Breslau* s'appela *Mytilène* et le *Gœben*, *Sultan-Selim-Javuz*. L'opinion accueillit comme il convenait un si grossier artifice de complicité. Cette comédie rappelait le geste du moine gourmand baptisant carpe le poulet du carême : *te baptizo carpam.*

Au commandant allemand du *Sultan-Selim-Javuz*, le gouvernement turc confia le commandement de toute sa flotte et licencia la mission anglaise de l'amiral



PHILIPPEVILLE. (Kuhn, éditeur.)

Lippus. L'Angleterre, qui achevait alors de construire deux navires de guerre pour la Turquie, les confisqua et « baptisa » l'Osman, *Azincourt*, et le Reshadie, *Érin*.

En l'estime du monde musulman, la Triple Entente perdit beaucoup le jour où ses vaisseaux ne s'élancèrent pas, à travers les Dardanelles, dans le sillage du *Gœben* et du *Breslau*. La conquête de l'Orient était pour l'Allemagne un des enjeux les plus importants, par conséquent une des causes les plus profondes de cette guerre. Dans la suite, grâce à l'action énergique exercée sur tous les Océans par l'Angleterre unie à la France, la faute du début se répara.

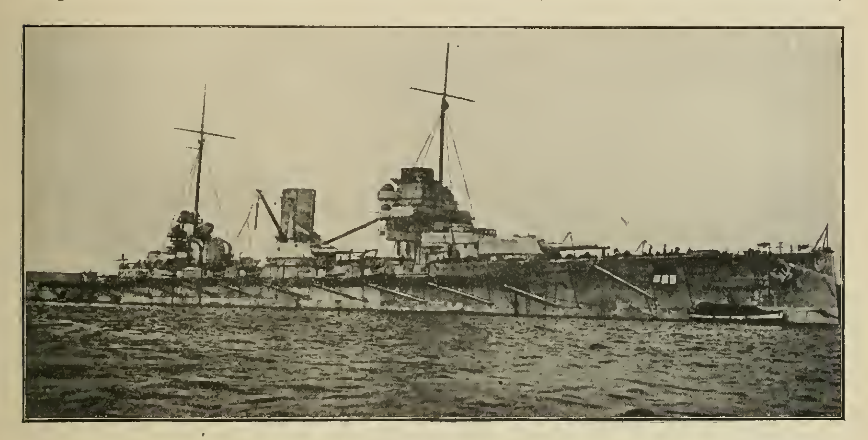
A propos du bombardement de Bône et de Philippeville, notre ami M. Albert Lebrun, ancien ministre des Colonies et de la Guerre, nous dit :

— Certes, les deux navires allemands auraient bien voulu troubler la traversée du 19e corps, laquelle fut aussi allègre que rapide. Mais soyez sûr que l'objet principal de leur mission était de frapper l'esprit du monde musulman. Ces coups de canon, voilà un signal que l'Allemagne savait guetté de toutes parts. L'année précédente, dans un voyage d'étude au Maroc, en Algérie et en Tunisie, j'avais pu constater partout la propagande de l'ennemi. Au moment de mon départ, un petit Arabe, d'esprit très éveillé, qui me servait de porteur, me dit : « Hé, bien ! Monsieur, est-ce pour bientôt la guerre ? — Quelle guerre ? — Celle de l'Allemagne contre la

France. » Comme je répondais que rien ne faisait prévoir une guerre de ce genre, mon petit Arabe murmura tout bas : « Il est pourtant certain qu'on se battra et que l'Allemagne sera encore la plus forte ». Je feignis de ne pas avoir entendu. Ce qui augmentait encore ma mauvaise humeur, c'était la nouvelle que je ne trouverais pas de place sur le bateau : tout était pris par une troupe de touristes allemands.

En ce qui concernait les colonies françaises comme en ce qui concernait la France, l'Allemagne se trompait grossièrement. Elle avait affirmé à toute occasion : « Dès la déclaration de guerre, les colonies musulmanes de la France se révolteront ». Ce ne fut pas un mouvement de rebellion, mais un élan de patriotisme qui les souleva.

Le 31 juillet 1914, on comptait déjà 33.000 Sénégalais sous les drapeaux. En novembre 1914, on compta 15.000 tirailleurs indigènes enrôlés volontairement en Algérie. En novembre 1915, 28.000. La Tunisie envoya 30.000 tirailleurs. Le Maroc,



LE « GŒBEN ». (Phot. Rol.)

trois divisions d'infanterie, seize escadrons, huit batteries, cinq compagnies du génie.

De très nombreux Marocains enrégimentés dans les nouveaux corps auxiliaires, tirailleurs et spahis, demandaient à combattre pour la France contre l'Allemagne. Leurs offres ne furent pas acceptées. Mais elles méritent de compter comme des preuves de loyalisme.

L'administration du protectorat supprima « la protection allemande », système d'exception par lequel l'Allemagne parvenait à soustraire les indigènes à la juridiction française. Cette décision et la capture des navires allemands sur la côte marocaine, impliquèrent l'abolition de l'acte de la Conférence d'Algésiras, du moins en ce qui touchait l'Allemagne, acte qui, depuis 1905, entravait les destinées de la France au Maroc.

Le sultan du Maroc fit remettre leurs passeports au représentant de l'Allemagne et à celui de l'Autriche. Chez un commerçant allemand de Casablanca, on saisit d'énormes caisses pleines de boîtes à sardines prêtes à partir pour l'intérieur : chacune de ces boîtes contenait six cartouches pour fusil de guerre.

Quelques tribus attaquèrent nos colonnes de ravitaillement. Les plus turbulents

étaient les Chleuchs, les Zaians, les Beni-M'Guid. La colonne Claudel fut quelques jours en péril chez les Zaians. Dans un seul combat contre les Riattas, le général Gouraud perdit 138 hommes, dont 50 morts. Les Allemands avaient excité et soutenu ces tribus sauvages en lutte contre la France et la civilisation. Ils espéraient déterminer ainsi le soulèvement de l'Islam. Au Maroc, c'était l'Allemagne que nos soldats avaient à combattre. Leur chef, le général Lyautey, résident général, un Lorrain clairvoyant et résolu, sut dès le premier jour le leur faire comprendre.

Pour empêcher la rebellion de s'étendre, des régiments de territoriaux furent envoyés de ce côté, à la place des régiments de l'active et des tirailleurs appelés au front français

Le général Lyautey avait l'ordre d'évacuer l'intérieur pour défendre la côte, s'il jugeait cette évacuation utile. Il la jugea dangereuse. Se replier, c'était s'exposer à des massacres; c'était surtout réduire à néant l'autorité française. Avec ses territoriaux et ses Sénégalais, il tint bon partout.

Les Allemands avaient juré aux indigènes que les Français seraient tout de suite battus en Europe et jetés à la mer en Afrique. Aussi, les indigènes lisaient-ils avec une attention extrême les communiqués officiels. Ils pouvaient constater une fois de plus ce que valait la parole de l'ennemi.

Bientôt arrivèrent nos premiers prisonniers allemands. Quatre mille débarquèrent à Casablanca, pour être répartis dans tout le Maroc occidental. En voyant ces Allemands qui hier encore se proclamaient « les seigneurs de la terre », travailler à nos voies ferrées militaires et au terrassement de nos routes, les indigènes se disaient : « Ils sont en esclavage. La France l'emporte ».

Cette « guerre sainte » que l'Allemagne prétendait faire proclamer par l'Islam : rêve extravagant et cruellement bouffon, guerre sainte de fabrication allemande, *made in Germany* ! Pour prêcher cette guerre, l'Allemagne avait depuis dix ans organisé une propagande sans relâche dans le monde de l'Islam, de Fez à Java, de Kazan au Darfour. Des brochures écrites en toutes les langues orientales, voire en chinois, étaient répandues par milliers pour appeler aux armes. En réalité, l'unité de l'Islam n'a jamais été qu'une chimère. Sans doute, le monde musulman garde son caractère propre : une foi imperturbable, une noble poésie, de singulières aptitudes économiques, un idéal de justice patriarcale. Mais ce caractère propre lui rend l'Allemagne odieuse, dès qu'il la connait.

Sur mer aussi bien que sur terre, l'Allemagne prouvait dès le premier jour qu'elle était décidée à fouler aux pieds les conventions de La Haye où elle avait pourtant apposé sa signature.

Tandis que les alliés se conformaient au texte : « Ne pas placer de mines pouvant porter atteinte à la navigation commerciale; munir les mines flottantes d'un appareil les rendant inoffensives si elles rompaient leurs amarres; les fabriquer de telle sorte qu'elles explosent après deux heures au plus », l'Allemagne et l'Autriche plaçaient des mines de durée sur toutes les côtes de la Mer du Nord et de l'Adriatique.

Le 5 août, un bateau de commerce allemand, *Kœnigin Luise*, de la compagnie Hamburg-Amerika, était surpris mouillant des mines dans la Tamise. Dès lors, des chalutiers anglais furent chargés d'opérer de perpétuels dragages.

La flotte allemande s'était abritée dans la Baltique. L'amiral anglais Jellicoe disposa avec des bateaux anglais, un barrage à la hauteur de Cotentin. Ainsi, le Pas-de-Calais fut gardé.

« L'avenir de l'Allemagne est sur les mers », répétait Guillaume II. Le 1er août 914, l'Allemagne avait en cours de route 636 navires de commerce à vapeur jau-





Général DUBAIL

geant 2.949.000 tonnes et représentant une valeur de cinq milliards. Les puissantes compagnies allemandes comptaient : la *Hamburg-Amerika-Linie* 153 navires, un million de tonnes; le *Norddeutscher Lloyd*, 120 navires. 600.000 tonnes; *Hansea*, 65 navires, 290.000 tonnes; *Deutsch-Australische*, 45 navires, 225.000 tonnes; *Hamburg-Sudamerikanische*, 46 navires, 230.000 tonnes; *Deutsche-Levante-Linie*, 45 navires, 135.000 tonnes; *Deutsche-Amerikanische Petroleum*, 30 navires, 120.000 tonnes; *Woermann-Linie*, 25 navires, 105.000 tonnes.

L'Autriche, au 1er août, avait en cours de route 150 vapeurs jaugeant un million de tonneaux et représentant une somme d'un millard et demi.

Pour ces navires allemands et autrichiens représentant plus de sept milliards, il n'y eut qu'une seule voie de salut : se réfugier, coques en détresse, dans des ports neutres.

Dès le début des hostilités, les vaisseaux de commerce allemands furent saisis par centaines dans les ports d'Angleterre et des colonies anglaises, dans les ports de France et de Belgique, dans la Baltique, dans la Méditerranée, dans l'Océan. Les paquebots allemands qui transportaient des hommes de la réserve en Allemagne furent arrêtés dans les ports ou saisis en mer.

Au 16 août 1914, étaient déjà capturés près de deux cents navires jaugeant un million de tonnes et représentant à peu près un milliard et demi. Ces chiffres sont tirés des indicateurs de route officiels publiés par les principales compagnies de navigation, ainsi que des documents fournis par le *Bureau Veritas* et le *Lloyd anglais*.

L'Amirauté britannique put dire : « Chaque jour qui passe voit s'étendre la surveillance exercée par la Grande-Bretagne sur les voies commerciales maritimes ».

Cependant, des croiseurs allemands commençaient à menacer les communications de l'Angleterre avec la République argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay. D'autre part, des sous-marins ennemis croisaient le long de la côte orientale de l'Angleterre et de l'Écosse, jusqu'aux îles Sutherland. Double péril que l'Angleterre allait tâcher de conjurer!

Quant à la France, elle n'oubliera plus que, pendant des siècles, le pavillon français a occupé la seconde place. Ne doit-elle pas s'appliquer à reprendre cette place pour retenir la clientèle qui, après la guerre, lui est assurée!

Les armées françaises.

Avant le vote de la loi de trois ans, la France avait comme troupes métropolitaines et coloniales 620.000 hommes et 34.200 officiers. Ses forces mobilisables étaient de quatre millions cinq cent mille hommes. La loi de trois ans, votée le 7 Août 1913, augmenta les effectifs de 210.000 hommes.

L'infanterie comprenait 163 régiments à trois bataillons de quatre compagnies; 30 bataillons de chasseurs à six compagnies; 4 régiments de zouaves à cinq bataillons de quatre compagnies; 4 régiments de tirailleurs algériens dont trois à six bataillons; deux régiments étrangers. Chaque régiment disposait de quelques sections de mitrailleuses, trois au plus.

Les corps de l'armée active, en temps de mobilisation, complétaient les régiments par les plus jeunes réservistes; les réservistes plus âgés formaient des régiments de réserve. Aux corps actifs s'unissaient 145 régiments territoriaux, 7 régiments de chasseurs territoriaux, douze bataillons de zouaves territoriaux.

La cavalerie comprenait 12 régiments de cuirassiers, 32 de dragons, 23 de chasseurs, 14 de hussards, 6 de chasseurs d'Afrique, 4 de spahis. Au total : 91. Les

régiments de la métropole avaient 4 escadrons actifs et 1 escadron de dépot : les régiments de spahis avaient cinq escadrons actifs. Les brigades de cavalerie étaient pourvues de sections de mitrailleuses.

L'artillerie, qui comprenait 62 régiments de campagne ayant trois ou quatre groupes de trois batteries (chacune de quatre pièces), comptait 634 batteries montées, 16 batteries à cheval et 21 batteries lourdes. Ajoutons deux régiments d'artillerie de montagne comptant 18 batteries, 11 régiments d'artillerie à pied comprenant 57 batteries de place et 32 de côte. Notre canon de campagne, c'était l'incomparable 75. L'artillerie lourde était armée du 120 court et du 155 court à frein hydraulique et récupérateur pneumatique. En vain, on avait rappelé à la France les avantages que les Allemands attendaient de leur artillerie lourde : dissimulés dans



RÉGIMENT D'INFANTERIE EN MARCHE. (Photo Meurisse.)

des tunnels, leurs gros canons pouvaient de très loin exécuter des tirs plongeants très dangereux. Les mérites du 75 avaient réponse à tout. Le général Langlois lui-même déclara l'artillerie lourde inutile et encombrante. L'Allemagne parut une fois de plus victime de sa mégalomanie. Cependant, on aurait dû être frappé par cet argument irréfutable : « Puisque les Allemands ont une artillerie lourde, ils s'en serviront. Allons-nous les laisser tirer sur nous comme à la cible ? »

Le génie avec les pontonniers, les aérostiers, la télégraphie, la télégraphie sans fil, *etc.*, formait 8 régiments. Le train formait 20 escadrons et 8 compagnies. Ajoutons les commis, les ouvriers, les infirmiers, les secrétaires d'état-major, 28 légions de gendarmerie, la légion de la Garde républicaine, le régiment des sapeurs-pompiers.

Les troupes coloniales comptaient 16 régiments d'infanterie coloniale, un régiment de tirailleurs annamites, 4 de tirailleurs tonkinois, quatre de tirailleurs sénégalais (à 8 bataillons), 3 de tirailleurs malgaches, 2 escadrons de spahis sénégalais, 3 d'artillerie coloniale ayant 36 batteries en France.

Le territoire français, qui comprend l'Algérie et la Tunisie, se divisait en deux

gouvernements militaires, Paris et Lyon, et en 21 régions de corps d'armée. Ajoutons les 8 divisions de cavalerie à trois brigades.

Aux premiers jours de la guerre, les armées françaises furent disposées entre la frontière belge et la frontière suisse, regardant l'Allemagne vers le nord-est.

La Première Armée, entre Belfort et la ligne de Mirecourt, était commandée par le général Dubail. En 1870, Dubail, de Belfort, avait combattu comme sous-lieutenant à Forbach et à Borny. Capitaine en 1878, il fut nommé professeur d'art militaire à l'École de Saint-Cyr, dont il prit le commandement après avoir commandé le 1er zouaves. Son armée comprenait le 8e corps (général de Castelli), composé de Berrichons, de Nivernais, de Bourguignons, d'Auvergnats; le 14e corps (général Pouradier-Dutheil), composé de Savoyards et de Dauphinois; le 21e corps (général Legrand), composé de Champenois, de Francs-Comtois, de Lorrains, particulièrement de Vosgiens. A Belfort, un détachement d'armée (général Bonneau) comprenait le 7e corps (de Besançon), une division de cavalerie et un groupe de division de réserve. Le 19e corps, venu d'Algérie, allait le rejoindre.



DRAGONS DÉFENDANT UN PASSAGE A NIVEAU.
(Photo Branger.)

La Seconde Armée, entre la ligne de Mirecourt et la Moselle, était sous les ordres du général Curières de Castelnau. Né dans l'Aveyron, à Saint-Affrique, Castelnau, capitaine à vingt ans dans les armées qu'improvisait Gambetta, en 1870, a fait la campagne de la Loire avec Chanzy. Huit ans après, il entra à l'École de Guerre et, déjà vieux soldat, apprit le métier de chef.

En 1896, nommé commandant, il fut appelé au premier bureau du ministère de la Guerre : service d'organisation, de mobilisation et de concentration, étude des plans. De l'état-major, il passa, en 1900, au commandement du 37e de ligne sur la frontière lorraine. Au ministère, il avait appris à connaître les choses de l'armée; à Nancy, il apprit à connaître toujours mieux les soldats et à se mieux connaître lui-même. Général en 1906, il fut choisi par Joffre, en 1913, comme chef d'état-major de l'armée. L'armée de Castelnau comprenait le 20e corps (général Foch), qui se préparait à la lutte depuis le lendemain du traité de Francfort et connaissait à fond la terre de Lorraine qu'il allait arroser de sang. Formé en majeure partie de Lorrains, le 20e corps comptait un certain nombre de Parisiens qui ajoutaient de l'éclat à sa solidité et de la verve à son mordant. Cette seconde armée comprenait encore le 69e « tout de fer », le 153e, le 146e, le 160e; les chasseurs à pied; le 16e corps (général Taverna), qui venait de l'Hérault et des Cévennes; le 15e corps (général Espinasse), qui venait de la Provence, des Alpes, de la Corse; le 2e groupe de divisions de réserve; la cavalerie de corps et les divisions de cavalerie indépendante.

La Troisième Armée, sous les ordres du général Ruffey, disposée entre la Moselle et le nord de la Woëvre, comprenait le 2e corps, de Beauvais et d'Amiens (général Gérard), le corps colonial (général Lefèvre), la 7e division de cavalerie, le 4e corps (général Boëlle), composé en majeure partie de Normands, de Manceaux et d'Angevins; le 5e corps, composé en grande partie d'enfants de Paris, de l'Ile-de-France et de l'Orléanais, avec le 46e régiment qui répond *Présent!* au nom de la Tour d'Auvergne; le 6e corps (général Sarrail), composé en grande partie de Champenois, d'Ardennais, de Lorrains, surtout de Vosgiens.

La Quatrième Armée, sous les ordres du général Langle de Carry, en réserve d'abord à l'ouest de Commercy, puis entre la Meuse et la Semoy, comprenait le 9e corps, de Tours (général Dubois), composé en grande partie de Tourangeaux, d'Angevins, de Vendéens; le 17e corps, de Toulouse (général Poline), composé en grande partie de Gascons, de Languedociens, de Tourangeaux; le 12e corps, de Limoges (général Roques), composé en grande partie de Limousins et de Périgourdins; le 11e corps, de Nantes (général Eydoux), composé en grande partie de Vendéens et de Bretons.


GÉNÉRAL LANREZAC.
(Photo Branger.)

Une Cinquième Armée, commandée par le général Lanrezac, protégeait les Ardennes et se tenait prête à se porter vers les Flandres. Elle comprenait le 18e corps (de Bordeaux), composé en grande partie de Girondins, de Landais, de Basques, de Pyrénéens; le 3e corps (de Rouen), composé de Normands, ces deux corps prélevés sur la seconde armée; le 10e corps (de Rennes), composé de Bretons; le 1er corps (de Lille), composé en grande partie de Lillois et d'Artésiens.

Dans ces armées, on a salué les régiments qui, depuis des siècles, mettaient hors de pair le courage français. Saluons aussi les nouveaux groupements militaires qui n'avaient pas encore de place dans la gloire et qui, du premier coup, en atteignirent le sommet: aviateurs, automobilistes, cyclistes, téléphonistes, télégraphistes, *etc.*

Dès que l'Allemagne eut violé le territoire belge, plusieurs de nos corps d'armée furent transportés de l'est à l'ouest, sans que la liaison générale de nos troupes se rompît.

A l'invasion menaçante, la France opposait ces cinq belles armées, c'est-à-dire près de douze cent mille hommes. Que de raisons nous avions pour compter sur elles! Nous pouvions nous dire d'abord : « Depuis 1871, aucun chef allemand n'a vu le feu, à l'exception des officiers, d'ailleurs si rares, qui ont combattu, et avec un si piètre succès, contre les Herreros. Chez nous, au contraire, très nombreux sont ceux qui ont fait campagne en Tunisie, dans le sud algérien, au Dahomey, au Soudan, au Tonkin, à Madagascar, sans compter ceux qui, le front tout bronzé, viennent directement du Maroc. Certes, ils n'ignorent pas que la guerre coloniale, en son ensemble comme en son détail, diffère de la guerre européenne. La guerre européenne a besoin d'une préparation et d'une organisation complètes : c'est la



1914. — ZOUAVES S'EMPARANT D'UNE TRANCHÉE



1914. — ZOUAVES S'EMPARANT D'UNE TRANCHÉE

par G. Charpentier-Bosio

guerre scientifique. Quoi qu'il en soit, mieux vaut avoir fait son apprentissage en luttant contre un ennemi impitoyable et connaissant à fond le terrain, qu'en s'exerçant sur des cartes au « jeu de la guerre » (*Kriegspiel*). Dans l'action, les officiers apprennent à connaître leurs soldats; les soldats, leurs officiers. Quant aux grands chefs, ils apprennent le métier de chef. Ainsi se sont formés Joffre, Galliéni, Gouraud, d'Amade, Mangin.

A ce propos abondaient les anecdotes du plus émouvant caractère. Des réservistes allaient partir. Le général Oudart, commandant la 18e région, les passait en revue. Il les interrogea sur leur profession et leur classe. L'un d'eux lui dit :

— Mon général, je suis le frère du brigadier Taris, mort au Maroc.

— C'est un titre de noblesse, dit le général Oudart.

— Je tâcherai d'en être digne, mon général.

Là-dessus, tous les soldats ont pensé : Noblesse oblige.

Dans l'armée française, entre les officiers, les sous-officiers et les soldats, se nouent de tels liens de dévouement, de sympathie et d'estime, qu'elle constitue tout entière ce que nos aïeux appelaient « une grande Amitié ». Unité agissante qui, sous le feu, se reforme d'elle-même.



GÉNÉRAL OUDART.
(Photo Manuel.)

Un de nos amis, qui a commandé au Tonkin, nous disait, quelques mois avant la guerre :

— Si vous saviez quelle délicatesse j'ai rencontrée dans le cœur de mes hommes! Un fait entre mille. Dans le poste lointain où nous nous étions placés, l'eau ne semblait guère bonne à boire, surtout pour nous, Alsaciens, qui sommes des gourmets d'eau pure. Au cours d'une expédition, je remarquai une source de qualité meilleure et je la signalai en passant. Entourée de menthe sauvage, au pied des montagnes qui limitent la vaste plaine confiée à notre garde, cette source était au moins à deux heures de marche. Or, chaque matin, je trouvais près de mon lit une cruche pleine d'eau puisée à cette source et, sur la cruche, une touffe de menthe sauvage. J'avais beau surveiller mes hommes, leur rappeler le danger, leur défendre de sortir du poste, les menacer de punitions s'ils retournaient vers la montagne. Rien n'y faisait. A la fin, je fus forcé de dire : « Réfléchissez! S'il arrivait un malheur, ce serait moi qui en supporterais la responsabilité ». Alors, la cruche resta vide et il y eut de la tristesse autour de moi.

Quelle force en cette idéale communion qui s'étend du soldat au généralissime! Lorsqu'un chef tombe en pleine bataille, son âme semble passer dans celle de ses hommes. Voici une compagnie de zouaves qui a chargé trois fois à la baïonnette contre un ennemi très supérieur en nombre, établi sur une hauteur abrupte et soutenu par des mitrailleuses. Après la troisième charge, plus d'officiers. La compagnie se recueille un instant. Instinctivement, elle se compte. De cent cinquante hommes, il en reste une trentaine. Que faire? Un sergent répond à la muette interrogation de ses camarades :

— Hé, bien ! allons-y encore.

Et la position imprenable est enlevée.

Dans ces actes d'héroïsme français, apparait souvent une fleur de grâce. L'ennemi, par une surprise indigne, en mettant crosse en l'air, avait attiré nos hommes dans un piège et enlevé un canon. Un bataillon accourut, conduit par un lieutenant rompu à tous les sports et qui, dans nos Fêtes Fédérales de gymnastique, excellait à entrainer ses hommes. Le lieutenant cria gaiement :

— Celui qui me rattrapera aura ma montre.

Disons ici que la montre du lieutenant était célèbre dans le régiment. C'était un solide disque d'argent, galamment ciselé. Récompense alléchante! Chacun des soldats faisait de son mieux pour se l'attribuer. Mais le lieutenant les distançait tous, et de si loin! Tout à coup, une balle l'atteignit au genou et le renversa. A un soldat qui passait devant lui, il tendit sa montre.

— Non, mon lieutenant, répondit le loyal champion, ce ne serait pas de jeu.

Le canon fut repris. Quelques heures après, notre lieutenant, transporté à l'ambulance, vit arriver son premier coureur, blessé lui aussi.

— C'est de jeu maintenant, lui dit-il. Ma montre est à vous.

— Oui, mon lieutenant; *à cette heure*, je veux bien.

Presque au même moment, une cinquantaine de dragons allemands qui dormaient dans un petit bois étaient surpris par quatre de nos cavaliers. L'officier ennemi fut tué. Les cinquante dragons de lever les mains en l'air ! Nos quatre cavaliers n'eurent qu'à cueillir les carabines, tandis qu'un sous-officier rendait son sabre en disant, dans un français parfaitement correct :

— J'en ai assez de cette guerre!

Haut les mains! Voilà souvent le mot d'ordre des soldats allemands débarrassés de leur chef. En deuil de leur chef, les soldats français se disent : Haut les cœurs! Vengeons-le.

Au plus fort de la guerre, un certain nombre de journalistes étrangers réunis sur notre front se posèrent la question suivante :

— Quelle est la qualité maîtresse du soldat français?

Ils furent ainsi amenés à enregistrer successivement les principales vertus militaires : courage, élan, crânerie, intrépidité, mordant, entrain, endurance, ténacité. Mais, toutes ces vertus étant fondues ensemble, la question ne leur paraissait pas tout à fait résolue. Ce qui caractérise essentiellement le soldat français leur échappait encore. Soudain, un des journalistes, regardant des territoriaux qui, au bruit du bombardement le plus furieux, s'entr'aidaient de leur mieux pour creuser et organiser leurs abris, s'écria :

— Serviabilité! La qualité maîtresse du soldat français, c'est la serviabilité.

Le mot est disgracieux, mais combien la chose est exquise! Ce fut une révélation. Les journalistes tombèrent d'accord. Serviables, les soldats français le sont entre eux; ils le sont à l'égard des officiers, comme les officiers le sont à leur égard. En ce continuel échange de services, rien de forcé, rien de factice, rien d'exagéré, rien d'indiscret. Complaisance faite de spontanéité, de confiance, de constance, et qui rend incomparable la vie d'une armée. Cette serviabilité demeure, au fond, le don français par excellence. Quand ils s'obligent ainsi réciproquement jusqu'à la mort, nos soldats obéissent à une loi de leur nature. C'est le contraire de la serviabilité qui leur coûterait. De cette qualité maîtresse, les autres qualités découlent, comme l'eau d'une source intarissable et pure. Le soldat serviable est heureux de servir avant tout sa patrie: de là son abnégation et son héroïsme. Il est heureux de rendre service en plein danger : de là, une ardente cohésion dans la défense et dans l'attaque. Il est heureux

de soutenir ses camarades et de se sentir soutenu par eux : de là, une gaieté qui, sous la voûte de neige aussi bien que sous la voûte de feu flambe miraculeusement.

La gaieté du soldat français viendrait donc non pas de l'esprit, mais du cœur. Entre nous, elle vient aussi de l'esprit. Cette remarque faite, nous félicitons nos confrères étrangers, américains, belges, italiens, suisses, pour leur pénétrante étude de psychologie. Dans l'expression : un bon soldat, le mot *bon* doit être pris en toute sa plus belle acception.

— Hé, bien ! il y a du bon ! murmurent nos soldats en lisant ces lignes.

Et en s'exprimant ainsi, à la bonne franquette, ces bons soldats ont été bons prophètes.

Le fusil de l'armée française est le Lebel perfectionné, modèle 1886-1893, calibre de 8 millimètres, avec un magasin de huit cartouches. Les balles D qu'il emploie lui donnent une grande force balistique. Le jour où cette arme excellente fut mise entre les mains de nos soldats, beaucoup de patriotes pressentirent qu'elle serait l'arme de la Guerre du Droit. Trop de temps a passé, depuis le jour de 1886 où nous écrivions en son honneur :

Joli fusil qui, par miracle,
Lances très loin, à coup très sûr,
A travers l'espace ou l'obstacle,
De fines balles d'argent pur.

Joli fusil qui, sans fumée,
Sans embarras et sans effort,
Sèmes sans fin sur une armée
Des bijoux qui donnent la mort.

Arme savante, arme précise,
Si légère dans notre main,
La victoire était indécise,
Et tu la fixes pour demain !



Sais-tu bien, fusil que je touche
Comme un talisman redouté,
Ce que je mets en ta cartouche
De confiance et de fierté ?

En attendant ton vrai baptême,
Je suis heureux comme un enfant
Et je t'aime, ô fusil, je t'aime,
Jouet docile et triomphant !





Je t'aime, arme charmante et neuve,
Et j'appelle, dans mon espoir,
Le grand jour, le jour de l'épreuve,
Où tu feras tout ton devoir.

Il faut que ta voix retentisse,
O fusil qu'on devra bénir,
Pour le droit et pour la justice
Qui pacifieront l'avenir.



Car c'est toi qui sauras reprendre
Tout ce que d'imprudents vainqueurs
Ont arraché, sans rien entendre,
De notre sol et de nos cœurs.

Sois parmi nous la bienvenue,
Arme que cherchaient tous nos yeux !
Lorsqu'enfin je t'ai reconnue
Au bras de nos soldats joyeux,

J'ai salué plein d'assurance
Les beaux combats brillants et prompts,
O cher petit fusil de France,
Les chers combats où nous serons.



COLONEL DEPORT.

Notre pièce de campagne, qui rendra à jamais illustre le chiffre de son calibre 75 millimètres, avait été présentée par le commandant Deport à la Commission d'expériences de Bourges en 1894. Les collaborateurs du commandant Deport, le capitaine Sainte-Claire Deville, puis le capitaine Rimailho, ont continué à le perfectionner. Le canon a une longueur de 2 mètres 475 millimètres : 33 fois son calibre. Le tube en acier, renforcé par une longue frette, porte à l'intérieur des rayons qui impriment à l'obus un mouvement de rotation sur lui-même. Il se ferme et s'ouvre d'un seul mouvement. Un frein à huile et à glycérine ramène en position la pièce qui, le coup parti, a reculé. Deux servants sont assis sur des sellettes fixées à l'affût et abrités derrière des boucliers d'acier que ne perce pas une balle même tirée à 150 mètres. On pointe en mettant dans le prolongement exact l'un de l'autre l'œilleton placé à la culasse, le guidon placé au milieu de la pièce et le but à atteindre. La cartouche métallique réunit le projectile, la poudre et l'amorce. Toutes les multiples manœuvres du chargement se réduisent à une seule. Après chaque coup, un éjecteur automatique fait disparaître la douille vide. La pièce peut tirer vingt-un coups par minute. Un organe très remarquable de cette pièce, c'est le débouchoir qui sert à percer au point convenable la fusée des projectiles. Pour faire partir le coup, le cordon tire-feu met en mouvement un marteau à ressort qui frappe sur une tige d'acier traversant la vis-culasse et heurtant l'amorce de la douille. Un habile artifice de construction permet de disperser les coups d'une même pièce sur une largeur donnée, c'est-à-dire d'exécuter des tirs fauchants, pour qu'ils éclatent dans l'air au point déterminé. Les projectiles du 75 sont de deux sortes : un obus explosif chargé de mélinite et un shrapnell, obus à balles. L'obus explosif pèse 5 kilogs 300 ; le shrapnell, 7 kilogs 250.

Depuis le début de la guerre, des perfectionnements ont été apportés dans la fabrication de ces projectiles. Considéré d'abord comme une arme offensive, le 75 s'est montré une arme défensive de

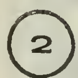


LE 75 EN MARCHE.

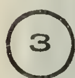
CANON FRANÇAIS DE 75 m/m

1

- **A** Frein.
- **B** Bêche de crosse.
- **C** Culasse.
- **D** Cheville d'attelage.
- **E** Essieu.
- **F** Flèche.
- **G** Galets.
- **H** Patins des roues.
- **I** Berceau.
- **J** Volant de pointage en direction.
- **K** Volant de pointage en hauteur.
- **L** Marteau.
- **M** Ame du canon.
- **N** Pignon engrenant le berceau.
- **O** Obus explosif.
- **P** Collimateur.
- **Q** Vis et pignon des hausses.
- **R** Bouclier.
- **S** Obus shrapnell.
- **T** Tire-feu.
- **U** Manivelle de hausse.
- **V** Volée.
- **W** Baladeur des patins.
- **Y** Siège du pointeur.
- **Z** Tambour de hausse.



- **D** Disque.
- **G** Galet de bouche.
- **g** Galets du canon.
- **P** Piston.
- **v** Soupape.



- **O** Obus explosif.
- **S** Shrapnell.
- **X** Mélinite.
- **Y** Fusées.

CANON FRANÇAIS DE 75 m/m

premier mérite. Grâce à sa mobilité, grâce à la qualité des obus qui éclatent en une gerbe horizontale et se brisent en milliers d'éclats pénétrants, grâce à son tir aussi rapide que celui d'un fusil à répétition, il est l'instrument par excellence des tirs de barrage contre l'infanterie.

Malheureusement, l'uniforme de nos soldats avait conservé, en dépit des critiques les plus judicieuses, les teintes les plus visibles du bleu et surtout du rouge.

La première partie de la guerre fut celle des képis rouges et des pantalons rouges. Les képis rouges chargèrent à Charleroi en criant : « Vive la France! La 3e du 2 ne se rend pas ». Les képis rouges chargèrent en Champagne en criant : « En avant ! Nous les aurons ». Hélas! les képis rouges sont tombés par milliers et souvent pour l'unique raison qu'ils étaient rouges! Ce fut ensuite la période des képis bleus. On renonçait, à faire de la tête et des jambes du soldat autant de cibles sans abri. Vint enfin la période du casque. La tête cessa d'être dénoncée aux coups et s'assura une protection. Ainsi, de pied en cap, la guerre nous enseigna la guerre.

Joffre.

Le général Joffre quitta Paris le 3 août 1914, pour diriger les opérations. La France recueillait, avec une respectueuse curiosité, tout ce qui concernait le grand chef devenu si vite populaire.

Né à Rivesaltes en janvier 1852, il est de vieille race française, drue et infatigable. Son calme visage charnu à grosses moustaches blanches, son front impassible et ses yeux gris-bleu souverainement tranquilles sont d'un sphinx. A Hanoï où il fut chargé des fortifications du Haut-Tonkin, les indigènes, frappés de sa gravité silencieuse et résolue, l'appelaient « l'homme aux sourcils », *Onj Daumat*. De lui, on ne comprend bien que ce qu'il ordonne ; mais cela on le comprend du premier coup.

— Les yeux de Joffre, nous dit un de ses compatriotes, des yeux de marin! Nombreux sont les descendants de marin, dans la région de Rivesaltes. Nombreux, ceux qui ont le goût des traversées et des expéditions lointaines. C'est l'âme du port de Collioure qui habite en eux.



RIVESALTES. — MAISON NATALE DU GÉNÉRAL JOFFRE.
(Photo Clara.)

Ses grands-parents, vignerons des Pyrénées-Orientales, ont travaillé à produire le muscat et le grenache velouté de Rivesaltes. Il eut dix frères et sœurs. Un de ses frères mourut capitaine d'état-major breveté à la 32e division d'infanterie; un autre, ingénieur-voyer à Perpignan.

Au collège de Perpignan, il laissa le souvenir d'un élève extrêmement laborieux et brillant. Son vieux professeur de mathématiques s'écriait : « Il met les bouchées

doubles ». C'était une façon de dire que l'élève Joffre faisait deux classes par an. Au concours général, il enleva à la baïonnette le premier prix de mathématiques,



JOFFRE
OFFICIER SUPÉRIEUR
ET AU
CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA GUERRE.

le premier prix de géométrie descriptive, le premier prix de dessin et le troisième accessit d'histoire. Ni le jeu ni même la promenade ne le tentaient. La lecture était sa récréation et sa récompense. De là son surnom de taciturne.

A l'École polytechnique où il entra avant la fin de sa dix-septième année, il eut pour rival et pour ami Henri Poincaré, le grand mathématicien. Il occupait le quatorzième rang. « C'est la faute de l'allemand, murmurait-il. Je l'écorche ». En mathématiques, Poincaré et Joffre se serraient de près. Quand un problème passait pour insoluble, d'ordinaire tous deux le résolvaient, Poincaré, en une minute, et Joffre, en un quart d'heure. En mécanique, Joffre l'emportait quelquefois. Chacun d'eux avait sur la conscience un poème de jeunesse : Poincaré, une tragédie consacrée à Jeanne la Libératrice ; Joffre, une ode sur l'Alsace-Lorraine qui se terminait ainsi :

J'ai pour rêve de joie et vision d'amour
L'éclair de nos fusils en marche vers Strasbourg.

Henri Poincaré mourut trop tôt pour voir Joffre réaliser leur rêve.

Pendant la guerre de 1870, les élèves de l'École furent nommés sous-lieutenants et employés aux travaux de la défense de Paris. Capitaine en 1876, Joffre tint garnison à Pontarlier, à Montpellier, puis à Mont-Louis, comme chef de génie. En 1885, atteint par un chagrin secret, il partit pour l'Extrême-Orient, se distingua dans l'expédition de Formose et devint chef du génie à Hanoï. De retour en France, il fut attaché, en 1888, à la direction du génie au ministère de la Guerre. Nommé chef de bataillon, il fut, en 1891, chargé du cours de fortifications à l'École d'Application de Fontainebleau. En 1891, il dirigea une mission au Soudan, où il s'éleva au grade de lieutenant-colonel. C'est lui qui, dans la région de Tombouctou, conduisit d'une façon si habile l'expédition qui vengea le massacre de la colonne Bonnier. Dès qu'il rentra en France, en 1896, on lui confia le poste de secrétaire de la Commission d'examen des Inventions. En 1901, comme général de brigade, il commanda la 19e brigade de Vincennes, puis fut nommé directeur du Génie au ministère de la Guerre. Comme général de division, il commanda, en 1905, la 6e division d'infanterie à Paris. Il commanda ensuite, à Amiens, le 2e corps d'armée. Enfin, après avoir fait partie du Conseil supérieur de la Guerre, il fut nommé chef d'état-major général de l'armée, c'est-à-dire, en temps de guerre, généralissime.



RIVESALTES. — STATUE DE PALLAS-ATHÉNÉE.
(Photo Clara.)

En 1897, quand son père et sa mère célébrèrent leurs noces d'or, le futur généralissime était secrétaire de la Commission d'examen des Inventions. A cette fête de famille, un de ses compatriotes lui demanda :

— Vous qui avez examiné tant d'inventions, dites-nous ce qu'on a trouvé de mieux.

— Ceci ! répondit le bon fils, en montrant ses parents qui se regardaient avec un sourire.

A Rivesaltes, tout le monde aime Joffre « parce qu'il n'est pas fier, » parce qu'il parle catalan, parce qu'il épargne autant que possible le sang des soldats et parce qu'il a vaincu l'invincible Allemagne, à la bataille de la Marne. Tout de suite, on mène le visiteur à une maison de la rue des Orangers : « Vous voyez cette petite chambre, près de la grande cuisine : c'est là qu'il est né ». Sur la principale place de Rivesaltes se dresse la statue de Pallas-Athénée. La déesse de la sagesse a présidé au développement moral du futur Temporisateur.

Quand Joffre revint de Tombouctou, la ville de Perpignan lui offrit un punch :

— Je ne suis guère l'homme des punchs, répondit-il, mais envers Perpignan j'ai contracté une si grosse dette !

Il paya cette dette de tout son cœur. La salle Arago où on le recevait était pleine d'une foule enthousiaste. Plus d'un orateur du cru glorifia, en termes ardents, le chef qui avait sauvé les derniers compagnons de Bonnier et planté le drapeau français dans la grande ville du Soudan oriental. Le chef dont on parlait ainsi songeait à un autre endroit où le drapeau français était attendu. Avons-nous besoin de dire que l'enthousiasme de l'assistance lui agréait à titre de fraternelle sympathie ? Il se pencha vers un de ses voisins et lui dit à l'oreille : « Je crois sentir battre le cœur de mon Roussillon ».

Pendant la guerre du Droit, un soir de septembre 1915, revenant à son quartier général sur la ligne de feu, après une dure journée de soleil et de poussière, il trouva un envoi de Rivesaltes : quelques bouteilles d'un vieux vin, récolté sur le plus fameux coteau, en face de sa maison maternelle. Il considéra avec émotion les bouteilles poudreuses qui venaient du cher pays. Il fit admirer à ses officiers la belle couleur du vin, en décrivit les qualités de force, de bouquet et de fraîcheur, puis conclut :

— Portez ces bouteilles à l'ambulance.

Voilà le tact d'un grand Français et le geste d'un grand chef.

Reproduisons ici un portrait de Joffre par Galliéni. C'est un ordre du jour daté de Tananarive, le 26 mars 1903 :

« Le général commandant en chef est heureux d'exprimer au général Joffre ses remerciements pour le concours dévoué qu'il lui a prêté, et de lui adresser ses félicitations pour les brillantes qualités qu'il a affirmées et qu'il aura à exercer dans les hauts commandements qui lui seront réservés. »

Ainsi le général Galliéni, au moment où il commandait en chef le corps d'occupation de Madagascar, entrevoyait la destinée de son frère d'armes. Devinait-il qu'il le seconderait dans la bataille qui devait changer la face du monde ?

A Madagascar, Galliéni disait de Joffre :

— Il laisse ici une œuvre d'une importance capitale, au point de vue militaire et maritime. Avec une constante énergie et une invariable méthode d'organisation, il en a assuré le développement jusque dans le moindre détail.

— En quoi cette œuvre consiste-t-elle ?

— La France, en janvier 1900, avait décidé de grands travaux pour créer à Madagascar un point d'appui de la flotte. Tout de suite Joffre, par ses capacités professionnelles, parut désigné pour en prendre la direction. Il arriva à Diégo-Suarez, le 13 février 1900 et, le jour même, se mit à la besogne. Les opérations de première installation, toujours si difficiles, révélèrent en lui un chef d'une valeur sans égale. Il a su éviter l'encombrement en des endroits où tout était à créer et donner une égale impulsion à tous les organes qu'il allait avoir à diriger. Chacune des troupes nouvellement débarquées trouvait immédiatement des casernements spacieux et pourvus de tous les aménagements nécessaires. Ces disposi-

tions contribuèrent largement à l'excellent état sanitaire, à l'organisation défensive et à l'instruction des hommes. Les avantages ainsi obtenus en trois ans à Madagascar par Joffre, resteront à tous les points de vue comme une leçon d'énergie. La place de Diégo-Suarez a été puissamment organisée et mise en état de remplir le rôle qu'on en attendait. De là, un vif essor pour toutes les affaires de la région et un avenir assuré pour notre grand port de l'île.

En ce portrait tracé par le général Galliéni, comment ne pas souligner certains traits : esprit de méthode, énergie opiniâtre, hautes qualités d'organisation, intelligence capable d'éviter la confusion et l'encombrement en des endroits où tout est à créer, préoccupation continue d'épargner la vie des hommes, fermeté à toute épreuve, en un mot : cœur généreux et nerfs solides. « La victoire appartiendra à celui dont les nerfs tiendront », disait Guillaume II au début de cette guerre.

« Dans la bataille, avait dit Napoléon Ier, il y a une heure où tout se tranche et



DIEGO-SUAREZ. — LA RADE.

se résoud : c'est l'heure des cuirassiers ». Les Allemands affirmaient que cette heure ne sonne plus à l'horloge des batailles. Se cramponnant à notre sol, ils y creusèrent des trous et s'y blottirent sous une accumulation de portes ou de volets arrachés à nos villages. A les en croire, l'heure des cuirassiers fait place à l'heure des terrassiers. Mais, là encore, il se sont heurtés au génie français. Quand le général Joffre enseignait la guerre, il insistait si fort sur les travaux de siège et se montrait si expert dans l'art antique des retranchements, que ses élèves l'appelaient « Joffre le Terrassier ».

Une décision heureuse du ministre de la Guerre, M. Messimy, en 1911, avait réuni entre les mains du chef d'état-major général tous les services qui concernent la préparation de la guerre : état-major général, comité d'état-major, conseil supérieur, centre des hautes études, école supérieure de guerre. Ainsi, le général Joffre, sous son autorité directe, tenait tous les organes directeurs de l'armée. Pendant trois ans, il fut en situation de perfectionner l'instruction des armées, la mobilisation, la concentration, les services de l'arrière. Il put se préparer lui-même par des travaux,

des manœuvres, des inspections de toutes sortes, à la grande œuvre de salut national qui devait lui incomber. Certes, au début de la guerre, des lacunes subsistaient dans notre matériel. Mais nos états-majors et leur chef étaient prêts.

Le 28 juillet 1911, le général Pau avait désigné le général Joffre pour le poste suprême :

— « C'est disait-il, le plus habile, le plus actif, le plus ferme, le plus digne. »

Le 19 janvier 1913, le nouveau généralissime, en présidant l'Assemblée de la société amicale des anciens élèves de l'École polytechnique, déclara :

— « Tous et chacun doivent concourir à la préparation de la défense nationale. Elle s'enrichit du plus modeste labeur comme de l'invention la plus géniale. Toute défaillance même isolée l'affaiblirait. Demain, un incident, un malentendu peut surgir. On courra aux armes. Malheur à ceux qui sont tombés dans le piège des illusions! Il faut que tout le matériel dont l'armée aura besoin soit au complet. Il faut avoir réparti tous les hommes valides en unités collectives, éléments constitutifs des groupements supérieurs. Ces groupements doivent etre articulés de manière à donner à la masse le maximum de force et de solidité. Il faut que l'ordre d'appel aux armes touche tous les intéressés, pour que chacun sache où il doit se rendre et comment il s'y rendra. »


M. MESSIMY. (Photo Manuel.)

N'était-ce pas là une vision d'avenir et un programme d'action ?

Dès le début de cette guerre, il devina ce que cette guerre devait être. En août 1914, il disait :

— « Ce ne seront plus les généraux en chef qui gagneront les batailles. Ce seront les colonels. Ce seront les simples capitaines. Les batailles se livreront sur des fronts de quatre cents, de cinq cents kilomètres. Sur une pareille étendue, la volonté d'un seul homme n'a plus guère de prise. Le rôle du général en chef se trouvera donc presque terminé, quand il aura amené les armées à point voulu sur la ligne de bataille. Le rôle des colonels et des capitaines commencera au premier coup de feu. Les troupes qui vaincront seront celles qui auront le plus d'endurance, le plus d'énergie, le plus de foi dans le succès final. »

Et il concluait :

— « Pendant la guerre, il n'y a qu'une chose qui compte : le succès final. »

L'offensive en Alsace.

Dès la déclaration de guerre, un de nos avions, allant droit vers Mulhouse, tourna pendant quelques secondes à quelque trois cents mètres au-dessus de la ville et se posa près des premières maisons. Les Mulhousiens l'observaient d'un regard passionné. Une angoisse leur étreignit le cœur, quand ils virent les gendarmes

allemands se précipiter vers lui. Mais déjà le grand oiseau de France avait repris son vol et, en dépit d'une fusillade enragée, regagnait la frontière. Le lendemain, il revenait et faisait pleuvoir sur la ville de petits drapeaux français à chacun desquels une fleur de France était liée.

Mulhouse allait être un de nos objectifs.

Le haut commandement français avait prévu, premièrement, une invasion allemande par la Belgique, suivant soit la rive droite, soit la rive gauche de la Meuse; secondement, un coup de main sur Nancy et une marche méthodique contre Verdun. Il se tenait prêt à repousser ces attaques. Mais son désir était de prendre l'offensive. N'est-ce pas la meilleure et la plus française façon de parer?

Comme la France respecte les traités, et comme, par conséquent, elle ne voulait rien entreprendre contre la neutralité belge ou luxembourgeoise, son armée

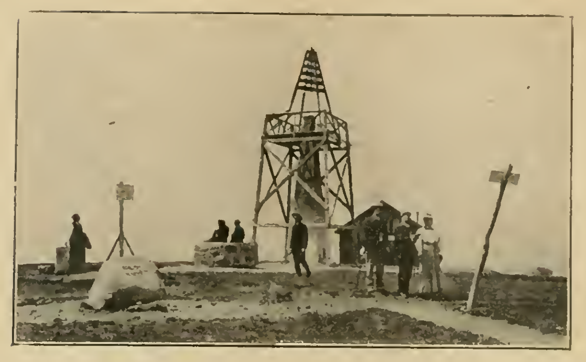


BUSSANG. (N. D. photo.)

ne pouvait prendre l'offensive qu'en Alsace et en Lorraine annexées. Là, elle ressaisissait son bien et reconstituait son territoire national. De plus, en portant la guerre dans la région de Mulhouse ou de Metz, elle venait indirectement en aide à la défense de la Belgique, troublait la mobilisation des Allemands et peut-être coupait tout de suite leurs communications avec le centre de l'Empire.

Le 5 août, à midi et demi, le général Joffre télégraphia aux généraux commandant le 2e, le 6e, le 7e, le 21e corps : « La guerre étant déclarée, il n'est plus apporté aucune restriction aux opérations de couverture qui peuvent s'exécuter telles qu'elles résultent des missions attribuées aux différents secteurs (*ordre spécial du 21e corps*). En conséquence, vous êtes autorisés à occuper les passages des Vosges, du col du Bonhomme à la trouée de Saales inclus ».

Avant tout, cette occupation présentait l'avantage de nous protéger contre toute attaque de flanc, quelles que fussent nos opérations ultérieures. En laissant le



SOMMET DU HOHNECK A 1366 MÈTRES D'ALTITUDE.
(N. D. Photo.)

long de la frontière une zone de dix kilomètres inoccupée, la France avait mis le droit de son côté, mais elle avait permis à l'ennemi de s'emparer des hauteurs. Elle dut les lui reprendre. Le col de Bussang fut le premier enlevé par une section du 15e chasseurs. Nous enlevâmes ensuite le Hohneck et le col de la Schlucht.

Le 8 et le 9, un combat assez violent, où se distingua le 149e (21e corps), nous livra le col du Bonhomme et les sommets de Sainte-Marie. Le col de Sainte-Marie fait communiquer Saint-Dié avec Sainte-Marie-aux-Mines: le col du Bonhomme, Saint-Dié avec Colmar. Bientôt, les Allemands étaient délogés des crêtes où ils résistaient, protégés par des tranchées et des fils de fer barbelés.

Grâce à de hardis efforts, nous occupâmes de même le col d'Urbeis et le col de Saales. Le 10 août, le 3e chasseurs s'élançait de Provenchères sur la route de Saales et bousculait quatre bataillons ennemis. Le 12, il entrait à Saales où il trouva des monceaux d'équipements que l'ennemi abandonnait dans sa débandade.



LE COL DE LA SCHLUCHT. (Champagne, éditeur.)







Généralissime JOFFRE

Le même jour, une compagnie du 21e s'emparait du col du Hanz et repoussait, sur la route de Senones à Saulxures, la contre-attaque du 99e prussien. Notre artillerie, établie sur les hauteurs, prenait à revers les positions ennemies et notre infanterie s'avançait avec des pertes presque insignifiantes.



LE SOMMET DU DONON. (Vérascope Richard.)

Le lendemain, nos troupes s'étant emparées du plateau situé derrière la trouée de Saales, nous devenions les maîtres de la situation.

De Saales, nos troupes pénétrèrent dans la vallée de la Brüche. Au cours de ces opérations, nous recueillîmes près d'un millier de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient des Alsaciens réservistes du 99e.

Le Donon était à nous. Dans son isolement, couronné de rochers nus aux rudes profils, il paraît dépasser les autres sommets. Sur la dalle immense que forme sa couche rocheuse, est construit un petit temple grec où l'on a réuni des blocs de pierre et des bas-reliefs qui proviennent, dit-on, d'un édifice élevé par les druides. Certains archéologues y ont voulu voir les débris du tombeau où dormait Pharamond, le premier roi des Francs. Du haut du Donon (1010 mètres), on découvre presque entièrement la Lorraine, l'Alsace, la chaîne des Vo ges, le grand-duché de Bade.



SAALES. — L'HOTEL DE VILLE. (Photo Weick.)

C'est au 7e corps et à la 8e division de cavalerie établis près de Belfort qu'avait été confiée la mission de pénétrer en Alsace. Nos aviateurs nous prévenaient que le gros des troupes ennemies s'était replié sur la rive droite du Rhin et que nous n'allions plus trouver, entre la frontière et

Mulhouse, « que des forces relativement peu importantes ». Le 7 août, à cinq heures du matin, une de nos brigades qui comprenait le 35e et le 42e, en s'éclairant par de la cavalerie, traversa la trouée de Belfort, passa par les sources de la Doller et s'avança par la vallée de l'Ill. En même temps, les chasseurs à pied du 15e et du 45e bataillon, après avoir occupé le col de Bussang, s'avançaient par la vallée de la Thür qui baigne Thann.

En somme, 19 500 hommes, les uns par la trouée de Belfort, les autres par la vallée de la Thür, marchaient vers Mulhouse.

Quand ils arrivèrent devant les poteaux frontières, on commanda :

— L'arme sur l'épaule droite. Présentez armes.

Tous les cœurs battaient d'enthousiasme.

Dès huit heures et quart du matin, à notre gauche, Seppois-le-Haut est enlevé, puis Orbey, puis Saint-Amarin. La journée du 8 août est marquée par une marche de 32 kilomètres. Le lendemain, le 15e bataillon entre à Reiningen sur la Doller, à 7 kilomètres de Mulhouse.



LA FRONTIERE AU COL DE LA SCHLUCHT. (N. D. photo.)

A notre droite, c'est Dannemarie que nous visons d'abord. Le commissaire de police de Petit-Croix, dernière station française sur la ligne de Mulhouse, va s'installer à la place du commissaire allemand de Montreux-le-Vieux.

Le soir du 7 août, vers six heures, nous étions devant Altkirch. En vain, une brigade allemande de couverture défendait la ville. En vain, une forte artillerie allemande s'était établie sur les hauteurs. Notre 44e exécuta une charge qui bouscula l'ennemi. Nos dragons le poursuivirent sur la route de Mulhouse, vers Walheim, Tagolsheim et Illfurth. Il se déroba à la faveur des ténèbres.

Altkirch, toutes fenêtres ouvertes, fit aux troupes françaises un tendre et triomphal accueil. Les vieillards qui gardaient un si vivant souvenir de l'autre guerre, mais qui avaient craint de ne plus revoir chez eux le drapeau français, pleuraient de joie en embrassant nos soldats. Les enfants éclataient en cris superbes devant les poteaux frontières promenés par les rues. Quant à nous qui, depuis tant d'années, avions travaillé de toutes nos forces à la libération de l'Alsace-Lorraine, et qui enfin pouvions fouler le sol d'où l'ennemi nous avait expulsés, nous goûtions au secret de notre âme toute la douceur de la plus haute et de la plus complète récompense.

La garnison allemande de Mulhouse, comprenant le 112e et le 142e d'infanterie, le 22e dragons et le 5e chasseurs à cheval, était partie pour la frontière depuis le 1er août.



MULHOUSE. — HOTEL DES POSTES ET CANAL DU RHONE AU RHIN.
(Champagne, éditeur.

Dans la nuit du 2 au 3, l'administration des chemins de fer avait fait sauter les ponts et enlever le matériel roulant.

Le 8 août, le 7e corps approchait de Mulhouse.

Vers midi, cinq cavaliers du 18e dragons, sous la conduite d'un lieutenant né d'un sang alsacien, arrivèrent blancs de poussière, devant le double perron du vieil hôtel de ville. Le lieutenant descendit de cheval, alluma une cigarette et monta l'escalier.

— Je voudrais parler à M. le maire.



GÉNÉRAL CURÉ.
(Photo Manuel.)

Le maire, Cossmann, Allemand de naissance et maire de carrière, se présenta, accompagné de l'adjoint Wolff, Alsacien authentique.

— Y a-t-il encore des troupes allemandes dans la ville ? En quelles dispositions sont ses habitants? Quelles ressources les troupes françaises peuvent-elles y trouver?

Le maire répondit d'une façon assez vague. L'adjoint ajouta : « Les troupes allemandes se cachent dans la forêt de la Hart.

Quand le lieutenant eut recueilli les renseignements qu'il souhaitait :

— Monsieur, dit-il, je suis heureux de serrer la main du maire de la première ville alsacienne où nous entrons.

Puis, se tournant vers ses hommes :

— A cheval !

Presque immédiatement, les Allemands appelaient aux armes et se précipitaient à la poursuite de nos six braves.

A quatre heures et demie, un grand cri s'élève :

— Les voici !

On regarde. Qu'est-ce donc ! Une forêt de fleurs qui marche. Les populations des villages avaient couvert nos soldats de bouquets et chacun d'eux en avait orné son fusil.

Le 35e arrive d'abord. La musique du 42e joue *Sambre-et-Meuse* Pendant deux heures, nos troupes défilent avec une admirable correction. Elles sont passées en revue sur la place du Quartier-Neuf par le général Curé. Tous les yeux se mouillent de larmes. La ville répète sans fin : « Vive la France ! »

Avec les troupes allemandes s'étaient retirées les administrations de l'Empire : banque, poste, télégraphe, téléphone. Mais beaucoup d'employés étaient restés et se mêlaient à la foule. Ajoutons que les fils du téléphone n'avaient pas été coupés.

L'Alsace acclamait sa libération. C'était à qui, parmi les Mulhousiens, donnerait aux Français du café, du vin, de la bière, des cigares, des gâteaux, des fruits. Les plus ardents à offrir étaient les Alsaciens qui ne savaient pas le français. A nos soldats qui avaient accepté leurs cadeaux, ils serraient la main sans rien dire, avec une éloquente gratitude. De même, sans rien dire, dans les villages, au milieu de la nuit, les femmes bouleversaient tout sous leur toit, afin que les soldats eussent un bon gîte et les officiers, un lit magnifique, un de ces lits alsaciens élevés comme des autels.

Sur-le-champ, entre les annexés et leurs libérateurs, se cimentait une amitié qui semblait avoir existé de toute éternité. Après une trop longue séparation, les cœurs s'étaient retrouvés tout entiers.



Du parc, du pré, de la pelouse,
Cueillez les fleurs, toutes les fleurs :
Mariez-les à nos couleurs
C'est pour Altkirch et Mulhouse.

Altkirch, sur ta haute colline,
Puissent ton église aux murs blancs,
Tes grands toits gris de tuile fine,
Ta vasque aux rebords ruisselants,

Tes vieux foyers pleins de légendes,
Tes pignons hardis et coquets
Disparaître sous nos guirlandes,
Nos étendards et nos bouquets.

Et toi, Mulhouse, noble ville
Au généreux cœur indompté,
Dont l'âme féconde et tranquille
Reste un miracle de bonté,

Puisse ta superbe Mairie
Où siégeait, au temps du bonheur,
Le patriciat d'industrie
Qui fait son immortel Honneur,

Étaler sous le ciel d'Alsace
D'où fuit un nuage odieux
L'éclat, la parure et la grâce
De l'été le plus radieux.

L'Alsace, en son âme éperdue,
Célèbre la fête d'amour
Depuis trop longtemps attendue :
Son sol libre et notre retour.

En arrachant à la frontière
L'aigle allemande et le poteau,
La foule, à cette fête altière,
Offre le plus fier ex-voto.

La jeunesse en chantant déploie
Son long cortège rayonnant,
Et le vieillard, pleurant de joie
Dit : « Je puis mourir maintenant.

Dans la ville, mille questions étaient posées aux soldats. On les attendait depuis tant d'années et, depuis tant de jours, on n'avait pas de nouvelles.

— Comment la mobilisation s'est-elle faite en France? — Vraiment, il n'y a pas eu d'attentat contre le Président de la République? — Quoi! pas le moindre désordre? Pas une seule grève de cheminots? — Quand avez-vous quitté Belfort? — Où avez vous rencontré les Allemands? — Quel beau et bon fusil vous avez! Comment fonctionne-t-il? — Le Mauser est loin de le valoir. C'est le Lebel qui aura le dernier mot. — Que dira la France en apprenant que vous êtes ici? — Vous ne nous quitterez plus, n'est-ce pas!

Malheureusement, pour occuper cette ville de cent mille habitants, nous ne disposions même pas de 17 000 hommes.

La brigade avait d'abord pris ses cantonnements dans une fabrique de drap, au



L'INFANTERIE FRANÇAISE DANS UNE TRANCHÉE AUX ENVIRONS DE MULHOUSE. (Photo Branger.)

milieu de Mulhouse. Mais la plupart des régiments s'établirent sur les places et dans les rues. L'artillerie alla se poster sur les hauteurs voisines, particulièrement sur le Reidesheimerberg et le Rebberg, c'est-à-dire le Vignoble, si pittoresquement décoré de villas, de prés verts et de hêtres magnifiques.

Sur les murs de la ville, on affichait la proclamation du général Joffre :

Enfants de l'Alsace,

Après quarante-quatre années d'une douloureuse attente, des soldats français foulent à nouveau le sol de votre noble pays. Ils sont les premiers ouvriers de la grande œuvre de la revanche : pour eux, quelle émotion et quelle fierté! Pour parfaire cette œuvre, ils ont fait le sacrifice de leur vie ; la nation française unanimement les pousse, et dans les plis de leurs drapeaux, sont inscrits les noms magiques du Droit et de la Liberté. Vive l'Alsace! Vive la France!

La joie de la France répondait à celle de l'Alsace. Le ministre de la Guerre, M. Messimy, télégraphiait au généralissime :

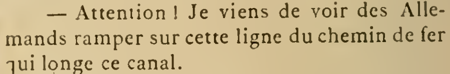
« Mon général, l'entrée des troupes françaises à Mulhouse, aux acclamations des Alsaciens, a fait tressaillir d'enthousiasme toute la France. La suite de la campagne nous apportera, j'en ai la ferme conviction, des succès dont la portée militaire dépassera celle de la journée d'aujourd'hui. »

Cette sublime joie devait être suivie de déceptions, mais elle avait réveillé, illu-

miné et, fortifié l'âme de la nation. Par là, elle restait une précieuse et splendide contribution à la victoire définitive.

Le lendemain, un dimanche, dès cinq heures du matin, la population était sur pied. Elle cherchait les Français.

Une compagnie du 42e se trouvait à l'extrémité du faubourg de Bâle. La plupart des soldats lavaient leur linge dans le canal du Rhône au Rhin. Sans doute, ils étaient médiocrement gardés. Il fallut qu'un brave homme, portant sur son dos un sac de pommes de terre qu'il venait d'arracher, leur criât en passant sur le pont :



— Attention ! Je viens de voir des Allemands ramper sur cette ligne du chemin de fer qui longe ce canal.



GÉNÉRAL BONNEAU.
(Photo E. Pirou.)

Déjà, les balles sifflaient. En bras de chemise ou le torse nu, les soldats s'assemblèrent et coururent à leur armes. Le tir de l'ennemi se rapprochait. Enfin on distingua, à cinq cents mètres, des groupes d'Allemands que leur costume gris rendait presque invisibles. Ils avaient l'ordre d'enlever le pont. Une fusillade bien nourrie les força à se replier en désordre.

Nos soldats se remirent à laver leur linge. A un Mulhousien qui les observait, ils dirent en riant :

— Hé, bien ! monsieur, ne pensez-vous pas que ces animaux-là auraient pu attendre, pour nous attaquer, que nous eussions fini notre lessive?

— Félicitez-vous plutôt de la belle façon dont le combat a tourné.

— Cela, c'est au capitaine qu'il faut le dire. Avec lui, ainsi les choses vont toujours. Sans compter qu'au 7e corps, ils sont tous pareils !

Le canon ne cessait de tonner du côté de Cernay-Thann. Depuis que l'on savait comment les Français avaient enlevé Altkirh, personne ne doutait de leur prochain succès.

Les Français se concentraient aux environs de Mulhouse. Ils venaient de Lutterbach, de Pfastatt, de Bourtzviller, de la route de Kingersheim, passaient la Doller, poussaient jusqu'à Rixheim par Modenheim et l'île Napoléon. Tout en se repliant, ils continuaient à tirer avec méthode. Quant à l'ennemi, il faisait feu au hasard, et tuait dans les villages des vieillards et des enfants.

Il tourna autour de Mulhouse, cherchant à nous pousser vers le fort d'Istein. Le général Bonneau vit le piège et s'installa au sud de la ville.

Une batterie allemande postée en avant d'Illzach bombarda Mulhouse : le premier obus atteignit le portail de l'église Sainte-Geneviève récemment construite.

Les troupes allemandes s'entassaient dans la vaste forêt de la Hart. Tous les trains réquisitionnés du grand-duché de Bade les jetaient à proximité de l'île Napoléon. Des soldats que, la veille, on savait à Mannheim, à Carlsruhe, à Fribourg, se trouvaient maintenant en première ligne. Tout le 14e corps allemand, 60 000 hommes au moins, fut lancé contre les Français. Nos 17 000 hommes se battirent vaillamment. A nos 75, nos aéroplanes, survolant la région mulhousienne, indi-

quaient par des signaux l'emplacement des batteries allemandes. Vers cinq heures du soir, l'ennemi malgré son accablante supériorité numérique, ne nous avait pas encore délogés des positions choisies par nous dès notre arrivée. Mais la nuit venait.

— Prenez garde! murmuraient des Mulhousiens. C'est l'heure allemande.

Au Mühlenfeld où abondent les vergers, les Allemands se glissèrent d'arbre en arbre. Nos hommes les y clouèrent à coups de baïonnettes. Le commandant en chef des troupes allemandes, apprenant l'insuccès de cette tentative sur le Mühlenfeld, donna ordre au général Koschpar, commandant la brigade de Lahr, de se porter en avant. Le bombardement redoubla. Une triple ligne de fantassins s'ébranlait. Mais une balle française abattit Koschpar. Ses troupes hésitèrent, malgré l'artillerie lourde qui les soutenait. Les Français profitèrent de cette hésitation pour charger à la baïonnette.

Outre les fusées éclairantes, les granges incendiées illuminaient le champ de bataille. Sous la violence du bombardement, les Français furent contraints de se replier. Un instant, la bataille se localisa sur le remblai du chemin de fer de ceinture. Séparés seulement par la voie, les adversaires se fusillaient à bout portant.

A une heure du matin, le clairon sonna : « En avant ! » Nos hommes s'élancèrent et poursuivirent l'ennemi à travers les vergers du Mühlenfeld. Une centaine d'entre eux, parvenus au bord d'une rivière qui reçoit l'eau des abattoirs, s'enfoncèrent dans la vase. L'ennemi, qui connaissait bien ce cours d'eau pour avoir manœuvré tant de fois dans les environs, menaçait de nous cerner. Nous n'allâmes pas plus loin.


GÉNÉRAL VON DEIMLING.

Autour de la ville et dans la ville même, il y eut des combats acharnés. La police allemande tirait des fenêtres. Pour se confondre avec les civils, les gendarmes avaient endossé des vestons. Des projectiles de tout calibre pleuvaient sur Mulhouse. Le général Hühne, commandant le 14e corps ennemi, recevait des renforts de Huningue et de la Hart. Le général Deimling amenait en hâte de Strasbourg deux divisions du 15e corps. Des troupes allemandes descendaient des trains à Colmar et marchaient vers Hattstatt.

On sait que, le 9 août, s'était engagé un combat près de Cernay, où se trouvait un régiment d'infanterie française avec deux batteries d'artillerie. Nous dûmes nous replier devant des forces supérieures et quitter la ville. Mais nous continuions à barrer la route à l'ennemi. Quelques renforts nous arrivèrent. Le combat reprit. L'ennemi avait quarante-huit pièces ; nous, douze. Nos artilleurs firent des prodiges. Cernay fut repris. Ce fut alors que notre infanterie reçut l'ordre de se replier.

Nous quittions Mulhouse en bon ordre, après avoir combattu vingt-quatre heures, un contre six. L'ennemi n'avait pas pu nous faire un seul prisonnier non blessé.

A Bourtzviller, 350 Français avaient tenu tête à tout le 112e de ligne badois. Les habitants, qui voyaient des renforts arriver à l'ennemi, criaient à nos soldats :

— Ne vous faites pas tuer inutilement.

Nos soldats s'obstinèrent à une lutte inégale. La population rivalisait de courage avec eux. Elle emportait les blessés, sous un feu terrible. Sur les morts, elle déposait des fleurs, des rubans aux couleurs d'Alsace, blancs et rouges, des chapelets, des images pieuses. Mais peu à peu la résistance devint impossible. Nos troupes prirent la direction de Reiningen et de Lutterbach, se retirant vers Belfort. Les défenseurs de Bourtzwiller partirent les derniers.

Les troupes de réserve qui se trouvaient dans le voisinage de Mulhouse, entendant la fusillade, accoururent au secours de leurs camarades qui se repliaient. La retraite commune se fit avec ensemble.

Le 10 août, Mulhouse vit les immigrés revenir de Müllheim et de Neuf-Brisach. Ils n'avaient pas osé rentrer avant le jour. Deux corps d'armée, le 14e et le 15e, sous le commandement du général Deimling, protégeaient leur retour.



GÉNÉRAL HUHNE.

La France lut avec angoisse ce communiqué : « Le commandant des troupes françaises a quitté Mulhouse et rassemblé ses forces légèrement en arrière, sur des emplacements où il a arrêté l'offensive de l'ennemi supérieur en nombre. »

Nous gardions le col du Bonhomme, le col de Sainte-Marie-aux-Mines, les cimes qui dominent Sainte-Marie, par conséquent, les chemins vers Schlestadt et Colmar.

Le lendemain, à Mulhouse, le commandant du 14e corps allemand, général Hühne, installé à l'Hôtel-Central, disait aux officiers de son état-major :

— Messieurs, nous avons eu affaire à des lions. « *Meine Herren, wir hatten gestern mit Lowen zu thun.* »

Est-ce à cause de ce mot que le général Hühne a été relevé de son commandement?

L'ennemi, avec ses forces importantes concentrées dans la forêt de la Hart et de nouveaux renforts venus de Neuf-Brisach, avait commencé un mouvement vers Cernay, pour nous couper la retraite sur les Hautes-Vosges et sur Belfort.

Avec les troupes que nous avions à Altkirch, nous aurions pu tenter une contre-attaque du côté de Cernay. Mais rien ne fut entrepris dans ce sens. Notre droite ne bougeant pas, tandis que notre centre était attaqué et notre gauche menacée, nous n'avions plus qu'à nous replier. Altkirch aussi fut abandonné.

Après notre départ de Mulhouse, l'ennemi délibéra une demi-heure sur le châtiment à infliger aux indigènes pour leur accueil à nos troupes.

Tout d'abord, ses pièces installées au champ de manœuvres de la Doller bombardèrent la ville. Puis, sur les rapports des agents allemands que nous n'avions nullement inquiétés, des centaines de Mulhousiens furent arrêtés et transférés aux prisons de Neuf-Brisach ou de Rastatt. Contre la plupart d'entre eux, aucune accusation précise. Suspects!

L'ennemi ordonna à toutes les personnes qui avaient reçu des Français de faire leur déclaration, sous peine de mort. Le silence en cette matière était crime de haute trahison. Les espions allemands, se multipliant à l'envi, affirmaient que

beaucoup de propriétaires cachaient encore des soldats. Le commandant de place fit afficher cet avis :

« Toute personne qui ne livrera pas immédiatement les soldats français aptes à porter les armes ou blessés qu'elle abrite chez elle, sera passée par les armes sans jugement. »

A la nuit tombante, un grand nombre de soldats du 35e et du 42e, qui se trouvaient dans des villas près de Mulhouse, purent se mettre en route et, par le Haserain, gagner, à Brunstatt, la route de Belfort.

La vengeance que l'ennemi cherchait, il crut la trouver à Riedisheim. Dans ce gracieux village près de Mulhouse, des religieux, presque tous très âgés, avaient fait



THANN. — LA GARE.

de leur couvent une ambulance pour les blessés des environs. Des soldats allemands se précipitèrent à coups de crosse sur ces vieillards et les piétinèrent. Puis, ils les traînèrent avec leurs blessés tout saignants, à l'hôpital ou à la gare. Derrière les persiennes closes, partaient des coups de sifflets au passage des bourreaux. Le lendemain, les religieux furent amenés au conseil de guerre qui siégeait à l'hôtel de ville. On vit s'avancer un vieillard de quatre-vingt-douze ans, appuyé aux épaules de deux de ses compagnons.

Les troupes allemandes continuaient à affluer à Mulhouse. Quelques soldats, pour imiter les Français, avaient piqué une rose au bout de leur fusil. Mais c'était une fleur en papier. Dès que ces troupes furent rentrées dans les casernes, le général Hühne plaça des mitrailleuses à l'intersection des rues. L'Hôtel-Central fut mis à sac. Des milliers de bouteilles de vin entretinrent pendant plusieurs jours l'ivresse sanguinaire des officiers et des soldats.

Les immigrés s'attendaient à voir reparaître les Français. Ils avaient fait leurs paquets, afin d'être tout prêts à la fuite. Quant aux soldats, leur inquiétude était telle qu'à dix heures du matin, un bataillon du 112e régiment bavarois, pris pour une avant-garde française, fut décimé par ses propres mitrailleuses.

Au milieu de toute cette agitation, nos soldats et nos officiers eux-mêmes, parvenaient difficilement à se faire une idée exacte de l'Alsace-Lorraine. Que de choses la plupart d'entre eux avaient oubliées ou n'avaient jamais sues! La première fois qu'ils sont entrés en pays annexé, ils ne songeaient pas que, dans les villes petites ou

grandes et même dans beaucoup de villages, habitaient des immigrés tout entiers au service de l'Empire allemand.

Ici, un aubergiste ouvrait sa maison à nos alpins et leur servait ses plus beaux jambons et son meilleur vin : « Maintenant, braves Français, reposez-vous un peu. » Puis, il les enferma à double tour et alla prévenir l'ennemi.

Là, un détachement de nos hommes passait non loin d'une ferme. La chaleur d'août était accablante. Une vieille femme s'avança, les plaignit de tout son cœur et les invita à se rafraîchir. Hospitalité alsacienne ! Comment des Français s'y seraient-ils refusés? Dès qu'ils pénètrèrent dans la cour aux grands murs, une fusillade les abattit. Deux d'entre eux seulement purent s'échapper.

Un capitaine traversait une petite prairie, le long d'un ruisseau. Tout à coup, son cheval buta. Quelque borne, sans doute, ou quelque taupinière cachée dans l'herbe! Le capitaine caressait le cou du cheval, en regardant à terre.

— Voyez donc, dit-il à son ordonnance, si ce n'est pas un fil qui est tendu.

C'était, en vérité, un fil télégraphique dissimulé en partie dans l'herbe, en partie sous le sol. On le suivit et, au bout, on trouva deux fantassins en pantalon rouge. Faut-il ajouter que ces deux soldats n'avaient de français que l'uniforme? Un revolver leur expédia une réponse express sur laquelle ils ne comptaient pas.

A Thann, le receveur des postes et le maire, deux immigrés, renseignaient l'ennemi. A la tête de beaucoup de municipalités alsaciennes-lorraines, les Allemands avaient installé un « maire de carrière », c'est-à-dire un fonctionnaire sur qui ils pouvaient entièrement compter.

Dans la première occupation du Sundgau, un commandant, arrivant à la tête de ses troupes, faisait appeler le maire d'un bourg important :

— Vite, mettez le drapeau français à la fenêtre de la mairie.

Le maire secoua la tête sans répondre. Ancien lieutenant français, profondément fidèle à la France, il songeait que notre drapeau serait bien exposé et lui-même encore plus, tant que les fonctionnaires allemands resteraient libres. Le commandant le fit arrêter et fit arborer notre drapeau. Quelques heures après, les troupes françaises durent se retirer. Les troupes allemandes reparurent. Après enquête, la liberté avait été rendue au maire. Mais, quand il revint chez lui, il y trouva un gendarme qui l'emmena en prison, à cause du drapeau français resté à la fenêtre de la mairie.

Certains Alsaciens étaient entrés dans l'administration allemande pour servir la cause de l'Alsace, c'est-à-dire de la France. L'ennemi soupçonnait cette intention. Aussi, dès le début de la guerre, prit-il contre eux toutes sortes de précautions. Ils fit faire, par exemple, des perquisitions chez un juge au tribunal de Mulhouse.

Depuis l'annexion, tous ses efforts avaient tendu à ce que l'on confondît dans la même désignation indigènes et immigrés. Qu'il nous soit permis de citer un fait personnel, qui nous semble des plus significatifs. En août 1912, à Vieux-Brisach, un sous-officier nous fit arrêter sous prétexte qu'il nous avait vu lever un plan près du Rhin. La presse pangermaniste déclara que ce sous-officier était un Alsacien nommé Heckmann : « Jadis sculpteur sur bois à Obernai et trouvant son métier peu lucratif, l'Alsacien Heckmann a pris du service dans l'armée et s'est élevé au grade de *Festungsbaufeld*. Son frère est toujours menuisier à Obernai et tous deux, originaires de cette ville, sortent d'une ancienne souche alsacienne. » Cette révélation nous fut poignante. Hé, quoi! un Alsacien, fils de cette exquise ville d'Obernai que nous aimons entre toutes pour sa dignité civique et sa cordiale loyauté, affirmait sous la foi du serment, pendant un interrogatoire de plusieurs journées, qu'il nous avait vu lever un plan, et travaillait ainsi à nous faire enfermer durant des années dans une

forteresse! Des renseignements sûrs permirent à *l'Est républicain* de rétablir la vérité. Heckmann n'était pas un indigène. Son père, un Allemand, avait élu domicile à Obernai après la guerre et, bien qu'habitant l'Alsace depuis quarante-deux ans, il n'avait jamais parlé le dialecte alsacien. Le faux témoin au service de l'Allemagne était un Alsacien de contrebande, comme tous ceux qui ont livré ou assassiné nos soldats.

Les Alsaciens et les Lorrains dignes de ce nom ont tous salué avec religion le drapeau français. Bourgeois, ouvriers, agriculteurs, allant au-devant de nos soldats,



BOURTZWILLER. — EFFETS DU BOMBARDEMENT.

leur offraient du café, du vin, du jambon, des mirabelles, des prunes, des abricots, les dernières fraises, les premiers raisins, ces raisins noirs que, par une pieuse coutume, on suspend, le 15 août, aux mains croisées de la Vierge ou de l'Enfant-Jésus. Quelque langue qu'on parlât, on s'entendait à ravir. L'entretien finissait par un choc de verres, suivant la tradition nationale. Le père disait aux siens : « Ces Français, quelle franchise, quelle bonté, quelle politesse! Ils nous font encore plus détester l'ignoble brutalité des autres. Nous retrouvons des frères ». Édifices et maisons particulières s'ornaient de drapeaux tirés de quelque coin où on les tenait cachés, dans l'attente du grand jour. Le drapeau arboré à la mairie de Thann fut celui-là même qui y flottait en 1870. Un vieil Alsacien et sa femme l'avaient soigneusement serré au fond d'une armoire. Ils s'écriaient : « Nous étions si sûrs de le revoir à sa vraie place ! »

Cependant les immigrés de tout sexe notaient avec une rage muette le moindre cri de « Vive la France ! » Parmi ces immigrés, ne furent inquiétés par nous ni

les gardes forestiers, redoutables agents allemands, ni même les gendarmes qui avaient pris l'anodine précaution de se coiffer d'un chapeau mou. On devine quelles représailles individuelles les Allemands, grâce à tant d'indications, exercèrent, quand ils furent assurés que les Français étaient loin. Relevons quelques condamnations. M. Ritter, comptable, condamné par le conseil de guerre de Strasbourg à huit jours de prison pour avoir dit : « *Ils* sont encore loin de Paris ». M. Ortschist, ouvrier, condamné par le conseil de guerre de Neuf-Brisach à trente mois de travaux forcés pour avoir dénoncé aux Français un espion allemand. M. Wagner, directeur de fabrique, condamné par le conseil de guerre de Neuf-Brisach à trois ans de travaux forcés pour avoir serré la main à un officier français. MM. Daugel, Rausch, Munsch, condamnés par le même conseil de guerre, chacun à quatre ans de travaux forcés, pour avoir signalé un agent de police allemand qui se cachait à Mulhouse pendant l'occupation française. M. Keuffling, de Logelbach, condamné à mort par le conseil de guerre de Colmar pour avoir dit aux troupes françaises : « Les boy-scouts allemands sont fort capables de tirer sur vous. » A la fin de décembre 1916, c'est-à-dire 29 mois après, la justice allemande condamnera encore des Alsaciens pour l'accueil qu'ils avaient fait à nos troupes.

Les Allemands, en rentrant à Bourtzwiller, assommèrent deux des habitants, en fusillèrent cinq autres, puis pillèrent et brûlèrent le village. Quelques semaines après, dans les écoles d'Alsace et du grand-duché de Bade, le gouvernement allemand faisait donner aux élèves comme sujet de composition : « Comment le village de Bourtzwiller a été brûlé par les Français. » *Wie Burtzweiler von den Franzosen verbrannt wurde.*

Nouvelle disposition des armées.

La zone neutre de plus de 8 kilomètres laissée le long des frontières avait prévenu les incidents où l'ennemi aurait feint de voir une provocation. Mais elle lui permettait de s'installer non seulement dans les positions les plus avantageuses, mais dans les endroits les plus favorisés du sort. Il avait pénétré en Lorraine près de Longwy, notamment à Long-la-Ville et dans plusieurs communes de l'arrondissement de Briey.

A Nomeny, le 3 août, une patrouille de cavalerie allemande s'avança jusqu'à la gendarmerie et fit prisonniers deux gendarmes dans leurs bureaux, ainsi qu'un passant qui regagnait sa maison.

Le premier village pillé et brûlé fut Parux, 280 habitants, arrondissement de Lunéville, canton de Cirey, à 68 kilomètres au sud-est de Nancy. Le 3 août, 300 Bavarois enfermèrent les habitants dans l'église, en fusillèrent quatre sous prétexte que des civils avaient tiré et emmenèrent les autres à Cirey, quatre par quatre, mains liées. Chemin faisant, ils leur désignaient les maisons brûlées et leur faisaient voir les pastilles incendiaires qu'ils portaient en chapelets. Dans le brasier où s'était abîmée l'église, les cloches avaient fondu.

Le premier fait de guerre eut lieu le même jour à Reméréville, village de 480 habitants, à 19 kilomètres à l'est de Nancy. Vers quatre heures de l'après-midi, un peloton de 27 cavaliers, du 14e uhlans, passait la frontière. Une patrouille de dragons commandée par le lieutenant Bruyant, en reconnaissance vers Herbéviller, les aperçut. Elle se composait d'un sous-officier, de deux brigadiers et de quatre cavaliers. Bien qu'inférieure en nombre, la patrouille française n'hésita

pas à attaquer. Les uhlans s'engagèrent au galop dans une tranchée (1) qui va de Réméréville à Velaine-sous-Amance. Ils comptaient que la forêt leur offrirait un abri.

— Chargez! commanda le lieutenant Bruyant.

Les Allemands durent accepter le combat. La mêlée fut courte. Le lieutenant Bruyant, d'un coup de sabre, trancha la gorge du lieutenant Dickmann qui s'apprêtait à lui brûler la cervelle. Un uhlan fut tué ; six autres, blessés. Le reste du peloton regagna la frontière. Nos dragons prirent à l'officier ses papiers et son casque portant le nom du régiment : Waterloo, puis ramenèrent les blessés à Nancy. Peu de temps après, les uhlans vinrent rechercher le corps de leur officier. Le lieutenant



RÉMÉRÉVILLE EN RUINES. (Cl. Imprimeries réunies, Nancy).

Bruyant fut nommé chevalier de la Légion d'honneur. Cet officier, le premier décoré de la Guerre du Droit, est le fils de l'instituteur de Boursault, près de Damery (Marne).

Le 4 août, à dix heures du matin, une compagnie d'infanterie prussienne pénétrant à Jœuf-Homécourt, dans le canton de Briey, en plein centre industriel, saccageait le bureau des douanes et le télégraphe. Un sous-officier prussien fut fait prisonnier par nos chasseurs à pied.

A une heure de l'après-midi, vingt-cinq cyclistes et cinq cavaliers allemands s'approchèrent de Brin, dans le canton de Nomeny, et, à une distance de 200 mètres, ouvrirent le feu sur le poste des douanes françaises qui ne répondit pas.

Le même jour, à deux heures de l'après-midi, les dragons prussiens entrèrent à Audun-le-Roman et installèrent des mitrailleuses dans le clocher. A quatre heures, un régiment d'infanterie occupa le village et le pilla.

Les escarmouches se succédaient sans relâche. Le 5 août, à Norroy le-Sec, des

(1) En Lorraine, on appelle *tranchées* les avenues ouvertes dans les forêts.

dragons allemands furent surpris par les nôtres et perdirent cinq tués, deux blessés, un prisonnier. Le cortège qui venait de conduire au cimetière de Pont-à-Mousson le corps d'un des premiers soldats morts au champ d'honneur, le chasseur Souget (1er escadron du 12e chasseurs à cheval), tombé au Signal de Vittonville avant la déclaration de guerre, croisa quatre chevaux-légers faits prisonniers près de Landremont.

Partout où pénétrait l'ennemi, il s'efforçait d'épouvanter les populations par des attentats inouïs. Son mot d'ordre était : faire la guerre la plus terrible pour qu'elle soit la plus courte.

Sur une telle pente et pour de tels hommes, le cynisme prend vite un caractère de sadisme. Les Allemands qui occupèrent Cirey-sur Vezouze, crevaient les portraits de famille à coups de sabre. Un de leurs officiers, ayant trouvé dans un tiroir une couronne d'oranger, la mit sur sa tête et se promena tout nu dans le jardin. Dans une maison voisine, un autre officier déclarait :

— Je suis avocat à Munich. En mai dernier, dans un voyage à Paris, j'ai choisi rue de la Paix un collier à trois rangs de perles pour ma fiancée. J'irai le lui chercher avant quinze jours, sans bourse délier.



LE LIEUTENANT BRUYANT.

L'ennemi considérait comme certaine sa prompte et complète victoire. Par l'invasion de la Belgique, il s'était assuré un double avantage : le choix du terrain et la possibilité d'entreprendre de larges manœuvres. Il comptait surtout sur la manœuvre qui lui avait réussi en 1870 et qui consiste dans le mouvement enveloppant d'une aile marchante. Mais il ne se contentait pas d'attaquer la France par le Nord. Il l'attaquait aussi par l'Est. Si l'attaque par la Belgique au mépris du droit des gens était de beaucoup la plus éclatante, les attaques par le Luxembourg et par la Lorraine, dont l'Allemagne ne parlait pas, n'étaient pas moins sérieuses. D'ailleurs l'attaque par le Luxembourg devait être conduite par le prince héritier d'Allemagne et l'attaque en Lorraine, par le prince héritier de Bavière, les deux principaux représentants de l'avenir monarchique en Allemagne.

Dans les immenses camps retranchés de Metz et de Strasbourg, des masses de troupes n'attendaient qu'un signal pour s'élancer entre la Moselle et les Vosges, occuper Blâmont et Lunéville, s'enfoncer dans la trouée de Charmes, isoler Verdun et prendre dans un étau nos armées de Châlons et de Reims qui protégeaient Paris.

Notre plan, à nous, consistait à porter les premiers coups, à isoler l'aile droite de l'armée allemande en la refoulant vers le nord et à lancer notre aile droite en Alsace-Lorraine, entre Strasbourg et Metz.

Pour parer au péril du nord, nous avions dû envoyer dans cette direction des troupes prises à nos armée de l'Est. De là, dans la disposition de nos forces, d'importants changements.

La Quatrième armée (général de Langle de Carry), placée entre l'armée de la Woëvre et l'armée Lanrezac, comprenait maintenant la 52e et la 60e divisions de réserve, une partie du IXe corps ; du XVIIe ; du XIIe corps ; du XIe corps et du IIe corps. Elle comprenait en outre la 9e et la 4e divisions de

cavalerie. Le corps colonial maintenait la liaison avec la Troisième armée.

Le 11 août, le IXe corps qui se trouvait entre Toul et Nancy reçut l'ordre de se rendre sur les crêtes boisées du Grand-Couronné de Nancy et de les mettre en état de défense. La 52e division de réserve fut chargée de couvrir la forêt des Ardennes pendant l'offensive. La 60e division de réserve, postée au nord-est de l'Argonne, avait son quartier général à Apremont.

Le XIe corps, concentré au nord de l'Argonne, avait son quartier général à Monthois. Le XVIIe corps, concentré en Champagne et à l'ouest de l'Argonne, avait son quartier général à Suippes-sur-Suippe. Ses avant-postes atteignaient Vienne-le-Château et les défilés de l'Argonne. Le XIIe corps, placé dans l'Argonne même, avait son quartier général à Givry-en-Argonne; son avant-garde tenait la Chalade et le Four de Paris.



GÉNÉRAL BROCHIN.
(Photo Branger.)

Le IIe corps s'était massé entre Montmédy et le Loison qui se jette dans la Chiers en face de Chauveney-le-Château. Le corps colonial occupait les environs de Vitry-le-François. Il attendait le moment de pousser vers la frontière belge, au nord de Montmédy.

La Troisième Armée (général Ruffey) avait, comme la Quatrième, l'ordre d'engager l'action contre le centre de l'armée allemande. Placée au centre, elle était, suivant une pittoresque expression, l'armée charnière, avec des régiments de fer pour gonds. Elle comprenait :

— La 7e division de cavalerie;

— Le IVe corps qui vint se placer entre la Meuse et Damvillers;

— Le Ve corps, commandé par le général Brochin, qui, placé d'abord entre Verdun et Saint-Mihiel, marchera vers la Belgique dans la direction Virton-Longwy;

— Le VIe corps qui, dans la Woëvre, avec Vigneulles pour quartier général, regardait vers Metz. Son centre s'adossait à l'éperon d'Hattonchâtel. Ses avant-gardes guettaient les sorties du camp messin vers Conflans et Arnaville;

— Le 3e groupe de divisions de réserve (54e, 55e et 56e divisions), commandé par la général Pol Durant. Massé dans la Woëvre, il marchera vers le nord pour remplacer sur les Côtes-de-Meuse les corps de l'armée active, quand l'offensive les aura emportés vers Arlon;

— La défense mobile devant Verdun, à laquelle étaient adjointes les 72e, 75e, et 67e divisions de réserve.

Pour refouler les masses ennemies concentrées devant Metz et devant Strasbourg, la Seconde armée et la Première armée avaient l'ordre de foncer d'intelligence par les deux rives de la Sarre.

La Seconde armée se disposait ainsi :

— Le 2e groupe de divisions de réserve (59e, 68e et 70e) commandé par le général Léon Durand, était à cheval sur la Meurthe et la Moselle. Après avoir travaillé à la défense du Grand Couronné de Nancy, il enverra en Lorraine annexée, pour l'offensive, la 68e division;

— L'admirable XXe corps occupait, à l'est et au nord-est de Nancy, entre Nancy, la Seille et le Sanon, des positions qu'il connaissait à fond. Avec lui opérait une brigade coloniale de réserve composée du 41e et 48e;

— Le XVe corps rassemblé dans les environs de Lunéville, devait se porter vers la frontière dans la direction du groupe de villages Xures, Coincourt, Bures;

— Le XVIe corps, se concentra à la droite du XVe, entre la Mortagne et la Meurthe;

— Trois divisions de réserve, la 64e, la 74e et la 73e, devaient, pendant l'offensive, mettre les positions d'arrière en état de défense. La 64e, au sud de Saint-Nicolas, entre la Meurthe et la Moselle, organisa le plateau de Saffais. La 74e, au sud de Saffais, organisa la colline de Belchamp qui tient sous son feu la route de Lunéville à Bayon, par conséquent les avancées de la trouée de Charmes. La 73e devait protéger au sud de Pont-à-Mousson, la rive gauche de la Moselle, ce qu'elle fit dès le commencement de la retraite.



GÉNÉRAL ALIX.
(Champagne, éditeur.)

Notre Seconde armée avait pour couverture de droite la 2e et la 6e divisions de cavalerie qui assuraient sa liaison avec notre Première armée.

La Première armée, sous les ordres du général Dubail, comprenait :

— Le VIIIe corps, qui occupait au nord-ouest de Baccarat, entre la Meurthe et la Mortagne un front allant de Vathiménil à Glonville par Flin, en suivant la Meurthe : la 15e division étant placée de Flin à Vathiménil, et la 16e, commandée par le général de Maud'huy, de Flin à Glonville. Comme couverture, avait le 17e et le 20e bataillons de chasseurs à pied, déployés entre la Vezouze et la frontière. Le 10 août, à sept heures du matin, une brigade d'infanterie prussienne attaqua de ce côté. Aussi, le général de Maud'huy se reporta-t-il un peu en arrière, vers Domptail-en-Vosges, à sept kilomètres de Flin. Tout de suite, affluèrent des nouvelles précises sur les dispositions des Allemands, On apprit qu'ils creusaient des tranchées, dans la région d'Avricourt-Repaix et qu'ils lançaient vers Domèvre une division de cavalerie soutenue par une division d'infanterie. Le lendemain, 11 août, le général de Maud'huy se transporta au nord de la Meurthe, sur une ligne allant de Brouville à Reherrey. Mais l'ordre vint d'achever la concentration au sud de la rivière. Le général de Maud'huy s'établit donc à Fontenoy-la-Joute. Avec sa clairvoyance de Messin et son expérience de manœuvrier, il pressentait l'importance de la tâche confiée au VIIIe corps : arrêter net l'offensive allemande qui, partant de Sarrebourg, prétendait enlever Blâmont, Baccarat, Ramberviller, Saint-Dié, se diriger vers Rozelieures et atteindre la trouée de Charmes;

— Le XIIe corps, commandé par le général Alix, placé d'abord autour de Raon l'Étape, s'était avancé vers Celles et Saint-Quirin par la vallée de la Plaine. Il se tint constamment en liaison avec le VIIIe corps par la 25e brigade;

— Le XXIe corps, qui prit position autour d'Etival, le long de la Meurthe, pour se porter ensuite vers la vallée de la Bruche;



[illegible] — UHLANS SURPRIS DANS UN VILLAGE PAR NOS DRAGONS

[illegible]





1914. — UHLANS SURPRIS DANS UN VILLAGE PAR NOS DRAGONS

par G. Charpentier-Bosio

notre Troisième armée, dans le terrain si difficile de l'Ardenne occidentale, chercha à surprendre les opérations de l'ennemi.

On sait que deux des armées allemandes étaient dirigées contre la Lorraine : la Sixième armée, commandée par le Kronprinz Ruprecht de Bavière, et la Cinquième armée, commandée par le Kronprinz de Prusse.

La Sixième armée comprenait trois corps bavarois : à droite, près de Château-Salins, le IIIe corps ; au centre, le IIe ; à gauche, près de Sarrebourg, le Ier.



LONGWY-HAUT. — LES REMPARTS. (Girardot, éditeur)

Le 1er corps de réserve bavarois vint se placer derrière le 1er corps d'active, à l'ouest de Sarrebourg. Le XXIe corps appuya le IIIe et le IIe corps bavarois. En outre, une division de cavalerie prussienne et une division de cavalerie bavaroise manœuvraient dans la région d'Avricourt; une division de cavalerie saxonne, dans la région de Nomeny.

La Cinquième armée, celle du Kronprinz de Prusse, comprenait alors le Ve corps, le XIIIe corps wurtembergeois, le XVIe corps, le Ve et le VIe corps de réserve, la 33e division de réserve et une division de cavalerie. Elle avait pour objectif Verdun.

Cette armée avait quitté Trèves et traversé Arlon, en se divisant en deux masses, dont l'une devait rejoindre l'armée wurtembergeoise près de Sedan, et dont l'autre devait assiéger Longwy.

L'ennemi se présenta devant Longwy, le 11 août. Le lieutenant-colonel Darche, commandant de la place, sommé de se rendre, répondit :

— Venez nous prendre.

Les soldats de Darche subirent, nuit et jour, un feu écrasant où s'anéantissait la vieille forteresse de Louis XIV. A la veille de la guerre, des quatre petites forteresses françaises chargées de défendre les vallées de la Chiers et de la Meuse : Longwy, Montmédy, Les Ayvelles, Charlemont, Longwy était la seule qui pût résister pendant quelque temps. Or, c'était la seule que l'administration française eût condamnée à disparaître. Son déclassement était prévu depuis 1909. Les propriétaires d'usines établies dans la vallée ou sur les pentes de la colline fortifiée demandaient instamment la démolition des remparts. Longwy forme un hexagone dont les côtés ont à peine cinq cents mètres. Mais l'art de Vauban était tellement supérieur que, malgré les progrès de l'artillerie, son œuvre gardait toujours une certaine valeur défensive. Ses dehors sont habilement développés. Les lignes des remparts qui s'enchevêtrent et se

profilent les unes sur les autres, rendent le tir extérieur assez difficile à régler. Les murailles des escarpes et des contrescarpes demeurent aussi solides que les bétons. On y avait ajouté, en 1880, des magasins-caves. Longwy aurait pu tenir son rôle de fort d'arrêt. Par malheur, depuis cinq ans, on l'avait complètement négligé. Son armement se trouvait plus que réduit. Les plus grosses pièces étaient de 95.



CONVOI DE BLESSÉS ALLEMANDS EN GARE DE CONFLANS.

En pénétrant en France, les Allemands s'efforçaient de dissimuler leur nombre. Ils y réussirent. Nos aéroplanes chargés du service d'éclaireurs étaient en trop petit nombre : cent cinq, à la date du 4 août.

Cependant, plusieurs de nos aviateurs avaient signalé les préparatifs que l'ennemi achevait en Lorraine annexée. Partout, le terrain se creusait pour le combat. Partout, des soldats et des mitrailleuses. Tout civil qui s'approchait était envoyé aux travaux forcés des tranchées.

Autour de Briey.

L'Allemagne s'était tout de suite précipitée sur l'incomparable proie qu'est le bassin de Briey. Sa cavalerie occupait Audun-le-Roman, Spincourt, Mangiennes.

Le 6 août, son infanterie, 8e bavarois et 144e prussien, appuyée par de l'artillerie, arrivait à Conflans. Nous n'avions là qu'un seul bataillon de chasseurs, et qui ne possédait pas un canon. Il fut obligé de se retirer à quatre kilomètres plus loin.



AUDUN-LE-ROMAN — OCCUPATION ALLEMANDE.

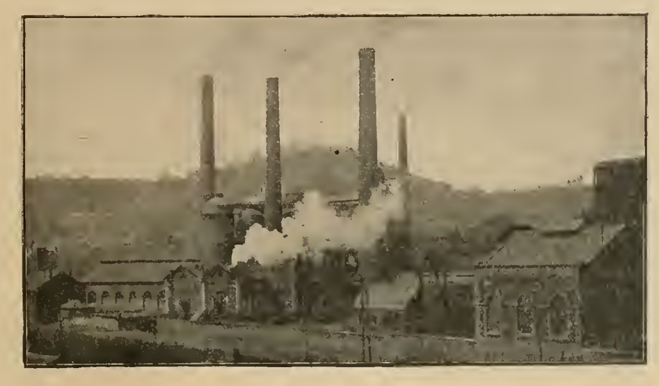
Briey, construit au promontoire qui domine le Woigt et la Mance, est une pittoresque cité dont les vieilles maisons se sont fait une assiette élégante sur une pente presque à pic. Par les fe-

nêtres de ces vieilles maisons, l'ennemi pouvait contempler un vaste et gracieux horizon bleuâtre : l'écrin sans pareil qui s'ouvrait devant lui.

Dans le bassin de Briey, les hauts-fourneaux s'étaient multipliés aussi vite que les cinématographes dans les villes les plus dépensières. En 1876, l'extraction du minerai de fer ne représentait qu'un million de tonnes. En 1913, elle représenta seize millions de tonnes et la production de la fonte, quatre millions de tonnes.

De cette région, sortaient les trois quarts de la fonte française et les neuf dixièmes de minerai de fer français.

L'industrie minière se développait d'autant mieux qu'elle ne se montrait ni absorbante ni jalouse. Elle favorisait les autres industries autour d'elle et son élan profitait de leur essor. Des Ardennes à la Haute-Marne, elle entraînait l'Est de la France aux progrès les plus fructueux. Le long de la voie ferrée, les usines constituaient des cités féeriques : leurs hauts-fourneaux en étaient les dômes; leurs hautes cheminées, les minarets : jour et nuit, elles s'illuminaient de flammes colorées.



LONGWY. — HAUTS-FOURNEAUX A MONT-SAINT-MARTIN.
(Kremer, éditeur.)

Vers Longwy et Mont-Saint-Martin, les temples et les rites en l'honneur du fer prenaient un aspect toujours plus fervent et plus superbe. Tout un peuple arrachait du sol le minerai incomparable et le livrait à cent hauts-fourneaux qui le rendaient en flots de fonte. Sur le champ, les convertisseurs en faisaient de l'acier, que les laminoirs, les tréfiloirs, les marteaux transformaient en pièces d'industrie.

Or, cette organisation métallurgique, unique sous notre ciel, était l'œuvre de moins d'un demi-siècle. En 1860, les hauts-fourneaux avaient remplacé le bois par la houille. En 1886, des sondages entre Jœuf et Audun-le-Roman firent entrevoir la richesse prodigieuse de notre couronne minière. En 1893, on découvrit le bassin de Landres, fleuron sans prix. Presque déserte avant 1870, cette région comptait à la veille de la guerre plus de 100 000 habitants. Là, des villes surgissaient comme par enchantement. Là, tel lopin de terre aurait constitué la dot d'un prince.

Pour le 1er août 1914, nos troupes de couverture furent postées en deçà de l'incomparable bassin minier. En vain, depuis dix ans, des Français clairvoyants avaient demandé que la France créât, près de Briey, un camp qui répondît au camp prussien de Malmédy. A grand peine, en octobre 1913, la France s'était décidée à placer un bataillon de chasseurs à Conflans et deux à Longuyon.

On a dit plus tard : « Verdun est la clef de Briey ». C'est l'une de ses clefs. Les deux autres sont Thionville et Metz. Quelle distance entre Briey et certain fort de Metz (*Feste Lothringen*)? A peine 10 kilomètres. Les forts Kronprinz, Kaiserin, Leipzig, Wolfberg, peuvent bombarder, sur une longueur de plus de 15 kilomètres, la vallée de

l'Orne, depuis Conflans jusqu'à Moyeuvre, c'est-à-dire détruire une magnifique série de hauts-fourneaux.

La région de Longuyon était défendue par notre 2e corps d'armée et la 9e division de cavalerie. Le 2e corps avait son quartier général à Louppy-sur-Loison. Il était appuyé par le 4e corps dont les avant-postes se trouvaient sur l'Othain, et le quartier général à Consenvoye.

Le 8 août, à six heures du matin, deux uhlans en reconnaissance arrivèrent à Affléville, village de 400 habitants, arrondissement de Briey, près de Norroy-le-Sec. Une patrouille de chasseurs à cheval blessa l'un des uhlans. L'autre s'enfuit. Le lendemain dimanche, les uhlans revinrent en force, incendièrent la première maison et criblèrent de balles le fermier qui s'efforçait d'éteindre les flammes. Le garde champêtre accourut pour expliquer comment s'était livré le combat de la veille.



GÉNÉRAL CORDONNIER.
(Photo Manuel.)

— Ce sont des soldats qui ont blessé votre cavalier.

— Non, ce sont les civils, hurlèrent les Allemands.

Pendant que la population du village était à l'église pour les vêpres, l'ennemi alla de maison en maison, inondant de pétrole les meubles et les murs. En quelques minutes, tout flamba. Sans avoir rien pu sauver, vieillards, femmes, enfants se réfugièrent à Étain, puis furent dirigés sur Verdun. Les vieillards disaient : « Les pires horreurs de 1870 sont dépassées du premier coup ». Celles aussi de 1814 et de 1815 ! Pour trouver quelque chose de semblable, il fallait remonter à la barbarie primitive. L'Allemagne, à la lueur de ses incendies, montrait clairement à la civilisation contre quoi la France se battait.

Les engagements prenaient de plus en plus de gravité sur tout le front Longwy-Longuyon-Marville-Virton. Des patrouilles de cavalerie apparaissaient au nord de l'arrondissement de Montmédy.

A Mangiennes, le 10, à huit heures du matin, deux bataillons du 130e appartenant au 4e corps, attaqués par des forces considérables, durent battre en retraite. Mais des troupes du 4e et du 2e corps, dirigées par le général Lejaille, commandant la 7e brigade du 2e corps, et par le général Cordonnier, commandant la 87e, reprirent l'offensive. Elles enlevèrent quatre canons et quatre mitrailleuses. Le lendemain, dans notre marche en avant sur l'Othain, nos canons détruisirent le 21e régiment de dragons allemands avant qu'il pût prendre ses dispositions de combat. La panique se répandit dans toutes les forces ennemies du voisinage. Pêle-mêle s'enfuirent les chasseurs allemands du 5e bataillon, les dragons du 7e, du 8e, du 21e, l'artillerie et sept compagnies de mitrailleuses.

L'ennemi incendie les villages et bombarde les villes ouvertes.

Les troupes allemandes continuaient à incendier les propriétés et à s'attaquer aux vieillards, aux femmes, aux enfants. Le maire d'Igney (Avricourt français) fut arrêté à son domicile privé et fusillé le 12 août, sous prétexte que les habitants de ce village avaient favorisé la fuite d'un prisonnier. Nous revoyons, en écrivant ces lignes, ce brave Lorrain, Bernard Lœffler, au visage plein de bonhomie et au regard



BLAMONT. — VUE GÉNÉRALE.

plein de finesse. Nous revoyons aussi la frontière factice telle qu'on l'aperçoit à *Deutsch Avricourt* (Avricourt allemand). De la gare allemande, à regarder vers Lunéville, vers Dieuze, vers Sarrebourg, il est également impossible de saisir quoi que ce soit qui ressemble à une frontière naturelle. Jamais délimitation de territoire n'a été aussi arbitraire, c'est-à-dire aussi absurde. Près de la gare allemande s'était formé un petit village de fonctionnaires. On n'y entendait parler qu'allemand. C'est aux points terminus que les immigrés avaient afflué. Symétriquement, près de la gare française d'Avricourt, le village d'Igney était peuplé de douaniers et d'employés français.

A 8 kilomètres d'Igney, Blâmont fut envahie par le 1er corps bavarois sous les ordres du général von Xylander. La petite ville (1 900 habitants), au pied d'un coteau abrupt que dominent les ruines d'un château-fort, déploie une bonne grâce semi-industrielle, semi-rustique. Son ancien maire et conseiller général, M. Barthélemy, un vieillard de quatre-vingt-six ans, blanc, mince, courbé, respirant la prudence et l'obligeance, se consacrait aux œuvres de charité. On disait de lui : « Il faudrait aller loin pour lui trouver un ennemi ». Les Allemands firent à ce Français un crime d'aimer la France. M. Barthélemy leur dut la gloire imprévue de mourir au champ d'honneur. Ils fusillèrent avec lui deux autres personnes, dont une toute jeune fille qui allait retrouver son père dans les champs.

Parmi les atrocités allemandes se place le bombardement des villes ouvertes. Le 12 août, à dix heures du matin, les Allemands étalèrent, une fois de plus, leur absolu mépris pour toutes les lois de la guerre en bombardant Pont-à-Mousson.

Ils avaient amené sur les hauteurs d'Arry et de Bonnières-sous-Froidmont, à la cote 400, des pièces de fort calibre, appuyées en arrière par l'artillerie du fort Saint-Blaise. Le quartier Saint-Martin, sur la rive droite de la Moselle, où le nouvel hôpital était établi dans les bâtiments du petit séminaire, fut particulièrement visé. Plus de cent obus, pesant chacun cent kilogrammes et chargés de picrite, tombèrent sur la ville. Beaucoup de maisons furent détruites, mais le pont sur la Moselle ne fut pas atteint. Un obus tua une femme et trois enfants : onze ans, neuf ans, sept ans.

Le 14 août, Pagny-sur-Moselle subit le sort de Pont-à-Mousson. Deux avions allemands ayant été abattus par nos soldats, les Allemands prétendirent que des coups de fusil avaient été tirés par les habitants. Sept maisons furent démolies. L'école, qui arborait le drapeau de la Croix-rouge, reçut un obus. Depuis le début de



PONT-A-MOUSSON. — EFFETS DU BOMBARDEMENT. Photo Rol.)

la guerre, Pagny avait été frappé de réquisitions continuelles. Les habitants mangeaient, en guise de pain, une galette grisâtre faite avec le blé nouveau.

Par une de ces attentions dont ils ont le secret, les Allemands choisirent le 16 août, jour anniversaire de la bataille de Mars-la-Tour, pour bombarder ce paisible village. La population, qui était aux vêpres, quitta l'église pour se réfugier dans les caves. Deux personnes furent tuées pendant le trajet. La batterie allemande s'était installée près du lion qui se dresse à trois kilomètres du village, à l'intersection des routes de Tronville et de Vittonville. Après le bombardement, quatre uhlans, conduits par un sous-officier, arrivèrent à la mairie, revolver ou lance au poing, en criant : « A mort ! » Ils demandèrent au maire, M. Seners, de leur livrer seize chevaux et quatre voitures. Le maire dut leur prouver que le gouvernement allemand avait déjà tout réquisitionné.

Un des premiers blessés de la guerre, le sous-lieutenant de dragons Lahoulle,

transporté à l'ambulance installée au château de Louppy par Mme la marquise d'Inécourt, M. et Mme de Wendel, a fait la déposition que voici :

« En chargeant à la tête de quelques cavaliers contre un détachement de uhlans pied à terre, j'avais été abattu par une balle. Je restais seul avec mon ordonnance tombé en même temps que moi. Au moment où j'essayais de me relever, le lieutenant allemand von Schoffenberg s'approcha de moi et, avec mon propre revolver, me tira trois balles qui me fracassèrent le bras. Puis, après m'avoir dépouillé de mon argent, de ma montre et de mon portefeuille, il repartit au plus vite en se dissimulant dans les arbres. Alors, mon ordonnance se releva. Il avait fait le mort en me voyant blessé et s'était laissé glisser de son cheval. Me prenant sur ses épaules, il me rapporta aux lignes françaises. » (Ajoutons que ce brave soldat qui sauva son chef fut décoré de la médaille militaire.)

Le 11 août, le grand quartier général français avait transmis au gouvernement le rapport suivant: « Les troupes allemandes ont achevé un nombre important de blessés par des coups de feu tirés à bout portant dans le visage. D'autres blessés ont été piétinés intentionnellement et labourés à coups de talon. A la date du 10 août, les fantassins allemands et bavarois ont, dans la région de Barbas, Harbonney, Montigny, Montreux et Parux, systématiquement incendié les villages qu'ils ont traversés, alors que, durant l'action, aucun tir d'artillerie, de part et d'autre, n'avait pu provoquer d'incendie. Dans la même région, ils ont obligé les habitants à précéder leurs éclaireurs. »

A la fin d'un communiqué officiel daté du 19 août 1914, le haut commandement français dira : « Le dépouillement des lettres écrites par les soldats allemands a permis d'établir par des preuves absolument irréfutables : 1° que l'incendie des villages a été une mesure générale ; 2° que la mise à mort des habitants a été une mesure générale ; 3° que ces atrocités ont été commises dans les localités que défendait l'armée française, c'est-à-dire que les coups de fusil ont été tirés par elle et non par les habitants. L'ordre d'exécution a été donné par le commandement : par des colonels sur certains points, et par des commandants de corps sur d'autres. »

Un officier allemand inscrivait sur son carnet de route : « Nous disons que ce sont les civils qui ont tiré, mais ce sont les douaniers ou les forestiers. »

L'erreur initiale.

Rappelons que le plan de concentration, tracé par l'état-major français avant la déclaration de guerre, s'établissait sur les bases de la logique et de la bonne foi.

L'armée active de l'Allemagne n'était pas sensiblement supérieure en nombre à l'armée active de la France.

D'une part, l'armée française devait laisser certaines forces pour garder les cols des Alpes, l'Italie n'ayant pas encore déclaré sa neutralité.

D'autre part, l'armée allemande devait laisser en couverture contre les Russes des forces à peu près égales, appuyées sur les places fortes de Pologne et de Prusse orientale.

Les deux masses principales devaient donc, pensait-on, entrer en contact sur un front s'étendant de Belfort à la Meuse.

A gauche de cette ligne, le grand duché de Luxembourg et le royaume de Belgique, étant neutres, devaient rester inviolables aux armées adverses.

La France admettait qu'un entraînement de vingt-cinq jours, voire d'un mois, était nécessaire « pour faire d'une division de réserve une unité disciplinée et

manœuvrière ». Aussi, les divisions de réserve, d'ailleurs peu nombreuses, que nous avons amenées, dès les premiers jours de la guerre, dans la zone des armées, n'eurent-elles à accomplir que des tâches secondaires : exécuter des lignes de défense en arrière des corps d'armée ou maintenir deux armées voisines en liaison étroite.

Or, l'Allemagne, en appelant, quinze jours avant la proclamation du décret de menace de guerre, tous ses réservistes des plus jeunes classes, leur avait rendu l'entraînement nécessaire. Quand sonna l'heure de la lutte, il n'y eut plus qu'à les habiller en *feldgrau* et à les encadrer. Ainsi se trouvaient créées de toutes pièces les unités prévues en secret par l'Allemagne, divisions de complément (*Ersatz*) qui purent tout de suite prendre place à côté des divisions actives et en doubler le nombre.

Voilà comment l'Allemagne, tout en opposant le long de sa frontière un nombre de corps d'armée à peu près égal au nombre des corps d'armée français, fit passer par le Luxembourg et la Belgique une masse de manœuvre dont nous n'avions fait entrer en ligne de compte ni l'existence ni même la possibilité.

C'est cette masse puissamment outillée qui eut mission d'écraser les milices belges et d'opérer sur notre aile gauche un mouvement enveloppant.

Le plan général de l'État-major allemand se résumait ainsi : défensive pure et simple entre la Suisse et le Donon; défensive offensive entre le Donon et Verdun, afin de retenir les forces françaises tout en guettant l'occasion de pénétrer en France; offensive violente à travers le Luxembourg et la Belgique; étendre l'aile droite vers la mer; décrire un arc de cercle par Bruxelles, Valenciennes, Compiègne, Meaux; rejeter les forces françaises vers la Seine et les envelopper sur toute la ligne, pendant que des corps de landwehr, pénétrant entre Dunkerque et Calais, arrêteraient le débarquement des forces anglaises. Toutes ces opérations devaient être exécutées pour le 30 septembre au plus tard. Victorieuses en France, les armées allemandes auraient été transportées en Russie, afin d'achever l'œuvre triomphale.

Comme les divisions ennemies de complément qui entraient en ligne n'avaient pas été identifiées, notre haut commandement pensa n'avoir devant lui qu'un rideau, la masse de manœuvre opérant à sa gauche. Par une série d'offensives en coups de sonde sur le front qu'il avait devant lui, il en cherchait le point faible afin de le crever. Une avance de notre part aurait coupé les lignes de communication et rendu le ravitaillement impossible aux agresseurs de la Belgique. Cependant, pour parer au péril du nord et couvrir notre flanc gauche menacé, les importants changements que l'on sait avaient été décidés dans la disposition générale de nos forces.

Notre avance en Lorraine annexée.

Nos armées ne pouvaient pénétrer en Lorraine annexée que par trois passages : le côté gauche de la région des Étangs, le côté droit de cette même région, la vallée de la Bruche.

La région des Étangs, vaste sillon diluvial qui s'étend depuis la Sarre moyenne jusqu'à la Moselle en passant par Lunéville, fut le lit de la Meurthe à l'époque où elle coulait vers la Sarre. Des taillis et des ruisseaux, des forêts et des marais, s'y succèdent sur une surface de 590 kilomètres carrés. Parmi les cinquante-neuf étangs de la Sarre, les principaux sont : les étangs de Gondrexange et de Réchicourt qui alimentent le canal de la Marne au Rhin, les étangs de Stock et de Mittersheim qui alimentent le Canal des Houillères, l'étang de Langweiler près





CH. BAUDE

LES PILLARDS, par F.-CH. BAUDE

de Fénétrange. Le large étang de Lindre, entre le versant de la Sarre et le versant de la Seille, donne naissance à la Seille et sert à inonder les fortifications de Metz.

La route qui passe à Dieuze longe les étangs et peut permettre de gagner Sarreguemines, mais au prix de rudes efforts. Le terrain, sous les vastes forêts qui l'ombragent, multiplie les traîtrises de toutes sortes. Deux principaux obstacles barrent cette route : la voie stratégique de Benestroff puissamment défendue, et le camp retranché de Morhange. Nous devions suivre la route de Dieuze à Sarreguemines, puisque nous ne voulions pas entreprendre le siège de Metz.



DIEUZE. — GRANDE RUE.

L'armée de Dubail manœuvrera à droite. L'armée de Castelnau effectuera une conversion sur son flanc gauche. Toutes deux comptent sur notre succès en Alsace. Elles devront modifier quelques-uns de leurs plans, le 10 août, en apprenant l'échec de l'offensive sur Mulhouse.

La Seconde armée se met en mouvement. Deux divisions de cavalerie l'éclairent vers le nord et le nord-est. Elle appuie son aile gauche au Grand-Couronné. En arrière, le reste de sa cavalerie se tient prêt à s'élancer, pour couper les communications de l'ennemi.

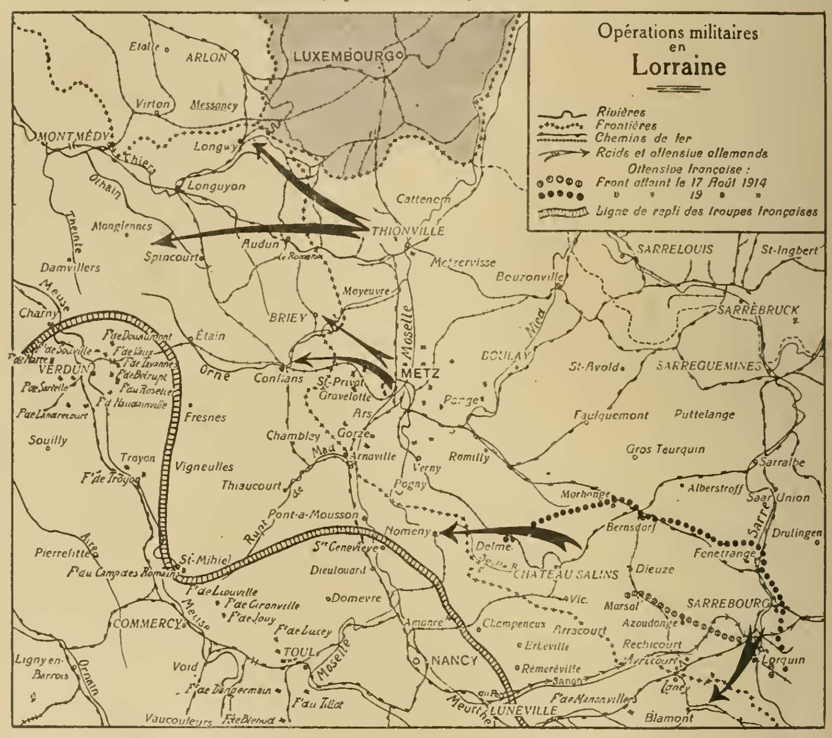
Le 14 août, elle se propose d'enlever, en Lorraine annexée, la crête Juvelize-Donnelay qui commande la Seille, ainsi que la voie ferrée de Dieuze à Avricourt. Juvelize (en allemand, *Geistkirch*) est un village de 280 habitants, à 11 kilomètres au sud-est de Vic; Donnelay, un village de 520 habitants, à 4 kilomètres plus à l'Est. Cette crête enlevée, l'offensive s'opérera par la droite. Le XVe et le XVIe corps, établis d'Einville à Fraimbois, ont l'ordre de suivre en même temps la lisière sud et la lisière nord de la forêt de Parroy, pour enlever Lagarde et Avricourt. Le XXe corps complétera cette manœuvre en déployant, d'une part, la 11e division, qui forme sa droite à l'est de la forêt de Bezange, vers Réchicourt-Xanrey-Bezange, et, d'autre part, la 39e division qui forme sa gauche à l'ouest, dans la direction des Ervantes, entre Moncel et la Seille. Cette opération s'accomplit du 14 au 16 août.

Le XVe corps avait, dans la journée du 13 août, avancé jusqu'au front Coincourt-Moncourt. Le 14, sa 29e division, qui marche en tête, a l'ordre d'avancer jusqu'à une ligne allant de Moncourt au Bois de la Croix. L'ennemi s'était fortifié dans Moncourt, village de 200 habitants, situé à moins d'un kilomètre de la frontière, sur une hauteur qui commande la plaine. De plus, il occupait toute la forêt qui s'étend au nord du Sanon vers Lagarde.

A deux heures et demie de l'après-midi, le signal de l'attaque est donné. Sur la 29e division, l'ennemi, sans se laisser repérer, exécute de furieux tirs d'artillerie : 105, 77 et mitrailleuses. Malgré de fortes pertes, à huit heures du soir, nos troupes

occupent Moncourt. L'ennemi profite de la nuit pour se replier sur la rive droite de la Seille.

Le 15 août, le XVe corps se dirige vers Dieuze. Les alpins sont à l'avant-garde. La pluie tombe, très froide comme il arrive parfois en Lorraine pendant le mois d'août. Le lendemain, notre front va de Donnelay au château de Marimont. Le 18, les alpins s'emparent de Zommange (*Zemmingen*), village de 80 habitants à 8 kilomètres au nord-est de Dieuze, près de Vergaville, village de 870 habitants, à



3 kilomètres au nord de Dieuze, l'un à droite, l'autre à gauche du Canal des Salines.

Nous sommes à Dieuze. Cette petite ville lorraine de 6000 habitants semble un faubourg perdu de Nancy ou de Lunéville. Mêmes maisons au toit plat, avec un côté légèrement rabattu ; mêmes murailles de pierre blanche, aux fenêtres peu nombreuses; même aspect bourgeois et doux. Un lointain passé militaire, ensanglanté de combats, rougi d'incendies, n'a laissé, dans la petite ville, si laborieuse et si tranquille, que de très rares vestiges : un pan de muraille et une porte. Jadis, les salines elles-mêmes étaient fortifiées. Vastes et inépuisables, les salines de Dieuze remontent au Xe siècle, peut-être même à l'occupation romaine. Cette terre de sel et de blé résume les deux symboles de l'hospitalité ! L'église est d'un gothique naïf que les architectes allemands ont rendu niais. Ils ont peint les meneaux en rose et les voûtes en bleu. Seuls, quelques vieux bancs de bois gardent intacte leur simplicité à demi villageoise. Au milieu de la principale rue se trouve une maison qui porte cette enseigne : *Café national*. C'est là que naquit Edmond About. Un peu plus loin,

dans une maison occupée par une quincaillerie d'aspect correct et gai, est né le peintre Émile Friant.

Dieuze accueille nos troupes avec enthousiasme. C'est une entrée en campagne qui leur donne confiance absolue. Une déception les attend. Devant elles, les forêts de Koeking et de Bride sont transformées en forteresse. L'ennemi qui a installé son artillerie lourde à 9 kilomètres au nord de Vergaville, tient sous son feu les villages de Bourgaltroff, de Bassing, de Domnon. A 3 kilomètres à l'est de Dieuze, il a rompu les digues des étangs qui s'étendent sur les territoires de Zommange, de Guermange et de Tarquimpol. Nos troupes vont-elles être cernées par les eaux?



VIC-SUR-SEILLE. — PORTE DU CHATEAU.

Cependant le reste de la Seconde armée a accompli d'excellente besogne. Sa cavalerie a occupé une partie du canal de la Marne au Rhin et est allée garder l'issue de Château-Salins.

Sur la gauche du XVe corps, le 14 août, le XXe a engagé la lutte, à Arracourt, à l'est de la forêt de Bezange. Deux de nos plus illustres régiments d'artillerie, le 39e et le 60e, en batterie entre Arracourt et Juvrecourt, ont réussi à faire taire les canons bavarois. Le tir de l'ennemi était réglé au début par un espion qui, caché dans le clocher d'Arracourt, avançait ou retardait les aiguilles de l'horloge.

Nous gagnons partout du terrain. Tout irait bien, si nous avions de l'artillerie lourde pour répondre à celle que les Allemands ont établie au nord de Vic et de Moyenvic. Le lendemain, des 120 nous arrivent. Ils fouillent les tranchées ennemies et détruisent une partie de ses grosses pièces. Nos soldats, s'élançant à la baïonnette, bousculent les Bavarois. Nous tenons les ponts de Vic et de Moyenvic, la crête de Juvelize-Donnelay, la crête des Ervantes.

Le 17, nous entrons à Vic, déjà occupée, le 6 août, par quelques-uns de nos chasseurs et de nos dragons. La petite ville, avec sa vieille porte, ses exquises maisons renaissance, son précieux hôtel des monnaies d'un si joli style, voit le 17, à neuf heures du matin, arriver un détachement du 14e dragons, puis défiler nos régiments, musique en tête, fusils ornés de fleurs.

Le XXe corps s'établit sur les collines qui, de Château-Salins, se succèdent dans la direction de Morhange.

Morhange (*Mörchingen*) commande toutes les routes qui vont de France en Lorraine annexée, soit par Delme, soit par Chateau-Salins, soit par Vic, soit par Marsal. Avant 1890, chaque fois que les officiers allemands jouaient au « jeu de la guerre » (*Kriegspiel*), ils constataient que les Français pénétraient en Alsace-Lorraine par Mörchingen. Cette remarque fut signalée à l'Empereur. Le grand état-major allemand résolut de fermer, par tous les moyens, un passage si dangereux. Auparavant, Morhange était un bourg d'un millier d'habitants, ne parlant que le français et ne con-

naissant que la France. En 1914, il comptait 7000 habitants dont 4500 hommes de troupe et 1500 civils allemands. Il était devenu une ville militaire. Parmi ses défenses naturelles, la Loutre Noire tient une grande place, en formant vers l'ouest une sorte de fossé marécageux. Les villages qu'arrose la Loutre Noire ont aujourd'hui des noms tragiquement illustres : Arracourt, Bezange-la-Grande, Moncel.

On ne peut attaquer Morhange que par le sud-ouest, c'est-à-dire par Château-Salins, ou par le sud, c'est-à-dire par Dieuze. Or, des deux côtés, on doit traverser une plaine que balaie le canon.

L'ennemi avait construit un véritable rempart au nord de la région des Étangs, le long du chemin de fer qui va de Saverne par Morhange. Près de Domnon (*Dommenheim*), de Guinzeling (*Geinslingen*), Sarraltroff, Bieberkirch et sur toutes les hauteurs, il avait creusé des tranchées, enterré des canons et des mitrailleuses, rasé les arbres qui eussent gêné le tir. A tous les croisements de routes, à tous les ponts, à tous les gués, étaient tendus des fils de fer. Toutes les voitures et toutes les machines agricoles des villages voisins s'entassaient pour former des barricades.

Le 18 août, à sept heures du soir, le front de notre XXe corps s'étendait depuis Oron jusqu'à Conthil, en passant par Château-Brehain et Pevange. Le village d'Oron (290 habitants) est à 9 kilomètres au nord-est de Delme; celui de Conthil (330 habitants), à 17 kilomètres au nord-est de Château-Salins, sur la voie ferrée de Château-Salins à Sarralbe; celui de Pevange (*Pewingen*), 240 habitants, loue ses salines à l'administration militaire de Morhange.

Pendant ce temps, notre IXe corps, opérant sur la gauche du XXe avec de l'artillerie lourde, s'emparait du terrain compris entre Moivron et le Mont d'Amance. Ses avant-gardes tenaient la Seille depuis Arraye jusqu'à Brin. Déjà, dans la certitude de la victoire, il marchait vers la forêt de Grémecey, quand il fut rappelé à Nancy pour être transporté dans l'Ardenne belge.

Le 19 août, du 2e groupe de réserve protégeant notre Seconde armée contre un effort possible de la garnison de Metz, on détacha une division, la 68e, qui constitua la gauche du XXe corps lancé sur l'autre rive de la Seille. Les deux autres divisions du 2e groupe de réserve, la 59e et la 70e, formaient, depuis la Seille jusqu'à la Moselle, le rempart de la Seconde armée. La 59e établie sur la côte de Sainte-Geneviève, défendait Nancy. Quant à la 70e, elle arrivait, le 18 août, vers 6 heures du soir, à Manhoué, village de 240 habitants, à 19 kilomètres à l'ouest de Château-Salins.

Ainsi, le général de Castelnau s'approchait de la grande voie ferrée stratégique qui va de Metz à Srasbourg par Sarrebourg. Nous occupions toute la Région des Étangs, jusqu'à l'ouest de Fénétrange. Nos troupes avaient débouché de la Seille, dont les passages étaient en partie évacués par l'ennemi. Notre cavalerie avait fait son entrée à Château-Salins, ville lorraine de 2300 habitants. Cette vieille ville, qui doit son nom à ses salines du XIIIe siècle et à son château du XIVe, se relie à Moyenvic par une route de 8 kilomètres.

Résumant la situation, le général Joffre pouvait dire : « Nous venons d'obtenir d'importants succès qui font le plus grand honneur à la troupe dont l'ardeur est incomparable et aux chefs qui la mènent au combat ».

Notre Première et notre Seconde armée avaient pour objectif Sarrebrück. Elles devaient, en arrivant là, se fortifier dans la vallée de la Sarre, en se protégeant contre le camp retranché de Metz.

En traversant les villages que l'Allemagne tenait sous son joug impitoyable depuis quarante-trois ans, nos soldats avaient vu beaucoup de maisons, ouvertes et mortes. L'ennemi l'avait ainsi voulu. Depuis plus de quinze jours, ses agents parcouraient toute la Lorraine annexée en répétant : « Au cas où les Français passeraient la fron-

tière, tout sujet allemand qui leur ferait accueil serait tôt ou tard condamné pour crime de haute trahison ».

Jusqu'alors, nous n'avions encore eu à combattre que des avant-gardes. Nous allions nous heurter au gros des forces ennemies. C'étaient le Ier, le IIe, le IIIe corps bavarois et le XXIe corps d'armée établis près de Sarrebourg, de Morhange, de Han-sur-Nied. Des divisions de réserve bavaroises étaient disposées en soutien. Vers la gauche de ces forces arrivaient en hâte des renforts venus d'Alsace. La droite s'appuyait au camp retranché de Metz qui offrait le concours de sa garnison, de ses pièces lourdes montées sur tracteurs et de ses inépuisables ressources en munitions de tout calibre.

Le général de Castelnau donna l'ordre à son aile droite de se relever vers le Nord. Ainsi, l'ensemble de notre seconde armée faisait face au Nord-Ouest. En exécution de cet ordre, le XVIe corps envoya sa 31e division depuis Moussey jusqu'au débouché des bois et des étangs vers Landrefang (*Lauterfangen*). En même temps, la 32e division du XVIe corps, pour lier fortement l'armée de Castelnau à la Première armée, s'installait entre Réchicourt-le-Château (*Rixingen*) et Avricourt.

Le 18, l'armée reçut l'ordre de marcher vers une ligne dont Faulquemont était le centre. Mais le XVIe corps ne réussit pas à déboucher des bois qui s'étendent de Mittersheim à Cutting. Quant à la 31e division, refoulée vers Angwiller, elle ne parvint pas à franchir le Canal des Salines. Elle fut remplacée en hâte par la 32e L'offensive était décidée pour le lendemain.

Vers Sarrebourg.

Cependant notre Première Armée, qui avait l'ordre de s'avancer par l'est de la région des étangs, rivalisait d'ardeur avec l'armée de Castelnau.

Le général Dubail avait, comme on le sait, franchi la Meurthe dès le 12 août, pour aller s'établir de Dabo à Sarrebourg. Le VIIIe corps tenait la Meurthe depuis Vathiménil jusqu'à Azerailles, en liaison avec le XVIe corps.

Tout à coup des paysans, fuyant devant l'ennemi, annoncèrent que deux corps d'armée allemands, avec beaucoup de cavalerie, s'avançaient dans la région qui s'étend d'Avricourt à Cirey par Domèvre. C'était la marche vers la trouée de Charmes. Le 14 août, à cinq heures du matin, la 16e division, sous les ordres du général de Maud'huy, s'avança vers Domèvre, en suivant les deux rives de la Vezouze. Elle s'empara brillamment de Domèvre, à trois heures de l'après-midi, et lança une compagnie vers Blâmont. Cette compagnie attaqua l'ennemi à sept heures du soir, puis bientôt réclama du secours. Le général de Maud'huy donna l'ordre à un bataillon de se porter sur Blâmont, avec le colonel et le drapeau. Ce bataillon était soutenu par deux sections de mitrailleuses.

La route de quatre kilomètres et demi qui conduit de Domèvre à Blâmont par le versant de la rive gauche de la Vezouze fut allègrement parcourue. Tout à coup, un violent combat s'engagea sur la hauteur qui commande Blâmont au nord-est. Dans la nuit, la mêlée fut terrible. Le désordre se mettait dans nos rangs. Aux six clairons qui entouraient le drapeau, le général cria : « Sonnez le ralliement. » Le feu de l'ennemi s'arrêta. Notre bataillon se replia sur Domèvre, pour y attendre le jour.

Le lendemain 15, à la première heure, la division entière, en s'avançant vers Blâmont, constata que les Allemands avec leur artillerie s'en étaient retirés en une hâte désordonnée. Elle avait pour mission d'occuper les crêtes d'Hattigny à Higny et la route de Sarrebourg. Mais, comme elle se sentait un peu éloignée du XVIe corps

qui se trouvait vers Leintrey et du XIII[e] corps qui se trouvait vers Badonviller, elle ralentit ses opérations.

Le 17, elle occupa Hattigny et Fraquelfing. Son avant-garde était aux portes d'Aspach, à trois kilomètres de Lorquin. Devant elle, l'ennemi abandonnait le terrain. L'importante commune de Gondrexange (plus de 800 habitants), sur l'étang du même nom, la commune d'Heming (600 habitants), au croisement des routes de Strasbourg à Metz et à Nancy, la commune d'Hertzing, étaient évacuées par les troupes allemandes. Nous nous y installâmes.

Le 18, à neuf heures du matin, nous nous mîmes en marche vers Xouaxange et la colline au nord-est de Bebing, à cinq kilomètres au sud-est de Sarrebourg. Là, nous étions dans le terrain d'exercices où la garnison de Sarrebourg avait coutume de s'instruire. Sur les routes, nous nous heurtions à des fils téléphoniques. Le sol se hérissait de tiges de fer fixées dans des plaques bétonnées. Pas un point qui ne fût repéré pour les gros canons en batterie derrière la ville. Leurs projectiles commençaient à pleuvoir dans nos rangs.

L'ordre était ainsi formulé : « Prendre Sarrebourg, s'y organiser pour la défensive et attendre. »

Ce fut le 95[e] avec un groupe d'artillerie qui s'élança vers la ville, pour aller occuper les passages au nord et à l'est, région aux nombreuses carrières, et pour creuser des tranchées sur les hauteurs qui commandent la Sarre.

Avec ses vallées resserrées, ses ruisseaux, ses étangs, ses roseaux et ses forêts, cette contrée de Sarrebourg et de Fénétrange, à la fois tourmentée et monotone, a un charme sauvage, même aux plus beaux jours de la paix.

Le général de Maud'huy, accompagné de quelques hommes, pénétra à midi dans la ville. Malgré le feu de l'artillerie lourde allemande, une partie du 95[e] y fit son entrée à deux heures, musique en tête. La *Marseillaise* fut jouée sur la place de l'antique cité dont le nom, *Sareburgo*, est gravé sur les monnaies mérovingiennes. Tous les Sarrebourgeois authentiques, de race et de langue françaises, vivant dans des maisons presque toutes rebâties par Louis XIV, fiers d'avoir pour compatriotes d'illustres Français comme Labroise, le jurisconsulte de la Législative, comme le général Custine, comme le général Houchard, saluaient de leurs acclamations le général de Maud'huy, né à Metz. Pendant qu'ils criaient : « Vive la France ! », les nombreux Allemands mêlés à eux s'étaient découverts et, tête basse, observaient.

Le lieutenant-colonel du 95[e] exerça les fonctions de gouverneur. Notre avant-garde près de Bebing surveillait les bois du côté du nord-est, où le 1[er] corps bavarois s'était massé.

Au-dessus de Sarrebourg continuaient à tonner les gros canons allemands. A une distance de 10 kilomètres, sans que nous pussions répondre, l'ennemi détruisait tout ce que lui désignaient ses espions mêlés à nos troupes et ses avions planant sur elles.

Pendant ce temps, le centre et la droite de notre Première armée, c'est-à-dire trois corps, le XIII[e], le XXI[e] et le XIV[e] s'avançaient vers la frontière.

Au moment même où le VIII[e] corps s'emparait de Blâmont (15 août), le XIII[e] corps marchait vers Cirey, occupé par les Bavarois qui, trois jours auparavant, avaient refoulé un de nos bataillons de chasseurs. Cirey fut pris vers neuf heures du matin, par un bel effort de nos fantassins et de nos artilleurs. Le lendemain, nos avant-gardes, arrivées près de Lorquin, faisaient main basse sur le convoi d'une division de cavalerie bavaroise. Le 17, le front du XIII[e] corps allait de Lorquin à Abreschwiller.

Au sud-est des Vosges.

Dans la région vosgienne du sud-est, notre avance était également heureuse et caractéristique.

S'appuyant sur le Donon et le col de Saales, le XXIe corps, sous les ordres du général Legrand, s'enfonçait dans la vallée de la Bruche.

La 13e division, commandée par le général Bourdériat, s'était établie près du Ban-de-Sapt à 8 kilomètres de Saint-Dié, pour soutenir la 43e opérant vers Wissembach. Dès le 13 août, elle longea les Vosges en se dirigeant vers le col de



LE DONON. (Vérascope Richard.)

Hanz où une attaque allemande s'était brisée. Le 13 au soir, notre 109e occupa Saulxures, à six kilomètres au nord de Saales.

Le lendemain, à six heures du matin, le 109e et le 21e, formant la 26e brigade sous les ordres du colonel Hamon, soutenus tous deux par une partie du 59e d'artillerie, furent envoyés contre l'ennemi fortifié sur la hauteur de Plaine et de Diesbach, entre Fouday et Saint-Blaise.

Rude entreprise! Les gros canons allemands mis en batterie sur les cimes de Belmont, à près de mille mètres d'altitude, tiraient sur deux bataillons du 109e qui donnaient l'assaut. Près de Plaine, village aux environs dénudés, l'ennemi démasqua des mitrailleuses qui entrèrent en action. Cependant nos hommes, par des charges à la baïonnette, entreprirent de se dégager. Un bataillon du 21e vint les renforcer à gauche. A quatre heures, le colonel Hamon donna l'ordre de foncer sur le village. Nos 75 démolirent les maisons de Plaine et de Diesbach. Des mitrailleuses allemandes étaient placées dans le clocher de Plaine. Il fallut les abattre. On n'y réussit qu'après six heures du soir. La hauteur fut enlevée. La 26e brigade coucha sur les positions si glorieusement conquises.

A Saint-Blaise se livrait un combat non moins dur. Ce village de 250 habitants, près de l'endroit où le Rainrupt se jette dans la Bruche, était occupé par deux régiments du XVe corps allemand, le 132e et le 99e (si fameux depuis l'affaire de Saverne), que soutenaient deux batteries de campagne et une batterie de gros obusiers. Ce fut notre 1er bataillon de chasseurs à pied qui marcha à l'assaut. L'ennemi s'était

creusé des abris sur le plateau qui domine tous les sentiers. Mais nos 75 bouleversèrent ses tranchées, abattirent les chevaux de ses canons et finirent par avoir raison de ses obusiers. A huit heures du soir, par une magnifique charge à la baïonnette, nos chasseurs s'emparèrent du plateau tout entier. Au tableau de notre butin figuraient, outre 526 hommes et 11 officiers, 90 chevaux, 6 mitrailleuses, 8 canons, 4 obusiers. Un général allemand blessé dans la journée fut trouvé mort dans une ferme.

La 5e compagnie de chasseurs prit le drapeau du 132e d'infanterie allemande. Voici à ce propos une conversation avec le sergent Foulfoin, décoré de la médaille militaire et de la croix de guerre :

— Comme je fais partie de la classe 1891, j'avais été affecté au 1er bataillon de chasseurs à pied à Senones. Quand la guerre éclata, j'étais sergent. Dès le début, mon bataillon eut une terrible besogne. Le 4 août, il repoussa une attaque furieuse. Parmi les prisonniers que nous venions de faire se trouvait un Alsacien, brave garçon au cœur français, qui me dit avec le plus fort accent de chez lui : « Savez-vous où est le drapeau allemand? — Où donc, camarade? — Dans une ferme, derrière la colline en face de nous. » Tout de suite, je vais trouver mon commandant et je demande l'autorisation d'attaquer cette ferme. Accordé! Le lendemain 15 août, à 3 heures et demie du matin, par la plus jolie matinée du monde, je pars avec les hommes de ma section. Ils couraient derrière moi comme à la noce de leur sœur. A vrai dire, ce ne fut pas précisément une fête. Les Allemands résistèrent. Mais nous les avons délogés en enlevant leur drapeau et seize hommes par-dessus le marché. Le commandant, quand nous lui avons remis le drapeau, nous a dit : « C'est tout à fait bien, mes amis. » Notre Alsacien pleurait de joie.

Ce drapeau allemand a été présenté au Président de la République, puis exposé au ministère de la Guerre, enfin déposé aux Invalides.



DRAPEAU DU 132e RÉGIMENT D'INFANTERIE ALLEMAND PRIS A SAINT-BLAISE PAR LE 1er BATAILLON DE CHASSEURS A PIED. (N.-D. Photo).

Il fut pris là-bas, à Saint-Blaise,
Il nous vient du pays natal
Qui semble un parc à la française :
Grands pins, prés verts, eau de cristal.

Il flottait, emblème funeste,
Dans notre air si large et si doux.
Vaincu maintenant, il atteste
Que nos Vosges sont bien à nous.

Son empereur a dû lui dire :
« Bientôt, tu seras à Paris. »
— Ne faisons pas mentir l'Empire,
S'est-il dit en se voyant pris.

Grenat pâle et croisé d'ivoire,
Il sent l'impérial décor.
Sa soie étale une aigle noire,
Sa hampe arbore une aigle d'or.

Courage, hardis chasseurs d'aigles,
La même ardeur nous réunit.
Bon début, chasse ouverte en règle :
Ne laissons pas vivre un seul nid.





Général DE MAUD'HUY

Les résultats de ces faits d'armes étaient fort beaux. L'ennemi avait fui jusqu'aux portes de Molsheim. Près de notre 25ᵉ brigade qui occupait le Donon, notre 26ᵉ brigade s'établissait dans la vallée de la Bruche, récoltant en vingt-quatre heures plus de mille prisonniers. Elle lança sa cavalerie vers Urmatt, jusqu'à Lutzelhouse, dernier village de la vallée de la Bruche qui soit de langue française. Schirmeck, Russ, Hirzbach, communes si laborieuses, si industrielles, si pittoresques, tombaient entre nos mains.

Le 18, l'ordre vint de marcher sur Urmatt en occupant Visches. Le 109ᵉ entra sans coup férir dans ce village de Visches d'où part la route du Petit-Donon.

Le plan de l'ennemi ne comportait aucune résistance sérieuse de ce côté. Mais, solidement organisé sur les sommets de la rive droite de la Bruche, disposant de cinq régiments transportés en hâte vers Mühlbach, appuyé par l'artillerie lourde des forts de Mutzig, il maîtrisa les efforts de notre 17ᵉ régiment d'infanterie entre le Schwarzbach et le village de Grendelbruch. En vain le 21ᵉ se porta au secours du 17ᵉ qui battait en retraite. Nous passâmes la nuit à Hirzbach.

Vers Sainte-Marie-aux-Mines

Pour appuyer l'avance de notre XXIᵉ corps, le XIVᵉ avait reçu l'ordre de marcher vers Sainte-Marie-aux-Mines : il s'en empara le 16 et y fit son entrée le même jour.

La délicieuse ville de 12 000 habitants, bâtie sur les deux rives de la Liepvrette, au milieu de montagnes couronnées de forêts ou tapissées de prairies, se composait jadis de deux cités distinctes. Sainte-Marie de Lorraine, sur la rive gauche, appartenait aux ducs de Lorraine, Sainte-Marie d'Alsace, sur la rive droite, appartenait aux sires de Ribeaupierre. Au XVIᵉ siècle, la ville connut la richesse, grâce à ses mines d'argent, de cuivre, de cobalt, d'arsenic. Elle la connut encore au XVIIIᵉ et au XIXᵉ siècle, grâce à ses filatures et à ses tissages. Faut-il ajouter que l'ancienne Sainte-Marie de Lorraine et l'ancienne Sainte-Marie d'Alsace restent également dévouées à la France ?



GÉNÉRAL DE CASTELLI. (Photo Waléry)

L'Allemagne avait imposé à Sainte-Marie-aux-Mines un maire de carrière, fonctionnaire pangermaniste qui fut immédiatement conduit à Saint-Dié.

Nos troupes s'emparèrent ensuite de Sainte-Croix-aux-Mines (3 500 habitants), où elles recueillirent de l'artillerie lourde allemande. Mais, le 18, des forces bavaroises et badoises arrachèrent à notre avant-garde le village de Villé, clef de la vallée qui porte son nom.

Le Haut Commandement français déclarait, le 18 août 1914 :

« Les pertes de l'ennemi en Alsace-Lorraine ont été plus élevées qu'on ne l'avait cru d'abord. On s'en rend compte tant par les cadavres retrouvés que par le témoignage des prisonniers. Nous avons, sur la ligne fron-

tière de Chambrey à Belfort, gagné une distance qui varie de 10 à 20 kilomètres ».

Pour être moins étendus, nos progrès dans les Vosges n'étaient pas moins importants qu'en Lorraine. Nous tenions le Donon et la ligne qui va de Sarrebourg à Schirmeck par Abreschwiller. Ces opérations favorisaient la marche du général Pau vers Mulhouse.

Le 18, au soir, la situation se déterminait ainsi :

A gauche, notre VIII[e] corps (général de Castelli) allait arriver à Sarrebourg. Le XIII[e] corps (général Alix) marchait vers Hermelange et Plaine de Walsch (Hochwalsch), en laissant une brigade en réserve.

Le XXI[e] corps (général Legrand), après avoir passé le Donon, se massait vers Abreschwiller et Saint-Quirin. Il avait laissé en réserve la 13[e] division, mais il était renforcé par la brigade mixte coloniale.



GÉNÉRAL POURADIER DUTHEIL.
(Photo Waléry.)

Sur le Donon et dans la vallée de la Bruche, la 13[e] division se rattachait au XIV[e] corps (général Pouradier Dutheil). Manœuvrant vers Saint-Blaise, le XIV[e] corps devait opérer sa liaison avec l'armée du général Pau.

Tout en se repliant, l'ennemi guettait le moment de reprendre l'offensive et de crier : « C'est mon heure ! » (*Nun gilt es*). Il savait la force de ses positions de Delme, de Morhange, de Sarrebourg.

Voulant à tout prix maintenir intactes ses communications entre Metz et Strasbourg par Saverne, il concentra ses forces sur les points les plus faciles à défendre.

Dès le 18 août, le XIV[e] et le XV[e] corps allemands, arrivés en hâte de Haute-Alsace, se massaient vers Lixheim, Arschwiller, Dabo, Oberstinzel, Hommert, pour barrer la route à notre Première armée. Cette armée, si violemment attaquée de front, était donc aussi en danger sur son flanc droit.

Le 19, vers une heure du matin, le général Dubail achève l'examen des renseignements fournis par les prisonniers, par les avions, par la cavalerie, par les dépêches de la Seconde armée et par les télégrammes du Grand Quartier général. Sa résolution est prise. Il continuera à marcher vers le nord, suivant les ordres reçus, mais en se couvrant et en ripostant vers l'est.

A sa gauche, la Seconde armée va également attaquer au point du jour. Elle est séparée de la sienne par la région des Étangs. Mais si l'une et l'autre dépassent cette région, arrivent à Sarralbe et reprennent contact, elles pourront foncer.

Seconde offensive en Alsace

Nous étions entrés à Mulhouse le 8 août, et nous en étions repartis le 9. Nous y revînmes le 18 du même mois. Mais, dès le 9, l'ennemi avait chassé de l'Alsace du Sud la plupart des Alsaciens qu'il jugeait trop favorables à la France et appelé sur ce tragique coin de terre tous les fils d'immigrés dont il disposait.

La seconde offensive en Alsace fut confiée au général Pau.

Dans la région de Belfort, on avait groupé une partie des contingents africains, particulièrement des tirailleurs indigènes, tous débarqués en France sans avoir été inquiétés en leur traversée. Dans cette même région, les troupes de la première offensive avaient pu reprendre haleine et se refaire. Au VIIe corps se joignirent la 44e division d'infanterie, le 1er groupe des divisions de réserve et la 8e division de cavalerie prélevée sur l'armée de Dubail. Comme artillerie lourde, nous ne possédions que deux batteries de 155 court, empruntées au camp retranché de Belfort. C'était trop peu pour réduire au silence les batteries de 105 long portant à plus



UN COIN DU VIEUX THANN RECONQUIS.
(Photo Section photographique de l'armée.)

de neuf kilomètres, postées à Istein, à Chalampé (*Eichwald*), à Neuf-Brisach, et qui avaient pour mission de nous interdire l'approche du Rhin.

Certes, nos 75 avaient prouvé, en toute occasion, leur éclatante supériorité. Mais les obusiers allemands, bien cachés dans les ravins et souvent impossibles à découvrir, produisaient, sinon toujours un grand effet matériel, du moins un effet moral dont nos chefs devaient tenir compte.

Le général Pau recueillit toutes les indications utiles, d'où qu'elles vinssent. Pour arrêter ses plans d'opérations, il supposait la résistance la plus vive et la plus tenace de la part de l'ennemi. Il assura partout notre ravitaillement. La population de Belfort, qui assistait à ces préparatifs, était pleine de confiance et se disait : « Jamais chef n'eut son armée mieux en main ».

En face de lui, le général von Deimling, commandant du XVe corps, établissait son état-major à Thann.

Aucune précaution n'avait été prise par le gouvernement allemand contre la famine. Plus de lait, plus de farine, plus de sel. Au cours de notre avance, le général Pau fit distribuer des provisions dans les villes et dans les villages

« Combien nous sommes heureux, disaient les Alsaciens, de partager avec la France le pain et le sel! Voilà notre vrai foyer qui se rouvre. »

Les blessés allemands parlaient avec épouvante d'un certain général *Pao*, si habile et si redoutable.

— Le général *Pao*? répondaient en souriant les Alsaciens. Quoi! Déjà un guerrier d'Extrême-Orient serait arrivé chez nous pour combattre l'Allemagne?

C'était le général Pau que voulaient dire ces Allemands. Ils prononçaient mal son nom, mais ils connaissaient bien son mérite.

Belle figure de soldat, moustache blanche, visage régulier respirant l'énergie, la droiture et la bonté, il fixe sur vous ses yeux très clairs et très vifs sous des sourcils en broussailles, puis vous serre la main de sa seule main valide. Comme pour vous demander pardon de ne vous offrir que la gauche, son bras droit mutilé presse doucement le dos de votre main droite. Le général Pau a servi la France avec un dévouement et une habileté irréprochables, à la tribune de la Chambre et du Sénat aussi bien qu'à la tête du XXe corps. Commissaire du gouvernement, il contribua au vote de la loi de trois ans. Atteint par la limite d'âge en 1913, il reprenait du service dès le début de la guerre.

En Alsace, il était chez lui. Il avait combattu à Frœschwiller, le 6 août 1871, et laissé sa main droite sur le champ de bataille.

Deux mois avant la Guerre du Droit, dans les bureaux de la *Ligue française* dont il est président d'honneur, il nous parlait longuement de sa mère, morte récemment à plus de quatre-vingt-dix ans; de sa sœur Marie-Edmée, une noble artiste à la mémoire de qui nous avons consacré notre livre *Chez Jeanne d'Arc*, et de cette Alsace, objet de toutes nos préoccupations. Tout à coup, il s'écria :

— Vous pensez donc que c'est pour cette année?

— Pour cette année la guerre, et pour toujours la libération.

Le 13 août, en prenant le commandement de son armée d'Alsace, il déclara :

— Le triomphe est certain. Mais il faut qu'on le sache, la route sera longue, rude, coûteuse. Refusons-nous les joies trop promptes et sachons que la sérénité, l'endurance, le sang-froid dans l'épreuve, seront nos plus indispensables vertus. Le reste va de soi, c'est-à-dire l'ardeur au combat et le mépris de la mort.

Le plan qui lui était tracé se résume ainsi : marcher vers Colmar et Schlestadt, pour favoriser l'avance de la Première et de la Seconde armées : mettre Belfort et la Bourgogne à l'abri de toute surprise; masquer Neuf-Brisach et faire nettoyer l'Alsace par la réserve; enfin, s'avancer vers Strasbourg.

La première offensive en Alsace avait été une brillante reconnaissance.



DANNEMARIE.
LE DRAPEAU FRANÇAIS A LA MAIRIE.
(Photo Polak.)









Général PAU

La seconde devait être un effort décisif. Notre front, qui avait été trop étendu, se trouvait sagement réduit.

La ville de Thann fut reprise le 14 au soir. Le maire et le receveur des postes, deux agents de l'Allemagne, étaient fusillés.

Au même moment, nos chasseurs, partis de la Schlucht, se précipitaient sur Munster et sur Guebwiller où ils entraient le 15 août.

Les troupes de Belfort avaient marché sur Dannemarie. Notre droite s'appuyait au canal du Rhône au Rhin. Pour premier objectif, nous nous proposions les



DANNEMARIE. — RUE PRINCIPALE. (Photo Polak.)

forces allemandes établies à l'ouest de Mulhouse. L'ennemi demeurait libre de s'engager entre notre droite et la frontière suisse.

L'élan méthodique de nos soldats, enlevant Dannemarie et Thann, parut du meilleur augure. En sa fureur, l'ennemi essayait d'anéantir Dannemarie. La plus grande partie de la ville brûla.

Dans certains villages, nous trouvions les maisons incendiées, les rues encombrées par les cadavres des habitants. Des prisonniers français étaient achevés à la baïonnette et jetés dans le canal. D'autres prisonniers français, qui avaient servi à l'ennemi de boucliers, gisaient percés de nos balles. Au village de Magny, canton de Dannemarie, on vit un enfant de sept ans fusillé. A vrai dire, cette exécution se justifiait pour les Allemands : l'enfant les avait mis en joue avec un fusil de bois.

Nos turcos et nos spahis étaient acclamés. A leur approche, les Allemands abandonnaient leurs blessés et leurs approvisionnements, projectiles, fourrages, vivres.

Le 16, nous tenions fortement la ligne qui va de Thann à Dannemarie par Cernay. Avance bien calculée et bien consolidée. Il nous avait fallu près de six jours pleins pour parcourir l'espace que, dans la première offensive, nous avions franchi en quarante-huit heures.

Pour attaquer Mulhouse, le général Pau déploya largement les ailes de son armée : la gauche s'éleva au nord vers Colmar, la droite s'allongea sur Altkirch. La retraite allemande devait être coupée.

Le 152e avait occupé Munster. Nos avant-gardes étaient arrivées en vue de Colmar. On se battait à Ingersheim et à Logelbach.

Le général Pau était résolu à n'attaquer qu'avec précaution les positions puissamment fortifiées de l'ennemi. Se retranchant lui-même sur les hauteurs des Vosges, il attendait que le moment vînt d'une offensive nouvelle pour son aile gauche.

Le 18, les autorités allemandes de Mulhouse avaient pris le chemin du Rhin. Le bruit se répandit que les Français revenaient. Vingt mille personnes massées sur la place du Marché-Neuf virent neuf chasseurs à pied commandés par un officier s'avancer par le faubourg de Bâle. Ces dix braves venaient de passer près d'une armée allemande de 30 000 hommes, dissimulée à deux kilomètres de la ville. Ils



MUNSTER. (Champagne, éditeur.)

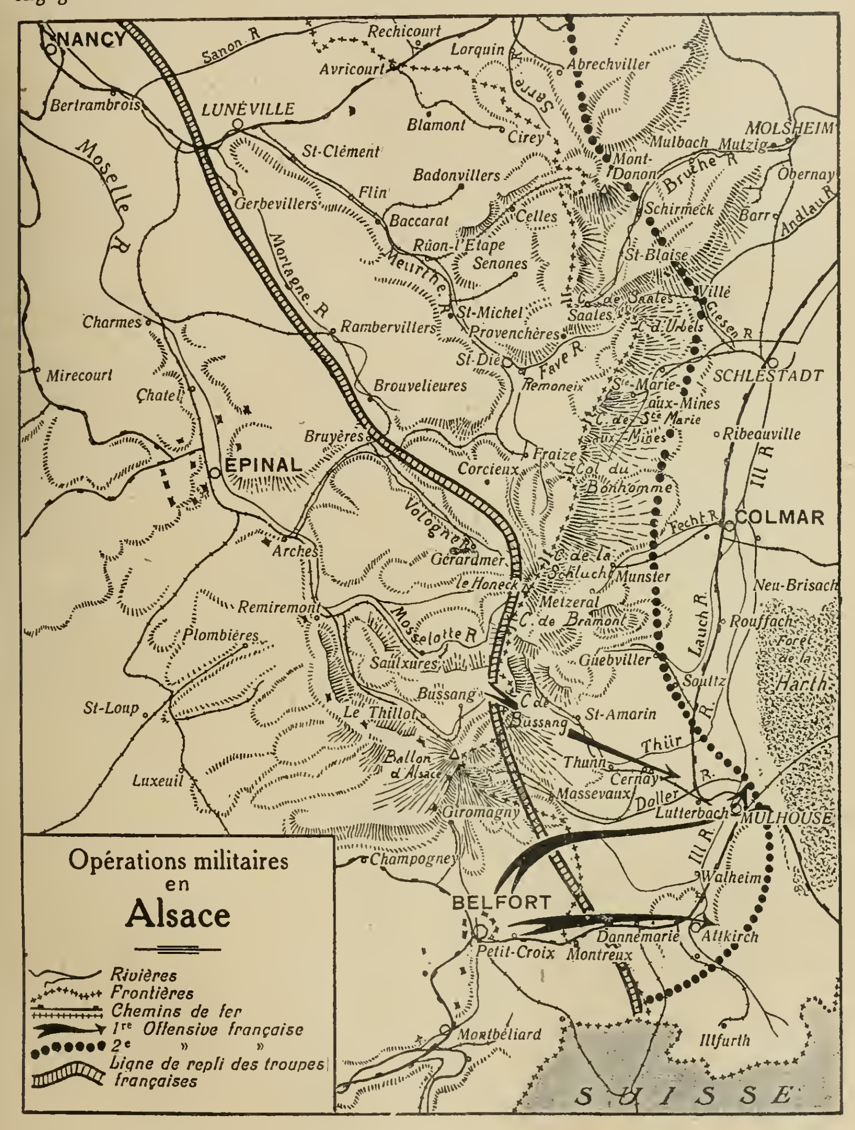
traversèrent la place du nouveau quartier par la rue d'Altkirch et s'éloignèrent, salués d'un immense cri : « Vive la France ! »

Les forces allemandes se concentraient autour de la forteresse d'Istein qui commande le Rhin devant Bâle. Le pont de bateaux d'Huningue fut rompu. Des tranchées entouraient les villages. Une partie de la forêt de la Hart était abattue. Pendant toute la nuit, des projecteurs promenaient leurs faisceaux lumineux sur tous les sentiers. Les hauteurs à l'est de Mulhouse, sur l'Ill, étaient occupées par le 109e, le 112e, le 114e et le 142e régiments de landwehr, soutenus par de l'artillerie et de la cavalerie.

Des renforts ennemis arrivaient dans les villages de Pfastatt, de Lutterbach, de Richwiller, de Kingersheim, d'Illzach, de Zimmershein, de Brunstatt.

Pendant la nuit du 18 au 19, un millier de Badois étaient entrés à Dornach, faubourg industriel de Mulhouse, en forçant les aubergistes, les boulangers, les épiciers à leur donner à souper. A six heures du matin, un coup de fusil. « Les civils ont tiré ! » Des soldats entièrement ivres se ruèrent sur les habitants. Un sujet suisse, M. Hénin, qui tenait son enfant dans les bras, fut tué à bout portant. On le retrouva, tête fracassée, sa femme évanouie près de lui, et le petit enfant jouant avec la montre de son père

Un coup de canon ! Notre artillerie, postée sur la hauteur de Niedermorschwiller, engageait l'action.



Des forces allemandes, accourues en toute hâte de Lutterbach, s'établirent à Mulhouse, derrière la gare. Deux bataillons reçurent l'ordre de marcher vers Niedermorschwiller. Alors, nos 75 eurent leur succès accoutumé. Les canons allemands,

en batterie sur la côte du Hasemain, répondirent si maladroitement que nos artilleurs cessèrent de s'abriter.

La bataille s'étendit du nord au sud, de Cernay à Tagsdorff, où elle fut extrêmement acharnée.

La lutte n'était pas moins violente près de Hochstatt où nous perdions deux cents hommes, et près de Richwiller où l'ennemi se barricadait.

A Dornach, nos soldats du 35ᵉ gagnèrent du terrain, à force d'audace et de ténacité. Les sapeurs du 4ᵉ génie les appuyaient, en élevant une barrière avec des matériaux de construction et des fûts de bière vides trouvés par centaines à la gare. L'ennemi avait pour points d'appui les villas, les murs des jardins, les barrières, les cloisons auxquelles se reliaient des fils de fer où passait un courant électrique. En vain, il reçut des renforts. En vain, une de ses ambulances, placée sur le Geisbühl, ouvrit le feu sur nos troupes. La hauteur fut escaladée par une de nos compagnies et l'ambulance scélérate mise hors d'état de nuire. Dans ce fait d'armes, le digne commandant de la compagnie, le capitaine de Puchet, mourait glorieusement.

En chaque maison de Dornach, transformée en fortin, cinquante Allemands avaient l'ordre de se faire tuer sur place plutôt que de se rendre. Notre artillerie pouvait tout détruire. Mais nos soldats serraient l'ennemi de si près que nos canons, de peur de les atteindre, suspendirent leur feu. Par bonheur, nos soldats réussirent à traîner à force de bras, dans Dornach, non seulement des mitrailleuses, mais un 75. Dès lors, les maisons, bombardées presque à bout portant, durent capituler.

Vers deux heures, la bataille était gagnée sur tous les points. Nous avions enlevé à la baïonnette 24 canons. Notre 42ᵉ en avait pour sa part pris six au XIVᵉ corps allemand. Trois batteries étaient capturées à Brunstatt. Le colonel Nivelle, qui commandait le 5ᵉ d'artillerie, montra là un admirable esprit d'initiative. Voici la citation qui le concerne : « Chef de la plus haute valeur militaire. A participé le 19 août, avec deux groupes, à l'attaque d'un village, puis d'une division. Un groupe entier d'artillerie allemande sur lequel il a tiré fut trouvé le surlendemain 21 août, au matin, abandonné sur le champ de bataille ». Ajoutons que ce chef admirable allait être bientôt nommé général.



DORNACH, FAUBOURG DE MULHOUSE.
MAISON OUVRIÈRE BOMBARDÉE ET INCENDIÉE.

Au tableau s'ajoutaient 3 300 prisonniers et une grande quantité de caissons, de fourgons, de chevaux.

Près de Niedermorschwiller, une division allemande de réserve s'était heurtée, sur la route nationale, à une division française. Elle fut débordée et dut abandonner une batterie. A Flaxlanden, comme à Brunstatt, comme à Tagsdorff, notre artil-

lerie avait multiplié ses ravages dans les rangs ennemis. En retraite, les Allemands marchèrent toute la nuit, pour se réfugier sous les gros canons d'Istein qui battaient nos lignes. Au petit jour, on voyait çà et là des groupes qui erraient sans chef, sans direction, sans courage.

L'ennemi avoua, pour cette journée, des pertes importantes. Par exemple, tous les officiers du 40e régiment badois avaient été tués, à l'exception de sept.

Notre entrée à Mulhouse, la seconde en dix jours, se fit le 19, à trois heures de l'après-midi. Le 35e défila par le faubourg de Colmar. Pour trophée, il avait la capture de six cents soldats allemands et d'un colonel, surpris pendant qu'ils tentaient de fuir dans la direction de Rixheim.



M. BLUMENTHAL.
(Photo Manuel.)

Dans la grande rue de Mulhouse où l'assaut avait été donné à la baïonnette, les morts s'entassaient parmi des tas de cartouches et de sacs abandonnés.

Les religieux arrêtés le 10 août par les Allemands furent remis en liberté. Les Allemands les avaient épargnés, en reconnaissant parmi eux des compatriotes.

La Place d'armes de Belfort reçut en hommage, le 20 août, une première batterie allemande, avec les caissons pleins d'obus; puis le lendemain, 18 autres canons, 563 soldats et sous-officiers, 15 officiers. Un nouveau convoi à peu près semblable lui arriva encore le jour suivant En face du monument *Quand même*, qui représente l'Alsace saisissant le fusil d'un soldat blessé à mort, le général Pau remit la croix de la Légion d'honneur à l'aviateur Langlois, blessé au cours d'une reconnaissance aérienne, et l'arma chevalier avec un sabre pris à un officier allemand.

Mulhouse était en fête. La victoire de Dornach se célébra par des chants et des danses, jusqu'à l'heure de la retraite au camp.

Chez tous les Allemands d'Alsace se propageait la panique. Dès qu'ils avaient vu revenir leurs troupes battues à Dornach, bousculées près de Colmar et chassées du Bonhomme, magistrats, fonctionnaires, employés avaient perdu la tête comme à l'envi. Des trains précipitamment formés emmenèrent les fuyards vers Fribourg-en-Brisgau. Le maire allemand de Colmar qui avait remplacé notre ami, M. Blumenthal, cédait la place sans demander son reste. La Haute-Alsace se purgeait des hôtes indésirables qui avaient rêvé de s'y fixer pour toujours. Les principaux serviteurs de Guillaume II, aussi braves que leur maître, s'éparpillaient comme une bande de corbeaux quand on arme un fusil. Seul, le sous-préfet de Guebwiller ne quitta pas le pays. Demeura-t-il donc à son poste? Pas tout à fait. Il se transporta non loin de là, à Rouffach, et comme il avait conservé plus de lucidité d'esprit que les autres, il eut l'idée ingénieuse de se faire interner officiellement à l'hospice des aliénés. On l'y reconnut; mais, considérant que la peur est une sorte de folie, on l'y laissa. Scène de vaudeville glissée par l'ennemi en plein drame.

Le 20 août, à six heures du matin, un drapeau français flottait sur l'hôtel de ville de Mulhouse. C'était celui que Mulhouse avait arboré en 1798, sur ce même soit, le jour où, ville libre, elle s'était donnée librement à la République française.

Immédiatement, les horloges de la ville se réglèrent sur l'heure de France. Un capitaine, accompagné de deux sous-officiers, opéra une perquisition à la Banque d'Empire. Les bons de la Caisse d'épargne lui furent apportés, mais comme ils y avaient été déposés par la population, pas un pfennig n'en fut distrait.

Puisqu'il nous fallait des otages allemands pour assurer la sécurité des Alsaciens emprisonnés par l'ennemi, nous finîmes par mettre la main sur les rares fonctionnaires allemands qui n'avaient pas réussi à se dérober. Ils furent emmenés à l'intérieur de la France avec le maire allemand de Mulhouse.

Les réquisitions étaient faites avec une irréprochable correction. Le colonel Chantrenne, du 42e de ligne, fut nommé commandant de place; le général Vauthier, chargé de l'administration militaire.

Sur les monuments de la ville, le dernier communiqué allemand étalait ses chiffres imprimés en gros caractères. Des gens louches au service de l'Allemagne firent disparaître sous des bandes de papier gommé les chiffres les plus extravagants : « A Maubeuge ont été pris 4 généraux, 4 aéroplanes, 400 canons, 40 000 hommes, 400 000 fusils, 4 millions de cartouches. » Nos Mulhousiens souriaient en murmurant :

— Il paraît que, dans les communiqués allemands, tout va par quatre, comme tout va par trois dans la chanson de Cadet Roussel.

A chaque heure, les Français grandissaient dans l'estime et l'amour de l'Alsace. Tout de suite, ils lui avaient apporté l'impression qu'elle redevenait tout entière française pour toujours. Par la promptitude et l'ampleur de leurs opérations, ils donnaient l'illusion du nombre. Les bonnes gens s'écriaient : « Il y a un million de Français chez nous. »

Le général Pau ne laissa qu'une faible partie de ses troupes cantonner à Mulhouse. Le reste, lancé vers Altkirch, travaillait à rendre la victoire plus complète. L'ennemi éperdu franchissait le Rhin dans un pêle-mêle de toutes les armes. Nous tenions la tête des ponts du Rhin, la région supérieure de la Haute-Alsace, les passes les plus difficiles et les cimes les plus importantes, de Sarrebourg au Donon, de Kaysersberg à Colmar, de Guebwiller à Mulhouse.

Le 20, nos troupes, s'avançant en même temps par les sommets et par la plaine, s'emparaient des environs de Colmar. Un pas encore, et nous étions à Neuf-Brisach. Le pont d'Huningue et le pont de Neuf-Brisach, qui mène à l'antique cité de Vieux-Brisach si chère à Richelieu, se rétabliraient vite pour nous permettre de pénétrer dans le Grand Duché de Bade et de gagner l'Allemagne du Sud.

Mulhouse avait rédigé un programme de réjouissances. Les usines se remettaient gaiement au travail. Les affaires allaient reprendre. La vie intellectuelle ressuscitait pour la France et par la France! La joie régnait sous tous les toits et dans tous les cœurs. Hélas! le sixième jour au matin, les troupes françaises n'étaient plus là.

L'ennemi, en rentrant dans la malheureuse ville, prit une éclatante revanche sur les habitants sans défense. Une centaine de personnes étaient arrêtées. Les agents allemands payaient très cher les domestiques, pour savoir quels journaux lisaient leurs maîtres. Des Suisses résidant à Mulhouse depuis quarante ans furent expulsés.

Lors de la première entrée de l'ennemi à Mulhouse, des soldats allemands avaient reçu l'ordre d'emprunter des vêtements civils pour occuper les maisons du faubourg. Il s'agissait de nous faire croire que la population nous était hostile. Même stratagème, afin de provoquer des représailles contre les Mulhousiens. Des officiers allemands, coiffés d'un chapeau rond et vêtus d'un pardessus dissimulant leur uniforme, tirèrent des coups de revolver par les fenêtres. Et les Allemands de dire à leurs soldats : « Vous avez été attaqués par des francs-tireurs », Ainsi, les Mulhousiens payèrent deux fois l'accueil qu'ils nous avaient fait.

Aux persécutions se mêlaient les vexations de toutes sortes. Défense aux laitiers de porter leur lait à domicile et de le vendre sur la voie publique. Défense aux commerçants d'acheter des légumes aux producteurs, tout devant passer par la mairie. Défense aux habitants de circuler après huit heures et quart, sous peine de prison. Défense de parler français.

L'Allemagne avait mobilisé les boys-scouts nés en Alsace-Lorraine de parents allemands. Elle leur donna ordre de se cacher le soir derrière les arbres ou au coin des rues, pour surprendre les propos compromettants des véritables Alsaciens-Lorrains. Tandis que la France fait prêter aux boys-scouts le serment viril d'être fidèles à l'honneur, l'Allemagne impose aux siens les tâches les plus déshonorantes.

Malgré tout, notre seconde offensive en Alsace a eu, comme la première, l'excellent résultat de faire mieux connaître à l'Alsace l'armée française. Elle démontra au monde entier et à la France elle-même que les soldats français, s'ils ne sont pas en une infériorité numérique trop écrasante, viennent à bout des soldats allemands.

La bataille sans pareille qui allait se déployer depuis la frontière suisse jusqu'à la mer du Nord commençait pour nous par de significatifs succès sur cette terre d'Alsace à laquelle la France a voué tant d'amour.

On peut rappeler avec fierté que, le 23 août, au moment où, sur la Sambre, notre aile gauche subissait le choc d'une armée allemande trois fois plus forte, nos cavaliers, à notre aile droite, faisaient boire leurs chevaux dans le Rhin. Tandis que l'aile droite de l'Allemagne l'emportait à Charleroi, son aile gauche était battue en Alsace. Mais puisque, par la violation de la neutralité belge, Paris était menacé, force fut à notre armée d'Alsace d'interrompre sa marche victorieuse et de se porter au secours de Paris.

Si les troupes anglaises étaient arrivées à temps et si, par conséquent, nous avions eu le dessus en Belgique, notre armée d'Alsace aurait pu passer le Rhin. Alors, c'eût été en Allemagne et non en France que la guerre se fût continuée.





LA ROUTE DE DIEST A HAELEN. (Photo Meurisse.)

Chapitre IX

EN BELGIQUE

Après Liége.

« La voie la plus commode et la plus courte, pour aller de Berlin à Paris, c'est la voie Aix-la-Chapelle, Liége, Charleroi, Maubeuge, Saint-Quentin, Compiègne. » En cette phrase qu'une agence allemande de voyages inscrivait, en 1913, sur ses prospectus lancés par milliers dans toute la France, tient le plan du grand état-major allemand.

D'ailleurs, quel attrait exerçait sur l'Allemagne la grasse opulence dont s'enorgueillit la Belgique! Villes et villas délicieuses, séduisants villages, greniers débordants, meules rebondies, innombrables usines, mines inépuisables, tout y semblait préparé pour aider à l'invasion. Aussi bien, des légions de fidèles Allemands, soldats ou même officiers de réserve, travaillaient en Belgique, de Liége à Charleroi, d'Anvers à Namur, sur terre et sous terre.

Après la prise de Liége, les forces ennemies se divisèrent en trois masses : l'armée de von Kluck allant vers la droite; l'armée de Bulow, vers la gauche; au sud, l'armée de von Hausen, marchant de Saint-Vith sur Dinant.

Cette troisième armée, de formation nouvelle, se reliait à l'armée du duc de

Wurtemberg marchant sur Sedan. De son côté, l'armée du duc de Wurtemberg se reliait à celle du Kronprinz qui venait de quitter Trèves et le Luxembourg, en se proposant comme objectif l'investissement de Verdun.

D'une façon générale, le plan des armées allemandes, c'était d'envelopper l'armée française, laquelle en ce moment se trouvait tout entière groupée des Ardennes aux Vosges.

Les armées allemandes commencèrent leurs opérations, avant même que les forts de Liége ne fussent tombés.



ORDRE
A LA POPULATION LIÉGEOISE

La population d'Andenne, après avoir témoigné des intentions pacifiques à l'égard de nos troupes, les a attaquees de la façon la plus traitresse. Avec mon autorisation, le général qui commandait ces troupes a mis la ville en cendres et a fait fusiller 110 personnes.

Je porte ce fait à la connaissance de la Ville de Liege pour que ses habitants sachent à quel sort ils peuvent s'attendre s'ils prennent une attitude semblable.

Liege, le 22 Août 1914
Général von BULOW

REPRODUCTION D'UNE AFFICHE RAPPORTÉE DE BELGIQUE LE 30 SEPTEMBRE 1914.
(Collection Albert Gueneau, Champigny.)

L'état-major belge avait résolu d'abord de s'établir sur la Gette, défense naturelle que la Meuse prolonge jusqu'à Givet. Il espérait tenir là jusqu'à l'arrivée des armées franco-britanniques. Pour garnir cette ligne de défense qui, sur la gauche, s'appuie au Démer, l'armée belge était-elle assez nombreuse? Non, certes. Elle dut se contenter de protéger la Gette et Namur. La Belgique espérait que les armées alliées arriveraient à temps pour protéger, d'une part, l'intervalle entre la Gette et Namur; d'autre part, la Meuse au-dessus de Namur.

Premier avantage pour une armée qui défend Bruxelles sur la Gette : elle ne peut pas être coupée de sa base d'opérations, Anvers. Point capital! C'était d'Anvers que tous les corps belges tiraient leurs vivres et leurs munitions. C'était à Anvers que le gouvernement devait se retirer.

On comprend à quelles considérations l'état-major belge a obéi. Cependant, comment ne pas regretter qu'il n'ait pas plus tôt ramené toutes ses troupes vers les forces françaises, afin de résister sur la Sambre? Dès le début de la campagne, on peut constater que le point faible des Alliés fut le manque d'unité dans leur effort commun.

Le 6 août, les renseignements officiels fournis par l'état-major belge nous montrent l'armée belge établissant sa gauche à l'ouest de Tirlemont et sa droite à Jodoigne.

La 1re et la 5e division sont placées en première ligne. En seconde ligne se trouvent la 2e division, à Louvain, et la 6e, à Hamme-Mille. Bientôt la 3e division, qui avait défendu Liége, arriva par Hollogne-sur-Geer et Hannut : elle fut postée

en première ligne, entre la 1re et la 5e division. Le roi avait installé son grand quartier général à Louvain. La ville et les villages voisins se remplissant de troupes, les avions allemands survolèrent la ville. En même temps, la cavalerie allemande poussait des pointes, puis, dès les premiers coups de feu, fuyait au galop.

Comme l'ennemi semblait vouloir attaquer les troupes belges par la gauche, vers Hasselt et Diest, la cavalerie belge qui couvrait l'armée à Saint-Trond s'avança vers Haelen.

Le 10, un combat de cavalerie s'engagea entre Tirlemont et Saint-Trond; un autre entre Saint-Trond et Jodoigne; un autre, le 12, à Haelen.



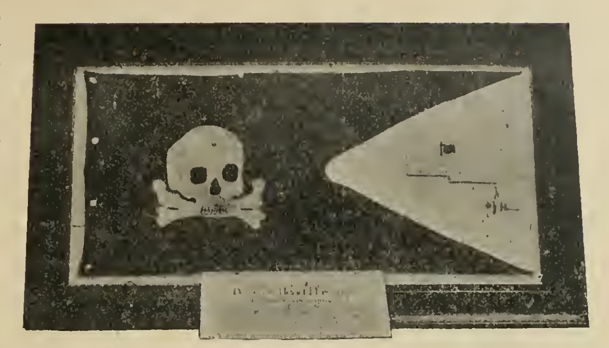
CHAMP DE BATAILLE DE HAELEN. (Photo Meurisse.

Au combat de Haelen prirent part 3.900 cavaliers allemands soutenus par 2 100 fantassins, 18 canons et de nombreuses mitrailleuses, avec mission de surprendre le passage de la Gette à Haelen. Il s'agissait tout d'abord d'enlever une position qui commandait la route d'Anvers et permettait de tourner Namur. Le général belge de Witte ne disposait que de 2 300 cavaliers, de 450 cyclistes, de 12 canons et de quelques mitrailleuses. L'ennemi s'empara des villages de Haelen et de Velpen; mais, à la fin de la journée, après une lutte furieuse, il dut abandonner Velpen. La nuit suivante, il quittait Haelen, laissant sur place 1 500 morts, des blessés et des canons. Les Belges perdaient 1 200 hommes, dont 22 officiers. Leur épuisement, les obstacles du terrain et le feu des mitrailleuses allemandes empêchèrent la poursuite. Le roi autorisa ces braves troupes à inscrire sur leur drapeau *Haelen*.

Le 13 août, au nord de Namur, à Boneffe, un millier d'Allemands, cavaliers

et cyclistes, avec des mitrailleuses, surpris par deux escadrons et deux compagnies de cyclistes belges, furent battus et mis en fuite. Mais l'ennemi demeura maître de cette région nécessaire à sa marche sur Namur.

La cavalerie allemande avait ordre de se replier au premier choc et d'attirer l'adversaire sur des positions bien défendues où tout de suite crépitaient les mitrailleuses.



BANNIÈRE DES HUSSARDS DE LA MORT PRISE A LA BATAILLE DE HAELEN, LE 13 AOUT 1914 (1). (Photo Vidal.)

Jusqu'au 18 août, aucune autre opération importante ne fut entreprise par les Belges. Pendant ce temps, la cavalerie allemande, commandée par le général von Marwitz, s'était établie en face d'eux et masquait le mouvement des armées de



HAELEN. — PLACE OU SE PRODUISIT LA DERNIERE RENCONTRE AVEC LES ALLEMANDS. (Photo Meurisse.)

(1) Cet étendard des Hussards de la mort (régiment du prince héritier) fut enlevé par un soldat belge à la bataille de Haelen le 13 août 1914. Ce soldat, grièvement blessé, donna le drapeau à l'infirmière qui le soignait à l'hôpital d'Anvers, en témoignage de gratitude. Les trous de balles dans l'étendard montrent que la lutte à laquelle il fut mêlé fut terrible.

Kluck, de Bulow et de Hausen. Dès le 17 août, les masses allemandes s'enfonçaient en Belgique, entre Bruxelles et Givet.

En réalité, l'armée belge n'aurait pas pu prendre l'offensive. Beaucoup de ses régiments manquaient d'hommes et surtout d'officiers. Mainte compagnie ne possédait qu'un officier, deux au plus.

Dès le premier jour de la guerre, la Belgique et la France étaient entrées en liaison complète. Elles mettaient en commun leurs usines, leurs fabriques d'armes, leur charbon, leur pain, leur sang. En Belgique et en France, le communiqué français du 14 août produisit la plus vive émotion : « Des forces importantes françaises sont arrivées en Belgique par Charleroi et se portent vers Gembloux ».

Tandis que la cavalerie allemande travaillait avec une extrême diligence à isoler l'armée belge, la cavalerie française envoyée en Belgique avait pour mission de protéger les communications entre l'armée belge et l'armée française.



VILLAGE DE TIRLEMONT. (Photo Rol.)

Notre premier corps qui, sous les ordres du général Sordet, comprenait la 1re, la 3e et la 5e division de cavalerie, rencontra bientôt les patrouilles ennemies. Il était soutenu, d'un côté, par la 7e et la 10e division de cavalerie qui opéraient dans la région de Virton et d'Arlon, en éclairant notre troisième armée (général Ruffey) ; soutenu de l'autre côté par la 4e et la 9e division de cavalerie qui opéraient dans la région de Bouillon et de Neufchâteau (Belgique), en éclairant notre quatrième armée (général Langle de Cary). Des combats s'engagèrent à Havelange et à Sorée. Dans un combat livré, le 9, à Houffalize, nous faisions une vingtaine de prisonniers.

La tactique de la cavalerie allemande irrita et fatigua la cavalerie française. Nos hommes, qui s'attendaient à un duel, ne rencontraient que des feintes où ils s'épuisaient. Parfois, parmi des forêts et des marécages, un de nos beaux régiments voyait revenir une poignée d'hommes à pied et sans casque. C'était ce qui restait d'un de ses escadrons qui avait donné dans le piège : un bois où il avait été fusillé à bout portant.

Après avoir pénétré jusqu'à six kilomètres de Liége, notre 1er corps de cavalerie se replia vers Namur. Il passa sur la rive gauche de la Meuse, en s'efforçant de







Général DE LANGLE DE CARY

troubler la marche de l'ennemi. Mais déjà ses forces étaient à bout. Il avait perdu près de douze mille chevaux.

Notre Cinquième armée, celle de Sambre-et-Meuse (général Lanrezac), avait l'ordre d'empêcher l'ennemi d'arriver à la rive gauche de la Meuse, au-dessus de Namur. Elle ne devait pas opérer sur la rive droite. La tâche qu'elle allait accomplir était rendue extrêmement difficile par l'éloignement de l'armée belge et l'absence de l'armée anglaise. De plus, elle se trouva obligée de porter ses efforts même sur la rive droite. C'est ainsi que, du 15 au 23 août, Hastière fut défendu par une compagnie du 348e.

Des forces prises à toutes nos armées étaient dirigées vers la Belgique. La Quatrième armée, commandée par Langle de Cary et concentrée en réserve dans l'Argonne, s'avança vers le nord, par Stenay et Verdun, emmenant avec elle la 38e division du Maroc (général Marteau), du 14e corps. Cette division, après avoir formé la réserve du 3e, fut rattachée au 18e, le 23 août.

Pendant ce temps, notre Troisième armée, concentrée dans la Woëvre, se disposait à marcher vers la Chiers.

Notre Seconde armée, commandée par le général de Castelnau, avait l'ordre « d'étendre son action jusqu'à la région de Verdun ». Un de ses corps, le 18e (général de Mas-Latrie), était dirigé vers Hirson, comme renfort à la Cinquième armée, et un autre, le 9e (général Dubois), était en partie envoyé à Charleroi, pour protéger l'aile gauche de la Quatrième armée.



GÉNÉRAL SORDET
S'ENTRETENANT AVEC LE GÉNÉRAL GALLIÉNI.
(Photo Rol.)

L'armée de Sambre-et-Meuse avait longé la frontière belge jusqu'à Fourmies. Le 1er corps, sous les ordres du général Franchet d'Esperey, était chargé de la couvrir. Il s'avança vers la région de Givet-Namur, pour entrer en liaison avec l'armée belge. Quant à la brigade d'infanterie (45e et 448e), qui, sous les ordres du général Mangin, avait pénétré la première en Belgique, elle continuait à surveiller les passages de la Meuse, de Namur à Givet.

Dejà, la 5e division de cavalerie allemande, unie à la division de cavalerie de la garde et à plusieurs bataillons de chasseurs à pied, marchait vers Dinant. Par malheur, la cavalerie de notre 1er corps se repliait vers la Sambre. Au moment même où elle repassait la Meuse, le 15 août, le combat s'engageait à Dinant.

Le quartier général de notre Cinquième armée s'est transporté de Rethel à Chimay. Malgré les difficultés qui résultent d'un mouvement sur le côté, son avance



GÉNÉRAL DE MAS-LATRIE.
(Photo E. Pirou.)

s'accomplit avec une parfaite correction. Le 3e corps (général Sauret) franchissait 60 kilomètres en un jour et demi. Venait ensuite le 10e corps (général Defforges), comprenant la 19e et la 20e division. Tel de nos régiments, le 71e par exemple, faisait des marches de 45 kilomètres. Entré en Belgique le 17 août, par la région de Couvin, il se posta à droite du 3e corps, avec Florennes pour quartier général ; son front allait d'Hanzinelle à Mettel.

Deux divisions, la 59e et la 63e, appartenant à un groupe de réserve commandé par le général Valabrègue, arrivèrent aussi vers la Sambre pour relier le 18e corps avec l'armée anglaise. Une autre division du même groupe, la 51e, commandée par le général Bouttegoure, reçut l'ordre de relever le 1er corps pour défendre la Meuse entre Givet et Namur. Quant au 18e corps, il était venu par Beaumont se poster entre les divisions de réserve et le 3e corps.

En seconde ligne se trouvait, sous le commandement du général d'Amade, un groupe de trois divisions territoriales. Ce groupe reçut l'ordre d'opérer dans la région de Lille, à la gauche de l'armée anglaise.

Peu à peu nos forces, dont le noyau était la Cinquième armée, se déployaient vers l'armée belge et vers l'armée anglaise. Par une pointe triangulaire : Maubeuge, Namur et Givet, elles protégeaient la France contre l'invasion.

L'ennemi attaqua avec violence à Dinant, afin de désorganiser nos mouvements. Ainsi il favorisait les opérations qu'il avait entreprises vers la droite.

C'était à Dinant qu'il voulait traverser la Meuse. La route principale qui vient de Sorrine débouche à Dinant. Deux autres routes, qui viennent de l'Est et passent dans de profondes vallées latérales, aboutissent aux Fonds de Leffe et aux Rivages près de Dinant.

Dans la région dinantaise, on ne retrouve pas le caractère hautain, énigmatique et farouche que prend la Meuse au défilé des Ardennes. La pierre elle-même a changé. Ce ne sont plus des schistes de nuances foncées, masses feuilletées qui se prêtent aux plus savantes combinaisons architecturales de la nature. Ici, les calcaires gris affectent des formes arrondies : immenses colonnes, couronnes gigantesques, têtes cyclopéennes, terrasses s'élevant jusqu'à 75 mètres. Çà et là, des tranches de rocs s'élancent vers le fleuve comme des pans de murs. Vers le milieu de la ville, sur la rive droite qui est la plus haute, au sommet d'un rocher à pic, la vieille citadelle, magnifique vestige de l'in-



GÉNÉRAL DUBOIS.
(Photo Manuel.)

dépendance régionale, étale ses murs carrés à plus de 100 mètres au-dessus de l'eau. On y monte par un escalier de 408 marches, taillé dans le rocher, derrière l'église.

L'ancienne sous-préfecture de Sambre-et-Meuse s'allonge en mince lisière, serrée entre le fleuve et le rocher, rempart d'eau et rempart de pierre. De son église, l'image ne s'efface jamais dans la mémoire du voyageur. Carapace d'ardoises, le clocher s'épanouit en bulbe. Forme orientale doublement étrange dans un pays du Nord et sur un édifice gothique! Portails et fenêtres largement dessinés, robustes piliers de la nef, fines colonnettes du chœur, galeries ouvragées, tout est fait de cette pierre brunâtre que le temps recouvre d'une patine de plus en plus précieuse. L'église était très haute; sa tour carrée, plus haute encore. Cependant, l'édifice entier ne semblait guère qu'une timide échauguette au pied du rocher où se dresse le vieux fort. Si elle n'avait eu qu'une flèche même élancée, on ne l'eût pas distinguée. Ce bulbe, fruit de féerie, paraissait seul capable de se détacher un peu dans la vaste féerie environnante.



GÉNÉRAL SAURET.
(Photo Manuel.)

Dinant, c'est la légendaire capitale de la dinanderie, ensemble de tous les ustensiles de ménage en cuivre ouvré qui comprend l'ample bassine où cuit toute une vendange de groseilles, aussi bien que le léger bougeoir pareil à une feuille de lierre où brille un ver luisant. Un souvenir de Dinant réside donc toujours aux plus humbles foyers. Le chaudron qu'on accroche à la cheminée n'est-il pas quelquefois le principal luxe de la famille? De même, la pensée de l'artisan qui l'a fabriqué demeure parmi nous. Tous les stigmates du marteau, enfoncés dans le métal, forment la preuve innombrable du labeur le plus attentif et le plus personnel. Battu là mille, à dix mille reprises, le cuivre de Dinant semble malaxé d'âme. Maintenant, tous les batteurs de cuivre se sont tus. Les hautes roches ne retentissent plus de leur rythme savant. Elles frémissent encore aux bruits de la plus formidable guerre.

Avant cette guerre, la dinanderie avait perdu beaucoup de son éclat. Pourtant, dans les magasins de Dinant, s'étalaient plus nombreuses que jamais et de dessins plus variés, des pièces d'une dinanderie spéciale, laquelle ne servait plus à cuire de la nourriture, mais était une nourriture elle-même. La science ancienne cherchait l'or potable. Dinant a inventé le cuivre comestible. Ses *couques*, pittoresques gâteaux composés de farine d'épeautre et de miel, sont modelés en forme de plats, d'écuelles, de bassines. Ils représentent en relief des fruits, des fleurs, des corbeilles, voire les silhouettes les plus significatives de la ville ou de la contrée. Le plat est devenu un régal. Très dure sous la dent, la pâte fond tout à coup dans la bouche avec une exquise saveur épicée. On ne peut faire de couques véritables qu'à Dinant, à cause d'un secret et surtout à cause des caves. Ces caves, que nos soldats ont appris à connaître, s'enfoncent jusque sous la Meuse. C'est là que la pâte travaille pendant des mois, pendant une année même, et devient si résistante. Partout

ailleurs, elle s'amollit misérablement. « La cave a son secret, la couque a son mystère. » L'eau vous en venait à la bouche. Souvenirs riants du temps de paix, qui rendent toujours plus tragiques les ruines de la cité!

Le 12 août, deux patrouilles allemandes apparurent aux faubourgs de Dinant, sur la rive droite : Fonds de Leffe et les Rivages. Elles furent à peu près anéanties par nos soldats du 148e. Le 14, les masses allemandes approchèrent. Au pont d'Anseremme, des auto-mitrailleuses escortées de uhlans bousculèrent un de nos postes et parvinrent à Anthée. Reçu là par le 33e d'infanterie de la 2e division du 1er corps, l'ennemi fut repoussé avec de sérieuses pertes. Le lendemain, il revint



DINANT. — VUE GÉNÉRALE PRISE DE LA CITADELLE ET VALLÉE DE LA MEUSE.
(Photo Em. Dujard.)

avec deux divisions de cavalerie dont la division de la Garde, et huit bataillons d'infanterie dont deux bataillons de chasseurs.

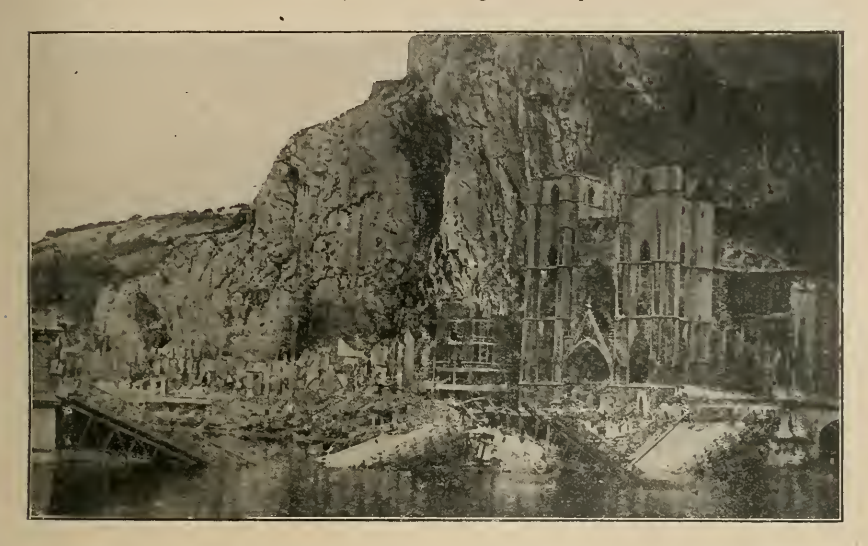
La brigade du général Mangin, composée du 45e et du 148e, venait d'être renforcée. De Couvin, lui arrivaient la 2e division commandée par le général Deligny, avec une partie de la 1re division du 1er corps. Le 8e d'infanterie et le 27e d'artillerie s'établissaient à Florennes, le 127e à Gochenée, le 8e à Weillen. La citadelle de Dinant était occupée par un bataillon du 33e et un demi bataillon du 148e. Aux deux extrémités de la ville, c'est-à-dire au faubourg de Leffe et au faubourg Saint-Nicolas, veillaient des postes de section. Sur la rive gauche, le long du canal et derrière le cimetière, se portaient nos troupes.

Le combat commença par un opiniâtre effort de l'ennemi contre la citadelle. Mal abrités derrière les murs de l'antique château fort devenu propriété privée depuis 1875, nos hommes, en si petit nombre, résistèrent jusqu'à midi, puis se

retirèrent vers le pont. Derrière eux se précipitèrent le 12e et le 13e bataillon des chasseurs saxons qui passèrent sur la rive gauche. Dans les faubourgs de Leffe et de Saint-Nicolas, deux sections de notre 148e demeuraient isolées.

Tout de suite, l'ennemi fait de la ville une machine de guerre. Des mitrailleuses sont cachées dans les rues et dans les anfractuosités des roches. La tour de Montfort se mue en un fort armé à la moderne. Les canons allemands placés à Sorinne exécutent des tirs de barrage et les masses allemandes s'entassent dans la ville.

Le lendemain matin, notre 27e d'artillerie s'établit sur les falaises de la rive droite et notre 15e accourt de Willen. Depuis cinq heures du matin, notre 33e, couché au talus de la voie ferrée, attend un signal. A sept heures et demie, deux



DINANT. — LE PONT ET LA CATHÉDRALE. (Photo Branger.)

compagnies du 33e, la 10e et la 12e, sont chargées d'enlever la citadelle. L'ennemi qui s'y est organisé ne fait feu que lorsqu'elles sont à quelques pas. Sous cette rafale de balles, de mitraille et d'obus, dans l'écroulement des murs voisins, la 12e compagnie s'arrête. Mais déjà la 10e l'a rejointe et le combat reprend. L'ennemi a démasqué de nouvelles mitrailleuses. Nos hommes tombent de toutes parts. Un nouveau bataillon du 33e est lancé à la rescousse : il traverse la voie ferrée, puis le pont, mais les feux croisés de l'ennemi l'empêchent d'avancer. Les batteries allemandes déchaînent une telle avalanche de projectiles que notre 73e, appelé à l'aide. se replie derrière les bâtiments de la gare, sur la rive droite, un peu au-dessus du pont.

Toutes nos forces accourent au canon. Notre 84e est arrivé à Onaye, sur la route d'Anthée, à 2 kilomètres de Dinant. Notre 110e a gagné Bouvignes, à 4 kilomètres de Dinant, et nous rejoint au pas de course. Notre 8e monte à dix heures et demie la côte que la citadelle domine sur la rive opposée ; puis, glissant derrière un petit bois jusqu'à la ville, il donne la main au 73e, ainsi qu'à ce qui reste des compagnies du 33e et du 148e qui avaient défendu la citadelle.

Le colonel du 8ᵉ, l'énergique et clairvoyant Doyen, fait dire à nos batteries de redoubler d'activité contre l'artillerie allemande. Dès qu'un assez grand nombre de mitrailleuses et de canons ennemis sont atteints, il se tourne vers la petite armée qu'il a groupée autour de lui : « En avant! » Refoulant alors les Saxons sur la rive droite, elle traverse la Meuse sous un ouragan de fer, par les ponts au nord et au sud de la ville. Les Dinantais la saluent de leurs acclamations.

Le colonel Doyen avec une section est déjà à l'entrée de la citadelle. Le drapeau allemand fait place au drapeau français. Bataille gagnée ! Six heures du soir. Un escadron du 6ᵉ chasseurs balaie l'ennemi des environs de la ville. L'armée



DINANT. — LA GRANDE PLACE APRÈS LE PASSAGE DES ALLEMANDS.

(Photo Branger.)

saxonne de von Hausen perd une quinzaine de canons et 3 200 hommes. Nos pertes sont beaucoup moindres. Sans retard, nous mettons la ville et les ponts du voisinage en état de défense. L'ennemi, pour prendre sa revanche, brûle les villages voisins et pend les notables du village de Houx, au pied des rochers de Poilvache.

Le général Deligny, sous les ordres de qui le combat s'était livré, félicita le colonel Doyen et, quand ce brave fut frappé à mort quelques jours après, fit de lui cet éloge :

« Il a eu, à Dinant, une magnifique attitude à la tête de deux bataillons du 8ᵉ et il est entré le premier dans la citadelle dont il a arraché le drapeau arboré par l'ennemi. »

La victoire de Dinant prouvait que, par l'union solide et l'emploi résolu de nos forces, nous pouvions prendre l'ascendant sur l'ennemi.

Grâce à cette victoire, l'ennemi n'a pu franchir la Meuse que le 23 août. C'était un temps précieux donné à nos armées pour la défense de notre territoire.

Armée britannique.

Notre armée, qui venait de remporter un significatif succès à Dinant, espérait être soutenue par l'armée britannique ainsi que par l'armée belge.

L'armée britannique, en juillet 1914, comprenait deux fractions :



L'ARTILLERIE ANGLAISE DÉFILANT DANS UNE RUE DE LONDRES. (Photo Vidal.)

1° L'armée régulière : six divisions d'infanterie et une de cavalerie, avec un effectif de 162 000 hommes.

2° L'armée de seconde ligne, armée territoriale, forte de 14 divisions et destinée, en l'absence de l'armée régulière, à protéger la Grande-Bretagne : 250 000 hommes, capables de garantir la sécurité du territoire.

La réserve spéciale de l'armée régulière comptait 61 000 hommes, destinés à assurer la mobilisation de l'armée régulière et à combler les vides produits par la guerre. Cette réserve fut retenue en Angleterre par l'organisation des nouveaux corps de volontaires, décidée au lendemain de la déclaration de guerre.

L'infanterie métropolitaine formait 83 bataillons à quatre compagnies. L'effectif de guerre du bataillon était de 1 024 hommes, dont 29 officiers et 51 sous-officiers. A chaque bataillon étaient attachées une section de mitrailleuses et une compagnie d'infanterie montée.

La cavalerie métropolitaine comprenait 17 régiments à quatre escadrons de 541 hommes, 25 officiers et 48 sous-officiers. Chaque régiment était pourvu d'une mitrailleuse.

L'artillerie métropolitaine de campagne comptait : 14 batteries à cheval de 6 pièces, 99 batteries montées à 6 pièces dont 81 batteries de canons et 18 batteries d'obusiers,

6 batteries lourdes à 4 pièces d'un matériel nouveau, tirant un obus de 60 livres.

Toute cette armée se composait de soldats de métier ayant contracté volontairement un engagement de douze ans : sept dans l'armée active, cinq dans la réserve, et qui avaient reçu dans les dépôts une instruction militaire complète.

Jusqu'à la veille de la guerre, la Grande-Bretagne se plaisait à déclarer qu'elle n'avait pas besoin d'armée et que sa flotte lui suffisait. C'était à sa flotte qu'elle consacrait ses meilleurs fils et ses meilleures ressources. En 1914, elle avait le même régime militaire qu'en 1815. Elle n'hésitait pas à rappeler un mot du vainqueur de Waterloo : « J'ai commandé à une armée de vauriens ». Encore, l'armée de Wellington était-elle formée pour un tiers de mercenaires étrangers. Après la guerre du Transvaal, prolongée au prix de si rudes sacrifices, la Grande-Bretagne avait songé à des réformes militaires. A peine si elle les ébaucha.



ARMÉE BRITANNIQUE. — LES HIGHLANDERS. (Photo Delius.)

Ses soldats venaient des classes sociales les plus déshéritées, mais, bien exercés et bien équipés, ils se battaient bien. Ses sous-officiers, pour la plupart anciens enfants de troupe, avaient au moins sept ans de service. Ils ne pouvaient pas espérer un grade supérieur. Cependant, bons instructeurs dévoués à leurs chefs, ils accomplissaient loyalement leur tâche. Plus nombreux que dans les autres armées européennes, les officiers étaient presque tous brevetés. Très peu d'entre eux sortaient du rang. Depuis la guerre du Transvaal, les corps de troupe et les états-majors avaient beaucoup travaillé. Les officiers joignaient à une connaissance approfondie de leur métier, la maturité d'esprit qui s'acquiert par de longs voyages et les campagnes coloniales. Pour eux, la carrière militaire était une occupation de fils de famille. Vaillants et justes, ils entraînaient leurs hommes par leur ascendant.

— Tous les soldats de l'armée britannique appellent leurs officiers, sans distinction de grade : « Monsieur ». Pourquoi?

— Parce qu'ils doivent obéir à tous leurs officiers avec un égal respect.

Explication ingénieuse et noble. Mais dites si la façon de parler en France : Mon lieutenant! Mon capitaine! Mon général! n'exprime pas une cordiale déférence, tout à fait digne d'admiration?

Le 3 août 1914, lord Kitchener avait été nommé ministre de la guerre. C'était le vainqueur d'Omdurman et le pacificateur du Transvaal. Au Soudan, en Égypte, dans l'Afrique méridionale, aux Indes, il avait montré un extraordinaire talent d'organisateur. Dès le début de la Guerre du Droit, il prévit la conscription : « Nos jeunes gens, disait-il, feraient bien d'obéir au devoir, plutôt que d'attendre que le devoir reçoive force de loi? »

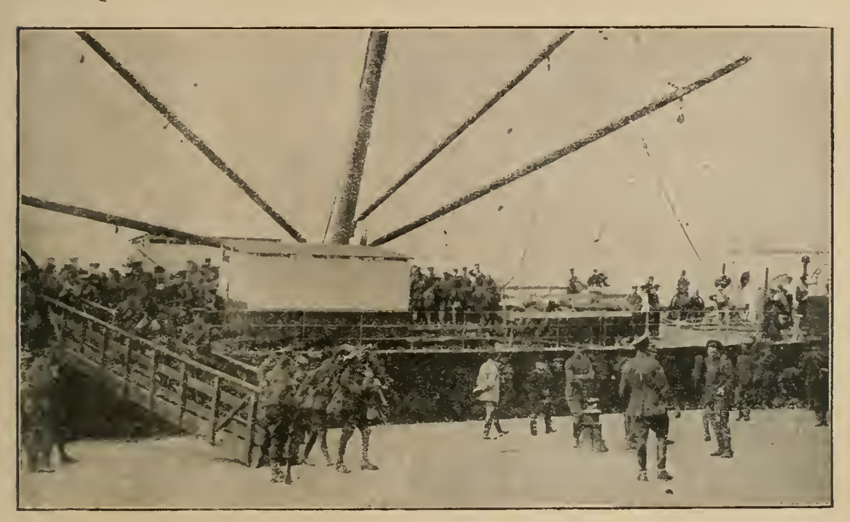




Lord KITCHENER

Comme le général Joffre, lord Kitchener était surnommé le Taciturne. Quand on lui demandait son avis sur un point de politique, il répondait : « Je suis un soldat ». Quand on l'interrogeait sur les nouvelles du jour, il répondait : « Excusez-moi, je n'ai pas encore eu le temps de lire le journal. » Son âge était à peu près le même que celui du général Joffre, soixante-trois ans. Il avait fait ses premières armes en 1870, au service de notre pays, ayant contracté un engagement dans l'armée française aussitôt que les troupes allemandes avaient envahi la France. A la bataille du Mans, il combattait au côté du général Chanzy. Rappelé en Angleterre et reprenant ses études, il fut questionné par le duc de Cambridge :

— Qu'alliez-vous faire là-bas?



DÉBARQUEMENT DES TROUPES ANGLAISES DANS UN PORT FRANÇAIS. (Photo Branger.)

— M'instruire.

Voici ses notes du dernier trimestre à Woolwich : « Bon élève. Intelligence prompte et pénétrante. Peut faire un diplomate aussi bien qu'un soldat. Mais sportsman médiocre et mauvais gymnaste. Caractère fermé ».

En 1882, il fut nommé major de cavalerie et, en 1884, fit la campagne d'Égypte. Il voulut étudier de près les indigènes. Ce taciturne apprit leur langue et chemina en vagabond à travers tout le pays. Pour combattre le Mahdi, il se déguisa en marchand de poteries arabes, il alla jusqu'à Omdurman. A l'entrée de cette ville, il assista au supplice raffiné d'un Européen accusé d'espionnage.

— Bon, se dit-il. Voilà une leçon. Je ne crains pas la mort. Mais une mort pareille n'est pas de mon goût.

Depuis lors, il porta sur lui un menu flacon de cyanure de potassium.

Dans le camp anglais étaient enfermés sous une tente deux espions arabes qui se prétendaient sourds-muets. Impossible de tirer d'eux, même un regard. Tout à coup, on leur donna pour compagnon un troisième Arabe, accusé lui aussi d'espionnage. Les trois hommes demeurèrent ensemble plusieurs jours. Peu à peu, ils retrouvèrent leurs oreilles et leur langue. A la fin, le troisième Arabe alla faire son rapport à l'état-major anglais. C'était lord Kitchener.


GÉNÉRAL ANGLAIS ROBERTSON.
(Photo Elliot et Fry.)

A tant d'obstination, d'habileté et de courage, lord Kitchener joignait cette suprême vertu : la justice. Par là, malgré sa sévérité, il séduisit le cœur de l'Égypte. De lui, les Égyptiens les plus rebelles et les plus ignorants disaient, quand ils étaient à bout : « Reste le Lord. Il nous jugera ».

Dans sa maison, près de Canterbury, il avait réuni les plus précieux souvenirs de sa vie d'aventures : orfèvrerie, soierie, broderie, céramique. Mais la chambre qu'il y habitait n'avait comme meubles qu'une table de sapin, trois chaises de chêne et un lit de fer.

En cette haute et laborieuse vie de soldat, une seule douceur, un seul divertissement, une seule passion : les fleurs. Son jardin et sa serre contenaient des merveilles qu'en temps de paix il cultivait de ses mains. Les fleurs dont il était le plus fier étaient les plus simples : fleurs des prés, des champs et des bois qu'il réussissait à faire fleurir chez lui, presque en toute saison. Le grand art du jardinier consistait, suivant lui, à « apprivoiser des fleurs ». Parfois, avouait-il, c'est aussi difficile que d'apprivoiser des mésanges ou des hirondelles.

Appelé outre-Manche par la société franco-écossaise des conférences, nous avons eu le plaisir d'offrir à ce soldat amateur de fleurs simples, des bleuets, des marguerites et des coquelicots, nés en liberté dans l'Alsace redevenue pour toujours française.

Ce fut le 5 août que le gouvernement britannique mobilisa toutes les troupes métropolitaines. Il donna ordre à deux divisions et à une brigade de cavalerie de l'armée des Indes de se tenir prêtes à partir vers Londres. On attendait en outre 12 000 hommes du Canada, 21 000 de l'Australie, 6 000 de la Nouvelle-Zélande.

En France et en Belgique, le débarquement des troupes britanniques commença le 7 août, à Boulogne, au Havre, à Calais, à Dunkerque, à Ostende. Après avoir remercié la France de l'accueil enthousiaste fait aux troupes britanniques, le *Times* ajouta :

« Quand bien même tous nos alliés seraient écrasés, nous continuerions la guerre jusqu'à ce que l'ennemi eût relâché son étreinte. Comme la Russie est également bien préparée à une longue campagne, les échecs, qui ne sont pas à prévoir, mais que le sort de la guerre peut réserver à tous, ne devront pas ébranler la résolution de la Russie


GÉNÉRAL ANGLAIS MAC-READY.
(Photo Elliot et Fry.)

et la nôtre d'aller jusqu'au bout. Aucun désastre ne doit nous faire reculer. »

Déjà, la Guerre du Droit détruisait mainte superstition de race. Trop longtemps, la France s'était crue obligée de haïr les Anglais, sous prétexte qu'elle est de race latine. Or, dans le sang français, il y a si peu de sang latin! Les colons romains établis dans les vallées du Rhône, de l'Aube et de la Moselle, ont-ils été plus de 40 000! Quant aux Anglais, ils se rattachent à nous par tous les liens du sang, de la civilisation et de l'intérêt. Un d'eux qui est de nos meilleurs amis s'écriait :

— Le sang que nous versons en France à vos côtés est en partie de source française. En 1066, Guillaume le Conquérant s'est établi en Angleterre avec une armée composée presque entièrement de Français. Dans les rangs de cette armée, toutes les provinces de France étaient représentées. Les noms de ses chefs en témoignent superbement : Boulogne, Thouars, Étaples, Évreux, Rotrou, Beaumont, Varennes, Montgommery, Grandmesnil, Martel, Giffart. Tous ces grands Français se sont élancés contre les Saxons en chantant à pleine voix la première épopée française, la *Chanson de Roland*. Beaucoup d'entre eux restèrent en Grande-Bretagne après la conquête. Ils y implantèrent la poésie, les arts, les sentiments, la chevalerie de France. Pendant des siècles, les yeux et les cœurs de chez nous se sont tournés instinctivement vers la France! Aujourd'hui, une amitié fraternelle nous réunit aux Français et leur cause est devenue entièrement nôtre.



GÉNÉRAL ANGLAIS SMITH DORRIEN.
(Photo Russel et Sons.)

A la tête du corps expéditionnaire britannique était placé le maréchal John French. Né dans le comté de Kent, le 13 avril 1852, il s'était d'abord destiné à la flotte et avait été cadet de marine à quatorze ans. Mais, en 1874, il entra dans la cavalerie, fit l'expédition d'Égypte, et fut nommé colonel à trente-six ans. Après avoir passé deux ans comme attaché au grand quartier général, il commanda la cavalerie au Transvaal, en 1897. Là, il servit de second à lord Kitchener. La guerre terminée, il devint inspecteur général, puis chef de l'état-major général. Son arrivée à Paris, le 14 août, fut saluée par des acclamations.



GÉNÉRAL ANGLAIS HAMILTON.
(Photo Elliot et Fry.)

Sous les ordres de French se trouvaient : le lieutenant général sir Archibald Murray, le major général sir W. Robertson, quatermaster général, le major général sir Nevil Mac-Ready. Le premier corps d'armée, qui avait à sa tête sir Douglas Haig, comprenait la première et la



GÉNÉRAL ANGLAIS DE LISLE.
(Photo Elliot et Fry.)

seconde division. Le second corps d'armée avait à sa tête le général Smith Dorrien et comprenait la troisième division sous les ordres du général Hamilton, la quatrième division sous les ordres du général Snow, la cinquième division sous les ordres du général Ferguson. Chaque division se composait de trois brigades d'infanterie, de l'artillerie divisionnaire, de trois brigades d'artillerie de campagne, d'une brigade d'obusiers, d'une brigade d'artillerie lourde, d'une formation du génie, d'un régiment de cavalerie.

La cavalerie se composait de cinq brigades : généraux Briggs, de Lisle, Grugh, Bingham, T. W. Chetwode. Les quatre premières étaient placées sous le commandement du général Allenbry. Elles avaient pour les soutenir deux brigades d'artillerie à cheval et deux mitrailleuses par régiment.

A ses soldats partant pour la Guerre du Droit, le roi George adressa ces paroles:

« Vous allez combattre pour la sécurité et l'honneur de mon Empire. La Belgique, dont nous nous sommes engagés à défendre le territoire, a été attaquée. La France est sur le point d'être envahie par le même ennemi puissant. J'ai une absolue confiance en vous, mes soldats. Le mot devoir sera votre mot d'ordre. Je suivrai tous vos mouvements. J'enregistrerai tous vos progrès avec la plus vive satisfaction. D'ailleurs, j'aurai toujours à l'esprit le souci de votre bien-être. Je prie Dieu de vous protéger et de vous ramener victorieux. »

Voici, d'autre part, les instructions que lord Kitchener faisait remettre à chacun de ces hommes :

« Vous partez à l'étranger comme soldats du roi, pour aider vos camarades français contre un ennemi commun. Vous avez à accomplir une tâche qui exigera de vous courage, énergie et patience. L'honneur de l'empire britannique dépend de votre conduite individuelle. Ce sera votre devoir non seulement de donner l'exemple de la discipline et de la bravoure sous le feu, mais aussi de maintenir les relations les plus amicales avec ceux que vous aidez dans cette lutte. Les opérations auxquelles vous participerez se dérouleront en grande partie dans un pays ami. Vous ne pouvez pas rendre un plus grand service à votre pays que de vous montrer, en France et en Belgique, en votre véritable caractère de soldats anglais. Soyez invariablement courtois, attentionnés et bons. Respectez la propriété d'autrui et considérez toujours le pillage comme une action indigne. On se prépare à vous accueillir



GÉNÉRAL ANGLAIS D'OGLY SNOW.
(Photo Elliot et Fry.)









Général DOUGLAS HAIG

et à vous accorder la plus entière confiance. Votre attitude doit justifier cet accueil et cette confiance. Votre devoir ne pourra être accompli que si votre santé est bonne. Soyez constamment en garde contre les excès de toute nature. Dans cette nouvelle entreprise, vous pouvez être en butte aux tentations sous la forme du vin et des femmes. Vous devez résister victorieusement. Tout en traitant les femmes avec une parfaite politesse, évitez toute intimité avec elles. Accomplissez votre devoir. Craignez Dieu. Honorez votre roi. »



LES FORTS ET LE PONT DE NAMUR. (Photo Rol.)

La dignité si grave dont sont empreints ces conseils du grand chef britannique, faitle plus saisissant contraste avec la fureur abjecte des chefs allemands, excitant au pillage, au viol et au massacre leurs soldats, ivres comme eux.

L'armée britannique, en arrivant sur le continent, inspirait de vastes espoirs. Mais, de longtemps elle ne pouvait les réaliser. Elle avait trop retardé les opérations que l'armée française devait exécuter en liaison avec elle.

Le 17 août, les troupes britanniques débarquées se réduisaient à quatre divisions d'infanterie et à une division de cavalerie. Au plus, 51.000 hommes. Le 24 août seulement arriva une cinquième division. Le 9 octobre seulement arrivèrent une sixième division d'infanterie et une seconde division de cavalerie. A la fin d'octobre seulement, fut prête une septième division d'infanterie.

La résistance dans le Nord.

A notre gauche, les forces anglaises étaient ainsi réparties :

Du 14 au 18 août, le 1er corps anglais s'était établi à Wassigny ; le 2e, au Nouvion-en-Thiérache ; la division de cavalerie, à Maubeuge.

La tâche dévolue au général French consistait à manœuvrer à gauche de l'armée française, afin de déborder les forces allemandes au nord de la Sambre. Il écrira plus tard :

— Le 22, je prenais mes dispositions pour envoyer mes troupes sur les positions que j'avais choisies.

Or, cette manœuvre ne pouvait réussir qu'à la condition de commencer au moment où l'ennemi était encore paralysé au nord de la Gette, c'est-à-dire avant le 19.

L'état-major français a eu raison de dire : la bataille du Nord a été trop différée, parce qu'on attendait l'armée britannique.

C'est le 20 août que le général Joffre ordonna à notre centre et à notre gauche de prendre l'offensive.



PATROUILLE BELGE. (Photo Chusseau-Flaviens.)

Que voulait-il ? Tendre la main aux Belges, puis, en prenant Namur pour pivot, lancer les forces françaises, belges et britanniques, solidement unies, contre les masses allemandes non encore parvenues au territoire français. Or, répétons-le, l'armée britannique n'avait pas achevé sa concentration.

La France fit alors ce geste sublime qu'elle répétera si souvent dans la Guerre du Droit, le geste d'Arnold de Winkelried à la bataille de Sempach, en 1386. On sait que le héros, voyant les armées autrichiennes se ruer irrésistiblement, saisit entre ses bras les piques du premier rang et se les enfonça dans la poitrine en les entraînant contre terre. Un vide se fit dans les rangs ennemis. Les frères d'armes de Winkelried s'y précipitèrent. De même, la France retenait contre elle les forces supérieures de l'ennemi, pour donner à ses alliés le temps de se préparer à la lutte.

Les ordres du général French ne purent être exécutés que pour le 23 août. Dès lors, les lignes britanniques s'étendirent le long du canal de Condé, vers Mons et Binche. Le 2e corps prenait position depuis Condé jusqu'à Mons ; le 1er corps, au delà de Mons ; la 5e brigade de cavalerie, à Binche.

A propos de la division de cavalerie, le général French déclara :

— Je l'ai gardée comme réserve pour me couvrir au besoin sur mon flanc extrême et renforcer, s'il y avait lieu, n'importe quelle partie de ma ligne, en l'absence de mon troisième corps.

Tandis que l'armée britannique appuyait sa droite sur la gauche de notre cinquième armée, trois de nos divisions de réserve arrivaient en hâte dans la région de Merbes-le-Château. Deux d'entre elles se postaient au nord de Thuin, entre les Anglais et notre 18e corps.

A cette ligne d'hommes s'étendant de Namur à Condé par Charleroi, Binche, Mons et Jemmapes, allait être confiée la tâche de refouler l'invasion. L'envahisseur



LES ALLEMANDS SUR LA GRANDE PLACE A BRUXELLES. (Photo Rol.)

avait trop d'avance. Et déjà l'armée belge, après avoir essayé de couvrir sa capitale, avait dû se replier sur Anvers.

Au lendemain de la bataille de Dinant, la 8e brigade belge poussait jusqu'à Andenne. Devant le développement des forces ennemies, elle se replia vers Namur, en faisant sauter les ponts de la Meuse et en fermant le tunnel de la Seille.

Les gros mortiers allemands s'installèrent à portée des forts de Namur. En vain, l'artillerie de la place essaya de résister. Le 21, le siège commençait. Namur était défendue par la 4e division belge et quelques bataillons français, mais sans liaison avec l'armée belge, laquelle d'ailleurs avait pour principale préoccupation de ne pas être coupée d'Anvers.

Au début, la garnison de Namur, surexcitée par la défense de Liége, rêvait d'infliger à l'ennemi une nouvelle leçon. Mais l'ennemi, connaissant la supériorité de son matériel, avait résolu d'éviter toute action d'infanterie.

La cavalerie belge qui défendait la Gette, en s'étendant de Budingen à Diest, fut attaquée le 18 août, à six heures du matin. L'infanterie et l'artillerie allemandes traversèrent la rivière avant midi. La cavalerie belge put se retirer, grâce à l'intervention de deux cent cinquante cyclistes munis de deux mitrailleuses, qui barrèrent

la route à une brigade entière du 2e corps allemand, soutenue par dix-huit canons. Ces braves gens n'évacuèrent leurs positions que lorsque leurs deux mitrailleuses furent hors d'usage et qu'ils se sentirent presque entièrement cernés.

Sur la Gette, entre Diest et Budingen, Haalen était occupée par des carabiniers cyclistes et un escadron de lanciers. Ils se retirèrent quand ils virent que l'ennemi, ayant jeté des ponts, s'avançait pour les capturer.

D'autre part, l'ennemi occupait Hantem-Sainte-Marguerite, à 4 kilomètres de Tirlemont, et s'emparait de Tirlemont, à 18 kilomètres de Louvain. De ce côté, la lutte fut acharnée. Le 3e et le 22e régiment de ligne se replièrent vers quatre heures, sur l'ordre du haut commandement belge. Le 2e de ligne réussit à arrêter la poursuite. Le 22e avait perdu la moitié de son effectif. Sur vingt-trois officiers qu'il comptait au début de l'action, vingt-trois restaient sur le champ de bataille. Le roi a inscrit sur le drapeau de ce régiment ces mots : « Hantem-Sainte-Marguerite ». Journée sanglante, mais où l'armée belge ne fit entrer en lice que très peu d'hommes : à peine 2000 sur une ligne de 8 kilomètres.



M. MAX. — BOURGMESTRE DE BRUXELLES.
(Photo Rol.)

Liége prise, la ligne d'Anvers Louvain-Namur se trouvait attaquée par Diest et Tirlemont. Quelques régiments français combattirent à côté des Belges. Mais l'énorme marée allemande qui montait vers Bruxelles ne pouvait plus être contenue. Le gouvernement belge annonça qu'il se retirait à Anvers.

Toutes les locomotives belges furent dirigées en hâte vers la France. Pendant des jours et des nuits, leurs sifflements retentirent, déchirants comme l'adieu de l'exil.

En Belgique, les voies ferrées sont nombreuses, les routes excellentes, les espaces restreints. L'ennemi eut bientôt franchi les 14 kilomètres qui séparaient Aerschot de Louvain, et les 19 kilomètres qui séparaient Louvain de Bruxelles.

Le 20, à 4 h. 1/2 du matin, la cavalerie allemande arrivait près de Bruxelles, au Tir national. C'est là que le général Sixt von Arnim, commandant du IVe corps, dicta au bourgmestre, M. Max, les conditions suivantes : « Les Allemands auront libre passage à travers Bruxelles. Une garnison de 3000 hommes sera logée dans les casernes. Les réquisitions seront payées en espèces. Les armées allemandes seront respectées, ainsi que leurs biens. Moyennant quoi, la direction des affaires sera laissée à l'administration municipale, sans même être soumise au contrôle allemand. »

Les troupes ennemies, qui étaient toutes fraîches, défilèrent à travers la ville. Elles promenaient deux officiers belges attachés aux étriers de deux uhlans et un petit ours déguisé en roi Albert Ier. Pendant le défilé, les officiers allemands brutalisaient leurs propres soldats. Pour un mouvement mal exécuté, un coup de pied. Le défilé se termina par l'artillerie de siège et cent automobiles armées de canons. Trois cent mille soldats s'éloignèrent en chantant en chœur : *Wacht am Rhein* et *Deutschland über alles*.





Maréchal FRENCH
Commandant en chef des Armées Anglaises

Une affiche signée du même général Sixt von Arnim, commençait par cette phrase bénigne : « Les troupes allemandes sont obligées par les circonstances de demander le logement, la nourriture et les vivres ». Elle se terminait ainsi : « S'il se produisait, comme cela s'est produit autre part, des actes d'agression, des incendies ou des explosions, je serais contraint d'adopter les mesures les plus sévères ». Quelques heures après, la ville était frappée d'une contribution de 255 millions. La presse allemande déclara : « Tel est le châtiment des mauvais traitements infligés aux



LES ALLEMANDS PLACE DE LA BOURSE A BRUXELLES. (Photo Rol.)

Allemands en Belgique ». Cette déclaration contredisait la proclamation du général von Arnim, même considérée en sa phrase la plus menaçante.

En vain, les Bruxellois démontrèrent que cet acte était contraire à la Convention signée par l'Allemagne en 1899 : « L'envahisseur ne peut lever de contributions de guerre que s'il s'agit de pourvoir aux besoins de l'armée d'occupation et si ces contributions sont proportionnées aux ressources du district. » Les recettes annuelles de Bruxelles n'étaient pas même de 100 millions et la garnison allemande, à Bruxelles ne comptait pas 4000 hommes!

La France et l'Angleterre décidèrent immédiatement de faire à la Belgique une avance de 500 millions, chacune d'elles y contribuant par moitié. La Trésorerie britannique annonça une émission de Bons du Trésor dont le produit devait être remis au gouvernement belge jusqu'à concurrence de 10 millions de livres sterling. Le peuple de la Grande-Bretagne, en voyant Bruxelles tombée aux mains d'un tel ennemi, comprenait la nécessité d'une lutte à mort.

En Belgique, l'armée de von Kluck avait pour objectif Mons, à 60 kilomètres de Bruxelles.

Cette armée qui s'était concentrée, le 15 août, entre la Meuse et Tongres, se préparait à exécuter le mouvement enveloppant dont l'Allemagne attendait tout. Elle espérait ainsi prendre, immédiatement après Bruxelles, Paris.

Le 19 août, plusieurs de ses corps s'enfoncèrent entre Diest et Tirlemont; d'autres traversèrent la Meuse entre Liége et Huy.



GÉNÉRAL VON ARNIM.

L'armée de von Kluck comprenait le IIe corps (général von Linsingen), le IIIe (général von Lochow), le IVe (général Sixt von Arnim), le IXe (général von Quast), le IXe corps de réserve (général von Bœhm), un corps de cavalerie (général von Marwitz).

De l'armée belge en retraite vers Anvers, deux régiments seuls, le 9e et le 14e d'infanterie, restèrent pour arrêter la poursuite de l'ennemi. La masse du IIe corps allemand tomba sur eux, devant Herschot, le 19, à 5 heures du matin. Ils résistèrent de leur mieux pendant trois heures, puis se retirèrent vers Louvain.

Tout le IIe corps se rua sur la malheureuse petite ville d'Herschot. Furieux d'avoir eu à combattre, les soldats tiraient au hasard dans les rues et pillaient premièrement les auberges. Le bourgmestre avait fait déposer à l'hôtel de ville les armes que possédaient tous les habitants. Il publia l'avis suivant : « Si un seul coup de fusil est tiré par un civil, on exécutera, outre le coupable, trois autres habitants ».

A 8 heures du soir, pendant que le IIe corps allemand achevait de défiler, le colonel qui commandait la 8e brigade d'infanterie fut trouvé mort chez le bourgmestre où il logeait. D'où venait la balle qui l'avait tué? Sans doute d'une maison située en face de celle du bourgmestre. Impossible d'accuser le bourgmestre. Pendant la fusillade, il distribuait des cigares aux soldats allemands, devant sa porte. Son fils, âgé de quinze ans, fut découvert caché sous des vêtements. « C'est lui qui a tué notre colonel ». Sans doute, c'était un soldat allemand, plus ivre que les autres, qui avait lâché le coup fatal. Les Allemands, pour venger leur chef, massacrèrent, pillèrent, brûlèrent. Le bourgmestre fut passé par les armes, ainsi que son fils et son frère.



GÉNÉRAL VON LOCHOW.

Un adversaire politique de ce magistrat avait crié aux officiers allemands :

— Je n'appartiens pas au même parti que lui. Mais, en ce moment, sa vie est nécessaire à Herschot. Prenez ma vie en échange.

— Je vous remercie, lui avait dit le bourgmestre. Certes, je mourrai tranquille, parce que je n'ai jamais souhaité que le bien de mes compatriotes. Mais je supplie qu'on

épargne mon fils : il a quinze ans à peine et seul il peut consoler sa mère. Les officiers allemands avaient ricané sans répondre. L'adolescent s'était alors levé pour prendre place, entre son père et son oncle, devant le peloton d'exécution.

Pendant plusieurs jours, fusils et mitrailleuses abattirent les civils qu'on arrêtait au hasard et dont on liait les mains derrière le dos, avec des fils de cuivre. Plus tard, 160 cadavres furent retrouvés, dont 8 femmes et 6 enfants.

Tandis que les officiers se livraient à une crapuleuse débauche, des fourgons militaires, par eux méthodiquement remplis d'objets précieux, fruits du pillage, partaient pour l'Allemagne sur leur ordre. Les soldats allemands eux-mêmes ont noté dans



DÉMÉNAGEMENT DU BUTIN VOLÉ EN BELGIQUE. (Photo Chusseau-Flaviens.)

leurs carnets : « Partout, les maisons incendiées. Des habitants chassés. D'autres tués. Pas une maison épargnée sur cent. Les villages sont très beaux, mais à peine avons-nous traversé l'un d'eux que les troupes qui nous suivent le brûlent. Et ainsi de suite. »

Les Allemands multiplièrent sans fin les crimes de ce genre, tant qu'ils considérèrent leur victoire comme absolument certaine. Le jour où l'idée leur vint d'un châtiment possible, ils n'ont plus dit : « Les civils ont tiré ».

La Seconde Armée allemande était commandée par le général von Bülow, ancien général inspecteur de la Troisième Armée. Bülow avait sous ses ordres le général de Plettenberg qui commandait le corps de la Garde; le général von Rothmaler qui commandait le VIIe corps; le général von Emmich qui commandait le Xe corps; le général von Zwehl qui commandait les Xe et VIIe corps de réserve.

Cette Seconde Armée occupa : à l'est, Hannut, Jodoigne, Wavre, Nivelles, Montceau-sur-Sambre; au centre, Ottignies, Jumet, Montigny; à l'ouest, après avoir contourné Namur, le nord de la Sambre, en se dirigeant vers Jemmapes.

Pour éviter le canon namurois, une partie de la Garde impériale devait traverser la Meuse à Andenne. Un beau pont, jeté par-dessus la rivière et le chemin de fer, relie la ville, bâtie sur la rive droite, à un de ses faubourgs, Seilles, où se trouve la gare. Cette laborieuse cité, enrichie par ses fabriques de faïence et de papier, illustrée par la châsse de Sainte-Berge et la table de marbre de la Sainte, comptait 7 500 habitants.

Un régiment d'infanterie belge, le 8e, chargé de surveiller la Meuse, fit sauter le pont avant de se retirer vers Namur. L'ennemi entreprit la construction d'un pont de bateaux, tout en guettant une occasion de se venger. Le 20, dans l'après-midi, des coups de fusil partirent de la rive gauche où demeuraient encore quelques soldats belges. L'occasion était trouvée. Les officiers allemands affirmèrent que les habitants avaient lancé une grêle de grenades et de bombes. Sur leur ordre, une mitrailleuse faucha les habitants, un canon bombarda la ville, des soldats pillèrent les maisons, vidèrent les caves, fusillèrent des femmes et des enfants, mutilèrent des hommes à coups de hache. Le sac de la ville dura neuf jours. Trois cents maisons furent incendiées, plus de trois cents personnes assassinées. Le général en chef, von Bülow, n'hésita pas à déclarer : « C'est par ma volonté que toute la localité a été livrée aux flammes ».

Les Belges, quelques mois plus tard, eurent l'explication de ces atrocités systématiques. Ils lurent dans une proclamation du maréchal von der Goltz : « Les localités les plus rapprochées de l'endroit où ont été détruits des ponts, des voies ferrées, des lignes télégraphiques ou téléphoniques (que ces populations soient complices ou non), seront punies sans miséricorde. A cette fin, des otages seront emmenés de toutes les localités voisines des voies ferrées et, à la première tentative de destruction, ils seront immédiatement fusillés ».

Aux atrocités d'Andenne succédèrent les atrocités de Tamin. La petite ville de Tamin, à 20 kilomètres de Namur et à 14 de Charleroi, compte 2 500 habitants. Le 22, les Allemands y rencontrèrent une de nos avant-gardes. Pour échapper aux balles françaises, dans une prairie au nord de la Sambre, sur la route de Velaines, ils se firent un bouclier avec des vieillards, des femmes et des enfants : 800 êtres humains. Les Français, d'instinct, avaient cessé de tirer. Derrière ce bouclier vivant, les Allemands défilèrent, passèrent le pont et se portèrent en masse sur l'autre rive. Il fallut bien que les Français se défendissent. Malgré toutes leurs précautions, huit civils furent blessés ou tués. Irrités d'avoir eu à combattre en dépit de leur triomphale invention, les Allemands mirent le feu aux maisons, rassemblèrent les habitants dans l'église, en expulsèrent les hommes, les fusillèrent en masse, donnèrent à ceux qui s'étaient laissés tomber l'ordre de se relever, puis, après une nouvelle décharge, achevèrent les blessés à coups de crosse : 460 victimes.



GÉNÉRAL VON HAUSEN.

Tandis que la Première Armée hâtait sa marche enveloppante, la Seconde Armée évoluait le long de la Sambre, en s'appuyant sur la Troisième. Toutes les précautions étaient prises pour que Namur cernée tombât au plus vite. Namur, c'était l'obstacle.

La Troisième Armée, dont beaucoup de régiments étaient saxons, se composait du XIe, du XIIe, du XIXe corps, du XIIe corps de réserve et de la cavalerie de la Garde à la disposition de laquelle avaient été mises des formations de mitrailleuses. Le général en chef était von Hausen, ancien ministre de la Guerre de Saxe.

L'ennemi s'efforça de prendre à revers nos troupes, en se glissant entre Namur et Rocroi. Il y avait là un espace de 70 kilomètres assez mal gardé, par suite du mouvement qu'avait fait notre Cinquième Armée (général de Lanrezac) pour aller à la défense de la Belgique.

Autour de Namur, les forces allemandes s'accumulaient particulièrement vers Ramillies-Offus et vers Faulx où arrivaient de gros obusiers. Dès le 20 août, des troupes de ligne, soutenues par les cavaliers à pied et des mitrailleuses, rejetèrent vers la forteresse les grand'gardes établis vers l'Est. Les batteries ennemies ouvrirent le feu contre les forts de Maizeret, d'Andoy et de Dave. Le 21, vers six heures du soir, l'ennemi dirigea le feu de toutes ses batteries sur les avant-postes français établis aux têtes de pont au-dessus de Namur.

La Quatrième Armée allemande était commandée par le duc Albert de Wurtemberg qui avait sous ses ordres le VIe, le VIIIe, le XVIIIe corps, le VIIIe corps de réserve et une division de cavalerie. Le VIe corps (général von Pritzelwitz), quittera l'armée du duc de Wurtemberg, le 30 août, pour l'armée du kronprinz, et sera remplacé par le XVIIIe corps de réserve.

Cousin du roi de Wurtemberg qui n'a pas d'héritier direct, Albert de Wurtemberg avait le titre de prince royale. Sa grand'mère était Marie d'Orléans, la fille de Louis-Philippe, femme-sculpteur qui a laissé une célèbre statue de Jeanne d'Arc.

Cette Quatrième Armée, dont un des corps, le VIIIe, avait envahi le Luxembourg, s'enfonça dans la région escarpée de l'Andenne belge et la rendit inexpugnable par des abatis d'arbres, des réseaux de fils de fer, des tranchées. Son quartier général était à Echternach, petite ville connue par l'étrange procession dansante de Saint-Willibroth, le mardi de la Pentecôte.

On sait que la Cinquième Armée allemande s'était massée au sud du Luxembourg, particulièrement vers Esch-sur-l'Alzette et vers Putange. Le kronprinz qui la commandait avait sous ses ordres le Ve et le XVIe corps, le XIIIe corps wurtembergeois, le Ve et le VIe corps de réserve, la 33e division de réserve, une division de cavalerie et, à partir du 30 août, le VIe corps. C'est au prince héritier de l'empire allemand qu'était réservé l'honneur de frapper le grand coup en France, c'est-à-dire de prendre Verdun.

Le XVIe corps (en garnison à Metz), considéré comme le mieux entraîné de toute l'armée allemande, s'était porté rapidement vers Audun-le-Roman. Dans la direction du nord, l'armée du kronprinz se développait jusqu'à Arlon. D'autre part, la 33e division allait se relier à la Sixième Armée allemande.

On sait aussi que la Sixième Armée était commandée par le prince héritier Ruprecht de Bavière qui avait sous ses ordres le Ier, le IIe et le IIIe corps bavarois, ainsi que le Ier corps de réserve bavarois.

On sait enfin que la Septième Armée allemande était établie à l'est, en Alsace et dans les Vosges. Le général von Heeringen qui la commandait avait sous ses ordres le XIVe et le XVIe corps le XIVe et le XVe corps de réserve et plusieurs brigades de landwehr.

L'état-major allemand avait calculé avec soin l'espace que devait occuper chaque corps d'armée en marche. En 1870, d'après l'évaluation faite par Moltke, cet espace, sur une seule route, devait être de plus de 27 kilomètres: exactement 22870 mètres pour le corps d'armée proprement dit, et 4375 mètres pour le convoi administratif.

En 1914, il fut de 49 kilomètres : exactement, 25 000 mètres pour le corps d'armée y compris son train de combat, et 24 000 mètres pour les trains régimentaires, les sections de munitions, les convois administratifs. L'allongement des colonnes avait pour cause principale le nombre des pièces d'artillerie, surtout des grosses pièces, et le développement inouï des services techniques : projecteurs, aviation, téléphones (une centaine par corps d'armée).

« Si l'occupation de notre pays par les Allemands était préparée ! s'écrient nos amis de Belgique. Voulez-vous une preuve saisissante de la préméditation la plus minutieuse ? Dans le bois de la Cambre, lequel est pour Bruxelles ce que pour Paris est le bois de Boulogne, toutes les fontaines d'eau potable portaient



ANVERS. — PANORAMA DU PORT. (Photo Rol.)

l'étiquette *Trinkwasser*. Les espions allemands qui pullulaient chez nous avaient prévu jusqu'aux moindres détails. » Une seule chose, comme il sied, leur avait échappé : l'âme du pays.

Les Allemands avaient jalonné tous les sentiers, calibré tous les wagons, sondé tout le sol, exploré toutes les usines et tous les ateliers, scruté tous les puits et tous les passages de mines afin de pouvoir, à l'occasion, manœuvrer sous terre.

Après Bruxelles occupée et rançonnée, voici Charleroi attaqué à cinq reprises, bombardé, incendié. Voilà Marchiennes, Monceau, Anderlues, Châtelet, Châtelineau, Fontaine-l'Évêque en cendres.

Le ministre de la Guerre belge déclarait :

— Notre plan de défense a prévu tout ce qui s'est produit. Nous n'avons pas dit notre dernier mot. Les Allemands occupent Bruxelles, Alost et Diest. Qui s'attendait à nous voir défendre des villes ouvertes ? C'est pour cette raison que la famille royale a gagné Anvers. La France et l'Angleterre apportent à la Belgique tous les secours moraux et matériels. Elles lui avancent l'argent nécessaire pour payer l'inique contribution allemande.

Le gouvernement français ajoutait :

— L'entrée des Allemands est pour les Belges une épreuve douloureuse. La France tient à affirmer que les souffrances de la Belgique sont aussi les siennes. Du jour où le sang belge a été versé pour s'opposer au passage de l'ennemi, les causes des deux pays se sont indissolublement liées. La retraite de l'armée belge sous le canon d'Anvers est une opération prévue qui ne porte aucune atteinte à sa valeur ni à son incontestable puissance. Lorsque le moment sera venu, l'armée belge se trouvera aux côtés de l'armée française, à laquelle les circonstances l'ont fraternellement unie.

Les Allemands avaient envahi la Belgique avec une méthode qui révélait leur



MALINES. — LA CATHÉDRALE APRÈS LE BOMBARDEMENT. (Photo Rol)

intention de la garder. Ils étaient sûrs de pouvoir justifier cette annexion par de bonnes raisons. On se rappelle la parole de Frédéric II, roi de Prusse : « Prenons d'abord. Il se trouvera toujours des juristes pour prouver que nous avions le droit de prendre. »

Les ordres les plus barbares de l'envahisseur partaient de ce Palais de Bruxelles où, quatre ans auparavant, 25 octobre 1910, Guillaume II adressait ces paroles au roi des Belges : — « J'observe, avec toute l'Allemagne, le surprenant succès que le peuple belge remporte dans tous les domaines du commerce et de l'industrie. La terre entière est enveloppée par le commerce de la Belgique. Champ d'action pacifique où Allemands et Belges se rencontrent partout! Une égale admiration nous remplit pour le culte de l'idéal, domaine où les poètes et les artistes belges ont acquis une place si marquante! Puissent les relations remplies de confiance et de bon voisinage se resserrer davantage! C'est là le vœu qui part du plus profond de mon cœur. » Les Belges, avec leur ironie débonnaire, avaient alors fait remarquer que, dans ce toast, Guillaume II, en parlant de tout ce qui fait l'honneur, la prospérité et la force de la Belgique, avait oublié l'armée. L'armée belge se rappelait à lui, en août 1914. Tout

d'abord, les Allemands dirent de cette armée : « Si elle fait la méchante, nous enverrons contre elle les pompiers de Düsseldorf. » (Traduisez : pompiers de Nanterre). La Belgique montra que ni les flatteries, ni les menaces, ni les sarcasmes de l'Allemagne n'avaient prise sur elle.

Le 25 août, un zeppelin survolant la ville d'Anvers, lança des bombes sur le Palais royal. Les enfants du roi auraient été tués, si le vent n'avait poussé le dirigeable plus vite que ne voulaient ses pilotes. Les maisons voisines furent atteintes et vingt-six habitants tués ou blessés, particulièrement des femmes. Un chirurgien de l'armée américaine, le major Sexman, envoya au *New-York Herald* ce télégramme : « Au nom de la civilisation, l'Amérique proteste. Ce n'est pas de la guerre, c'est de l'assassinat. »



LOUVAIN. — HOTEL DE VILLE.

Le 27 août, le maréchal von der Goltz, ancien généralissime de l'Empire allemand, instructeur suprême de l'armée turque, fut nommé gouverneur général de la Belgique.

Le 27 et le 28 août, les Allemands bombardèrent Malines. L'église Saint-Rombaut était pour leur artillerie lourde une cible de choix.

Le 29 août, après des massacres inouïs, ils saccagèrent l'illustre et précieuse cité. Leurs troupes, se lançant au pillage, cherchaient partout le vin. « Nos officiers donnent l'exemple », écrit dans son carnet le soldat Klein, du landsturm de Halle (*Offiziere mit gutem Beispiel vorangehen*). Les soldats s'enivrèrent « autour d'un tas de cadavres, de quarante mètres de long sur six mètres de large et un mètre de haut, formé de femmes et d'enfants ». A Termonde, pendant qu'on fusillait les habitants, ils se firent apporter des tapis, des canapés, des fauteuils et du vin de champagne. Un sous-officier allemand écrivait de Louvain : « Nous avons bu tant que nous avons pu du vin de champagne à vingt marks la bouteille ». Le prix y est. Vous retrouvez là l'Allemagne tout entière. Près de la ville, des soldats s'étaient établis dans une ferme abandonnée. Apercevaient-ils des familles qui fuyaient? ils criaient : « Entrez ici, nous vous offrons l'hospitalité! » (*Kommen Sie her, Gastfreiheit, Gastfreiheit*). Dès que les familles tombaient dans le piège, ils tuaient les hommes et retenaient les femmes.

Comment les Allemands tentent-ils d'expliquer le sac de Louvain? Voici le communiqué adressé par le gouvernement de Berlin aux journaux italiens qui avaient protesté contre les atrocités allemandes :



LES ALLEMANDS A LOUVAIN.

Gravure publiée en Allemagne. — Les Allemands peints ici par eux-mêmes laissent voir sur leurs visages la joie qu'ils éprouvent au milieu du massacre et de l'incendie. Cependant ils ont fait paraître ce dessin avec le titre « *vérité et mensonge* ». D'après eux, les accusations de vandalisme dont ils sont l'objet seraient fausses; l'hôtel de ville n'aurait été préservé de l'incendie que par *l'effort héroïque* de leurs troupes. L'état dans lequel ils ont mis Louvain montre toute la monstrueuse ironie de leur légende.

« L'attitude barbare de toute la population belge a contraint le commandement allemand à adopter les mesures les plus rigoureuses. Ces mesures ont été dictées par la nécessité de protéger notre propre existence contre une opposition qui méconnaît les lois et ne respecte pas les traités. Une grave responsabilité pèse sur le gouvernement belge qui, avec une légèreté criminelle, a excité la population à une révolte contraire au droit des gens. »

Ainsi, d'après l'Allemagne, c'est la Belgique qui se montra sans pitié, méconnut



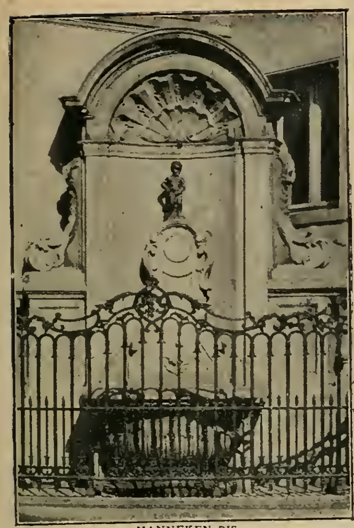
MALINES. — L'OCCUPATION ALLEMANDE.

le droit et foula aux pieds les traités. L'Allemagne, une innocente qu'on provoque et qu'on viola!

La Belgique ainsi insultée et torturée est un petit pays, mais un grand patrimoine. En un espace si restreint, pas même 30000 kilomètres de superficie, que de régions diverses et de sites caractéristiques! Voici, de Givet à Namur, la vallée de la Meuse, enveloppée de légendaires collines, hérissée de roches ou de ruines également pittoresques. Voilà l'immense plaine brugeoise aux mystérieuses ondulations. Voilà les plages d'Ostende et de Blankenberge, si élégantes en leurs beaux jours. Voilà les gorges de Spa, ravissantes comme des joyaux d'émeraude. Voilà les jardins, les parcs, les serres, l'opulence fleurie de la région bruxelloise et de la région gantoise. Avant la guerre, la carte de la Belgique semblait une carte d'échantillons exquis où s'associaient, par miracle, la plupart des séductions du continent.

Un des principaux attraits de la Belgique venait de sa richesse architecturale.

Ce sont des Français qui construisirent les premiers monuments gothiques des Flandres. Cependant *Sainte-Gudule* à Bruxelles, *Notre-Dame* de Bruges, *Saint-Bavon*


MANNEKEN-PIS.
(Photo Chusseau-Flaviens).

de Gand, *Saint-Rombaut* de Malines, *Saint-Pierre* de Louvain, *Notre-Dame* d'Anvers ont une originalité très caractéristique. L'architecture flamande se développe volontiers en largeur. Une église à cinq nefs : tel est son idéal Souvent, la hauteur de la grande nef n'est égale qu'au double de la largeur. Dans les édifices français, elle est égale au triple.

Dès le commencement du XII[e] siècle, les villes de Flandre prirent la coutume d'élever un beffroi. Il s'agissait de surveiller les toits où le feu pouvait toujours éclater et les environs où l'ennemi pouvait toujours apparaître. La cloche annonçait aux citoyens l'approche du danger. Elle leur rappelait aussi l'heure des travaux, des marchés, des assemblées, des fêtes. Au pied du beffroi s'étendaient, rattachées ou non à cette haute tour civique, des halles où on mettait en vente les multiples productions de l'industrie locale.

Combien nous aimons l'orgueil municipal des Belges! Il se manifeste dans les monuments qui l'enchâssent comme dans les bannières qui l'arborent. Bruges, Bruxelles, Gand, Ypres, Louvain, semblent avoir voulu se surpasser l'une l'autre par l'élégance, la noblesse et la haute splendeur de leur Maison Commune. Lorsque défilaient devant elles les bannières éclatantes des innombrables sociétés, associations et corporations, le spectacle qui se présentait à tous était aussi édifiant que féerique.

Certaines de ces Maisons Communes belges évoquent, pour qui possède leur histoire, d'héroïques et formidables images, toutes éclipsées désormais par les monstrueux attentats allemands. A Louvain, par exemple, une émeute éclata au XIV[e] siècle. Treize membres de la magistrature appartenant à la noblesse, avaient tué un échevin appartenant à la bourgeoisie. Ils furent jetés par les fenêtres de l'hôtel de ville. Le peuple les recevait sur des piques. De délicieuses tourelles terminées en flèches, aux angles de l'édifice, semblent encore rappeler le souvenir de ces lointaines querelles.

De la cathédrale de Louvain,


BRUXELLES. — L'ÉGLISE SAINTE-GUDULE.
(Photo Chusseau-Flaviens.)

nous avons gardé la vision d'un crucifix de bronze, où le corps du Sauveur se revêtait d'une robe de velours violet, serrée à la taille par une ceinture d'or. Cette robe était toute hérissée d'épingles. Tout autour se suspendaient des pelotes rouges en forme de cœur, piquées d'épingles innombrables. D'après une naïve croyance, pour qu'un vœu soit exaucé, il suffit de le formuler ici en enfonçant une épingle. Le même vœu ardent a rempli l'âme de tous les Belges. Mais qu'est devenu le Christ habillé de Louvain?

Ypres, autre ville martyre, cachait tant de noblesse dans son silence, sa déca-



LOUVAIN. — LA CATHÉDRALE SAINT-PIERRE, L'HOTEL DE VILLE ET LA BIBLIOTHÈQUE APRÈS LE BOMBARDEMENT.
(Photo Branger.

dence et sa solitude! Ses hôtelleries minuscules et ses humbles estaminets avaient un air d'hospitalité mélancolique. Mais elle gardait deux joyaux sans prix : sa halle éblouissante et sa fière cathédrale. Mainte de ses vieilles maisons à pignon ciselé, formait un vénérable travail d'orfèvrerie où les pierres devenaient précieuses comme de l'or fin.

A Bruxelles, la Grand'Place, cœur de la ville, mélange de moyen âge et de renaissance, compose un ensemble d'architecture, de sculpture, de ciselure, voire de dorure, infiniment harmonieux et captivant. Maison des charpentiers, maison des imprimeurs, maison des boulangers, maison des peintres, maison des tailleurs, maison de la Balance « ancien poids public », toutes les vieilles maisons de corporations avec pignons dentelés, consoles, fenêtres à meneaux, balcons, balustres, statuettes, cariatides, vases, enseignes et médaillons, paraissaient autant de pièces de musée.

Au milieu de cette Grand'Place se font face deux palais sans rivaux : l'Hôtel

de ville, bijou de l'art gothique, et la Maison du roi ou Maison du pain, bijou de la renaissance. A l'hôtel de ville, les services communaux, expulsés par l'administration allemande dès le début de la guerre, siégeaient dignement depuis cinq siècles. Dans une salle principale, un tableau du XVIIe siècle représente des bourgeois à perruque, à moustaches et à rabat, donnant du pain et des vêtements aux enfants pauvres. Au-dessous, les Allemands pouvaient lire : « Les maîtres des pauvres distribuant des aumônes dans l'église Sainte-Gudule. 1671 ». Maîtres des pauvres ! Titre émouvant en sa candeur qui brave toute équivoque. Il s'agit ici des vrais maîtres, c'est-à-dire de ceux qui soutiennent, instruisent, relèvent.



BRUXELLES. — MAISON DU ROI, GRAND'PLACE.

Dressée sur la colline de la ville haute, *Sainte-Gudule*, cathédrale de briques, est à la fois gracieuse et massive. Ses demi-tours solides et fines expriment son essence artistique. L'édifice entier s'illumine d'admirables vitraux. Sa chaire (1699), qui représente Adam et Ève chassés du Paradis, a figuré d'abord dans l'église des Jésuites à Louvain.

Comment quitter Bruxelles sans avoir salué le monument le plus populaire de la ville, à quelques pas de la Grand'Place? Le Manneken-Pis, c'est, comme on sait, une espèce de petit Cupidon haut comme une botte. Étant minuscule, ce bronze cesse d'être indécent. On sourit au filet d'eau pure qui décrit sa parabole et que les ménagères, sans baisser les yeux, recueillent en leurs beaux récipients de cuivre. Les Bruxellois habillaient gravement leur Manneken-Pis, au matin des fêtes carillonnées. Il a porté la cocarde blanche, le jour où Louis XIV prit la ville, et la cocarde tricolore, le jour où la Belgique devint française. La Hollande lui imposa l'écharpe orange. Quand éclata la Révolution de 1830, il fut affublé démocratiquement d'une blouse. Il accepta tous ces costumes et tous ces insignes, sans interrompre sa besogne.

A Bruxelles, même aux plus terribles moments de l'occupation, l'ironie si particulière au génie local n'a nullement désarmé.

Des enfants déguisés en soldats, tricornes de papier et sabres de bois, marquaient le pas sans fin.

— Que faites-vous là, cria un Allemand.

— La marche sur Calais.

Dans une des rues principales, une pharmacie avait fait poser cette affiche : *La maison est réapprovisionnée en sangsues.*

Pendant la nuit, un mot fut changé. Le lendemain, les passants ravis lisaient : *La Belgique est réapprovisionnée en sangsues.* Le pharmacien put prouver son innocence et on chercha en vain le criminel.



GAND. — L'OCCUPATION ALLEMANDE.

Gand, la ville aux treize îles et aux soixante-cinq ponts, est comme Bruxelles un incomparable centre de souvenirs et de monuments. Sa maison municipale, ses églises, ses citadelles, sont construites en matériaux, qu'avant cette guerre, on pouvait croire agglomérés pour l'éternité. Elle abonde en rues pittoresques doublées par les eaux de l'Escaut, de la Lys, de la Liève, de la Moere.

La cathédrale, où a été baptisé Charles-Quint, se dresse, nue, triste et superbe, en son granit toujours vierge de sculptures. Sa tour a plus de 80 mètres, mais, terminée par une brusque plate-forme, elle semble trapue. Son vaisseau, formé de trois nefs, aboutit à un large chœur de pierres bleues, aux piliers cruciformes, et se couronne d'une ample voûte aux élégantes nervures.

Près de la Halle aux Draps s'élève le beffroi haut de 118 mètres. C'était là que Roland faisait entendre sa voix. Il s'agit non d'un cor, mais d'un bourdon. La grande cloche gantoise de 1 326 livres, qui a tant de fois convoqué les citoyens aux combats, aux travaux, aux marchés, aux fêtes, portait cette vaillante inscription : « J'ai nom Roland. Quand je m'ébranle, l'orage gronde ». D'autres cloches plus

modestes disaient : *Fulgura frango* (« Je brise les foudres »). Un Roland, s'il déchaînait l'orage, c'était pour la défense des faibles et le triomphe du droit. Jadis, cette cloche avait été rendue muette, par un boulet. Atteinte ainsi au champ d'honneur, elle devait ressusciter. Ses débris furent remis à la fonte, et de leur substance, sortit, en 1661, le carillon aux quarante-quatre cloches. Le beffroi, dans un de ses étages supérieurs, abritait les privilèges et chartes de la commune. Un dragon en cuivre doré, long de 3 mètres et demi et pesant 180 kilos, surmontait la flèche. Du haut du beffroi, le regard s'étend au loin, sur la campagne si tranquille, puis s'abaisse sur la ville si cruellement souillée par l'ennemi



YPRES. — LA CATHÉDRALE APRÈS LE BOMBARDEMENT. (Photo Polak.)

Grâce à Bruges, la Belgique, synthèse européenne, demeura longtemps un centre de prodigieuse attraction. La première grande route continentale allait de la Méditerranée à la Baltique par les Alpes : elle traversait Augsbourg, Nuremberg, Lubeck, capitale de la Ligue hanséatique, qui possédait à Bruges le plus riche de ses comptoirs ; la seconde route allait d'Italie en Angleterre par le Rhin : elle traversait Worms, Mayence, Cologne, Liége, les Flandres ; la troisième, voie d'Orient, suivait le Danube, traversait Vienne et Ratisbonne, enfin, à Worms, rejoignait la route précédente. Ces trois routes convergeaient donc vers Bruges dont le marché faisait des échanges continuels avec la foire de Nowgorod. Du port de Damme vers le lac d'Amour, les navires voguaient sans interruption. Aux lourds galions espagnols succédaient les larges navires de la Ligue hanséatique, les brillantes caravelles portugaises, les pittoresques galères vénitiennes, les gracieux voiliers de Gênes, les drakens scandinaves. Sur les quais, les marins de toutes les rives entassaient les richesses de toutes les contrées.

Mais, à partir du XVIe siècle, Bruges n'eut plus goût à la grande navigation. Le Zwin, qui faisait communiquer la ville avec la mer, se perdit lentement dans le sable et la vase. Damme n'est plus aujourd'hui qu'un pauvre village. Les quais


BRUGES — LE BEFFROI.

eux-mêmes ont disparu. Une eau morte, où se reflètent toutes les choses essentielles de Bruges : une tour, un béguinage, un hospice, des arbres, s'appelle le *Lac d'Amour*. Les monuments plongent leurs antiques fondations en cette eau d'où, comme une vapeur, émane le silence.

Dominant tout, le beffroi de Bruges surgit à une hauteur de 108 mètres. Au premier étage, en une chambre secrète, on conservait les trésors, les chartes et les parchemins des Corporations. Là, s'assemblait le conseil pour discuter sur leurs intérêts, sans se soucier de ce qui plaisait aux comtes ou aux rois. Au sommet, le bourdon du travail disait : « A l'œuvre! » chaque matin. Cinquante mille ouvriers commençaient leur tâche. A la veille de la guerre de 1914, il n'y avait plus à Bruges que 50 000 habitants. Le bourdon du travail s'était tu. C'est de ce silence qu'était morte l'ancienne Bruges.

Bruges renaîtra demain. La mort du commerce brugeois avait eu pour cause principale l'ensablement du port. Afin de faire renaître le commerce, les Brugeois creuseront un canal de trois lieues à travers le sable et construiront un nouveau port à l'extrémité de ce canal. Ces travaux s'achèveront vite dès que le dernier Allemand sera chassé de Belgique. Bruges reverra les grands bateaux; le hurlement des sirènes se mêlera à la vibration des clochers; sur l'ombre des béguinages passera gaîment la fumée des usines.

Gand et Bruges sont des cités essentiellement flamandes. Anvers, au premier abord, paraissait cosmopolite. Avant cette guerre, près du Brabo, autour des exquises colonnes de la Bourse, circulaient une légion de 6 000 négociants concluant des affaires avec l'univers entier. Une imprimerie y avait été fondée au XVI[e] siècle par Plantin de Tours. A Anvers, disent les Belges, s'imprima le plus ancien journal du monde. Il s'appelait *La Courante* et avait pour devise : « Le Temps nous instruira ». Sans nul doute, le journaliste sous-entendait modestement : « Le Temps et moi! »

Ce peuple belge, plein de bonhomie en temps de paix, quel héroïsme il a montré, dans l'épreuve que sa droiture lui a imposée! Ses cités, si fidèles à leurs traditions, se sont incarnées en leurs bourgmestres.


LORD HALDANE.
(Photo Chusseau-Flaviens.)

Voici celui de Malines. Pendant les six bombardements, il est resté assis à son bureau de l'Hôtel de ville : dès que le silence du canon annonçait l'arrivée des uhlans, il allait se placer sur la plus haute marche du perron.

Voilà celui de Louvain. Plusieurs de ses administrés, accusés d'avoir fait feu sur l'ennemi, allaient être exécutés. Il s'élança vers le général allemand.

— Je vous jure que pas un civil n'a tiré un coup de fusil.

Sans même lui répondre, le général allemand le fit fusiller.

Voilà celui de Bruxelles. Avec une énergie toujours égale, il défendit les trésors artistiques de sa ville et se fit respecter même par des bandits qui affectent de ne rien respecter en pays conquis. Un commandant de hussards entre un matin dans son cabinet, cigare à la bouche.

— Monsieur, lui dit le bourgmestre, c'est la première fois qu'on pénètre ici sans autorisation.

Là-dessus, il sonne et ordonne à l'huissier qui se présente :

— Faites sortir ce Monsieur et priez le général von Arnim de m'accorder une minute d'audience.

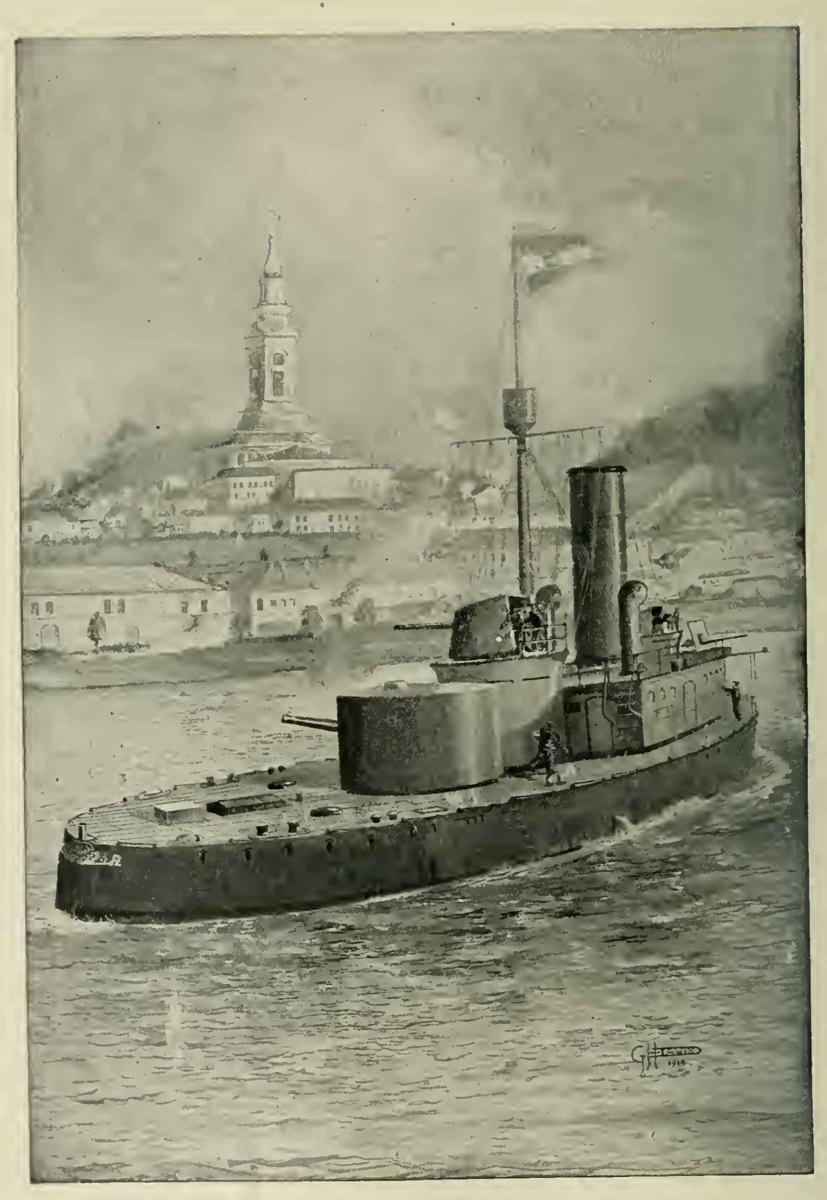
Le général von Arnim infligea huit jours d'arrêt au commandant de hussards ; mais, à la première occasion, il vengea l'officier en expédiant le bourgmestre dans un camp de concentration.

Devant le martyre infligé au loyal pays, lord Haldane, ancien ministre de la Guerre en Angleterre, s'écriait dans une réunion publique :

« Mieux vaudrait pour l'Angleterre périr avec ses hommes que de permettre à l'Allemagne de s'annexer la Belgique. Quoi ! la Belgique mourrait pour avoir tenu ses engagements ! »

A ces mots, l'immense assemblée se dressant d'un seul geste, répondit d'une seule voix : « La Belgique ne mourra pas ». Toutes les mains des hommes de cœur se levèrent, dans le monde entier, pour s'unir en ce serment.





BOMBARDEMENT DE BELGRADE PAR UN MONITOR AUTRICHIEN.



BELGRADE. VUE GÉNÉRALE. Photo Chusseau-Flaviens.)

Chapitre X

SUR LE FRONT ORIENTAL

Débuts de la guerre en Serbie et au Monténégro

Pendant que, sur le front occidental, la guerre arrivait rapidement à une période si caractéristique, elle se propageait peu à peu sur le front oriental. Dès lors, d'un front à l'autre, les événements eurent de continuelles répercussions.



ENGAGÉ VOLONTAIRE SERBE.

Le 29 juillet, à sept heures du matin, les premiers coups de canon de la Guerre du Droit avaient retenti sur la frontière serbe. Des obus autrichiens étaient tombés sur Belgrade, ville ouverte ou plutôt grand village mué en capitale, et que le canon autrichien commandait.

Le bombardement recommença le lendemain. Les batteries autrichiennes de canons



BELGRADE. — PROCLAMATION DE LA MOBILISATION. (Photo Rol.)

de siège étaient placées au-dessus de Semlin. A Belgrade, un espion autrichien, installé au faîte d'une des plus hautes maisons, guidait le tir.

Les Serbes firent sauter le pont de Semlin à Belgrade, sur la Save. A trois reprises, les Autrichiens essayèrent de passer la Save et le Danube près de Belgrade, par les îles situées à l'aval du pont du chemin de fer et à l'aval du village d'Ichnitza. Toute leurs tentatives échouèrent sous le feu des batteries serbes placées sur les hauteurs de la Banitza. Ils se retirèrent, en laissant les bords de la Save et du Danube jonchés de cadavres.

Bien que les troupes serbes eussent abandonné Belgrade dans l'espoir de préserve ainsi cette ville mise sous la protection de la Croix-Rouge, les Autrichiens la bombardèrent pour la troisième fois. Pour justifier ces bombardements d'une ville ouverte, ils déclarèrent : — « Nous avons tiré sur des troupes qui s'abritaient derrière des maisons. » Cependant les correspondants des journaux allemands avouaient : « On ne voit plus à Belgrade un seul soldat. » Tous les hommes en état de porter les armes étaient partis. Il y eut plus de 150 victimes parmi les femmes, les enfants et les vieillards.

A la veille de la guerre, par suite du traité de Bucarest, la Serbie comptait 4.239.000 habitants. Elle pouvait lever 400.000 hommes. Le service militaire actif, obligatoire pour tous les Serbes de dix-sept à cinquante ans, était de deux ans pour les armes à cheval et de dix-huit mois pour les autres armes. Les deux tiers du contingent ne passaient que six mois sous les drapeaux.



MILICIEN SERBE GARDANT LA VOIE FERRÉE. (Photo Rol.)

Voici les chiffres officiels de son effectif budgétaire vers la fin de juin 1914 : 35.923 sous-officiers et soldats, 2.394 officiers, 304 canons, 96 mitrailleuses, 11.124 chevaux.

L'infanterie serbe était armée d'un Mauser à répétition du calibre 7 millimètres, mais le 2e et le 3e bans n'avaient que des fusils d'ancien







Prince HÉRITIER ALEXANDRE

Commandant en chef des Armées Serbes

système. Les nouveaux canons de campagne à 75 millimètres et les nouveaux canons de montagne à 70 millimètres, ainsi que les obusiers, étaient du système Schneider-Canet. Les formations d'artillerie de réserve avaient un matériel du type de Bange. Dès que la guerre éclata, la Serbie réorganisa en hâte ses institutions militaires et ses armements.

Le Monténégro, qu'une alliance unissait à la Serbie, mobilisa le 31 juillet.

En mai 1913, il avait failli être la cause d'une guerre européenne. Comme les Monténégrins s'étaient installés à Scutari, l'Autriche et l'Allemagne résolurent de les en chasser. Elles convièrent l'Italie à s'unir à elles pour cette opération, sans dissimuler qu'il pouvait en résulter une guerre contre la Russie et même un conflit général. Mais la Russie décida les Monténégrins à quitter Scutari. Ainsi, le conflit général fut retardé. A ce propos, l'Italie avait déclaré que ses deux alliées ne pouvaient pas, en pareille circonstance, lui faire une obligation d'agir avec elles, le traité de la Triple Alliance étant purement défensif. Dans l'affaire du Monténégro en 1913, comme dans l'affaire de la Serbie en 1914, c'étaient l'Autriche et l'Allemagne qui attaquaient.



GÉNÉRAL POTIOREK.
(Photo Trampus.)

A la veille de la guerre, le Monténégro avait environ 516.000 habitants. Tous les Monténégrins valides sont soldats. Ils reçoivent l'instruction des recrues de dix-huit à vingt ans, appartiennent à l'armée active de vingt à cinquante-deux ans, puis à la réserve de cinquante-deux à soixante-deux ans. Ils vont au tir tous les dimanches. L'armée monténégrine comptait 50.000 hommes d'active et 14 bataillons de réserve. Son fusil est un Werndl et ses canons viennent de l'usine Krupp.

Le haut commandement austro-hongrois aurait voulu écraser la Serbie et le Monténégro, avant que la Russie ne pût se mettre en mouvement pour les secourir. Les régiments autrichiens casernés dans la Bosnie, l'Herzégovine et la partie méridionale de la Dalmatie, c'est-à-dire plus du tiers des forces austro-hongroises, paraissaient devoir suffire à cette besogne.

Le général Potiorek, à la tête de la Sixième, de la Cinquième et de la Seconde Armées, dirigea son effort vers la Drina et la région près de laquelle la Drina reçoit les eaux de la Save. Il mettait en ligne, du nord au sud : le 4ᵉ corps (de Budapest), le 8ᵉ (de Prague), le 13ᵉ (d'Agram), le 15ᵉ (de Sarajevo), le 19ᵉ (de Raguse).

En face du Monténégro, il avait disposé le 16ᵉ corps et la moitié du 15ᵉ. Entre la Save et la Drave, c'est-à-dire dans la plaine de Szerem, il conservait en réserve une partie du 9ᵉ corps (de Josefstadt).

Le plan de l'état-major autrichien était d'envahir la Serbie par l'ouest, puis de surprendre par une marche rapide l'armée serbe dans la période de mobilisation. Une masse de 200.000 hommes divisée en six colonnes s'espaça sur un front de 158 kilomètres, de Chabatz à Lioubovina, à tous les endroits où la Save et la Drina pouvaient être franchies.

Les Serbes plus prompts que ne l'avait pensé l'Autriche, devancèrent ces projets

Dès le 7 août, ils s'emparèrent de Visegrad, dans le sandjak de Novi-Bazar.

Quant aux Monténégrins, ils occupaient Spizza, en face d'Antivari, et bombardaient Cattaro, pour punir l'Autriche dont les vaisseaux avaient bombardé le port monténégrin d'Antivari. Trois jours après (12 août), ils occupaient Djelbejinth. S'avançant en Herzégovine, ils tendirent la main aux Serbes qui s'avançaient en Bosnie. Le 17 août, dans le port d'Antivari, la flotte française coula un croiseur autrichien. C'était dans cette rade qu'en 1908, une escadre française avait inauguré la liberté des rivages monténégrins délivrés du joug autrichien.

A la suite d'opérations préliminaires assez mollement conduites, l'armée autrichienne entreprit, le 12 août, de passer la Save au-dessus de Chabatz. Pendant ce temps, le 8e, le 13e et le 15e corps passaient la Drina à Lechnitza, à Loznitza, à Zvornik et à Lioubiva.

Pour le 15 août, les deux rivières de la Save et de la Drina étaient franchies sur des pontons et des barques, à la faveur d'un bombardement. Les Austro-Hongrois marchaient vers Valievo, centre de la défense pour la Serbie.

Le voïvode Putnik, vaillant soldat des guerres de 1876 et de 1877 contre les Turcs, de la guerre de 1885 contre les Bulgares, de la guerre de 1912 contre les Turcs devenus les élèves des Allemands, donna alors à ses troupes l'ordre suivant : « Le gros des forces serbes se portera sur Petska. Leur aile droite aura Chabatz pour objectif. Leurs arrière-gardes s'efforceront de retarder autant que possible la marche des envahisseurs. »

Les troupes serbes ne devaient plus songer à Belgrade. Leur tâche unique, c'était de détruire l'ennemi.

Le gouvernement serbe établi à Nich et le quartier général établi à Kragouyevats, recevaient de toutes parts les plus tragiques nouvelles : Chabatz et Loznitza incendiées maison par maison, partout des habitants fusillés par centaines.

Grâce à l'énergie des arrière-gardes serbes, les forces autrichiennes, bien que renforcées de plus de 100.000 hommes, ne réussirent pas à déboucher de la vallée de Jadar.

Le 15 août, à cinq heures du matin, après avoir parcouru 150 kilomètres en moins de trois jours, les troupes serbes arrivaient aux flancs du mont Tser. A six heures, elles attaquaient le centre et l'aile gauche des Austro-Hongrois. La bataille se développa d'une part jusqu'au Jadar, d'autre part jusqu'à Chabatz sur un front de 29 kilomètres. L'ennemi avait pour lui non seulement le nombre mais le terrain sur lequel il s'était puissamment fortifié. Tout d'abord, l'affaire sembla tourner à son avantage. Cependant peu à peu son centre fut menacé et son aile gauche enfoncée.

Trois jours après, il tenta d'encercler l'aile gauche des Serbes. Par bonheur, les Serbes reçurent, le 19, une colonne de renfort qui amena la décision. Après un violent combat à Jarébitzé, l'ennemi se retira en désordre, abandonnant 8.000 morts, 4.000 prisonniers, 46 canons, 30 mitrailleuses, et repassa la Drina. Les troupes austro-hongroises qui marchaient sur Chabatz durent, elles aussi, rétrograder.

A l'aile gauche, pour séparer les Serbes des Monténégrins, l'ennemi avait lancé une colonne de 19.000 hommes, soutenue par une assez forte artillerie. A Priboï, le 21 août, elle se heurta à une brigade serbe qui, accrochée au terrain et sans perdre 500 hommes, lui en mit plus de 2.400 hors de combat.

La marche immédiate sur la Serbie, annoncée si bruyamment par l'Autriche, avait abouti à une défaite.

Russie et front russe

La France recueillait avec une pieuse impatience les moindres nouvelles de Russie. Elle savait quel incomparable réservoir d'hommes et de ressources forme l'Empire des Tzars. Sur mille Russes, il y a plus de 770 cultivateurs. La Pologne produit, dit-on, à elle seule, des moissons pour un milliard de francs par an. Quant aux plaines du centre, leur production est d'une valeur incalculable. Grâce à l'argent prêté par la France, les mines avaient été mises en exploitation et les usines s'étaient multipliées. La presse française rappelait le mot de Pierre-le-Grand : « La Russie n'a qu'une amie en Europe : la France. »

Aux premiers bruits de guerre, les grèves avaient paru cesser en Russie. Pour la première fois, le peuple s'associait tout entier aux manifestations patriotiques.

Un de nos amis de Lorraine, qui se trouvait alors près de Saint-Pétersbourg, rencontra un magistrat russe sur le quai d'une gare. « La guerre va être déclarée par nos ennemis communs », lui dit le magistrat. Puis, lui prenant la main gauche, il la plaça sur son cœur et l'y appuya longuement en signe de sincère alliance.

Le même jour, un avocat russe, M. Agourov, se trouvant dans un salon avec le fils de Tolstoï, lui demanda ce qu'il pensait de cette guerre. Le fils de Tolstoï répondit : « On doit l'approuver, au nom de la civilisation. — Est-ce que votre père l'aurait approuvée comme vous? — Mieux encore, il l'aurait bénie. L'Allemagne est devenue l'ennemie du genre humain. — Pourtant, votre père n'avait-il pas, parmi ses maximes de conduite : « Ne pas résister au méchant »? — A condition que le méchant soit un homme. L'Allemagne est au-dessous de la bête la plus féroce. »

Les écrivains russes rappelaient l'opinion de Tolstoï sur Guillaume II. Pendant la guerre russo-japonaise, un juif hongrois nommé Cherany, s'étant présenté chez le grand écrivain russe à Isnoïa-Poliana, lui parla de la lutte engagée en Mandchourie et du rôle qu'avaient joué les agents de l'Allemagne dans la déclaration de guerre. Tolstoï murmura d'abord : « Mon esprit n'est plus assez vif pour répondre à une pareille question. D'ailleurs, je n'ai aucun droit de le faire. » Cherany insista : « Mais, de Guillaume II, qu'en dites-vous? C'est un grand génie, n'est-ce pas? — C'est un sot, s'écria Tolstoï. C'est un grand sot. Et, de plus, un grand imprudent. » Le juif hongrois ne se tint pas pour battu. Il entama l'éloge de l'empereur allemand qui, à l'en croire, pouvait faire tant de mal à la Russie. Tolstoï haussa les épaules. « Ce fou, cria-t-il, ce misérable fou, ne peut rien contre le peuple russe. Ses extravagances n'auront jamais sur le peuple russe la moindre influence. »

Après la reddition de Port-Arthur, des étudiants firent visite au vieux maître. L'un d'eux lui dit : « On a bien fait de capituler. Cet acte, c'est l'application de votre doctrine. Mais bien des années s'écouleront avant qu'on n'en comprenne la noblesse. » Tolstoï écoutait, les sourcils froncés. Tout à coup, il se leva et dit : « De mon temps, on n'aurait pas fait cela. » Sa sœur, Mme Kousminsky, qui assistait à l'entretien, attendait ce cri. « — Eh! bien, demanda-t-elle, qu'aurait-on fait de votre temps? — Nous aurions fait sauter la forteresse ou nous serions morts de faim. »

En Russie furent mobilisés d'abord les quatorze corps d'armée placés près de la frontière autrichienne : 7e et 8e corps sous les ordres du général Nikitine ; 5e, 13e, 17e, 25e corps et un corps de grenadiers, sous les ordres du général Plehve ; 16e et 24e corps, sous les ordres du général Salza. Au total : 690.000 hommes.

Malgré tout, la Russie espérait encore que l'Allemagne dirait un mot et que l'Autriche n'irait pas plus avant. Mais les canons autrichiens tonnèrent contre

Belgrade. L'irréparable s'était produit. La mobilisation générale ayant commencé en Allemagne, la Russie tout entière dut mobiliser.

Le 2 août, le Tzar, en recevant les députés de la Douma, leur déclara : « Nous ne défendons pas seulement notre honneur, mais les droits de nos frères slaves qui ont même foi et même sang que nous ». Le président de la Douma, M. Rodzianko, répondit :



M. RODZIANKO.

— La Douma, résumant en soi l'unanimité ardente de toutes les parties de la Russie, m'a chargé de vous dire : « Votre peuple est prêt à la lutte. »

Le manifeste du Tzar, à propos de la déclaration de guerre lue par M. Rodzianko, fut acclamé par l'assemblée.

Le Président du conseil des ministres, M. Goremykine, ajouta ces mots :

« La Russie ne voulait pas la guerre. Son gouvernement a recherché tous les moyens de sortir en paix de la situation compliquée qui s'était créée, s'attachant même à la plus faible espérance d'écarter la tempête de sang qui menaçait. La guerre a commencé! Il ne nous reste qu'à répéter les paroles qui ont retenti par le monde : Nous mènerons cette guerre, quelle qu'elle soit, jusqu'au bout. »

M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères, exposa la situation diplomatique :

— Il est hors de doute que le cabinet de Berlin aurait pu arrêter son alliée, comme il l'avait déjà fait dans la crise balkanique. L'Autriche a bombardé Belgrade avec acharnement. Le but de l'Autriche et de l'Allemagne était de gagner du temps et de mettre l'Europe en face du fait accompli : l'anéantissement de l'Etat serbe. Perdant toute maîtrise de soi, l'Allemagne a foulé aux pieds les droits du Luxembourg et de la Belgique dont elle avait solennellement garanti la neutralité par sa propre signature.

A ces mots, l'Assemblée s'écria d'une commune voix : *Honte !* Le ministre continua :

— L'ennemi a pénétré sur notre sol. Nous combattons pour notre situation de grande puissance. Nous ne voulons pas être pliés sous le joug de l'Allemagne. Nos alliés sont guidés par les mêmes motifs. Nous savons que de dures épreuves peuvent se trouver sur notre chemin. Déjà nos ennemis les escomptent. Ils ignorent la Russie. Dieu ne l'abandonnera pas au moment où elle se groupe autour de son souverain, dans un seul sentiment d'amour et d'abnégation.

Députés, journalistes, assistants, toute l'assemblée, debout, applaudit M. Sazonoff.

L'Assemblée autorisa la Banque d'Etat à émettre des billets pour un milliard et demi de roubles. Elle augmenta le prix de l'eau-de-vie. Tous les partis juraient d'oublier tout, hormis la grande tâche à laquelle ils se vouaient.

Le chef du parti socialiste affirma que le peuple russe défendrait la Russie contre tous les attentats, d'où qu'il vinssent.

Les députés polonais s'écrièrent : « Plaise à Dieu que le slavisme porte aux Teutons un coup pareil à celui que lui portèrent, à Grünwalden, il y a cinq siècles, la Pologne et la Lithuanie. Puissent le sang que nous verserons et les horreurs d'une guerre qui pour nous est fratricide, amener la réunion des trois parties du peuple polonais déchiré. »

Les Lithuaniens ajoutèrent : « Le peuple lithuanien, sur qui tombent les premiers coups, marche à cette guerre comme à une guerre sainte. »

Les Juifs s'écrièrent : « A cette heure d'épreuve, répondant à l'appel qui a retenti du haut du trône, nous nous groupons comme un seul homme sous les drapeaux russes. »

Quant aux Allemands naturalisés, ils déclarèrent n'avoir plus rien de commun avec l'Allemagne et promirent de la combattre jusqu'au dernier souffle.

Malheureusement, jusqu'au cœur de la Russie, l'Allemagne exerçait encore une redoutable influence. Beaucoup de députés socialistes, ne s'associèrent pas au vote des crédits. C'était la première manifestation d'une opposition que certaines erreurs devaient favoriser.

Ajoutons que la bureaucratie russe, dont l'Allemagne encourageait les routines et payait les négligences, n'avait rien préparé pour cette « guerre sainte ».

Au lendemain de la guerre russo-japonaise, la Russie avait décidé de refaire, d'après des méthodes nouvelles, son armée et sa flotte.

L'infanterie qui comprenait 355 régiments, était armée d'un fusil à chargeur de 5 cartouches, calibre 7 millimètres 62, fusil toujours muni de sa baïonnette.

La cavalerie, avec ses régiments de dragons, de uhlans, de hussards, de cosaques, de Tartares de Crimée, comprenait 122 régiments.

L'artillerie comprenait 440 batteries d'artillerie montées, 51 d'artillerie de montagne, 69 batteries à cheval, 71 batteries de mortier, 21 d'artillerie lourde. Son canon à tir rapide était supérieur à celui qui avait servi contre les Japonais. Quant à son artillerie lourde, on commençait à s'en occuper. On savait que les fortifications de Varsovie et d'Ivangorod étaient médiocres. Mais on affectait de compter sur celles de Kovno, de Novo-Georgiesk, de Brest-Litovsk.

La marine se reconstituait. Elle devait, en vingt ans, à partir de 1910, comprendre



DÉFILÉ D'INFANTERIE RUSSE. (Photo Meurisse.)

25 cuirassés et 20 grands torpilleurs. En attendant, la Russie avait dans la Baltique 8 cuirassés dont 4 dreadnoughts. Sept croiseurs cuirassés étaient en construction.

Le service militaire est obligatoire pour tous les Russes, excepté pour les membres du clergé, les musulmans du Caucase, les habitants des provinces d'Astrakan, de Sibérie, de l'île de Sakhaline et du Turkestan, ainsi que pour quelques peuplades errantes, pour certaines colonies allemandes en Russie, etc... La Russie peut lever 16 millions d'hommes. Le contingent de chaque classe est d'un million quatre cent mille hommes par an. Mais, à la veille de la guerre, on n'en prenait même pas la moitié. Ce fut seulement en juillet 1916 qu'un ukase impérial mobilisa les hommes valides des provinces d'Astrakan, de Sibérie, de l'île de Sakhaline, du Turkestan, et les musulmans du Caucase âgés de dix-neuf à quarante-trois ans, « pour la construction d'ouvrages défensifs et de voies de communications dans la région des armées actives ».

Le soldat russe reçoit par mois une solde de trente sous environ, un quart de livre de thé, cinq livres de sucre, une demi-livre de savon. Chaque jour, à six heures du matin, il prend du thé avec du pain noir; à midi, une soupe aux choux et trois quarts de livre de viande bouillie; à sept heures du soir, une autre soupe. Tous les mois, on lui donne deux livres de racines de tabac hachées. Il en fait des cigarettes, avec un papier blanc et rugueux qu'il achète par larges feuilles, pour le découper à sa convenance.

L'histoire célébrait les vertus du soldat russe, son courage fait de patience, d'énergie et de foi. Ce soldat aux gros os, à la robuste poitrine, au cœur solide, c'est la patience en armes. Il sait se nourrir d'un rien, porter le même vêtement en juin et en décembre, dormir dans la neige, obéir, souffrir, mourir. Blessé, il dit au brancardier qui le relève : « Mon frère, excuse-moi ».

Pour barrer la route aux armées d'Allemagne et d'Autriche, neuf corps d'armée étaient déployés en couverture derrière la Vistule. Un groupe de réserve, comprenant 7 corps d'armée, se trouvait en voie de concentration dans la zone de l'intérieur et pouvait se porter soit vers la Pologne, soit vers le Caucase, soit vers la Serbie. Malheureusement, les chemins de fer étaient trop rares pour permettre une prompte mobilisation, encore moins un sûr ravitaillement.

Le grand-duc Nicolas, petit-fils du Tzar Nicolas Ier, c'est-à-dire cousin du Tzar Nicolas II, commandait en chef les armées russes. Né en 1856, il avait combattu pendant la guerre contre les Turcs, en 1877. Cavalier excellent, de haute taille et de belle allure, il s'était appliqué à faire de la cavalerie russe la première du monde, tout en cherchant à perfectionner l'artillerie et à multiplier les moyens de concentration.

Depuis de longues années, les théoriciens militaires de l'Allemagne résumaient ainsi le plan de la future guerre contre la France et la Russie :

— Nous tiendrons la Russie en arrêt avec une partie restreinte de nos forces; nous lancerons le reste sur la France, puis, la France écrasée, nous ramènerons nos forces invincibles vers l'Est.

Pour que ce mouvement de flux et de reflux s'accomplît aisément, l'Allemagne avait multiplié et aménagé ses voies ferrées. De ses deux millions et demi d'hommes prêts à combattre, elle retint seulement 500.000 pour défendre contre les Russes les frontières de la Prusse orientale. En pesant de toute sa puissance sur le gouvernement austro-hongrois, elle l'avait décidé à améliorer singulièrement les voies ferrées de Galicie : la mobilisation autrichienne devait donc être beaucoup plus rapide que la mobilisation russe. C'est pourquoi les troupes de François-Joseph, elles aussi, menacèrent Varsovie dès le premier jour.

Que de temps il fallait aux 27 corps de la Russie d'Europe et aux 10 corps de la Russie d'Asie, pour gagner la frontière à travers des régions si vastes et où les voies ferrées étaient si rares! Seule, la région du Midi possédait d'assez prompts moyens de communication pour amener les contingents de Kief et d'Odessa sur le flanc des Autrichiens en Galicie.



AVANT-GARDE RUSSE EN PRUSSE ORIENTALE. (« Argus ».)

Dès le premier jour, les Russes pressentirent le danger qui résultait pour eux du saillant dessiné par la Pologne russe. Les armées ennemies, venues, l'une de Galicie, l'autre de Prusse orientale, étaient en bonne posture pour les envelopper. Aussi, au risque de laisser sans défense leur Pologne, se concentrèrent-ils sur la rive droite de la Vistule.

Mettant à profit ce recul volontaire, les Allemands envahirent tout de suite la Pologne sur une profondeur de quelque quarante kilomètres. L'Allemagne annonça triomphalement que son 1er corps (de Kœnigsberg), son 20e corps (d'Altenstein), son 17e corps (de Dantzig), occupaient les villes de Kalisch, de Bendzin, de Slosk, de Czenstochova, de Lodz, de Tomarof, de Radom. D'autre part, sur le même ton, l'Autriche-Hongrie annonça que ses troupes, lancées vers Ivangorod, avaient déjà occupé Oskusz, Andreiew, Kielce même, et poussaient, à l'est de la Vistule, vers Lublin et vers Cholm.



GÉNÉRAL VON AUFFENBERG.

Les armées autrichiennes qui allaient entrer en lutte avec les armées russes, formaient un front que l'on déterminait ainsi :

Extrême droite : le 3e corps près de Stryj, le 12e près de Stanislau, la 43e division à Zaleszcyki, la 35e brigade de landsturm à Czernovitz. A ces forces que commandait le général von Köwess, devait se joindre la Seconde armée ramenée de la Save par le général von Bôhm-Ermolli pour marcher vers le Dniester.

Nord du Dniester : près de Erzezany, la 11e division d'infanterie et trois divisions de cavalerie. Ces forces, dont une partie protégeait Lemberg, étaient commandées par le général von Bruderman, chef de la 3e armée.

Sur le San moyen, près de Jaroslau, la 4e armée, sous les ordres du général von Auffenberg, comprenait les 6e, 9e et 2e corps : sa cavalerie avait poussé vers Lubaczow.



GÉNÉRAL RENNENKAMPF.
(Photo Chusseau-Flaviens.)

Sur le San inférieur, la Première armée, commandée par le général Dankl, comprenait le 10e, le 5e, le 1er corps, et deux divisions de cavalerie.

Près de Cracovie, le groupe d'extrême gauche, commandé par le général von Kummer, comprenait les formations de cavalerie. Une division de cavalerie ayant passé la frontière avait mission de longer la rive gauche de la Vistule pour couvrir le reste de l'armée.

Les forces autrichiennes restaient en liaison avec les 17 divisions allemandes qui attaquaient la Russie. Le général autrichien von Kummer donnait la main au général allemand von Woyrsch, commandant un corps de landwehr établi de Kalisch à Czenstochau.

Ces dispositions furent troublées par l'offensive russe en Prusse orientale.

Les deux armées russes ayant pour bases Vilna et Varsovie, s'étaient mises en mouvement. A gauche, celle de Varsovie, sous les ordres du général Samsonof; à droite, celle de Vilna, sous les ordres du général Rennenkampf, devaient dessiner un mouvement convergent ayant pour objetif Kœnigsberg.

Le commandant en chef des forces russes en Prusse orientale, Rennenkampf, passait pour incarner les vaillances et les témérités des Cosaques. En lui donnant l'ordre de galoper sur Berlin, on pensait combler ses vœux. « Je suis parfaitement sûr d'y entrer, a-t-il dit, car si une balle me tue en route, mes Cosaques m'y porteront. » Cependant, en Russie, quelques patriotes éprouvés se rappelaient que ce hardi cavalier, illustré par un raid en Mandchourie, était d'origine allemande. L'avenir ne devait pas démentir leurs appréhensions. Rennenkampf sera accusé devant la Douma et au Conseil d'Empire d'avoir exécuté contre l'ennemi une démonstration brillante plutôt qu'une attaque à fond.

Le commandant en chef de l'armée russe, Samsonof, avait conduit superbement les Cosaques de Sibérie. Mais, en n'assurant pas son ravitaillement et en lançant ses troupes à l'aventure vers les lacs de Mazurie, il devait faire preuve d'une imprudence inexplicable.

Les Allemands, contre cette double attaque dont ils connaissaient les moindres éléments et les plus secrètes dispositions, avaient placé en couverture les trois corps d'armée active de Prusse orientale dont il a été fait mention : le 1er corps (de Kœnigsberg), le 20e corps



GÉNÉRAL VON WOYRSCH.

(d'Altenstein), le 17[e] corps (de Dantzig). Le 5[e] corps (de Posen) et le 6[e] (de Breslau) étaient envoyés sur le front français.

Les deux armées russes passèrent la frontière le 14 août. Séparées par les marais du Narew et les lacs de Mazurie, elles tendaient à se rejoindre vers l'Alle. Les lacs et les étangs de Mazurie couvrent près de 2.500 kilomètres, de Johannisburg à Angerburg : profonde barrière d'eau qui rampe de colline en colline.

Rennenkampf, à Stallüponen, battit le 1[er] corps de Prusse orientale, commandé par le général prussien von François, et lui prit deux batteries de 77. A Lyck, il remporta sur le 20[e] corps une victoire semblable. L'ennemi, forcé d'abandonner le territoire polonais, connut à son tour l'invasion.

Le grand-duc Nicolas adressa aux Polonais une déclaration qui fut approuvée par la conscience de l'humanité entière, mais qui malheureusement ne fut pas ratifiée par le Tzar :

« L'heure a sonné où le rêve de vos pères peut se réaliser. L'âme de la Pologne n'est pas morte. Elle vivait de l'espoir que l'heure viendrait de la résurrection du peuple polonais et de sa réconcialiation fraternelle avec la grande Russie. Les troupes russes vous apportent la bonne nouvelle de cette réconciliation. Voici que disparaissent les frontières qui ont morcelé le peuple polonais. Sous le sceptre du Tzar, la Pologne renaîtra, libre dans sa religion, dans sa langue, dans son administration locale. La Russie n'attend de vous qu'une chose : un respect égal pour les droits de ces nationalités avec lesquelles l'histoire vous a liées. »

Cette déclaration, chaleureusement applaudie par la France et l'Angleterre, devait soulever de vives protestations dans le parti conservateur russe.

Près de Gumbinnen, le 20 août, Rennenkampf rencontra trois corps allemands qui évoluèrent pour tourner la droite des forces russes. Il les refoula et leur enleva un assez grand nombre de prisonniers avec du matériel. Insburg tomba entre ses mains. Au même moment, l'armée de Samsonof occupait Ortelsburg. La marche des Russes sur Kœnigsberg semblait sur le point de réussir.

Pour l'Allemagne, si la France est le principal ennemi, la Russie semble l'ennemi le plus intime. Le canon répercuté par les échos de la Prusse orientale ébranlait Berlin.

Entre les Allemands et les véritables Russes, la haine s'était accrue depuis des siècles. Au XVIII[e] siècle, Georges Krijanitch s'écriait : « Aucun peuple sous le soleil n'a été aussi injurié que le peuple slave par l'Allemagne. » Cependant, par de continuelles intrigues et des obsessions de toutes sortes, les Allemands exerçaient un ascendant toujours plus fort sur le gouvernement russe. Un jour, le Tzar Alexandre I[er], ayant résolu de récompenser le dévouement du général Jermolov, lui demanda :

— Dites-moi quelle récompense vous souhaitez ?

— Sire, repondit Jermolov, faites-moi nommer Allemand.

De tous les pays du monde, la Russie était le plus atteint par l'infiltration allemande. De nouveaux faits mis en lumière par les premiers combats n'ont que trop confirmé ce que nous avons dit à ce sujet.

Une grande partie de la noblesse russe dans les provinces baltiques : Esthonie, Ingrie, Livonie, Courlande, est allemande de race et d'esprit. Depuis un demi-siècle, l'Allemagne, favorisée par la complicité de la bureaucratie russe, établissait des colonies dans la Russie tout entière, jusque dans le sud. Avec l'impudence d'une nation de proie qui se croit désormais tout permis, elle enregistrait triomphalement cette invasion ou plutôt cette occupation systématique. Regardez l'atlas de Stieler, publié en Allemagne à la veille de la guerre du Droit. Vous y verrez (aux pages 54

et 55) la carte du territoire russe toute marquée de plaques roses. Que signifient ces taches suspectes? De quelle maladie secrète sont-elles le signe? Elles signalent les groupements germaniques en Russie.

Les innombrables colonies allemandes établies dans l'Empire des Tzars conservent leur langue, leurs traditions, leur religion, leurs coutumes. Mieux encore : elles sont régies par le Code allemand. Mieux encore : leurs habitants sont dispensés du service militaire. Toutes, elles respirent la haine de la France plus encore que l'amour de l'Allemagne. Voici une preuve saisissante de cette haine constamment en éveil et se satisfaisant par une continuelle manifestation symbolique. La plus importante de ces colonies, celle de Bessarabie, a donné à ses principales villes les noms de Borodino, Arcis, Paris. Pourquoi Borodino? Parce que c'est le



LA DOUMA. (Rhoto Meurisse.

nom russe de la bataille de la Moskowa où les Allemands affirment que Napoléon a été vaincu. Pourquoi Arcis? Parce que c'est le nom d'une bataille où, en 1814, les Autrichiens l'emportèrent sur nous : ils étaient d'ailleurs 100.000 contre 28.000. Pourquoi Paris? Parce que les Allemands prétendent fêter éternellement leurs entrées à Paris en 1814, en 1815, en 1871.

Jusqu'au débutde la guerre, la principale Académie de Saint-Pétersbourg, celle des Sciences, resta germanophile. Ses comptes-rendus officiels étaient publiés en langue allemande. Le journal de langue allemande à Saint-Pétersbourg, organe de l'ambassade allemande, avait le privilège exceptionnel des annonces officielles. Il continua à paraître jusqu'au 12 février 1915. Pendant toutes les péripéties de la lutte entre Russes et Allemands qui remplirent les six premiers mois de la guerre, il fit l'éloge de la politique allemande et s'efforça de briser le mouvement patriotique de la Russie. Dans un mouvement d'indignation contre la duplicité de la diplomatie allemande et les crimes des chefs allemands, le Tzar, par un décret, changea le nom

germanique de sa capitale mais à Pétrograd comme à Pétersbourg, le journal au service de l'Allemagne continuait à s'étaler.

L'ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg avait possédé sur la presse russe un véritable droit de censure. A la moindre de ses plaintes, tout journal était averti ou puni. Les Allemands, en Russie, étaient considérés comme des citoyens de première classe.



STURMER.
(Photo Berthelomier.)

Un coup d'œil jeté sur un annuaire russe en dit plus que les plus longs commentaires. A côté du général von Rennenkampf, voici Adlerberg, gouverneur de Pétersbourg; von Bekker, lieutenant général; von Wahl, général de cavalerie; von Kaufmann, grand-maître des cérémonies; von Pilchau, sous-secrétaire d'Etat, etc. Au Saint-Synode lui-même, c'est à-dire dans la plus orthodoxe des institutions, voilà force noms allemands. Les Allemands s'étaient glissés dans la gendarmerie et dans la police : von Medem, lieutenant général, von Kligels, von Plehve, etc. En Pologne, c'est-à-dire dans la province russe que l'Allemagne convoitait avant tout, on trouvait von Essen, général gouverneur civil; von Uthof, général gouverneur de la police; von Schulmann et von Burmann, attachés à la chancellerie du gouverneur général; von Meyer, préfet de police à Varsovie; von Bertrand, attaché à la préfecture; von Richter, sous-chef de la préfecture; von Lund, chef du détachement de police à cheval, *etc.*; von Kerff, gouverneur du gouvernement de Varsovie; von Gleisser, vice-gouverneur; baron Schepping, inspecteur des prisons; von Erleman, attaché de l'état-major de gendarmerie; général von Mueller, président du conseil municipal de Varsovie; von Gvopfa et von Letz, présidents du département de la Cour d'appel; von Hesse, procureur général; von Wechterstein, vice-président du tribunal, von Harten, von Bock, von Fridlander, von Bulmering et von Hartmann, membres du tribunal; von Helfreich et von Rosenbach, juges d'instruction; von Herschelman, von Niemander, von Zelan, von Semel, von Pampel et von Lauter, vice-procureurs; von Gedechen, directeur du Comptoir varsovien de la banque d'Etat; von Mischcke, inspecteur de la voirie; von Pauker,



PRINCE LVOFF.

directeur du chemin de fer de Varsovie-Vienne; von Gesket, directeur du chemin de fer de la Vistule; von Gessner, von Gusender, von Voymann, von Schridt, von Jchwartz, von Vogelmann, receveurs généraux des postes et télégraphes; von Schliter et von Stobbe, censeurs de la presse étrangère à Varsovie.

Certes, parmi les hauts fonctionnaires et les officiers supérieurs qui arboraient de tels noms, pouvaient se rencontrer quelques serviteurs loyaux du Tzar. Nous le croyons volontiers. Mais l'ensemble d'une telle liste reste d'un funeste effet. D'ailleurs, l'emploi de la particule nobiliaire est contraire au génie russe. Les Allemands se sont appliqués à introduire leur *von* en Russie pour montrer que là, aussi, ils demeurent « les seigneurs de la terre ». Ce sont eux qui, en Russie, ont établi le servage. Ce sont eux qui ont retardé l'émancipation des serfs. Ce sont eux qui ont lutté avec le plus d'opiniâtreté contre toutes les réformes libérales. Sur eux retombe la plus grande part de responsabilité dans les persécutions dirigées contre les Juifs, les Finnois et les Polonais.

Dès le début de la Guerre du Droit, tandis que l'aveuglement intéressé des administrations et la cynique corruption des bureaux conspiraient à la défaite, les Zemstvos travaillaient à la victoire. Aussi la bureaucratie redoubla d'efforts pour se débarrasser d'eux.

Assemblées de provinces analogues à nos conseils généraux, les Zemstvos avaient été créés, en 1864, par le Tzar Alexandre II. Ils exprimèrent les revendications du peuple et formèrent les hommes d'État que plus tard l'on devait voir à l'œuvre. Alexandre II fut assassiné au moment où, sur la demande des Zemstvos, il allait créer un Parlement. Son fils Alexandre III inaugura une politique de réaction autocratique. Son petit-fils Nicolas II, par piété filiale autant que par conviction, aurait voulu ne jamais rien abandonner du pouvoir absolu. Cependant, à la suite des désastres de Mandchourie, il fut forcé de proclamer une constitution.

En avril 1906, la Russie élut une Assemblée, la Douma, composée en majorité de constitutionnels démocrates (les Cadets), sous la direction de Milioukof, et des socialistes. Elle demanda l'établissement du régime parlementaire. Aussi, fut-elle dissoute trois mois après sa première séance. La majorité de ses membres se retirèrent en Finlande et lancèrent un appel au pays : « Citoyens, refusez l'impôt et le service militaire ». Le pays ne parut pas entendre. Les Cadets furent jetés en prison et privés du droit d'éligibilité. Une seconde Douma, considérée elle aussi comme trop avancée, fut également dissoute en juin 1907. Cet acte du Tzar eut le caractère d'un coup d'État. Il réduisait le nombre des députés, et privait une grande moitié des électeurs de leurs droits de vote. De là, une troisième Douma composée pour une forte partie d'éléments conservateurs. La quatrième Douma, élue en 1912, se contenta, elle aussi, du rôle consultatif.

Le Tzar, dans sa faiblesse, cédait aux suggestions de la Tzarine Alice de Hesse toujours dévouée à l'Allemagne, sa patrie, et appelait au pouvoir des hommes d'État incapables d'action comme Goremykine et Galitzine, un prévaricateur comme Soukhomlinof, des traîtres comme Sturmer et Protopopof. De toutes parts, contre les concussionnaires et les accapareurs, montait la colère du peuple. Au contraire, son admiration et sa reconnaissance étaient de plus en plus acquises aux Zemstvos. Leur président, le prince Lvof, devenait le personnage le plus populaire de la Russie.





Général CURIÈRES DE CASTELNAU

Chapitre XI

LUTTE SUR LA FRONTIÈRE FRANÇAISE

Bataille de la Sarre à la Seille

Sur tous les fronts de Belgique, des Ardennes et de Lorraine, nos troupes prirent l'offensive. Elles se heurtèrent à une couverture puissamment organisée, surtout dans les forêts et les couloirs de Neufchâteau, de Virton, de Morhange, de Sarrebourg. Après avoir été ébranlées par une artillerie lourde dont elles ne soupçonnaient pas la puissance, elles furent décimées par les mitrailleuses.

En Lorraine, le front allemand, véritable forteresse, s'étendait de Morville à Phalsbourg, en passant par Marthil, Morhange, Rodalbe, Bensdorf, Fénétrange. Tout s'y trouvait disposé pour la défensive comme pour l'offensive.

Dans la nuit du 18 au 19 août, notre Première Armée occupait les collines de Bebing et de Rinting, à gauche de la route de Paris à Strasbourg et au sud-ouest de Sarrebourg, la ville de Sarrebourg, l'espace compris entre Hesse et Abreschwiller, le Donon, la vallée de la Bruche, Sainte-Marie-aux-Mines et Sainte-Croix-aux-Mines.

Le 19, avant cinq heures du matin, la 16e division de notre 8e corps attaqua en direction de Saaraltdorf. Grâce à d'importants sacrifices, nous nous emparions d'Eich et de Buhl. Mais nous ne pouvions pas déboucher de Hoff.

Nous avions aussi repris l'offensive vers Fénétrange. Cette nouvelle attaque avait commencé à quatre heures dans le brouillard. La grosse artillerie allemande, montée sur des plates-formes bétonnées, répandit le désordre dans nos rangs. Elle nous contraignit à quitter Gosselming. Quelques-uns de nos canons dont on avait dételé l'équipage furent abandonnés. Quelques-unes de nos troupes restèrent aux bords de la Sarre, de cinq heures à midi, clouées sur place par le bombardement. Nous ne savions pas encore assez bien, pour régler notre tir, nous servir de nos avions, d'ailleurs trop peu nombreux. L'aviation était cependant une arme de pure invention française et dont plus d'un d'entre nous avait, depuis longtemps, fait ressortir tous les avantages pour la guerre future !

L'ennemi était rentré à Eich. Il touchait même aux premières maisons de Sarrebourg. Sur nos troupes qui se repliaient, des Allemands tiraient par les volets fermés et par les larmiers des caves. La ville allait être cernée. A une heure de l'après-midi, le chef de l'armée fit dire au colonel Touret, commandant le 95e : « Au nom de la France, tenez encore une heure. Le drapeau de votre régiment sera décoré. » Six heures après, le 95e tenait encore. Quand vint l'ordre de la retraite, il s'éloigna, aux accents de la *Marche lorraine*, en contenant la poursuite de l'ennemi. Dans la nuit, il arriva près de Xouaxange et d'Héming, au bord du canal de la Marne au Rhin : nos soldats tombaient sur le sol, anéantis par le sommeil. Pour la nuit, grâce à certains succès comme celui d'Abreschwiller où l'ennemi était rejeté au delà du col de Saint-Léon, nous conservions d'excellentes positions sur le canal de la Marne au Rhin, à Hermelange, au bois de Hesse, au bois de Voyer, à la pointe de Saint-Léon.

Notre Seconde Armée, après quatre jours de combat, avait pensé se reposer pendant la journée du 19 août. Mais le haut commandement lui fit reprendre l'offensive pour dégager la Première Armée que menaçaient les nouvelles forces ennemies accourues dans la région de Phalsbourg.

En exécutant son offensive en territoire annexé, le général de Castelnau avait été obligé de placer ses trois corps en ligne, sans profondeur. Pouvait-il procéder autrement, puisqu'il n'avait pas cru devoir chercher, le long de la Seille, des positions de défense et les organiser en se tenant sur l'expectative?



GÉNÉRAL DUPUY. (Photo Walery)

Des habitants terrorisés par l'ennemi, on ne pouvait tirer que fort peu de renseignements précis. Le général Wirbel, en arrivant à Oron près de Morhange, avait voulu interroger le maire et le curé. Le maire lui répondit qu'il ne savait rien. Le curé lui fit transmettre une réponse analogue. Or, la veille, dans ce village, étaient venus plusieurs généraux allemands. De quelle façon le général Wirbel connut-il ce fait si caractéristique? Comme il mourait de faim, il était entré à l'auberge en disant à l'aubergiste : « Madame, avez-vous quelque chose à me servir tout de suite? — Hélas! monsieur le général, je n'ai que ce qu'ont laissé les trois généraux allemands qui ont dîné hier ici. — Peu de chose, alors. — Tout de même, ils n'auraient pas pu dévorer en entier un superbe cochon de lait ». Etait-ce par hasard ou avec intention que la brave femme donnait pareil renseignement?

L'ennemi avait étudié à fond la plaine que coupe le chemin de fer de Strasbourg à Metz et que dominent les hauteurs de Marthil, de Baronviller, de Morhange, de Bensdorf, de Guinzeling. Cette plaine était « quadrillée » par un repérage si parfait que le tir des obusiers allemands atteignait même des buts isolés, voiture, caisson ou cavalier. Parvenions-nous à un village? Maisons, hangars, granges, haies, tout ce qui pouvait nous abriter recevait une rafale d'acier. Sous une pluie d'obus et de shrapnells, nos hommes demeurèrent étendus à terre, protégés tant bien que mal par leurs sacs, de neuf heures du matin à la nuit. Beaucoup s'endormirent. La nuit venue, des crêtes boisées surgirent les faisceaux lumineux des projecteurs allemands qui balayèrent l'étendue.

Ce fut sur notre 63e brigade que l'ennemi dirigea sa première attaque. Dans la nuit du 19 au 20 août, il s'était glissé en force à travers les bois et les marais de Rohrbach. Bientôt une grêle de balles accabla le village. Le général Diou, qui soutenait sa brigade par son exemple, mourut en faisant le coup de feu. Ce brillant soldat d'Algérie, de Tunisie, du Tonkin et du Maroc, était né à Saint-Julien-les-Metz. Parmi nos fidèles compatriotes de Lorraine et d'Alsace qui, comme lui, devaient succomber dans les premiers combats de la Guerre du Droit, citons tout de suite le général Sibille, de Sarreguemines, tué en Lorraine; le général Dupuy, de Metz, tué sur la Marne; le général Trumelet-Faber, de Bitche, tué à Ypres; le général Stirn, de Mutzig, tué à Carency.

Afin de couper la route de Dieuze à Fénétrange, l'ennemi lança vers Zommange

ses forces dissimulées par la forêt qui longe l'étang de Lindre. Depuis cinq heures du matin, elles dévalaient des hauteurs boisées de Brides et de Koeking, pour submerger nos régiments établis au nord-ouest de Vergaville et en avant de Bidestroff.

Quand l'ennemi croyait un village occupé, il usait de précautions infinies pour aller d'une maison à l'autre. En campagne, il mettait à profit tous les accidents de terrain. On voyait d'abord sur les crêtes poindre les patrouilleurs. Brusquement, les unités se déployaient dès qu'elles arrivaient à la ligne des faîtes. Les fantassins grisâtres, dont la couleur se confondait avec le sol, se portaient en courant vers la droite et vers la gauche, puis glissaient aussi rapidement que possible sur les pentes pour trouver un abri dans un chemin creux. Venaient ensuite d'autres unités et d'autres encore qui reproduisaient tous ces mouvements avec une exactitude mécanique. Pas de légèreté. Pas d'ampleur. Pas de bravoure. Un ordre à la fois minutieux et brutal qui s'appliquait à donner la sensation de l'irrésistible.

Pliant sous le nombre et le feu, nos régiments, malgré d'admirables faits d'armes, étaient forcés de se retirer sur Dieuze. Là, fantassins, artilleurs, trains de combat, trains régimentaires, se croisaient sans savoir quel chemin prendre. Cette retraite fut couverte par le dévouement de nos artilleurs. D'autre part, au sud de Dieuze, depuis 14 heures jusqu'à 19 heures, près de Gélucourt, deux bataillons de chasseurs alpins, le 23e à la cote 252 et le 27e à la cote 254, se firent hacher sur place ou se noyèrent dans les marais, pour laisser à la 29e division, si durement éprouvée sur la Sarre, le temps de se reconstituer.



GÉNÉRAL TRUMELET. (Photo Meurisse.)

Notre 20e corps avait eu pour objectifs les crêtes de Marthil-Baronviller. Le 156e et le 160e, qui s'élancèrent sur les premières tranchées allemandes, les trouvèrent gardées par des mannequins. Tout de suite, canons et mitrailleuses prirent en enfilade nos hommes tombés dans ce piège. Plus de trois cents d'entre eux périrent. Non moins éprouvé, le 69e eut en un clin d'œil 580 hommes hors de combat. Accablé de face par la grosse artillerie, tout le 20e corps était fauché de flanc par la fusillade. Au même moment, le 14e corps bavarois, soutenu par une canonnade extrêmement meurtrière, avait assailli notre 39e division en marche vers les crêtes, et, par un choc oblique, l'avait refoulée en lui enlevant les deux tiers de son artillerie.

Tel régiment du 20e corps protégea la retraite avec une irrésistible énergie. Tel autre, dans la retraite même, remporta encore de brillants succès. Un détachement du 26e, conduit par le capitaine Notter, ramenait 116 hommes, un capitaine, deux lieutenants, 17 voitures de munitions, 35 chevaux et les bagages du colonel du 137e allemand.

Les coloniaux qui se trouvaient à Oron et à Thicourt, sur la gauche du 20e corps, reçurent l'ordre de le soutenir. La brigade s'établit en arrière d'Oron. On lui avait dit : « Tenez pendant trois heures. » Pendant sept heures, elle tint sous un bombardement de gros obusiers, principalement de 150, et résista aux attaques en masse d'une division bavaroise. Le général Wirbel fut blessé et son cheval tué sous lui. Enfin, sur un ordre écrit, les coloniaux se replièrent vers la bifurcation de Château-Salins et la cote 340.

Nos troupes avaient vu tomber, tués ou blessés, beaucoup de leurs chefs. Tandis que le général de Castelnau dictait des ordres pour l'armée, un de ses officiers s'avança : — « Mon général ! — Qu'y a-t-il? — Le sous-lieutenant Xavier de Castelnau vient d'être tué d'une balle au front, en refoulant l'ennemi. » Au bout d'un instant, le général releva la tête et dit à ses secrétaires : « Continuons ». Deux autres de ses fils devaient mourir de même au champ d'honneur : Gérald, lieutenant au 7e d'infanterie, en septembre 1914, à la bataille de la Marne ; Hugues, sous-lieutenant d'artillerie, en octobre 1915, dans l'Artois.

Des masses ennemies, sortant du camp retranché de Metz, attaquaient, depuis Viviers jusqu'à Doujeux, une de nos divisions de réserve. Ce fut alors que le sous-lieutenant Guy de Cassagnac reçut une balle au cœur. A ceux qui venaient pour l'emporter, il eut encore la force de dire : « Je veux rester en terre annexée ». Sa tombe se trouve près de Faxe, sur la route du Rhin.

Une nouvelle division de réserve bavaroise s'efforçait de tourner la gauche de notre Seconde Armée, vers Nomeny et Port-sur-Seille, pour forcer la région de Nancy.

Ce qu'on appelle « région de Nancy », c'est l'espace compris entre la frontière, le Sanon et la ligne d'eau que forment du sud au nord la Meurthe et la Moselle, entre Dombasle et Pont-à-Mousson. Par les mots *Grand-Périmètre*, *Grand-Couronné*, *Petit-Couronné*, on désigne trois lignes à peu près concentriques dont l'organisation était nécessaire pour la défense de la région. Le *Grand-Périmètre* est dessiné par le plateau de Faulx, le mont d'Amance, la forêt de Champenoux, la Loutre-Noire, l'étang de Parroy. Le *Grand-Couronné* est dessiné par le plateau de Faux, le Mont d'Amance, le Pain de Sucre, les collines de Pulnoy et la butte de Mon-Repentir. Le *Petit-Couronné* est dessiné par le plateau de Malzéville, le mont Sainte-Geneviève, le village d'Essey-les-Nancy et le village de Tomblaine.

Sur une colline que domine la Seille, Nomeny, très ancienne petite ville (1320 habitants), avec son église à haute tour carrée près de laquelle naquit Louise de Vaudémont, femme de Henri III, et ses maisons du XVIIe siècle, ne fut bientôt qu'un monceau de débris et de cendres. Les Bavarois du 4e et du 8e qui y avaient pénétré les premiers, resteront célèbres par leurs raffinements de cruauté à l'égard des vieillards, des femmes et des enfants. Cette fois, impossible à eux de dire : « Les civils ont tiré ». Toutes les armes de Nomeny étaient déposées à la mairie. Quand on leur demandait pourquoi ils tuaient, ils répondaient : « On nous l'a commandé ». Leurs officiers les excitaient à piller et à détruire. Au bruit de la canonnade et de la fusillade, les habitants s'étaient cachés dans les caves. Par le soupirail, les Bavarois coulèrent du pétrole et mirent le feu. Sept heures après, tout brûlait dans la petite ville. Pour ne pas mourir dans les flammes, des habitants quittèrent leurs abris et s'enfuirent par les rues où s'écroulaient les maisons. De toutes parts, ils voyaient des morts : ici, une femme serrant son enfant dans ses bras ; là, des voisins qu'ils reconnaissaient ; plus loin, une centenaire dont le corps s'allongeait sur le seuil de sa porte. Les Bavarois s'emparèrent de tous les hommes de quinze ans à soixante. Ils dirigèrent les femmes, au nombre de cent vingt, vers le moulin de

Brionne et les abandonnèrent soudain, en pleine route, en leur disant : « Vous êtes libres ». Quelques groupes s'étaient sauvés vers les vignes, poursuivis par les balles. Un homme tomba. Sa femme s'étant baissée pour le relever, un soldat allemand l'assomma avec le canon de son fusil.

De ces Bavarois, à la veille de la guerre, la France disait volontiers : « Ce sont de bonasses lourdauds, incapables de faire du mal à un enfant ». La France oubliait sa propre histoire. Dans toutes les guerres, les Bavarois ont fait preuve d'une immonde sauvagerie. En Allemagne même, après 1814 et 1815, une locution devint proverbiale : « Ce fut une bonne petite dévastation ; les Bavarois étaient là » (*Es gab eine gelinde Deraschtierung : die Bayern waren dabei*). Leurs déprédations abominables en Silésie, en Autriche, dans le Tyrol, en Saxe, en Pologne, en Russie, les avaient mis hors de pair. En leur honneur, l'Allemagne parodiait ainsi une strophe de la *Cloche* de Schiller :

Schrecklich ist's den Leu zu wecken
Verderblich ist das Tigertier,
Jedoch der schrecklichite der Schrecken,
Das ist der Bayer ohne Bier.

Le réveil du lion fait frissonner la terre,
Le tigre brise tout en son sanglant essor,
Mais, chez nous, une chose est plus terrible encor :
Le Bavarois privé de bière.



SCHILLER.

Pendant la guerre de 1870-1871, les attentats les plus monstrueux avaient été commis par les bons Bavarois, dans les faubourgs de Wissembourg, à Bazeilles et près d'Orléans. En 1914, ce furent les bons Bavarois qui opérèrent à Nomeny, à Badonviller, à Gerbéviller, à Crévic, à Maixe, dans cinquante villages.

Près de Nomeny en flammes, notre 59e division multiplia les contre-attaques. Le lieutenant-colonel d'Uston de Villereglan, à la tête du 325e, rendit l'âme avec ce cri : « En avant ! » Le commandant Schwaeblé, à la tête d'un bataillon du 227e entièrement déployé, fut tué en entraînant ses hommes. Ce commandant Schwaeblé de sang alsacien, était profondément dévoué à notre *Union des sociétés de gymnastique de France.* Il travaillait avec nous à former la jeunesse française pour la Guerre du Droit, que nous jugions inévitable. A la veille du combat, il nous avait demandé un poème de ralliement pour le 227e. La copie de ces vers a été déposée par ses hommes comme un hommage dans sa tombe, et notre manuscrit remis à sa veuve.

L'effort de l'ennemi contre un des points vulnérables du Grand-Couronné était brisé par l'héroïsme de nos soldats. Cependant, partout nous battions en retraite. Le général de Castelnau indiqua comme position de repli au 20e corps le front de Jallaucourt-Hampont-Marsal ; au 15e corps, le front Marsal-Donnelay-Marimont ; au 16e, le front Marimont-Maizières-Réchicourt-le-Château. Quant au général Dubail, il établissait la Première Armée sur ce front : canal de la Marne au Rhin, hauteurs de Bebing, bois de Voyer, Soldatenkopf.

Nos deux armées étaient épuisées par une semaine entière de marches et de combats continuels. Dans la nuit, au moment où on commencait la distribution des

vivres, les soldats étendus le sac sous la tête, le fusil entre les jambes, ne bougèrent pas. On leur disait : « Voici du pain ». Ils murmuraient : « Laissez-nous dormir ». Au jour, dans les longues files d'hommes qui traversaient les villages, on apercevait des caporaux et des sergents : pas un seul officier. Alors, les hommes disaient : « Nos officiers ne sont pas *chics*. Ils se font tuer. Qui est-ce qui nous commandera, nous autres? » Un général, regardant ses hommes passer, la tête basse, dit tout haut à un de nos amis : « Je suis fier d'eux. Ils se sont battus comme des lions ».

Le général de Castelnau, qui avait transporté son quartier général à Arracourt, arrêta sans grand'peine la marche de l'ennemi, non moins las que nous. Nos convois et nos trains refluaient sans confusion vers le but assigné par le haut commandement : la rive gauche de la Meurthe.


NOMENY. — RUE DE LA PORTE-BASSE.

Pour le 20 août, les ordres de repli se formulaient ainsi : le 16e corps, vers Lunéville ; le 15e, vers Dombasle ; le 20e, vers Saint-Nicolas-Laneuveville.

D'Arracourt, le général de Castelnau se rendit à Nancy où, ancien commandant du 20e corps, il se retrouvait pour ainsi dire chez lui. A la Première Armée, dont la droite était menacée par le repli de notre armée d'Alsace, le Haut Commandement donna l'ordre de se retirer vers les Vosges.

Transportant son quartier général de Blâmont à Rambervillers, le général Dubail retourna ses convois vers l'autre rive de la Meurthe et se débarrassa de ce qui l'encombrait, tout en conservant le contact avec l'ennemi. Ses contre-attaques énergiquement exécutées permirent à la Seconde Armée de se replier sans précipitation.

L'ennemi savait que l'une et l'autre armée restaient intactes. Aussi, le prince héritier de Bavière dit-il à ses troupes : « Tout n'est pas terminé. Il faut nous servir de toute notre force pour défaire complètement notre adversaire. Voici le devoir des jours prochains : l'achèvement de la victoire ». Mais la presse allemande grossissait l'importance des combats livrés. Elle en fit même une bataille gigantesque, la *Bataille de Metz*, « dont les conséquences ne peuvent pas encore être envisagées, l'étendue du front dépassant celle que tenait, en 1870, l'armée allemande tout entière » ! Là-dessus, Guillaume II convoqua les officiers de son état-major et leur déclara : « Réjouissons-nous ensemble de notre grande victoire en Lorraine. Des troupes allemandes de toutes races, conduites par le fils du roi de Bavière, ont refoulé l'ennemi dans une lutte de plusieurs jours. Dieu manifeste ouvertement sa protection sur nous ». Les journaux bavarois ajoutèrent : « La bataille a commencé sur une ligne Sarrebourg-Dieuze-Delme, *c'est-à-dire sur le champ de bataille le*

plus connu des officiers allemands formés dans les écoles de guerre. Le plan préparé depuis des années par notre grand État-Major lui a assuré un triomphe. C'est la plus importante bataille du monde ». Ainsi, l'Allemagne faisait retentir de toutes parts l'annonce absolument fausse d'une victoire écrasante, sans que la France émît la moindre protestation.



GÉNÉRAL BATAILLE. (Photo Pirou.)

La France venait de lire avec tant de joie le communiqué suivant daté du 21 août : « Les Allemands, risquant d'être coupés des ponts du Rhin, s'enfuient en grand désordre. Ils sont vivement poursuivis par nos troupes qui restent maîtresses des débouchés des ponts. Nos troupes tenant les crêtes et les principales vallées des Vosges, sont en bonne posture pour continuer leurs succès dans la direction de Colmar. Ainsi est atteint le but initialement fixé à nos troupes dans la Haute-Alsace : le rejet des forces allemandes sur la rive droite du Rhin ».

Cinq bataillons de chasseurs alpins, le 12e, le 13e, le 22e, le 28e et le 30e, qui disposaient chacun d'une section de génie et d'une batterie de montagne, avaient eu, le 19, Colmar pour objectif. Ils s'étaient avancés par la Fecht et la rive gauche de l'Ill, sous les ordres du général Bataille. Le 20, à huit heures du soir, ils se trouvèrent réunis à l'ouest de la ville. Le 22 août, d'importantes forces ennemies venues du sud de Colmar, les attaquèrent entre Turckheim et Logelbach, d'où l'on découvre la



COLMAR. — LA GARE. (Vérascope Richard.)

vallée de Munster, la ruine de Pfixbourg, les Trois-Épis et au loin le Hohneck. L'ennemi pensait accabler le 3e bataillon qui se cramponnait à Ingersheim; mais les autres bataillons accoururent et l'ennemi, lâchant pied à Logelbach, gagna en désordre Colmar.

Si, de ce côté, nos troupes n'avaient pas pu atteindre leur but, elles avaient du moins rendu un grand service en couvrant la droite de la Première Armée qui reculait en Lorraine.

Notre communiqué officiel du 22 août répondit enfin aux mensonges allemands. « L'ennemi a annoncé que l'échec subi par nous en Lorraine, le 20 août, s'était transformé en une déroute au cours de laquelle nous aurions perdu 10 000 prisonniers et 50 canons. Ce sont là des exagérations ridicules. Aucun élément de nos troupes n'a, au cours de la retraite, franchi la Meurthe. Nos forces sont restées au nord de Nancy. Ce recul momentané, consécutif à un vigoureux mouvement en avant, n'est qu'un épisode d'une lutte qui entraînera nécessairement de nombreuses alternatives de flux et de reflux. Nos troupes de Lorraine restent pleines d'ardeur, de volonté de vaincre, et n'aspirent qu'à venger leurs morts. » Langage très digne et suffisamment véridique.



M. GERVAIS, SÉNATEUR.
(Photo Henri Manuel.)

L'opinion ne fut troublée que le surlendemain, 24 août, lorsque le *Matin* publia un article du sénateur Gervais intitulé : « La vérité sur l'affaire du 21 août ». « Une division du 15e corps, composé des contingents d'Antibes, de Toulon, de Marseille et d'Aix, a lâché pied devant l'ennemi. Toute l'avance que nous avions prise au delà de la Seille a été perdue. Tout le fruit d'une habile combinaison stratégique a été momentanément compromis. Malgré les efforts des autres corps d'armée dont la tenue a été irréprochable, la défaillance d'une partie du 15e corps a entraîné la retraite sur toute la ligne. Le ministre de la Guerre, avec sa décision coutumière, a prescrit les mesures de répression immédiates et impitoyables qui s'imposaient. »

En cette série d'assertions déconcertantes, la principale était une déplorable erreur. La retraite de nos troupes n'avait nullement un caractère de retraite générale et de défaite. Aussi, le Haut-Commandement crut-il devoir, le 25 août, dans un communiqué, féliciter le 15e corps, fortement éprouvé, pour son énergique reprise offensive. Un régiment de Toulon, le 112e, perdait 48 officiers sur 91, avec le tiers de ses soldats. L'année suivante, le général Galliéni, ministre de la Guerre, rendra hommage au courage du 15e corps : « Ce corps, auquel appartenaient les braves qui se sont sacrifiés pour assurer le succès dont dépendait l'issue d'une terrible journée, mérite d'être à l'honneur, car il a été à la peine dans les circonstances les plus dures ».

En réalité, l'ennemi, au prix de lourdes pertes qui, de son propre aveu, « s'élevaient pour certaines unités à cinquante pour cent, sans jamais descendre au-dessous de vingt-cinq pour cent », pouvait enregistrer une avance plutôt qu'une vic-







„ZEPPELIN", SURPRIS DANS LA NUIT PAR LE PROJECTEUR D'UN FORT DE LA FRONTIÈRE FRANÇAISE

par MALFROY

toire. Ses masses quittaient des positions où elles se sentaient invincibles, pour un terrain où elles cessaient d'être invulnérables. Quant à nos armées, il devait les voir, quelques jours après, prendre une première revanche.

Devant l'invasion, comme devant une inondation, s'enfuyaient les pauvres gens des campagnes et des villes. C'était un autre interminable défilé de véhicules qui encombrait les routes. A peine y distinguait-on quelques camions de déménagement remplis par les mobiliers les plus riches. Mais, là encore, que de tristesse! Parmi les objets empilés en hâte, étaient assises des femmes au teint terreux, aux cheveux défaits. Ces camions suivaient pêle-mêle les charrettes où s'entassaient matelas, meubles, sacs de linge. Venait une voiture d'enfant que surchargeaient d'humbles ustensiles de cuisine. Qui la poussait? Un enfant. Le père, la mère et les aînés marchaient tout autour, pliant sous le poids des fardeaux. Venait un long chariot rustique garni de foin, sous lequel s'ensevelissaient à demi deux enfants tout jeunes et deux vieillards tout cassés. Les enfants pleuraient. Les vieillards essayaient de les apaiser, hélas ! en leur souriant. Attachée à l'arrière, quelque vache, boitant de fatigue, en ralentissait encore la marche. Où allaient ces fugitifs? Le savaient-ils? Ils s'en allaient.

Comment ne nous rappellerions-nous pas la description que le plus grand poète de l'Allemagne, Gœthe, dans *Hermann et Dorothée*, faisait d'un exode pareil. Il montrait les misérables voitures des fugitifs, pleines des « derniers objets, cages d'oies et cages d'oiseaux ». En 1914, les Allemands ne laissèrent à personne le temps de songer à de pareilles bagatelles.

A travers ces *impedimenta* si poignants, tant bien que mal, l'armée se frayait un passage. On craignait d'abord que le spectacle de tant de misères ne déprimât le moral de nos soldats. Au contraire, ce fut pour eux une nouvelle raison de combattre sans défaillance et de vaincre. « Cela se paie », disaient-ils. Nos soldats avaient vu le feu, les blessures, la mort, l'invasion. Ils ne chantaient plus, comme dans les trains fleuris qui les transportaient à la frontière, mais ils n'en avaient que davantage de sang-froid et de vaillance vraie.

Retraite de la Seconde Armée

Après l'échec de la Seconde Armée sur la Seille, le 15e corps s'était retiré dans la région d'Haraucourt, de Serres et de Beauzemont. Le 20e corps passa la Meurthe : 39e division, sur le pont de pierre de Rosières-aux-Salines; 11e division, sur un pont construit à la hâte près de Laneuveville devant Nancy. Le 4e bataillon de chasseurs avait couvert la retraite.

En voyant la 39e division se replier en si bon ordre, un vieux Lorrain de Moyeuvre s'écria : « Ils marchent comme à l'exercice. C'est encore à la victoire qu'ils vont. »

Le 16e corps, à Lunéville et à Gerbéviller, entrait en liaison avec la Première Armée dont le 8e corps se trouvait près de la Vezouze.

Ce 8e corps, après avoir arrêté l'ennemi sur le canal de la Marne au Rhin, s'était replié en partie vers Igney (Avricourt français), en partie vers Repaix. Il venait d'occuper, au nord de la Vezouze, les collines qui s'étendent de Blâmont à Reillon.

La Vezouze devait servir de premier fossé pour arrêter l'ennemi. Nous pouvions compter également sur trois autres fossés du même genre : la Meurthe, la Mortagne, la Moselle.

Retraite de la Première Armée

Après la bataille indécise de Sarrebourg, la Première Armée se préparait à continuer l'offensive. Mais le repli de la Seconde Armée la découvrait sur la gauche. Elle dut aussi se replier.

Entre les deux armées, l'ennemi avait aperçu une brèche, résultat de la distance mise entre elles par les étangs. Il essaya de se glisser entre Blâmont et Lunéville, dans un espace de quelque 35 kilomètres. Son plan, conforme à toutes ses traditions militaires, consistait à attaquer par les deux ailes. Tandis que son aile droite pénétrait par la Belgique vers Reims, son aile gauche tentait de s'avancer par la Lorraine vers Troyes. Il avait pour lui le nombre, l'armement, le succès. « C'est l'achèvement de la victoire : la paix prochaine », répétait le Kronprinz de Bavière.



HARAUCOURT. — INTÉRIEUR DE L'ÉGLISE APRÈS LE BOMBARDEMENT.
(Photo Polak.)

Joffre et ses généraux devinèrent ce plan.

Ordre fut donné à la Seconde Armée d'attaquer depuis les crêtes du Grand Couronné jusqu'aux collines situées au sud de la Meurthe. Ordre à la Première Armée d'interdire à l'ennemi la zone comprise entre le col de Saales et Charmes.

Notre Haut Commandement savait déjà que, dans le Luxembourg belge, nos troupes avaient dû battre en retraite. Il pressentait en outre que la lutte engagée près de Charleroi ne tournerait pas à notre avantage. Mais il connaissait la valeur de nos soldats et le dévouement de leurs chefs. Rien n'était compromis.

Le 13e corps (Première Armée), ayant conservé son ascendant sur les troupes allemandes, se repliait à regret. Une de ses divisions, la 26e, à laquelle n'était pas parvenu l'ordre de la retraite, demeura en l'air près du village de Plaine-de-Walsch. Elle ne s'échappa qu'en sacrifiant plusieurs de ses batteries.

Le 21e corps occupait toujours la région du Donon. Il infligeait même un échec à l'ennemi dans la vallée de la Bruche, près de Grandfontaine. Quand il reçut l'ordre de se replier, il livra encore de sanglants combats. L'ennemi, grâce à de nouvelles pièces d'artillerie lourde et à de nouveaux renforts, arriva au sommet du Donon, le 21 au soir. Nous nous retirions par la vallée de la Plaine. La perte du Donon, la montagne à double croupe, le *Fousi-Yama* lorrain, nous déchira le cœur.

Le 14e corps, épuisé par des efforts ininterrompus et menacé par d'impor-

tantes forces se précipitant vers les cols des Vosges, abandonna ses positions entre Saales et Sainte-Marie-aux-Mines. On reconnaissait que la ligne de la Vezouze ne pouvait plus être défendue.

Ici se place un épisode heureux : la destruction du premier zeppelin. Le 22 août, le chef de bataillon Beaucourt, commandant le second échelon de parc du 21e corps, abattit, avec deux pièces de 75 de l'équipe mobile, le zeppelin L. 8 qui, à huit cents mètres de hauteur, tentait de bombarder le parc. Ce dirigeable alla tomber dans la forêt de Celles, à cinq kilomètres de Badonviller. Les dix-huit hommes



LE *Zeppelin*, AU CHAMP DE MARS DE LUNÉVILLE. (Photo Rol.)

qui le montaient s'enfuirent à travers bois. Il venait de Strasbourg. Les habitants des villages voisins allèrent en foule voir le squelette de ce monstre aérien, cuirassé d'aluminium, qui mesurait 156 mètres de long et 14 m. 80 de large, cubait 22 000 mètres et pouvait faire 80 kilomètres à l'heure, grâce à ses quatre moteurs de 200 chevaux. C'était le frère aîné de celui qui était venu se poser au Champ de Mars de Lunéville en 1913. Ses débris sont maintenant aux Invalides.

L'ennemi, dans sa ruée en Lorraine, trouvait un terrain depuis longtemps exploré, étudié, dans lequel il continuait à entretenir de sûrs agents. Du 21 au 25 juillet 1914, près de 20 000 Allemands avaient quitté le département de Meurthe-et-Moselle sous divers prétextes : voyage de vacances, cure d'eau en Allemagne. La seule ville de Nancy en voyait partir douze mille au moins. Beaucoup d'entre eux avaient eu pour occupation ordinaire d'installer des calorifères dans les caves et des appareils de télégraphie sans fil sur les toits.

Les officiers allemands connaissaient en détail toutes les ressources commerciales et industrielles. Ils possédaient des renseignements sur les principaux habitants de tous les villages. Leurs cartes indiquaient *en rouge* les établissements publics, caisses, archives ainsi que les maisons et points d'appui à

occuper militairement et à incendier le cas échéant; *en bleu*, les maisons à ménager, c'est-à-dire celles où ils comptaient des amis. On devait voir, à Lunéville ou à Raon-l'Etape, des maisons épargnées, parce que leur propriétaire avait eu des sourires pour l'empereur ou pour quelque grand dignitaire allemand.

Après la retraite de Morhange, les habitants de Réméréville aperçurent deux soldats du 69e qui remontaient le village et prenaient la route de Hoéville. Ils leur crièrent :

— N'allez pas par là. Les Allemands y sont.

Les deux soldats répondirent tranquillement :

— Notre régiment s'y trouve. Nous allons le rejoindre.

Quelques moments après, des chevau-légers bavarois, revolver d'une main, lance de l'autre, bride aux dents, passèrent au galop. Les deux hommes en uniforme du 69e étaient des espions allemands.

Ennemi si déloyal! Au combat de Herbéviller, le 24 août, les Allemands organisent, dans le cimetière, une redoute entourée de fils de fer et d'abatis. Des mitrailleuses placées par eux dans le clocher fauchent tout. Nos soldats, qui s'élancent bravement à l'assaut, tombent dans les fils de fer dissimulés. Les balles des mitrailleuses vont les achever. Leurs officiers leur disent : « Par ici, le 114e ». Mais, du côté allemand, des voix plus fortes et plus distinctes, avec le plus pur accent français, répètent : « Par ici, le 114e ». Beaucoup de soldats seront ainsi attirés dans les lignes allemandes et massacrés.

Dans les villages que les Allemands occupèrent, on a pu dire qu'ils menaient de front la cruauté, l'ivrognerie et le pillage. A Réméréville, une maison retentissait de chants et de musique. Passa un officier à cheval. La femme de l'appariteur, Anna Vigneron, qui savait l'allemand, lui dit :

— Ils en font de belles, vos soldats.

L'officier se tourna vers le curé, M. l'abbé Denis, debout près de sa porte.

— Venez avec moi.

Les fenêtres de la maison où s'enivrait la bande étaient ouvertes au large. L'officier cria d'une voix tonnante : *Heraus* (sortez!). Les soldats défilèrent, en titubant. Alors l'officier déclara au curé, d'un ton naturel :

— Maintenant, je vais voir s'il reste là dedans quelque chose pour moi.

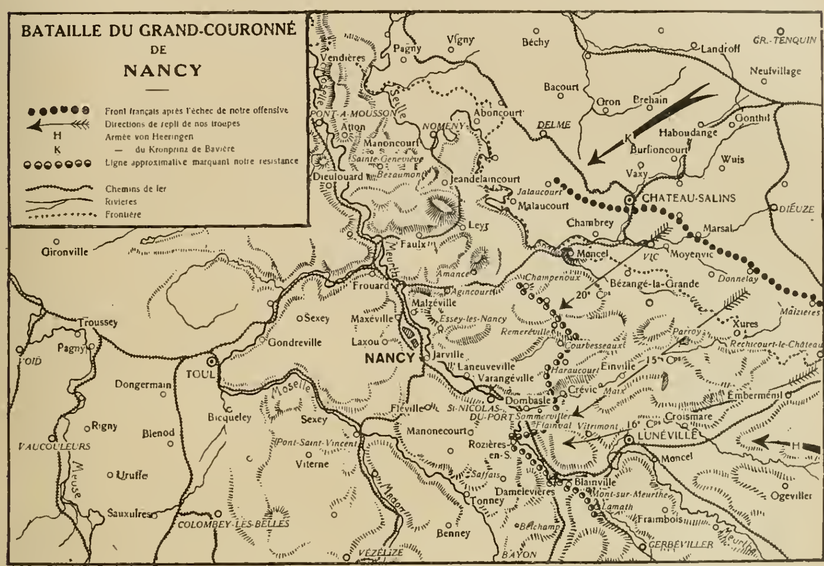
Plus naturellement encore, il saisit un litre de vieille eau-de-vie de mirabelles et le vida. Quelques heures après, le curé, accusé d'avoir fait des signaux lumineux, était maltraité par les soldats qui le gardèrent jusqu'au lendemain, en le menaçant de leurs armes. L'officier allemand, à la suite de sa libation, avait-il eu l'imagination frappée par les rayons du soleil qui jouaient aux vitres du presbytère?

Au Grand-Couronné de Nancy

Sur le mont d'Amance, sur le Pain de Sucre, sur toutes les hauteurs et dans toutes les forêts du Grand-Couronné, nous avions dissimulé de l'artillerie lourde. Aux abords de la Seille, s'ouvraient des tranchées et s'enchevêtraient des réseaux de fils de fer. C'était la revanche de Morhange qui se préparait.

Dans toute cette région, les routes descendent et montent sans cesse, sous la surveillance d'âpres forêts mystérieuses qui semblent organisées par la nature pour la défense du sol.

Qu'elles portent un nom à jamais illustré par les communiqués, forêt de Champenoux, bois de Vitrimont, forêt de Crévic, bois de Faulx, ou qu'elles gardent modestement leur sobriquet rustique, Petit-Fays, Bois-la-Goutte, Haies-Banaux, elles méritent une place magnifique dans l'histoire de la défense nationale. Elles ont prêté à nos soldats d'incomparables cuirasses vertes. Leur essence est si évidemment d'être inextricables que les jeunes Lorrains épris d'elles, quand



ils arrivent pour la première fois devant les autres forêts de France, Chantilly, Compiègne, Fontainebleau, imaginent tout d'abord qu'on les introduit dans un décor de théâtre. En vain, ils y cherchent ce qui caractérise leurs forêts à eux, cette lisière d'églantiers et de prunelliers épineux, de troènes, de viornes et de nerpruns, parmi lesquels s'entrelacent clématites et ronces, barrière que le canon lui-même ne saurait abattre. L'homme ne les traverse qu'en passant soit par les avenues que la Lorraine appelle des tranchées, soit par les sentiers qu'elle appelle des lignes. Ce sont, pour ainsi dire, des cheminements officiels ouverts dans leur épaisse enceinte barbelée. Celui qui écrit ces lignes avait, depuis son enfance, parcouru en tous sens ces forêts qu'il connaît par cœur, et s'était déchiré amoureusement à leurs épines. Que de fois il s'était dit : « Si, en 1870, les Allemands avaient attaqué par ici, ils y seraient restés ! » Chacune de ces forêts, presque jusqu'à la veille de la Guerre du Droit, s'entourait, chaque année, pendant les mois de septembre et d'octobre, de milliers de pièges à oiseaux. Une immense armée de sauterelles, trébuchets tendus, guettait les innocents migrateurs ailés, rouges-gorges, rouges-queues, mésanges, bouvreuils, pinsons d'Ardenne, bruants, grives et merles. Une loi fort sage venait enfin de protéger les petits oiseaux contre les oiseleurs passionnés. Cependant la forêt tout entière demeurait un vaste piège où le plus formidable rapace du monde, l'Empire allemand, devait laisser beaucoup de son sang, de ses plumes et de ses serres.

Au nord du Grand-Couronné, le mont Sainte-Geneviève (390 mètres) domine la plaine, en regardant la merveilleuse cathédrale toute ciselée, les vieilles

maisons si françaises et les hautes cheminées de Metz. Entre notre frontière et l'héroïque captive, il y a quelques ondulations tapissées de bois. Un seul pas, mais que d'obstacles invisibles!

A l'autre extrémité du Grand-Couronné, le Rembêtant, qui protège les agglomérations industrielles, salines et soudières de Varangéville et de Dombasle, avec toute la plaine au sud de Lunéville, se dresse brusquement près de la brèche ouverte par la Pissotte qui coule de Champenoux vers Dommartin. Désormais, les désignations familières et narquoises, habituelles à la vieille Lorraine, la Pissotte, la Chapelotte, la Bellotte, la Chipotte, entrent dans la gloire la plus superbe et la plus sanglante. Paris, s'il avait la moindre envie d'en sourire, devrait se rappeler que ce nom de la Pissotte a été celui d'un hameau voisin de ses murs, lequel en grandissant s'est nommé Vincennes.



GÉNÉRAL RAPP. (Photo Wallery).

Pour la défense du Grand-Couronné, le 22 août au matin, nos troupes étaient ainsi disposées. Premier secteur: sous les ordres du colonel Briant, une brigade mixte 9e corps, deux régiments de réserve et un groupe d'artillerie du 9e corps, au Rembêtant. Second secteur: sous les ordres du général Guignabaudet, la 34e brigade, un groupe et deux batteries d'artillerie, un escadron du 7e hussards, dans la région Seichamps-Pulnoy. Troisième secteur: sous les ordres du général Fayolle, la 70e division de réserve, dans la région Mont d'Amance. Quatrième secteur: sous les ordres du général Rapp, la 59e division de réserve et la 35e brigade mixte, dans la région Mont-Sainte-Geneviève-Jeandelaincourt.

Le général de Castelnau s'était réservé le commandement direct de la place de Toul. Il confia l'ensemble du front de Nancy au général Léon Durand, commandant le second groupe de division de réserve.

Tout de suite, sur les murs de Nancy fut affichée cette proclamation :

« Commandant des troupes opérant dans votre région, je fais appel à votre bonne volonté et à votre patriotisme. Ne prêtez pas l'oreille aux bruits alarmants qui circulent. Mes troupes et moi, nous sommes là. Comptez sur nous. »

Ce mot : « Comptez sur nous », le général Léon Durand l'avait dit d'abord au général de Castelnau qui lui ordonnait de tenir.

Dans la journée du 22, les Allemands purent marquer une importante avance. Au sud du Grand-Couronné, le 15e corps, épuisé, ne réussit pas à défendre la rive droite de la Meurthe: franchissant la rivière à Blainville et à Rosières-aux-Salines, il gagna les hauteurs de Saffais.

Afin de protéger ce repli et d'enrayer la marche des Allemands sur la rive droite, la 22e brigade, qui faisait partie de la 11e division du 20e corps, et qui était commandée par le général Ferry, passa la Meurthe à son tour et se posta sur les collines de Flainval. Cette brigade avait été mise à rude épreuve devant Morhange. Depuis lors, ni jour ni nuit, elle n'avait cessé de marcher. Appuyée par ses 75 et un peu d'artillerie lourde, elle résista, jusque dans



TOUL. — PLACE DE LA RÉPUBLIQUE. (Vérascope Richard.)

la nuit du 22 au 23, à des attaques acharnées. La situation rétablie, elle put enfin se retirer derrière la Meurthe en faisant sauter les ponts.

Les chevau-légers bavarois s'étaient lancés au galop dans une région qu'ils croyaient à eux pour toujours. L'infanterie allemande les suivit en colonnes serrées. Partout et sur l'heure, le pillage. L'invasion déferlait dans tous les villages. A Mazerules, à Herbéviller, à Fontevreaux, à Drouville, à Maixe, les Allemands forçaient les armoires, sondaient les matelas, fouillaient le sol des caves pour découvrir l'argent caché. Sans interrompre leur besogne, ils posaient à tout venant ces deux questions : « Les Français sont-ils dans le voisinage? Paraissent-ils découragés? » Puis, le pillage terminé, l'incendie.

Les deux armées allemandes qui envahissaient la Lorraine tendaient à s'emparer de la contrée dont Lunéville est le centre. L'une, sous les ordres de von Heeringen, venait du Donon et marchait vers Charmes; l'autre, sous les ordres du Kronprinz de Bavière, venait de Morhange et marchait vers le Grand-Couronné.

Le Rembêtant avait été attaqué en vain le 22 août. Mais le 16e corps ayant abandonné le front Crion-Sionviller, l'ennemi s'avança jusqu'à Einville. Bientôt le 16e corps passa la Vezouze et la Meurthe, puis gagna Xermaménil. Des canons allemands, installés sur les collines de Chantcheux, bombardèrent Lunéville. Des cavaliers allemands pénétrèrent dans la ville sans coup férir. Le lendemain, dimanche, à 3 heures, le 21e corps allemand y faisait son entrée, musique en tête. La presse allemande exulta. Lunéville, ville ouverte, lui apparaissait comme un gage de prompte et complète victoire.



GÉNÉRAL VON HEERINGEN.

Ce que furent les Allemands dans cette

région de Lunéville? Reproduisons sans commentaire la confession de l'un d'eux, le fantassin de la Garde bavaroise Johann Wenger : « Je vous enverrai un bracelet provenant d'un des obus qui tombent devant nous. Ce bracelet sera si bien préparé que vous pourrez tout de suite le porter à votre bras. Vous aurez le souvenir d'un guerrier allemand qui, depuis le commencement, a tué tant de Français à coups de fusil et tant de Françaises à coups de baïonnette! En cinq minutes, avec ma baïonnette, j'ai transpercé sept femmes et quatre jeunes filles. Ces femmes avaient tiré avec des revolvers sur nous et sur notre capitaine. Celui-ci m'a dit de les fusiller toutes, mais c'est avec ma baïonnette et non avec mon fusil que j'ai abattu cette bande de truies, plus mauvaises encore que des hommes ».

A tout prix, nous devions enrayer la marche de l'envahisseur. Nos troupes du Rembêtant reçurent des renforts. Le 16e corps entoura la ferme du Léomont qui domine la contrée. Son artillerie s'établit sur les hauteurs qui vont de Belchamps à Brémoncourt. Le 20e corps se tenait prêt à refouler l'attaque, de quelque côté qu'elle vînt : il tenait la Meurthe sous le feu de ses canons. Le pont de la Meurthe à Saint-Nicolas-du-Port fut confié à la garde du 4e bataillon de chasseurs. Nos réserves, disposées vers le nord, pouvaient sur-le-champ prendre part à une contre-attaque.

Cependant, les masses ennemies gagnant toujours du terrain, l'état-major de notre Seconde Armée dut se transporter à Pont-Saint-Vincent et celui de la Première, à Epinal. Le 8e corps (Première Armée) avait repassé la Meurthe; sa 16e division se retira de l'autre côté de la Mortagne. Le 2e bataillon de chasseurs alpins, en gardant le passage de la Mortagne, couvrait le 8e corps.

Un détachement de 55 chasseurs eut mission d'empêcher l'ennemi de franchir les ponts de Gerbéviller. Ces 55 hommes, depuis 9 heures du matin jusqu'à 5 heures du soir, tinrent en échec, le 24 août, toute une brigade bavaroise que soutenait son artillerie établie sur la colline de Fraimbois. Ils étaient conduits par un enfant du pays, l'adjudant Chèvre. Né dans l'arrondissement de Briey, à Fresnois-la-Montagne, en 1883, Chèvre était venu, très jeune, avec ses parents, habiter la maison forestière de Paroy, dans l'arrondissement de Lunéville; puis, incorporé au 2e bataillon de chasseurs à pied à Lunéville, il avait obtenu les galons de sous-officier. Il connaissait Gerbéviller, la défense de cette petite ville étant un des thèmes ordinaires pour les bataillons de chasseurs casernés dans la région. Nos 55 braves leur mission accomplie, sautèrent par-dessus le mur du cimetière et se retirèrent sans perdre un homme. En entrant à Gerbéviller vers 6 heures du soir, l'ennemi résolut de prendre une digne et utile revanche de cette humiliation.

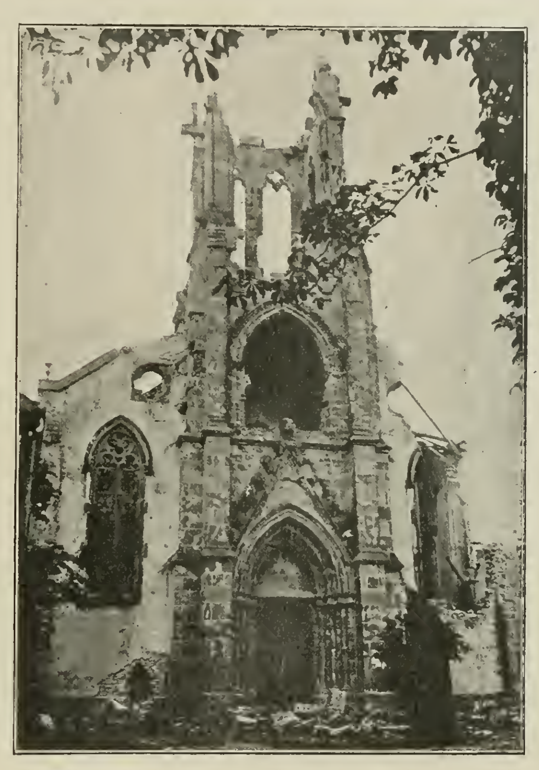
C'est le moment d'interroger sœur Julie, à l'hospice de Gerbéviller. De petite taille, mais droite et robuste en sa robe noire, la vaillante sœur de Saint-Charles surgit comme un irréfutable et inexorable témoin. Sous sa grande coiffe blanche, son visage aux traits profondément honnêtes s'éclaire de deux yeux aux prunelles mordorées qui regardent les gens en face, amis ou ennemis. Malgré elle, sœur Julie se représente toujours les Allemands au milieu de l'incendie et du massacre; Gerbéviller à feu et à sang; les flammes « ronflant » de proche en proche; les murs, « que rien n'assolidait plus », s'effondrant avec un bruit de tonnerre; les cris des femmes et des enfants torturés; les hurlements de l'ennemi, ivre de sang et de vin.

Elle parle avec une netteté drue et saisissante. Les mots qui lui viennent naturellement sont à la fois les plus simples et les plus expressifs. Après avoir décrit l'entrée de l'ennemi à Gerbéviller et l'équipement de ses cavaliers, elle ajoute : « Je regardais aussi les chevaux : toujours j'ai aimé le bétail ». Elle songe alors au bétail de Gerbéviller qui périssait dans l'incendie. En un trait, elle résume l'effroyable

concert de hurlements et de beuglements désespérés : « L'enfer des bêtes ».

Quel âge a sœur Julie? Peut-être l'ignore-t-elle elle-même. Dôle en Franche-Comté l'a connue jeune. Gerbéviller l'a toujours connue telle qu'elle est aujourd'hui. Ici, pas de vivant qu'elle n'ait aidé à venir au jour. Pas de mort à qui elle n'ait fermé les yeux. Dès que la maladie entre dans une maison, sœur Julie arrive derrière elle et la harcèle jusqu'à ce qu'elle déguerpisse. Aux plus sinistres heures, les plus pauvres gens voient sœur Julie s'asseoir près d'eux, et c'est l'espoir.

Dans la ville martyre, parmi les ruines sans nom, le long des rues, les fondations des maisons dessinent un carré qui étonne par sa petitesse. Mais un pan de muraille resté debout, une cheminée pareille à un noir pilier, une fenêtre ouverte sur le double vide du dehors et du dedans, un monceau de décombres, une épave de mobilier, donnent soudain à ce carré si humble un caractère tragiquement grandiose. L'horreur de la barbarie antique, ressuscitée en pleine civilisation moderne, s'étend devant nous sans fin.



GERBÉVILLER. — L'ÉGLISE APRÈS LE BOMBARDEMENT. Photo Rol.

Au milieu de Gerbéviller, sur la muraille intacte d'une maison anéantie, une niche abrite un saint Nicolas. Le Saint a échappé aux balles, aux obus, aux flammes, à tout le formidable cyclone de destruction scélérate. Cette maison appartenait à Nicolas Joly. C'est lui qui a placé, au plus bel endroit, son saint patron qui est le saint patron de la Lorraine. Le Saint, resté debout, penche sa tête mitrée vers son épaule gauche, dans la douce attitude d'attention tendre que lui donnent à la fois sa légendaire bonté et l'exiguïté de sa niche. Sa crosse pieusement fouillée n'a perdu ni une volute ni une dentelure. Il est là tel que l'ont toujours connu les enfants, les femmes et les vieillards du pays. Hélas ! la plupart de ces vieillards, de ces femmes, de ces enfants, ont péri dans les pires supplices.

Les officiers allemands, en entrant à l'hôpital que dirige sœur Julie, lui crièrent :

— On a tiré d'ici sur nos soldats.

— Non pas, répondit-elle. Ici, il n'y avait pas une arme, pas une cartouche. Mes blessés n'ont pas bougé de leur lit. Vous pouvez d'ailleurs vous assurer qu'ils sont hors de combat.

— On a tiré d'ici, répétaient les officiers allemands.

Deux d'entre eux se postèrent au seuil de la salle, revolver au poing! Un troisième s'avança vers les lits, en tirant son poignard.

— Oui, nous dit sœur Julie, les officiers allemands avaient un poignard caché dans une poche intérieure de leur tunique. A vrai dire, c'est bien l'arme qui leur convient. Tenant le poignard sous la gorge du blessé étendu dans le premier lit, l'officier allemand releva la couverture : il ne vit pas d'armes, mais une plaie qui se rouvrait. Ce fut pour lui une satisfaction. Quant à moi, je répétais : « Je soigne les blessés français. Faites respecter mon hôpital. Je soignerai de même les blessés allemands ». Ce dernier mot parut les toucher. L'officier qui commandait en chef regardait ses pieds. Je pensais : « C'est bon signe. On regarde ses pieds quand on est sur le point de prendre une résolution bien réfléchie ». Je ne me trompais pas. Le chef allemand me dit en s'en allant : « On ne brûlera pas votre hôpital ». Comme on brûlait les maisons voisines, mon hôpital restait en grand danger. Je descendis sur la porte pour monter la garde. C'est ainsi que j'ai pu voir et apprendre tant de choses sur le martyre de Gerbéviller. Là, au coin de cette rue, une petite fille de treize ans tomba, l'artère fémorale coupée. Je criais : « Un médecin! » A mes appels, les Allemands répondaient : *Kein Major*. Et, sans pitié, ils regardèrent mourir la pauvre petite, saignée à blanc. D'ici, vous apercevez l'endroit dit la *Presle*, où le général bavarois von Klauss a fait fusiller dix-huit habitants inoffensifs. Assis près d'une table posée contre un frêne, il donna le signal de la fusillade en levant son verre plein de vin de Champagne volé chez M. Noël, brasseur. Vous apercevez aussi le *Haut-de-Vermont* où ont été enterrés une trentaine de civils. Un matin, les Allemands vinrent me demander de la viande. Je leur dis : « Nous n'avons plus de viande. Il ne fallait pas tuer le boucher ». Ils vinrent me demander du pain : « Nous n'avons plus de pain. Il ne fallait pas tuer le boulanger. Vous l'avez jeté dans son four, la tête la première; il n'est plus resté de lui que ses deux pauvres pieds ». A l'hôpital, l'eau elle-même manquait. Les conduites avaient été rompues. Impossible de laver le sang. Nous tâchions tant bien que mal de nous en débarrasser avec un balai. Un sous-officier allemand qui avait été employé à Gerbéviller passait, saluant les gens par leur prénom, tout en désignant à ses soldats les maisons à brûler. C'est ainsi qu'il désigna celle de vos parents qui périrent dans l'incendie. La veille au soir, vos parents m'ont dit : « Nous descendrons à la cave pour la nuit ». Le lendemain matin, leur maison n'était plus que cendres et personne ne les a revus. Leur fils, qui se battait alors tout près d'ici, a été blessé mortellement le même jour. Pour allumer l'incendie, les Allemands usent de procédés expéditifs par où l'on voit avec quel soin ils s'étaient préparés à cette guerre. Tout d'abord, ils tirent de leur sac des pastilles qu'ils lancent dans la maison condamnée. Si le feu ne s'allume pas assez vite, ils prennent une espèce d'étoupe diabolique, qu'ils distribuent, pincée par pincée. Bientôt se produisent des crépitements, et le fléau se déchaîne. Tous leurs crimes, ils les accomplissaient sans cesser de boire. Ils ne sont pas moins prompts à déboucher les bouteilles qu'à allumer les incendies. Pour les bouteilles, vous connaissez leur méthode?

— Faire sauter le goulot.

— Non pas, s'il vous plaît. Le verre brisé pourrait les blesser et, très douillets au fond, ils ont horreur des blessures pour eux. Leur méthode est inoffensive au plus haut point. Tenant une bouteille de chaque main, ils s'adossent à la muraille et, d'un seul mouvement, frappent la muraille avec le fond des bouteilles. Les bouchons sautent. Alors, ils lèvent la première bouteille au-dessus de leur tête et la versent dans leur bouche, à la régalade. Quand ils la sentent vide, ils la rejettent

au loin et passent à la seconde. Cette manœuvre de guerre s'exécute avec une parfaite correction. C'est, après le pillage, le couronnement de l'exercice à la prussienne.

Sœur Julie nous raconte, une fois de plus, l'histoire des deux saints ciboires, celui de l'église et celui de la chapelle. Celui de la chapelle appartenant au château a été sauvé par elle. En apprenant que les Allemands pillaient et saccageaient tout, elle le cacha dans une de ses armoires. Puis, à l'arrivée de l'ennemi, elle ne voulut pas qu'il pût profaner les hosties consacrées dont le vase était



GERBÉVILLER. — LA RUE GAMBETTA. Photo Rol.

rempli. Elle résolut de les avaler. Il y en avait plus de deux cents.

— A genoux, dit-elle, près de cette table, je me communiai moi-même. J'eus bientôt la langue aussi sèche qu'un bec d'oiseau. Quand les deux cents furent avalées, je remerciai Dieu dans mon cœur et j'attendis la mort.

Le second saint ciboire a été fusillé. Les bons Bavarois catholiques avaient essayé en vain de forcer le tabernacle. Pour se venger de leur déception, ils le criblèrent de balles, à bout portant. Voilà, sœur Julie, les hommes qui prétendent être les seigneurs de la terre et avec qui, suivant l'expression du plus illustre théologien d'Allemagne, le pasteur Mahling, « Dieu est à l'ouvrage », *Gott ist am Werke.*

Ces atrocités sans nombre ne furent blâmées par personne en Allemagne. L'Allemagne citait même avec orgueil le nom de ses hommes qui avaient montré le moins d'humanité. En quelques jours, fut célèbre un chasseur hessois qui, ayant reçu l'ordre de tuer une centaine de personnes dans un village belge, eut l'idée ingénieuse de les faire mettre sur trois rangs, « bien en file », et de les abattre trois par trois, d'un seul coup de fusil. « La guerre, c'est la guerre ». Les lauriers cueillis par ce Hessois, compatriote de la Tzarine, portaient ombrage aux soldats bavarois du général von Klauss. A Gerbéviller, sur 474 maisons, 453 furent détruites, 103 habitants disparurent dont 49 fusillés. Que sont devenus les 54 autres? Carbonisés dans leurs maisons ou assassinés pendant leur fuite.

Pourquoi l'ennemi déployait-il ce luxe d'atrocités? Parce qu'il avait peur. Après avoir vu une de ses brigades tout entière arrêtée pendant une journée, à Gerbéviller, par une cinquantaine de nos petits chasseurs, il s'était dit :

« Si le moindre bourg, le moindre village devient ainsi un point d'appui pour l'armée française, nous sommes perdus. »

Alors, il a tout concerté et tout réalisé pour que les civils suppliassent les militaires d'aller se battre ailleurs. La cruauté, c'est la fille immonde de l'épouvante.

Le jour où l'ennemi faisait de Gerbéviller une Pompéi, il attaquait en masse dans la direction de Baccarat, refoulait deux régiments du 21ᵉ corps vers Celles et les forçait à abandonner ce village. Cependant notre Première Armée demeurait, dans son ensemble, une digue solide. Le haut commandement mit à la disposition de la Seconde Armée le 8ᵉ corps qui faisait partie de la Première Armée. Ce corps eut mission de contre-attaquer l'ennemi vers un front allant de Vennezey à Moriviller.

ROZELIEURES BOMBARDÉ. Photo Rol.

Dans la même journée du 24, l'ennemi, sortant en forces de Lunéville, traversa le bois de Vitrimont, assaillit nos avant-postes (64ᵉ division de réserve) sur la Meurthe et s'empara de Damelevières. Son mouvement vers la trouée de Charmes se dessinait. Mais, dans sa marche oblique devant le Grand Couronné de Nancy, il prêtait le flanc à une contre-offensive, comme il devait le prêter sur l'Ourcq, dans sa marche oblique devant les forts de Paris.

Nous possédions quelques positions excellentes dont le général de Castelnau tira le meilleur parti : Flainval (cote 316) qui tenait sous son feu la route de Lunéville; Borville (cote 342) qui tenait sous son feu la route et la voie ferrée de Charmes. Sur le sommet de Borville, on monta, de neuf heures du soir à trois heures du matin, toute l'artillerie qu'on put trouver, même les pièces de cavalerie.

Le général de Castelnau choisit quelques-unes de ses meilleures troupes et les lança, les unes vers une ligne allant de Serres à Herbéviller, les autres vers une ligne allant de Haraucourt à Flainval. Malgré tout, l'ennemi continuait à progresser. Il avait refoulé notre 10ᵉ division de cavalerie qui se trouvait entre Lamath et Borville. Une de ses plus fortes colonnes sortait de la forêt de Franconville. Tout à coup il se heurta à une énergique résistance près de Saint-Boingt et près d'Essey-la-Côte. Notre artillerie lourde, établie à Belchamp (cote 413), tenait sous son feu la route de Lunéville à Bayon.

Au soir du 24 août, l'état-major allemand avait vu apparaître un danger pour ses communications avec l'Allemagne. La voie de Lunéville à Arracourt pouvait être coupée. Notre front s'étendait de Champenoux à Courbessaux par Réméréville. Le 20e corps s'était avancé jusqu'à une ligne allant d'Haraucourt à Rosières-aux-Salines par Flainval.

La Première Armée, dont l'état-major était à Rambervillers, allait reprendre énergiquement l'offensive. Sa droite marchait vers Raon-l'Étape et Baccarat. La 13e division (21e corps), sous les ordres du général Bourdériat, attaquait par la rive gauche. La 26e brigade l'appuyait, en attaquant par la rive droite. Le 8e corps avait pour objectif Moriviller; le 13e corps, Ménarmont.

A ce moment, l'ennemi ne se rendait pas encore un compte exact de ce que valaient nos soldats et nos chefs. Il se croyait encore absolument sûr de vaincre et de vaincre vite. Ses communiqués affirmaient : « Nous continuons à poursuivre les Français. Le Donon a été pris d'assaut. Notre ligne victorieuse atteint Blainville, Gerbéviller, Flin, Sainte-Pôle, Cirey. Les troupes françaises battues et décimées sont sur la rive gauche de la Meurthe. » Le 25 août, décidé à s'ouvrir un passage coûte que coûte, il dirigea une attaque entre Raon-l'Étape et Thiaville. Le général badois Stenger, commandant la 58e brigade (XIVe corps allemand, 112e et 142e d'infanterie bavaroise), signa cet ordre : « A partir d'aujourd'hui, il ne sera plus fait de prisonniers. Tous les prisonniers seront massacrés. Derrière nous ne restera aucun ennemi vivant. »

Trois soldats de Stenger ont, sous la foi du serment, déclaré et signé ceci : « Dans la forêt de Thiaville, une douzaine de blessés français reçus à merci ont été achevés. » Deux autres Badois ont déclaré de même : « Le long de la route de Thiaville, une de nos compagnies achevait les blessés qui gisaient dans les fossés ». C'était le programme allemand de Gerbéviller appliqué aux militaires.

Près de Thiaville, depuis deux heures de l'après-midi jusqu'à quatre heures du matin, nos soldats avaient creusé quelques tranchées. Avant le jour, l'artillerie lourde de l'ennemi commença à tonner. Bientôt, son infanterie sortit du village. Après onze heures de combats ininterrompus, une partie de nos troupes se replièrent à travers les bois; une autre gagna la Bellotte, puis le col de la Chipotte. Le centre de notre Première Armée fut forcé de quitter la forêt de Glonville et les hauteurs de Ménarmont qui dominent Rambervillers. L'ennemi, débouchant de la forêt de Glonville, se rua en masse à Ménil-sur-Belville.

Le 25, les forces allemandes soutenues par une artillerie formidable, donnèrent l'assaut aux pentes de Réménoville, pour marcher sur Rozelieures. Notre 16e et notre 15e corps avaient pris l'initiative du combat. Le 16e corps était entré à Einvaux. Mais l'ennemi nous repoussait de Rozelieures et de la partie principale de la forêt de Lalau. Son avance devenait inquiétante. De ce côté, le général de Castelnau lança de la cavalerie avec le second bataillon de chasseurs. La forêt de Lalau fut dégagée. Nos soldats s'y cramponnaient, en attendant que l'attaque du 16e, du 15e et du 20e corps sur le flanc ennemi, eût donné les résultats espérés. Cependant nos canons de Borville continuaient leur œuvre de salut. Déjà, des bataillons allemands lâchaient pied et abandonnaient Rozelieures. Notre cavalerie saisit l'occasion au vol : d'une part, elle se glissa entre la forêt de Lalau et les bords de l'Euron; d'autre part, elle occupa Saint-Boingt. L'impulsion était donnée à toutes nos troupes. Notre 8e corps s'arrêta dans sa retraite et, de nouveau, alla de l'avant vers Essey-la-Côte qu'il reprit.

Rozelieures nous appartenait. Nous arrivions, sur la Mortagne, près de Lamath et, sur la Meurthe, près de Blainville. Lunéville allait-il être délivrée? Pas encore

Notre cavalerie était épuisée. L'ennemi gardait des positions solides sur la rive droite de la Mortagne. Mais, dès cette heure, il dut comprendre qu'il n'atteindrait pas la Moselle.

A notre 20e corps incombait un rude travail. Près de Flainval, il dut tenir tête à de grosses forces bavaroises. Près de Drouville, il gagna du terrain, et finit, à la troisième reprise, par occuper la forêt de Crévic. Près de Courbessaux, à six kilomètres au nord de Crévic, notre attaque nous avait d'abord coûté terriblement cher, tant l'ennemi avait de mitrailleuses. Mais nos 75, amenés au galop, jonchèrent le sol de cadavres. Au fond d'une tranchée allemande, une section entière fut muée en un macabre musée de cire, « dans la position de mise en joue ». Près de Vitrimont, sur un front de 4 kilomètres on releva 4.500 morts. Les 21e et 15e corps bavarois laissaient 12.000 hommes par terre. Bien que, près d'Hoéville, une de nos divisions de réserve, violemment prise à partie, eût reculé jusqu'à Champenoux, nous occupions, vers neuf heures du soir, les sommets de Sommerviller, de Flainval, d'Hudiviller : notre front s'étendait de Saint-Nicolas-du-Port à Manoncourt. Le lendemain, le 8e corps s'emparait de Clézentaine et son front allait jusqu'au Bois des Fays. Le 16e corps s'emparait de Lamath, de Xermaménil, de Mont-sur-Meurthe. Enfin, le 20e corps disposait son front sur une ligne allant de la Faisanderie au Bois de Crévic par Frescati, Deuxville et Maixe.



SAINT-NICOLAS-DU-PORT. — VUE PANORAMIQUE. Photo Polak.

Alors le Haut Commandement se déclara « heureux de porter à la connaissance des troupes l'exemple de ténacité et de courage donné par la Première et la Seconde Armées, dans des batailles où 700.000 hommes étaient aux prises ». Nos deux armées, après une retraite qui aurait pu leur être fatale, avaient repris l'offensive en combinant leurs efforts. L'ennemi pliait devant elles et son recul leur permit de constater l'énormité de ses pertes. Elles se battaient depuis quatorze jours, sans un moment de répit, avec une admirable confiance dans la victoire, qui toujours appartient au plus opiniâtre.

L'ennemi se vengea, le 25 août, de son échec à Rozelieures en frappant Lunéville d'une contribution de 650.000 francs « à verser en or et en argent jusqu'à 50.000 francs ». Prétexte : les habitants avaient tiré sur la Croix-Rouge. En vain le maire de Lunéville, M. Georges Keller, les conseillers municipaux et les habitants

affirmèrent qu'aucun attentat de ce genre n'avait été commis par la population. La vérité est que des soldats allemands tiraient des coups de feu au hasard, dans les rues. L'ennemi brûla une centaine de maisons, en s'y reprenant à deux fois. Sous les balles, le maire de Lunéville fit le tour des faubourgs, afin de communiquer son calme à ses administrés. Enfin, le commandant de place von Forsetinder ordonna à ses soldats d'interrompre l'œuvre de destruction.

Après les torches incendiaires, vinrent les obus. Le duel d'artillerie dura quinze jours sans interruption. « On se jetait sur son lit tout habillé, dans l'appréhension d'un projectile, de l'incendie, de l'intrusion d'un Allemand, d'un ordre de départ. Le jour apportait un peu de soulagement. De grosses pièces allemandes, installées dans la ville, tiraient toujours quatre coups de suite, qui faisaient tout trembler dans les maisons ».

Un sous-officier allemand organisa le pillage. Il connaissait la ville mieux que personne, l'ayant habitée pendant de longues années et ayant invité certains notables à ses chasses ou à sa table. Il allait droit aux plus riches maisons et, sans tâtonner, indiquait le coffre-fort qu'il faisait transporter à la gare par ses soldats. Ses chefs lui laissaient la direction des principales affaires. Aux pillards qu'il guidait, tout était bon, jusqu'aux chemises et aux bas de laine. Ils détruisaient et souillaient ce qu'ils n'emportaient pas. Les plus insatiables des officiers appartenaient à l'état-major bavarois. Ils avaient fait leurs preuves à Badonviller et à Raon-l'Étape. Avec eux, rivalisaient d'ardeur les Prussiens du 99[e] d'infanterie, lequel, répétons-le, était précisément celui de Saverne, du colonel Reuter et du lieutenant Fortsner. Par les soupiraux entre-bâillés, les habitants voyaient leur argenterie, leurs bijoux, leurs tableaux, leurs

Proclamation

A la Population de Lunéville

Les troupes allemandes se sont emparées de la Ville de Lunéville.
Les armées françaises sont battues sur toute la ligne. Le corps allié des Anglais est dispersé.
Les Autrichiens et les Allemands pénètrent victorieux dans la Russie.

Je m'adresse au bon sens de la population de Lunéville pour m'aider au rétablissement de l'ordre dans la Ville et la remettre dans son état normal.

Il est arrivé qu'à Lunéville des convois de blessés, colonnes et bagages ont été attaqués par des habitants ne faisant pas partie de l'armée, ce qui contrevient aux lois de la guerre.

L'armée allemande fait la guerre aux soldats et non aux citoyens français. Elle garantit aux habitants une entière sécurité pour leur personne et leurs biens aussi longtemps qu'ils ne se priveront pas eux-mêmes, par des entreprises hostiles, de cette confiance.

Le Commandant de la Ville porte à la connaissance publique les dispositions suivantes :

I — L'état de siège est déclaré dans la contrée occupée par les troupes allemandes.

II — Seront punies de la peine de mort toutes les personnes :

1. Qui prendront les armes contre les personnes appartenant aux troupes allemandes ou faisant partie de leur suite ;
2° Qui détruiront les ponts, endommageront les lignes télégraphiques ou téléphoniques, les chemins de fer, les munitions, les provisions ou les quartiers des troupes, rendront les chemins impraticables ;
3° Qui arracheront ces affiches ;
4° Qui entreront en communication avec les troupes françaises.

III — Il est défendu pour tous les habitants :

1° Tout attroupement dans les rues ;
2° De se promener dans les rues après 7 heures du soir (heure française) ;
3° De quitter la Ville après 7 heures du soir ou avant 5 heures du matin, sans laissez-passer de l'autorité allemande.

IV — Quiconque abrite des soldats de l'armée française doit les dénoncer, quiconque retient des armes ou des munitions doit les livrer au corps de garde, rue d'Alsace 39.

V — Les autorités allemandes ont l'intention de prendre soin de la subsistance des troupes de même que des habitants.

Aussi l'intérêt de la population exige-t-il que les habitants rentrent dans leurs maisons, ouvrent les portes et volets, reprennent le commerce et leur travail pour rassurer l'approvisionnement régulier des hommes.

VI — Les autorités de la Ville, la police et la gendarmerie doivent venir se mettre à la disposition de l'autorité militaire allemande.

VII — Les habitants qui auraient à se plaindre des soldats doivent s'adresser au Commandant du corps de garde dans le plus bref délai.

VIII — Les détails pour l'exécution de cet article seront publiés prochainement.

Lunéville, le 28 août 1914

GOERINGER,
Général Commandant en Chef des troupes à Lunéville

PLACARDS A LUNÉVILLE.

AVIS AU MAIRE

Ordre de Réquisition

La Commune de Lunéville fournira jusqu'au 1er Septembre 1914, sous peine d'amende de 300.000 fr. en cas de refus ou d'opposition

1° 100 000 cigares, ou 200.000 cigarettes, ou 5.000 kilos de tabac ;
2° 50.000 litres de vin (en tonneaux ou en bouteilles).
3° 1.000 kilos de thé ou de cacao.
4° 10.000 kilos de sucre.
5° 1.000 kilos de café torréfié.
6° 1.000 bas de laine.
7° Une quantité de savon, de papier de toilette ou de papier coupé, un grand nombre de mouchoirs et de couteaux ;
8° 10 kilos de glycérine ;
9° 10 kilos de graisse.

J'ajoute expressément que tous les objets à livrer doivent être de première qualité et que dans tous les cas contraires la Commune en serait rendue responsable.

Toute réclamation passe pour nulle et non arrivée.

Crion, le 29 Août 1914.

Le Commandant en Chef du 1er Corps bavarois d'armée de réserve

Von FASBENDER.


LUNÉVILLE. — ARRIVÉE DES ALLEMANDS LE 23 AOUT 1914.
Photo Ritter.

meubles précieux, leurs pianos, transportés vers quelque train spécial qui haletait en gare. Bien entendu, les pendules furent toutes du voyage. Elles parvinrent absolument intactes, grâce à un capitonnage de soieries, lingeries de luxe, broderies et guipures. Beaucoup de belles choses furent choisies sur place par les femmes d'officiers. En vérité, *elles* étaient là. Ces dames n'auraient pas voulu laisser à leurs maris tout le poids d'une si importante opération militaire. Elles les guidaient de toute leur expérience et les stimulaient de toute leur passion. Interrompant parfois leur accablant travail (on est femme, après tout), elles aspiraient l'arome de quelque précieux flacon de cristal, vite englouti dans leurs vastes poches secrètes, puis essayaient, devant une glace, l'effet de quelque chapeau ou de quelque fourrure. Dans une maison tout près du Bosquet, une servante que la curiosité. entraînait aux plus téméraires imprudences regarda par la serrure d' un salon Elle vit une Allemande couverte de pied en cap de nos dentelles lorraines, et qui se mirait.

— Oh! chuchota-t-elle en se tournant du côté de la cave, on dirait un chien savant.

Le dernier mot fut entendu des pillards. « Savant! » L'officier, mari de la dame, se rengorgea. Il était justement docteur de l'Université d'Iéna. Cet intellectuel réalisait là son idéal.

Disons tout de suite que, le 11 septembre, à six heures, une automobile s'arrêta devant la maison de M. Keller. Deux officiers en descendirent, puis deux sous-officiers baïonnette au canon, puis M. Keller. Mme Keller s'avança. Un des officiers lui dit :

— Madame, nous emmenons M. le Maire.

— Où l'emmenez-vous donc?

— Nous ne savons pas.

M. Keller s'approcha :


LUNÉVILLE. — L'HOTEL DE VILLE ET L'ÉGLISE SAINT-JACQUES. Photo Ritter

— Servez-moi vite à manger et remplissez ma petite valise.

Ces mots tranquilles rendirent le sang-froid à tout l'entourage. Une demi-heure après, l'automobile repartait. A huit heures du matin, le lendemain, M. Keller revenait radieux. Les Allemands avait quitté la ville au petit jour, après avoir fait sauter les ponts derrière eux, et avoir contraint M. Keller à prendre la tête des colonnes ennemies jusqu'à trois kilomètres de la ville. Le soir même, une division française arrivait sous les ordres du général Bigot.


GÉNÉRAL BIGOT Photo Henri Manuel.

La maison de M. Keller, c'est celle où fut signé, le 9 février 1801, après les victoires de Marengo et Hohenlinden, le traité de Lunéville. Dans l'escalier, se dressent toujours les candélabres qui éclairèrent les plénipotentiaires. Ce traité fondait en Italie la République Cisalpine, presque immédiatement élargie en République italienne sous la présidence de Napoléon. L'Autriche reconnaissait les transformations que la France avait opérées en Suisse et en Hollande, c'est-à-dire la République Helvétique et la République Batave. Le Pape rentrait dans ses Etats. Parmi les officiers français qui accompagnèrent les plénipotentiaires à Lunéville, se trouvait le capitaine Sigisbert Hugo, fils d'un menuisier de Nancy et père de Victor Hugo, le poète de l'Année Terrible. Hélas ! le mot *terrible* semble étrangement faible, quand on l'applique aux années 1914-1915-1916-1917....

Les témoignages du maire de Lunéville mettent en pleine lumière la perfidie et la barbarie allemandes. Le 21 août, en allant au-devant de l'état-major ennemi, il s'était déclaré responsable de tout ce que la population ferait. Le général avait répondu :

— Les habitants n'ont rien à craindre, s'ils ne commettent aucun acte d'hostilité contre nous. Mais, s'ils attaquent un seul de mes soldats, vous serez fusillé.

Pendant les premiers jours, les chefs logés dans sa maison répétaient : « Vous ne devez pas croire aux accusations portées contre nous dans d'autres villes. Nous ne sommes pas des barbares. »


LUNEVILLE. — LA SOUS-PRÉFECTURE APRÈS L'INCENDIE Ritter éditeur

— J'arrivais presque à le penser, avoue M. Keller. Tout à coup, le 25 août, je me trouvai en présence de soldats qui tiraient des coups de fusil sur les fenêtres d'une maison. J'allai vers



LUNÉVILLE. — HABITATION DE M. KELLER. Photo Ritter.

l'officier qui les commandait et je lui dis : « Vos chefs, logés chez moi, maire de Lunéville, m'ont affirmé qu'ils ne permettraient aucune violence ! » L'officier s'écria : « On a tiré sur nos hommes par les fenêtres de cette maison et par celles de beaucoup d'autres maisons de la ville. — Venez avec moi, répliquai-je et promenons-nous ensemble dans toute la ville. Vous verrez que le calme le plus complet n'a cessé d'y régner. » A quelques pas plus loin, je vis le cadavre d'un de mes concitoyens. L'officier s'arrêta : « Celui-là a été tué par les balles qui partaient de cette maison ». Il me montra la maison du sacrificateur à côté de la synagogue. « — C'est impossible. L'homme qui habite là est incapable de nuire à personne. Entrons. — Ce n'est pas la peine. Nous avons fusillé les personnes qui habitent ici. — Même la jeune fille. — Oui ». Je ne pus m'empêcher de murmurer : « Malheureuse ville ! Où s'arrêteront tes bourreaux? » L'officier se mit à rire et ordonna à ses soldats de me contraindre à hâter le pas. Au loin, des cris déchiraient l'air et des maisons prenaient feu. L'officier riait toujours. Je lui dis : « Conduisez-moi à la *Kommandantur* : le général m'attend ». Là-dessus, les soldats et leur chef me quittèrent. Je courus à la mairie. Elle brûlait. Mes concitoyens se pressaient autour de moi, me racontant mille atrocités commises coup sur coup. Or, pendant ces moments d'horreur, les généraux qui logeaient chez moi glorifiaient, devant Mme Keller, les bienfaits de la civilisation allemande et



LUNEVILLE. — RUE CASTARA ET SYNAGOGUE APRÈS L'INCENDIE.
Ritter éditeur.



BACCARAT. — LA MAIRIE. Photo Rol.

lui juraient que le plus constant désir de l'empereur était de nouer une amitié durable avec la France.

A Hénaménil, près de Lunéville, dès que notre artillerie commença à tonner, les Allemands qui occupaient le village enfermèrent les habitants dans l'église. Comme une femme avait réussi à s'échapper pour chercher du lait à ses petits enfants, un capitaine d'infanterie allemande hurla : « Fermez les portes de l'église. Il faut que les Français tirent sur leur peuple. » Dans l'église, vingt-cinq personnes furent tuées. A la sortie, deux femmes et deux enfants furent abattus par les Allemands.

Au village de Chanteheux, près de Lunéville, les soldats allemands suivant leur mot d'ordre affirmaient : « Des civils ont tiré ». L'instituteur s'avança vers un officier et lui dit : « Aucun habitant n'a tiré. Je vous en donne ma parole d'honneur. » L'officier lui cria : « Ignobles Français, ne parlez pas d'honneur, aucun de vous n'en a ».

La villa du général Lyautey à Crévic fut pillée, puis incendiée par des soldats sous la conduite d'un officier, aux cris de : « A mort, Madame Lyautey! » (*Frau Lyautey kaput*). Quand nous signalâmes ce simple petit fait au général Lyautey, il dit en souriant : « Décidément, les Allemands dépassent toute idée qu'on se fait d'eux. S'ils avaient crié : A mort le général Lyautey!, c'eût été trop naturel. Mais crier : A mort, Madame Lyautey!, c'est trop beau ». Puis, la colère le prenant peu à peu, le général murmura : « Je crois que je ne mourrai tranquille que si je vois brûler la maison d'un général allemand ». Brusquement, il s'arrêta : les yeux du chanoine Collin, de Metz, s'étaient attachés sur lui. Mais la main du chanoine esquissa un geste d'absolution.

Comme presque toutes les communes de la région, la ville de Baccarat fut pillée, et sa partie centrale, autour de l'église, incendiée. Après le pillage, le général Fabarius, commandant d'artillerie du 14e corps badois,

AVIS à la POPULATION

Le 25 Août 1914, des habitants de Lunéville ont fait une attaque par embuscade contre des colonnes et trains allemands. Le même jour des habitants ont tiré sur des formations sanitaires marquées par la Croix Rouge. De plus on a tiré sur des blessés allemands et sur l'hôpital militaire contenant une ambulance allemande.

A cause de ces actes d'hostilité, une contribution de 650,000 fr est imposée à la commune de Lunéville. Ordre est donné à M. le Maire de verser cette somme, en or et en argent jusqu'à 50,000 fr., le 6 Septembre 1914, à 9 heures du matin, entre les mains du représentant de l'autorité militaire allemande. Toute réclamation sera considérée comme nulle et non avenue. On n'accordera pas de délai.

Si la Commune n'exécute pas ponctuellement l'ordre de payer la somme de 650.000 fr., on saisira tous les biens exigibles.

En cas de non paiement, des perquisitions domiciliaires auront lieu et tous les habitants seront fouillés. Quiconque aura dissimulé sciemment de l'argent ou essayé de soustraire des biens à la saisie de l'autorité militaire, ou qui cherche à quitter la Ville, sera fusillé.

Le Maire et les otages, pris par l'autorité militaire, seront rendus responsables d'exécuter exactement les ordres sus-indiqués.

Ordre est donné à M. le Maire de publier tout de suite ces dispositions à la Commune.

Hénaménil, le 3 Septembre 1914

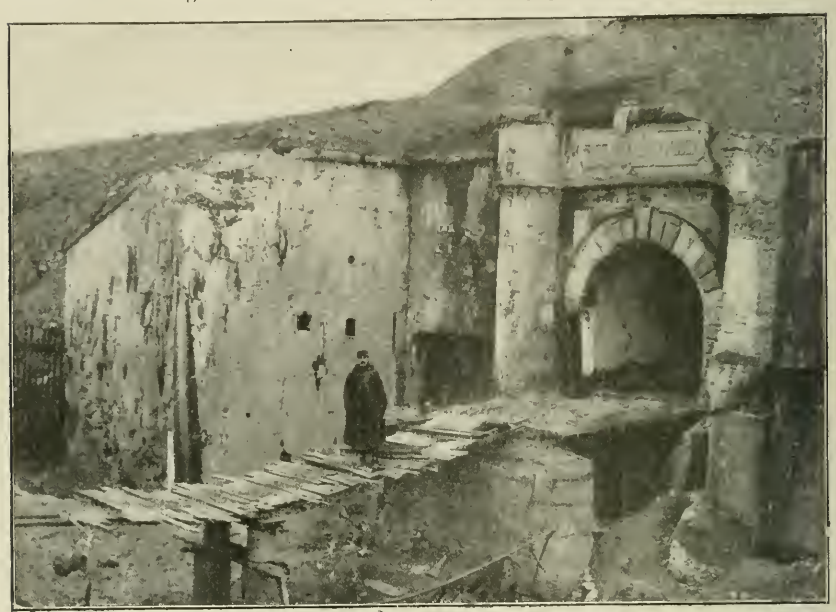
Le Général en Chef

Von FASBENDER

PLACARD AFFICHÉ A LUNÉVILLE.

déclara avec une surprise qu'il jugeait flatteuse pour la municipalité: « Jamais je n'aurais supposé que dans une ville si petite, il pût y avoir autant de bouteilles de vin fin. Nous en avons recueilli plus de cent mille ».

Au cours de ses déprédations et de ses atrocités, l'ennemi n'a pas pu s'empêcher de rendre hommage à l'humanité et à la dignité des paysans lorrains. Nous lisons,



MANONVILLER. — L'ENTRÉE DU FORT APRÈS L'EXPLOSION. Photo Polak.

dans le carnet d'un Allemand, cette description d'Einville, près de Lunéville, pendant la nuit du 24 août :

« Nuit sinistre ! Les grands blessés ont été portés dans la vaste villa d'un notaire. Faute de place, on les a couchés côte à côte dans le jardin. Les médecins, en travaillant nuit et jour, ne viennent pas à bout de leur tâche effroyable. Six voitures traînées par des chevaux et conduites par des habitants du pays, transportent vers la fosse commune des morts entassés. Derrière eux marchent le vieux curé et son vicaire. Partout des morts dans les environs. Parmi cette affreuse jonchée, de pauvres paysans d'Einville m'ont aidé à chercher un officier de mes amis. Ils l'ont fait à la sueur de leur front. Quand j'ai voulu leur donner de l'argent pour leur rude peine, ils ont unanimement refusé. »

Le fort de Manonviller, construit près d'Avricourt pour protéger la route de Lunéville et la vallée de la Vezouze, capitula le 27 août. Sa garnison comptait un millier d'hommes. Les Allemands, de leur aveu, s'en étaient procuré tous les plans jusque dans le moindre détail. Sur une plateforme bétonnée, construite d'avance près de la gare d'Avricourt, ils avaient établi un mortier de 420. Le bombardement, qui commença le 25 au soir, eut tout de suite raison des assiégés.

Vers le Luxembourg Belge et les Ardennes.

PROCLAMATION

Il est strictement défendu aux habitants de tout sexe de quitter leurs maisons tant que cela n'est pas absolument nécessaire pour faire de petites courses, afin d'acheter des vivres ou abreuver le bétail. De nuit il est absolument défendu de quitter les maisons dans toutes les circonstances.

Quiconque essaie de quitter la localité, de nuit ou de jour, sous quelque prétexte que ce soit, sera fusillé.

Arracher les pommes de terre ne peut se faire qu'au consentement du Commandant et à la surveillance militaire

Les troupes allemandes ont l'ordre d'exécuter strictement ces dispositions, par des sentinelles et des patrouilles, qui sont autorisées à tirer sur quiconque manque à cette disposition.

Le Général Commandant en Chef.

PLACARD AFFICHÉ A LUNÉVILLE.

Pendant que l'ennemi se déployait bruyamment vers la Belgique et vers la Lorraine, il préparait en silence une puissante attaque dans la région du Luxembourg. C'était alors pour lui le centre. Tous les professeurs d'art militaire, en Allemagne, depuis Moltke jusqu'à Bernhardi, ont pour premier article de leur doctrine: attaquer au centre, percer au centre à tout prix; l'attaque au centre décide la victoire et l'enveloppement par les ailes la couronne.

A la tête des forces du centre, accumulées dans les camps de Malmédy, de Saint-Vith, des Trois-Vierges, d'Elsenborn, Guillaume II avait placé l'espoir de la monarchie impériale, le kronprinz.

A côté de l'armée du kronprinz de Prusse (5[e] armée), se tenait l'armée du duc Albert de Wurtemberg (4[e] armée).

L'armée de Von Hausen, ministre de la guerre en Saxe, 3[e] armée, dont une partie avait combattu à Dinant, allait, elle aussi, diriger son action sur les Ardennes. Au total, seize corps.

En face de toutes ces forces, se trouvaient notre 3[e] et notre 4[e] armées.

Elles avaient mission de marcher vers la Lorraine annexée, d'assiéger ou de masquer Metz, enfin de donner la main à notre seconde armée.

A l'aile gauche de notre 4[e] armée, notre 5[e] avait pour mission de couvrir la frontière franco-belge et d'interdire à l'ennemi l'accès de la haute vallée de l'Oise

Derrière l'aile gauche de notre 5[e] armée, autour de Vervins, une 6[e] armée allait se rassembler, pour parer à toute tentative d'enveloppement.

Dès que la neutralité belge fut violée, notre 5[e] armée se porta sur la Sambre par une marche rapide, afin de boucher la fissure qui se produisait en avant d'elle. En même temps, la 51[e] division de réserve (général Bouttegourd)



NEUFCHATEAU. — CHATEAU DE BOURLEMONT. Photo Crété.

était envoyée en flanc-garde à droite, aux bords de la Meuse, entre Fumay et Namur.

A nos troupes massées en face du Luxembourg et des Ardennes, depuis Longwy jusqu'à Monthermé, incombait la triple tâche d'arrêter l'ennemi, de le refouler et de couper ses communications avec Aix-la-Chapelle.

La région où elles opéraient semble tout entière organisée par la nature



FROUARD. — LA GARE. (Roset éditeur.)

pour servir de piège à des armées. Pas de vues, ou ce qui est encore pis, de fausses vues.

Le voyageur qui, de Montmédy, marche vers Virton, Arlon ou Neufchâteau, est à chaque pas, assailli par des surprises. Il croit, par exemple, pouvoir arriver de plain-pied, en quelques minutes, à ce village dont il aperçoit le clocher d'ardoise pointant derrière une éminence. Tout à coup, il constate qu'entre ce village et lui s'ouvre une gorge profonde où coule, à demi cachée sous des roseaux et des saules, une rivière dont le pont le plus proche est fort loin. Partout s'élèvent des coteaux à pic; partout s'enchevêtrent des chemins encaissés et des défilés tortueux; partout, hérissées, tragiques, marécageuses en leurs bas-fonds, pierreuses en leurs crêtes, moutonnent des forêts. Les plaines mêmes, si parfaitement nivelées en apparence et si gracieusement décorées de meules, peuvent devenir de formidables machines de guerre : en telle de leurs imperceptibles ondulations, se dissimulent aisément des armées.

Plus encore que les plaines, les rivières abondent en traîtrises. La Chiers dessine les boucles les plus déconcertantes. La Semoy qui, de sa source à son embouchure, n'aurait à faire que 45 kilomètres, s'amuse à en faire près de 140. Dans ces rivières, les gués ne sont accessibles qu'aux gens du pays qui les connaissent à fond et savent escalader des bords peu accueillants. La cavalerie s'y noierait, et, plus vite encore, l'artillerie.



GÉNÉRAL LEFÈVRE. Photo Manuel.

Paliseul et la forêt de Suchy.

Voilà le décor. Voici le drame.

Notre 3e armée avait pour chef le général Ruffey. Né en 1851 à Dijon, ancien élève de l'École polytechnique et de l'école de Guerre, auteur d'importants travaux sur l'artillerie, Ruffey, après avoir commandé l'artillerie dans l'expédition de Madagascar, avait été nommé professeur à l'École de Guerre, général de brigade en 1905, général de division en 1910, enfin commandant du 13e corps à Clermont-Ferrand. A la veille de la guerre, il était au nombre des rares artilleurs français qui réclamaient de l'artillerie lourde.

Cette armée, prête à se porter sur Longwy, occupait un front s'étendant de Jametz à Étain. Son aile droite, opérant dans la Woëvre, en s'appuyant sur les places fortes de Toul et de Verdun, était placée sous les ordres du général Maunoury ; elle devint par la suite l'Armée de Lorraine.

Notre 4e armée avait pour chef le général de Langle de Cary. Né à Lorient en 1849, sorti premier de Saint-Cyr, officier d'ordonnance du général Trochu, en 1870, blessé d'une balle dans la poitrine à Buzenval, de Langle avait été nommé professeur à l'École de Guerre en 1886, général de brigade en 1900, général de division, en 1906. Il commandait le 8e corps à Bourges, en 1912.

Cette. 4e armée se composait du 2e corps (général Gérard), chargé d'assurer la liaison avec la 3e armée; du corps colonial (général Lefèvre), du 12e corps (général Roques), du 17e (général Poline), du 11e (général Eydoux), enfin du 9e corps (général Dubois), établi sur la gauche, au premier rang pour l'attaque. Le 9e corps avait appris avec enthousiasme qu'il allait prendre part aux actions décisives de la région du Nord-Est. Son embarquement à l'improviste sur le quai de la gare de Frouard, près de Nancy, s'était exécuté avec une précision toute mathématique.

Au total, pour nos deux armées, onze corps.

L'ennemi, ayant passé la Meuse, le 19, entre Seraing et Huy, se mit en marche le lendemain, d'une part vers Neufchâteau (Belgique), d'autre part vers Longwy. Chacun de ses corps se doublait d'un corps de réserve.

Tous nos hommes attendaient le combat avec impatience. Ils commentaient les succès de leurs camarades en Alsace-Lorraine. « Et nous! Est-ce qu'on nous oublierait ici? » Les chefs répondaient : « Patience! Notre heure viendra ».



GÉNÉRAL EYDOUX. Photo Manuel.



GENERAL POLINE. (Photo Waléry).

La 4e armée commença de nuit ses opérations pour échapper aux regards des aviateurs ennemis. On voulait qu'elle tînt, dès le 21 au matin, les débouchés au Nord de la Semoy. Le général Dubois porta aussi avant qu'il pût ses avant-gardes, en Belgique, sur la rive droite de la rivière, depuis Houdremont jusqu'à Vivy. On comptait sur le 9e corps pour arrêter l'armée de Von Hausen en marche vers Givet. Cet endroit n'était-il pas le point sensible? Plus on s'en approche, plus la région ardennaise apparaît accidentée, découpée et recouverte. Énormes massifs forestiers, villages clairsemés, routes très rares et très étroites. Les sentiers qui descendent à pic vers la Semoy demeurent presque tous inutilisables pour l'artillerie. En été, la rivière ne forme obstacle que par les escarpements boisés qui la bordent.

Le général Eydoux, avec son 11e corps, devait opérer sur la frontière belge, entre Bazeilles et la Chapelle ; le général Poline, avec son 17e corps, se tenait prêt à quitter la ligne Messincourt-Pure ; le général Roques, avec son 12e corps, prêt à quitter la ligne Matton-Margut; le général Lefèvre, avec son corps colonial, prêt à quitter la ligne Margny-Chauvency-le-Château-Brouenne-Stenay; le général Gérard, avec son 2e corps, prêt à quitter la ligne Grand-Verneuil-Montmédy-Jametz. Tous étaient invités expressément à dissimuler leurs opérations et à empêcher leurs avant-postes de tirailler contre les .groupes ennemis qui entreprenaient un mouvement de flanc.

A la 3e armée, l'ordre arriva de prendre l'offensive « dans la direction générale d'Arlon ». Elle devait s'avancer à la fois par Virton, par Tellancourt, par Beuveilles, en échelons successifs. A gauche, le 4e corps demeurait en liaison avec la 4e armée. A droite, le 6e corps plaça une de ses divisions en flanc-garde du côté de Metz.

Les armées allemandes, que renforçaient sans cesse des régiments amenés à toute vapeur, continuaient à avancer de forêt en forêt. Quand les forêts faisaient défaut, les hommes, revêtus tous d'uniformes couleur de terre, rampaient à travers blés et avoines. Çà et là, quelques détachements, toujours les mêmes, se laissaient voir à nos aviateurs, pour faire croire que rien d'autre n'entrait en jeu. D'ailleurs, là comme partout, nos avions étaient inférieurs en rapidité et surtout en nombre. A tort, on crut que le kronprinz se dirigeait vers l'Ouest, tandis qu'il avait pour objectifs Longwy et Verdun. Le 22 août, il accéléra encore la marche de son armée vers Longwy.

Tout à coup, nos troupes ayant quitté la ligne Virton-Tellancourt-Beuveilles-Mercy-le-Bas-Xivry-Landres, rencontrèrent l'ennemi sur la ligne Virton-Audun-le-Roman.

La lutte s'engageait dans l'espace compris entre Thionville, Longwy, Montmédy et Verdun, bizarre quadrilatère coupé par la vallée de la Chiers, un des lieux du monde les plus difficiles à étudier en son infinie diversité de détails.

Les Allemands le prenaient pour objet de continuelles investigations. C'est ce que, trop souvent, a pu constater celui qui écrit ces lignes. Prévoyant l'importance que cette région devait avoir dans la grande guerre dont il observait les préparatifs







Général GÉRARD

en Allemagne, il est allé chaque année, de 1902 à 1912, planter sa tente près de Montmédy. Les excursions qu'il faisait, carte en main, lui causèrent la fâcheuse surprise d'être amené à Montmédy avec une escorte de soldats français, baïonnette au canon. Conduit devant le commandant de place, il fut vite reconnu et remis en liberté avec de cordiales excuses. Mais il songeait, non sans tristesse, aux espions allemands, si nombreux aux alentours et qui réussissaient si bien à n'éveiller l'attention d'aucune autorité.

A la veille même de la bataille qui, depuis les environs de Metz jusqu'aux environs de Givet, devait mettre nos troupes aux prises avec les masses prussiennes, saxonnes, wurtembergeoises, posnaniennes, poméraniennes, notre haut commandement ne possédait que des renseignements très incomplets sur l'ennemi. Certaines de nos avant-gardes, englouties dans les profondeurs vertes des forêts, ne pouvaient se faire une idée exacte de la situation. De là, des escarmouches aboutissant soudain au massacre de nos hommes et de nos officiers. Au contraire, l'ennemi avait deviné le plan de la marche oblique que nous avions résolu d'exécuter. Il nous serrait de si près que nos avant-gardes, au moment de faire halte, voyaient des patrouilleurs allemands déguerpir du cantonnement choisi par elles.

Au dur soleil des jours précédents, succédaient les brouillards et les averses. La forêt paraissait aussi inquiétante qu'impénétrable. Alors l'ennemi ne se dissimula plus qu'aux regards. Ses coups de feu éclatèrent de tous côtés. L'impatience de nos hommes, surexcitée par une énigmatique obsession, s'accrut jusqu'à la fureur. Plus d'un murmurait . « Il faut en finir ». Et l'on n'avait même pas commencé.

La journée du 22 août fut marquée par de sanglants combats.

Le 11e corps, s'avançant vers Maissin, buta contre des forces ennemies qui l'obligèrent à refluer. Après une longue lutte sous bois, il parvenait à reprendre le village de Paliseul. Mais bientôt l'ennemi, à qui arrivaient sans cesse des renforts, gagna de nouveau beaucoup de terrain. Une compagnie du génie dut couvrir notre retraite.

Le 17e corps marchait vers Jehonville et vers Ochamps. En pleine forêt de Luchy, dans la brume, une de ses brigades fut bombardée par des pièces habilement installées sur une crête au nord de la Lesse. Les gros projectiles firent des ravages dans nos rangs et détruisirent plusieurs de nos batteries. Dans la précipitation d'une retraite désordonnée, la 66e brigade abandonna son artillerie.

Les renseignements qui avaient été donnés au 17e corps portaient simplement que « devant le front de la 4e armée, la région entre la Meuse et la Lesse était occupée par l'ennemi qui s'était retranché derrière cette rivière, face au sud ». Pas d'autre indication, avant la prise de contact. Le commandement du 17e corps n'a jamais reçu avis que le 11e corps constatait « l'avance importante de l'ennemi vers Libramont, et la présence de 50 000 Allemands dans la forêt de Luchy ».

Des groupes épars et des attelages éperdus sortaient de la forêt au galop. Pour rétablir la situation, le général Poline, vaillant messin, fit former un barrage. Les officiers d'état-major disponibles arrêtaient les groupes et s'appliquaient à les remettre en ordre, derrière les obstacles du terrain. Mais les éléments qui formaient le barrage furent emportés par un mouvement de reflux. Impossible de rester plus longtemps dans cette région boisée où il n'existe pour ainsi dire pas de communications transversales. Le 17e corps subissait de lourdes pertes. Les colonels Huc et Détré, ainsi que cinq commandants, avaient été tués.

Ce reflux violent se fit sentir jusqu'à Bouillon et jusqu'à Sedan. Nos amis de Sedan, le 23 au soir, voyaient avec des yeux pleins de larmes un grand nombre d'isolés repris par la prévôté du 9e corps, près de la sous-préfecture d'où Napoléon III

était parti en voiture, le matin du 2 septembre 1870, pour apporter son épée au roi de Prusse.

Le reste du 17ᵉ corps, ayant perdu sa liaison avec le 12ᵉ, se replia derrière la Semoy.

Neufchâteau.

Le 12ᵉ corps, venant des environs de Florenville, avait l'ordre de se porter vers Recogne et Libramont, c'est-à-dire de traverser la forêt montueuse d'Herbeumont. Cette opération difficile s'exécuta fort bien, grâce aux habiles dispositions prises par le général Roques.



GÉNÉRAL RONDONY
(Photo Walery.)

L'action s'engagea près de Saint-Médard, au sud-ouest de Neufchâteau, petite ville forte, aujourd'hui démantelée, qu'entourent des prés, des bois et des ardoisières.

Du premier choc, notre 24ᵉ division enleva le village de Névrancourt, refoula l'ennemi à la baïonnette et parvint jusqu'à la colline de Rossart. Bien que ces succès lui coûtassent très cher, elle passa la nuit sur le terrain conquis.

Vers quatre heures de l'après-midi, le général Roques avait été obligé de disposer ses réserves sur sa droite, pour répondre à l'appel du corps colonial en danger.

Le corps colonial avait l'ordre de s'avancer en deux colonnes vers Neufchâteau. Il devait par conséquent traverser la forêt de Chiny-Neufchâteau-Rulles. Il pensait n'avoir en face de lui que des forces médiocres et déjà ébranlées. Près de Neufchâteau, une de ses colonnes rencontra des lignes puissamment organisées et soutenues par des mitrailleuses. Nos compagnies lancées à l'attaque perdirent une grande partie de leurs hommes et la plupart de leurs officiers. Les survivants tombaient de fatigue devant un ennemi toujours plus nombreux et développant sans répit ses avantages.

Vers la droite, le colonel Neple, à la tête de deux bataillons du 23ᵉ, était blessé mortellement. Pour dégager notre avant-garde, six bataillons attaquèrent le bois d'Ospot. Mais la retraite fut ordonnée à la nouvelle que des renforts arrivaient à l'ennemi. Cependant, il n'alla pas plus avant ce jour-là. Ses pertes dépassaient les nôtres et beaucoup de ses canons étaient hors de service.

L'autre colonne de notre corps colonial avait marché vers Neufchâteau par Rossignol. Elle se heurta à l'ennemi près de Breuvannes. Son artillerie tenta d'arrêter les forces qui s'avançaient par la forêt de Neufchâteau. Mais le pont de Breuvannes, sur la Semoy, s'écroula sous les obus allemands. La colonne était coupée du reste du corps. Le général Rondony, commandant la 1ʳᵉ brigade coloniale, et le général Raffenel, commandant la 3ᵉ division, furent tués. Les débris de nos régiments continuaient à tenir ferme. Le colonel Gallois, du 2ᵉ régiment colonial, fut tué; le lieutenant-colonel Gadoffre, du même régiment, blessé grièvement.

L'ennemi, sans relâche, recommençait son mouvement d'enveloppement. Nos derniers soldats encore valides, sous la conduite du commandant du 3e bataillon, Rey, tentèrent de percer vers le sud-est. Le commandant tomba, frappé d'une balle. Il ne restait plus qu'un homme près du sergent porte-drapeau. Ce sergent, Saris de la Bollardière, se mit en devoir d'enterrer le drapeau dans un fourré de ronces et de prunelliers.

— Apportez-le plutôt près de moi, ordonna le commandant.

Au même moment, une grêle de balles arriva du sud-est. Plus d'espoir de trouée!

— Partageons-nous le drapeau, dit le blessé. Je prendrai la croix de la Légion d'honneur qu'on lui a attachée le 14 juillet 1910.



LIEUTENANT PSICHARI
(Photo Manuel.)

Le sergent donna la croix et enroula l'étoffe autour de son corps, sous sa capote.

Au même moment, nos artilleurs, installés sur les hauteurs de Tintigny et sur une crête au nord de la Semoy, brûlaient les dernières gargousses de leurs pièces, puis les dernières cartouches de leurs mousquetons. Des milliers de cadavres allemands s'étaient accumulés dans les forêts. La nuit venait.

Quelques coloniaux réussirent à s'échapper. Les artilleurs, demeurés debout près de leurs chevaux éventrés, furent faits prisonniers. Au nombre des officiers d'artillerie tués en luttant encore contre un ennemi qui n'était plus qu'à trente mètres, se trouvait le lieutenant Ernest Psichari, petit-fils d'Ernest Renan.

Défense avait été faite à toute l'artillerie française de tirer sur les villages belges.

« Hélas! nous dit à ce propos un de nos artilleurs blessés près de la Semoy, combien de villages français n'avons-nous pas été forcés de détruire plus tard ! »

En vain, la 4e brigade avait essayé de délivrer la 3e division. La 2e division (général Leblois), placée assez loin en arrière, ne put malheureusement pas intervenir à temps.

Quand enfin elle arriva vers Jamoigne, à quatre heures de l'après-midi, elle ouvrit ses rangs aux épaves de la 3e division. Ensuite, jusqu'au lendemain matin, elle résista à l'ennemi qu'entraînait le succès et que favorisait la position.

Virton.

Le 2e corps (général Gérard), en liaison avec le corps colonial, avait marché vers Meix-devant-Virton.

Le 21, à une de ses avant-gardes qui cantonnait à Virton, le bourgmestre de la petite ville était venu dire : « Messieurs, sans vous en douter, vous êtes au beau milieu de l'armée allemande. » Un rapide mouvement combiné par le général Cordonnier sauva cette avant-garde.

Le 22, dans la matinée, le 2e corps, en pleine marche, fut attaqué à la fois au

centre et de front. Pour lui rendre la liberté de ses opérations, une brigade d'infanterie se lançait à l'assaut près de Meix-devant-Virton. Assaut sans aucune préparation, notre artillerie n'étant pas encore arrivée! Les mitrailleuses allemandes, bien établies dans des tranchées, arrêtèrent nos fantassins. Dès que notre artillerie arriva, d'autres assauts furent tentés.

Dans les champs et les prés où s'allongeaient des rangées d'arbres, l'ennemi demeurait invisible. Un à un, les villages s'allumèrent comme des torches. La bataille s'étendit de proche en proche. Le 4e corps, qui faisait partie de la 3e armée, avait, lui aussi, engagé la lutte près de Virton. Le 2e corps le rejoignit. Nous réoccupâmes la ville que nous avions presque entièrement perdue.



GÉNÉRAL LEBLOIS
(Photo Berthelomier.)

Pour la 4e armée, le bilan de la journée pouvait se résumer ainsi : « Une avance insuffisante, mais non une défaite.

Le 4e corps (général Boëlle), opérant à la gauche de la 4e armée et en liaison avec elle, avait reçu l'ordre de marcher dans la direction Vance-Etalle. Il quitta la ligne la Tour-Gomery-Grandcourt, à six heures du matin, par une brume intense. A vingt pas, un bataillon entier pouvait passer inaperçu. Des paysans disaient : « L'ennemi est tout près et en force. » Soudain les mitrailleuses allemandes, établies dans des tranchées, à l'orée du bois de Virton, ouvrirent le feu.

Le général Boëlle avait installé son poste de commandement à la mairie de Virton. Avec sa naïve église de style classique et ses hôtelleries aux noms pompeux qui ne sont que de rustiques auberges, Virton a une bonhomie sans pareille : parler traînant, repas interminables, grasse hospitalité pour les moines, les rentiers et les chasseurs. Nos troupes, dans les rues étroites de la petite ville, ne parvenant pas à reconnaître les positions de l'ennemi, hésitaient sur le chemin à prendre. Leur avant-garde s'était élancée vaillamment. Mais, après avoir perdu beaucoup d'hommes et d'officiers, elle se replia vers Virton. Un de nos bataillons, ayant mal compris l'ordre qui lui était donné, quitta les hauteurs à l'est de la ville : tout de suite, un bataillon allemand s'organisa à sa place et l'empêcha de la reprendre.

L'intention évidente de l'ennemi était de déboucher des forêts au nord de Virton. A tout prix, nous devions l'en empêcher. Nos troupes se cramponnèrent aux flancs des collines. Un déluge de feu s'abattait sur la ville. Le colonel Raymond, qui se tenait devant la mairie, au pied du fronton de style pseudo-grec, tomba frappé d'une balle à la tête. Malgré les tirs de barrage dirigés sur toutes les routes, le général Boëlle transporta son poste de commandement au sud de Virton, entre Ruette et Vieux-Virton. Ce fut à ce moment que le 2e corps vint prendre part au combat. A six heures du soir, malgré des pertes importantes, l'avantage nous restait acquis. L'ennemi était refoulé dans les bois par une charge du 117e Virton, avec ses magasins, ses usines, ses couvents, devenait la proie des flammes. Les obus allemands démolissaient les maisons une à une, après avoir anéanti la gare et les constructions voisines du chemin de fer. La 7e division (général de Trenti-

nian) avait marché vers Ethe, dès cinq heures du matin. Les Allemands, venant de Bleid et de La Tour, surprirent à Ethe son avant-garde et s'efforcèrent de la couper. Pour la dégager, le général engagea l'action dans le village qu'il emporta presque entièrement. Mais le feu de l'ennemi tua les chevaux de deux de nos batteries, entrava l'avance de notre cavalerie et barra les chemins à nos renforts. Nous ne parvenions pas à repérer les batteries qui nous maltraitaient ainsi. Quand la nuit vint, nos troupes, qui avaient si énergiquement résisté à Ethe, réussirent à se retirer avec tout leur matériel.

Le lendemain 23, à quatre heures du matin, elles rejoignaient leur gros à Vezin et à Villers-le-Rond. Leurs pertes étaient graves en hommes et en officiers. Près de 150 officiers étaient tombés. Le combat d'Ethe préservait le 2e corps d'une attaque oblique qui aurait pu lui être fatale. D'ailleurs, l'ennemi avait souffert plus encore que nous. Sous les coups de notre 4e corps, le 5e corps allemand abandonna la partie, pour gagner en hâte un lieu sûr où il se refit à grand'peine. C'était là un des nombreux faits propres à nous réconforter, mais que nous ne devions connaître que beaucoup plus tard.



GÉNÉRAL BOELLE
(Photo Pierre Petit.)

Pour délivrer Longwy.

Notre 5e corps, sous les ordres du général Brochin, partit de Longuyon pour dégager Longwy. Il avait l'ordre de diriger l'attaque depuis Signeulx jusqu'à la redoute de Bel-Arbre, ouvrage sans valeur, entre Longwy et Romain, et qui fut tout de suite abandonné

Sa division de gauche, la 9e, passa la Vire et s'élanca vers Bleid, dans la brume. Imprudence aussi coûteuse que stérile. L'assaut à la baïonnette, sans préparation d'artillerie, sur un espace de plus d'un kilomètre et demi, se brisa contre des réseaux de fils de fer et contre des tranchées, tandis que les mitrailleuses ennemies faisaient leur besogne sous la protection lointaine de l'artillerie lourde.

Près de Bleid, le 4e corps attendit en vain le concours du 5e. La division de droite du 5e s'avança dans la direction Musson-Halanzy et attaqua le bois qui domine Musson. C'est la Forêt des Monts dont l'Allemagne a si souvent parlé, et d'où ses gros obusiers bombardaient Longwy. Dans le brouillard, un régiment en avant-garde, le 46e, commença à pénétrer bravement sous bois. Notre artillerie demeurait muette et le reste de notre division attendait l'arrivée du 6e corps.

Le 6e corps n'arriva que vers neuf heures du matin. On allait se remettre en marche. C'était la victoire. Mais, dans quatre de nos régiments, successivement, un mouvement de recul se manifesta et se propagea. C'était la retraite. Pourtant, le tir de l'artillerie lourde allemande était plus bruyant que meurtrier, et l'ennemi sur aucun point ne prononçait d'attaque. Le bataillon lancé le plus en avant, et qu'on croyait perdu, revenait en arrière sans avoir rencontré un Allemand.

L'ennemi, lui aussi, avait reculé. Bientôt, voyant que Longwy n'était pas délivré par nous, il revint à l'attaque en criant victoire.

A la droite du 5e corps, le 6e (général Sarrail), qui assurait la liaison avec l'armée de Lorraine, s'était mis, lui aussi, en marche vers Longwy. Une partie de ce corps s'avançait par Arrancy, Beuveille, Cons-la-Grandville. Une autre partie passait à Pierrepont et Boismont. La division de cavalerie du général Gillain s'épuisa en courses continuelles. Quant à la réserve, qui d'ailleurs n'était pas encore prête, elle avait mission de refouler les forces ennemies qui pourraient venir de Briey.

Dès le début de l'opération, l'ennemi nous faisait sentir les effets de sa très forte avance. Non seulement il tenait la Forêt des Monts, mais il avait creusé des tranchées sur les deux rives de la Chiers et devant la Crusne. Les ponts de la Crusne par où nous devions passer se trouvaient sous le feu de ses grosses pièces.

Le corps d'armée allemand poussé par le kronprinz, comme un coin, entre notre 5e et notre 6e corps, c'était le 16e corps que le vieux maréchal Haeseler avait forgé sur l'enclume du camp retranché de Metz.

L'ennemi redoubla de rapidité. Pour sept heures du matin, il occupait Cons-la-Grandville, coupait notre 12e division, attaquait toutes nos troupes de flanc ou de face. Au centre, il avait groupé ses forces près d'Aumetz, à 17 kilomètres au nord-ouest de Thionville, et marchait vers Fillières. De ce côté, notre 40e division, ayant franchi la Crusne, lui barra la route en l'accablant sous un feu terrible d'artillerie. Sur les ailes, il remportait de sérieux avantages. La 40e division, brisée de fatigue, finit par reculer à son tour. Le 16e corps allemand se dirigea en hâte vers Spincourt, pour passer l'Othain. Notre 6e corps, après de rudes combats où la fortune n'avait pas toujours été contre nous, s'établit sur les hauteurs d'Arrancy, attendant un moment favorable pour recommencer l'attaque.

A onze heures et demie du soir, le général Ruffey put conclure ainsi son rapport : « Le 2e corps a refoulé l'ennemi sur Virton. Le 4e et le 5e tiennent bon sur la rive droite de la Chiers. Le 6e corps tient bon sur la Crusne. Demain, nous reprendrons l'offensive ».

Notre retraite commence.

Reprendre l'offensive : telle était alors la résolution de beaucoup de nos généraux.

A la gauche de la 4e armée, le 9e corps reçut l'ordre d'attaquer vers Paliseul, en soutenant le 11e corps. Mais les appuis qu'attendait le général Dubois n'arrivèrent pas et des forces ennemies se montrèrent à l'improviste. C'était l'armée de von Hausen. On apprit à Monthermé que nos troupes avaient évacué Dinant. Le 11e corps, menacé sur sa droite, ne pouvait plus rien pour le 9e. Le général Dubois devina l'importance du service qu'il rendrait en enrayant la marche de l'ennemi. Il chargea son artillerie de battre les routes de la rive nord de la Semoy. Vers sept heures du matin, il fut d'abord attaqué dans la direction de Bièvre, puis sur tout le front. Ses troupes résistèrent énergiquement entre Houdremont et Bièvre, puis reprirent Houdremont. Vers quatre heures de l'après-midi, l'ennemi se déploya sur notre droite. La division du Maroc, que le général Dubois attendait avec tant d'impatience, le rejoignit enfin. Elle était harassée par une marche éperdue. Cependant il avait résolu de défendre avec elle les ponts d'Alle, de Vresse, de Membre, de Bohan.

Au même moment, le 11e corps, arrêté par le recul de ses deux divisions de cavalerie, se repliait, non sans avoir fait payer cher son repli.

Une division du 17e corps avait reçu l'ordre de soutenir le 11e. Mais le 17e corps ne s'était pas encore ressaisi. Pour ne pas le laisser à la merci d'un combat nocturne, le général Poline le retira d'abord derrière la Semoy, sur la ligne Herbeumont, Cugnon, Bohan. Ordre lui vint de repasser la frontière, puis de s'arrêter entre la Meuse et la Chiers, pour y réorganiser ses troupes en reconstituant son artillerie.

Le 12e corps, qui, avec l'appui du corps colonial avait résisté à l'ennemi fut contraint de retraverser les redoutables forêts de Florenville. Les Allemands, toujours plus nombreux, se préparaient à l'attaquer de flanc. Le corps colonial protégea sa droite, tandis que, sans prendre le moindre repos, pendant près de douze heures accablantes, il marchait sous bois en combattant. Au sortir du piège de Florenville, ordre lui vint de se replier sur la Chiers, entre Carignan et la hauteur de Saint-Walfroy, près de Margut.



GÉNÉRAL MALLETERRE

Le corps colonial avait perdu presque complètement sa 3e division. La 2e division, sous les ordres du général Leblois, pour protéger la retraite du 12e corps, avait combattu à l'est de Jamoigne. Elle se replia, vers trois heures, sur une hauteur dans la forêt de Merlanvaux. Ordre lui vint ensuite de se replier vers Saint-Walfroy.

Au matin du 23 août, la grosse artillerie allemande, victorieuse à Virton, avait fait porter son effort sur Mont-Quintin, où le 2e corps était en liaison avec le 4e corps (3e armée). La retraite du corps colonial entraînait celle du 2e corps. Il alla occuper, le 24 août, la ligne Grand-Verneuil, ferme Saint-Valéry, Thonne-la-Long, Avioth, après avoir subi un échec grave où il perdait des canons, du matériel et même les archives du corps d'armée.

Dans la nuit du 23 au 24, plusieurs divisions de la 4e armée eurent à soutenir de violentes attaques. Leurs communications furent rompues. Elles purent cependant tant bien que mal se dégager. L'ordre général donné à la 4e armée (ordre daté de Stenay, 24 août, minuit) débutait ainsi : « A la suite de l'attaque dont le 12e corps a été l'objet dans l'après-midi du 23, dans la clairière de Florenville, l'armée est obligée de céder du terrain ». L'affaire de Florenville apparaissait donc comme la cause principale du repli de la 4e armée vers la Meuse. Une division du 17e corps avait laissé aux mains de l'ennemi son artillerie et plusieurs milliers de prisonniers. Le 9e corps, qui avait progressé d'abord, mais qui avait été forcé de s'arrêter, puisqu'il progressait seul, s'était maintenu au nord de la Semoy : il ne battait en retraite que vingt-quatre heures après les autres corps, sur l'ordre du commandant de l'armée.

La 4e armée occupa le front Vresse-Bouillon-Messincourt-Saint-Walfroy-Villers-la-Loue. Son quartier général était à Le Chesne.

Le 24 et le 25 août, la Semoy fut abandonnée. Tout en défendant quelques hauteurs entre Chiers et Meuse, nous jetions sur la Meuse des ponts de bateaux.

L'ennemi s'avançait avec lenteur et inquiétude. Il s'était trompé sur notre valeur, comme nous nous étions trompés sur ses effectifs.

Les troupes françaises, dans leurs mouvements, avaient besoin de toute leur énergie pour ne pas se laisser démoraliser par la panique de la population belge, flux désespéré qui menaçait de tout emporter sur toutes les routes.

L'ennemi essayait de se glisser entre la 4e et la 5e armée. Pour l'en empêcher, le 9e corps défendit les passages de la Meuse depuis les environs de Mézières jusqu'aux environs de Nouvion. Le 12e corps et le 2e corps étaient chargés de contre-attaquer pour permettre aux autres de se refaire sur toute la ligne. Le 12e corps, à l'est de Carignan, reprit quatre fois le Mont des Tilleuls. Mais le 17e corps ne réussit pas à tenir dans Carignan. Nos troupes passèrent la Meuse en désordre. Le 26 août au matin, la 4e armée était tout entière sur la rive gauche. Le génie devait détruire les tunnels et les ponts. Dans la maçonnerie de plusieurs de ces ponts, et non des moindres, rien n'était prévu pour la mine. Le pont de Sedan ne put être détruit assez vite. A chaque pas, on constatait, une fois de plus, que cette guerre, déchaînée par l'Allemagne, avait été considérée par la plupart des Français comme impossible.

Marville, la Haute-Wal et l'Othain.

La 3e armée, qui s'apprêtait à reprendre l'offensive particulièrement à sa droite, reçut du haut commandement l'avis de se retirer sur les positions organisées en arrière, c'est-à-dire sur une ligne allant de Montmédy à Damvillers par Azannes-et-Soumazannes, près d'Aix-Abancourt.

Le général Boëlle, qui commandait le 4e corps et dont le poste de commandement était à Iré-le-Sec, avait de solides positions : sa gauche, appuyée sur Mont-Quintin, se reliait bien avec le 2e corps; d'autre part, deux de ses brigades occupaient les hauteurs de Marville, lesquelles semblaient faites à souhait pour notre artillerie. L'ennemi manœuvra avec une extrême promptitude. Il attaquait simultanément, à notre gauche, Mont-Quintin et Marville; à notre droite, Grand-Failly. Notre droite paraissait fort exposée, parce qu'elle n'était plus appuyée par le 5e corps. Aussi le général Boëlle, pour la soutenir, concentra-t-il ses forces, ne laissant plus à Mont-Quintin que des arrière-gardes. Vers neuf heures du matin, l'ennemi occupait Grand-Failly, passait l'Othain à gué, au nord de Marville, et tendait à tourner la hauteur que sa grosse artillerie commençait à marteler. Les forêts où nous nous cramponnions devenaient intenables. Tout de suite, les avions allemands repéraient nos batteries.

Nos troupes évacuèrent en désordre Marville. La 8e division, qui venait de quitter Mont-Quintin et qui avait mission d'arrêter l'ennemi, céda à la contagion et battit en retraite avant d'être attaquée. Le 4e corps reçut, un peu avant minuit, l'ordre formel de se retirer vers les Côtes de Meuse. Il se replia par Remoiville-Brandeville, en laissant, sur le sol que l'ennemi allait envahir, la plus grande partie de ses officiers, blessés ou morts.

Cependant, le 5e corps, après ses échecs, s'était replié devant Longuyon, au confluent de la Chiers et de la Crusne, dans un cadre de coteaux boisés. En liaison, à gauche, avec le 4e corps et, à droite, avec le 6e, il avait engagé le combat à la ferme de la Haute-Wal pour garder libre le débouché. Le 6e corps lui prêta un énergique appui. Mais le 4e ne put pas intervenir. L'ennemi occupa Longuyon.

Le général Malleterre, qui, au combat de la Haute-Wal, commandait la 19e brigade, nous dit avec sa virile précision :

— J'ai eu là, et mes officiers ont eu comme moi, une impression très nette. Ce





Général MAUNOURY

sont les shrapnells allemands qui ont fini par avoir raison du moral de nos hommes, non pas tant par les pertes qu'ils leur causaient que par l'énervement d'une giboulée incessante et serrée de projectiles! Depuis le lever du jour jusqu'à midi, le ciel se satura des petits nuages gris que font les explosions. Balles et éclats grêlaient sur le champ de bataille. L'artillerie allemande, le 24 août, en nous prodiguant des shrapnells, après nous avoir, le 22, prodigué ses gros obus, nous montrait qu'elle pouvait tirer sans compter, quand il s'agissait d'ouvrir le terrain à son infanterie. Voilà un procédé auquel notre artillerie devait se mettre en mesure de répondre.

Un vigoureux effort pour sauver Longuyon fut tenté sur la hauteur de Haute-ville - Saint - Laurent. Les mitrailleuses allemandes le brisèrent.



LONGUYON.

Le général Sarrail (6e corps), dont le quartier général était à Mangiennes, avait l'ordre de défendre la hauteur d'Arrancy et le vallon des Euraules, tributaire de la Crusne. Derrière Arrancy, sur le plateau de la ferme de Constantine, d'où la vue s'étend au loin vers la vallée de l'Othain, s'était établi notre groupement d'artillerie de campagne et d'artillerie lourde commandé par le général Herr. Pendant la journée du 26, le combat se réduisit à une canonnade et à quelques assauts. Le lendemain, l'ennemi attaqua avec des forces neuves. Il savait que la retraite du 5e corps laissait à découvert la position d'Arrancy.

Le 6e corps dut se replier sur le Haut-Bois et le bois du Rafour, au sud de Longuyon.

L'ennemi s'avançait vers la haute vallée de l'Othain et enlevait Rouvrois-sur-Othain, afin d'envelopper Spincourt. Nos troupes avaient dû se replier sur la rive gauche de l'Othain, mais elles contre-attaquaient avec énergie : elles réussirent même, sur certains points, à refouler l'envahisseur.

Nos succès près d'Étain.

Le premier résultat de cette courageuse attitude fut de permettre l'entrée en lice de l'armée tout récemment constituée sous les ordres du général Maunoury. On sait que cette armée, dite de Lorraine, se composait des troupes destinées non seulement à défendre Toul et Verdun, mais à marcher sur Metz.

Le général Maunoury avait appris que le 16e corps allemand se préparait à attaquer vers Nouillonpont-Spincourt-Gouraincourt, pendant qu'une division de réserve, par un mouvement de flanc, marcherait de Conflans-Friouville vers Lanhères-Béchamp.

Le 24, vers sept heures du soir, il disposa ses forces sur un front allant de Nouillonpont à Jeandelize par Étain et Olley. Le 25, dès huit heures du matin, il traversa l'Orne et délogea l'ennemi des hauteurs qui dominent la rive gauche. Grâce à un rythme bien réglé de notre artillerie et de notre infanterie, nous enlevions d'importantes positions au nord de Buzy, nous progressions vers Aucourt et vers Brainville, enfin nous nous emparions de Hautecourt, de Lanhères, de Rouvres, de Thuméréville, de Mouaville, de Béchamps, villages en ruines et en cendres, où les habitants, quels que fussent leur sexe et leur âge, avaient été torturés et massacrés. Le 16e corps allemand s'enfuit jusqu'au sud d'Audun-le-Roman. La division allemande qui tâchait d'envelopper Spincourt s'éparpilla. Nous recueillîmes un butin considérable, dont 450 prisonniers.



GÉNÉRAL HERR

(Photo Walery.)

Ce succès, remporté par nous dans la région d'Étain, paralysait pour quelques jours l'armée du kronprinz, favorisait la défense du Grand-Couronné de Nancy et se joignait aux circonstances qui devaient rendre possible l'incomparable victoire de la Marne.

Dans la nuit du 25 au 26 août, le haut commandement ordonna à l'armée de Lorraine de se replier sur les Côtes de Meuse. Une partie de cette armée demeura dans la région pour protéger Verdun. Le reste partit vers la Somme avec le général Maunoury à qui l'on confiait le commandement d'une nouvelle armée qui se constituait aux environs d'Amiens.

Notre retraite s'achève sur la Meuse.

Le communiqué français du 24 août disait : «Nos troupes, vigoureusement attaquées au débouché des bois, dans un pays des plus difficiles, ont dû se replier au sud de la Semoy. L'armée française restera pour un temps sur la défensive ». Le communiqué français du 25 août ajouta : « Par ordre du général en chef, sur le front est de la Meuse, nos troupes ont regagné leurs emplacements de départ, en maîtrisant les débouchés de la grande forêt d'Ardenne. Plus à droite, nous avons pris une vigoureuse offensive en faisant reculer l'ennemi. Mais le général Joffre a arrêté la poursuite. Dans cette offensive, nos troupes ont montré un admirable entrain. Le 6e corps a notamment fait subir à l'ennemi, dans la région de Virton, des pertes considérables. » Nos pertes à nous, suivant l'expression officielle, avaient été « importantes ». Elles resteront toujours d'autant plus poignantes pour nos cœurs que nos soldats et nos officiers, tombés alors en si grand nombre, purent croire la France accablée sans espoir, condamnée sans appel. Leurs yeux mourants, virent les masses ennemies fondre irrésistiblement sur nos villes et nos villages. Ce spectacle fit de leur agonie le pire des supplices.

Pour comprendre dans le détail cette retraite, on doit se rappeler que les événements du front exercent une continuelle action les uns sur les autres. C'est ce que M. Gabriel Hanotaux a mis en lumière, particulièrement dans l'émouvant discours

qu'il prononça en présidant une de nos conférences. La retraite sur la Meuse s'explique par les insuccès sur la Sambre, autant que par les imprudences dans le Luxembourg belge et dans les Ardennes.

Le haut commandement signala sans hésiter les principales imprudences commises sous le feu de l'ennemi : divisions mal engagées, déploiements téméraires, retraites précipitées et confuses, gaspillage d'hommes. Il nota même l'insuffisance de certains chefs dans l'emploi de l'infanterie et de l'artillerie. Aussi, le général Joffre lançait-il, dès le 24 août, une circulaire que la presse publia : « Jusqu'à ce jour, les attaques ne sont pas exécutées par une combinaison intime des différentes armes. Si l'on veut conquérir un point d'appui, il faut préparer l'attaque par l'artillerie. Toutes les fois qu'on a voulu lancer l'infanterie à l'attaque avant que l'artillerie ait fait sentir son action, l'infanterie est tombée sous le feu des mitrailleuses et elle a subi des pertes qu'on aurait pu éviter ». Dans ses instructions, le général Joffre insistait sur l'emploi des moyens à mettre en œuvre pour maintenir la liaison de l'infanterie : « Indications constantes des observateurs d'artillerie accompagnant les chefs de l'infanterie et restant en communication avec les batteries par fils téléphoniques, fanions, signaux optiques, signaux conventionnels par fusées, feux de Bengale, pots Ruggieri ».



LONGWY : L'ÉGLISE

Pour la défense de la Meuse, le haut commandement régla ainsi l'emploi de l'artillerie lourde : « Les canons de 120 longs devront battre à grande distance les points où l'ennemi pourrait tenter de jeter des ponts. Les canons courts seront placés de façon à battre l'ennemi pendant le passage. Le canon de 75 sera plus particulièrement employé au flanquement du front et pour battre les abords immédiats de la rivière. Les emplacements des batteries devront être reconnus avec le plus grand soin, et des épaulements construits partout où ce sera nécessaire ».

Chute de Longwy et de Montmédy.

Notre retraite laissait à l'ennemi le champ libre autour de Longwy. Deux brigades du 13ᵉ corps allemand investirent la malheureuse forteresse qui n'avait pas même une coupole blindée. Huit gros mortiers mis en position, en moins de trois heures, près de Differdange, la bombardèrent depuis le 21 août à midi. Les gros obus forcèrent les assiégés à s'abriter dans les casemates et permirent aux assiégeants d'avancer. Bientôt les casemates furent crevées, les tuyaux d'aération

rompus, les remparts éventrés. Sur 3 700 hommes de la garnison, 500 furent blessés et tous les canons, un à un, mis hors d'usage.

Dans la nuit du 25 au 26, l'ennemi se glissa jusqu'aux pieds des murailles. Le lieutenant-colonel Darche dut signer la capitulation. Il partait en captivité avec la garnison qui recevait les honneurs de la guerre, et son épée lui était rendue. Notre haut commandement félicita la ville d'avoir tenu pendant vingt-quatre jours et nomma Darche officier de la Légion d'honneur « pour sa conduite dans la défense de la place » :

Tu résistas, ville héroïque,
Comme un rude et fier vétéran,
Avec ta citadelle antique
Et tes remparts à la Vauban.

Tu fus, dans ton poste oubliée,
La sentinelle sans espoir,
A son seul mot d'ordre liée,
Esclave de son seul devoir,

Et, vidant sans peur ta giberne
Contre un canon qui prodiguait
Le plus terrible obus moderne,
Tu luttas avec un mousquet.

Longwy qui connus tant de pièges,
Nous t'avions offert, en airain,
Un monument pour les Trois Sièges
Triple gloire du cœur lorrain.

Cité si vaillante, si calme,
Si française immortellement,
Voici la Quatrième Palme
Qui s'ajoute à ton monument.

L'ennemi, en recueillant ce qui restait à Longwy d'armes et de munitions, d'ailleurs rendues inutilisables, trouva des paquets de cartouches dont les balles étaient percées. « Balles explosives ! » s'écria-t-il. Il croyait tenir le moyen de rejeter sur ses victimes l'accusation de barbarie. Sur l'heure, les paquets de cartouches pris à Longwy partirent pour Berlin. L'empereur Guillaume II les fit remettre à l'ambassadeur des États-Unis, M. Gérard, avec ces mots :


M. GÉRARD. (Photo Manuel.)

— Nous vous prions de transmettre à M. Wilson ces balles explosives en usage dans l'armée française, afin qu'il proteste au nom de l'humanité entière.

M. Gérard examina ces cartouches et lut sur le papier qui les enveloppait l'étiquette française : *Cartouches de stand.*

— Voyez ! répondit-il. Ce sont des cartouches destinées à des exercices de tir ; les bouts en ont été percés pour empêcher les balles d'aller trop loin en cas de tir défectueux. Je n'ai rien à envoyer à M. Wilson.

Encore moins que Longwy, la forteresse de Montmédy était défendable. Ses canons étaient tous visibles de l'extérieur. Sur l'impuissance militaire de sa citadelle, décor romantique orné par des tas de boulets pleins, tous les hommes de guerre tombaient d'accord. Cependant, près de 4000 soldats y furent aveuglément entassés : fantassins de la réserve et de la territoriale, artilleurs, douaniers, gendarmes. Le 28 août, le gouverneur de la ville décida de se retirer avec ses hommes à Verdun. Des gardes forestiers promirent de les guider à travers bois. Mais, dans la nuit, une panique causée par une horde de sangliers précipita les hommes les uns

sur les autres et des coups de feu meurtriers éclatèrent. Le lendemain, un avion allemand vola au-dessus d'eux. Leur chef s'aperçut alors que l'on avait pris par l'un des chemins les plus longs. Soudain, l'ennemi apparut. « A la baïonnette ! » cria un commandant. On n'avait emporté ni un canon, ni même une mitrailleuse. Héroïquement, le commandant se lança en avant et se fit tuer. Dans l'impossibilité de continuer la lutte en rase campagne, la garnison de Montmédy se rendit. Elle fut dirigée vers Damvillers, de là vers le camp d'Ingolstadt. Tous les obus de la citadelle avaient été jetés en hâte dans un puits. Mais les Allemands, guidés par leurs espions, les en retirèrent et s'en servirent contre nous.

Batailles de la Sambre.

Dans le nord-est et le nord de la France, les armées allemandes s'avançaient derrière un réseau mobile, large tourbillon composé de cavaliers, de cyclistes, d'automobiles à canon et à mitrailleuse. Ainsi, elles frappaient de terreur l'esprit des populations et se dissimulaient aux yeux de l'adversaire. Les cavaliers allemands, connaissant à fond les moindres sentiers, surgissaient brusquement dans les villages et dans les villes, au moment où tout le monde se croyait encore loin du danger (1). Tout de suite, ils galopaient vers la gare, coupaient les fils du télégraphe, détruisaient les aiguilles : « C'est l'invasion », se disaient les populations désarmées. De là à se dire : « C'est l'annexion », il n'y avait qu'un pas.

Le plan du grand état-major allemand était, en somme, celui que Bernhardi, à la veille de la guerre, formulait ainsi :

« L'aile nord de l'armée allemande avancera, avec des armées échelonnées, à travers la Belgique, l'extrême droite marchant le long de la mer. Au sud, l'armée allemande esquivera le choc et se dérobera par l'Alsace et la Lorraine vers le nord, en laissant à l'adversaire le champ libre vers l'Allemagne du Sud. La marche de notre aile nord contraindra l'aile gauche de l'armée française à un grand changement de front, ce qui la mettra dans une position désavantageuse. Un succès au nord nous amènera immédiatement à Paris et bouleversera les organes vitaux de l'armée française ».

Sans doute, la France n'avait pas été assez attentive au plan de guerre que l'Allemagne étalait ainsi. Mais, à vrai dire, l'Allemagne n'était pas entièrement fidèle à son propre plan. Les armées allemandes, après avoir, au début, « esquivé le choc de l'adversaire, en Alsace et en Lorraine », y ont pris à leur tour l'offensive. L'Allemagne rêvait donc alors d'opérer un double mouvement d'enveloppement par le nord et par le sud. D'autre part, elle modifia la marche de ses armées en Belgique, quand elle apprit l'arrivée des troupes britanniques et le mouvement de la 5e armée française, sous les ordres du général Lanrezac.

Le 22 août, le général von Kluck, qui se dirigeait vers l'Escaut et la Lys, apprit qu'un combat était engagé sur la Sambre. C'était l'armée de von Bülow qui se heurtait à l'armée de Lanrezac, entre Nivelles et la Sambre.

Le général Lanrezac, comme le général de Lacroix, notre ancien généralissime, est né à la Guadeloupe. Il entra à Saint-Cyr à dix-sept ans, en 1869, et combattit, en 1870, avec le grade de sous-lieutenant. Nommé en 1892 professeur, puis directeur des études à l'École supérieure de guerre, il exerça une grande influence sur les officiers par la chaleur de sa parole et la sagesse de ses doctrines. A la veille de la guerre, il commandait le 11e corps à Nantes.

(1) On sait que les jeunes Allemands établis en France retournaient en Allemagne pour faire leur service militaire comme cavaliers éclaireurs. (Voir le 1er volume de *La Guerre du Droit*, p. 77.)

Aux masses allemandes traversant la Belgique, le haut commandement opposait l'ensemble de la 5e armée, des troupes belges et des troupes britanniques.

Le 21 août, au matin, le général Lanrezac avait son quartier général à Signy-l'Abbaye. Son armée restait en communication avec la 4e, sur la Meuse. Le 1er corps (général Franchet d'Esperey) se trouvait au nord de Revin, et la 51e division (général Boutegourd) aux environs de Rocroy.

Au centre de ce barrage humain, Namur groupait d'importantes forces belges : plus de 24 000 hommes, auxquels allaient se joindre trois bataillons français sous la conduite du général Mangin. Cette place forte, que tout le monde croyait capable de résister beaucoup plus longtemps que Liége, se dresse au confluent de la Sambre et de la Meuse. De tout temps, elle a été l'un des principaux points stratégiques. Son enceinte récente de neuf forts détachés, construits à une distance variant de 4 à 7 kilomètres, passait pour le chef-d'œuvre du général de génie belge Brialmont.



GÉNÉRAL VALABRÈGUE
(Photo Walery.)

Derrière Namur et sur la gauche, le barrage avait pour éléments : le 10e corps; la 19e division; la 20e division ; une division des troupes d'Algérie fraîchement débarquées, le 3e corps (général Sauret) renforcé par une autre division des troupes d'Algérie ; le 18e corps (général de Mas-Latrie) ; le 4e groupe de divisions de réserve (général Valabrègue); enfin, les troupes britanniques qui débarquaient sous la protection du corps de cavalerie. Attendues pour le 20, elles n'arrivèrent que le 23. Elles avaient mission de passer la Sambre vers Mons et de marcher vers Soignies et Nivelles.

Le 20 août, à huit heures du matin, le généraux Douglas Haig, Horne, Rice, Lomax Munro et Gough, réunis à Wassigny, examinèrent la situation. Mettant à profit les renseignements qu'ils recueillaient sur la guerre actuelle et y ajoutant leurs souvenirs de la guerre au Transvaal, ils prirent les résolutions suivantes : éviter toute attaque en ligne trop mince, toute garde avancée, toute opération à découvert ou sous bois ; songer toujours aux surprises des mitrailleuses ennemies; se détourner des forêts ; se constituer des réserves.

Le 1er corps britannique établit son quartier général à Maubeuge, en liaison avec notre 18e corps.

Pour protéger la gauche de nos alliés, le haut commandement français avait placé un groupe de divisions territoriales, environ 60 000 hommes, sous les ordres du général d'Amade. Cette armée nouvelle, appuyée par la garnison de Lille (40 000 hommes) et celle de Maubeuge (40 000 hommes), devait fermer à l'envahisseur la route de Dunkerque.

En somme, les forces britanniques manœuvraient dans la direction de Nivelles, et la 5e armée allait à la rencontre des troupes allemandes venant du nord. Leur marche faisait partie de l'offensive générale. Quant à l'armée d'Amade, renforcée de jour en jour, elle organisait le terrain pour la défense.

Charleroi.

Quel terrain? Ici, les points d'appui ne sont plus des montagnes ou des forêts : ce sont des villes, des villages, des cités ouvrières, des usines, des hauts fourneaux, des terrils, des mines. La Sambre et le canal de la Sambre reflètent cette région surpeuplée et pleine de pièges. Vers l'ouest, s'étendent des prairies et des cultures parmi lesquelles se creusent des carrières et s'élèvent des fermes.

Déjà, dans les interminables faubourgs des cités s'infiltrait la cavalerie ennemie. Pour la guerre des rues, notre 75 n'avait pas grande efficacité. Son tir n'étant pas plongeant, il ne pouvait même pas défendre un pont. Au contraire, de très loin, l'artillerie lourde allemande écrasait les constructions et dispersait les combattants.



CHARLEROI BOMBARDÉ (Photo Branger.)

Charleroi est une ville ouverte de 25 000 habitants. Fondée en 1666, à la place du très ancien village de Charnou, elle prit le nom de Charles II d'Espagne qui régnait sur les Pays-Bas. Ses fortifications avaient toutes été transformées en promenades. C'est la « capitale du fer » dans la Belgique du Sud.

Dès le matin du 21 août, les gros obus allemands commençaient à tomber sur les forts de Namur : Maizeret, Andoy, Marchovelette, Cognelée. Ils tombaient aussi sur les tranchées qui défendaient la ville et sur la ville elle-même. L'ennemi visait particulièrement le fort de Marchovelette, vers lequel il devait marcher, et le fort d'Andoy, au pied duquel se trouvaient les bataillons français.

Peu à peu s'engageait toute la bataille sur la Sambre. A une heure de l'après-midi, l'infanterie allemande, garde prussienne en tête, attaqua Auvelais et Tamines que le bombardement avait presque entièrement détruits. Au troisième assaut, nous étions forcés d'abandonner le pont d'Auvelais, mais nous conservions le pont de Tamines et celui de Ham-sur-Sambre. L'ennemi traversa la Sambre à Auvelais et tenta d'envelopper une partie de nos forces. Pour défendre les positions qui dominent Auvelais, pour reprendre ce village dont les maisons venaient d'être transformées en forteresses, pour rejeter l'ennemi de l'autre côté de la Sambre, notre infanterie, jusqu'à la nuit, s'épuisa en efforts héroïques insuffisamment soutenus par l'artillerie. L'ennemi continuait à avancer en occupant les hauteurs. Un moment, nous espérâmes résister sur le front Aisemont-Cortil-Mazet. Mais, vers minuit, les mauvaises nouvelles affluèrent.

Le 3e corps (général Sauret) avait été chargé de garder la Sambre, depuis Tamines jusqu'à Marchienne-au-Pont, et de défendre Charleroi en même temps que Châtelet. Son quartier général était à Walcourt. Ses forces principales s'établirent

dans les faubourgs de Charleroi et, derrière la ville, sur les hauteurs de Villers-Poterie. Il reçut du général Lanrezac les ordres suivants : « Se tenir prêt : à prendre l'offensive : à s'opposer à tout débouché des forces ennemies au sud de la Sambre ; à appuyer et à flanquer le 10ᵉ corps, à droite, et le 18ᵉ corps, à gauche ; à arrêter les incursions de la cavalerie ennemie sur les ponts de la Sambre ». A sept heures du soir, ces ordres se complétèrent ainsi : « Tenir les ponts par des postes et les renforcer, dès que l'ordre d'offensive sera donné, entre Namur-Nivelles ».

Le général Lanrezac comptait prendre l'offensive, le 22 août, dans l'après-midi, dès que les forces britanniques seraient prêtes. Il réglait ainsi cette vaste opération : A droite, le 1ᵉʳ corps, avec la brigade Mangin, et le 10ᵉ corps, avec la division d'Afrique, se lanceront dans la direction de Namur, profitant des avantages que leur assurera la puissante artillerie de la forteresse. Au centre, le 3ᵉ et le 18ᵉ corps feront face à l'ennemi sur une ligne allant de Ham-sur-Sambre à Fontaine-l'Évêque. A gauche, les deux divisions de réserve, sous les ordres du général Valabrègue, resteront en liaison avec les forces britanniques.

Mais, dès le matin du 22 août, ce plan avait cessé d'être exécutable. Certains ponts de la Sambre ne nous appartenaient plus. Le 10ᵉ corps était refoulé d'Auvelais et des hauteurs d'Arsimont. Le 3ᵉ corps, lui aussi, subissait de lourdes pertes.

Les Allemands avaient réussi à se glisser, par petits groupes, dans les rues de Charleroi dont ils connaissaient à fond les moindres bâtisses, et, en même temps, à descendre par masses vers la Sambre. Avant la nuit, ils enlevaient le pont de Roselies, occupaient Tamines, Aiseau, puis, à Pont-de-Loup, tournaient nos troupes qui avaient défendu ce pont si vaillamment. Vers minuit, nous rentrions à Aiseau et même à Roselies, par des contre-attaques énergiques. Mais les contre-attaques que ne prépare ni ne soutient l'artillerie exigent beaucoup de sang pour un résultat éphémère.

D'ailleurs, l'ennemi avait pris l'offensive à l'ouest comme à l'est de Charleroi. Vers quatre heures, il s'était précipité sur notre corps de cavalerie, épuisé de fatigue. Pour couvrir la retraite de nos cavaliers, la 11ᵉ brigade d'infanterie (3ᵉ corps) avait été amenée en automobiles. Dès qu'elle eut mis pied à terre, à neuf heures et demie du soir, près d'Anderlues, elle subit le choc meurtrier d'un corps d'armée allemand. Grâce à elle, à une heure du matin, nos cavaliers purent se replier. Au moment où se livrait ce combat d'Anderlues, arrivait le 18ᵉ corps qui jusqu'alors avait fait partie de la 2ᵉ armée. Il avait quitté les environs de Toul le 17 août, et, quatre jours après, combattait sur la Sambre. Dans l'ardeur du combat, les blessés se soulevaient et criaient à leur commandant : « Nous vous suivrons tous. » Les mitrailleurs, n'ayant plus de cartouches, enlevaient les culasses et chargeaient à la baïonnette.

La journée du 22 août, qui sera celle de Charleroi, commençait sous de tristes auspices. On sait que l'ordre du général était de prendre l'offensive en traversant la Sambre. Or, l'offensive avait été prise par l'ennemi et c'était par lui que la Sambre était traversée.

De toutes parts se multipliaient les visions déprimantes : maisons qui s'effondrent, blessés qui se traînent, soldats harassés qui se replient. Dans nos rangs circulait un bruit sinistre : « Namur est tombé ».

A Namur, depuis la veille, les gros mortiers allemands, 210, 305 et 420, avaient continué leur œuvre sans interruption. Au matin du 22, apparurent des batteries de mortiers autrichiens. Les tentatives de la garnison pour percer les lignes n'étaient plus arrêtées que par le tir des mitrailleuses. L'ennemi ne se donna pas la peine d'investir la place. Il se contenta d'anéantir quelques forts : Marchovelette, Maizeret, et de lancer des troupes d'assaut dans l'intervalle. A la demande du gouverneur de Namur, qui manquait de munitions, le général Lanrezac lui avait envoyé des appro-





Général FRANCHET D'ESPEREY

visionnements avec les trois bataillons du général Mangin. Les troupes françaises attaquèrent vers Wartet, pour dégager la ville. Mais l'artillerie allemande imposa promptement silence à l'artillerie belge. Si donc, le 22 au matin, Namur n'était pas encore tombé, Namur était hors de combat.

Notre 18e corps était arrivé à temps pour la bataille. Malheureusement les troupes britanniques n'avaient pas encore comblé le vide qui s'ouvrait entre nos troupes et Maubeuge. L'ennemi s'y précipita.

Le 21 août, à sept heures du soir, le général Lanrezac télégraphia au grand quartier général : « Mon armée, en débouchant demain sur la rive gauche de la Meuse, est exposée à livrer bataille seule. Pour agir avec les forces britanniques, il faut attendre jusqu'au 24 ». Le grand quartier général répondit : « Vous êtes juge du moment où vous devrez commencer l'offensive ». En réalité, s'il était juge de ce moment, il n'en était plus maître.

L'ardeur de nos troupes leur avait nui. Dans leur impatience d'aller de l'avant, elles esquissaient à peine les tranchées qu'on leur commandait de creuser. Au contraire, l'ennemi se fortifiait profondément partout et sur l'heure. En vain, le général Lanrezac insistait sur l'imprudence que commet l'infanterie « en bourrant l'ennemi sans laisser l'artillerie préparer son intervention ». L'ennemi nous laissait nous avancer tout près de lui et, démasquant brusquement ses mitrailleuses, nous rejetait sur nos positions que nous n'avions pas su organiser.

Le 10e et le 3e corps reçurent l'ordre d'attaquer de concert, dès la première heure du jour, pour refouler les Allemands dans les fonds de la Sambre. A cinq heures et demie du matin, une attaque fut dirigée vers Roselies. En face des Allemands établis dans les petits bois, notre artillerie restait aveuglée par la brume matinale flottant sur le lit de la rivière. Avec une sorte de rage fébrile, nos troupes enlevèrent une partie des maisons de Roselies. L'ennemi, puissamment renforcé, nous contraignit à nous replier. Une autre attaque dirigée vers Arsimont eut tout d'abord plein succès. Mais l'artillerie allemande, de beaucoup supérieure à la nôtre, nous délogea des hauteurs que nous avions enlevées. Nous conservions encore les villages d'Arsimont, de Falisolle et d'Aiseau.

Vers onze heures du matin, le repli commença sur tout notre front. A ce moment, la lutte s'interrompit de part et d'autre, par une mystérieuse entente tacite. A midi et demi, l'artillerie ennemie tonna de nouveau pour préparer une nouvelle attaque à fond, prélude de nombreuses autres. Sous ces coups que nous ne parions que partiellement, nous abandonnâmes peu à peu la Sambre. Charleroi était perdu.

Chute de Namur.

Nous ne tenions plus la Sambre, mais nous tenions les hauteurs qui la dominent. Nos contre-attaques se mutiplièrent. Elles échouèrent toutes, successivement. De repli en repli, nous nous trouvâmes à 11 kilomètres de la rivière. La brigade Schwartz, composée du 1er zouaves et du 1er tirailleurs, troupes aguerries dans la campagne du Maroc, s'était précipitée pour reprendre Châtelet, à l'est de Charleroi. L'ennemi, abrité derrière des maisons aux murs percés de meurtrières, avait brisé ce magnifique élan. A cette attaque, le 1er tirailleurs perdit deux commandants, trente et un officiers, 70 pour 100 de ses hommes. Beaucoup de nos régiments étaient aussi cruellement éprouvés. A l'infanterie et à l'artillerie la liaison faisait trop souvent défaut. Lancés l'un après l'autre à l'attaque, les régiments s'y



GENERAL MICHEL
(Photo Manuel.)

abîmaient sans résultat. Les officiers avaient à cœur de courir à la tête de leurs hommes : ils tombaient et leurs hommes ne savaient plus que devenir.

Cependant, le 23 août, au point du jour, le général Lanrezac croyait encore que le 10e corps, le 3e et surtout le 1er corps, établis entre la Sambre et la Meuse, se maintiendraient sur leurs positions. Le 10e corps, qui avait été le plus maltraité, devait être soutenu par les réserves. Ainsi, pourrait-on attendre les troupes britanniques.

Mais, contre Namur, pendant la nuit. le bombardement avait redoublé. L'ennemi s'introduisit dans les ruines du fort de Cognelée. Une brèche s'ouvrait dans le camp retranché. Les forts d'Emines et de Suarlée s'écroulaient sous les gros obus. Il ne restait plus aux assiégés que des canons de campagne. Les trois bataillons amenés par le général Mangin étaient impuissants à sauver Namur. A cinq heures du matin, le général Michel, gouverneur de la place, fit détruire les ponts de la Meuse et se retira avec la garnison. Son arrière-garde de 4000 hommes, cernée à Hermeton-sur-Biert, fut faite prisonnière. Le reste, près de 12000 hommes, gagna Marienbourg et la France.

Le soir même, l'ennemi arrivait devant l'hôtel de ville. Sur les murs fut affichée cette insolente proclamation : « Le général en chef de l'armée allemande m'a nommé commandant de la place de Namur. Le dernier bombardement, causé par erreur, a tué plusieurs habitants de la ville et des soldats allemands. Je le regrette vivement. J'exprime à la population ma satisfaction pour sa tenue et son accueil; j'espère qu'elle continuera ». Les troupes allemandes ne trouvèrent aucune résistance. Le général allemand l'avoue. Cependant elles mirent le feu aux maisons de la place d'Armes à quatre endroits, détruisirent les archives de l'hôtel de ville, tuèrent des blessés français et belges dans une clinique, puis, sur l'autorisation du commandant, pillèrent plusieurs riches quartiers.



Mme CARTON DE WIART
(Photo Manuel.)

La nouvelle que Namur succombait arriva à notre 1er corps, au moment où il se préparait à attaquer l'ennemi en marche vers Mettet. D'autres nouvelles suivirent, non moins accablantes. On apprenait que la 51e division, sous les ordres du général Bour-

tegourd, n'avait pas pu résister aux masses dirigées vers Dinant-Hastière, enfin que l'ennemi au-dessus et au-dessous de Dinant traversait la Meuse.

Le général Franchet d'Esperey, commandant notre 1er corps, accourut vers Dinant. L'ennemi, qui se ruait par quatre routes, celle de Lisogne, celle de Ciney, celle de la montagne Saint-Nicolas et celle de Boisselle, saccageait, détruisait, tuait tout dans la majeure partie de la ville, c'est-à-dire sur la rive droite de la Meuse. Dès l'entrée, il fusillait 152 ouvriers avec leur directeur, M. Himmer, vice-consul de la République Argentine. Sur 1 400 maisons, 1 100 furent détruites. Sur 7 000 habitants, 650 périrent, dont plus de cent femmes et enfants, presque tous frappés à la tête, à bout portant. Pas un coffre-fort n'échappa au pillage.

Parmi les ruines de Dinant, un an après, jour pour jour, dans un ouvroir 126 femmes travaillaient La femme d'un ministre belge, Mme Carton de Wiart, qui leur faisait visite, leur posa cette question : « Quelles sont celles d'entre vous qui, en août 1914, ont perdu un être cher? » Silence de mort. A la fin, l'une des ouvrières murmura : « Mieux vaudrait demander quelles sont celles qui n'ont perdu personne? — Soit! Que celles qui n'ont perdu personne se lèvent. » Deux seulement se levèrent. La femme du ministre reprit : « N'auriez-vous pas préféré que la Belgique laissât passer les Allemands sans protestation? » Les 126 femmes, d'une commune voix, répondirent : « Non ».

Au moment où succombait Namur, notre 3e corps fut obligé de se replier. L'ennemi, mettant à profit un accident de terrain qui nuisait à la cohésion de nos forces, s'infiltra par Linsoury vers Pairain. Notre 3e corps, malgré la vaillance de ses contre-attaques et l'habileté de son artillerie, dut chercher un refuge sur les collines qui s'élèvent de Somzée à Yves-Gomezée. Sa retraite, dans des chemins de plus en plus encombrés, n'alla pas sans désordre.

D'autre part, l'ennemi attaquait avec violence le pont de Lobbes que défendait le 18e corps. Il finit par l'enlever vers une heure de l'après-midi. Passant sur l'autre rive, avec de nombreux renforts, il s'empara de Gozée et de Marbaix, positions où le 18e corps était relié au 3e. Bientôt il enlevait également le pont de Valmont. D'héroïques efforts le lui reprirent. Mais à 11 heures du soir, le 18e corps reçut l'ordre de se replier vers Clermont, pour rétablir sa liaison avec le 3e corps qui se retirait vers Walcourt.

Le corps de cavalerie, commandé par le général Sauret, sur un ordre qui lui arriva le 23, un peu après midi, quitta la 5e armée pour porter secours à l'armée britannique qui risquait d'être enveloppée par la gauche. Nos chevaux, déjà épuisés par leurs courses sans fin en Belgique, se dirigeaient péniblement vers Maubeuge. Mais, à quatre heures, le général Fournier, gouverneur de Maubeuge, fit parvenir au général Sauret la dépêche suivante : « Impossible de passer au nord de Maubeuge. L'armée bat en retraite ». A cette nouvelle, le corps de cavalerie gagna, dans la nuit, la région de Beaufort, où, à bout de forces, il s'arrêta.

Sa retraite ouvrait une fissure entre l'armée anglaise et la 5e armée. Pour obstruer cette brèche, le général Valabrègue fit avancer le 4e groupe des Divisions de Réserve. Il déclarait à ses soldats : « Vous aviez pour première mission d'assurer la gauche des armées françaises et de couvrir la zone de débarquement de l'armée anglaise. Ce double but est atteint. Nos armées, rassemblées à l'ouest de la Meuse, se portent à la rencontre de l'ennemi qui a traversé la Belgique. Vous allez participer à ce mouvement d'ensemble avec nos armées et l'armée anglaise. Le 4e groupe des D. R. accomplira avec honneur toutes les missions ».

Le poste de commandement du général Valabrègue fut établi à Solre-le-Château. Ses troupes, pour empêcher l'ennemi de déboucher au sud de la Sambre, devaient

garder les crêtes qui s'étendent le long de l'eau, au sud du Bois de Jeumont. Vers le soir, le 18e corps, en annonçant qu'il était forcé de quitter Leers-et-Fosteau, demanda qu'on l'appuyât dans la direction de Thirimont. D'autre part, les troupes britanniques avançaient dans la direction de Binche. Le 4e groupe des D. R. pensait que l'ordre d'attaquer vers Binche allait lui être donné.

Sans doute, le sort des armes eût été changé, si nos alliés avaient été prêts à attaquer, avant que les corps allemands, séparés par leur marche, se fussent réunis pour la bataille.



MONS. — LE BEFFROI

Mons.

La formidable bataille de la Sambre durait depuis trois jours. Les forces britanniques, composées seulement de deux corps, le 3e corps n'ayant pas terminé son débarquement, n'engagèrent l'action que le 23, c'est-à-dire le jour même où fléchissait notre 5e armée sur laquelle ces forces appuyaient leur droite.

Le 21, les généraux anglais croyaient encore l'ennemi très loin d'eux. Le 22, en entendant le canon, ils s'imaginèrent que c'était celui de Namur assiégé. Le même jour, ils rencontrèrent de la cavalerie allemande devant les forêts de Soignies. La 1re armée allemande exécutait le mouvement enveloppant dont le haut commandement espérait tout; elle était soutenue par une partie de la 2e armée.

L'ennemi, sachant qu'une fissure se produisait à la droite de l'armée britannique, y porta ses premiers efforts. Ses obus tombèrent sur les positions des Anglais près de Binche et de Bray. Son infanterie chercha à passer le canal près de Mons.

Les généraux anglais n'avaient pas entièrement oublié les leçons de la guerre contre les Boers. Ils donnèrent l'ordre de creuser en hâte quelques tranchées. Mais les tranchées ainsi improvisées étaient beaucoup trop courtes et presque toutes tournées dans le mauvais sens. D'ailleurs, les hommes manquaient des outils nécessaires. La plupart d'entre eux arrachaient et rejetaient la terre avec leurs gamelles ou avec leurs mains. Malgré tout, l'ennemi se heurta à une résistance qui l'étonna, dans son mépris invétéré et systématique de l'armée anglaise. Tous les Allemands, en effet, admettaient comme parole d'Évangile le mot prononcé par Bismarck, un jour qu'on lui demandait : « Que feriez-vous, si quelque cent mille soldats anglais débarquaient dans le Jutland? — Moi! C'est bien simple. Je les ferais arrêter par la gendarmerie ».

Pour échapper à l'enveloppement, les Anglais se replièrent au sud de Bray et abandonnèrent Binche. Dès lors, leur position à Mons et à Jemmapes ne pouvait plus être conservée. En se retirant, ils firent sauter le pont du canal. Le maréchal French reçut de notre grand quartier général cette dépêche : « Trois corps d'armée allemands se dirigent vers vous. L'ennemi tente contre vous un mouvement d'enve-



[illegible] Le 4e groupe des D. [illegible]

[illegible] nos alliés avaient [illegible] prêts à [illegible] séparés par leur marche, se fussent réunis [illegible]



Mons.

[illegible] bataille de la Sambre [illegible]. Les forces britanniques [illegible] de deux corps [illegible] son débarquement [illegible]

[illegible] Le même [illegible] ils rencontrèrent de la cavalerie allemande devant les forêts de Soignies. La [illegible] armée allemande exécutait le mouvement [illegible] le haut commandement [illegible] était soutenue par une [illegible]

[illegible] de l'armée britannique [illegible]

[illegible]



Charge des Lanciers Anglais pendant la retraite de Mons

loppement partant de Tournai. Sur votre droite, nos deux divisions qui gardaient la Sambre à l'est de Maubeuge se replient et, sur la droite de notre 5e armée, l'ennemi a occupé depuis hier les passages de la Sambre, entre Charleroi et Namur ». Une fois de plus, l'unité d'action avait manqué. Nos alliés avaient trop tardé à nous soutenir, et nous, à les renseigner. Le maréchal French donna ordre à ses troupes de se replier sur une ligne allant de Maubeuge vers Jenlain, au sud-est de Valenciennes. Position peu tenable, à cause des maisons qui bouchaient la vue aux artilleurs.

La retraite, bien qu'elle soit un mouvement toujours douloureux au cœur du chef et du soldat, n'est pas nécessairement une défaite. Elle est d'ailleurs infiniment plus difficile à organiser qu'une avance. Quand on l'opère sans pertes graves et en conservant tout ce qui est nécessaire à une contre-offensive, elle constitue une opération à laquelle l'idée même de revers ne doit jamais être associée.

L'armée d'Amade.

Le 23, à huit heures du matin, des cavaliers allemands s'avancèrent presque jusqu'aux premières maisons de Lille. Nos territoriaux firent le coup de feu à Antoing, à Tournai, à Cysoing, à Baisieux et près de Lille même. Que pouvait une fusillade à l'appui de laquelle ne venait aucune artillerie de campagne? Déjà, la grosse artillerie allemande se mettait en batterie.

Cependant la nouvelle armée, commandée par le général d'Amade, aida puissamment les forces britanniques à garder leurs communications avec la côte et à opérer leur retraite en bon ordre. Elle contribua en outre, avec l'armée de Lanrezac, à attirer vers le sud les masses ennemies dont l'objectif était Calais. Enfin, elle commença à remplir la mission que le Haut Commandement lui avait réservée et qui faisait d'elle un instrument de manœuvre.

Le général d'Amade, venant de Lyon, avait été, dès le 16 août, envoyé à Arras, pour former une armée « destinée à parer à toute éventualité ». Il devait établir, de Maubeuge à Dunkerque, un barrage empêchant la cavalerie ennemie de couper nos chemins de fer. Les territoriaux qui composaient son armée étaient de braves gens. Mais que de lacunes dans leur organisation! Que de vides dans leurs cadres! Sans artillerie divisionnaire, sans cavalerie, sans outils de campagne, ils soutinrent le choc des meilleures troupes allemandes, y compris la Garde.

Le 23, à huit heures du soir, le général Lanrezac, se croyant menacé sur sa droite, estima que la retraite s'imposait. Il jugeait son armée perdue, si elle ne sortait pas de l'impasse entre Borinage et Thiérache. Au contraire, le Haut Commandement gardait le sentiment que l'armée de Lanrezac, au lieu de battre en retraite, aurait pu contre-attaquer. — « Depuis ce jour, dit noblement le général Lanrezac, j'ai au cœur une blessure que rien ne guérira ».

Retraite de nos armées et de l'armée britannique.

La 5e armée se retira, le 24, dès quatre heures du matin, vers la ligne Givet-Philippeville-Beaumont-Maubeuge. A la nouvelle de ce repli, le grand quartier général envoya des indications pour qu'on empêchât à tout prix l'ennemi d'envelopper les armées franco-britanniques par leur gauche ou de les enfoncer en un endroit quelconque de leur front. Des ordres précis dirigeaient la retraite de la 5e armée, sans cesser de prendre Maubeuge pour point d'appui.

Ces divers mouvements étaient combinés : d'une part, avec la 4e armée qui traversait la forêt des Ardennes pour s'abriter derrière la Meuse ; d'autre part, avec l'armée britannique qui se repliait vers Cambrai. On devinait que l'armée britannique était visée particulièrement par l'ennemi qui rêvait de l'anéantir tout d'abord.

De toutes les décisions du grand quartier général se dégageaient deux préoccupations : ne pas perdre la liaison avec l'armée britannique ; ne rien négliger de ce qui pouvait favoriser la reprise de l'offensive.

Notre 4e armée s'était retirée, le 24 août, derrière la Chiers, au-dessous de Montmédy, et derrière la Meuse, depuis l'embouchure de la Chiers jusqu'à Mézières. L'armée saxonne de von Hausen avait l'ordre de couper les communications de notre 5e armée. Mais notre 1er corps, en un brusque élan, dans l'après-midi du 23 août, arrêta les troupes de von Hausen au sud de Dinant et les rejeta sur la Meuse. À dix heures du soir, nos fantassins s'emparaient à la baïonnette du village d'Onhaye. Le dévouement de ces braves rendait le plus signalé service à la 5e armée.

Le lendemain, 25, à Marienbourg, le 127e d'infanterie, avec une admirable ténacité, soutenait une lutte qui permettait au 1er corps de quitter la Belgique en se dirigeant vers Rocroi.

Le 10e corps rentrait en France, le même jour, par Forge-Philippe. Vers le soir, il fit halte près d'Hirson. Sur les crêtes où passe la route de Charleville et qui dominent les débouchés des forêts, son état-major s'était installé dans la maison d'école. Là comme partout, nos troupes semblaient plus irritées qu'humiliées par leur repli. La pensée d'une revanche prochaine les réconfortait. D'ailleurs, elles sentaient que rien n'était désorganisé : des instructions minutieuses leur arrivaient pour leur cantonnement.

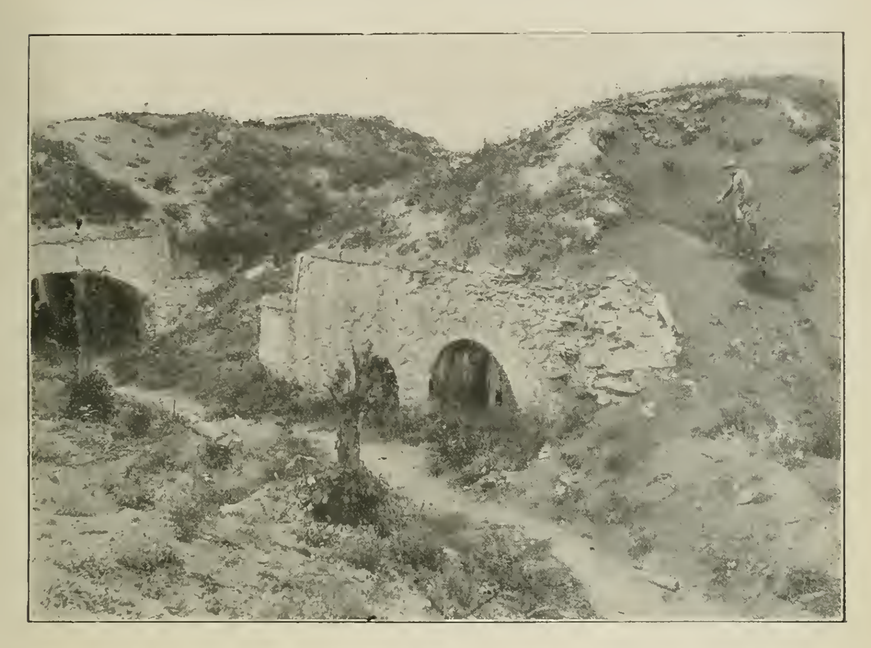
Le 3e corps opéra sa retraite par la route de Boussu-lès-Walcourt à Barbançon. Cette retraite, d'abord très pénible et même très confuse en Belgique, retrouva de l'ordre dès la rentrée en France, pour se diriger vers la région de La Flamangrie-Clairfontaine-Sommeron, c'est-à-dire au sud-ouest. Il s'agissait toujours de ne pas perdre la liaison avec les forces britanniques.

Non moins pénible, dans l'encombrement des routes où s'enchevêtraient civils et militaires, était la retraite du 18e corps qui gagnait la région Avesnes-Sains.

Le général Valabrègue, à la tête de son groupe de Divisions de Réserve, attendait l'ordre de contre-attaquer, en liaison avec l'armée britannique, pour couvrir la retraite. Seul, l'ordre de la retraite lui arriva. La 53e division soutint les troupes britanniques sur lesquelles l'ennemi avait fondu la nuit près de Maroilles. Dans l'ombre épaisse, les adversaires se heurtèrent brusquement. Ni les uns ni les autres n'avaient mis les baïonnettes. La lutte s'engagea à coups de poing et de crosse. Rude jeu où les Allemands n'eurent pas l'avantage. Quelques autres combats furent livrés, particulièrement à Marbaix. La prise de Marbaix coûta la vie au chef d'état-major de la cavalerie allemande de la Garde.

Notre corps de cavalerie, ayant reçu l'ordre de couvrir la gauche du maréchal French, se dirigea vers Valincourt, malgré sa fatigue, à travers les troupes britanniques qui se repliaient. Nos officiers « sentaient fondre leurs escadrons ». De moins en moins nombreux, les chevaux avaient de moins en moins de vigueur. Quand on mettait pied à terre, les hommes s'allongeaient ou se pelotonnaient entre les jambes de leurs bêtes, en pleine route. Les officiers se couchaient sur le seuil des portes. Quant au général de brigade, il dormait les coudes sur une fenêtre, la tête dans ses mains. Un corps de cavalerie, c'est-à-dire, par définition, une unité composée de deux ou trois divisions de cette arme auxquelles on rattache un ou deux batail-

lons d'infanterie, rend rarement les services qu'on attend de lui. Comment conduire et nourrir une masse de quelque quinze mille chevaux? Comment l'avoir sous la main, à la place et à l'heure dites? Pourtant, nos alliés se félicitent du secours que leur apporta le général Sordet. Leur général en chef lui avait exposé nettement la situation : « Aujourd'hui, les chemins de fer fonctionnent tous très mal. Seule, la cavalerie peut être efficace. Nous comptons sur vous. » Sordet, avec la permission de



FORT DE TROYON

(Photo Section photographique de l'Armée.)

son chef, fit ce que souhaitait French « et accomplit ainsi un magnifique travail ».

La région du Nord et du Nord-Est n'était nullement organisée pour la défense du pays. A peine si, dans le rapport écrit à la veille de la guerre sur la réfection des places fortes, quelques mots indiquent combien une organisation de ce genre devenait nécessaire le long des frontières belge et luxembourgeoise. Le matériel de guerre faisait défaut. Tandis que l'Allemagne avait 3 500 pièces d'artillerie lourde à tir rapide, nous n'en avions que 104. D'après la doctrine de notre École de Guerre, les armées en campagne pouvaient seules assurer la victoire. Aussi, tout le budget s'employait-il à renforcer les armées. Voilà pourquoi Lille avait été déclassée, Reims désarmée à peu près complètement, ainsi que les forts d'Hirson et des Ayvelles. Sans doute, on avait songé à renforcer Maubeuge. En attendant, on n'avait bétonné qu'un de ses forts. A Longwy et à Montmédy, rien de bétonné. Reims, que les Allemands occuperont pendant quelques jours avant notre victoire de la Marne, et Lille qu'ils n'envahiront réellement que le 10 octobre, n'auraient pas cessé de nous appartenir, si ces places avaient été convenablement fortifiées. Longwy, Montmédy, les Ayvelles, Charlemont tombèrent vite aux mains de l'ennemi muni

d'une artillerie lourde si supérieure à la nôtre. Maubeuge, dont les forts, y compris l'unique fort bétonné, n'étaient qu'à 6 kilomètres de la place, ne put résister que pendant trois semaines. Ainsi, dès le début de la guerre, l'ennemi eut en son pouvoir tous les chemins allant du Luxembourg et de la Belgique en France. Est-ce à dire que notre système de fortifications, si incomplet qu'il fût, ne nous ait rendu de précieux services? Non certes. Pendant la bataille de la Marne, la place de Verdun et les forts de la Meuse empêcheront notre droite d'être tournée. Nous verrons le fort de Troyon, soutenu par les forts de Génicourt et des Paroches, barrer la route, malgré les gros obus de 305, à un corps allemand venu de Metz qui pensait pouvoir traverser la Meuse. Si le fort du camp des Romains avait été bétonné, l'ennemi ne serait jamais arrivé à la Meuse par Saint-Mihiel.



MAUBEUGE. — TOURELLE BLINDÉE D'UN FORT

Sur l'ordre formel de résister jusqu'à la dernière extrémité, le général d'Amade prit pour points d'appui Maubeuge, Lille, Dunkerque. Mais comment mettre Lille en état de défense? Une grande partie des canons avait été enlevée avec tout le personnel des batteries. Tout y était à faire.

Pendant que le général Percin, qui commandait la 1re région, d'accord avec le général Herment qui commandait l'artillerie, s'efforçait en hâte d'organiser la place et les environs de Lille, toute la France entendait, à travers la frontière, les cris de triomphe poussés par l'Allemagne. Féroces exagérations des bulletins de Berlin et de Vienne : « Victoire sur victoire! écrivait à Guillaume II le vieil empereur François-Joseph. Les mots me manquent. Je serre ta main puissante. »

Relisons, d'autre part, les communiqués français. 23 août, au soir : « C'est sur la vaste ligne allant de Mons à la frontière luxembourgeoise que se joue la grosse partie ». 24 août, au matin : « La bataille est engagée entre la Moselle et Mons ». 24 août, au soir : « Du fait des ordres donnés, la lutte va changer d'aspect pour quelques jours ». C'était la retraite générale.

Bien que le maréchal French, lui aussi, fût décidé à cette retraite, il continua la lutte toute la nuit du 23 au 24. Il nous a clairement exposé les raisons de cet opiniâtre effort. La brusque rupture du combat eût été un irréparable désastre. Le combat se développa de Binche à Obourg et à Nimy, puis de Mons à Jemmapes et à Saint-Ghislain. Les troupes allemandes, qui s'avançaient à marches forcées le long de l'Escaut par Antoing, cherchaient à tourner l'aile gauche de l'armée britannique. Les corps de cette armée exécutèrent leur mouvement de repli en se

protégeant l'un l'autre par des coups de boutoir. C'est ainsi que, près d'Audregnies, dans une vaste plaine, plusieurs de leurs régiments, dragons et lanciers, reçurent l'ordre d'enrayer à tout prix l'avance de l'ennemi, même en chargeant. Les Allemands avaient dissimulé, à cent pas de leur front, des lignes de fils de fer. Que se passa-t-il? Certains historiens des plus autorisés donnent à ce propos deux récits entièrement contraires jusque dans le détail. D'après les uns, la cavalerie anglaise culbuta, s'écrasa, s'amoncela dans un élan fatal, tandis que, sur cette montagne agonisante d'hommes et de chevaux, l'artillerie allemande épuisait à l'aise sa fureur. D'après les autres, parmi lesquels se rangent d'excellents chroniqueurs britanniques, voici ce qui se passa. « Des colonnes allemande se dirigeaient de Quiévrin vers Audregnies. Les régiments britanniques qui occupaient ce village reçurent l'ordre que l'on sait. L'idée de charger fait toujours l'effet d'un stimulant à la cavalerie anglaise. Transportés d'enthousiasme, les régiments sortirent du village. L'ennemi apparaissait à quinze cents mètres au delà des champs de blé où les gerbes étaient encore en tas. Dès qu'il vit la cavalerie en ligne d'attaque, il se dispersa, s'abrita derrière les tas de gerbes et ouvrit le feu. Tout à coup la cavalerie aperçut, entre deux champs, une barrière de fils de fer. Avec un parfait sang-froid, les deux colonels firent obliquer leurs cavaliers. Tous mirent pied à terre derrière de grands tas de mâchefer, d'où ils ouvrirent un feu meurtrier sur l'ennemi, tandis que les batteries voisines se joignaient à eux. Le combat dura quatre heures, pendant lesquelles les chevaux furent peu à peu retirés vers l'arrière. » De ces deux récits, c'est le second qui contient la plus grande part de vérité. Une enquête que nous avons faite nous-même permet de l'affirmer. Pour des actions si dispersées et si compliquées, où les meilleurs témoins se contredisent de bonne foi, la vérité absolue est extrêmement difficile à découvrir.


GÉNÉRAL PERCIN
(Photo Manuel.)

Le maréchal French avait acquis la certitude que l'ennemi travaillait à le pousser vers Maubeuge, pour l'y cerner. Aussi accéléra-t-il la marche de ses troupes, malgré leur fatigue accablante et malgré l'encombrement des routes, qu'aggravait encore le mouvement du corps de cavalerie française passant à la gauche de l'armée britannique. « A tout prix, disait French, je mettrai entre les Allemands et moi un obstacle sérieux, la Somme ou l'Oise. C'est cinquante-cinq ou soixante kilomètres à faire. Nous les ferons et nous nous reposerons après, en nous réorganisant ».

D'ailleurs, voici enfin que débarquait au Cateau le reste de l'armée britannique, ce 3e corps si impatiemment attendu et qui, une semaine avant, aurait pu faire si utile besogne. Le général Snow, qui commandait ces forces nouvelles, reçut l'ordre de s'établir au sud de Solesmes, en appuyant sa gauche à la route du Cateau à Cambrai. Le 1er corps anglais s'était, d'une seule traite, replié jusqu'à Landrecies. Il tombait de lassitude. Mais les Allemands ne lui accordaient aucun répit.

L'éducation militaire de la Grande-Bretagne était fondée, depuis soixante ans, sur les expériences des « petites guerres ». C'était également à ces petites guerres,

dans des contrées lointaines, que l'équipement des troupes était destiné. Au contraire, l'Allemagne, depuis plus d'un siècle, se préparait à la grande guerre européenne. Son armée était équipée pour des marches rapides, sur de grandes routes pavées et macadamisées.

Dans la suite, l'armée britannique réquisitionnera les automobiles et les camions des maisons de commerce. Mais, au début, les moyens de locomotion lui manquaient complètement. Sur des arrière-gardes épuisées de fatigue, l'ennemi jetait aisément des troupes bien reposées.

La bataille reprit en pleine nuit et s'étendit de proche en proche. A la prière du général French, le général Valabrègue, avec ses divisions de réserve, dirigea une attaque vers la route de Landrecies à Avesnes. Dans les rues de Landrecies, la lutte fut extrêmement meurtrière pour l'ennemi. Tout à coup, on entendit de l'infanterie marcher dans la forêt voisine. Des chansons françaises s'élevèrent. Un projecteur fit entrevoir des uniformes français. On laissa donc s'avancer cette colonne. Mais un nouvel éclat du projecteur révéla des uniformes allemands derrière des sections aux pantalons rouges. Les mitrailleuses britanniques n'eurent pas le temps de tirer. Un corps-à-corps s'engagea dans l'ombre, avec des baïonnettes et des revolvers. Les troupes britanniques plièrent sous le nombre.



TOURNAI. — LA GRANDE PLACE (Photo Crété.)

A grand'peine, le 1er corps anglais parvint à se dégager. Il marcha vers le sud, dans la direction de Wassigny-Guise.

A tout prix, répétons-le, French voulait soustraire son armée à l'aimant des places fortes. Pour avoir vu de si près la guerre de 1870, il savait que Maubeuge lui serait aussi fatale que Metz l'avait été à Bazaine.

Maubeuge, chargée de défendre le nœud de voies ferrées aboutissant à Paris, était hors d'état de tenir sous le feu des gros mortiers. Le général Fournier, qui commandait le camp retranché, n'avait que 20 batteries de 75 et de 120 et 20 pièces de 90. Ses forces se composaient du 145e, du 345e, de sept régiments de territoriaux, de deux régiments du génie, d'un escadron de chasseurs, de 20 avions et de deux dirigeables. Dès qu'il apprit l'avance de l'ennemi, il fit évacuer la population. Sur 20000 habitants. 16000 partirent. La retraite de l'armée anglaise permit

à l'ennemi de cerner la ville. Le bombardement des forts commença le 25 et celui de la ville dans la nuit du 25 au 26 août.

L'ennemi, dans son avance, n'était gêné que par la présence de l'armée d'Amade, établie sur le front Le Quesnoy-Valenciennes-Tournai. Au moyen des écluses et des canaux, cette armée avait tendu les inondations de la Scarpe, de l'Escaut, de la Rhonelle. Si elle ne réussit pas à arrêter l'envahisseur, du moins ne cessa-t-elle jamais de menacer son flanc droit. Un peu renforcée, elle donna à deux bataillons de territoriaux la mission de réoccuper la ville de Tournai. L'ennemi, prévenu par ses avions, fit avancer ses canons et ses mitrailleuses dont le nombre nous étonnait toujours. La France en possédait 2700. Il en possédait 50000. Ce dernier chiffre était inconnu en France. Le gouvernement de Guillaume II mettait autant de soin à le dissimuler que le gouvernement de Napoléon III en avait mis à cacher les mitrailleuses primitives qu'il dirigeait vers le front en 1870. A Tournai, les mitrailleuses allemandes si perfectionnées eurent vite raison des deux bataillons de territoriaux qu'accompagnait un peu de cavalerie, mais qu'aucune artillerie ne soutenait. L'ennemi fit un grand nombre de prisonniers et précipita sa marche dans la région de Condé, de Lille, de Douai.



LILLE. — INTÉRIEUR DE LA PRÉFECTURE

Il avançait souvent sans coup férir, et toujours à coup sûr. Le 25 août, près de Lille, une patrouille allemande entrait à Fives-Mont-de-Terre. L'officier qui la commandait avait habité Lille jusqu'au moment de la mobilisation : il était employé dans une importante boucherie comme garçon de peine. Le même jour, près de Lille, à Orchies, un détachement allemand réquisitionna les automobiles de la fabrique de chicorée Leroux. Le sous-officier qui le commandait était un ancien employé de la Société des Téléphones de Lille. Les faits de ce genre sont innombrables. Douze jours après, à Bernes (Seine-et-Oise), entrait une patrouille allemande. L'officier qui la commandait était un ancien employé de la maison Félix Potin, qui avait acheté un magasin d'épicerie à Parmain-l'Isle-Adam et qui, jusqu'à la veille de la guerre, avait parcouru toute la région en voiture.

Les deux divisions nouvelles arrivées à l'armée d'Amade allaient-elles lui permettre de barrer la route à l'ennemi lancé à la conquête d'une région représentant les sept dixièmes de l'industrie française? Le général d'Amade avait donné l'ordre de mettre le camp retranché de Lille en état de défense. Des canons, des munitions, des hommes y furent précipitamment envoyés. Mais pouvait-on sauver une

place qui, à la veille de la guerre, avait été déclassée? Le ministre de la Guerre ne le crut pas. Le 24 août, à deux heures de l'après-midi, il ordonna de considérer Lille comme ville ouverte et de faire replier les troupes avec les dépôts entre La Bassée et Aire-sur-Lys. Cet ordre s'exécuta au moment où nos canons de 120 commençaient à tonner. Le gouvernement reculait devant la pensée de livrer la vaste et riche cité, avec les cités dignes d'elle qui lui servent de faubourg, à l'impitoyable épreuve de la bataille. Hélas! il la livrait à une épreuve non moins impitoyable et encore plus sinistre. L'ennemi, après avoir pénétré dans cette ville, le 26 août, et l'avoir quittée pour se lancer à la poursuite des troupes britanniques, y rentrera deux mois plus tard et s'y établira pour des années.

La rapidité de l'invasion ne s'explique que trop par la façon dont l'ennemi avait préparé son attaque à travers la Belgique. Préparation si évidente qu'elle aurait dû ouvrir les yeux à tous les Français! Sans cesse, il construisait ou doublait des voies ferrées dans l'Eiffel, âpre et froide contrée de montagnes rocheuses qui, à l'ouest de la Moselle et du Rhin, s'étend depuis Trèves jusqu'à Cologne et à Aix-la-Chapelle, contrée pauvre en population, de rude climat, sans ressources, sans avenir. Ces voies ferrées, d'unique intérêt stratégique, venaient d'être perfectionnées, en 1914, particulièrement du Rhin à Trèves et à Luxembourg, grâce aux 452 millions de marks votés, en 1913, par le Landtag de Prusse.

Ce qui frappait le plus nos populations dans l'avance des Allemands, c'était le nombre inimaginable de véhicules dont ils disposaient : charrettes pour les sacs, camions pour les bagages, dortoirs ambulants, wagons-postes, wagons sanitaires, tapissières automobiles à deux étages de bancs pour les combattants. Souvent leur cavalerie, laissant la route aux voitures de toutes sortes et traversant les champs de betteraves, ne regagnait le rang qu'à l'entrée des villages ou à la tête des ponts. Chemin faisant, ils enlevaient toutes les bicyclettes. En les entendant crier : « A Paris », nos paysans disaient : « Pas un ne porte son sac et presque pas un d'eux ne va à pied. Ils font au moins 50 kilomètres par jour. Pourvu que Paris soit bien défendu! »

Aux 600 000 hommes que lançait contre nous l'Allemagne, nous opposions plus de 500 000 des nôtres. Ce chiffre pourrait tromper les esprits superficiels par son importance relative. Mais il ne correspond pas à une effective réalité. Comment mettre des territoriaux en balance avec des troupes de l'armée active?

Pourtant, en cette partie si tragique de notre histoire, nous constatons, à chaque instant, que le nord de la France, sinon la Belgique, aurait été préservé de l'invasion, si nous avions eu, en plus, quelques milliers de mitrailleuses, quelques centaines d'aéroplanes, quelques douzaines de batteries d'artillerie lourde, quelques lignes de tranchées, et, pour nos opérations les plus sérieuses, trois corps d'armée. Ce qui déchire l'âme, c'est la pensée que ces mitrailleuses, ces aéroplanes, ces mortiers, ces tranchées, nous aurions pu si facilement les avoir, et que les trois corps d'armée qui nous manquaient sur les champs de bataille, nous les avions.

Écrasées de fatigue, nos armées reculaient sur toute la ligne. Les plus jeunes visages montraient des rides. Les épaules pliaient douloureusement sous les sacs. Beaucoup de nos hommes n'avaient pris aucun repas depuis plusieurs jours. Leurs provisions étant épuisées, ils arrachaient des pommes vertes aux arbres des routes. Les chevaux attelés aux canons avaient, sous leurs traits, des marques sanguinolentes où pullulaient les mouches. Hommes et bêtes étaient en proie à la dysenterie. A toutes les souffrances physiques s'ajoutait la grande pitié qui se répandait alors sur la terre de France. De toutes parts, les populations fuyaient. Tragiques et interminables convois où, près de la vieille grand'mère.

se blottissait la jeune accouchée donnant le sein à son enfant! Les yeux des pauvres gens disaient aux soldats : « Vous ne voulez donc plus nous défendre ». Et les yeux des soldats se détournaient. Le long de la route s'accumulait, comme au déferlement d'une marée sinistre, tout ce qu'abandonnerait la débâcle militaire: sacs vides, képis sans forme, uniformes en lambeaux, fusils brisés. Quelques jours auparavant, ces fusils Lebel avaient arboré, avec tant de fierté joyeuse, les bouquets que les femmes tendaient avec un si triomphal enthousiasme! N'y avait-il pas là de quoi verser des larmes de sang? On en versait. C'étaient des larmes sublimes et fécondes. Disons tout de suite que ces mêmes soldats, quelques jours après, reprendront l'offensive, gagneront la bataille des batailles et verront, au bord des mêmes routes, des monceaux de casques à pointe, de sacs en peau de vache, de barrettes, de sacoches, de fusils Mauser, de baïonnettes pareilles à des scies ou à des poignards. La débâcle changera de camp.



GÉNÉRAL DE SONIS
(Photo Sardony.)

Pendant cette dure retraite, un colonel français, de taille élancée et de fière mine, fit halte dans une maison qu'habitaient deux vieilles dames. Comme il les voyait surprises d'entendre les officiers l'appeler : « Mon général », il leur dit : « Ma nomination est récente, et d'ailleurs je n'ai pas d'autre uniforme ». Puis il se retira dans sa chambre. Le lendemain, sur sa manche, il aperçut les étoiles de général de brigade. « Ce sont, lui dirent les deux dames, les étoiles que le général de Sonis portait, en décembre 1870, à la bataille de Patay ». En partant, le nouveau général remercia les dames de Sonis : « Ces étoiles, qui viennent d'un brave, verront la victoire ». Un des officiers qui l'accompagnaient dit tout bas aux nobles hôtesses : « Rappelez-vous son nom : Pétain. Il commande la 4e brigade, 1er corps. A l'Ecole de Guerre, tout le monde disait de lui : C'est un seigneur, ce qui signifie un grand chef ».

Un capitaine d'infanterie nous raconta ceci : — Au commencement de la retraite, j'étais sous-lieutenant. Mon colonel, passant à quelques pas de moi dans son automobile, cria : « Perrot, vous êtes lieutenant. » Alors, j'ai cousu à ma manche mon second galon. Où je l'ai trouvé? Les galons d'officier étaient alors très longs. J'ai coupé le mien en deux. Là-dessus, je me remis à la besogne. Quelle besogne? La seule nécessaire. Maintenir mes hommes debout. Ils étaient si las! Je leur répétais : « Encore quelques kilomètres en arrière. Puis, nous reprendrons l'offensive, je vous le jure ».

En somme, notre retraite n'avait rien d'une panique. Peut-être même n'aurait-on pas trouvé un soldat sur dix qui crût à une retraite véritable. L'ennemi publiait partout qu'il avait remporté sur toute la ligne une immense victoire qu'il appelait « Victoire de Sambre-et-Meuse ». Dans ses dépêches, ses récits et ses commentaires sans nombre, il la déclarait complète et définitive. En réalité, il n'avait réussi ni à envelopper ni à couper nos armées. Dès qu'il avait rencontré l'armée d'Amade, il avait dû renoncer à sa marche sur Calais.



HAMBOURG

Chapitre XII

LES MERS ET LE FRONT ORIENTAL

A l'entrée de la Baltique.

Aux moments les plus inquiétants des premiers mois de guerre, la France, voyant arriver les bateaux anglais pleins de soldats et les bateaux américains pleins de provisions, ne pouvait concevoir aucune inquiétude du côté des mers.

Les Alliés, qui en possédaient la maîtrise, bloquaient d'une part la mer du Nord et l'entrée des détroits qui s'ouvrent sur la Baltique où se trouvait la flotte allemande; d'autre part, l'Adriatique où se trouvait la flotte autrichienne. Ils comptaient bien empêcher ainsi le ravitaillement de l'Allemagne.

Dans l'éclat de cet avantage disparaissaient les difficultés qui en résultaient. Comment refuser aux neutres le ravitaillement? Comment empêcher les neutres de faire passer à l'ennemi une partie de ce ravitaillement ou de leurs propres ressources?

L'Allemagne, toujours frappée du mot de Guillaume II : « Notre empire est sur les eaux », a songé, depuis le premier jour de la guerre, à un débarquement en Grande-Bretagne. Elle essaya successivement tous les moyens d'y parvenir, depuis les dirigeables jusqu'aux sous-marins.





Amiral BEATTY



CUIRASSÉ TYPE NEW-ZEALAND (Photo Chusseau-Flaviens.)

La Grande-Bretagne, si légitimement fière de sa flotte, devait à sa gloire de prendre les devants. Elle mit tout en œuvre afin de faire sortir de ses « trous à rats » la flotte allemande de haute mer.

L'Allemagne, pour la surveillance de ses positions maritimes, Cuxhaven, le canal de Kiel, Brême, Hambourg, possédait une sentinelle avancée, l'île d'Héligoland, que la Grande-Bretagne avait eu l'imprudence de lui céder.

Une occasion favorable s'offrit à la flotte britannique. Le 18 août, des croiseurs allemands qui appuyaient quelques patrouilleurs chargés de couler des bateaux de pêche anglais s'étaient avancés jusqu'à la zone de protection de cette île. Il ne s'agissait plus que de les décider à accepter le combat.

Le vice-amiral David Beatty, commandant la première escadre britannique, eut recours à un artifice de bonne guerre.



UN COIN DE CATTARO (Photo Chusseau-Flaviens.)

Profitant de la brume, il lança vers Héligoland plusieurs petits bateaux très rapides, avec mission de se retirer prestement et d'attirer l'ennemi à leur poursuite. Pendant ce temps, des destroyers devaient s'insinuer entre l'ennemi et la côte ; des croi-

seurs légers devaient attaquer ; enfin, au moment décisif, les cuirassés *Lion*, *Queen-Mary*, *Princess-Royal*, *New-Zealand*, tenus hors de vue sous le commandement direct du vice-amiral, devaient accourir pour compléter la victoire par un écrasement.

L'ennemi donna dans le piège. Mais, soudain, flairant le danger, il s'enfuit sans vergogne.

Par bonheur, les destroyers britanniques lui barraient la route. Bataille !

En constatant qu'il avait affaire à de petits bateaux, il reprit courage et appela ses croiseurs. Un double duel s'engagea : le croiseur anglais *Arethusa* contre le croiseur allemand *Ariadne*; le croiseur anglais *Fearless* contre le croiseur allemand *Strassburg*.

Ce dernier croiseur avait été lancé peu de temps avant la guerre, et l'empereur d'Allemagne, par une fantaisie néronienne, avait voulu que le maire de Strasbourg assistât à la cérémonie.

Les deux Allemands furent mis hors de combat, et l'un des deux Anglais, l'*Arethusa*, fut durement touché.

Au signal désespéré du *Strassburg*, arrivèrent deux grands croiseurs, le *Coeln* et le *Mainz*. Les deux croiseurs anglais, l'*Arethusa*, malgré ses blessures, et le *Fearless*, revinrent à la charge, soutenus par deux autres croiseurs : *Lurcher* et *Firedrake*.

Les Allemands, par la télégraphie sans fil, appelèrent leurs grands cuirassés. Les Anglais jugèrent bon d'en faire autant.

Avec quelle joie le vice-amiral David Beatty vola au combat avec sa flotte de haute mer ! A midi, il tomba en pleine mêlée,

Hélas ! les grands cuirassés allemands demeurèrent blottis au plus profond de leurs repaires. Suivant un mot anglais fort judicieux, ils firent preuve d'une prudence proportionnée à leur taille.

Le *Lion*, qui arborait le pavillon de l'amiral, mit fin à la lutte par une seule bordée. L'*Ariadne* coula. Le *Mainz* avait coulé. Tant bien que mal, le *Coeln* et le *Strassburg* s'échappèrent, en fort piteux état.

Le souvenir de ce succès britannique immobilisa encore davantage la marine allemande. Mais, dans cette immobilité forcée, elle construisit des sous-marins, instruisit des équipages, forma des officiers, fabriqua des torpilles et des mines, préparant la revanche qui comportait le plus de cruauté, avec le moins de risque .

A l'entrée de l'Adriatique.

En Méditerranée, la flotte française commandée par l'amiral Boué de Lapeyrère, et la flotte britannique commandée par l'amiral Milne, avaient reçu l'ordre de combiner leurs efforts. Mais peut-il vraiment y avoir combinaison dans les efforts, quand il n'y a pas subordination chez les chefs ? Pour répondre à cette question, il suffit de se représenter la fuite du *Gœben* et du *Breslau* gagnant les détroits, sans recevoir un seul obus anglais.

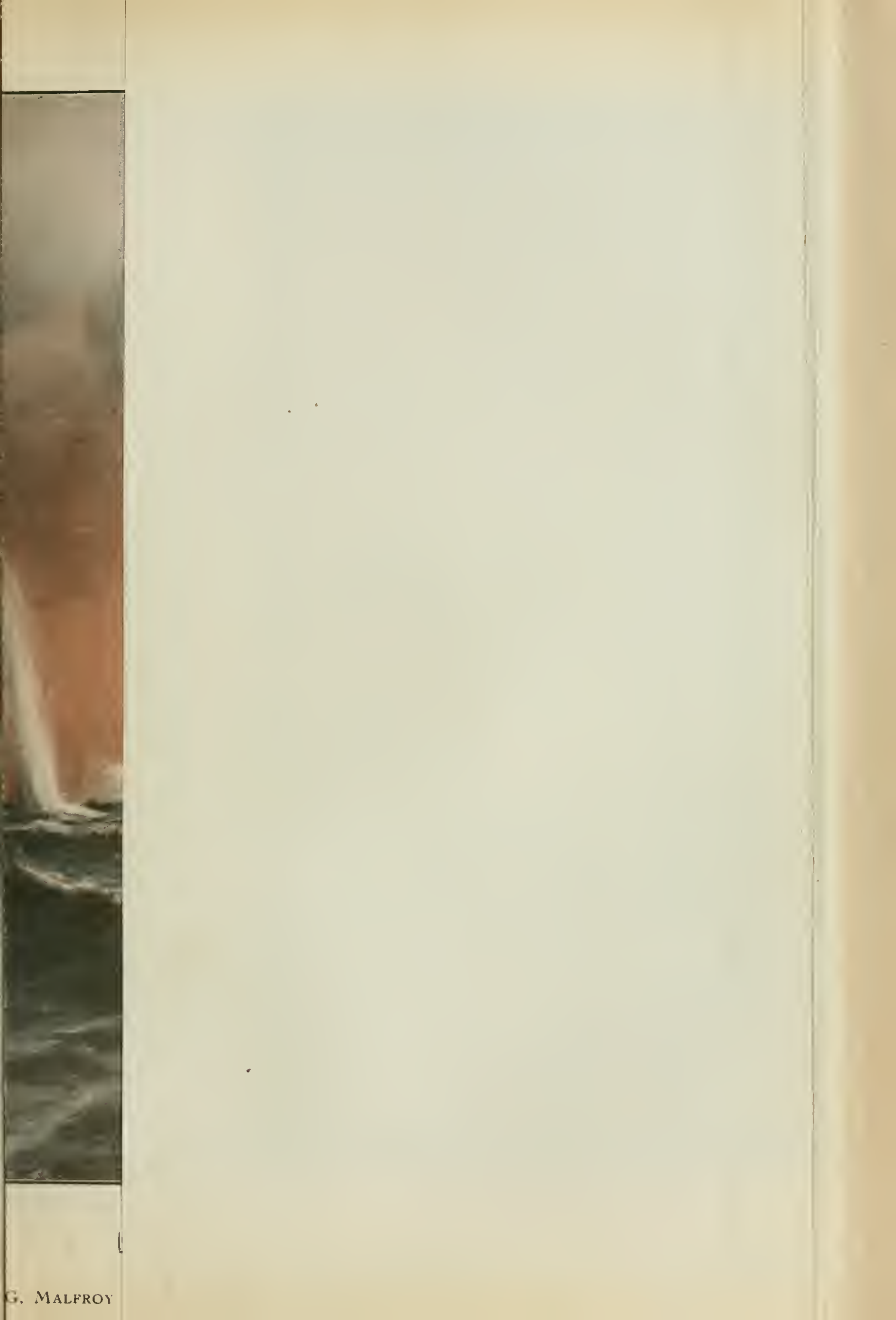
Ce que les amiraux franco-britanniques se proposaient surtout, en parfaite intelligence, c'était d'empêcher que la flotte autrichienne, à l'exemple des deux pirates allemands, ne se glissât dans les détroits et n'entrât en lutte contre nos alliés de Russie. Il s'agissait donc de bloquer les navires autrichiens dans l'Adriatique, comme la flotte britannique bloquait les navires allemands à l'entrée de la mer du Nord.

Les ports de Cattaro et de Pola sont d'excellents refuges. Les anfractuosités des



RAID MARITIME ET AERIEN DE CUXHAVEN (25 Décembre 1914), par G. Malfroy

« Undaunted » « Arethusa » Sous-marin anglais Ile Helgoland



G. MALFROY



BATAILLE NAVALE DES ILES FALKLAND, par G. Malfroy



POLA. — LES QUAIS ET L'ARSENAL (Photo Chusseau-Flaviens.)

côtes autrichiennes et les chapelets d'îles qui les bordent, permettent de déjouer aisément toute attaque. D'ailleurs, rien ne pouvait être tenté par nous à la faveur des côtes italiennes, puisque l'Italie gardait encore la neutralité. Comme base de ravitaillement, les flottes franco-britanniques, malgré beaucoup de sondages et de démarches, en étaient réduites à la seule île de Malte.

La flotte française, composée de neuf cuirassés et de quinze autres bâtiments, dont sept croiseurs du type le plus nouveau, se posta dans le canal d'Otrante. Pas un instant, elle ne se relâcha de sa surveillance et ne cessa de ravitailler le Monténégro.

Sur un mouvement trop prononcé de l'ennemi, elle lui infligea une leçon devant Cattaro : le croiseur autrichien, la *Zenta*, fut coulé.

Pouvait-elle faire davantage? Oui, sans nul doute. Elle aurait pu travailler plus efficacement à hâter la fin de la guerre par la victoire du droit.

Il suffisait alors de faire débarquer quelques régiments sur les côtes de Dalmatie. Ces forces, soutenues par les troupes monténégrines, soulevaient l'Herzégovine et la Bosnie, apportaient une aide réconfortante aux Serbes déjà si affaiblis, stimulaient les sympathies secrètes de la Roumanie, montraient aux Bulgares qu'ils n'avaient rien de bon à attendre des Empires centraux et surtout maintenaient les communications directes avec la Russie!

Mais quoi! l'expérience de la guerre manquait encore trop aux Alliés pour qu'ils eussent même la pensée d'étudier sérieusement ce projet.

A diverses reprises, nos bateaux croisant dans l'Adriatique eurent sous le feu de leurs canons des troupes ennemies défilant dans les faubourgs des villes. Pas un coup de leurs canons ne fut tiré.

Ainsi se résument plusieurs témoignages signés pour nous par des officiers de marine. Ajoutons que ces témoignages aboutissent tous à la même conclusion : « Les villes ennemies étaient des villes ouvertes. Les troupes ennemies se mêlaient à la foule. Nous ne pouvions donc pas faire feu ».

Admirables scrupules de la conscience française, qui sont autant de flétrissures pour la déloyauté et la barbarie de l'Allemagne!

Hindenburg et Ludendorff en Prusse orientale.

A la fin d'août 1914, Paris regardait tournoyer dans son ciel des avions allemands. Il se disait avec impatience et indignation : « C'est pourtant chez nous que l'aviation a essayé ses ailes. C'est chez nous qu'elle s'est formée, exercée, développée. Comme l'automobile et le sous-marin, elle est œuvre française. Or, voici que l'Allemagne nous envoie ses avions en manière de défi et de menace. Ils ont été construits à l'imitation des nôtres. Leurs pilotes se sont instruits dans nos écoles. Et, pour le moment, nous ne pouvons rien contre eux, sinon leur montrer le poing. »

Le premier de ces avions allemands survolant Paris, un dimanche, y laissa tomber une bombe, puis s'enfuit en lançant des feuilles imprimées où on lisait : « Parisiens, rendez-vous. L'armée allemande est à vos portes. *Nous venons d'anéantir l'armée russe dans une bataille décisive* ».

Une menace allemande, même quand elle tombe du ciel, n'est jamais faite pour émouvoir Paris. La feuille imprimée produisit aussi peu d'émotion que la bombe. La France n'apprit que plus tard ce qui venait de se passer en Prusse orientale. Mais, quand bien même elle l'aurait appris tout de suite, elle aurait eu par ailleurs comme en elle-même des sources de réconfort !

Le 20 août, dans une cérémonie religieuse célébrée au Kremlin, le Tzar, mettant la Russie en état de guerre, s'était écrié :

— La tempête militaire, contrairement à mes intentions, s'est abattue sur mon peuple pacifique. Mon peuple s'est levé tout entier, fidèlement, oubliant toutes ses querelles, pour se consacrer à la défense de la terre natale.

Ces paroles de Nicolas II prononcées à Moscou avaient été saluées à Berlin par une bordée de sarcasmes. Les journaux allemands déclaraient :

— Jamais le peuple russe, si peuple il y a, n'a été plus hostile au Tzar et plus divisé qu'à présent. Quant à l'armée russe, elle n'a ni armes, ni munitions, ni voies de communication, ni instruction, ni préparation, ni ressources d'aucune sorte. L'Allemagne la dispersera, rien qu'en agitant son épée.

En même temps, les mêmes journaux allemands rappelaient, avec une grossière ironie, le chimérique projet ébauché par Nicolas II, au début de son règne, lorsqu'il avait convoqué la première conférence de La Haye. Ils citaient tous, avec une pieuse admiration, la réponse faite au Tzar par l'Empereur allemand, le 3 février 1899 :

« Sûre est la paix qui repose derrière le bouclier et sous l'épée du Michel allemand. Vouloir fonder la paix pour tous les peuples, c'est un beau rêve. Mais il y a une erreur à la base de toute entreprise de ce genre ».

Ainsi, par avance, Guillaume II jetait l'insulte à l'idée de la Société des Nations.

A Pétersbourg, le Tzar Nicolas II ne devait trouver autour de lui que très peu d'appuis solides et d'affections sincères. Il se sentait approuvé surtout par sa mère, fille du roi Christian de Danemark que la Prusse avait spolié, belle-sœur du feu roi d'Angleterre Edouard VII, l'Impératrice Marie qui avait conseillé à son mari, le Tzar Alexandre III, d'écouter debout la *Marseillaise* à Cronstadt. Mais, trop souvent, Nicolas II avait échappé à l'influence de sa mère pour retomber sous l'autorité de sa femme, Alice de Hesse, et céder à certaines suggestions de Berlin.

C'était, on le sait, l'Allemagne qui l'avait poussé dans la funeste aventure de Mandchourie. C'était l'Allemagne qui, à Bjorkoe, lui avait presque fait accepter l'idée d'une coalition contre l'Angleterre. C'était l'Allemagne qui lui avait fait reconnaître l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. C'était l'Allemagne qui lui avait fait admettre tant de projets funestes à la Pologne.

Qui étudiait de près Nicolas II était frappé de deux choses également évidentes : l'énormité de sa tâche et la faiblesse de son caractère. De cette faiblesse résultait une méfiance ombrageuse qui le détachait des ministres les plus loyaux, pour le livrer aux plus dangereux confidents. Ses aïeux avaient eu au moins une qualité précieuse : l'intuition de l'âme russe. Mais lui, dans son aveuglement, blessait son peuple par ses résistances et l'enivrait ensuite par ses concessions. Tout lui a donc nui, jusqu'à son assiduité au travail et jusqu'à l'honnêteté émouvante de toutes ses intentions. Certes, l'effondrement de son Empire et une paix séparée avec l'Allemagne lui faisaient également horreur. Mais comme il n'avait rien d'un chef, c'est à ce double abîme qu'il allait. Aurait-il lui-même signé la paix infâme ? Non, sans doute. Mais

elle eût peut-être été signée par son successeur. La mort du Tzar Paul Ier montre que la cour de Russie ne s'entend pas moins bien que la Révolution à faire disparaître un souverain gênant.

Quoi qu'il en soit, la France n'oubliera jamais que Nicolas II, dans la mesure de ses moyens, pratiqua le respect de la parole donnée. Ses troupes qui envahissaient la Prusse orientale couraient à une débâcle, mais elles forçaient l'Allemagne à envoyer vers le front russe d'importants renforts et d'habiles généraux.

En Prusse orientale, après la victoire de Gumbinnen, l'armée russe de Rennenkampf parvenait, le 28 août, à 25 kilomètres de Kœnigsberg. En même temps, la seconde armée russe, sous les ordres de Samsonov, marchait vers Dantzig.

GÉNÉRAL VON MACKENSEN

Les communiqués officiels de Petrograd répétaient : « Les troupes allemandes battent en retraite à marches forcées ».

Guillaume II lui-même avouait que l'ennemi occupait la plus grande partie de la Prusse orientale. Il écrivait : « L'affliction qui pèse sur mes loyales populations me remplit l'âme de deuil ».

Mackensen, le vaincu de Gumbinnen, avait pu, à grand'peine, dans la nuit, replier son armée vers Darkehmen. Quant au général von Prittwitz und Gaffron, décidé à ne pas défendre Kœnigsberg, il se préparait à mettre, entre lui et l'ennemi, le double rempart de la Vistule et d'une inondation par la manœuvre des écluses d'Elbing.



GÉNÉRAL VON LUDENDORFF

Le haut commandement allemand était forcé d'annoncer : « D'importantes forces russes se sont avancées dans la direction de l'Angerapp, au nord de la voie ferrée Stallupoenen-Insterburg. Plus au sud, les troupes russes ont pu, à certains endroits, continuer leur marche en avant. Nos troupes se retirent sans être accrochées par l'ennemi qui n'a pas tenté de poursuite. Les parties de notre territoire envahi supporteront ce sacrifice dans l'intérêt de la patrie. Après la victoire, la nation leur témoignera sa reconnaissance ».

A Berlin, l'inquiétude devint si violente que le haut commandement allemand se décida enfin à retirer, de Belgique, deux corps d'armée et une division de cavalerie prélevée sur l'armée de von Hausen.

A qui confier l'ensemble de toutes les forces chargées de délivrer la Prusse orientale? Prittwitz connaissait mal la région, et ce conseilleur de retraite était incapable de reprendre

efficacement la lutte. Ce fut alors que le général Ludendorff prononça avec insistance devant l'Empereur le nom du général von Hindenburg, hors de service depuis quatre ans.

Hindenburg était né à Posen, le 8 janvier 1847. Fils d'un hobereau prussien, il entra à l'École des Cadets. Il prit part à la guerre contre l'Autriche où il fut blessé d'une balle à la tête, à la bataille de Sadowa; puis à la guerre contre la France où il reçut la Croix de Fer, à la bataille de Saint-Privat. A 54 ans, il devint commandant de corps d'armée et, à 63 ans, se vit mis à l'écart. Au début de cette guerre, retiré à Hanovre, il vivait seul avec trois chiens. Ses anciens collègues de l'armée l'appelaient *le Vieux Fou* ou l'*Homme des Lacs*. Il demanda un commandement : son offre resta sans réponse.



GÉNÉRAL VON HINDENBURG

Le 22 août, dans la brasserie de Hanovre où il fréquentait, il vidait des chopes, suivant sa coutume, en grommelant contre l'État-major général qui l'avait relégué à cause de son farouche entêtement et de son humeur rogue. Vers trois heures de l'après midi, on lui apporta une dépêche officielle : l'Empereur lui télégraphiait : « Vous êtes désigné pour un grand commandement ».

Une heure après, nouvelle dépêche officielle. « Le général von Ludendorff, nommé chef de votre état-major, arrivera par train spécial de Namur à Hanovre, à trois heures du matin ». A six heures de l'après-midi, troisième dépêche : « Vous partirez immédiatement avec le général von Ludendorff, pour prendre le commandement de la VIII[e] armée, en Prusse orientale ».

C'était la région qu'il connaissait le mieux. Pendant de longues années, comme commandant de corps d'armée, il avait travaillé à la défense des lacs de Mazurie.

Le vrai nom de l'Homme des Lacs, c'est von Beneckendorff und Hindenburg. Ce nom ne semblait-il pas forgé à souhait pour être inscrit sur un lourd piédestal en airain de Prusse? Il est long comme un des clous votifs que la superstition des pangermanistes enfonça dans les statues du vieux chef barbare, pour hâter le triomphe de l'Allemagne dans tout l'univers.

Tandis que von Hindenburg reste junker jusqu'à la moelle de ses os épais, son second, Ludendorff, fils d'un riche propriétaire foncier, n'appartient nullement à la noblesse.

Hindenburg est un géant grotesque. Sa taille d'un mètre quatre-vingt-dix, son extraordinaire corpulence, sa grosse tête carrée, ses paupières lourdes, ses énormes moustaches crochues, le font ressembler aux ogres des légendes enfantines. Le militarisme allemand, qui a sa caricature dans Hindenburg, a son image la plus flatteuse dans Ludendorff. Front bombé, dur regard bleu, petites moustaches blondes, bouche très mince, taille très ramassée, le collaborateur de von Hindenburg est le type du parfait officier d'état-major prussien.

Né, le 9 avril 1865, à Krueszevina, près de Posen, Erich Ludendorff a passé par l'École des Cadets et par l'Académie de Guerre. Capitaine à trente ans, il entra

au grand état-major de Berlin qu'il ne quitta que pour de rapides stages de commandement. En 1911, il fut nommé chef de la section des opérations; en 1913, colonel du 39e régiment de fusiliers, à Dusseldorff; en janvier 1914, général-commandant la 85e brigade à Strasbourg. C'est de là qu'il partit, en août 1914, pour la Belgique où il remplaça le général von Vassow, tué devant Liége. Il travailla de toutes ses forces à la chute de la place, besogne extrêmement facilitée par l'artillerie lourde allemande et autrichienne.



GÉNÉRAL VON FRANÇOIS

En récompense de ses efforts, on lui donna la première croix de l'Ordre pour le Mérite et on l'écouta quand il parla de l'Homme des Lacs.

Sa doctrine militaire est que tout, même un insuccès, peut contribuer à la victoire. Quant à sa doctrine philosophique, c'est que celui qui accuse la fatalité ferait mieux de s'accuser lui-même. « Il n'y a pas de fatalité : il n'y a que la volonté des hommes forts ». Pour un Ludendorff, l'homme fort, c'est l'homme sans respect du droit, sans souci de la pitié : en un mot, l'homme sans humanité. Il a rappelé en toute occasion l'abominable maxime prussienne : faire la guerre aussi cruelle que possible, pour qu'elle soit courte. Parmi les plus précieux instruments de cruauté, il a tout de suite vanté le sous-marin. C'est lui qui a forgé cette formule aussi riche en lâcheté et en hypocrisie qu'en cruauté : « Couler sans laisser de trace », *Spurlos versenken.* En ce qui concerne les sous-marins, il ne pouvait donner que des conseils. En ce qui concerne les avions, il pouvait donner des ordres. Il a bombardé les villes ouvertes, en justifiant ces attentats par une doctrine exposée avec tout le sanglant pédantisme de sa race : « Nous avons le droit de détruire les forces d'avenir susceptibles d'être utilisées par l'ennemi. Le plus sûr moyen de détruire ces forces futures n'est-il pas de supprimer les femmes et les enfants, c'est-à-dire les mères futures et les futurs combattants ? Notre devoir strict est de défendre par tous les moyens la vie de nos soldats ».

Mieux que personne, il a su se servir de la presse pour répandre les opinions ou les nouvelles qu'il jugeait utiles à la victoire. Il fonda un immense atelier de propagande dont la principale machine était le communiqué. Pour cet atelier officiel, il a formé un corps d'officiers chargés de parler aux soldats dans les cantonnements, *Wohlfart's Offiziere* (« officiers de réconfort »). Une véritable armée de journalistes manœuvrait jour et nuit sous ses ordres. Les articles de journaux et les imprimés de toutes sortes, démontrant que l'Allemagne est invincible et que Paris doit être anéanti, portaient sa griffe. Selon ses conseils pressants, une censure de plus en plus stricte s'exerçait sur la presse allemande, surveillée à la fois par l'autorité civile et par l'autorité militaire. Toutes les questions rentraient dans le domaine de cette double censure. Un bureau spécial au ministère de la Guerre donnait aux journaux des consignes et leur imposait les thèmes à développer. Les campagnes qui semblaient dirigées contre le gouvernement étaient comme tout le reste inspirées ou réglées par lui. Le journal auquel le gouvernement adresse le plus volontiers ses

communications, c'est la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*. Le journal qui exprime le plus exactement la pensée de Ludendorff, c'est le *Lokal Anzeiger* de Berlin, dont l'édition de province s'intitule le *Tag*. Ce journal a été, comme la *Deutsche Zeitung* de Berlin, acheté par les grands industriels allemands pour soutenir le programme annexionniste. On compte en Allemagne près de 3 000 journaux quotidiens, dont 420 nationaux-libéraux, 400 catholiques, 270 progressistes, 210 conservateurs, 79 socialistes, 1 500 dits « indépendants », lesquels sont soutenus par les pangermanistes. Les journaux allemands n'ont pas ce qu'on appelle en France « un fort tirage ». Le *Berliner Tageblatt* ne tire qu'à 250 000 ; le grand journal socialiste de Berlin, le *Vorwærtz*, à 160 000 ; le journal pangermaniste la *Deutsche Tageszeitung*, à 70 000. Les *Leipziger Neueste Nachrichten*, inspirées souvent par le Kronprinz, tirent à 230 000. Le *Taegliche Rundschau*, qui tire à 80 000, donne les indications spéciales du grand État-major. Quant aux indications générales du grand État-major, tous les journaux allemands, sans exception, les reproduisent avec la même docilité.


ARCHIDUC FRÉDÉRIC D'AUTRICHE
Photo Chusseau-Flaviens.)

Pour ses besognes multiples, Ludendorff choisit des collaborateurs de tout ordre, en ne considérant ni la noblesse, ni la célébrité, et en ne tenant compte que de l'habileté professionnelle : les colonels Merz Wetzell et Bauer, les majors Frahnet, von Rockelberg, von Harbou. Ce dernier est d'origine française, comme le général François et le général von Hutier, dont les soldats allemands ne peuvent même pas prononcer les noms et qui, au fond, détestent la France plus que le plus féroce soldat du plus vieux sang germanique.

La propagande allemande, sous l'action de Ludendorff, se développera sans cesse pendant toute la guerre, non seulement en Allemagne et chez les alliés de l'Allemagne, mais chez les neutres et même dans tous les autres pays. Des milliards seront dépensés pour la rendre toujours plus efficace. Rien qu'à Berne, elle occupera treize immeubles avec un personnel de 300 collaborateurs de tout âge et de tout sexe. Sur un signe de Ludendorff, à n'importe quel moment et dans n'importe quel lieu, tout sera mis en œuvre : conférences, conversations publiques et privées, démarches, représentations cinématographiques, affiches, distributions de livres, de brochures, de journaux, de photographies, pour préparer, appuyer ou compléter


GÉNÉRAL IVANOFF
(Photo Rol. Vidal.)

une offensive par des offres de paix et des manœuvres de démoralisation : *Frieden-sturm.*


GÉNÉRAL ALEXIEFF

Tannenberg et Insterburg

Par l'ordre de l'Empereur, tous les renforts dont on pouvait disposer, particulièrement les deux corps de Kœnigsberg commandés par le général von François, étaient mis à la disposition d'Hindenburg, sûr d'avoir, au besoin, la supériorité du nombre.

D'ailleurs, Ludendorff lui signalait, tous les jours, quelque nouvelle faute grave commise par les généraux russes. Rennenkampf, entre Tilsitt et Angerburg, paralysait ses soldats et affolait ses officiers. Samsonow, en faisant défiler son armée le long de l'Alle, l'exposait à tous les dangers.

Chacune des deux armées russes ainsi isolées s'offrait comme une proie, à condition que Hindenburg ne manquât son coup ni sur l'une ni sur l'autre.

Laissant Samsonow se diriger vers Allenstein où l'attirait le repli de l'adversaire, il disposa, devant l'armée de Rennenkampf, un épais rideau de cavalerie qui se reliait aux troupes de Mackensen, battues mais nullement dispersées.

Samsonov donna complaisamment dans le panneau. Hindenburg, établi en de solides retranchements autour de Tannenberg, sur les hauteurs qui vont d'Allenstein à Usdau, l'attendit, avec une patience de vieux chasseur au marais. Il avait derrière lui les réserves commandées par le maréchal von der Goltz.


GÉNÉRAL ROUSSKY

Le bruit se répandit parmi les Russes que, de toutes les forteresses de la Vistule, les Allemands amenaient une irrésistible artillerie lourde. Chaque fois que les Allemands ont attaqué l'armée russe, ils ont accumulé sur un point un puissant matériel, et, chaque fois, l'armée russe, manquant de confiance en soi, s'est exagéré les forces dont disposait l'adversaire.

Le 26 août, au premier choc, l'armée de Samsonov subit de sérieuses pertes. Comme elle essayait néanmoins d'avancer, elle fut tout à coup assaillie, d'un côté, par l'armée de Mackensen et les troupes de réserve que commandait von Below, d'un autre côté par l'armée de von François.

Pour ne pas être tourné, Samsonov jeta devant Thorn un de ses meilleurs corps d'armée



TROUPES RUSSES TRAVERSANT UNE RIVIÈRE PRÈS DE LEMBERG
(Photo Chusseau-Flaviens.)

que commandait le général Artamanov. Mais, au moment critique, Artamanov donna le signal de la retraite. Pourquoi Parce qu'il venait de recevoir par téléphone l'ordre « de reculer d'une étape ».

Pendant trois jours, désespérément, Samsonov tenta de rompre les positions de Hindenburg que les troupes de von der Goltz renforçaient encore.

Ne voyant arriver aucun des secours qu'il réclamait, il abandonna Allenstein et chercha en vain à se frayer un passage par le sud-est, vers Janow, puis à abriter derrière les lacs de Mazurie ses troupes vaincues.

Les renforts qui lui vinrent alors si tardivement ne furent qu'un nouveau butin dans le piège allemand.

Hommes, chevaux, canons, se bousculaient sous les taillis et s'enlisaient dans les marais. Seuls, quelques milliers de braves soldats, rencontrant de dignes chefs, purent se faire une trouée, à l'aventure.

Samsonov eut le bonheur d'être tué par un obus.

L'Allemagne annonça 33 000 morts et 100 000 prisonniers. Dans une clameur frénétique, elle proclamait Hindenburg l'égal de Frédéric II et décidait de lui élever des statues. Il fut nommé maréchal et son second, Ludendorff, général de division.

Entraîné par sa victoire, pour porter le second coup, Hindenburg précipita à la fois toutes ses forces, sans réserve. Von François attaquera par le nord, avec son corps d'armée, et une division de cavalerie. Von Morgen et von der Goltz attaqueront vers Lyck, en coupant les communications de l'armée russe avec la Russie. Mackensen attaquera vers Loetzen. Les autres corps attaqueront vers Angerburg.

Rennenkampf n'avait pas marché au canon. Cependant, aucune des péripéties de la bataille ne lui avait échappé. Aussi, concentrait-il ses forces en s'appuyant d'une part au golfe de Courlande, d'autre part aux lacs de Mazurie et à la frontière, près de Lyck. Profitant de l'expérience de Moukden, il fit creuser quelques tranchées aux endroits qu'il jugeait les plus menacés, c'est-à-dire au nord des lacs de Mazurie, entre Loetzen et Goldap.

Le 6 septembre, à sept heures du matin, Hindenburg, comme s'il eût seulement voulu écarter les Russes de Kœnigsberg, engagea l'affaire par sa gauche.

La bataille devait se livrer au sud d'Insterburg.

L'immense manœuvre d'enveloppement s'accomplit avec une extraordinaire rapidité.

Tel corps d'armée allemand parcourut quarante-cinq kilomètres dans sa journée.

Hindenburg, malgré les renforts arrivés à Rennenkampf et sans se soucier des pertes, attaqua sans répit pendant trois jours.





LES AUTRICHIENS A LEMBERG

Le 9 septembre, Rennenkampf donna à toute son armée l'ordre fatal de se replier, n'importe comment, vers Kowno et Olita.

Ce fut la poursuite, avec tout ce qu'elle implique de hontes et d'horreurs.

Le 13, grâce à l'intervention de quelques troupes fraîches, les débris de l'armée russe, abandonnant 110000 hommes, tués, blessés ou prisonniers, et 170 canons, échappèrent enfin à la cavalerie allemande.

Victoires russes en Galicie.

Pendant que la Russie subissait ces deux désastres dans sa lutte contre l'Allemagne, elle remportait en Galicie plusieurs victoires significatives sur les troupes autrichiennes.

Mais, là encore, les incertitudes du commandement russe et la trahison dont il était empoisonné faisaient concevoir les plus graves inquiétudes pour l'avenir.

Les forces russes, rien qu'en marchant sur Vienne, auraient pu isoler les deux Empires qui, par leur union intime, menaçaient le monde. Vienne est à moins de 350 kilomètres de la frontière russe. C'était le plan que les leçons de l'histoire et les nécessités du moment imposaient au grand État-major russe. Rien ne fut tenté par lui dans ce sens.

L'Autriche, dirigée par l'Allemagne et renseignée par les innombrables agents allemands répandus dans toutes les administrations russes réussit à détourner le coup mortel, en portant la guerre en Galicie et même en Bukovine. Elle avait installé son haut commandement à Przemysl où son généralissime, l'archiduc Frédéric, préparait ostensiblement une offensive en Pologne méridionale, et nommait un de ses généraux gouverneur de Lublin.

L'armée russe, commandée par le général Ivanov qui avait pour chef d'état-major le général Alexeieff, arriva à temps pour protéger Lublin. Mais, le 27 août, l'ennemi s'empara de Krasnik et de Zamosc.

La bataille se livra entre Zamosc et Chotel. La vaillante résistance des Russes et l'arrivée du général Roussky, qui marcha au canon, forcèrent l'ennemi à se replier.

Bientôt l'arrivée de Broussilov transforma cette retraite en désastre. Le 29 août, le front austro-hongrois était rompu. Les communiqués russes du 28 au 31 août résumaient ainsi cette bataille engagée de la Vistule au Dniester, sur une ligne de plus de 300 kilomètres : « Certains régiments russes ont combattu pendant sept jours avec acharnement. L'aile droite de l'armée autrichienne, taillée en pièces, aban-



LEMBERG. — LA PLACE ET LA STATUE DE JEAN SOBIESKI
(Photo Chusseau-Flaviens.)

donne trente mille prisonniers. » Est-il nécessaire de rappeler que les dates de ces communiqués sont celles du repli français de Charleroi et du désastre russe en Prusse orientale ?

Lemberg fut occupée par les Russes, le 2 septembre. Les armées de Roussky et de Broussilov s'avançaient vers Grodek.

Derrière la Wereszyca, se concentrèrent les forces autrichiennes : armées décimées des généraux Dankl, Auffenberg et Brudermann; armées intactes des généraux Barœvic et Boehm-Ermolli.

Jusqu'au 12 septembre, 1 200 000 hommes furent aux prises. Dans des alternatives sanglantes, les Austro-Hongois revinrent jusqu'à trois fois aux portes de Lemberg. Mais la poussée des Russes eut raison de tous leurs efforts.

En vain, un corps d'armée allemand tenta de leur porter secours. Toutes leurs armées durent battre en retraite derrière le San, sous la protection du canon de Przemysl.

Il n'y avait plus que six ou sept officiers par bataillon autrichien. Les soldats, qui marchaient sans repos depuis une semaine, tombaient d'épuisement. Les chefs de compagnie avaient reçu l'ordre de se tenir derrière les colonnes, pour frapper ou tuer les traînards.

Les Russes ne se lassaient pas d'évaluer leur butin : drapeaux, canons, mitrailleuses, locomotives, wagons, convois de bagages et d'approvisionnements, sans compter les prisonniers blessés et non blessés, par centaines de mille.

La Galicie s'ouvrait devant eux. Przemysl était investie.



SEMLIN. — LES SOLDATS AUTRICHIENS GARDANT LE PONT

(Photo Trampus.)

Les Serbes regagnent leurs montagnes.

Sur le front serbe, les Austro-Hongrois cherchaient à réparer leur défaite de Chabats, et les Serbes à la rendre irréparable.

Une nouvelle armée autrichienne était prête à agir. Mais elle fut appelée sur le front de Galicie, où l'Autriche-Hongrie subissait un échec encore plus grave.

Les Serbes conçurent alors le projet de marcher en même temps vers la Hongrie en vainqueurs, et vers la Bosnie-Herzégovine en libérateurs.

Pour marcher vers la Hongrie, ils passèrent la Save et s'emparèrent de Semlin. Mais, devant des forces supérieures, ils durent rebrousser chemin.

Pour délivrer la Bosnie-Herzégovine, ils livrèrent des combats acharnés dans la direction de Kroupagne et franchirent la Drina. Mais ils furent obligés de se replier sur leur territoire menacé.

Les Autrichiens, à leur tour, passèrent la Save et la Drina. Les Serbes, sur leur territoire, remportèrent d'abord un succès à Tserna-Berna.

Mais, inférieurs en nombre, ils reculèrent en combattant, du 7 au 14 novembre, jusque dans leurs montagnes.

Là, tenant l'ennemi en respect, ils se crurent « en sûreté jusqu'à la fin de la guerre ».



SOLDATS SERBES SE DIRIGEANT VERS LE FRONT.
(Photo Meurisse.)


REMISE AUX INVALIDES DES DRAPEAUX PRIS A L'ENNEMI.
(Photo Meurisse.)

Chapitre XIII

LA FRANCE EN ÉTAT DE GRACE

L'opinion.

Pour l'histoire de cette guerre sans précédent, ce qui n'a pas été fixé par écrit, sur le moment même, n'a jamais pu être rétabli avec exactitude. Impressions et sentiments changeaient si vite ! Certaines idées qui paraissaient des plus justes et des plus solides étaient, par l'expérience, si vite démenties, détruites, effacées ! En vain, dans la suite, vous auriez tenté de vous les remettre à l'esprit pour les jeter sur le papier : tout votre être s'y serait refusé. Cependant, telle erreur noble et généreuse a exercé une grande action sur les événements. Telle chimère brusquement disparue a tracé, parmi les faits, un sillon fécond qui ne s'explique que par elle.

Dans l'avenir, aucun Français, si passionnément dévoué qu'il soit à la France, ne pourra, sans les notes précises des témoins, se représenter l'état de confiance sublime, d'espoir résolu et absolu, d'héroïsme muet, véritable état de grâce où la France s'est maintenue pendant ses plus terribles épreuves du commencement de la guerre. Attachée à ses soldats qui luttaient contre l'agresseur, la nation tout entière conspirait à leur victoire.

L'immense conflit sans pareil avait eu pour premier effet de révéler la France aux étrangers et peut-être aussi à elle-même. Nos meilleurs amis d'Italie nous disaient :

— Jusqu'à la veille de la Guerre du Droit, le vieux monde et le nouveau monde se sont également mépris sur la valeur militaire de la France. L'un et l'autre s'étaient laissé suborner par le prestige menteur de l'Allemagne. Aussi bien, beaucoup de Français, avouez-le, se montraient terriblement injustes pour la France.

L'univers, dans sa surprise, ressentit, pour la France, de l'estime, puis du respect, enfin une sorte de piété.

Jusqu'à cette guerre, il l'avait considérée comme une nation hautement civilisée, de merveilleux génie, de cœur superbe et bon, mais d'humeur frivole, d'énergie

médiocre et sans l'ombre de sens pratique. Il murmurait : « De l'enthousiasme, et pas de ténacité. De l'invention, et pas d'application. Toutes les formes de l'esprit, excepté l'esprit de suite ». Parfois même, il ajoutait tout bas : « La France se dépeuple, la France s'abandonne, la France se meurt ». Mais la France, sous le fer et le feu de l ennemi, a montré combien profondément elle restait vivante. Elle a mesuré tout de suite l'étendue vertigineuse de son devoir. Pour mettre en valeur de combat ses ressources sans nombre, écartant le souvenir des vaines querelles, elle s'est reconnue, retrouvée, ressaisie. Et l'univers criait à la résurrection. En vérité, ce n'était même pas du rajeunissement. La France a dans le sang la jeunesse immortelle.



M. RICHARD (Photo Manuel.)

L'union sacrée avait été décrétée tacitement, dès le jour de la déclaration de guerre. Personne n'exprima une critique contre plusieurs décisions du ministère de l'Intérieur ou du préfet de police, décisions qui, dans la suite, devaient être fort discutées. Le chef de la Sûreté générale avait préparé un carnet, le fameux carnet B, où étaient inscrits les noms de cinq ou six mille anarchistes considérés comme dangereux, et qui devaient être internés dès le début de la mobilisation. Quelques-uns de ces six mille dirent au ministre de l'Intérieur :

— Si vous arrêtez quelques-uns des nôtres, vous nous pousserez tous à vous faire de l'opposition.

— Sans doute, répondait le ministre, mais si je n'arrête personne et que, demain, il y ait du désordre, de quoi ne pourra-t-on pas m'accuser?

— Il n'y aura pas de désordre. Les hommes même les plus violents des partis les plus avancés sont Français avant tout. La France est en danger. Ils lui sacrifieront tout, même leur vie.

— Je veux le croire. Cependant, je dois prendre là-dessus l'avis du directeur de la Sûreté générale.

Interrogé par le ministre, M. Richard, directeur de la Sûreté générale, répondit après un moment de réflexion :

— Soit. N'arrêtons personne. Prenons simplement quelques précautions avec les anarchistes individualistes.

— Mais si ceux-là aussi promettent de ne commettre aucun acte délictueux?

— S'ils font cette promesse sur l'honneur, nous croirons en leur parole.

Tout contribuait à faire accueillir sans réserve ces propos de l'âge d'or en plein âge de fer. On aurait considéré comme déplacée cette question : « Les anarchistes et les antipatriotes d'hier resteront-ils longtemps fidèles à leur brusque conversion ? » D'ailleurs, presque tous les esprits, même les plus clairvoyants, avaient la conviction que la guerre ne pouvait pas être longue.

Le mot prononcé par l'ambassadeur autrichien, M. de Szecsen, au moment où il quittait Paris : « Nous serons sauvés par la Commune », paraissait la plus grossière erreur des temps modernes. M. Clemenceau répondait avec son ironie brusque et hautaine : « Si l'Allemagne et son alliée n'ont plus que ce moyen de salut, je les vois dans un mauvais cas ».

La France pensait : « La Guerre du Droit va déblayer l'avenir. Désormais, on ne vivra plus dans la honte et la rancœur de la défaite, sous le coup des menaces allemandes, en proie à une anxiété ruineuse augmentée, à chaque instant, par les caprices insolents d'un Guillaume II. Les plus beaux projets qui, hier encore, semblaient irréalisables, peuvent devenir demain des réalités : charges militaires allégées sans limite, relations cordiales établies sans fin, entre peuples libres. » La conscience du genre humain allait donc devenir maîtresse des destinées. Jamais les soldats de France n'avaient combattu pour un plus irrésistible idéal, depuis les Croisades et les guerres de la Révolution.



COLONEL DRIANT
(Photo Meurisse.)

Et, sur les guerres de la Révolution, la Guerre du Droit avait un édifiant avantage. Désormais, les Bretons combattaient en frères aux côtés des républicains de Paris, de l'Est et du Midi. Prêtres et ouvriers, riches ou pauvres, croyants ou non croyants, accomplissaient du même cœur les mêmes devoirs. Pour tous les Alliés il n'y avait qu'un ennemi, un seul, et qui devait être abattu à tout prix : l'Allemagne.

C'était la plus grande guerre de l'humanité, et pour l'humanité. En Europe, trois cent millions d'hommes aux prises, et, sur le reste du globe, quatre cent millions. Certaines nations restaient encore neutres, mais s'exposaient ainsi à tant de difficultés pour le présent et d'inquiétudes pour l'avenir!

Un siècle auparavant, la bataille de Leipzig avait été nommée *Bataille des Nations.* De quel nom désigner la bataille qui s'étendait de la mer du Nord à la mer Noire et où, contre les Empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, se rangeaient des Français, des Anglais, des Belges, des Russes, des Serbes, des Monténégrins, des Japonais, des Marocains, des Canadiens, des Indous, des Australiens? Bataille de l'Univers, pour l'organisation de l'Univers! Pour organiser la paix universelle, devait donc se constituer une Union des peuples libres se garantissant réciproquement leurs droits.

« L'humanité sera délivrée du chantage perpétuellement exercé sur elle par le militarisme allemand ». Qui parlait ainsi? Tous les hommes qui avaient le souci de la justice et le goût de la liberté. Le canon des Alliés apparaissait comme la raison suprême d'un régime nouveau. L'Europe nouvelle, qui saluait chacun de ses coups, allait rendre les Alsaciens et les Lorrains à la France, les Danois du Schleswig au Danemark, Trieste et Trente à l'Italie, les Serbes de Bosnie et d'Herzégovine à la Serbie, les Roumains de Transylvanie à la Roumanie, les Polonais de Posnanie et de Galicie à la Pologne. Déjà la Russie avait donné, du moins en principe, l'autonomie à la Pologne russe. Une décision analogue ne pouvait pas manquer à l'égard de la Finlande.

Guerre de rédemption, la dernière des guerres! Un soldat qui avait eu la guerre pour unique préoccupation, le colonel Driant, député de Nancy, nous disait alors : « Si nos soldats se battent avec une opiniâtreté héroïque, résolus à lutter jusqu'au bout, c'est qu'ils veulent que leurs enfants et les enfants de leurs enfants n'aient pas à souffrir ce qu'ils souffrent ».

Les neutres pouvaient-ils ne pas être entraînés par la contagion de l'héroïsme et l'attrait divin du droit? On se persuadait que tous finiraient par protester contre la violation de la neutralité belge. Sans doute, pensait-on, la Grèce, qui nous doit son indépendance, se souviendra de Navarin; la Roumanie, notre sœur latine, nous apportera un concours que seuls nous pouvons récompenser dignement; le Danemark, première victime du pangermanisme, voudra ressaisir ses provinces perdues; les États-Unis relèveront, au nom de la justice, le gant que leur jette la barbarie allemande. Quant à l'Italie, tout en elle nous faisait deviner que bientôt elle combattrait à nos côtés, comme aux beaux jours de Magenta.



CARDINAL AMETTE
(Photo Manuel.

Tous les Français avaient au plus haut point le sentiment du devoir national et international. Ils disaient : « L'œuvre sublime à laquelle nous travaillons doit être pénible et cruelle. Mais elle sera payée d'un prix qui compensera tout. Nous aurons brisé le joug qui forçait le monde à se dégrader et à se ruiner dans la préparation et dans l'horreur de la guerre ».

« Le ralliement au drapeau, c'est le premier devoir », proclamaient les royalistes français.

Les socialistes ajoutaient : « La République universelle ne peut se constituer que si la France a le dessus. Faisons respecter la France, avant-garde du progrès humain ».

Ainsi se manifestait, sous des formes diverses, cette unanimité sans laquelle la vi toire définitive et même une longue résistance eussent été impossibles.

Dans la sécurité décevante des vingt dernières années, on n'avait institué aucune laiison entre l'administration et l'armée, en vue de la mobilisation. On n'avait nullement prévu le vide que cette mobilisation devait faire dans les services. Pour assurer le fonctionnement du bureau de bienfaisance dans telle mairie de Paris, le garçon de bureau resta seul. En hâte, on fit appel à des retraités et à des femmes.

De toutes parts surgissaient les bonnes volontés. La Bourse du Travail et la Maison des Syndicats offraient leurs locaux au ministre de la Guerre. Les Académies se mirent à la disposition du gouvernement, pour aider à la défense nationale. Elles signalaient à l'opinion universelle la brutalité et le cynisme de l'Allemagne comme une régression vers l'état sauvage. Les synagogues, les temples protestants, les églises catholiques priaient avec la même ardeur pour la France. Le cardinal Amette, archevêque de Paris, assistait à la plupart des cérémonies religieuses qu'animait le plus pur patriotisme. Devant Notre-Dame se massèrent plus de vingt mille personnes, unissant leur voix à celle des fidèles qui remplissaient la cathédrale. Tous s'inclinèrent devant des soldats portant les images des patrons de la France : saint Denis, saint Remi, saint Louis, saint Vincent de Paul, Jeanne d'Arc. Les religieuses qui demandaient à rentrer en France pour être attachées à des formations sanitaires recevaient immédiatement l'autorisation nécessaire. Chartreux, Dominicains, Lazaristes, Maristes, Assomptionnistes, accouraient pour prendre part à la croisade du Droit.

Les diocèses de France comptaient un grand nombre de prêtres mobilisés : Agen 156, Albi 81, Amiens 216, Annecy 209, Arras 210, Auch 160, Autun 283, Avignon 63, Belley 280, Besançon 403, Bourges 310, Cahors 208, Cambrai 310, Blois 192, Clermont 213, Digne 107, Grenoble 291, La Rochelle 161, Le Puy 312, Lille 320, Limoges 211, Lyon 420, Mende 153, Montpellier 81, Moulins 109, Nevers 108, Orléans 203, Paris 533, Perpignan 170, Poitiers 241, Rouen 198, Saint-Flour 109, Toulouse 263, Valence 171, Vannes 431, Versailles 246... Au total, sous les drapeaux, 20 000 prêtres, officiers, sous-officiers ou soldats.



MONSEIGNEUR RUCH
(Photo Manuel)

Mgr Ruch, coadjuteur de l'évêque de Nancy, était cité à l'ordre du jour : « Parmi les troupes du 20e corps, il semble la vivante incarnation de la foi des apôtres et de la foi patriotique lorraine ». Mgr Perras, vicaire apostolique de Siam, servait comme officier de réserve. Mgr Moury, évêque de la Côte d'Ivoire, comme soldat de 2e classe.

Le secrétaire général de l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes écrivait au ministre de la Guerre : « J'ai l'honneur d'offrir au gouvernement le modeste concours de notre Institut, en vue de participer suivant ses moyens à l'œuvre de salut. Nos frères de 20 à 48 ans, venus déjà par centaines de l'étranger où ils travaillaient au rayonnement de la culture française, se trouvent en ce moment sous les drapeaux. Mais le service du pays comporte une diversité de rôles qui permet d'utiliser tous les efforts. »



M. MIRMAN
(Photo Manuel)

Mgr Lacroix, ancien évêque de Tarentaise, recommanda « le désarmement des partis, pour mieux défendre Celle qui réclame le concours, la vaillance et la force de tous ses enfants ».

L'évêque de Nancy, Mgr Turinaz, le doyen des évêques français, apporta son concours le plus dévoué au préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Mirman, qui formait un Comité où se trouvaient des protestants et des israélites. « Je suis heureux, lui disait-il, de rendre hommage au désintéressement de mes adversaires confessionnels, et je consacrerai toutes mes forces à prolonger ce mouvement de concorde jusqu'à le rendre définitif. Ce sera le premier bénéfice moral de la terrible crise actuelle ».

Mgr de Gibergne, évêque de Valence nommé directement par le pape après la dénonciation du Concordat, écrivait au

Président de la République : « Pour rien au monde, les catholiques ne voudraient susciter de l'agitation ou introduire le moindre germe de désunion parmi les enfants de la même patrie, tous si fiers, et plus que jamais, de leur titre de Français ».

Mgr Herscher, de Hettenschlag, près de Neuf-Brisach, ancien évêque de Langres, archevêque de Laodicée, qui fut le plus jeune évêque de France, s'écriait : « Le pire des Français vaut mieux que le meilleur des Allemands. Si, par impossible, la France était vaincue, je ne croirais plus en Dieu ». Il ajoutait très vite : « D'ailleurs, je suis absolument sûr qu'elle sera victorieuse ». C'est Mgr Herscher qui nous a présenté, au début de la guerre, son compatriote d'Alsace, le grand rabbin Moser, patriote ardent et clairvoyant que nous avons perdu si tôt!


M. FERDINAND BUISSON (Photo Manuel.)

Dans une allocution à *Notre-Dame*, Mgr Amette récitait avec force les beaux vers où Victor Hugo dit à Dieu :

« Dans vos cieux, au delà de la sphère des nues,
Peut-être faites-vous des choses inconnues
Où la douleur de l'homme entre comme élément. »

Et il concluait : « Ces choses inconnues à l'imagination du poète, elles ont été révélées à la foi du croyant. Écoutez saint Paul : Les souffrances du temps présent ne sont rien, en comparaison de la gloire future qui sera manifestée en nous. Les tribulations courtes et légères du présent produisent en nous un poids éternel de gloire sans mesure ». Ainsi l'archevêque de Paris, dans un geste d'union sacrée, prenait un texte d'oraison funèbre chez le poète de *Notre-Dame de Paris* et de *l'Année Terrible.*

Mgr Schapfer, évêque de Tarbes, Alsacien comme Mgr Herscher, déclarait : « La France n'a rien négligé pour éloigner le fléau de la guerre, jusqu'au point de paraître quelquefois mettre à trop haut prix le bien de la paix. Notre bien-aimée patrie puisait dans la conscience de sa force et le respect d'elle-même le courage de mépriser la haineuse mesquinerie de certaines provocations. Mais elle ne serait plus elle-même, si elle ne se tenait pas prête à tirer l'épée quand il s'agit de défendre un bien plus précieux que la vie : l'indépendance et l'honneur, seules raisons de vivre pour une nation ».

A une petite fille de son diocèse, l'évêque de Tarbes demandait : « Que doit-on faire pour montrer qu'on aime le bon Dieu et la France ? » La petite fille, sans hésiter, répondit : « Se battre ».

Un jeune curé arrive à la ligne de feu, au moment où un obus éclate. Le loustic de la section s'écrie : « Hé! là-bas, le tonsuré, voilà le premier coup de la Messe ». Le curé fait bonne figure à la plaisanterie comme à la canonnade. Quelques jours après, notre loustic le rencontre de nouveau et s'excuse : « —Ma foi ! j'ai eu tort... — Laisse donc, mon vieux, interrompt le curé. Est-ce que ça compte, ce qu'on se dit entre camarades? D'ailleurs, ici, il n'y a pas de tonsure qui tienne. Rien que des poilus! »

A la *Ligue des Droits de l'Homme*, le président, M. Ferdinand Buisson, rappelait le texte de la Déclaration de 1789 et le commentait ainsi : « Nous sommes tous d'accord pour subordonner nos doctrines politiques à l'amour du pays. Combien peu il doit coûter à l'homme public de s'astreindre à l'oubli de soi-même et de ses opinions, quand il a devant les yeux les magnifiques exemples de dévouement à la patrie que nos soldats nous donnent à tous les moments! »

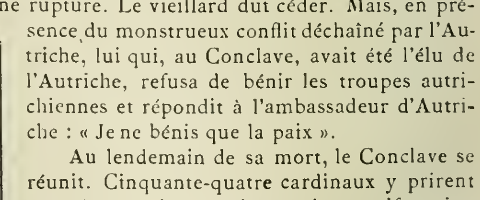
Le grand organe de la droite, *le Gaulois*, reproduisant ces paroles, ajoutait : « Comme ce n'est pas du côté des nôtres qu'on peut avoir des craintes, l'union sacrée survivra à la victoire dont elle aura été un précieux élément ».

M. Bertin, de l'Institut, directeur honoraire des constructions maritimes, président de la *Ligue française*, faisait cette remarque : « Rien de plus facile que de maintenir l'union sacrée. Voici le moyen. Respecter l'infiniment grand et s'incliner. Dédaigner l'infiniment petit et passer ».

La loi française reconnait à tout citoyen le droit de professer librement sa religion ou de n'en professer aucune. L'État ne doit connaître des croyances que pour assurer la liberté de leurs manifestations, à la condition que ces manifestations ne troublent pas l'ordre. Un citoyen ne doit compte à personne de ses croyances. Tout idéal est libre. La valeur d'un citoyen s'apprécie non pas d'après ses croyances, mais d'après ses actes. La conscience du citoyen est sacrée.

Le 20 août 1914, on apprit la mort du pape Pie X, hâtée par l'horreur de cette guerre qu'il n'avait pu empêcher. C'était un pape au cœur simple, ennemi des intrigues politiques, et qui, dans les dernières années, s'était rapproché de la France.

Le jour où il présida les fêtes en l'honneur de Jeanne d'Arc béatifiée, nous le vîmes, dans la basilique de Saint-Pierre, faire arrêter sa chaise à porteurs près d'un drapeau français et en baiser l'étoffe tricolore. L'Allemagne lui faisait si durement sentir la tyrannie de ses exigences! Comme il avait, dans une encyclique sur saint Charles Borromée, parlé du protestantisme dans des termes qui déplaisaient à Berlin, le ministre de Prusse auprès du Saint-Siège, M. de Mulherberg, le somma de les retirer, sous la menace d'une rupture. Le vieillard dut céder. Mais, en pré-



sence du monstrueux conflit déchaîné par l'Autriche, lui qui, au Conclave, avait été l'élu de l'Autriche, refusa de bénir les troupes autrichiennes et répondit à l'ambassadeur d'Autriche : « Je ne bénis que la paix ».

Au lendemain de sa mort, le Conclave se réunit. Cinquante-quatre cardinaux y prirent part. Au premier tour de scrutin, manifestation significative, le cardinal Mercier, archevêque de Malines, eut vingt-cinq voix. Les deux principaux candidats étaient le cardinal Maffi, évêque de Pise, appuyé par l'Autriche, et le cardinal Ferrata, ancien nonce à Paris, qui passait pour aimer la France. Au dernier moment, les voix se portèrent sur le cardinal della Chiesa, archevêque de Bologne, cardinal depuis trois mois à peine, ancien secrétaire du cardinal Rampolla, appuyé par le cardinal Ferrata. Il fut élu à une médiocre majorité (39 voix) et proclamé sous le nom de Benoît XV. Il annonça son avènement au Président de la République. Après avoir



PIE X

consulté le conseil des ministres, M. Poincaré répondit par une lettre que porta à Rome M. Cambon, ancien ambassadeur à Berlin. L'Angleterre envoya au Vatican un Ministre plénipotentiaire pour la durée de la guerre. Jamais le gouvernement de Londres n'avait eu de relations permanentes avec Rome.

La *Prière pour la Paix* que publia le nouveau pape ne put être lue dans les églises de France qu'après avoir été retouchée par Mgr. Amette, archevêque de Paris. A propos de cette prière, Mgr. Lacroix disait:

«Nous souhaiterions que le chef suprême de l'Église établit une distinction nécessaire entre ceux qui ont déclaré la guerre et ceux qui l'ont subie ; entre ceux qui ont préparé ce brusque guet-apens et ceux qui, endormis dans une sécurité trompeuse, n'imaginant pas qu'ils pussent avoir pour voisins des bandits, ont dû se dresser, les armes à la main, contre les agresseurs. Il nous répugne qu'on mette sur le même pied et qu'on traite de façon identique les hommes d'État qui ont saccagé et pillé la Belgique et lancé leurs bombes incendiaires sur Louvain, Malines, Reims et Noyon, et les champions du droit et de la liberté qui se sont jetés dans la lutte pour défendre leur sol, leurs foyers et les trésors d'art de leurs basiliques».



TAINTRUX — LE QUARTIER DE L'ÉGLISE
(Photo Meurisse)

Les catholiques de France ne pouvaient songer sans horreur et dégoût à cette prière de guerre *(Kriegsgebet)*, rédigée pour le clergé catholique allemand par Mgr. Faulhaber, évêque de Spire: «Père de la miséricorde et de la bonne foi, Roi du ciel et de la terre, laisse-nous invoquer ton nom en faveur du pacte de fidélité des deux Empereurs. Laisse luire ta face sur notre Empereur et toute sa maison impériale».

Chez tous les pasteurs protestants de France, le droit outragé a trouvé de fervents et fidèles défenseurs. Rendons hommage à l'un des plus éminents, notre regretté compatriote de Lorraine, Charles Wagner, qui fit avec l'abbé Wetterlé tant d'utiles conférences patriotiques. Wagner, était un juste au cœur tendre, loyal et fort. Sa parole avait une douceur lumineuse et gaie. Personne mieux que lui ne savait parler aux enfants et aux hommes. Lui-même avait une foi d'enfant contagieuse et sublime. Quand Wagner priait Dieu, on sentait Dieu tout près.

S'il faut une image pour fixer, dans les esprits, ce moment unique de l'union sacrée en France, nous rappellerons seulement une scène de guerre en Lorraine. A Taintrux, près de Saint-Dié, en août 1914, les obus allemands avaient mis le feu

à une ambulance du 14e corps qui abritait 150 blessés. On tâchait de les sauver sous un feu terrible. L'un d'eux, mortellement atteint, voyant près de lui l'aumônier israélite, M. Abraham Bloch, rabbin de Lyon, le prit pour un aumônier catholique et lui demanda le crucifix. Le rabbin alla demander un crucifix à son collègue, l'aumônier catholique. A l'instant où il présentait la croix au moribond, il s'affaissa, lui aussi, mortellement atteint, et rendit l'âme dans les bras que lui tendait l'aumônier catholique, le R. P. Janin, de la Compagnie de Jésus. Le frère de ce rabbin de Lyon, mort au champ d'honneur, était grand-rabbin à Bruxelles. Il fut condamné par les Allemands à six mois de prison et déporté en Allemagne pour avoir, dans un sermon, souhaité au roi de Belgique un prompt retour à Bruxelles, en comparant l'exode des populations belges à la fuite en Égypte et en appelant sur l'ennemi les dix plaies.



PARIS. — L'ÉCHANGE DE L'OR (Photo Manuel.)

Un officier blessé nous dit : « Parmi nos soldats les plus braves se trouvent souvent un curé et toujours un instituteur. Comment de tels hommes ne se rendraient-ils pas justice et ne s'aimeraient-ils pas? Il y a vingt-cinq mille instituteurs qui combattent. Beaucoup d'entre eux auront mêlé leur sang au sang des curés ».

Nous avons maintes fois, sur le front, serré la main à des instituteurs nommés lieutenants ou capitaines, et nous avons toujours admiré la façon dont ils parlaient à leurs soldats. On sentait dans leurs moindres paroles, toujours si simples, si claires et si pratiques, une fraternelle cordialité. A les observer sans les connaître, on n'aurait jamais pu deviner leur fonction et leurs travaux du temps de paix. Pas un trait de pédantisme! Pas un accent qui rappelât la chaire! C'étaient des hommes plus expérimentés qui, en toute amitié, s'adressaient à d'autres hommes. On a raison de louer sans réserve les instituteurs devenus officiers. Mais que dire de certains autres qui sont restés simples soldats! Ceux-là n'ont pas eu à commander, pas même à parler. Ils n'ont prêché que d'exemple. Quand, après quelque terrible effort, on demandait, à leur section brisée de fatigue et non encore ravitaillée, un effort nouveau, ils étaient les premiers à reprendre le sac, vivement, sans un mot. Et toute la section de les imiter. Ceux-là n'auront peut-être jamais de grade, ni même de citation. Nous les en admirons encore davantage. Puissent-ils trouver, exprimée en ces lignes, un peu de la reconnaissance de la patrie!

Le moratoire.

« Pour contribuer à tout apaiser à l'intérieur », un décret en date du 31 juillet 1914 prorogeait de trente jours francs les délais des effets de commerce et des protêts.

Ce *moratoire*, c'est-à-dire ce retardement des paiements, s'étendit à toutes les dettes, quels que fussent leur origine et leur caractère : achats d'immeubles, emprunts hypothécaires, loyers. Une seule exception : les salaires des ouvriers et des employés.



PARIS. — ÉCHANGE DES BILLETS

(Photo Meurisse.)

En ce qui concernait les dépôts et comptes courants dans les Banques, la situation était ainsi établie : « La prorogation de délai s'applique à la délivrance des dépôts, espèces et soldes créditeurs des comptes courants, sous les réserves suivantes : Tout déposant ou créditeur dont le dépôt ou le solde en sa faveur sera inférieur ou égal à 250 francs, aura le droit d'en effectuer le retrait intégral. Les déposants ou créditeurs ne pourront exiger le paiement en sus de cette somme que de 5 pour 100 au plus. » Aux caisses d'épargne, les déposants ne pouvaient retirer que 50 francs à la fois et par quinzaine.

Tout de suite, la Bourse des valeurs ferma. Seules re taient possibles les transactions au comptant. Le crédit financier de la France était suspendu. En conscience, un Français dont la fortune se composait de valeurs négociables ne pouvait plus dire quelle était sa fortune. Cette rude épreuve, la France la subit sans protestation parce qu'elle la savait indispensable au salut de certains grands établissements de crédit. Sur ce terrain aussi, l'Allemagne devait être vaincue. Le 20 août, la Banque de France abaissa le taux de son escompte de 6 à 5 pour 100, et le taux des avances sur titres de 7 à 6 pour 100.

Dès le début des hostilités, les pièces d'or, même en France, avaient disparu de la circulation. Les pièces d'argent, voire les pièces de billon se firent rares, ce qui rendit les menus échanges commerciaux difficiles. Pour remédier à cette crise des monnaies, la Banque de France accéléra la production des coupures de 20 et surtout de 5 francs. Dans les premiers jours, ces coupures donnèrent aux Français d'humeur voyageuse la sensation d'un séjour à l'étranger. Ils songeaient aux corrects billets de vingt francs en usage dans la riche Belgique, et aux légers billets de cinq, de deux, voire d'une lire, compagnons de route un peu crasseux, mais si vite envolés, dans la délicieuse Italie.

Nos coupures de 5 francs et de 20 francs, représentant plus d'un milliard, dormaient, toutes prêtes, en prévision de la guerre, dans les caves de la Banque de France, à côté de l'or monnayé et de l'or en lingots constituant la ressource des ressources. Bien classés, nets et soyeux à souhait, ces billets d'une teinte bleuâtre n'avaient attendu qu'un geste pour s'éparpiller sur le pays.

La plupart des petites coupures de ce genre émises pendant la guerre de 1870-71 étaient vite rentrées à la Banque de France et, selon l'usage, avaient été détruites. Quelques centaines demeurent encore, selon l'expression officielle, « en circulation ».



LES FEMMES AU TRAVAIL DANS UNE USINE DE GUERRE
(Photo Meurisse.)

A vrai dire, elles ne circulent guère. Celles qui n'ont pas été anéanties dans quelque accident, incendie, naufrage, inondation, reposent aux vitrines intimes des collectionneurs. La Banque de France reste toujours prête à les rembourser. Vous, coupures sorties en 1914 et les années suivantes, petites coupures de 5, de 10, de 20 francs, ce sera la victoire qui vous ramènera d'un seul souffle à la Banque de France.

Le 6 février 1913, la Banque de France avait évalué sa réserve d'or à la somme de 3 218 182 590 francs. D'autre part, la réserve privée dont le poids pouvait écraser aisément la *Juliusturm*, le bas de laine français, était lourd de pièces d'or. Mais prudence n'exclut nullement confiance. C'est même la prudence qui rend la confiance légitime et solide. L'État devait faire rentrer cet or, pour le faire travailler à la défense nationale.

Au travail!

Le travail, lui aussi, est un combat pour la patrie. L'inertie engendre toutes les misères matérielles et morales. Comment en avoir raison? Trois millions de Français quittaient tout pour aller à la frontière. Parmi les 37 millions qui restaient, tous ceux qui pouvaient travailler avaient le devoir strict de ne pas épargner leur sueur, plus que les autres leur sang.



LES FEMMES EMPLOYÉES A LA FABRICATION DES OBUS.
(Photo Meurisse.)

Le *moratoire* est une mesure qui ne doit jamais être appliquée sans réserve. Autrement, on risquerait d'étouffer le crédit public. A tout prix, il fallait occuper les bras et les esprits, remédier au chômage, s'emparer

des marchés dont était exclue l'Allemagne. La mer ne restait-elle pas libre pour nous? Notre industrie pouvait gagner des batailles par la tactique offensive.



BILLET ÉMIS EN 1914 (Photo Meurisse.)

A Paris, près de 36 000 ouvrières, filles ou veuves, étaient sans travail. Elles étaient aussi sans allocation. Ne devaient-elles pas être occupées par les patrons qui avaient fermé leurs maisons, en voyant leurs employés mobilisés? Aux industriels et aux commerçants incombait l'obligation patriotique de contribuer pour leur part virile à la victoire nécessaire et certaine.

Durer, c'est combattre. Non-combattants! ce mot ne signifiait plus rien. Les ouvriers qui travaillent aux usines de guerre sont des combattants. Les mécaniciens et les employés des trains qui amènent des soldats au champ de bataille sont des combattants. Ce sont des combattants, tous ceux qui besognent pour l'armement, l'équipement, l'alimentation des troupes. Combattants, le fabricant de moteurs ou le producteur de benzine. Combattante, la brave femme qui, sous ma fenêtre, ajuste les planches d'un futur abri: combattante, la femme aux mains élégantes qui, près de la fenêtre voisine, tricote un chandail. Quel renfort apportent au front la parole ou la plume! Voilà aussi des armes: ceux qui les manient ne doivent laisser aucune trêve à l'ennemi. Que leurs villes soient fortifiées ou non, tous les Français et toutes les Françaises sont exposés aux bombes des taubes et des zeppelins, c'est-à-dire traités en combattants.

Le gouvernement eut à cœur de faciliter les communications et les transports. Peu à peu, la ville de Paris fit reprendre les travaux en suspens. Il s'agissait de favoriser la production utile et de mobiliser les bonnes volontés. Les uns étudièrent les moyens d'occuper les tout jeunes gens et même les enfants; d'autres eurent l'idée d'un procédé de demi-paie, avec une demi-journée de travail féminin.

Malgré les vacances annuelles, les écoles primaires supérieures de Paris rouvrirent leurs portes à tous les adolescents. Le syndicat de l'ameublement organisa des cours professionnels, avec démonstrations à l'appui par de vieux praticiens.



BILLET ÉMIS EN 1914 (Photo Meurisse.)

Dans les lycées et les collèges, aux élèves des basses classes, on lisait les livres latins ou grecs tout pleins de hauts faits : le coureur de Salamine qui tombe mort en criant victoire; l'enfant de Lacédémone qui

laisse un renard lui ronger la poitrine; le jeune Mucius Scævola qui met sa main sur un brasier. En traduisant ces pages, les petits Français pensaient : « Tout cela est fort beau, mais les citations de nos pères ou de nos frères aînés, au *Journal officiel* de la République française, sont plus belles encore. »

Dans les classes élevées, les élèves traduisaient les textes anciens traitant des sujets suivants dont on peut dire qu'ils étaient d'une actualité singulièrement émouvante : la guerre de tranchées, la guerre de mines, le jet de matières inflammables, une sortie d'ambulance, le péril germanique, la nécessité de l'union sacrée, les oreilles ennemies, les stratèges en chambre, les soldats enseignent aux civils la ténacité, l'or pour la victoire, un avocat mobilisé, un poète soldat. Ces textes venaient des poètes et des historiens grecs ou romains.

Le spectacle de la jeunesse française était la beauté même. La beauté se définit : la variété dans l'unité. Or, regardez la France! Si vous prenez au hasard cent élèves dans une de nos écoles, il n'y en a pas deux qui se ressemblent. Si vous prenez au hasard cent femmes dans une de nos églises, pas deux qui se ressemblent. Si vous prenez au hasard cent officiers dans un de nos corps d'armée, cent soldats dans une de nos tranchées, pas deux qui se ressemblent. Chacun a un caractère, des regards et des sentiments qui n'appartiennent qu'à lui. Les étrangers sont encore plus frappés que nous de cette merveilleuse variété. Que de fois ils nous ont dit : « En France, il n'y a pas de type, il n'y a que des individus ». Cependant, en cette immense variété, il y avait une miraculeuse unité de sentiments, de pensées, d'énergies, pour la victoire.

Les chefs de famille étant sous les drapeaux, qu'allait devenir la famille? Grâce à la loi du 4 août, « les familles de militaires des armées de terre et de mer, qui remplissaient le devoir de soutiens indispensables de famille, eurent droit, sur leur demande, à une allocation de 1 fr. 25 avec majoration de 0 fr. 50 par enfant âgé de moins de seize ans à la charge du soutien de famille. » La loi ajouta : « Ces allocations seront fournies pendant toute la durée de la guerre, quel que soit le sort du militaire ».

Grande œuvre de si efficace solidarité. Rassurés sur le sort des foyers, même les plus fragiles, nos soldats de l'effroyable guerre eurent l'esprit en paix.

Les allocations étaient largement dispensées. Mieux vaut, pensait-on, avoir à payer un peu plus et rien à redouter des impatiences ou des récriminations.



GÉNÉRAL DE LACROIX
(Photo Manuel.)

Les « formations » de la charité nationale.

Malgré tout, que de misères secrètes restaient à soulager! Les allocations n'allaient qu'à des gênes avouées. Telle famille pauvre n'avait pas de chef ni même de membre sous les drapeaux. Le chômage était un ennemi de plus. De bons citoyens répétèrent : « Au travail! », c'est-à-dire aux armes contre le nouveau fléau!

Ce ne sont jamais les initiatives généreuses qui manquent en France. Elles se mo-







" LE PREMIER SOIN ", par de Riquer

bilisent d'elles-mêmes. Il suffit de leur trouver des cadres et de leur indiquer un plan.

Sous le patronage du Président de la République, se fonda le Comité de Secours national. Il unissait les représentants les plus caractérisés de tous les partis et de toutes les confessions aux hommes les plus expérimentés en matière d'économie politique : archevêque de Paris, grand-rabbin, pasteurs, professeurs, directeurs de journaux, premier président de la Cour des Comptes, syndic des agents de change, représentant de la Confédération générale du Travail, représentants des organisations monarchistes. Ces hommes siégeaient, côte à côte, en parfaite intelligence, sous la présidence du grand mathématicien strasbourgeois, M. Appell. Là comme partout, battait le cœur unanime de la France. Le Président de la République versa 50 000 francs; la Banque de France, un million ; la Banque Rothschild, un million. Affluèrent aussi les dons les plus humbles et les plus émouvants.



INFIRMIÈRES RECEVANT DES BLESSÉS DANS UNE GARE
(Photo Meurisse.)

Les innombrables « formations » de la charité nationale, c'était l'armée du bien sortie, enseignes déployées, de la terre de France, dès que le pied de l'envahisseur l'eut heurtée.

Au premier rang, la Croix-Rouge. Il y a plusieurs Croix-Rouges. Jamais trop. Jamais assez. La première remonte à 1864 : Société française de secours aux blessés militaires; la seconde, Association des Dames françaises, a été fondée en 1879; la troisième, Union des Femmes de France, en 1881. Elles n'ont pas cessé d'être en pure rivalité de zèle. Au Maroc, au Soudan, à Madagascar, en Indo-Chine, dans les catastrophes publiques, tremblements de terre en Italie ou inondations à Paris, elles ont rendu les mêmes services et ont été confondues dans la même reconnaissance. Pour la Guerre du Droit, elles furent tout de suite en mesure d'entretenir 1 569 hôpitaux auxiliaires en France; rien qu'à Paris, 300. Le total des lits mis à la disposition du service de santé militaire était de 102 579. Paris offrit une hospitalité particulièrement cordiale à la Croix-Rouge britannique. Il accueillit avec non moins d'empressement la Croix-Rouge japonaise et la Croix-Rouge sud-africaine. En ajoutant aux Croix-Rouges les hôpitaux auxiliaires, on arrivait, le 13 août, à un total de 261 000 lits.

Dans le vestibule de tel grand lycée parisien, une dame de la Croix-Rouge, au long vêtement gris et à la coiffe monacale, venait vers nous : « Vous ne me reconnaissez pas, Monsieur? » C'est la femme du surveillant général. La vaste maison était parée tout entière pour sa nouvelle tâche. Les dortoirs attendaient leurs hôtes héroïques. Dans les salles de classes s'installaient des services médicaux et chirurgicaux. Sur la porte du réfectoire, on lisait : « Salle des opérations ». Un vieux

domestique du lycée, occupé à laver à grande eau le pavé de cette salle, nous disait tout bas au passage : « Monsieur, je suis de Barr et j'ai deux fils soldats qui se réjouissent d'aller chez nous, en Alsace. »

Certain costume de nos « religieuses laïques » avait une élégance sans prix.

— Ne dites pas sans prix! Le couturier l'a fait payer exactement douze cents francs. Les blessés auront à leur chevet une exquise vision de luxe féminin. Puisse cet enchantement être une panacée !

A vrai dire, la plupart des dames de la Croix-Rouge étaient vêtues d'une façon infiniment moins coûteuse. Dans les gares de la banlieue parisienne, quelques-unes d'entre elles guettaient les premiers convois de blessés. Elles portaient de petits paniers contenant des œufs durs et des tranches de pain enveloppées de papier. La coiffure, la robe, les œufs et le papier étaient d'une blancheur également immaculée. Voilà une vision plus simple, mais non moins savoureuse et salutaire.

Des femmes au grand cœur créèrent de toutes pièces, sous la présidence du général de Lacroix et de Mme Jules Ferry, l'Assistance aux Dépôts d'éclopés. En arrière du front, ces dépôts surgirent pour recevoir, par milliers, des soldats provisoirement hors de combat, par suite d'une blessure légère ou d'un malaise. Quelques jours de soins intelligents leur rendaient la santé, et ils retournaient droit au combat. Cette œuvre fut tout de suite appréciée par le Grand Quartier Général qui lui accorda les mêmes facilités qu'à la Croix-Rouge.

M. Maurice Barrès, président de la Ligue des Patriotes, fonda l'Œuvre des Mutilés de Guerre et, en quelques jours, recueillit le premier million.

Les femmes mirent à la mode l'adoption d'un soldat. Le dévouement de ces marraines de guerre était acquis particulièrement aux engagés volontaires d'Alsace-Lorraine et aux soldats des pays envahis. La Société Erckmann-Chatrian, dont celui qui a écrit ces lignes a l'honneur d'être président, compta tout de suite des milliers d'Alsaciens-Lorrains pour filleuls.

De quelque côté qu'on marchât dans Paris, on apercevait des bandes de calicot portant ces inscriptions : *Ouvroirs*, *Assistance maternelle*, *Orphelinat*, *Goutte de Lait*, *Repas populaires*. Quatre-vingt mille repas populaires distribués par jour! Cinq cent vingt ouvroirs faisant diligence! Le thé-tricot remplaçant le thé-tango! Les salons écoutaient des conférences sur la guerre, tout en fabriquant des chaussettes de laine pour les poilus. Nous avons eu le plaisir de voir les aiguilles des aristocratiques tricoteuses harmoniser leurs mouvements au rythme des phrases.

On nous faisait ensuite visiter le magasin de quelque œuvre de charité guerrière. Boîtes de sardines et brosses à dents, cylindres de lait concentré et blagues à tabac, peignes fins et grosses moufles s'entassaient jusqu'au plafond. Sainte épicerie et mercerie sacrée. Mais où étions-nous donc ? Que signifiaient ces énormes moulures de style munichois et ces glaces de dimensions impudentes. Tout à coup, nous avons cru voir, dans une des glaces, passer quelques-unes des plus malsaines images d'avant la guerre, c'est-à-dire d'avant le déluge. Dans ce salon, en janvier ou février 1914, d'honnêtes jeunes dames de France, aux joues et aux yeux peints, à la perruque violette ou mauve piquée d'une fabuleuse aigrette, tournoyaient aux bras d'aventuriers cosmopolites. D'honnêtes jeunes hommes de France y affichaient, avec un égal orgueil, la correction excentrique de leurs vêtements et une réputation plus ou moins justifiée de morphinomane. Aujourd'hui, les danseurs sont partis pour le front et préfèrent un coup de pinard à une prise de cocaïne, voire à une tasse de thé. Quant aux danseuses, peut-être est-ce l'une d'elles qui, à genoux, dispose le matériel requis pour une étuve de désinfection et pour une roulotte dentaire :

sans doute, elle ne reconnaît pas plus la salle où elle a dansé qu'elle ne reconnaîtrait son image si la glace l'avait conservée.

Aux réfugiés qui affluaient vers la capitale, chassés de chez eux sans meubles ni vêtements, on n'a pu porter secours qu'en créant tout, d'un seul coup et sous le feu de l'ennemi. Les Parisiens restés à Paris virent arriver en longues files les Belges, puis les Français du Nord, puis les Français de l'Est. Dix mille Belges étaient recueillis dans le Cirque de Paris. Ces pauvres gens semblaient plier sous l'écrasant fardeau de l'exil. Près de quarante mille familles françaises adoptèrent, pour la durée de la guerre, des exilés de sept à treize ans.

Une Œuvre d'assistance fondée par les commerçants et les gardiens de la paix du VI[e] et du XIV[e] arrondissement s'organisa dans l'ancien séminaire Saint-Sulpice. Ce fut un autre refuge offert aux Belges, puis aux Alsaciens-Lorrains, puis aux fugitifs de nos départements envahis. Leurs enfants suivaient les cours des écoles du quartier. Des jeunes filles venaient chercher les plus petits, pour les promener dans le Jardin du Luxembourg. Le Comité franco-belge s'efforça d'assurer un emploi à chaque réfugié.



PARIS. — LA BRASSERIE VIENNOISE SACCAGÉE EN AOUT 1914
(Photo Meurisse.

Dès le début, la Ville de Paris distribua, chaque jour, 400 000 francs « aux familles des mobilisés et aux personnes qui n'étaient pas en état de faire valoir de titre ». Ainsi, beaucoup de ménages irréguliers furent mis à l'abri de la misère. Dès le 16 août, une première quinzaine étant échue, la distribution des allocations commença. *Bureau des allocations familiales*, *bureau de chômage*, *bureau de réquisition des moyens de transport et d'ouvriers civils dans le camp retranché*, tous ces services exceptionnels fonctionnèrent assez régulièrement. Aux portes des mairies, on ne vit plus ces lugubres queues de pauvres gens attendant les bons du bureau de bienfaisance. Toute l'armée française de la charité prit pour point d'appui le foyer. De là ses victoires. Napoléon I[er] disait : « Un régiment entier est souvent enfoncé, faute d'une bicoque pour point d'appui ». Le foyer, c'est le point d'appui inébranlable et triomphal.

Pendant que l'Allemagne employait son génie aux œuvres de haine, de destruction, de perfidie et de meurtre, la France consacrait le sien aux œuvres de pitié et de relèvement. Ce qui ne l'empêchait nullement d'accomplir, sur le champ de bataille, tout ce qu'il fallait pour la revanche du Droit.

En face de l'Allemagne qui déshonorait la guerre, la France faisait admirer au monde la plus noble bravoure, celle que guide le culte de l'honneur et qu'épure le respect de la faiblesse. C'est en cette France que le monde civilisé, menacé par la

barbarie, plaçait son suprême espoir, parce qu'étant toute vaillance et toute humanité, elle réalise l'idéal de l'héroïsme.

La crise du Boulevard.

A Paris, le Boulevard prenait le plus étrange aspect. Tout d'abord, on ne se rendait pas un compte exact de ce qui lui donnait un caractère si imprévu. On s'y sentait vaguement dépaysé. Tout y paraissait nouveau, bizarre, énigmatique. Presque plus de figures familières. Beaucoup de costumes civils fabriqués apparemment dans des villes lointaines. Beaucoup d'uniformes militaires ou trop vieux, ou trop neufs. La foule était énorme et, pourtant, circulait sans difficulté. Quoi! les provinciaux avaient-ils donc plus que les Parisiens le pied boulevardier? Non, sans doute. Mais les petites tables qui encombraient les terrasses des cafés avaient été toutes enlevées par ordre de la préfecture.

Un grand nombre de magasins étaient fermés. Sur l'étincellement des joailleries, l'attrait des parures ou l'appât des comestibles précieux, restait baissé le rideau de fer. On avait la sensation d'un dimanche tragique.

Çà et là, une devanture brisée s'ouvrait comme une plaie. C'était celle d'un magasin tenu par des gens d'origine allemande ou autrichienne. Dans telle brasserie, plus une vitre, plus une glace, plus une table de marbre, plus un verre qui ne fussent en miettes. Rien d'épargné, ni les vitraux multicolores, ni le lustre, ni la pendule! Qui avait procédé à cette exécution? De tout jeunes gens, heureux d'une escapade bruyante, puis, avec eux ou sans eux, des aventuriers aux aguets de tout désordre. Parmi ces derniers se trouvaient des Allemands. Au début, la foule s'était plue à voir molester des ennemis ou châtier des commerçants trop avides qui, à l'en croire, avaient cyniquement exploité les soldats. Mais, comme il arrive en pareil cas, on finit par frapper au hasard. Le Préfet de police rappela qu'en maltraitant, par une indigne confusion, des Alsaciens-Lorrains fidèles à la France, on réjouissait l'Allemagne, « laquelle avait, en outre, la double satisfaction de voir détruire en France des aliments de première nécessité et de faire croire au monde que Paris était en révolution ».

Tout de suite, Paris retrouva son air le plus tranquille. Sur beaucoup de magasins, une grande feuille blanche portait ces mots : « Maison française », ou « Maison bien française », ou « Maison archi-française » ; mieux encore : « Le propriétaire de cette maison est appelé sous les drapeaux », ou « Tout le personnel de cette maison est parti pour la frontière ». De là, des révélations singulières. On constatait que, jusqu'à la veille de la guerre, mainte maison parisienne avait étalé une enseigne étrangère, voire archi-étrangère, pour flatter la manie exotique de nos concitoyens. Le masque tombait et un bon Français de plus allait faire bravement son devoir.

Nuit et jour, dans la grande ville régnait la paix. Seule, la sirène stridente des automobiles militaires déchirait le silence. Les commissariats de police résumaient ainsi leurs observations : calme absolu. Partout les affaires judiciaires devenaient extrêmement rares. Le Palais faisait relâche.

On ne pouvait circuler dans le pays sans un laissez-passer assez difficile à obtenir. L'usage du téléphone de ville en ville était interdit, l'usage du télégraphe limité et contrôlé, la télégraphie sans fil supprimée pour les particuliers.

La pensée de la France entière se concentrait sur le même point. De là, chez quelques Français, une sorte d'hypnose sublime. La moindre nouvelle prenait des proportions démesurées. La moindre lettre reçue de l'armée provoquait des

commentaires inouïs. Aussi, quel terrible effet produisait sur la foule le mot d'espion! Pendant qu'un misérable, ainsi désigné, était happé comme un fétu par une trombe, près de nous une femme au costume élégant, au visage jeune, à la belle chevelure grisonnante, le regardait de ses grands yeux bleu pâle aux prunelles dilatées et, d'une voix très douce, disait : « On devrait simplement le livrer aux femmes ».

Pour un innocent dénoncé par erreur, que de coupables laissés en pleine liberté! Depuis un demi-siècle, quinze départements français : le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, la Moselle, la Meurthe, les Vosges, la Meuse, les Ardennes, le Nord, la Seine-et-Oise, la Marne, la Haute-Marne, le Doubs, le Jura, la Haute-Saône, avaient été méthodiquement organisés par le chef de la police de Berlin, Stieber, celui-là même que Bismarck appelait « le roi des limiers ». Au début de la guerre de 1870, Bismarck, arrivé en France avec son état-major de fonctionnaires, fit halte dans une maison de Faulquemont, sur la Nied, à 31 kilomètres à l'est de Metz. Après le dîner, tout en préparant le café de ses propres mains, il se mit à parler à cœur ouvert : « C'est bien décidé. Nous ne rendrons jamais aux Français ni la Lorraine ni l'Alsace ». Un colonel répondit d'un ton solennel : « Non, certes. Notre armée est invincible. » Brusquement, un fonctionnaire civil, à la mine chafouine et aux yeux louches, l'interrompit : « Dites : *nos armées*! Il y a votre armée et il y a la mienne. L'armée combattante pénètre en France avec vous. Quant à la mienne, voilà des mois et des mois qu'elle occupe la Lorraine et l'Alsace. Elle y est entrée en silence. Sans être munie d'une seule arme, elle a achevé une tâche prodigieuse. Ne vous méprenez jamais sur le danger ni sur l'importance de notre tâche. L'avenir de notre nation en dépend ». Bismarck, pendant cette étrange déclaration, faisait le tour de la table en servant le café avec une petite poche d'argent qu'il tenait dans sa main droite. Il alla à l'homme qui venait de parler ainsi et, les yeux dans les yeux, lui tendit grande ouverte sa main gauche. L'homme la lui serra fortement de ses deux mains. Ce chef de « l'autre armée », si fier de son œuvre, c'était Stieber. Sa fonction, durant la guerre, consistait à renseigner le haut commandement sur les emplacements, la force et les mouvements de nos armées, sur l'âge, le caractère et la réputation de chacun de nos chefs, sur l'état d'esprit et les ressources des régions que les troupes allemandes traversaient. Il s'était engagé, en outre, à procurer, dans chaque région, tous les renseignements utiles et à assurer la garde des personnes qui lui seraient désignées.

Le traité de Francfort n'interrompit nullement l'œuvre de Stieber. Sur le territoire français, l'Allemagne installa plus de cinq mille cultivateurs, viticulteurs ou horticulteurs. Pour ne pas exciter la méfiance, ils venaient se fixer en France « un par un, ou, tout au plus, deux par deux ». En outre, neuf mille Allemandes, de préférence mariées ou veuves, étaient placées dans les magasins, les usines, les restaurants, les cafés, les hôtels. On avait réservé une cinquantaine de jeunes Prussiennes, aussi avenantes que possible, pour les hôtels des villes fortifiées. De temps en temps, un de leurs « parents » allait leur faire visite. Plus de deux cents autres femmes servaient comme domestiques chez les officiers, les magistrats, les médecins, les avocats. La police prussienne disait à ce propos : « Les servantes de chez nous se placent à leur guise, parce que, tout en s'occupant des soins du ménage, elles donnent des leçons aux fils de la maison ». En 1880, Stieber s'engagea « à faire en sorte que la mobilisation française ne pût pas s'opérer, faute de moyens de transport ». Mais, entraîné par le succès, il déploya un zèle excessif. Les ouvriers étrangers tinrent trop de place chez nous. En 1883, près des principales gares de bifurcation du réseau de l'Est,



PARIS. — LE DÉPART DES VOLONTAIRES AMÉRICAINS EN AOUT 1914
(Photo Meurisse.)

ils se comptaient par douzaines. Le gouvernement donna ordre de mettre tous ces salariés en demeure de se faire naturaliser, faute de quoi ils seraient rayés des cadres. Sur 1.641 étrangers, 182 seulement refusèrent de se laisser naturaliser. En toute occasion, les agents allemands étaient prêts à exciter le désordre. Le Lorrain Jules Develle, ministre des Affaires étrangères, déclara, le 2 août 1893 : « Toutes les chancelleries savent que c'est avec l'argent allemand que les grèves ont été soudoyées ».

Nulle part, le travail accompli par les Allemands pour la préparation de la guerre ne fut plus parfait qu'en Lorraine, dans les Ardennes et en Champagne. Des officiers prussiens déguisés en pêcheurs à la ligne avaient exploré les vallées, notamment celle de la Meuse. Ils ne faisaient pas grand mal aux poissons, bien qu'ils eussent soin de prendre exactement le fond avant d'amorcer. Au début de la guerre, nos troupes évoluèrent au milieu de signaux, d'indices, de repères sans nombre. C'étaient des perches plantées en terre; c'étaient des arbres en boule, en pointe, en triangle; c'était du linge blanc abandonné dans l'herbe; c'étaient des troupeaux de moutons ou de vaches qui broutaient toujours à proximité de nos batteries. Ce travail sur le terrain était complété par un système secret de communications téléphoniques et par des indications spéciales sur des cartes.

En quelques semaines, six cents individus arrêtés comme espions passèrent en conseil de guerre. Tel espion s'était fait engager comme valet de ferme sous le nom d'un réfugié belge; tel autre avait pénétré dans une gare régulatrice, déguisé en officier de l'armée britannique; tel autre exerçait le dur métier de batelier. On les a fusillés. Assez vite nos officiers et nos soldats, mis en garde, les dépistèrent et les démasquèrent. Le général Malleterre nous disait à ce propos : « C'est par l'État-major français qu'on a connu le rôle d'un colonel russe qui transmettait tous les plans à l'Allemagne. »

Les espions allemands sont les meilleurs du monde quand il s'agit de préparer des voies aux colonnes en marche, des gîtes aux patrouilles, des plates-formes bétonnées à l'artillerie lourde. Ils renseignent admirablement ceux qui les payent sur nos ressources, sur nos dispositions, sur tout ce qu'ils appellent le matériel humain, *Menschenmaterial*. Mais l'âme leur échappe. Jamais ils ne se sont rendu compte de nos sentiments véritables.

Dans le camp retranché de Paris, particulièrement dans la banlieue Est, abondaient les « ressortissants des pays en guerre ». On en évacua une partie dans des camps de concentration. Mais combien y demeurèrent, sous de faux noms ! Ceux d'entre eux qui avaient obtenu la naturalisation française ou suisse tout en restant Allemands aux termes de la loi Delbrück, dissimulaient mal leur joie à toute décep-



A LA LÉGATION DE ROUMANIE. — VOLONTAIRES VENANT SE FAIRE INSCRIRE
(Photo Meurisse.)

tion qu'éprouvait la France et se préparaient à fêter l'entrée des troupes allemandes à Paris.

Tandis que Paris se débarrassait tant bien que mal des « indésirables » toujours trop nombreux, il faisait un accueil enthousiaste à des hôtes tout nouveaux. Quels hôtes? Ce n'étaient plus des touristes avides de divertissements. C'était l'élite des plus nobles nations, armées pour la défense du Droit. Il leur offrait le spectacle d'une beauté jusqu'à présent inconnue. La délicieuse élégance de ses quais, de ses avenues, de ses promenades, se déployait avec majesté. Plus d'encombrement. Plus d'extravagance. A chaque pas, les Parisiens eux-mêmes admiraient, dans la structure et la décoration de leur ville, quelque grâce qui jusqu'à présent leur avait échappé.

De toutes parts, les volontaires étrangers se rendaient à la place des Invalides pour s'enrôler. Des vivats et des applaudissements saluaient au passage Anglais, Russes, Grecs, Belges, Suisses, Luxembourgeois, Américains, Espagnols, Roumains, Italiens. « Ils n'en ont pas comme cela à Berlin », disait une voix d'accent faubourien. Une autre voix, avec l'accent d'Alsace, ajoutait : « C'est ce qui s'appelle une vraie Légion étrangère ».

Point de cris inutiles. Point de bravades. Point d'ovations vaines aux soldats qui passaient. Un regard de tendresse disait tout. On se parlait sans se connaître, mais sans élever la voix. Entre les passants les plus divers, une causerie fraternelle s'engageait à tout instant. Leurs cœurs restaient unis par un lien sacré. Et tout le monde respectait la Légion d'honneur. Les paroles échangées alors se résumaient ainsi : « On fait tout ce qu'on doit. Aujourd'hui, on a pour soi de puissants alliés, dont le dévouement est une forme de l'intérêt bien entendu. Tout ira bien ». Ce calme de la grande ville formait le meilleur présage. Chaque journée qui se passait ainsi était une bataille perdue pour l'Allemagne.

Dans une rue barrée ou dans la cour d'une maison populaire, deux chanteurs prenaient place avec deux musiciens, piston, violon ou clarinette. Ils faisaient entendre la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, la *Brabançonne*, la *Marche Lorraine* et les naïves chansons patriotiques nées de la veille. Le plus vieux des chanteurs esquissait des gestes violents. Le plus jeune, les deux mains derrière le dos, frémissait de tout son corps. L'auditoire d'enfants, de petites ouvrières, de vieilles femmes, de vieux hommes, remuait les lèvres dévotement, au refrain.

La foule parisienne avait quelque chose de plus laborieux et de plus grave. Sur la grâce de Paris s'étendait de l'austérité. C'était comme un fier drapeau sur un palais de rêve.

Peu de temps avant la guerre, dans les rues et sur les places de Paris, se

produisaient de mystérieux accidents. Des trous s'y creusaient soudain et engloutissaient les passants. D'accidents pareils, il n'était désormais plus question. Comme les théâtres et le Palais de Justice, les sinistres faisaient relâche. On s'écriait gaiement : « Puissent-ils remettre *sine die* leur réouverture! »

Aux endroits illustrés par ces fléchissements meurtriers, allaient et venaient les lourds camions transportant les approvisionnements militaires. Paris ne tendait à notre armée aucune sorte de piège.

A dix heures du soir, s'éteignaient le gaz et l'électricité. A peine si, dans les principaux carrefours, une mince flamme blafarde indiquait en tremblotant la rue à prendre. Au loin glissait le dernier tramway et trottait le dernier fiacre.

Les musées étaient fermés. Un vieux gardien nous disait, avec l'accent de Paris, éternellement jeune et même un peu enfantin : « On a déménagé. C'est une bonne chose. Comme cela, les belles œuvres ne seront plus en danger. — Du fait des Allemands! — Non pas! Du fait des mites. Les Allemands, ce n'est pas à craindre. Mais les mites, voilà l'ennemi. — Héréditaire! — Si vous voulez. Il y a des objets qui n'avaient pas été dérangés depuis l'autre guerre. En attendant qu'on batte tout à fait les Allemands, on va battre les tapis ».

Sur le boulevard, des camelots vendaient le traité de Francfort : « Demandez, disaient-ils, le traité de Francfort, en 1871. Un chiffon de papier ». Le mot du chancelier allemand faisait, du moins, la fortune d'un gamin de Paris!

Sans interruption, se succédaient les éditions des journaux. Dans les rues, près des stations de tramways, aux entrées du Métropolitain, des vendeurs de tout âge et de tout sexe tendaient, en échange du petit sou, la petite feuille immédiatement parcourue d'un seul coup d'œil. A la porte d'un atelier, des midinettes se pressaient autour de l'une d'elles qui lisait un journal. Elles suivaient cette lecture avec une ardeur passionnée. Quel est ce journal? C'est une feuille de modeste format et qui n'a jamais eu de feuilleton. L'*Officiel!* Les midinettes méditaient les citations à l'ordre du jour de l'armée.

La Presse.

La guerre avait épuré le goût. Elle inspirait l'horreur des phrases vaines, des phrases déclamatoires, des phrases recherchées, des phrases. Puisse-t-on toujours, après la guerre, n'accepter que les propos précis et les pensées sérieuses! Ce sera la fin de la mauvaise politique.

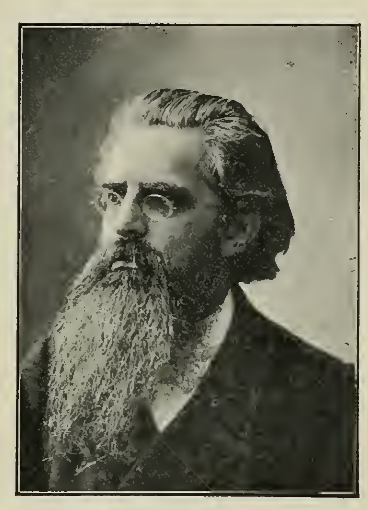
Dans les journaux, plus d'annonces. Deux pages suffisaient. La presse tout entière, avec une dignité admirable, endurait les plus intolérables épreuves. Elle calmait les impatiences, consolait les douleurs, glorifiait les héroïsmes, relevait les cœurs. Grande ouvrière de l'Union sacrée, à force de répéter le mot, elle maintenait la chose. En toute occasion, elle enfonçait dans l'esprit des Français cette idée qu'une paix boiteuse serait le déshonneur et la ruine de la France. Il a fallu de longs mois pour que cet état d'esprit cessât chez certains journaux, lesquels d'ailleurs étaient des exceptions plus ou moins monstrueuses.

Résolue à tout souffrir, la presse alla au-devant du plus cruel sacrifice. Elle réclama une censure militaire et diplomatique. L'abus devait étendre la censure à tous les sujets et faire d'elle un *moratoire* de la pensée. Mais les journaux tinrent à honneur de ne pas protester, même dans le secret de leur rédaction.

Quelques nouvelles inexactes ayant été publiées au moment de la mobilisation, le ministre de l'Intérieur convoqua les représentants de la presse et leur dit :

« Il ne faut pas que des bruits de ce genre soient répandus chez nous. Nous vous demandons de ne rien faire paraître qui ne soit approuvé par le gouvernement ». Tous les journalistes, ayant en tête M. Arthur Meyer, s'inclinèrent devant cette suprême nécessité de l'heure.

Le 6 août, le Président de la République, assisté du Président du Conseil, du ministre des Affaires Étrangères, du ministre de la Guerre et du ministre de l'Intérieur, reçut les directeurs de journaux. « Je vous remercie, leur dit-il, de la haute compréhension que vous avez de votre tâche, dans les circonstances actuelles ». M. Messimy, ministre de la Guerre, ajouta : « Je connais trop votre patriotisme pour que je croie nécessaire d'insister. Vous assurerez avec moi, en conciliant les intérêts de la défense nationale et la dignité de la presse, le fonctionnement d'un organisme nouveau devenu nécessaire : la censure ».



M. GAUTIER. (Photo Manuel.)

Le ministère de la Guerre envoya à la presse la note suivante : « Il est interdit de publier aucune nouvelle relative aux événements de la guerre : mobilisation, mouvements, embarquements, transports de troupes, composition des armées, effectifs, etc., qui n'ait été communiquée par le bureau de la presse organisé par le ministère de la Guerre. Les communiqués sont faits trois fois par jour : à dix heures, à quatorze heures, à vingt-trois heures (1). Les directeurs des diverses publications quotidiennes et périodiques sont invités à faire connaître, par une déclaration écrite à la préfecture de police, les jours et heures de leurs publications régulières; toutes les éditions spéciales sont interdites ainsi que les annonces criées et placardées sur la voie publique. Ils devront faire remettre au bureau de la presse les épreuves définitives de chaque numéro. Le journal sera libre, après l'envoi de cette épreuve, de procéder au tirage et à la vente, sans autre formalité. Il s'exposerait à la saisie immédiate, si l'examen de l'épreuve permettait de constater l'insertion d'une nouvelle militaire quelconque qui n'ait pas été communiquée par les soins du bureau de la presse ».

Sur l'épreuve définitive, appelée en argot du métier *morasse*, les censeurs indiquaient par téléphone les passages à supprimer. Sur le cliché, on faisait sauter, avec un burin appelé échoppe, le passage condamné dont la place restait en blanc.

A la direction de la censure se succédèrent le commandant Duval, M. Klotz, député, ancien ministre et chef d'escadron d'artillerie; M. Gautier, inspecteur général de l'enseignement...

Dès le premier jour de la guerre, la censure eut pour préoccupation essentielle de ne laisser passer rien qui pût servir d'indication à l'ennemi.

En 1870, souvenir trop douloureux, ce fut un passage du *Temps* reproduisant une note du *Times*, qui révéla à l'ennemi que l'armée de Mac-Mahon se dirigeait

(1) Bientôt il n'y eut plus que deux communiqués par jour : l'un, à quatorze heures; l'autre, à vingt-trois heures. Et parfois c'était encore beaucoup.

vers Sedan. En 1914, la censure, malgré tous ses efforts d'attention, laissa passer plus d'un trait d'où l'ennemi tira des indications. Elle en fit elle-même l'aveu, pour qu'il servît de leçon. Voici une de ses communications écrites : « La publication de photographies prises dans les localités pouvant être atteintes par l'artillerie ennemie, offre de graves inconvénients. D'après la reproduction d'un cliché représentant les ruines d'une église dans laquelle un curé officiait entouré de nos soldats, les Allemands ont conclu qu'un cantonnement de troupes existait dans le village en question et, le lendemain, le feu était ouvert pour la première fois sur ce village où il y eut quatorze victimes ». Voici, dans le même sens, une communication orale de la censure aux journalistes : « L'un de vous a publié sur le bombardement de Reims des renseignements si précis, que l'ennemi a pu régler son tir et achever la destruction d'un édifice dont la place avait été trop clairement indiquée. Celui qui a écrit cette page se reconnaîtra ».

Dans notre bureau de rédacteur en chef à la *France de Demain*, le timbre du téléphone retentissait vers deux heures. Le communiqué! Un reporter le dicte. Chaque phrase tracée en hâte au crayon est apportée au typographe. Le communiqué s'imprime comme nous l'entendons, bribe par bribe. Ah ! ces phrases qui commencent toujours de même : « De la mer du Nord à la Lys... Sur l'Aisne... Dans la Woëvre... Dans les Vosges... », avec quelle impatience on guette ce qu'elles vont distiller! Le cœur se serre quand vient le mot sanglant « alternatives » ! On étouffe au mot « pression ». Certes, nos troupes peuvent céder un peu de terrain sans que la partie soit compromise. A la guerre, comme dans un duel, rompre n'est pas reculer. Mais ici, le terrain qui est en jeu, c'est le sol sacré de la patrie. Quand nos troupes auront franchi le Rhin, elles pourront se donner de l'air sans que le souffle nous manque. Ces communiqués, nous les savons tout de suite d'un bout à l'autre. Leur style, en sa bizarrerie, nous est devenu familier! A la façon dont commence la phrase, nous devinons si « la situation reste inchangée », ou si nous avons perdu « un élément de tranchée ». Peu de chose, sans doute, cet élément de tranchée qui bientôt sera repris. Mais il nous semble que c'est un morceau de notre chair qui vient d'être arraché. Poignante émotion que nous n'avons plus connue, même sous les obus, après nous être engagé. Aux moments les plus sombres de l'attente, toute la France a gardé la certitude que bientôt elle aurait, du même style, la nouvelle que la victoire est définitive, que le Droit a triomphé, que nos soldats vont nous revenir, couverts de gloire.

Le langage de guerre, dans l'expression des faits les plus émouvants, conservait une sorte de froideur scientifique. On nous annonçait que, dans les combats en Haute-Alsace, la supériorité de notre artillerie était « ressortie nettement ». On ajoutait : « Un combattant a vu près de Mulhouse un projectile de 75 *faire seize morts* dans une tranchée ».

Défense de « crier » les nouvelles. Défense de « crier » les journaux. Défense de mettre de gros titres en « manchette ». Les titres des articles ne pouvaient avoir une largeur supérieure à la largeur de deux colonnes.

Pour les journaux du soir, les vendeurs payaient 4 francs le 100 les premiers numéros qui sortaient de la presse et qui avaient à peine le temps de faire leur apparition sur le boulevard. De demi-heure en demi-heure, le prix descendait à 3 francs, à 2 fr. 50, à 2 francs et même à 1 fr. 50. Certains vendeurs ne disposant pas de ce capital, achetaient 50 feuilles ou même 25 à des camarades fortunés qui avaient pu opérer par milliers et verser l'argent d'avance. Quelques débutants aux cheveux gris essayaient timidement de se frayer un chemin parmi les jeunes vétérans professionnels qui, la cigarette à la lèvre, assiégeaient les guichets.

Entre les communiqués quotidiens, des nouvelles se propagaient avec toutes sortes de commentaires. En vain, la France voulait fermer les oreilles à ces bruits. L'obsession était trop forte. Elle sentait couler son sang.

Un jour, Paris apprit cet abominable stratagème allemand : En pleine bataille, des uhlans, avec des clairons pareils aux nôtres, font entendre des sonneries françaises qui égarent nos hommes. Le même jour l'Académie des Sciences morales et politiques entendait un rapport de M. Jacques Flach sur « l'Alsace et la Lorraine françaises depuis Charlemagne » où se trouvait ce passage : « Les Saxons de Witiking apprenaient à crier en langue lorraine; *sauve qui peut*, et, au moment critique, lançaient ce cri pour jeter la panique ».

A la rubrique de la Chambre et du Sénat, les journaux n'accordaient plus que quelques lignes. A la Chambre, 208 députés avaient l'âge d'être mobilisés. Dix-huit d'entre eux étaient au front où plusieurs devaient mourir héroïquement. D'autres travaillaient dans les bureaux des états-majors, les services de santé ou de l'intendance.

Ce qui, dans les journaux, tenait la place la plus large, c'était l'éloge de nos soldats et de nos officiers. Aux descriptions et aux récits qui plaçaient en si haute lumière la gloire de l'armée française, la censure n'enlevait que les numéros du régiment, les noms propres et les précisions géographiques.

Le fantassin français est un sage : il porte tout avec lui. Que n'enferme-t-il pas dans son sac, bazar ambulant, chemises, caleçons, chaussettes, mouchoirs, provisions de bouche, papier à lettre, etc! Il marche, muni d'une couverture, d'une toile de tente, d'une gamelle individuelle, d'une paire de souliers, d'un outil portatif, de trois cartouchières pleines, d'un bidon, de deux musettes. Son sac en tant que sac lui rend toutes sortes de services. Tout à l'heure, c'était un oreiller. Maintenant, c'est un siège. Demain, ce sera un bouclier. On dit que le fantassin français a bon pied bon œil. Il a surtout bon dos.

Dans les Ardennes, pendant la retraite, à travers la canonnade, les chevaux d'une section de mitrailleuses avaient grand soif et la chaleur accablait si fort ces pauvres bêtes que les conducteurs, apercevant un petit ruisseau, dirent à leur lieutenant : « Permettez-nous de les faire boire. — Faites! ». Aussi tranquilles sous les shrapnels que dans la cour du quartier, les hommes laissèrent boire leurs bêtes tout à leur aise. Quelques semaines après, leur lieutenant eut le bras broyé par un obus. Ses hommes le hissèrent sur un caisson. La route était exposée à la vue de l'ennemi et le bombardement sans pareil. Instinctivement, les conducteurs du caisson fouettaient les chevaux. Mais un des servants cria : « Cela ferait trop de mal au lieutenant. Allons au pas! » Tout de suite, les conducteurs allèrent au pas, en tâchant d'éviter tout heurt malencontreux. Le lieutenant avait les yeux mouillés de larmes. Et ce n'était pas la douleur qui le faisait pleurer.

Dans le langage, l'attitude, le regard des officiers français, il y a, pour leurs soldats, une bonté paternelle, une camaraderie pleine de dignité, une simplicité affectueuse, un tact fait pour plaire à tous les honnêtes gens. Écoutez leur salut aux soldats : « Bonjour, les enfants! » Écoutez cette question à l'un d'eux : « Hé, bien! mon petit, qu'est-ce qu'il y a donc? » Comme nous sommes loin du sec et froid cérémonial que Guillaume II a imposé à son armée, en exhumant les pratiques de Frédéric II : « *Morgen, meine Grenadiere.* — *Morgen, Majestaet.* » Encore, ce bonjour allemand était-il français plus qu'à demi!

En France, l'homme, dans le rang, ne fait bien que ce qu'il comprend et ne comprend bien que ce qu'on lui explique affectueusement. Quand son cœur ne s'ouvre pas, son esprit se ferme. Toute cordiale explication lui donne le senti-

ment de ce qu'il représente dans la grande œuvre de libération humaine. Dès lors, avec quelle ardeur il accomplit sa tâche !

Le 15 août 1914, la presse annonça que le ministère de l'Intérieur approuvait le décret du Conseil municipal appelant l'avenue d'Allemagne, *avenue Jean Jaurès*, et la rue de Berlin, *rue de Liége*. Elle annonça, le même jour, que le ministère de l'Intérieur interdisait la vente de l'absinthe. L'Académie de médecine félicita le gouvernement « de ne plus permettre qu'on vende un poison qui détruit ou affaiblit la force et l'intelligence ». Les choses que l'on croyait le plus impossibles s'accomplissaient le plus aisément du monde. Les aumôniers étaient rétablis dans la flotte par M. Augagneur, ministre de la Marine; le nombre des aumôniers de l'armée était augmenté par M. Messimy, ministre de la Guerre.



M. AUGAGNEUR.
(Photo Manuel).

Le 16 août, la presse signala à peine un événement qui, en temps ordinaire, aurait fait retentir longuement tous ses échos : « Le canal de Panama est ouvert ». Un bateau américain, *Ancon*, avait traversé les écluses de Gatun en soixante-quinze minutes. Pavoisé des drapeaux de toutes les nations (y compris, hélas ! le drapeau allemand), il avait à son bord le président de la République de Panama, le gouverneur du canal et quelques invités. Voilà donc enfin percé l'isthme auquel la France s'est la première attaquée avec tant de courage et de persévérance. Ç'aurait dû être une œuvre française. Ni la France, ni le monde n'ont fait attention à son achèvement. Le monde regardait vers la France qui conduisait la grande œuvre de libération.

Le 20 août, on sut que la mobilisation se terminait. Régiments de l'armée active, divisions de l'armée active, divisions de la réserve, troupes de la territoriale étaient à leur poste. Jamais rien de pareil ne s'était produit. Naguère encore, quand on parlait de transporter, d'un seul coup, tous les Français valides de vingt à quarante-cinq ans sous les drapeaux, les hommes d'expérience secouaient la tête. Au fond du cœur, les administrateurs chargés de cette immense opération se demandaient s'ils pourraient en venir à bout. En ce court espace de vingt jours, tous les Français valides, ayant quitté leur atelier ou leur champ, leur bureau ou leur cabinet, leur mansarde ou leur hôtel, furent à la frontière, en première ou en seconde ligne, face à l'ennemi. Ils bivouaquaient sous le ciel que mouillait l'approche de l'automne, logeaient au hasard des marches, dans les granges des villages. Leurs préoccupations ou leurs espérances d'hier, leurs travaux ou leurs plaisirs, tout était oublié. Une seule image dominait toutes leurs pensées : celle de la guerre sainte.

Tout en travaillant à la mobilisation et au ravitaillement de l'armée, les grandes compagnies de chemins de fer s'étaient mobilisées elles-mêmes.

La Compagnie d'Orléans avait mis 5700 de ses ouvriers, avec ses ateliers de Tours et de Périgueux, à la disposition du gouvernement. La Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée avait envoyé ses ouvriers travailler à l'arsenal de Lyon. La Compagnie du Midi fabriquait des munitions dans ses ateliers de Béziers et de Toulouse.

Les employés encore jeunes restés à leur poste portaient un brassard pour justifier leur présence à l'arrière. Que de brassards blancs, bleus, rouges, jaunes! Au début, il y en eut plus d'un qui ne se justifiait pas aisément. La presse fit connaître les mesures prises à ce sujet par le préfet de police.

Les gares régulatrices de la banlieue parisienne offraient le spectacle le plus guerrier : trains pleins de soldats, de chevaux, de fourgons et de canons; trains sanitaires aux longs wagons de la Croix-Rouge; trains chargés de poutres, de planches, de fils de fer barbelés; trains de ravitaillement aux portières desquels apparaissent d'innombrables têtes de choux. Les vastes coupoles voisines abritent les locomotives fumantes : écurie des vaillantes bêtes d'acier prêtes à partir. En tout sens, se croisent les fils électriques et les chaînes de manœuvres. Au loin, ce ne sont que traverses, plaques tournantes, leviers, butoirs. Dans l'atmosphère de fumée, quelques jardinets nourrissent des géraniums rouges qu'admirent des territoriaux groupés, sac aux épaules, près de leurs fusils en faisceaux. Dans un train qui arrive sont entassés des uhlans prisonniers. Sur le quai, des zouaves lisent les journaux qui racontent les incendies et les massacres de Lorraine. En apercevant les Allemands, ils se précipitent vers les portières et s'y suspendent avec fureur. Pâles d'épouvante, les Allemands se rejettent au fond des voitures. Leur capitaine fixe sur les assaillants un regard de haine et de rage impuissantes. Un zouave lui désigne un petit soldat français blessé et lui crie : « Salue-le! ». Le moment est tragique. Tout à coup le petit soldat, qui porte un bandeau sur le front, avise une cage à poule et dit d'une voix gaie : « Tiens! la cage préparée pour Guillaume II! » La foule éclate de rire et le train des prisonniers s'éloigne sans accroc.

La presse insiste sur l'accueil fraternel que fait la France à ses alliés britanniques. Beaucoup d'officiers de l'armée britannique se sont établis avec leur famille en Bretagne, particulièrement à Brest et autour de Brest : « De cette façon, disent-ils, les quelques jours de liberté que nous laissera la guerre, nous pourrons les passer près de notre femme et de nos enfants ». Lorsqu'il s'est agi de signer un bail, les propriétaires français ont demandé à leurs nouveaux locataires : « Pour combien de mois louez-vous? » Nos Anglais ont répondu avec calme : « Pour trois ans ». La presse anglaise, répondant aux menaces de la presse allemande, déclarait : « Nous combattrons pendant vingt ans, pendant cent ans, s'il le faut. Mais il y a un fait certain, c'est que nous aurons raison de l'Allemagne. » Par un concours inouï de circonstances favorables, l'Allemagne a vaincu la France en 1870. Cette aventure se résume d'avance par un vieux dicton germanique : *Eine blinde Henne findet auch manchmal ein Korn* (Une poule aveugle trouve aussi un grain de blé). Cette trouvaille l'enivre d'orgueil. Elle se croit la plus habile et la plus puissante des poules, la poule au-dessus de tout! Rêve absurde. Dur réveil.

La campagne de France.

La face de l'Europe avait été transformée, comme au coup de sifflet d'un machiniste. Sur les voies ferrées les trains ne transportaient plus que des soldats et des canons. Les stations où l'humanité aspire à se recréer pendant les mois d'août et de septembre se vidaient soudain et prenaient leur mélancolique aspect de plein hiver. Dans les villes industrielles, le travail s'était arrêté. Depuis le 2 août, tout commerce avec l'ennemi était interdit. Or, ce que l'Allemagne exportait en France, soit directement, soit par toutes sortes de moyens détournés, représentait près d'un milliard par an. D'autre part, la France fournissait à l'Allemagne

beaucoup de matières premières pour ses usines, et de denrées pour ses marchés.

Un des premiers soins de la France fut de sauver les récoltes, les moissons, les vendanges. Cette richesse s'évalue à plusieurs milliards. Des appels avaient été lancés à tous les travailleurs disponibles. Le ministre de la Guerre prêta 20000 inscrits maritimes. Dans ses réquisitions de bétail, il épargna les meilleurs animaux reproducteurs. La moisson assurée, restait à faire le battage. Des machines et des mécaniciens étaient envoyés dans les centres agricoles. Pour la vendange, on eut sur place les petites mains nécessaires à la cueillette. Des vendangeurs vinrent de départements voisins, voire de l'étranger. Pour opérer les transports, le ministère prêta les bêtes de somme indispensables. Partout les femmes s'étaient mises à l'œuvre, avec les vieillards et les enfants.

Dans un village en ruines, nous entendons un bourdonnement d'aéroplane. Nous levons les yeux : le ciel, d'une pureté parfaite, est entièrement vide. En vérité, ce bruit ne vient pas du ciel. Il est produit non par un avion en plein vol, mais par une batteuse en plein travail. Au milieu d'une poussière blonde, des cylindres foulent joyeusement les épis qu'une femme leur tend. Une fermière, avec l'aide de son petit garçon qui a huit ans, bat son blé. La sueur baigne son visage. En nous apercevant, elle s'essuie, toute confuse : « Vous n'avez donc personne pour vous aider? — Bah! dit-elle, cette année, chacun n'a pas trop de ses bras pour soi. Pourtant, jamais, dans la région, il n'y eut moisson plus vite ramassée. »

Voici une boulangerie aux beaux pains dorés. Elle est tenue par une jeune fille qui, pour tout personnel, a son jeune frère de quatorze ans. Ses trois autres frères sont au front. Au tintement de la sonnette, la boulangère accourt, toute poudrée de farine : « Excusez-moi, dit-elle, il faut que je mette la main à la pâte! » Nous la félicitons de son courage. « Vous plaisantez, répond-elle. La boulangerie, c'est une besogne de femme. La pâtisserie aussi. L'épicerie aussi. Ma cousine a plus de mal que moi pour tenir sa maison. — Et que fait-elle, votre cousine? — Elle est menuisière ». Le joli mot! Il sonne franc comme l'or. Puisse la cousine menuisière gagner largement sa vie avec son rabot !

Beaucoup de femmes sont obligées de faire une besogne virile. Les besognes purement féminines ont été, au début de la guerre, les plus atteintes par le chômage. Modistes, corsetières, lingères, se trouvaient sur le pavé. Les femmes s'efforcèrent donc de remplacer leur mari à l'atelier, au magasin, à l'usine. Elles découvrirent que tel emploi leur convenait à souhait : typographe, commis de banque. On se loue beaucoup des « couponnières ». Bien entendu, il ne s'agit pas de coupons de soie, mais de coupons d'obligation.

Dans un village de l'Est, nous voyons sortir d'une écurie deux chevaux que conduit par la bride un garçonnet à large pantalon de toile, à veste flottante, à grand chapeau un peu renversé. Nous le saluons. Son regard et sa voix nous font tressaillir. C'est une femme. En un tour de main, elle attelle ses chevaux à une moisonneuse-lieuse, contrôle le fonctionnement de la machine, se hisse sur le siège en forme de cœur et commence à mordre dans un champ d'avoine. Un vieil homme est venu derrière elle, dos courbé par l'âge. Il n'a presque pas à se baisser pour aligner le gerbier.

Dans la Beauce, au moment où la moisson achevait de mûrir, les Beaucerons « valides » durent abandonner tout cet or. En Eure-et-Loir, par exemple, 25000 hommes étaient mobilisés. Les moissonneurs qui tous les ans venaient de Belgique ou de Bretagne avaient été rappelés. Femmes, enfants, vieillards, se mirent à l'œuvre. Malgré un peu de retard, la récolte se fit dans d'excellentes conditions.

La terre est toujours bien travaillée. Voici un vieux paysan qui laboure sous les



[illegible] et de [illegible] pour [illegible] [illegible] de sauver les récoltes [illegible] milliards. Des appels avaient été lancés [illegible] ministère de la Guerre prêta [illegible] inscrits [illegible] épargna les meilleurs animaux repro- [illegible] faire le battage. Des machines et des méca- [illegible] agricoles. Pour la vendange, on eut sur pied [illegible] cueillette. Des vendangeurs vinrent des départe- [illegible] Pour opérer les transports, le ministère prêta les [illegible] Partout les femmes s'étaient mises à l'œuvre, [illegible]

[illegible] un bourdonnement d'aéroplane [illegible] est entièrement vide. [illegible] Il est produit non par un avion en plein vol, [illegible] en plein travail. Au milieu d'une poussière blonde, [illegible] Une fermière, [illegible]

[illegible] une autre fille [illegible] de quatorze ans [illegible] frères [illegible] la boulangère accourt, toute poudrée [illegible] met la main à la pâte ! » [illegible] répond-elle. La boulangerie, [illegible] l'épicerie aussi. Ma cousine a [illegible] votre cousine ? — Elle est [illegible] Puisse la cousine menuisière [illegible]

[illegible] vile. Les [illegible] atteintes par le [illegible] Les femmes [illegible] commis de [illegible]

[illegible] deux vieillards que [illegible] reste Hortense, [illegible] grand [illegible] nous font très [illegible] sur le siège [illegible] Un vieil homme [illegible] se baisser pour [illegible]

[illegible]

[illegible]



LA FEMME AUX CHAMPS, par H. MOUREN

obus. Quand le marmitage est trop dur, il s'abrite dans une ancienne carrière, près de son champ. Un de ses chevaux est éventré. Il l'écarte et continue le travail avec les trois autres. En Champagne, les vignerons soignent leurs ceps sous la pluie des projectiles. « En vérité, disent-ils, s'il y a une justice, notre vin aura du feu et vous lancera des bouchons avec un bruit de tir de barrage. ».

Le général de Castelnau décida que les chevaux de réforme seraient vendus aux paysans seuls. Dans certains villages meurtris, les entonnoirs furent vite comblés. On dissimula les plaies qu'on ne pouvait guérir. Le courage français, même aux heures du plus formidable effort, a tant de discrétion et de tact. Voici ce qu'écrivait une mère habitant un village au pied des Vosges, à sa fille habitant Paris : « Je t'écris à tout hasard. J'espère pourtant que ma lettre t'arrivera. As-tu ce qu'il te faut comme nourriture? Pour moi, je n'y pense pas. On aura toujours des pommes de terre. Nous avons logé beaucoup de soldats. Une nuit, des cuirassiers. La grange et l'écurie étaient remplies de chevaux. Les hommes couchaient sur le grenier. Tous si heureux de faire ce qu'ils doivent! Beaucoup d'hommes du village sont partis. *Ta classe* est levée. Les chevaux ont été réquisitionnés. Il y a des maisons qui en ont encore deux; d'autres, un; d'autres n'en ont plus. On s'arrange pour moissonner tous ensemble. *On ne laisse personne.* Je ne suis plus assez forte pour moissonner. Je vais arracher des pommes de terre, tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre. Il y a une ambulance dans la grande maison près de chez nous, et une aussi chez M. le Curé. J'ai du courage. Mais par moments, surtout le soir arrivé, je me tourmente. Tu serais là, je ne craindrais pas. A la volonté de Dieu! Si seulement je savais que tu as ce qu'il te faut! » Voilà, en quelques traits si sobres et si nets, le tableau d'un de nos villages en face de l'ennemi. Qui n'a remarqué au passage l'expression : « On ne laisse personne ». Ainsi le vieux poète du xve siècle, dans le poignant refrain d'une ballade, disait de lui-même : « Le laisserez-là, le pauvre Villon? » Au village, dans l'épreuve et même sous les balles, on ne laisse personne sans secours. Nous avons aussi souligné la petite phrase si expressive : « *Ta classe est levée* ». Elle s'adresse à une femme. Mais femmes et hommes, pour avoir eu en même temps l'âge de la conscription, se trouvent également sur le pied de guerre. Les femmes peuvent efficacement travailler à la défense nationale. Leur dévouement, leur vaillance et leur sang-froid contribueront à la victoire, autant que les canons et les mitrailleuses. Cette lettre ferme et claire d'une vieille Lorraine a la trempe d'une épée au service de la patrie.

Près du front, un attelage de plusieurs chevaux traîne une charrue. Qui laboure? Une femme. De tout temps, les femmes ont aidé au labour. Beaucoup d'entre elles ont pansé les chevaux. Beaucoup d'entre elles ont ensemencé le champ. Prendre à poignée du grain dans un giron et le lancer avec méthode, n'est-ce pas un geste féminin? Mais conduire la charrue dans cette terre que l'effort des chevaux divise à si grand peine, rien de plus pénible pour des mains féminines. Pauvres mains dont le petit doigt recroquevillé sur le mancheron de hêtre ne pourra plus jamais se redresser! Cette déformation ne met-elle pas l'héroïque travailleuse inconnue au nombre des glorieux mutilés de la guerre? Elle nous dit : Ce que nous faisons est tout naturel, puisque les hommes ont affaire ailleurs. L'affaire des hommes, c'est de sauver la patrie et la civilisation. L'affaire des femmes, c'est de sauver le foyer et la terre.

Durer.

Aux deux armées qui défendaient la Lorraine, le Haut Commandement français envoya l'ordre suivant : « Il s'agit, pour la 1re et la 2e armées, de fixer l'ennemi qu'elles ont devant elles, de rester liées entre elles, et de durer ». Ces quelques lignes joignaient à une parfaite précision militaire, une émouvante beauté historique. « Durer », c'était le mot d'ordre de Jeanne d'Arc, la bonne Lorraine.

Au matin du 25 août, l'ennemi, s'avançant par Gerbéviller, par Remenoville, par Rozelieures, passait au pied de la Côte d'Essey et de la Côte de Borville.

Toutes les pièces dont le général de Castelnau pouvait disposer, y compris les canons de la cavalerie, transportées en hâte au sommet de Borville, ouvrirent le feu. L'ennemi, renforcé par toutes ses ressources en matériel et en hommes, continuait sa marche.

Cependant, en face de lui, s'organisait l'énergique résistance. Par les soins du général de Castelnau et de son chef d'état-major le colonel Anthoine, tout avait été prévu. La trouée de Neufchâteau se fermait. Le fort de Bourlémont qui domine la Meuse à la hauteur de Domremy, s'était armé. Au quartier général, établi dans la salle d'école de Pont-Saint-Vincent, se concentraient les renseignements fournis par nos cavaliers ou nos aviateurs. Castelnau travaillait jour et nuit, ne prenant que quelques heures de repos en hâte, sur un lit de camp, parmi des cartes étalées.

Le village de Rozelieures, position si importante, fut repris par nous de haute lutte. Des bois voisins, les Allemands sortaient en colonnes serrées. Nos canons les écrasaient par masses. Quand nos hommes repassèrent à cet endroit, ils virent des cadavres demeurés debout, en groupes, contre les arbres. Le mot : « Debout les morts ! » change d'accent et de sens quand il s'agit des Allemands.

De terribles combats se livrèrent au bois de Laleau, au sud-ouest de Magnières, près d'Haussonville, à la ferme du Léomont. Le moindre accident de terrain nous coûtait des flots de sang. Ce sang héroïque, nos vastes et harmonieuses vallées lorraines le glorifieront sans fin !

Le lendemain 26, nouveaux combats près du bois du Haut-du-Mont, près de Remenoville, près de Giriviller, près de Vallois, près de Saint-Rémy. L'adresse et la vaillance de nos canonniers forcèrent l'artillerie ennemie à se replier en désordre sur la rive droite de la Mortagne.

La bataille des Quatre Vallées.

Lancées contre nos troupes de Lorraine, l'armée du kronprinz Ruprecht de Bavière et l'armée du général von Heeringen, avec les contingents venus d'Alsace, puis d'Allemagne, comptaient plus de 500 000 hommes. Le général von Heeringen, ancien ministre de la Guerre, était un des principaux organisateurs du nouveau régime militaire pour lequel le Reichstag avait fait tant de sacrifices d'argent.

La bataille qui s'engageait alors fut celle des Quatre Vallées : vallée de la Moselle, vallée de l'Euron, vallée de la Mortagne, vallée de la Meurthe. Ces vallées se resserrent et leurs forêts s'épaississent, à mesure que leurs collines deviennent des montagnes.

Nos troupes surent mettre à profit tout ce que cette contrée a d'enchevêtré et de sauvage. D'ailleurs, dans leurs rangs, elles comptaient beaucoup de monta-

gnards. Avec les enfants des Vosges combattaient les enfants des Alpes. Aussi bien, nos chasseurs ne sont-ils pas appelés tous des alpins?

Les Lorrains se rappelleront avec admiration leurs frères du Dauphiné, de la Maurienne, de la Tarentaise. Entre Lorrains et Savoyards, il y a de si profondes ressemblances! Même énergie, même patience, même circonspection, même humeur à la fois secrète et fière. Savoyards et Lorrains sont Français de fraîche date. Tandis que Metz est française de 1552 et l'Alsace, de 1648, les Lorrains ne sont Français que de 1766 et les Savoyards, de 1860. Mais tous, Messins, Alsaciens, Lorrains, Savoyards, se sentent Français « depuis toujours ». Voilà tant de siècles qu'ils combattent et meurent pour la France! Ajoutons que Lorraine et Savoie ont la même ironie cordiale, très fine en sa bonhomie. Dans les Vosges, aux premières causeries du cantonnement, les soldats des deux provinces s'étaient conté maintes anecdotes où les uns et les autres pouvaient également se reconnaître. Anecdote savoyarde: Au lendemain du jour où la Savoie fut officiellement française, certains fonctionnaires y vinrent armés de dictionnaires italiens et parlèrent en italien à leurs administrés. Comme les Savoyards ne parlaient que le français, et avec un accent si pur, ils ne comprenaient rien aux questions qui leur étaient posées. Et les nouveaux fonctionnaires de s'écrier: « Avant nous, quelle langue parliez-vous donc? — Avant vous, répondaient gravement les Savoyards, avant vous, nous ne parlions pas ». Anecdote lorraine. A la veille de la déclaration de guerre, certains Français demandaient étourdiment aux Lorrains annexés: « Hé, bien! que dit-on en Allemagne? » Et les Lorrains de répondre: « En Allemagne! Nous n'y sommes jamais allés ». La guerre ayant éclaté, Lorrains et Savoyards firent de leur mieux pour hâter la délivrance de la France tout entière, depuis les Pyrénées jusqu'à la Mer du Nord et depuis l'Océan jusqu'au Rhin.

Le 26 août, l'ennemi, pour avancer vers Rambervillers, donna, une fois de plus, à son effort un caractère de systématique destruction. La route de Gerbéviller à Rambervillers abonda en stations de calvaire. La petite ville, si pittoresque et si laborieuse de Rambervillers, avait résisté aux Allemands, en 1870. Pour ce fait d'armes, elle porte, dans ses armoiries, la croix de la Légion d'honneur. En 1914, elle vit les Allemands arrêtés à un kilomètre et demi du monument commémoratif de sa résistance.



RAMBERVILLERS. — SOUVENIR DU 9 OCTOBRE 1870.
(Photo Haton.)

La 16e division, faisant partie de notre 8e corps, attaqua près de Clézentaine. Le général de Maud'huy qui la commandait, l'avait passée en revue en commençant par les deux bataillons d'alpins, le 52e et le 42e, chargés d'ouvrir la route.

— Hé, bien! les petits, on ne chante pas la Sidi-Brahim?

Sur le champ, la vieille chanson des chasseurs fut entonnée à pleins poumons. Nos canons, répondant aux canons allemands, en rythmaient le refrain. Pendant toute la journée, la lutte se poursuivit, avec des élans et des arrêts également meurtriers. La nuit venait. Il fallait en finir. Un assaut à la baïonnette dégagea Clézen-

taine. Les alpins, sous la pluie qui se faisait drue, cherchaient un abri. « Chasseurs, leur cria Maud'hui, vous avez le droit de dormir dans les maisons que vous avez délivrées ».

Depuis la veille, l'ennemi s'était établi à Domptail-en-Vosges. Il s'avança vers Glonville, c'est-à-dire vers la Meurthe. Entre Meurthe et Mortagne, la bataille allait faire rage sur nos positions: Hablainville, Saint-Pierremont, Magnières, Bois-des-Aulnes, cote 267. Avec des forces accrues, l'ennemi marcha vers Roville-au-Chênes. Déjà il tenait Raon-l'Étape, Thiaville, Sainte-Barbe. Son objectif était le col de la Chipotte, contrefort des Vosges qui domine la Meurthe, et que traversent les routes qui, de Raon-l'Étape et d'Etival conduisent à Rambervillers. Par là, il comptait gagner aisément Épinal.

RAON-L'ÉTAPE. — RUINES.
(Section photographique de l'armée.)

La 43e division, la 13e division et la brigade coloniale (21e corps) prirent position sur les crêtes, dans les forêts, le long des pentes, aux talus des chemins, pour lui barrer le passage. Après nous avoir contraint de passer la Meurthe, il pénétra par surprise jusqu'au massif de Saint-Benoît. Les coups de fusil crépitaient dans les sapinières. La terre couleur de grès rose se rougissait de sang. Bientôt des charges à la baïonnette nous restituèrent le terrain perdu. L'ouest du massif fut dégagé à fond.

Au nord, nos positions se fortifiaient. L'ennemi, après s'être infiltré par le bois de Saint-Barbe et les rives du ruisseau des Grands Fains, était refoulé par des corps à corps qui, dans l'épaisseur des forêts, avaient l'horreur tragique des combats nocturnes. A sept heures du soir, une nouvelle charge à la baïonnette couronna notre victoire: Saint-Benoît nous fut rendu. Pendant ce temps, notre 14e corps s'emparait du bois de Repy, entre Etival et Raon-l'Étape, puis se dirigeait vers Raon par la rive gauche de la Meurthe. Notre 21e corps, par la rive droite, marchait vers La Chapelle.

De nouveaux renforts arrivèrent à l'ennemi qui voulait occuper le passage à tout prix. Mais d'heureuses nouvelles vinrent nous réconforter. La droite de notre seconde armée avait repris Gerbéviller. Des Quatre Vallées, trois étaient dégagées. Restait celle de la Mortagne. Lennemi s'y cramponnait tout en poussant vers Saint-Dié.

Nous tentâmes de reprendre le village de Moyen dont la vieille tour *Qui qu'en grogne* surplombe la Mortagne. La 6e division de cavalerie se dirigea de ce côté. Mais l'efficacité de l'artillerie allemande et l'épuisement de nos chevaux interrompirent notre avance. D'autre part, l'ennemi gagnait du terrain dans les environs de Roville-aux-Chênes.

Le lendemain 28, on put constater l'excellent résultat des instructions du

généralissime insistant sur la nécessité d'appuyer les attaques «par une forte préparation d'artillerie et une constante liaison des armes.» Trois de nos corps d'armée combinèrent leurs efforts vers Moyen et Domptail-en-Vosges où l'ennemi avait creusé des tranchées. Pour avoir raison de nous sur la Mortagne, il espérait nous tourner par le col de la Chippotte contre lequel ses assauts se multipliaient. De nouveau, il en était délogé, mais pour combien de temps? Avec des troupes fraîches il s'élança sur Saint-Benoît par le sud, à travers la forrêt. De là, il croyait tenir Rambervillers. Notre brigade coloniale 21ᵉ corps, réussit à ralentir cet élan. Pouvait-elle le briser? Ce gracieux pays vosgien devenait un cercle d'enfer. Dans la nuit, au



COL DE LA CHIPOTTE. — VUE GÉNERALE.

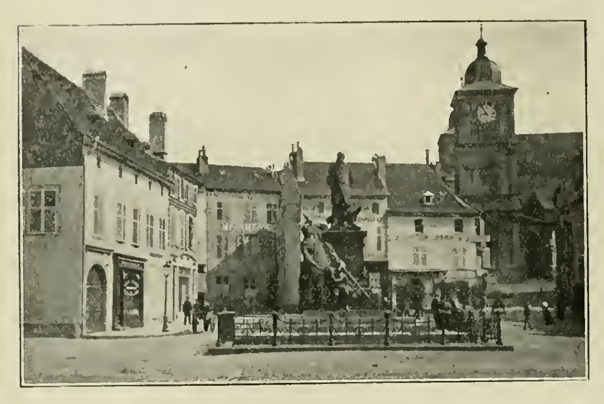
(Section photographique de l'armée)

milieu des monceaux de cadavres, nos hommes faisaient bouillir leur marmite en brûlant des crosses de fusils boches. Par bonheur, les pires moments s'illuminaient quelquefois d'un éclair de gaieté française. Une ambulance avait été installée dans une boutique d'épicerie. Le médecin qui pansait en hâte les blessés, trouvait pour chacun d'eux un mot d'encouragement. Il était heureux de voir les moins grièvement atteints retourner d'eux-mêmes au combat. Tout à coup, un obus explosant près de la porte, secoua toute la maison. En réponse, le médecin, de sa voix la plus tranquille, annonça: «Voyez caisse! Un franc soixante cinq à rendre à madame». Et les blessés se firent un verre de bon sang.

Suivant sa méthode, l'ennemi étendit autant que possible sa ligne d'attaque vers Saint-Dié. N'est-ce pas aussi le chemin d'Epinal? Nos troupes, établies sur la rive gauche de la Meurthe, durent battre en retraite pour ne pas être enveloppées.

En pénétrant à Saint-Dié par le sud et par le nord, le 27 août, les Allemands

entendirent quelques coups de feu tirés par des alpins et des artilleurs, qui se trouvaient encore dans la ville. « Les civils ont tiré ! » Là-dessus, les Allemands s'armèrent de bidons à pétrole et se mirent en besogne sous la conduite de leurs officiers. L'un de ces officiers a raconté, dans la presse allemande, par quel ingénieux moyen ses troupes se protégeaient contre les balles de nos soldats. « J'ai eu la bonne idée d'arrêter des civils et de les placer sur des chaises au milieu de la rue. Tout de suite, le tir en enfilade a diminué et nous avons pu attendre tranquillement que notre artillerie achevât sa besogne. Nos autres troupes, entrant à Saint-Dié par l'autre côté, usèrent du même moyen. Les civils qu'elles avaient fait asseoir ainsi furent tués par des balles françaises. Je les ai vus gisant au milieu de la rue, près de l'hôpital ». Ce récit est exact. A Saint-Dié, les Allemands ont attaché des civils sur des chaises, rue d'Alsace, pour les exposer au tir de nos soldats. Les victimes furent des habitants des villages voisins qui s'étaient réfugiés à la ville. Pour ce qui se passa près de l'hôpital, rue Saint-Charles, l'officier allemand est insuffisamment renseigné. A cet endroit, l'ennemi n'a pas même eu l'ingénieuse idée en question. Suivant son procédé le plus banal, il a simplement pris quatre civils qu'il a fait marcher devant lui, « en boucliers ». Deux d'entre eux tombèrent morts : Chôtel dit Leblanc, et Léon Georges. Leurs cadavres restèrent deux jours sur le pavé. Les deux autres, Georges Visser et Louzy, furent blessés, le premier au ventre ; le second au poignet. Le premier mourut des suites de sa blessure, après de longs mois de souffrance.



SAINT-DIÉ. — PLACE JULES-FERRY. (Photo Huss.)

Nos chasseurs qui restaient à Saint-Dié reçurent l'ordre de l'évacuer. Mais, le lendemain, une contre-attaque les ramena dans les faubourgs de la ville. On avait résolu de fermer la route des Vosges. Le sous-lieutenant Roger Allier eut mission de s'installer avec une mitrailleuse au passage à niveau des Tiges. Pendant toute une nuit, il tint bon. Ses hommes tombèrent l'un après l'autre. Blessé lui-même aux deux jambes, il demeura avec quelques autres blessés à l'abri de la maison du garde-barrière. C'est là qu'il fut pris. Quand nos troupes rentrèrent à Saint-Dié, elles retrouvèrent son corps. Lui qui, dans la bataille, n'avait été blessé qu'aux jambes, portait une blessure mortelle au crâne. L'ennemi avait achevé ce prisonnier.

Nous avons le devoir de rappeler aux Américains la façon dont l'ennemi a traité la ville qu'ils aiment à proclamer leur marraine. C'est, en effet, à Saint-Dié que le mot Amérique a été imprimé pour la première fois. Au commencement du XVI[e] siècle, les savants de la gracieuse cité lorraine formaient une réunion intime, *gymnasium*. A ce gymnase vosgien, un éditeur alsacien, Mathieu Ringmann, offrit une imprimerie. Sa maison s'éleva sur la Place de la Pierre-Hardie, aujourd'hui Place Jules-Ferry. Parmi les travaux qui, en 1507, sortirent de l'impri-

merie déodatienne, figuraient les ouvrages de l'astronome Ptolémée. Pour les rendre plus clairs, nos savants résolurent de les faire précéder d'une introduction géographique. « Ptolémée ne saurait avoir une meilleure préface que les *Voyages d'Amerigo Vespucci.* La partie du monde qui vient d'être découverte, comment l'appeler, sinon *America*, puisque son inventeur s'appelle *Americ?* Qu'elle ait un nom d'homme, rien de plus naturel. L'Europe a bien un nom de femme ». Qu'on n'accuse pas nos bons chanoines d'avoir été ingrats pour Christophe Colomb! Ils avaient sous les yeux les relations d'Amerigo. Or, Colomb n'avait rien écrit, ayant reçu du roi d'Espagne l'ordre de se taire sur son voyage. D'ailleurs Amerigo, qui avait abordé sur un continent, laissait à Colomb l'honneur d'avoir abordé aux iles. Donc Saint-Dié nomma « la quatrième partie du monde » Amérique. Tout de suite, le monde entier confirma ce baptême. Quelques mois avant la guerre du Droit, l'Amérique et la France célébrèrent ensemble, par une fête commémorative, la marraine de l'Amérique.

Pendant que Saint-Dié était au martyre, le général Dubail, commandant de la première armée, conformément aux instructions du grand quartier général, résuma ainsi ses ordres : « Continuer l'offensive, l'entretenir à tout prix et avec la dernière énergie, gagner le temps nécessaire à nos succès par ailleurs ». Avant tout, nous devions dégager la Meurthe.

L'ennemi, toujours renforcé, nous refoulait vers la Mortagne et arrêtait, le 29 août, notre 8e corps sur la ligne Ménarmont, Vathiménil. A ce moment, il fut fort surpris d'entendre tonner contre lui de l'artillerie lourde. Le général Dubail avait fait venir en hâte quelques grosses pièces du camp retranché d'Épinal. Nos canonniers qui les servaient ne pouvaient pas s'empêcher de penser : « Ah! si on en avait davantage, et si on les avait eues plus tôt... » Malgré tous nos efforts, nous reperdions le col de la Chipotte, abandonnions Nompatelize et cessions de tenir le pied des Vosges.

Situation critique. Un seul moyen de salut: attaquer. Du 30 août au 4 septembre, nous regagnâmes du terrain à la Chipotte. Le pied des Vosges était fortement tenu.

Tout alla même si bien que le grand quartier général donna à la 1re armée une preuve imprévue de satisfaction, en écrivant à son chef : « Grâce à vos efforts et à vos succès, il est devenu possible de recouvrer un corps au moins de votre armée, pour le transporter sur un autre point. Désignez-le vous-même. Vous remédierez à la diminution de vos forces par une organisation plus solide des positions que vous avez acquises ». Nos armées de Lorraine devaient contribuer doublement à la victoire de la Marne.

Le 21e corps fit un nouvel effort pour nous assurer la possession de la Chipotte, puis partit, le 2 septembre. L'ennemi, sentant une diminution de résistance, progressa au nord de la Bourgonce et nous enleva deux batteries de 75. Mais nous lui infligeâmes un sanglant échec en refoulant une attaque de nuit : il n'avança plus vers Épinal.

La ruée impuissante sur Nancy.

En ce qui concernait le Grand-Couronné de Nancy, l'ennemi restait persuadé que toute cette région allait être à lui. C'est la région des cinq grandes routes : vers Toul, vers Neufchâteau, vers Mirecourt, vers Nomeny, vers Château-Salins, et des six grands ponts : Custines, Bouxières, Malzéville, Nancy, Tomblaine, Art-sur-Meurthe.

Le Grand-Couronné a, pour fossé, la Seille et un affluent de la Seille, la Loutre Noire; pour bastions, le mont Toulon, le mont Saint-Jean, les Moivrons, la Tête-de-Faux, les deux sommets d'Amance, le Grand-Mont et le Petit-Mont; pour forteresses avancées, le Signal de Xon et le pic de Mousson. Mais ce Grand-Couronné est une couronne brisée. La Meurthe y fait brèche. De Lunéville à Blainville, à Saint-Nicolas et à Nancy, s'ouvre une route d'invasion. En revanche, à l'ouest, la forêt de Haye forme rempart. Cette énorme et mystérieuse forêt n'est trouée que par une seule route, celle des Fonds de Toul. Le génie militaire y avait tracé des chemins interdits au public, et préparé en secret des abreuvoirs réservés à la cavalerie. En 1913, le ministère de la Guerre, sur les avertissements de Lorrains clairvoyants, donna l'ordre de mettre le tout en état de défense. Les travaux nécessaires devaient, d'après cet ordre, être achevés *en mai 1915*. En présence de la menace allemande, le général Foch qui commandait le 20e corps, prit sur lui d'en hâter l'exécution. Les positions les plus favorables furent organisées avec soin. Depuis le mont Toulon, elles suivaient les hauteurs du mont Saint-Jean, de la Pochette, d'Amance, puis contournaient la forêt de Champenoux, la forêt de Saint-Paul, la forêt de Crévic, enfin longeaient la forêt de Vitrimont et une petite partie du cours de la Mortagne.

Le 26 août, le général de Castelnau, qui, tout en appuyant l'armée du général Dubail, travaillait à atteindre l'ennemi en son point faible, c'est-à-dire à la charnière entre l'armée de von Heeringen et celle du kronprinz de Bavière, lança le 20ᵉ corps, en direction du bois de Vitrimont; le 15ᵉ corps, en direction de Lunéville; le 16ᵉ, en direction de la Mortagne, secteur compris entre Lunéville et Gerbéviller.

Au début, l'artillerie lourde de l'ennemi entrava la marche du 16ᵉ corps. Vers le soir, une attaque menée d'intelligence avec le 8ᵉ corps (1ʳᵉ armée), nous rendit Lamath et Xermaménil. Les canons allemands tenaient toujours ces villages et la rivière sous leur feu. Mais notre artillerie commençait à répondre efficacement : les tranchées allemandes n'étaient plus inexpugnables.

Près d'Einvaux, le 36ᵉ colonial avait été arrêté par de lourdes pertes. Un nouveau colonel, encore jeune et déjà mûri par l'expérience de la guerre, en prit le commandement. Le général de la brigade, après lui avoir indiqué un point où porter son effort, lui dit : « Pas d'imprudence, n'est-ce pas? Votre régiment vient d'avoir deux colonels tués en deux jours. — Bah! répondit le troisième, nous verrons ce que vaut le proverbe : jamais deux sans trois ». Et il s'éloigna avec un sourire. Il n'avait pas fait dix pas que sa tête souriante roulait à terre, tranchée par un éclat d'obus. Il avait commandé son régiment pendant un quart d'heure.

En marchant vers Lunéville, le 15ᵉ corps atteignit Mont-sur-Meurthe. La canonnade l'empêcha d'en déboucher. Il évacua ce village. La Mortagne ne put pas être franchie. Le 20ᵉ corps, établi sur les collines dominant le bois de Vitrimont, avait poussé des avant-postes à deux mille cinq cents mètres de Lunéville. Toutes nos compagnies étaient brisées de fatigue. Quelques-unes d'entre elles perdaient presque tous leurs chefs. L'ennemi avait évacué Gerbéviller et nous nous y étions installés. Il n'entendait pas nous le laisser longtemps. Le sang coula de nouveau sur les ruines.

Prés de Lunéville, le 20ᵉ corps enleva péniblement le signal de Frescati. Tel village, telle ferme, se transformaient en charniers sans nom. Nous étions forcés d'abandonner Chaufontaine, le 29 au soir. Lunéville nous échappait encore. L'ennemi remporta près de Fraimbois un sérieux avantage. Nous n'enrâyâmes sa nouvelle avance vers Gerbéviller qu'au prix de cruels sacrifices. Un repli presque général força le 20ᵉ corps à quitter sa position avancée de Frescati. L'ennemi s'y

précipita. Sans lui laisser le temps de s'y organiser, nos fantassins l'en chassèrent à la baïonnette. Comme il consolidait partout ses moyens de défense, nous fûmes forcés de l'imiter.

Cependant, le général de Castelnau avait dû, lui aussi, envoyer vers la Marne des unités de haute valeur: la 10e division de cavalerie, la 2e brigade d'infanterie et ce qui lui restait du 9e corps. De là, des modifications dans son plan. Il replia un peu son front et multiplia ses tranchées.

L'ennemi lança contre lui une puissante attaque, dans l'après-midi du 4 septembre. L'infanterie allemande traversa la Meurthe sur le pont d'Herbéviller, écart de Lunéville, et se dirigea vers le nord du bois de Vitrimont. Son artillerie installée au nord de Serres, soutenait vigoureusement cette opération qui ne tarda pas à s'étendre.



HERBÉVILLER. — L'ÉGLISE DU COTÉ EST.
(Section photographique de l'armée.)

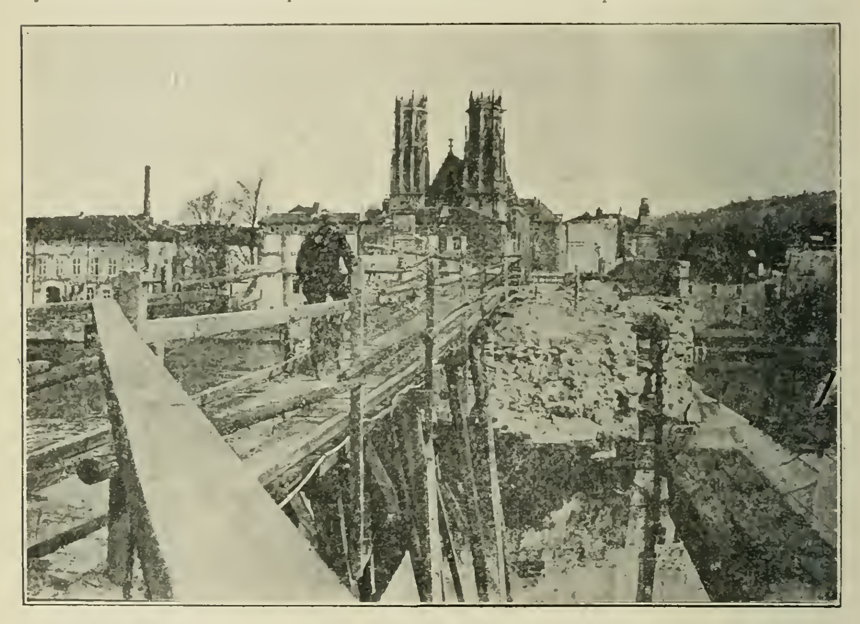
Suivant sa méthode, après avoir attaqué par le sud, il attaqua par le nord. Le champ de bataille s'élargissait sur un espace de plus de 70 kilomètres, de Mousson à Gerbéviller et à Saint-Dié. Attaques vers la ferme du Léomont, vers Deuxville, vers Maixe, vers Drouville, vers Réméréville. Les villages passaient de main en main en brûlant comme des torches. Nous étions contraints de nous replier sur les hauteurs. Cependant, nous conservions Champenoux, Cercueil, et la ligne de Velaine-sous-Amance à Maison-Blanche. Au sud nous nous retirions vers Mont-sur-Meurthe. L'ennemi occupa Rehainviller, reprit Gerbéviller, s'établit à Haudonville, réussit à franchir la Mortagne. Il put croire tous ses récents insuccès réparés. Au nord, ses divisions, venues de Metz, progressaient sur les deux rives de la Moselle. Grâce à sa supériorité numérique et à la puissance de son artillerie, il espérait nous cerner, parce que nous nous obstinions à défendre Nancy. Mais nos soldats, jeunes et vieux, à l'appel de leurs grands chefs, bravèrent tout pour le refouler. Au sud, ils le rejetèrent de l'autre côté de la Mortagne et l'immobilisèrent près de Mont-sur-Meurthe. Au nord, sous un déluge de feu, ils l'écartèrent du mont d'Amance et lui reprirent Champenoux. En maint endroit, il revint cinq fois à la charge avec des troupes fraîches. Il prétendait prendre pied sur la côté Sainte-Geneviève et occuper Pont-à-Mousson. S'étant emparé de Mousson, il mit en batterie, sur ce sommet de 386 mètres, au pied d'une statue de Jeanne d'Arc, des obusiers empruntés aux forts de Metz.

Ses gros obus et ses forces inépuisables lui rendaient confiance. Guillaume II voulait entrer à Nancy le lendemain. Il crut son rêve réalisé quand son armée, maîtresse de Laître-sous-Amance et de Velaine, pénétra entre le Grand-Mont et le

Petit-Mont d'Amance. Champenoux est à 15 kilomètres au nord-est de Nancy; Velaine, à 13; Laître-sous-Amance, à 12.

Le village de Sainte-Geneviève fut écrasé de projectiles. Le village de Dieulouard fut pris. C'était la marche vers Nancy par la rive gauche de la Moselle. Dieulouard est à 18 kilomètres de Nancy. En hâte, nous fîmes sauter les ponts de Dieulouard et de Marbache.

A la nuit, l'ennemi, avec des forces neuves, s'élança vers la côte Sainte-Geneviève. Son élan était stimulé par une musique d'enfer : les fifres mêlaient leurs rythmes stridents aux rauques sonorités du cuivre. Les premières lueurs de la



PONT-A-MOUSSON. (Photo Rol.)

pleine lune éclairèrent des monceaux de cadavres. Les cris des officiers ramenaient sans cesse les soldats à l'assaut. Malgré tout, vers une heure et demie du matin, une panique les dispersa, par groupes affolés, comme un troupeau harcelé de guêpes. Sainte-Geneviève était sauvée.

Le 3 septembre, Guillaume II était arrivé à Morville. De là, vers le soir, il s'était rendu à Metz pour coucher. Un régiment de cuirassiers blancs en costume de parade, transporté en wagon jusqu'à Delme, attendait, immobile, cuirasses et casques étincelant au soleil, le moment d'en sortir, comme d'une trappe, pour faire une théâtrale entrée à Nancy, derrière le manteau blanc à croix rouge de l'empereur. Le communiqué allemand annonçait la chute de la capitale lorraine. Disons tout de suite que le moment vint où l'ennemi eut besoin de ces cuirassiers non pour la parade, mais pour un suprême effort. Il les lança avec la garde contre les batteries françaises. Ceux qui survécurent rentrèrent à Metz exténués, éperdus, mendiant un morceau de pain ou un fruit, les yeux pleins d'horribles visions.



assiste à l'échec de ses troupes qui viennnent de faire
orts pour prendre Nancy. Déçu, il quitte le champ de
onnant officiers et cavaliers qu'il avait amenés en cos-
e, pour faire l'entrée qu'il espérait triomphale à Nancy.
1914.)



ÉCHEC DES ALLEMANDS DEVANT NANCY, par G. CHARPENTIER-BOSIO

L'Empereur assiste à l'échec de ses troupes qui viennnent de faire d'effrayants efforts pour prendre Nancy. Déçu, il quitte le champ de bataille, abandonnant officiers et cavaliers qu'il avait amenés en costumes de parade, pour faire l'entrée qu'il espérait triomphale à Nancy — (Septembre 1914.)

Où en étions-nous, au matin du 7 septembre? Nous avions réoccupé Gerbéviller et ressaisi la Mortagne, de Rehainviller au bois de Moyen. Mais, sur la Moselle, la situation restait inquiétante. L'ennemi occupait Saizerais, à 13 kilomètres de Toul, et se dirigeait vers Rozières-en-Haye. Il cherchait à couper Toul de Verdun, à s'infiltrer vers Saint-Mihiel, et à s'emparer de Nancy. S'il avait réalisé ce triple dessein, il eût ajouté à un grand résultat stratégique un grand effet moral. De nouveau, Guillaume II, entouré de cuirassiers blancs, alla attendre son heure à respectable distance de la bataille. Parmi les villages en feu, il suivit la route, qui, comme le trait d'union le plus correct, joint Château-Salins à Nancy. Il lui fallait la prise du Grand-Mont d'Amance, hauteur de 410 mètres qui domine la vallée de l'Amezule où passe cette route. Ses canons, particulièrement les gros mortiers établis près de Brin, accablaient de projectiles nos troupes cramponnées à Amance. En quelques heures, elles perdirent tant d'hommes et d'officiers qu'elles se replièrent. La route s'ouvrait devant Guillaume II. L'ennemi parvenait à la partie ouest de la forêt de Champenoux, l'occupait, s'y fortifiait, nous forçait d'abandonner la forêt de Velaine-sous-Amance et de nous retirer vers Cercueil : « Tout, pour que l'empereur entre à Nancy! »

Castelnau se composa une masse d'attaque : deux régiments de coloniaux, un bataillon de chasseurs, deux régiments d'infanterie, de l'artillerie de campagne, un peu d'artillerie lourde, et en confia le commandement au général Ferry, avec mission d'attaquer l'ennemi au débouché de la forêt de Champenoux. D'autre part, contre les forces allemandes qui s'avançaient vers Saint-Mihiel, il dirigea, sur l'ordre du généralissime, la 2e division de cavalerie.

Le 8 septembre, l'ennemi attaqua encore vers la forêt de Crévic et le bois d'Haraucourt. Son principal objectif, c'était la ferme de la Bouzule qui, sur la route de Château-Salins à Nancy, commande la vallée de l'Amezule. Nous réussîmes à organiser cette ferme pour la résistance. En même temps, nous repoussions l'ennemi dans la forêt de Champenoux. Bientôt, de cette forêt, il ne posséda plus que la moitié située de l'autre côté de la Grande Tranchée. Nos canons du plateau d'Amance continuaient à bombarder copieusement la route de Château-Salins. L'empereur donna ordre de nous déloger de ce plateau. A plusieurs reprises, nos baïonnettes arrêtèrent ses tentatives.

Ce fut à ce moment tragique, en ce coin de terre lorraine où il avait ruminé tant d'espoirs, que Guillaume II reçut des nouvelles de la région parisienne. Ses armées étaient menacées sur la Marne. Paris comme Nancy lui échappait.

Vers Nancy, la ruée germanique avait été particulièrement formidable et féroce. Un des soldats lancés au massacre et au pillage a écrit, sur le carnet taché de sang que nous avons sous les yeux : « Mes camarades ne sont plus des hommes, ce sont des brutes » (*Keine Menschen, sondern Tiere*). Un autre soldat ajoutait : « Toute la journée, nous avons lancé des grenades incendiaires dans les maisons. Le soir, choral militaire. Nous chantons : Maintenant, remercions Dieu (*Nun danket alle Gott*). Ainsi, ce soldat savourait pieusement la joie de nuire : *Schadenfreunde*. La langue allemande est la seule qui ait un mot pour exprimer ce sentiment, et le peuple allemand, le seul qui ait un cœur pour l'éprouver.

L'armée du kronprinz, la plus nombreuse et la mieux exercée des armées allemandes, opérait alors du côté de Verdun. Ne pouvait-elle prendre d'assaut les côtes de Meuse, foncer sur Saint-Mihiel et couper les armées françaises? Déjà, par la vallée du Rupt de Mad, les Allemands s'avançaient en force. Déjà, leurs obus éventraient le fort de Troyon, sur la rive droite de la Meuse.

Castelnau sut veiller aussi de ce côté. Il y eut grand mérite, car, dans le reste de la Lorraine, l'ennemi ne lui laissait pas de répit. Un feu ininterrompu était dirigé

sur le Mont d'Amance et sur le Rembêtant, d'où notre artillerie commandait les vallées de la Meurthe et du Sanon. Des combats acharnés se livraient à la Fourasse et au défilé de la Bouzule (9 septembre). L'ennemi s'empara de ce défilé. La nuit suivante, il envoya, sur la ville ouverte de Nancy, 77 obus. Son système consistait à accompagner toute grande attaque contre les soldats « d'une grande entreprise de terrorisation sur les civils ».

Nancy ne s'en émut pas. Les hôpitaux militaires et la gare avaient été évacués. Les caisses publiques allaient chaque soir chercher un abri à Toul. La nuit, les Nancéiens voyaient, de la place Stanislas, éclater les obus. Ils songèrent à mettre en sûreté les archives de la préfecture. Ce travail aurait exigé plusieurs mois. Rien que pour trier les documents les plus précieux, il eût fallu des semaines. Le préfet demanda à l'archiviste : « Avez-vous des choses d'une valeur extraordinaire? — Trois, une charte de Louis d'Outre-mer, une de Charles le Simple une de Charlemagne lui-même, datée de 777 ». Le préfet fit de ce trésor un petit paquet qu'il aurait emporté sur lui. Lui-même raconte spirituellement que, l'année suivante, parmi des paperasses, il aperçut un paquet poudreux. Par bonheur, il l'ouvrit. C'était la charte de Charlemagne, sauvée une seconde fois.

Nos 1re et 2e armées, domptant leur extrême fatigue, contribuaient puissamment à la victoire générale qui allait s'étendre de l'Ourcq aux Vosges. Le défilé de la Bouzule était repris. Des surprises, à la Fourasse et à la forêt de Champenoux, près de la route de Château-Salins, nous coûtaient cher. D'autre part, l'ennemi qui, à défaut de Nancy, voulait Verdun, avait la satisfaction de pousser jusqu'à Rupt-en-Woëvre, à 3 kilomètres à l'est de la Meuse, à 13 kilomètres au sud de Verdun et à 10 kilomètres au nord de Saint-Mihiel. Mais, là encore, en face de lui, il allait trouver des troupes prêtes au combat et soutenues par le 20e corps. Bientôt Lunéville était délivrée, on sait en quelle splendide effusion de joie! Nous rentrions à Manonviller. Les Allemands, en se repliant, après quinze jours d'occupation, avaient fait sauter le fort en employant tout ce qu'ils y trouvaient d'explosifs. Pour détruire des constructions qui couvraient une superficie de 40 000 mètres carrés, ils avaient multiplié à tel point les foyers que rien d'intact ne subsistait : un bloc de béton large de 60 mètres fut projeté comme un brin de paille. « En m'établissant dans ce fort, nous dit le général Genty, j'eus grand'peine à le *retaper*. » Enfin, de la Mortagne, nous passions à la Meurthe. Les positions les plus importantes de l'ennemi, par exemple son centre de ravitaillement Réméréville, tombaient entre nos mains.

La Meurthe délivrée.

Le Haut Commandement allemand jugea la partie perdue en Lorraine. Il envoya vers l'Aisne le général von Heeringen avec la plupart de ses régiments. Au même moment, le Haut Commandement français opérait de nouveaux prélèvements sur nos deux armées de Lorraine. Il ne leur laissa presque plus d'éléments actifs. Ce furent nos réservistes et nos territoriaux qui achevèrent de sauver Nancy en arrêtant l'invasion.

La 1re armée avait reçu cet ordre : « Adopter désormais une attitude défensive et se borner à maintenir les forces adverses, puisque la partie décisive se joue à l'extrême gauche ». Une violente attaque des « forces adverses » fut dirigée, le 5 septembre, vers Moyen. L'ennemi espérait repasser la Mortagne. Notre 16e corps fut d'abord refoulé sur la rive gauche. Mais il contre-attaqua violemment, et la sanglante bataille de Moyen devint une victoire pour nous.

Autre attaque, le même jour. L'ennemi occupa Mandray, dont les escarpements boisés s'élèvent, près de Fraize, à une hauteur de 800 mètres. Il occupa également le Haut-Jacques près de Saint-Dié. Mais, le lendemain, nos contre-attaques eurent le meilleur succès. La vallée de la Meurthe nous était rendue. Bientôt, ce fut à notre tour de prendre l'offensive. Nous marchâmes vers Xaffévillers, Saint-Pierremont, Magnières, Domptail-en-Vosges. Rude besogne, et qui comporta d'abord de cruelles alternatives!

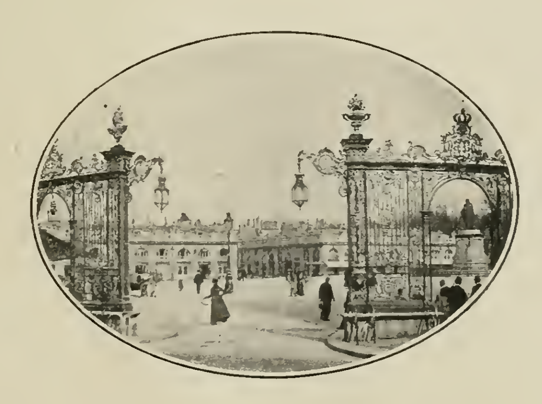
A la 1re armée, on venait, nouveau prélèvement, d'enlever le 13e corps, en disant au général Dubail : « Vos troupes ont compensé la diminution de vos effectifs par une activité toujours croissante ». Cette activité, le général Dubail l'appela d'un mot plus juste : « ténacité ». Il ajouta : « Je n'aurais jamais cru que cette vertu pût être poussée si haut par des hommes ». A quoi le Haut Commandement répondit : « Vous avez su insuffler à tous l'énergie dont vous êtes animé ». En compensation de tant de prélèvements, la Lorraine bénéficia de certaines forces venant d'Alsace. En Alsace notre front se stabilisait au delà de Thann, à la suite d'une offensive coïncidant avec la victoire de la Marne.

L'ennemi, qui estimait, comme nous, qu'une partie décisive se jouait ailleurs, se retira en quittant tout d'abord les endroits les plus avancés. Nos troupes, après être rentrées à Saint-Dié sous une pluie de fleurs, avancèrent vite jusqu'à Laveline.

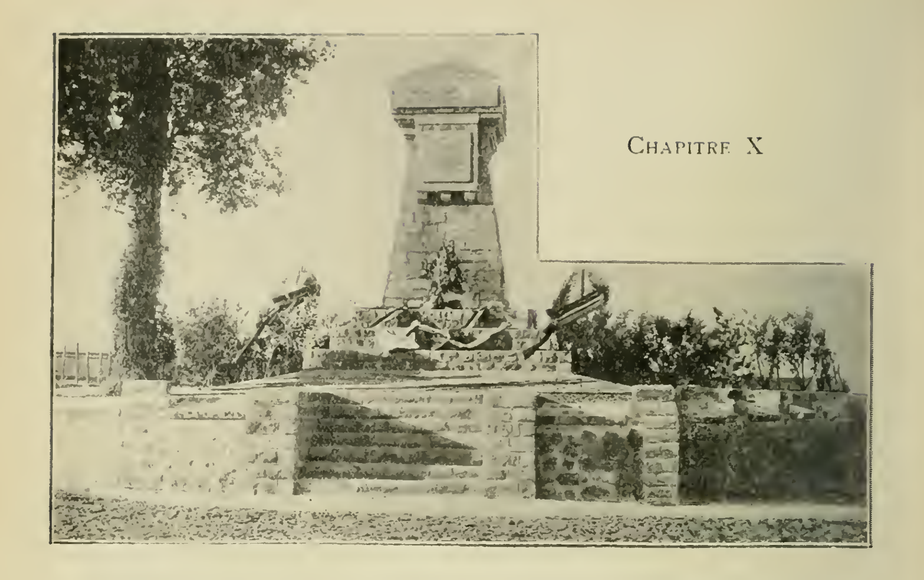
Pour marcher plus librement sur Saint-Mihiel, l'ennemi aurait voulu retenir le plus possible de nos troupes dans l'est de la Lorraine. Il se cramponnait à Magnières et à Vallois. Nous préparâmes donc une grande attaque vers une ligne jalonnée par Domptail, Azerailles, Baccarat, Raon-l'Étape, le Ban-de-Sapt et Coinches.

Tout à coup, nous apprîmes que l'ennemi avait quitté Magnières et Saint-Pierremont, puis qu'il repassait la Meurthe, en faisant sauter les ponts. Il bornait donc son ambition à se maintenir sur les contreforts des Vosges, c'est-à-dire au Ban-de-Sapt, à Senones, au Donon, à Raon-sur-Plaine.

A chaque pas que nous faisions sur notre sol délivré, nous trouvions des cadavres et des épaves de toutes sortes abandonnées par lui. Aussi, nos soldats se disaient-ils : « Nous lui avons fait plus de mal que nous le pensions. Que ne l'avons-nous su !... » Mais ce regret était en somme un réconfort.



NANCY. — PLACE STANISLAS.



Chapitre X

LA BATAILLE DE LA MARNE

Vers la Marne.

Le terrain de combat, en Alsace, en Lorraine, dans les Ardennes et en Belgique, ne nous avait pas été favorable. Le Haut Commandement en chercha un autre, sans perdre une minute.

Tout d'abord, il prit toutes les précautions pour permettre à nos troupes de se refaire et de se regrouper à l'abri des attaques.

A chaque armée, il indiquait ses lignes de repli : pour les troupes britanniques, la rive gauche de la Somme ; pour notre Ve armée, la ligne Vermand-Saint-Quentin-Moy ; pour notre IVe armée, la ligne Berry-au-Bac-Reims-montagne de Reims ; pour notre IIIe armée, Verdun-Varennes-Sainte-Menehould.

A aucun moment, il ne perdait de vue ce point capital : conserver la liaison entre les armées, particulièrement entre la IVe et la Ve, dont la droite battait en retraite par la forêt de Saint-Mihiel.

A la gauche de la IVe armée, la situation devenait critique. Nous avions dû abandonner Rocroi, Charleville, Mézières. La vallée de l'Oise s'ouvrait, à l'ennemi, comme une grande route d'invasion. Comment lui résister sur les rives de la Meuse, puisqu'il menaçait d'envelopper l'armée britannique et de couper nos armées de l'Est ? Le fort des Ayvelles lui fut livré.

L'ordre de faire sauter les ponts de la Meuse n'avait pas été partout exécuté, faute d'explosifs ou de chambres de mine. Près de Sedan, le pont de Torcy était fermé tant bien que mal par une barricade.

L'ennemi, trouvant à peu près intact le pont de Donchery, entre Sedan et

Charleville, pensa capturer le 9e corps. Le 25 août, des cavaliers allemands entrèrent à Sedan et une batterie allemande s'installa à Bazeilles. Le lendemain, un combat s'engagea à Noyers. L'ennemi ne se replia que pour revenir avec des forces nouvelles.

Après avoir passé la Meuse à Stenay, notre 2e corps fit sauter le pont, mais si incomplètement que l'infanterie ennemie put y passer.

Pour que l'ennemi ne pénétrât pas en coin entre la IVe et la Ve armée, la IVe armée essaya de le refouler sur la rive droite de la Meuse. Le 2e corps et le 9e corps attaquèrent les premiers. Le 9e corps avait avec lui une division marocaine toute fraîche, sous les ordres du général Humbert.



GÉNÉRAL HUMBERT.
(Photo Manuel.

La 19e division de cavalerie, chargée d'assurer la liaison entre la IVe et la Ve armée, avait été obligée de se retirer. L'ennemi occupait Rocroi. Il occupa Sedan avec des clameurs de joie frénétique. Nos troupes s'établirent sur les crêtes de Pont-Maugis, dans la forêt de la Marfée qui, en 1870, avait fourni aux Allemands une si avantageuse position.

De là, nous commandions la boucle de la Meuse et la presqu'île d'Iges, de sinistre mémoire, où, en 1870, l'armée de Mac-Mahon, vaincue, avait misérablement campé pendant dix jours, avant d'être traînée, captive, en Allemagne.

Le 27, l'ennemi s'infiltra vers la partie nord de la forêt de la Marfée. Nos batteries brisèrent son avance et notre infanterie, dans un bel assaut, lui enleva le colonel avec le drapeau du 68e d'infanterie prussienne. Il revint à la charge, soutenu par une artillerie toujours plus puissante. De nouveau, il fut contraint de se replier, en laissant des centaines de cadavres à la Marfée. Nous lui reprenions la ferme de Chaumont-Saint-Quentin. Il allait donc être rejeté sur l'autre rive de la Meuse.

Mais le 17e corps n'avait pas pu l'empêcher de passer la Meuse près de Mouzon, sur un pont de bateaux que l'explosion avait trop épargné. Pour cette opération, les troupes allemandes firent marcher devant elles, en bouclier, des femmes, des vieillards, des prêtres, des enfants.

En même temps, l'ennemi avait passé la Meuse à Villers devant-Mouzon et à Remilly. Son dessein était de se glisser entre le 17e et le 12e corps. Il échoua dans la forêt de Raucourt. Cependant nos troupes, qui voyaient s'accroître les forces adverses, cessèrent de se sentir protégées par la Meuse.

Le 2e corps (général Gérard) barra la route aux Allemands près du village de Cesse et leur infligea de graves pertes. Mais, la retraite générale étant décidée, le Haut Commandement ne pouvait plus permettre à nos généraux vainqueurs de rester en arrière. Ils eussent été exposés à payer cher une victoire partielle. Le général Langle de Cary reçut cette dépêche si caractéristique :

— Restez, si vous voulez, sur vos positions, demain, 28 août, pour bien affirmer votre succès et montrer que votre repli est purement stratégique. Pour après-demain 29, tout le monde doit être en retraite.

Le 9e corps (général Dubois), dont le quartier général était à Poix-Terron

s'appliqua à couvrir la IVe armée contre toute attaque venant du nord-ouest. L'armée de von Hausen s'était emparée de Signy-l'Abbaye et marchait vers Dommery que notre division marocaine (général Humbert lui disputait si bravement. A la fin, près du village de la Fosse-à-l'Eau, l'ennemi fut complètement battu. Mais, conformément aux ordres reçus, nous continuâmes à nous retirer.

L'ennemi expliqua ses revers par des imprudences commises dans l'ivresse du succès. Il répéta : « On pensait anéantir tout de suite les armées françaises et anglaises. Aussi, ne se demanda-t-on pas si on disposait des forces, des ressources et du temps nécessaire ». Sans doute l'ivresse, au figuré comme au propre, doit compter parmi les causes des revers allemands. Mais ces causes sont plus nombreuses que l'Allemagne ne le croit. Le Haut Commandement de Guillaume II en a avoué une, en mettant à la retraite le chef de la IIIe armée, von Hausen, qui « aurait dû passer plus vite la Meuse ». L'armée de Lanrezac eût été fort compromise, si von Hausen, arrivant de Dinant, avait promptement opéré sa jonction à Rocroi avec le duc de Wurtemberg. Grâce à ce retard, Lanrezac fut sauvé au combat de Haybes.

Le 28 août, la 60e division de réserve attaqua devant Sedan, vers Pont-Maugis. La puissance de l'artillerie ennemie rendit cette offensive extrêmement difficile. Malgré tout, nous réussîmes à reprendre le bois de la Marfée et la colline de Noyers. Nous atteignions la Meuse. Mais l'ennemi s'était fortifié dans les maisons de Pont-Maugis. L'attaque allait être reprise, quand arriva l'ordre de retraite.

Le même jour, le 17e corps, après une tentative malheureuse dans la direction de Mouzon, se replia vers Tannay. Au centre de l'action, le 12e corps (général Roques) devait fournir un simple effort près de Jaulnay, près d'Yoncq et près de Raucourt. Appuyé par une partie du corps colonial, il avait pour objectifs Yoncq et La Belle-Épine.

Vers trois heures de l'après-midi l'artillerie lourde de l'ennemi, installée aux environs de Mouzon et d'Inoir, nous força à quitter la Belle-Épine pour la Besace. La 47e brigade, lancée en hâte vers Villemontry et la Meuse, bouscula l'ennemi près d'Yonck. En ce moment, la IVe armée, touchée par l'ordre de retraite générale, dut gagner sans délai le cours de l'Aisne, pour y préparer une autre série d'attaques.

Ainsi se terminait la bataille de la Meuse. Elle avait brisé l'offensive de l'ennemi, en lui coûtant à la fois beaucoup de temps et de sang.

Dans nos armées, aucune brèche ne s'était produite. Au contraire, nous en apercevions une dans les armées allemandes.

Pour la mettre à profit, le Haut Commandement créa, le 28, un nouveau groupe d'armées qu'il confia au général Foch, enlevé au 20e corps.

Ce détachement comprenait le 9e corps, le 11e (général Eydoux), la 60e et la 52e division de réserve, la 9e division de cavalerie et la 42e division d'infanterie. Sa mission était de fermer la vallée de l'Aisne, de joindre ses efforts à ceux de la Ve armée et de protéger la IVe armée sur sa gauche.

Le général Foch inspirait la plus grande confiance à l'armée. Ses élèves de l'École de guerre faisaient pénétrer partout son enseignement. « Qu'est-ce qu'une défaite? C'est une bataille qu'on croit perdue. Qu'est-ce que vaincre? C'est crier victoire. »

Le kronprinz, qui marchait vers Verdun et Saint Mihiel, avait trouvé devant lui la IIIe armée. Notre victoire d'Étain ne lui laissait plus, vers Verdun, qu'un couloir unique.

Guillaume II, pour envoyer au feu tout ce qui avait quelque valeur de combat, mobilisa le landsturm pour le service des étapes et l'occupation de la Belgique.

L'Allemagne devait, dans la suite, insister sur cette mobilisation du landsturm et sur la nécessité où elle s'était trouvée de transporter des troupes sur le front

russe. Elle alla même jusqu'à prétendre que tel de ses corps d'armée, par exemple le 6e, de l'armée active, avait quitté le front français. En réalité, nous avions toujours ce corps en face de nous.

Notre IIIe armée s'était préparée, sinon à arrêter les Allemands sur la Meuse, du moins à retarder leur marche. Le général Ruffey établit son quartier général à Varennes. Il fit creuser des tranchées et prescrivit d'employer des civils, pour hâter le travail qu'il dirigeait par d'excellentes instructions. Pas un instant à perdre. Le général Grossetti, son chef-d'état major, écrivait, le 28 août : « Des forces ennemies considérables ont opéré au nord contre la IVe armée : elles tendent sans doute à déboucher du front Stenay-Beaufort-Beauclair. »



GÉNÉRAL GROSSETTI.

(Photo Manuel.)

La IVe armée, qui battait en retraite, laissait à découvert la gauche de la IIIe. Le 30, le général Ruffey donna ordre au général Sarrail, commandant le 6e corps, de se préparer à repousser toutes les tentatives de l'ennemi vers Sivry-Vilosnes, et au général Boelle, commandant le 4e corps, d'attaquer vers Villers-devant-Dun.

Quelques heures après, le général Sarrail remplaçait le général Ruffey au commandement de la IIIe armée. Son premier ordre fut : « Demain, 31 août, la marche sera reprise vers Beaumont-Verdun ».

A cet endroit du front, la forêt de l'Argonne et les côtes de Meuse offraient leur solide rempart. Au contraire, à l'autre extrémité, dans les Flandres, presque aucun obstacle matériel ne s'opposait à la marche de l'ennemi qui, ayant passé la Sambre à Charleroi et le canal à Mons, s'élançait vers Paris.

De tous les avantages de l'avance, le plus important est de ne jamais laisser voir les pertes. Pas un mort, pas un blessé. Ainsi, malgré les coups terribles qui l'avaient atteint, l'ennemi paraissait invulnérable. Ses agents exploitaient partout cet avantage avec leur habileté sans pareille. Quel Parisien n'a pas entendu répéter alors : « Plus on tue d'Allemands, plus il en vient! »

Dans l'enivrement d'une invasion qu'il finissait par considérer comme la victoire décisive, l'ennemi ne songeait même plus au grand projet d'occuper les ports des Flandres. Il se ruait, se ruait, se ruait. En trois jours, son plan initial s'était mué en un simple hurrah de reîtres.

Malgré tout, la retraite française, grâce à la science des chefs et au courage des hommes, continuait à s'organiser. Sur toutes les routes, aux heures de la plus accablante chaleur, on disait à nos soldats : « Nous reculons devant les Allemands, mais pour mieux leur sauter dessus ». Et c'était encore plus vrai qu'on ne le croyait.

Près du Cateau, le 2e corps britannique, sous le commandement du général Smith Dorrien, avait soutenu, le 26 août, un très dur combat dans de détestables conditions. A grand'peine et à grands frais, il échappait à l'enveloppement. Entre le 2e et le 1er corps britannique se produisait une fissure qui semblait devoir attirer l'ennemi.

Dans l'après-midi, le général Smith Dorrien entendit le canon sur sa gauche. Il pensa : « Voilà le canon allemand : je suis tourné ». C'était le canon français. Le

général Sordet, qu'il avait appelé à son secours, lui répondait par la voix de son artillerie montée, puis par l'élan de ses escadrons à pied. D'autre part, une division de l'armée d'Amade, arrivée à Cambrai, contribuait, malgré un échec au nord de Saint-Quentin, au salut des troupes britanniques près du Cateau. Les artilleurs et les cavaliers anglais protégèrent bravement une retraite que, d'ailleurs, favorisa le talus de la voie ferrée de Cambrai à Busigny. Le maréchal French, qui n'avait pas conseillé l'affaire, en loua dignement le résultat.

L'ennemi, en racontant cette bataille du Cateau, insista longuement sur un échec français près de Saint-Quentin, au village de Marquion, où il avait réussi à enlever sept batteries de campagne et une batterie d'artillerie lourde. Il transforma de même en une éclatante victoire allemande les combats livrés près de Bapaume et de Combles par l'armée d'Amade en retraite.

Le 28, malgré la résistance du corps de cavalerie de Sordet, il entrait à Péronne.

Notre VIe armée, de formation récente, avait un chef éprouvé dans le général Maunoury, le vainqueur d'Étain, artilleur consommé, habile manœuvrier, et qui avait commandé le 20e corps, lui aussi. Cette armée se composait alors du 7e corps, du 5e groupe de divisions de réserve, d'une brigade de tirailleurs marocains, du 6e groupe de divisions de réserve, du corps de cavalerie Sordet et de quatre bataillons d'alpins.

Sa première tâche consista dans la défense d'Amiens et de Paris. Mise en danger par la retraite britannique, elle dut opérer un repli général. Le 7e corps, attaqué par l'armée de Kluck à Proyart, près de Chaulnes, résista héroïquement en infligeant de graves pertes à l'agresseur.



VON BULOW.

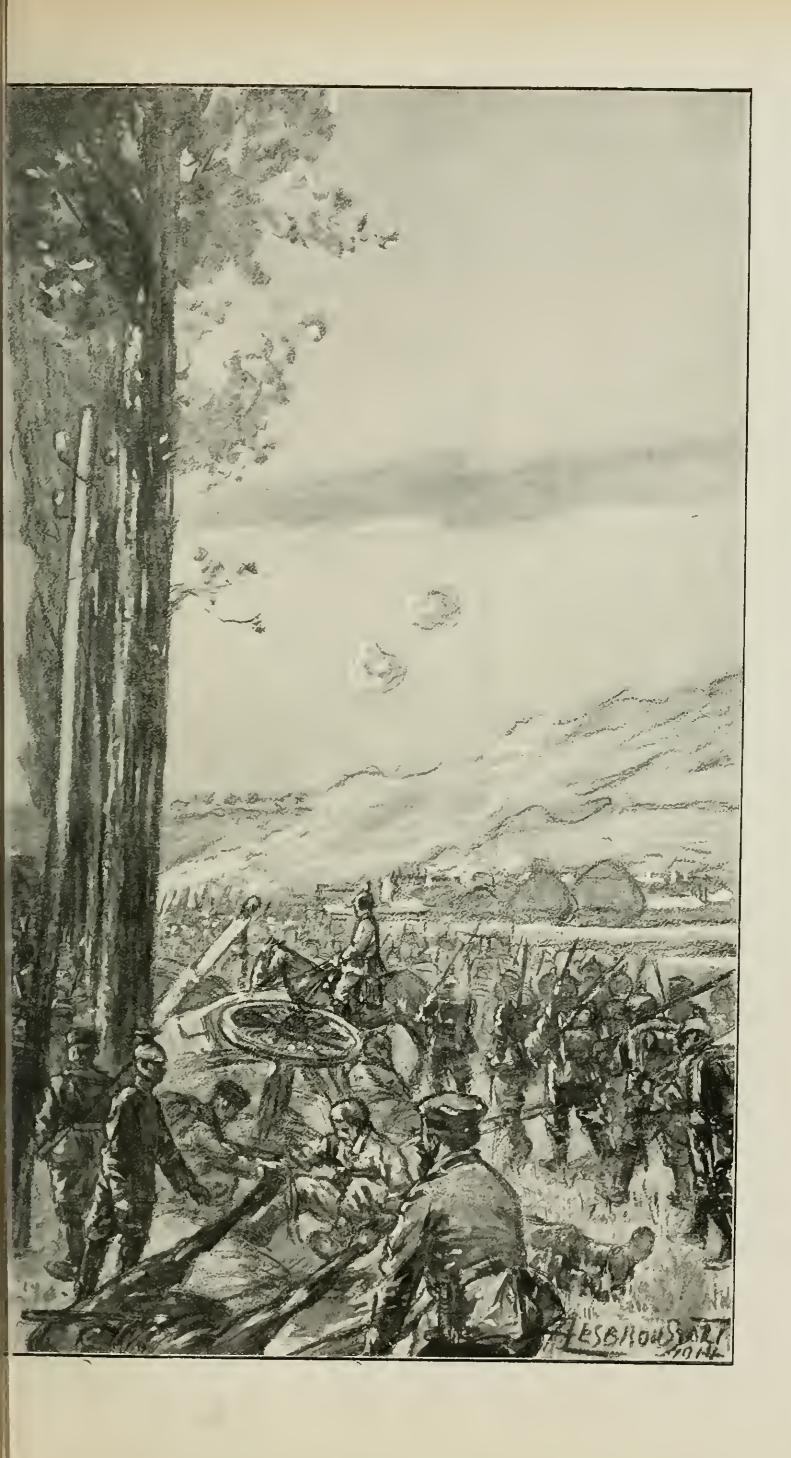
(Photo Manuel.)

Pendant ce temps, l'armée de Bülow, où figurait la garde prussienne, redoublait de rapidité, entraînée à la fois par la certitude du succès et l'appât du pillage.

Pourtant, comme l'armée de Kluck, elle avait subi de terribles saignées. Tel régiment de la garde, par exemple, avait dû remplacer cinquante-cinq officiers sur soixante. Les officiers répétaient aux soldats, pour leur faire oublier leur fatigue : « C'est le coup suprême que vous portez. La fin de la guerre est entre vos mains. Vous allez faire prisonnière l'armée que l'Angleterre a osé envoyer contre nous. Demain, ces misérables Anglais seront punis d'avoir déclaré une guerre scélérate ». Sous de tels aiguillons, l'ennemi abattait cinquante kilomètres en un jour. D'ailleurs, presque à chaque pas, il avait la joie de capturer des soldats britanniques débandés et encore plus épuisés que lui.

Il arriva ainsi au triangle compris entre Guise, Saint-Quentin et la Fère. Près de Guise, le 28, à cinq heures du matin, il engagea le combat. Le soir même, vers onze heures, en occupant Guise, il troublait profondément notre manœuvre.

La Ve armée, qui avait reçu l'ordre d'attaquer, se cramponna au massif de





BATAILLE DE LA MARNE

Retraite des armées allemandes dans la région de Crécy-en-Brie.

Saint-Gobain, pour empêcher l'ennemi de passer l'Oise à la Fère et de cerner l'armée britannique. Tandis que Kluck était retenu par Maunoury à Proyart, Lanrezac tint tête à Bülow.

Dès qu'il se fut emparé de Guise, l'ennemi s'efforça de s'emparer de la Fère. Lanrezac avait cru que le 1er corps britannique lui prêterait une aide efficace en attaquant vers le sud de Saint-Quentin. Mais le général Douglas Haig, après plusieurs hésitations, déclara que toute intervention lui paraissait absolument impossible. De là, pour Lanrezac, une nouvelle cause d'infériorité. L'ennemi passa l'Oise aux ponts de Guise.

Pourtant, la journée débutait pour nous par des succès. Notre 18e corps, s'étendant entre la route de Guise et celle de la Fère, enleva brillamment la ferme de Lorival. Là, nous attendîmes que les Britanniques nous donnassent la main. Après quatre heures, notre cavalerie nous annonça que notre attente était vaine.

Changement de front. Nous parvenions jusqu'à Homblières-Marcy, c'est-à-dire que nous occupions la ligne de Guise à Saint-Quentin. Les divisions de réserve du général Valabrègue furent chargées d'attaquer vers le sud de Saint-Quentin, sans se préoccuper de l'armée britannique. Notre préparation d'artillerie commença avec méthode. Nous étions à cinq kilomètres de la ville. L'ennemi vit le danger et mit tout en œuvre pour y parer.

A tout prix, il voulut occuper Urvillers, à huit kilomètres de Saint-Quentin, parce que le sort de Saint-Quentin en dépendait. La possession des ponts de Guise lui donnait un avantage important : il pouvait nous tourner. Comme nous travaillions à le refouler, il fit venir en hâte, jour et nuit, des renforts de toutes sortes.

Soudain le général Hache, qui commandait notre 3e corps, déclencha une offensive très heureuse. De nouveau, nous nous rétablissions au signal d'Origny.

L'ennemi, toujours grâce aux ponts de Guise, s'était avancé, dans le brouillard matinal, jusqu'à Audigny. Son artillerie lourde le soutenait puissamment. Malgré tout, le général Franchet d'Espérey lança une contre-attaque fort bien préparée. L'ennemi fléchit et recula jusqu'à l'entrée de Guise.

A notre droite, nos hommes sentaient passer sur eux le souffle de la victoire. Mais, à notre gauche, l'armée britannique avait prolongé sa retraite jusqu'à l'Aisne. Bülow pouvait refaire sa liaison avec Kluck.

Dès lors, Lanrezac, bien qu'ayant la double supériorité de la position et du succès, pouvait-il rester à découvert ? D'ailleurs, l'ordre général de repli ne souffrait pas d'exception. Quelques semaines après, à propos de la bataille de Guise, Joffre avoua : « En arrachant la Ve armée à sa victoire, j'ai eu le cœur déchiré ».

La garde prussienne, détruite plus qu'à demi, laissait entre nos mains près de 500 prisonniers. Nous tenions à la gorge l'ennemi qui n'avait plus, de l'autre côté de l'Oise, qu'une poignée d'infanterie avec un reste de cavalerie à pied. Franchet d'Espérey, forcé de quitter les hauteurs, pleura de rage.

Le 1er septembre 1914, dans une instruction générale, Joffre, avec une précision lumineuse, résuma la situation et indiqua à ses armées la tâche nouvelle qui leur incombait :

« *Malgré les succès tactiques des IIIe, IVe et Ve armées dans la région de la Meuse et à Guise, le mouvement débordant de l'ennemi sur l'aile gauche de la Ve armée oblige l'ensemble du dispositif à pivoter autour de notre droite. Le mouvement de repli conduira les armées à se retirer dans la direction nord-sud pendant un certain temps. La Ve armée ne doit, en aucun cas, laisser l'ennemi saisir sa gauche. Les autres armées, moins pressées dans l'exécution, pourront s'arrêter, faire face et saisir toute*

occasion pour infliger un échec à l'ennemi. Les commandants d'armée feront en sorte de ne pas découvrir les armées voisines et s'enverront constamment les renseignements qu'ils auront pu obtenir.

Dans la zone de la IVe armée, le détachement Foch sera en liaison constante avec la Ve armée, l'intervalle compris entre ce détachement et le gros de la IVe armée étant surveillé par les 7e et 9e divisions de cavalerie relevant de la IVe armée et appuyées par des détachements d'infanterie fournis par cette armée. La IIIe armée effectuera son mouvement à l'abri des Côtes-de-Meuse.

On peut envisager comme limite du mouvement de recul le moment où les armées seront dans la situation suivante:

a. *un corps de cavalerie de nouvelle formation en arrière de la Seine, au sud de Bray;*

b. *la Ve armée en arrière de la Seine, au sud de Nogent-sur-Seine;*

c. *la IVe armée, détachement Foch, en arrière de l'Aube, au sud d'Arcis-sur-Aube; le gros en arrière de l'Ornain, au sud de Vitry;*

d. *la IIIe armée, au sud de Bar-le-Duc; la IIIe armée serait, à ce moment, renforcée par les divisions de réserve qui abandonneraient les Hauts-de-Meuse pour participer au mouvement offensif.*

Si les circonstances le permettent, des fractions des Ire et IIe armées seraient appelées, en temps opportun, à participer à l'offensive.

Enfin, les troupes mobiles du camp retranché de Paris pourront prendre part également à l'action générale ».

L'indication qui concerne les troupes du camp retranché de Paris n'est pas la moins importante. Joffre avait mis à la disposition de Galliéni, gouverneur de Paris, l'armée de Maunoury. Le 3 septembre, elle s'appela : « Armée de défense de Paris ».

Établie entre la Marne et la route de Paris à Senlis, elle comprenait, dès ce moment, le 7e corps, le groupe de la 55e et de la 56e division de réserve, la brigade indigène et la division de cavalerie provisoire du général Cornulier-Lucinière, les quatre brigades territoriales du général Mercier-Milon et les troupes de la garnison de Paris : 92e division territoriale, brigade de cavalerie du général Gillet et deux groupes de batteries de sortie. Au total : 142000 hommes.

Le lendemain, Joffre ajouta quelques indications au plan général :

« *Établir l'ensemble de nos forces sur la ligne Pont-sur-Yonne-Nogent-sur-Seine-Arcis-sur-Aube-Brienne-le-Château-Joinville. Couvrir notre aile gauche par toute la cavalerie disponible entre Montereau et Melun. Demander à l'armée anglaise de participer à la manœuvre en tenant la Seine de Melun à Juvisy et en débouchant sur le même front, lorsque la VIe armée passera à l'attaque. Simultanément, la garnison de Paris agira en direction de Meaux* ».

Le même jour, 2 septembre, le généralissime donnait l'ordre général que voici :

« *Une partie de nos troupes se replie pour recompléter leurs effectifs et se préparer à l'offensive générale que je donnerai l'ordre de reprendre dans quelques jours. Cette offensive doit, en concordance avec la poussée de nos alliés russes, rompre les armées allemandes que nous avons déjà sérieusement entamées sur plusieurs points. Les précautions les plus minutieuses seront prises pour que le mouvement de repli s'effectue avec un ordre complet, afin d'éviter les fatigues inutiles. Les fuyards, s'il s'en trouve, seront pourchassés et passés par les armes. Il faut que les effectifs soient aussi complets que possible, les cadres reconstitués par des promotions, et le moral de tous à la hauteur des nouvelles tâches* ».

A l'ouest de l'armée de Maunoury, l'armée du général d'Amade, fatiguée de

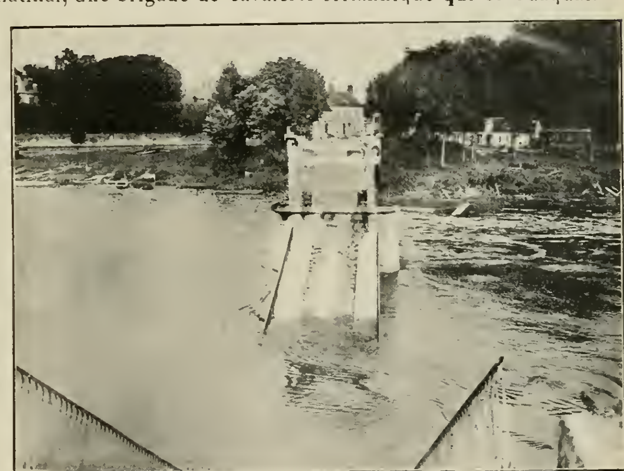
la lutte qu'elle avait soutenue jusqu'à Amiens, se retirait au sud de la Somme en détruisant les ponts. On lui assignait Rouen comme limite extrême de repli. Elle devait barrer à l'ennemi la route de la Manche.

A mesure que le quartier général de Maunoury se rapprochait de Paris, les personnes, d'ailleurs assez rares, qui se rendaient compte de la situation militaire, mesuraient l'étendue croissante du danger. Nous entendrons toujours la voix âpre de M. Clemenceau nous dire : « Maunoury est à Creil ; vous savez, n'est-ce pas, ce que cela signifie ? »

Bientôt Maunoury n'était plus même à Creil. L'ennemi l'y remplaçait. Maunoury était à la mairie du Raincy.

La retraite de son armée avait été protégée par Cornulier-Lucinière qui, avec ses cavaliers, deux bataillons d'alpins et le 61e d'artillerie, se battit, pendant toute la journée du 1er septembre près de Verberie. Nos canons firent d'excellente besogne dans les rangs épais de l'ennemi.

Le même jour, à 5 kilomètres de Verberie, en pleine forêt de Compiègne, à la faveur du brouillard matinal, une brigade de cavalerie britannique qui bivouaquait était surprise par trois divisions de cavalerie allemande appuyées d'artillerie et d'infanterie. Ses canons furent détruits par les obus avant d'avoir fait feu. Mais ses hommes firent preuve d'une salutaire audace. Ils chargèrent les canonniers allemands. Par un hasard providentiel, une autre brigade de cavalerie britannique arriva près d'eux. L'ennemi, bousculé, s'enfuit du côté de Verberie, en perdant la moitié de son artillerie. La victoire britannique aurait pu être plus féconde si l'ordre de repli n'avait pas été général, pour nos alliés comme pour nous.



VERBERIE. — LE PONT DÉTRUIT.

Photo Meurisse.)

Que faisaient, en pleine forêt de Compiègne, ces forces de cavalerie allemande, à 5 h. 20 du matin ? Sans doute elles entreprenaient, sous le commandement de von der Marwitz, un raid sur Paris, lequel devait se compléter par un rush d'automobiles.

Le général Joffre, dans un entretien avec le maréchal French, avait obtenu que l'armée britannique fît son possible pour se maintenir à une journée de marche de l'armée française.

Avons-nous besoin de rappeler que l'unité de commandement faisait complètement défaut et que le généralissime français n'avait sur le généralissime anglais que l'autorité de son expérience et de sa parole !

French lui dit, au moment de la séparation :

— Notre base de débarquement sera transportée du Havre à Saint-Nazaire : nous voyons bien que cette guerre doit être longue.

En des termes chaleureux, Joffre félicita French de la froide opiniâtreté qui honorait la Grande-Bretagne. Pourtant, dans son for intérieur, il songeait : « Dès à présent, nos braves Anglais vont sans cesse, au nom des bons principes de la stratégie, me demander de céder du terrain : la terre de France n'est pas pour eux la chair de leur mère ».

En effet, les armées britanniques abandonnèrent à l'ennemi le massif de Saint-Gobain avec les belles forêts qui font à Paris une si noble et si exquise ceinture.

Notre Ve armée continuait sa retraite. Le 2 septembre, sa droite était en liaison avec les troupes de Foch, son centre s'appuyait à la montagne de Reims et sa gauche, au sud de Château-Thierry. La ville de Château-Thierry voyait entrer l'ennemi qui occupait le pont de la Marne à demi épargné par l'explosion.

Le général de Lanrezac, à son quartier général de Sézanne, fut remplacé, le 3 septembre, par le général Franchet d'Espérey, le vainqueur de Guise.

Bülow marchait vers Soissons-Reims ; Kluck, vers Montmirail.

Dans les rangs allemands, les efforts de l'armée française avaient fini par déterminer peu à peu certains désordres.

Plusieurs officiers allemands écrivent, sur leurs fameux carnets de route reliés en toile cirée, des notes comme celles-ci :

« Nos troupes ont été conduites à la boucherie. Hier, sur 3000 hommes, plus de 600 sont tombés. Les survivants, brisés de fatigue, sont contraints d'avancer à tout prix. Leur vie est si affreuse qu'ils ne perdent pas grand'chose en la perdant. A chaque instant, les routes s'embouteillent. Hommes, fourgons, matériel de tout genre, s'immobilisent. Le ravitaillement barre la route au ravitaillement, et l'artillerie, à l'artillerie ».

En vérité, la prodigieuse machine de guerre allemande, faite pour tout subir, même un échec, était incapable de supporter la résistance qui se continuait sans trêve depuis le début de la campagne.

Voilà ce que plusieurs officiers allemands comprenaient fort bien, dans le moment même où la France envahie ne pouvait apercevoir encore dans l'armée allemande qu'une puissance inouïe d'invasion. Mais, chez nous, la nation pas plus que l'armée ne devaient connaître ni peur ni défaillance.

D'ailleurs l'ennemi, en ses plus sombres instants d'inquiétude, avait toujours une sorte de réconfort qui le remettait debout : le pillage forcené suivi de l'ivresse totale ! C'est ainsi que, sur ses carnets de route, nous trouvons, mêlé à l'expression de ses angoisses, le menu de ses ripailles : « rosbif, saucisses, melons, gâteaux au miel, pêches, vin rouge, vin de Champagne, le tout irréprochable ».

Sans doute, il est moins expansif quand il fait allusion à son butin. A quoi bon ? Les interminables caisses et les valises innombrables qui prenaient le chemin de l'Allemagne avaient en elles-mêmes assez d'éloquence.

La retraite de la IVe et de la IIIe armée avait été protégée par l'aile gauche de la IVe qui lutta vaillamment à Rethel, le 30 août. Là, le général Dubois, à la tête du 9e corps que soutenait le 11e, tira le meilleur parti de la position que lui fournissaient l'Aisne, le canal des Ardennes et un hémicycle de hauteurs. L'ennemi, avec une très forte artillerie, organisa vite des tirs de barrage pour arrêter nos réserves à la gare d'Amagne-Lucquy. Le général Humbert, à la tête de ses troupes marocaines, entreprit une contre-attaque sur la gauche. Il fut aidé par la 9e division de cavalerie. La victoire paraissait certaine. Mais, vers quatre heures de l'après-midi, un ordre du général Foch rappela au sud de l'Aisne le 9e corps qui faisait

partie de son détachement. Pendant ce repli, vers 6 heures du soir, deux escadrons de hussards se sacrifièrent pour sauver une brigade. Le repli sur l'Aisne était protégé également par un combat près d'Ecordal et d'Auboncourt. « L'attitude de nos troupes a été parfaite », déclara le général Dubois. Une autre fraction du détachement que commandait Foch, la 42e division d'infanterie, sous les ordres



REIMS, AVANT LA GUERRE.

Photo Rol.

du général Grossetti, eut mission de protéger la retraite vers Neufchâtel-Guignicourt, tout en s'efforçant de sauver Reims.

Mais, le 2 septembre, Reims fut abandonné avec ses forts dont quelques-uns, dans la suite, devaient rendre tant de services à l'ennemi.

Le 4, Foch établit son quartier général à Fère-Champenoise. Quelques jours après, son détachement, solidement renforcé, devenait une armée nouvelle, la IXe. La vaillante 42e division occupa les débouchés des marais de Saint-Gond.

La IIIe armée avait commencé, dès le 1er septembre, une série d'opérations que son nouveau chef, Sarrail, d'après le texte même des instructions du généralissime, résumait ainsi : « Pivoter sur la droite, entre l'Argonne et Verdun ». A vrai dire, notre Haut Commandement avait eu, un moment l'idée de laisser Verdun à ses propres forces, pendant la préparation de l'offensive.

En face de Verdun, tantôt à Luxembourg, tantôt à Metz, Guillaume II guettait la minute triomphale qu'il avait espérée en vain sur la route de Château-Salins à Nancy.

L'ennemi était, lui aussi, victime des fausses nouvelles, semeuses éblouissantes de déceptions. Le 4 septembre, dans les lignes allemandes, circula cette dépêche : « La France demande un armistice et s'engage à payer 18 milliards d'indemnité de guerre; mais, jusqu'à présent, le gouvernement de Berlin a repoussé ces propositions ».

L'armée du prince de Bavière, venant de Sarrelouis par Château-Salins, était arrivée en face de Nancy. L'armée du kronprinz, venant de Trèves par Luxembourg, était arrivée en face de Verdun. L'armée du prince de Wurtemberg, venant de Bastogne par Vouziers, était arrivée à Vitry-le-François. L'armée de Bülow, venant de Liége par Charleroi-Maubeuge-La Fère-Saint-Gobain, était arrivée à Château-Thierry. L'armée de Kluck, venant de Liége par Bruxelles, Tournai, Lens, Arras, Albert, Montdidier, Compiegne, rejoignait, dans la région de Château-Thierry, l'armée de Kluck.

L'aile droite de l'armée de Kluck, partant de Bapaume, avait pénétré dans la Somme par deux points de l'arrondissement de Péronne: Posières, près d'Albert, et Sailly-Saillisel. S'ouvraient devant elle, à Pozières, la route d'Albert et d'Amiens; à Sailly-Saillisel, la route de Montdidier et de Compiègne. Le 31 août, elle avait occupé Amiens et forcé la municipalité de lui fournir, pour le soir même, 40 000 kilogrammes de pain, 5 000 boites de conserves, 100 000 cigares, 100 chevaux sellés, 1 000 lampes électriques de poche. Amende de 180 000 francs si quelque chose manquait, six otages étaient désignés! L'ennemi, après s'être éclairé jusqu'à Abbeville, reprit sa marche vers Paris (1).

Sur nos villes du Nord, chaque jour les avions allemands jetaient des bombes qui tuaient des femmes et des enfants. A Dunkerque, ils étaient si exacts que les braves gens, au lieu de dire : « Trois heures et demie », disaient : « Taube et demi ».



M. MILLERAND.
(Photo Manuel.)

Que savait Paris des terribles événements qui s'accumulaient? Aucun renseignement précis. Mille pressentiments divers.

Nuit et jour, cinq écrasantes colonnes allemandes glissaient en avalanche derrière les armées françaises. Les ponts de l'Oise avaient été détruits par nos troupes en retraite qui traversaient la forêt d'Halatte et celle de Chantilly. L'ennemi nous suivait. Il nous devançait même, à droite et à gauche. Le 2 septembre, il fut à Creil. Il fut à Senlis. Paris entendit le canon tonner à cinquante kilomètres de ses pauvres murs.

A Paris, depuis le 26 août, le ministère avait été remanié. Le ministre de la Guerre, M. Messimy, était remplacé par M. Millerand.

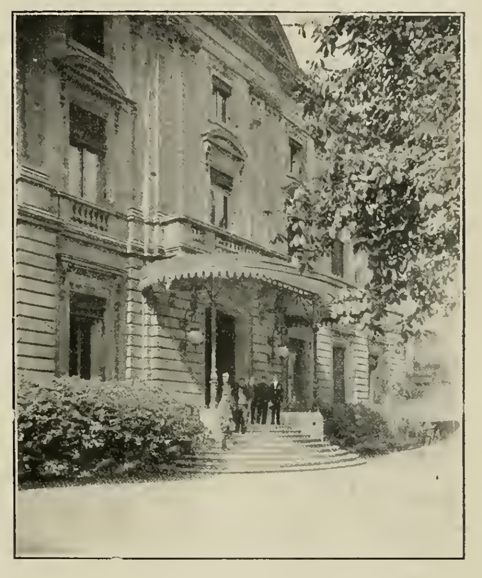
Le premier geste du nouveau ministre de la Guerre fut d'envoyer aux armées le témoignage de l'admiration et de la confiance nationales. « La France est assurée de la victoire, parce qu'elle est résolue à l'obtenir. »

Mais le gouvernement jugea nécessaire de quitter Paris pour garder son absolue liberté. N'avait-il pas pour premier devoir de rester en contact avec nos alliés et avec le monde entier? Le 3 septembre, il se transporta à Bordeaux.

(1) Le 10 septembre, le colonel prussien Eckert donna l'ordre aux habitants d'Amiens mobilisables de se rendre à la Citadelle. Ils y furent parqués, au nombre de 5000. Le surlendemain, 1 500 d'entre eux, considérés comme les plus robustes, étaient envoyés en Allemagne. Les autres mobilisables d'Amiens allaient avoir le même sort. Mais le 12 septembre, à 5 heures du soir, ils virent arriver nos auto-mitrailleuses et trois bataillons de notre 81e

Le jour même, le général Galliéni, nommé gouverneur de Paris, faisait afficher ces lignes : « J'ai reçu le mandat de défendre Paris. Ce mandat, je le remplirai *jusqu'au bout*. » Tel fut le mot d'ordre de la Guerre du Droit. Le mot d'ordre de l'envahisseur était : « *Pàriss* ».

Au ministère de la Guerre, le général Galliéni avait eu une entrevue avec MM. Millerand, Briand, ministre des Affaires étrangères, et Thomson, ministre de la Marine. Tous trois envisagèrent la situation avec la plus grande fermeté : « Bien ! dit Galliéni. Mais il faut tout prévoir ; si la victoire se dérobait encore à nous, je devrai, n'est-ce pas, défendre Paris quartier par quartier ? — Vous le devrez ! — Et si je suis obligé de passer sur la rive gauche de la Seine ? — Vous devrez faire sauter les ponts. »



BORDEAUX. — MINISTÈRE DE LA GUERRE.

(Photo Manuel.)

Le général Galliéni savait que, pour forcer la France à demander la paix à tout prix, l'ennemi songeait à incendier Paris, secteur par secteur. Mieux valait détruire Paris pour sauver la France (1).

La manœuvre du commandement français a eu comme point d'appui la force morale de la nation. Pour le salut de la patrie, tous les Français s'étaient retrouvés Français, sans étiquettes et sans épithètes.

Une retraite au début d'une campagne, c'est une épreuve à laquelle n'aurait jamais résisté l'armée d'un roi ou d'un empereur. Le monarque, ayant perdu son prestige, se serait abîmé avec ses ambitions et sa dynastie. Mais l'armée de la France savait qu'elle combattait pour la vie et l'honneur de la France. Elle a supporté toutes les souffrances inouïes de la retraite, puis, au signal donné, elle s'est arrêtée net et a recommencé à attaquer sur toute la ligne.

Ce rétablissement et la victoire qui en est résultée, comme d'ailleurs la Guerre du Droit dans son ensemble, prouvent que l'histoire n'est pas l'effet mécanique du temps qui s'écoule, mais l'œuvre consciente des volontés qui se fixent.

Le 27 août 1914, à sept heures du soir, M. Millerand s'était rendu au Grand Quartier Général. L'État-major travaillait. Pas de désordre, pas de bruit, pas d'agitation apparente. Un immense effort d'intelligence réfléchie et de résolution secrète. Le généralissime serra la main du ministre. Une longue année de collaboration, en 1912, leur avait permis de se bien connaître.

Heureux de voir le généralissime entièrement sûr de l'avenir, le ministre lui

(1) Quand nous demandâmes au général Galliéni, en lui remettant le texte du premier fascicule de ce livre, comment on devait comprendre son mot d'ordre, il nous répondit :
— Au pied de la lettre : rue par rue, maison par maison.
— C'est juré, mon général.

demanda : « Que comptez-vous faire ? » Pour toute réponse, le généralissime tendit au ministre l'instruction qu'il avait, l'avant-veille, dictée pour l'armée. Ce schéma d'une manœuvre, c'était le plan de la bataille de la Marne.

Le grand théoricien allemand de la guerre, Bernhardi, avait articulé cette sentence : « Il n'y a pas de ville au monde qui ait l'importance de Paris ». Au moment où l'armée de von Kluck marchait sur Paris, le *Lokal Anzeiger* déclarait : « La semaine prochaine, nous entrerons dans la capitale de la France. En vingt-quatre heures, nous aurons exterminé la seule armée française qui existe et qui fuit devant nous. Le général von Kluck a les instructions nécessaires pour dicter à Poincaré et à ses ministres les ordres souverains de notre empereur. Paris recevra une forte garnison allemande. Les Français nous remettront la totalité des armes qu'ils possèdent sur leur territoire. Des garnisons allemandes occuperont tous les départements français. Nous garderons en otage les membres du gouvernement. Dès à présent, la guerre est terminée ».



BORDEAUX. — CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

(Photo Manuel.)

Les Allemands avaient résolu de piller et de détruire Paris. Le grand quartier général allemand faisait dire à l'ambassadeur des États-Unis, M. Myron Herrick : « Il est préférable pour vous de quitter votre poste et de chercher en province un asile plus sûr ». L'ambassadeur américain ne bougea pas. Il voulait être un témoin, en attendant mieux.

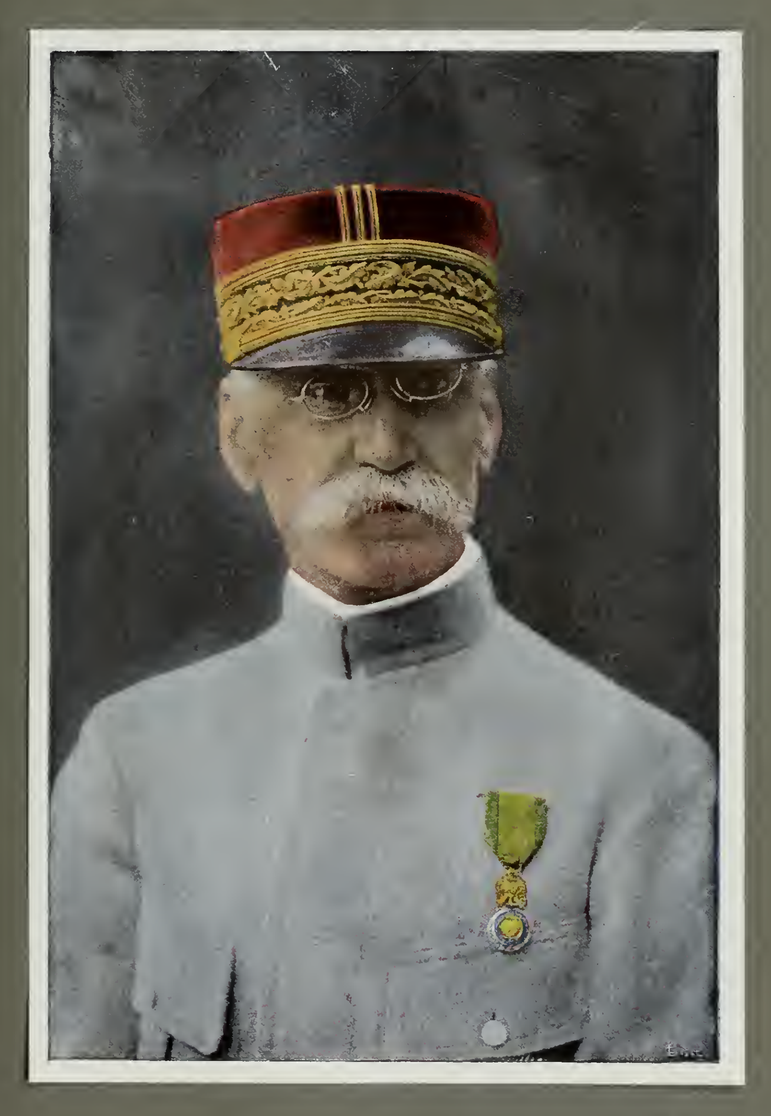
De quels yeux nous regardions alors notre Paris menacé ! Le paysage des quais nous semblait plus élégant et plus délicieux que jamais. Les palais, les églises, les monuments pleins de souvenirs, se miraient noblement le long du beau fleuve. Sous un ciel délicat frotté de rose, l'eau, rafraîchie par la verdure des grands arbres, déployait sans fin la palpitation de ses moires. Sur ses bords se pressaient des péniches qu'on avait, en hâte et pêle-mêle, ramenées vers nous pour les sauver de l'envahisseur. Étaient-elles sauvées ? Un ami nous dit : « Ce serait dommage de perdre cela ». Il nous montrait les péniches. Mais nous ne voyions que les richesses morales qui font de Paris la Ville sans pareille !

Sur l'Ourcq.

Pour le salut de Paris, de la France et du monde, à la bataille de Charleroi, Virton, Grand-Couronné de Nancy, Sarrebourg, succéda sans interruption la bataille de la Marne.







Général GALLIÉNI

La grande lutte, commencée, le 20 août, sur les frontières, continuée à l'intérieur par des combats de repli, aboutissait donc à une magnifique reprise d'offensive générale.

Le maréchal French raconte ainsi une nouvelle entrevue qu'il eut avec Joffre.

— Le généralissime français demanda à me voir. Il m'informa de ses intentions en ajoutant qu'il considérait les conditions comme très favorables. Son projet se formulait ainsi : faire mouvoir, sur son flanc gauche, la VIe armée pivotant sur la Marne, la porter vers l'Ourcq et attaquer la Ire armée allemande. Il me demanda d'effectuer un changement de front à droite, ma gauche s'appuyant à la Marne et ma droite, sur la Ve armée, pour remplir la brèche entre cette armée et la VIe. Je devais avancer en face de moi et participer au mouvement d'offensive générale.

Le 1er septembre, l'ennemi touchait presque au camp retranché de Paris, qui enfin se mettait en état de défense. Le général Galliéni couvrait de tranchées un périmètre de 180 kilomètres, installait des pièces de siège, assurait le ravitaillement de l'artillerie par les chemins de fer à voie étroite, rassemblait des provisions de toute espèce pour une population de plus de quatre millions d'habitants.

Tout à coup, le 3 septembre, à midi et demi, les officiers de la VIe armée qui, sur la ligne des avant-postes, au nord du camp retranché de Paris, observaient l'ennemi, annoncèrent: « La VIe armée allemande, qui vient des environs de Senlis, infléchit sa marche vers le sud-est et semble vouloir éviter le camp retranché ».

Sans doute, l'ennemi voulait couper la voie ferrée de Lyon à Paris, comme il avait coupé la voie ferrée de Nancy à Paris, et la voie ferrée de Belfort à Paris. Ainsi, Paris aurait été isolé et bloqué.

Le général Galliéni eut avec le général Clergerie, chef d'état-major du gouvernement militaire de Paris, une longue conférence. Entendez : une conférence d'un peu plus de cinq minutes.

— On va leur taper dans le flanc, s'écriait le général Clergerie.

Galliéni conclut :

— Si l'ennemi ne vient pas à nous, nous irons à lui avec toutes les forces possibles. Préparons tout, sans lui donner l'éveil. Que l'armée de manœuvre se fasse toute petite ! Qu'elle évite tout engagement n'ayant pas un caractère d'absolue nécessité !

Dans la nuit du 3 au 4 septembre, Galliéni et Clergerie acquirent la certitude que l'ennemi ne laissait sur les rives de l'Ourcq qu'une flanc-garde. Ils décidèrent donc de marcher vers cette flanc-garde et de couper ses communications.

Le Grand Quartier Général était à l'École primaire de Bar-sur-Aube. Vers la nuit, Joffre, dans le modeste cabinet du directeur de cette école, réunit le général Belin, le général Berthelot, le colonel Pont, le colonel Gamelon. Au téléphone, on reçut les derniers renseignements de Clergerie. Le général Berthelot murmura :

— Si nous permettions à Kluck de s'enfoncer plus avant, notre victoire sur la Seine serait encore plus fructueuse.

Le général Belin répondit :

— L'occasion est bonne. Ne la laissons pas échapper.

Joffre se leva et prononça :

— On se battra sur la Marne.

Ce fut le grand signal. Par le téléphone, l'ordre de bataille était donné :

1° *Profiter de la situation aventurée de la première armée allemande (von Kluck), pour concentrer sur elle les efforts des armées alliées d'extrême-gauche. Toutes les dispositions seront prises le 5, pour partir à l'attaque le 6 ;*

2° *Le dispositif à réaliser pour le 5 septembre au soir sera : (a) Toutes les forces*

disponibles de la VIe armée, au Nord-Est, prêtes à franchir l'Ourcq, entre Lizy-sur-Ourcq et May-en-Multien, en direction générale de Château-Thierry. Les éléments disponibles du 1er corps de cavalerie, commandés par le général Sordet, qui sont à proximité, aux ordres du général Maunoury pour cette opération ; (b) L'armée anglaise, établie sur le front Nanqis-Coulommiers, face à l'Est, prête à attaquer en direction générale de Montmirail ; (c) La Ve armée, commandée par le général Franchet d'Espérey, resserrant légèrement sur la gauche, s'établira sur le front général Courtacon-Esternay-Sézanne, prête à attaquer en direction générale Sud-Nord, le 2e corps de cavalerie, commandé par le général Conneau, assurant la liaison entre l'armée anglaise et la Ve armée ; (d) La grande armée de formation nouvelle, sous les ordres du général Foch, couvrira la droite de la Ve armée, en tenant les débouchés sud des marais de Saint-Gond et en postant une partie de ses forces sur le plateau au nord de Sézanne ;

3° L'offensive sera prise par ces différentes armées, dès ce matin.

En outre, à toutes les armées, Joffre donnait un ordre magnifique dont les termes resteront gravés dans l'âme de la France :

« Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière. Tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée ».

Le vrai nom de la Bataille de la Marne serait Bataille Paris-Verdun.

1° Près de Paris, entre la rive droite de la Marne et Dammartin-en-Goële, se trouvait la VIe armée ;

2° au sud-ouest de Coulommiers, l'armée anglaise ;

3° du nord de Provins à Sézanne, la Ve armée ;

4° de Sézanne, au camp de Mailly, la IXe armée ;

5° de Sompuis à Sermaize, la IVe ;

6° derrière Revigny, la IIIe.

Plus loin, vers l'est, la IIe armée rivée au Grand-Couronné de Nancy, et la Ire armée rivée aux Vosges.

L'ennemi n'avait pas ralenti sa marche. Kluck visait la soudure, improvisée en hâte entre l'armée britannique et notre VIe armée ; Bülow, avec la garde prussienne, s'établissait à Montmirail ; Hausen, entre le sud-ouest des marais de Saint-Gond et l'Ouest de Vitry ; le duc de Wurtemberg, entre le nord de Vitry et le sud de Sainte-Menehould. Enfin le kronprinz, l'homme de Verdun, arrivait au nord de Revigny, à Passavant, à Triaucourt, et marchait vers Revigny.

L'attaque commença le 5, à deux heures de l'après-midi au nord de Meaux, à Monthyon, à Penchard. Bientôt Marcilly et Chambry furent pris d'assaut. Nous perdions beaucoup de monde, mais nous gagnions du terrain.

Le 6, Kluck aperçut le péril, appela ses renforts et installa sa grosse artillerie entre Verreddes et May-en-Multien.

Le 7, l'ennemi, attaqué par notre aile gauche, menaça de la déborder. A tout prix, nous devions la renforcer. Mais comment lui envoyer les quelques milliers d'hommes nécessaires pour le lendemain matin ? On songea alors aux taxis-autos de Paris. Depuis le 26 août, ils étaient devenus beaucoup plus rares. Les personnes qui avaient émigré en province en avaient loué ou acheté un grand nombre. Paris n'en comptait guère que 2 000. Déjà, ils venaient de montrer ce qu'on pouvait en attendre. Depuis le 2 septembre, 460 d'entre eux, servant au ravitaillement du camp retranché, avaient reçu l'ordre d'aider à renforcer notre aile gauche. Cet ordre fut



COMBAT DE TRANCHÉES À LASSIGNY

[illegible]



COMBAT DE TRANCHÉE A LASSIGNY
par F. Ch. Baude

transmis à tous par les sergents de ville. A deux heures, 1 100 d'entre eux étaient en état de transporter cinq soldats en armes. Les plus rapides devaient faire deux voyages. Vers huit heures et demie, en longue file, ils se rendirent à Sevran--Livry où les attendaient 8000 soldats. A dix heures, ils se remirent en marche avec leur précieuse charge. Officiers et soldats savaient où ils allaient et ce qu'ils devaient faire.

Ces automobiles parisiennes, nous croyons encore les voir sur les routes de la banlieue, se suivant sans interruption. On eût dit un interminable défilé de noces. Le soleil dorait la poussière qu'elles soulevaient. Les soldats assis sur les banquettes fusils entre les jambes, comme des chasseurs pour un matin d'ouverture, semblaient



REVIGNY. — LES RUINES.

(Photo Meurisse.)

tranquilles et même joyeux. Une manœuvre vraiment belle a toujours un si puissant effet!

Pendant ce temps, on avait pris des gardes républicains dans les casernes et des gardiens de la paix, pour les joindre aux militaires de toutes armes rassemblés en hâte à Paris. Jours tragiques et généreux! Tous les soldats montrèrent ces trois grandes vertus françaises: courage, obstination et clairvoyance.

Vers Dammartin se rendirent 700 taxis-autos. Vers Nanteuil-le-Haudouin, 400.

Près de Nanteuil, depuis le matin, le 115ᵉ résistait, en perdant son sang à flots. Entre deux heures et quatre heures du matin, les taxis arrivèrent au feu. Quelques-uns d'entre eux furent mutilés ou abattus. Quatre-vingts gisaient sur les talus de la route, entre Villeparisis et Claye-Souilly. Les hommes avaient sauté à terre et couru au combat en disant: «Enfin, nous allons nous dégourdir les jambes.» Ainsi huit mille hommes de troupes fraîches semblaient tombés du ciel. Mais «on

pas *gratis pro Deo* », s'écriaient nos soldats en riant. Les taxis sont des taxis. Leur compteur avait fonctionné régulièrement. Il marquait 90 fr. 75. Serait-ce le prix de la victoire, à un centime près, pourboire non compris? Hélas! non, la victoire se paie d'une autre monnaie.

Victoire de Paris à Verdun.

Les coups que Kluck fut forcé de parer dégagèrent largement l'armée britannique. Devinant le repli que l'ennemi dissimulait par un bruit furieux d'artillerie, elle marcha vers Villiers-sur-Morin et Choisy. Le lendemain, elle dépassa Coulommiers, talonna l'ennemi, le battit à Saint-Cyr et à la Trétoire, passa la Marne entre Luzancy et Nogent-l'Artaud, montra partout une superbe opiniâtreté.

Bülow, qui occupait les hauteurs illustres de Montmirail, en face de la Ve armée, voulait la couper de la IXe. Tout à coup son avance s'arrêta. Il fut chassé d'Esternay. Le lendemain, il dut se replier pour rester en liaison avec Kluck.

Franchet d'Espérey s'élança vers Montmirail. Mais, à ce moment même, il apprit que la gauche de la IXe armée était fortement menacée. Il la soutint avec son 10e corps. Montmirail fut repris. Le général Hache s'y installa à la fin d'une rude journée, au milieu de 6 900 cadavres allemands.

Le 18e corps (général de Maud'huy) poussa jusqu'à Château Thierry; le 3e corps jusqu'à Jaulgonne. La Marne était ressaisie. La Marne était dépassée. Kluck semblait perdu. Pour se défendre, le 9 septembre, Kluck se jeta sur la VIe armée, à Étrépilly-sur-la-Thérociane et à Nanteuil-le-Haudouin. Il se heurta à la résistance du 4e corps (général Boelle), arrivé à Nanteuil depuis quelques heures.



VON KLUCK ET SON ÉTAT-MAJOR.

(Photo Chanut.)

— Ne reculez plus d'une semelle, dit Maunoury à Boelle. Allez de l'avant, ou faites vous tuer sur place.

Boelle n'avait pas attendu cet ordre. Il allait de l'avant et Kluck ne se défendait même plus.

Kluck avait eu raison d'obliquer devant Paris pour tenter de détruire les armées intactes qui tenaient la campagne. La prise de Paris n'aurait pu être que la conséquence d'une victoire. Sa seule faute fut de se méprendre sur la valeur de notre VIe armée.

A tous les reproches de l'Allemagne, il a eu le droit de répondre : « Je savais l'armée de Maunoury incapable de soutenir le combat. D'autre part, je me rappelais ce principe enseigné de tout temps dans les écoles militaires : *Un général commandant une place ou une enceinte fortifiée n'a pas le droit de prendre l'offensive, sinon contre un ennemi le menaçant de face.* Assurément, il n'existait qu'un seul

général capable d'assumer les plus graves responsabilités en méconnaissant ce principe. Mon malheur voulut que ce fût le général Galliéni ».

Si, pour le malheur de Kluck, Galliéni a méconnu ce principe, Kluck en a méconnu un autre plus capital : celui de Napoléon Ier : « Ne pas faire une marche de front contre un ennemi en position, surtout lorsque cet ennemi occupe des hauteurs au pied desquelles on doit défiler ».

Galliéni se montra magistral conducteur d'hommes. Pendant la bataille de l'Ourcq, un de ses généraux lui disait : « Mes troupes sont brisées de fatigue. Depuis trois jours, elles n'ont eu ni nourriture ni sommeil. Vous voulez qu'elles marchent encore ! C'est impossible ! » Galliéni posa la main sur l'épaule du général et répondit avec douceur : « Faut-il que je vous aie entendu? Alors, je vous relève tout de suite de votre commandement. Faut-il que vous n'ayez rien dit? Alors, vos troupes marcheront ». Les troupes marchèrent à fond. Dans des conditions analogues, un général ayant dit à Napoléon : « Mon armée est démoralisée », l'Empereur lui avait répondu : « Lors que des troupes sont démoralisées, c'est aux chefs et aux officiers à rétablir leur moral ou à périr; qu'on ne m'oppose ni *si* ni *mais*, je suis un vieux soldat; vous devez vaincre ou mourir ». Le général qui s'était attiré cette dure réponse de l'empereur était un Allemand, Wirde, commandant en chef des troupes bavaroises.

Sur l'Ourcq, tandis que l'invincible Allemagne allait à la défaite, l'infaillible Allemagne multipliait les fautes. D'utiles renseignements nous vinrent, le 9 septembre, d'un radiotélégramme allemand, signé par le commandant de cavalerie de la Ire armée, général von der Marwitz. Cette dépêche, captée par la Tour Eiffel, n'était pas même chiffrée. En voici la traduction littérale : *Dites-moi exactement où vous êtes et ce que vous faites. Hâtez-vous, parce que XXX.*

Que signifiaient ces trois *X* ? Le général Clergerie les interpréta du premier coup d'œil : « Parce que je lève le camp ».

Interprétation parfaitement exacte. Le lendemain, sur l'emplacement des batteries abandonnées, nous trouvions des monceaux de munitions; sur les routes, des files d'automobiles. Partout, des morts, des blessés, des armes. Au butin figurait une boulangerie de campagne avec une énorme quantité de farine et de pâte à moitié pétrie dans de profonds pétrins cerclés de fer. Ces pétrins servirent de baignoires à nos éclopés.

Déjà, le général Maunoury remontait les deux rives de l'Ourcq, en balayant tout. Dans un ordre du jour, il remercia passionnément ses hommes : « Camarades, le général en chef vous a demandé, au nom de la patrie, de faire plus que votre devoir. Vous avez répondu au delà même de ce qui semblait possible ».

Le général Galliéni, accompagné des ministres Briand et Sembat, se rendit à Villers-Cotterets pour lui remettre les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur. Les yeux du général Maunoury se remplirent de larmes et il murmura :

— C'est près d'ici que j'ai gagné ma croix de chevalier.

— Je sais, répondit Galliéni. C'était en 1870. L'Année terrible ! Maintenant, le jour de gloire arrive (1).

La bataille s'engageait donc sur la gauche avec un grand succès. Mais c'était

(1) A la mort de Galliéni (30 mai 1916), Joffre nous écrivit : « Le général Galliéni était doué de toutes les qualités de chef, conquérant et organisateur. Gouverneur de Paris, il a pris d'une main ferme le commandement du camp retranché et a préparé sa mise en état de défense. Il a fait preuve des plus hautes qualités militaires dans la préparation et l'exécution des mouvements des forces mobiles sous ses ordres, pour les faire participer à la bataille générale livrée par les armées alliées ».

contre le centre que l'ennemi dirigeait ses plus violentes attaques. Or, au centre, il y avait la IXe armée.

Foch avait établi sa 42e division et sa division du Maroc à Villeneuve-les-Charleville, à Mondement et à Saint-Prix; son 9e corps près de Fère-Champenoise; son 11e corps, près de Sommesous; sa 5e division de cavalerie au camp de Mailly.

Il avait à défendre trois importantes artères : la route d'Epernay à Sézanne; la route d'Epernay à Fère-Champenoise; la route de Châlons à Arcis-sur-Aube. Pour arrêter 300 000 hommes, de combien d'hommes disposait-il? De 70 000. A peine trois hommes par mètre courant.

Le 6 septembre, pour soutenir la droite de la IVe armée, il donna à la 42e division et aux Marocains l'ordre d'attaquer vers Vauchamps.

Mais le choc des forces allemandes, particulièrement celui de la Garde prussienne, fit plier le 9e corps aux marais de Saint-Gond et le 11e près de Morains-le-Petit. L'ennemi s'organisa sur le terrain conquis, s'empara de Saint-Prix où il se fortifia et menaça la droite de la IXe armée. Ses efforts redoublèrent, le 8 septembre. Le général Foch avait dû replier son quartier général de Pleurs, à Plancy. Ce qui était en question, c'était la ligne de crêtes qui sépare la vallée du Petit-Morin de la vallée de l'Aube. Si l'armée de Foch se trouvait forcée de se replier vers l'Aube, son repli laisserait à découvert l'armée de Franchet d'Espérey et l'armée de Langle de Cary. Aussi, pendant quatre jours, la lutte fut-elle acharnée à Saint-Prix et au château de Mondement qui passait de mains en mains.

Fère-Champenoise nous était arrachée. Que faire ? Attaquer. Pas d'autre moyen de salut.

En quittant Pleurs, Foch avait envoyé à Joffre ce rapport si expressif : « Pressé sur ma droite. Mon centre cède. Impossible de me mouvoir. J'attaque. Tout va bien ».

En réalité, tout allait mieux encore qu'on ne pouvait le croire. Bülow reculait avec Kluck. Le front de l'ennemi se rompait.

Mais, pour tirer parti de cette rupture, nous devions restaurer complètement notre ligne. Sur l'ordre de Foch, l'héroïque 42e division (général Grossetti) entreprit un merveilleux mouvement de gauche à droite et délivra Fère-Champenoise où maints officiers allemands furent trouvés morts ou ivres-morts.

En même temps, la division marocaine reprenait le château de Mondement où s'entassaient 2 900 cadavres. Dans les marais de Saint-Gond on en compta plus de 8 000.

Après les combats des marais, le général Dubois voulut avoir quelques-uns des casques de la Garde impériale, à cause des devises qu'ils arborent au-dessus de la visière. Le champ de bataille était plein de morts. Nous reconnaissions de très nombreux Français étendus par groupes. Cependant le général Dubois calcula que l'ennemi « avait perdu au moins 20 pour 100 de plus que l'armée française ».

C'était une victoire. C'était la victoire! Nos troupes s'élançaient à la poursuite des vaincus. Le 10e corps, qui avait donné la main à la IXe armée, avançait comme elle. Il avait pris à lui seul, dans la forêt de Gault, tout un bataillon du 10e corps de réserve allemand, avec d'innombrables caissons et toute une compagnie de mitrailleuses. Quelle joie pour lui d'entrer à Champaubert où, une fois de plus, la France battait les plus fameuses troupes prussiennes!

La IVe armée (de Langle de Cary) et la IIIe (Sarrail) avaient pris position, en face du duc de Wurtemberg, qui descendait des Ardennes, et du Kronprinz, qui descendait de l'Argonne.



1914. — DÉROUTE DE LA GARDE PRUSSIENNE DANS LES MARAIS DE SAINT-GOND

par [illegible]



1914. — DÉROUTE DE LA GARDE PRUSSIENNE DANS LES MARAIS DE SAINT-GOND

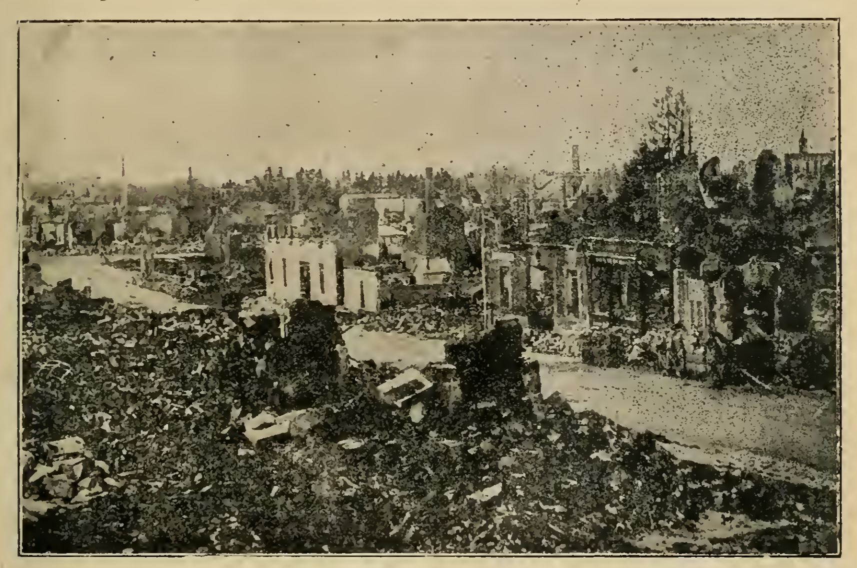
par F.-Ch. Baude

L'ennemi cherchait à s'enfoncer entre Vitry-le-François et Bar-le-Duc. S'il enlevait Verdun, quel succès tactique! L'Allemagne entière en était galvanisée. S'il parvenait à Saint-Dizier, quel succès stratégique! Les armées françaises étaient prises à revers.

Il se précipita sur la droite de notre IVe armée. Après avoir pris Sermaize, il marcha vers Pargny-sur-Saulx. Notre 2e corps (IVe armée) appela à l'aide la IIIe armée, Sarrail lui envoya le 15e corps et le 5e corps qui attaquèrent, l'un près de Contrisson, l'autre près de Laimont.

A la gauche de notre IVe armée, le 17e corps pliait sous une furieuse pression. Il fut soutenu par le 21e qui arrivait en hâte de Lorraine.

Le 9, nous reprenions l'offensive, d'une part, vers Andernay et vers Sermaize;



SERMAIZE-LES-BAINS. - LES RUINES.

(Photo Rol.)

d'autre part, vers Contrisson et vers Mognéville. D'ailleurs, la droite de l'ennemi avait reculé. Nous nous mettions à sa poursuite, franchissions la Marne, rentrions à Vitry-le-François, bousculions tout ce qui tentait de résister de Revigny à Triaucourt.

L'ennemi s'offrait une lâche et cruelle revanche en détruisant tout ce qui était sans défense. Il brûlait Saint-Lumier, Sermaize, Contrisson, Revigny, vingt villes, bourgs et villages. Les deux Kronprinz allemands se disaient, dans leur fuite, que la lueur des incendies préservait leur gloire de toute éclipse.

Notre IIIe armée n'avait pas été soumise à moins rude épreuve. L'ennemi lança quelques-unes de ses meilleures troupes vers les côtes de Meuse, du côté de Saint-Mihiel, bombardait le fort de Troyon, bombardait Génicourt. Troyon, en tombant, aurait ouvert la voie à l'invasion. Le gouverneur de Verdun, général Coutanceau, télégraphia à Troyon: « Tenir indéfiniment ». On pouvait se demander si on n'allait pas perdre, sur la Meuse, ce qu'on avait gagné sur l'Ourcq et sur la

Marne. Troyon s'écroula, mais continua à tenir. Bientôt il fut secouru par la 73e division de réserve et la 2e division de cavalerie. Ces forces lui étaient envoyées par l'armée de Castelnau qui pourtant soutenait de formidables combats au Grand Couronné de Nancy.

De son côté, le général Sarrail attaquait l'ennemi ébranlé. Bientôt, nos troupes arrivèrent, d'une part, à Laimont et à Villotte-devant-Louppy ; d'autre part, à Rancourt, à Revigny, à Brabant-le-Roi. Sur l'immense champ de bataille de plus de 200 kilomètres, qui s'étendait depuis les bois de Souilly au sud-ouest de Verdun jusqu'à la forêt de Compiègne, l'ennemi, en déroute, laissait plus de 150 000 morts ou blessés.

Victoire sur tout le front. Maunoury s'avançait dans la direction de Compiègne et de Soissons ; French, dans la direction de Neuilly-Saint-Front et de Fère-en-Tardenois ; Franchet d'Espérey, qui avait traversé la Marne et l'Aisne, dans la direction de Craonne.

Nos soldats de la Ve armée avaient la joie de rentrer à Reims, le 13 septembre à midi, devant la cathédrale encore intacte.

Foch réoccupait Châlons-sur-Marne et poussait vers Mourmelon. Langle de Cary passait de Vitry à Sainte-Menehould. Sarrail enlevait au Kronprinz affolé la voie ferrée de Clermont à Sainte-Menehould, c'est-à-dire l'artère Verdun-Châlons-Paris

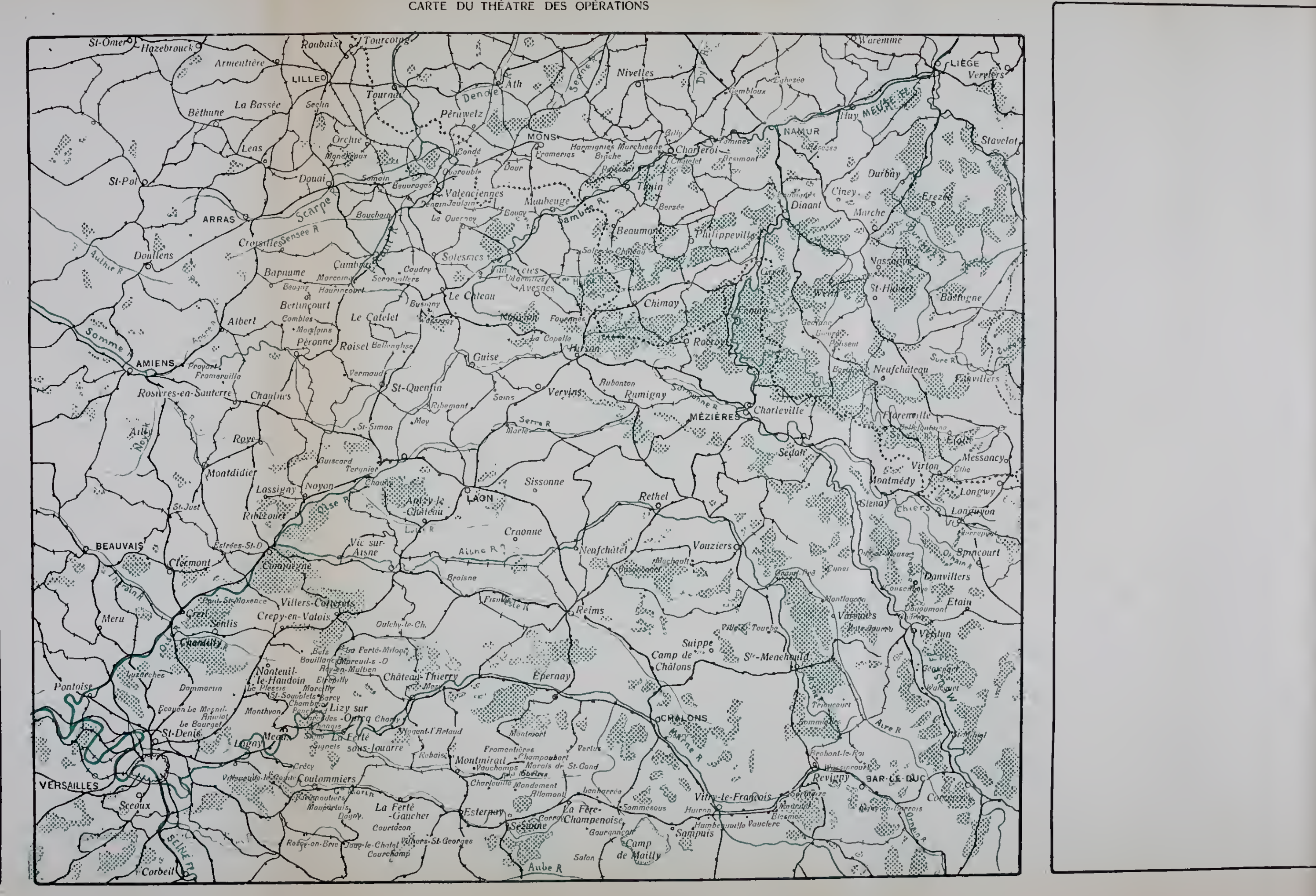
A vrai dire, l'ennemi ne s'enfuyait pas les mains vides. Il avait extorqué à Châlons-sur-Marne 500000 francs « sur la tête des otages » ; frappé Reims d'une imposition de vingt-deux millions ; exigé de Sainte-Menehould 6000 bouteilles de vins fins ; condamné Epernay à une amende de 176550 francs, parce que la ville ne trouvait pas, en un seul jour, 12 000 kilogrammes de lard salé pour la Garde prussienne, alors qu'elle avait déjà livré 120 000 kilogrammes d'avoine, 21 000 kilogrammes de pain, 500 kilogrammes de café grillé, 44 800 rations de conserves et de légumes.

Dans cette bataille sans précédent qui pourrait s'appeler la *Bataille-Paris-Verdun*, la France entière a été sauvée par la France entière. Plusieurs régiments qui prirent la plus grande part à cette bataille se recrutaient dans le département de Seine-et-Marne. A Saint-Soupplet, par exemple, plus d'un des nôtres tomba au seuil de sa maison ou dans un champ de son patrimoine. Voici, à Montmirail, à Vauchamps, à Champaubert, ceux du Béarn, de la Saintonge, des Flandres, de la région d'Arras, de Lens, de Béthune, ceux du Poitou, de la Bretagne, avec des zouaves et des turcos. Voilà, entre Sézanne et Mailly, des Marocains, des Parisiens, des Tourangeaux, des Lorrains. Là, sur les tombes, nous lisons des noms amis de Saint-Mihiel, de Verdun, de Bar-le-Duc. Plus loin, au cœur même de la Champagne pouilleuse, voilà des Vosgiens, des Picards, des coloniaux. Là, sur les tombes, nous lisons des noms qui nous rappellent les combats du Tonkin, de la Chine, du Soudan. Voilà, du côté de Revigny, ceux de l'Orléanais, et, dans la vallée de l'Aire, ceux de la Lorraine, de l'Ile-de-France, du Languedoc : ils ont arrêté là les forces que le kronprinz avait fait venir des camps retranchés de Metz et de Strasbourg. Voilà, continuant à se battre autour de Nancy, ceux de la Lorraine et ceux de Paris, aidés par ceux de la Guyenne et ceux de l'Aunis. Voilà, continuant à se battre dans les Vosges, ceux des Vosges, de la Bourgogne, du Dauphiné, de la Savoie, des Alpes, de tout le Sud-Est.

Depuis un mois, ces soldats français n'avaient pas eu un jour de repos. Beau-

BATAILLE DE LA MARNE

CARTE DU THÉATRE DES OPÉRATIONS



BATAILLE DE LA MARNE

MOUVEMENTS DES ARMÉES

PENDANT LA RETRAITE ALLEMANDE



OPÉRATIONS MILITAIRES

1914

AU 21 1914

Le 7 Septembre

Les ... Allemands ... devant la ... Armée

Le ... Septembre

... 75e division de réserve

BATAILLE DE LA MARNE



coup d'entre eux marchaient les pieds en sang. Cependant leur belle vaillance ne fléchissait pas. Parfois même, leur belle humeur jaillissait irrésistible. Des employés du réseau de l'Est qui travaillaient dans la région de Provins, nous disaient : « Les Allemands sont arrivés tout près de chez nous. Nous le savions, mais nous ne pouvions désespérer de rien. Nos soldats restaient si pleins de courage et de gaité! Un jour, quelques-uns d'entre eux venaient d'échapper, par miracle, à un déluge d'obus. Le convoi de ravitaillement qu'ils escortaient avait été entièrement détruit. Ils arrivaient tout sanglants, vêtus de lambeaux, tête nue. Et cependant, ils riaient. Jamais nous n'oublierons le bien que leur rire nous a fait ».

Que de choses splendides, et qui seraient si nécessaires à l'explication complète de la bataille, demeureront toujours ignorées! Celui qui écrit ces lignes a pu s'entretenir avec presque tous les généraux qui ont participé au commandement. Mais combien d'officiers qui ont pris part à l'action sont tombés sur la Marne, ou, bientôt après, sur l'Aisne, sur l'Yser, sans avoir communiqué à personne ce dont leur cœur débordait!

Notre communiqué du 15 septembre disait avec une admirable réserve : « La bataille, commencée le 6, s'achève par une victoire incontestable ».

— Faut-il pavoiser? demanda la ville de Paris.

Le général Joffre répondit :

— La victoire nous a coûté trop de sang.

Et pendant ce temps-là, que disait l'ennemi? Il continuait à se proclamer vainqueur et à annoncer sans trêve des captures d'hommes, de canons, de matériel de guerre. Le général Bernhardi lui-même, avec son autorité de théoricien militaire, venait à la rescousse. Il écrivait à l'adresse des neutres, surtout des Américains : « Des avant-gardes allemandes s'étaient avancées jusqu'à la Marne. Mais, ayant reconnu que l'armée française était en force, elles se sont, sans pertes valant la peine d'être mentionnées, retirées sur les positions voulues. Au contraire, l'armée française a échoué dans le mouvement qu'elle essayait contre l'aile droite allemande. »

Faut-il rappeler que les prétendues « avant-gardes allemandes » de Bernhardi formaient une masse de 1 600 000 hommes, dont 1 200 000 fonçaient sur Paris par tous les chemins, et qu'elles traînaient avec elles 4 500 pièces de campagne, 1 700 pièces d'artillerie lourde, 717 énormes mortiers!

La bataille sans précédent fut gagnée telle qu'elle avait été conçue. Les chefs savaient ce qu'ils voulaient faire, et qu'ils pouvaient le faire grâce à l'héroïsme de leurs soldats.

Un mois avait suffi à la France pour se ressaisir, barrer la route à l'ennemi et remporter sur lui la plus significative victoire. La guerre avait débuté le 4 août; la bataille de la Marne débuta le 6 septembre.

Mais l'Allemagne s'était préparée à la guerre avec tant de méthode et depuis si longtemps, qu'elle garda l'espoir de prendre une revanche et que, en attendant, elle réussit à se terrer dans le sol français.

Et ce fut ainsi qu'elle se perdit. Mieux valut pour la France que la bataille de la Marne ne terminât pas la guerre. Si la guerre avait été finie en un ou deux mois, elle eût été si vite à recommencer! Le monde serait resté dans l'incertitude. Il ne voyait pas encore clairement, dans l'Allemagne, l'ennemie de l'humanité. De longues années de tortures étaient nécessaires pour qu'il comprît que le triomphe de l'Allemagne eût été l'abolition de toute justice, de toute loyauté, de toute pitié.

Un à un, tous les États du monde, grands ou petits, entrèrent en lice. La Guerre du Droit apparut comme le couronnement de la libération universelle, inaugurée par la Révolution française.



(Photo Rol.)

Chapitre XI

L'YSER

Préparation de la nouvelle offensive allemande.

L'ennemi vaincu s'était puissamment retranché dans ses lignes fortifiées de l'Aisne. Là, il se préparait à une nouvelle offensive. Son entrée triomphale à Paris lui semblait seulement retardée.

En Allemagne, il ne garda plus dans ses dépôts que quelques hommes incapables de faire campagne. En France, il porta ses masses de combat à 49 corps d'armée et renforça sans cesse son artillerie lourde qui avait fait ses preuves.

Pour toutes ses opérations, il avait une grande supériorité matérielle. Grâce à la disposition du front qui tournait vers nous sa convexité, il déplaçait les hommes et son ravitaillement avec une rapidité extrême.

Il comptait nous paralyser dans nos mouvements et se donner libre carrière pour une nouvelle offensive, plus savamment conduite que la première, où il nous déborderait par le nord de Compiègne, envelopperait notre aile gauche, menacerait de nouveau Paris et, enfin, réaliserait cette menace par une stratégie mieux comprise.

Sans retard, il prétendit nous faire sentir le renouvellement de ses forces. Il multiplia ses attaques près de Verdun, ses attaques en Champagne, surtout près de Reims, ses attaques près de Soissons. Par de telles démonstrations, il masquait les déplacements des réserves qu'il accumulait vers Noyon et dans toute la région du Nord.

Le général Joffre avait deviné cette intention et peut-être même ce double but. Il envoya, au nord de Compiègne et dans la Somme, une armée nouvellement créée, dont il confia le commandement au général de Castelnau, le vainqueur du Grand-Couronné de Nancy.



PANORAMA DE LA BATAILLE DE L'YSER (25 Octobre 1914), par G. MALFROY



PANORAMA DE LA BATAILLE DE L'YSER (25 Octobre 1914), par G. MALFROY

Le 20 septembre, Castelnau prit position en face de la XIe armée allemande, que Bülow avait réorganisée et poussait vers Paris, du côté de Roye.

Les combats se succédèrent près de Noyon, près de Lassigny, près d'Albert près de Péronne. La nuit même n'apportait pas sa trêve habituelle aux luttes acharnées.



LE TERRAIN DE LA LUTTE SUR L'YSER. (Photo M. Polak.)

A l'autre extrémité de l'ancien front de la bataille de la Marne, le Kronprinz attaqua les côtes de Meuse. Il espérait forcer notre centre et, en tout cas, détourner notre attention. Un succès local fut annoncé par lui comme un triomphe.

Le 24 septembre, trois de ses corps d'armée avaient pris pied sur les côtes de Meuse. Ils pénétrèrent à Saint-Mihiel et formèrent ce saillant qui, jusqu'aux derniers jours de la guerre, devait être pour nous si particulièrement insupportable. A la hauteur de Commercy, notre grande voie de Paris à Strasbourg se trouvait sous le feu des canons allemands. Nos trains devaient donc, après Bar-le-Duc, faire un crochet par Gondrecourt, pour rejoindre la grande voie avant Toul.

Foch sur le front du Nord.

L'armée du général de Castelnau, dans la Somme, eut pour prolongement l'armée du général de Maud'huy. L'ardent et noble soldat qu'est le bon Messin de Maud'huy, mit vivement en œuvre sa cavalerie, son artillerie et son infanterie. Le 30 septembre, dans la région d'Arras, son armée arriva juste à temps pour barrer la route à plusieurs centaines de mille hommes.

Le 4 octobre, vers onze heures du matin, à Châlons-sur-Marne, le général Foch apprit par téléphone qu'il était nommé adjoint au commandant en chef « pour coordonner les opérations de nos armées du Nord : l'armée du général de Castelnau, l'armée du général de Maud'huy, les quatre divisions territoriales du général Brugère, le corps de cavalerie du général Conneau, le corps d'armée du général de Mitry ». Pas d'autre explication. Que lui aurait-on pu dire d'utile ? Il devait tout d'abord tout voir de ses yeux.

A dix heures du soir, il quitta Châlons en automobile et arriva à quatre heures du matin à Breteuil, quartier général de Castelnau. Son chef d'hier devenait aujourd'hui son subordonné. Il le salua avec autant d'admirative sympathie et encore plus de respect qu'au quartier général de Pont-Saint-Vincent.

Castelnau lui offrit une tasse de café noir bien chaud.

— Bonne idée! répondit Foch.

Le canon faisait rage. A chaque instant, une nouvelle arrivait. Notre 56ᵉ division et notre 4ᵉ corps étaient attaqués furieusement par le 18ᵉ corps actif, le 18ᵉ corps de réserve et le 21ᵉ corps allemands, soutenus par le 1ᵉʳ corps bavarois.

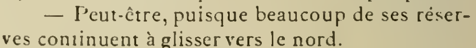
— Le moral de nos troupes ?

— Parfait.

— La route de Paris ?

— Gardée.

— D'ailleurs, ce n'est peut-être pas de notre côté que l'ennemi compte percer.



— Peut-être, puisque beaucoup de ses réserves continuent à glisser vers le nord.



GÉNÉRAL CONNEAU.
Photo Rol.

— Ici, il veut surtout nous immobiliser, et nous tuer du monde. Je vais voir ce qui se passe à notre flanc gauche. C'est le point visé.

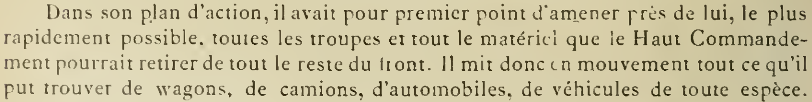
A six heures du matin, Foch serra avec émotion la main de Castelnau et, par la route de Saint-Pol, en longeant le formidable champ de bataille, se dirigea vers Aubigny. A neuf heures, il était au poste de commandement du général de Maud'huy.

La canonnade redoublait. L'extrême gauche de notre ligne s'étendait à peine jusqu'à Lens. Notre 10ᵉ corps, notre 10ᵉ division de cavalerie et notre 70ᵉ division de réserve résistaient au choc des forces allemandes continuellement accrues.

Du côté de Lille, se trouvait le corps de cavalerie du général Conneau. Là, aucune action ne s'était encore engagée.

Le lendemain, 6 octobre, Foch, s'étant rendu compte de la situation, établit son quartier général à Doullens.

Dans son plan d'action, il avait pour premier point d'amener près de lui, le plus rapidement possible, toutes les troupes et tout le matériel que le Haut Commandement pourrait retirer de tout le reste du front. Il mit donc en mouvement tout ce qu'il put trouver de wagons, de camions, d'automobiles, de véhicules de toute espèce.



D'autre part, il s'efforça de consolider le rempart humain de la France et d'en obstruer immédiatement les moindres brèches.

Mais l'exécution de ce plan, pourtant si simple, allait être rendue fort difficile par une décision de l'armée britannique.

Le maréchal French avait demandé que ses troupes fussent transportées dans la région de Lille. Il voulait ainsi être au poste de danger, tout en se rapprochant de sa base. Le général Foch connaissait l'armée anglaise pour l'avoir étudiée de près, comme chef de mission à Londres. Quelques semaines avant la guerre, au camp de Mailly, pendant la manœuvre, il s'était longuement entretenu avec des officiers anglais en mission. Certes, à cette heure-là, aucun de nos soldats ne croyait la guerre si prochaine. Mais, dans les yeux des officiers britanniques examinant nos soldats, et dans les yeux de Foch allant de nos soldats aux officiers britanniques, nous lisions cette pensée : « Comment, dans la prochaine guerre, entre les armées de France et de Grande-Bretagne, s'effectuera la cohésion indispensable à la victoire ? »

D'ailleurs, si Foch rendait pleine justice à la vaillance et à la ténacité de nos alliés, il savait que leurs traditions militaires se prêtaient mal aux évolutions





LA CHUTE D'ANVERS
par MALFROY

rapides qu'exige la guerre actuelle. Il en eut la preuve quelques mois après. L'armée britannique commandée par le maréchal French ne se trouva complètement en position, dans la région de la Lys, que le 21 octobre.

Les épreuves de l'armée belge.

Entre le nouveau secteur anglais et la mer venait de se constituer un secteur belge. Mais, de ce secteur belge, les alliés ne pouvaient pas, pour le moment, attendre un concours efficace.

Les troupes du roi Albert Ier, après avoir combattu de leur mieux dans le camp retranché d'Anvers, étaient parvenues à échapper à la tenaille allemande, grâce à l'appui d'une division anglaise et de nos fusiliers marins. Elles se reformaient derrière l'Yser, tandis que le gouvernement belge se reconstituait au Havre.



ANVERS. (Photo Rol.)

En vérité, ces troupes avaient supporté des épreuves qui dépassaient leurs forces.

Tandis que l'armée d'Amade manœuvrait en France sur le flanc de l'ennemi, une armée belge, forte de 60 000 hommes, s'était concentrée dans le camp retranché d'Anvers, avec l'intention d'accomplir une tâche analogue. Ses communiqués ne laissaient rien ignorer de ses excellentes intentions. Mais l'ennemi savait qu'elles étaient irréalisables.

Le 24 août, l'armée d'Anvers avait tenté une sortie du côté de Malines, vers une ligne que son état-major détermine ainsi : Wolwerthem, Grimberghem, Pont-Brûlé, Eppeghem, Sempst, Hofstade, Boortmeerbeck, Haecht, la Demer. Terrain défavorable, munitions insuffisantes, préparation d'artillerie à peu près nulle : tout vouait à la défaite une entreprise qui d'ailleurs venait trop tard. Les Belges s'étaient d'abord emparés de Malines, de Hofstade, de Sempst, d'Eppeghem. Mais leur aile gauche, leur aile droite et leur centre avaient été successivement paralysés par les travaux de l'artillerie de l'ennemi. Leurs troupes en assez bon ordre, puis la population dans un désordre sans nom, avaient reflué vers Anvers. Un communiqué français tenta de rassurer l'opinion en répétant : « L'armée belge est prête : sa retraite sous le canon d'Anvers est une opération prévue qui ne porte aucune atteinte à son incontestable puissance ».

Les fortifications d'Anvers constituaient une ceinture d'ouvrages bétonnés et cuirassés. Leurs éléments principaux étaient établis pour résister aux chocs et explosions des obus de 210 millimètres. On croyait alors que l'obusier de 210 était la pièce la plus puissante des équipages de siège, en Allemagne comme en France. La France avait inventé une pièce de 220, mais elle n'en possédait que de très rares exemplaires. Pourtant, certaines expériences faites en Russie, en novembre 1912, auraient dû

nous servir d'avertissement. Trois officiers français, accompagnés du général Deguise, gouverneur d'Anvers, s'étaient rendus à Otchakoff, sur les bords de la mer Noire. Devant eux, des tirs furent exécutés, dans l'île de Bérézane, contre un fort bétonné et cuirassé, pour mesurer la capacité de résistance de cet ouvrage. On essaya un obusier de 280 qui venait du Creusot. Effets foudroyants! Aucun des forts construits en Belgique et en France n'aurait pu résister. « Considérez, ajouta le grand-duc Serge en se tournant vers ses hôtes, considérez, Messieurs, que l'Au-



REOCCUPATION DE TERMONDE. - LES BELGES DÉFILENT DANS LES RUINES.
(Photo Branger.)

triche-Hongrie vient d'introduire dans ses équipages de siège des mortiers de 420. »

En ce qui concerne Anvers, on sait que, au début de la guerre, ses fortifications étaient inachevées, son matériel d'artillerie insuffisant, son armée incomplète. Pourtant, cette armée d'Anvers tenta plusieurs opérations pour retarder la marche de l'ennemi contre la ceinture des forts. Après le départ de l'armée, le général Deguise usa de tous les moyens pour prolonger la lutte. Après la perte des défenses les plus importantes, celle de la rive droite de l'Escaut, il résista sur la rive gauche. Mais le 10 octobre, il fut fait prisonnier au fort Sainte-Marie. Le surlendemain, l'ennemi entra à Anvers.

Si les épreuves de l'armée belge dépassaient ses forces, les épreuves de la population belge dépassaient toute imagination humaine. Les noms d'un grand nombre de villes, de Termonde, de Louvain, par exemple, sont devenus des noms de martyres.

A Termonde, après un bombardement, l'ennemi entra, pillant tout, mettant le feu aux quartiers riches, relâchant les détenus de droit commun. Un médecin militaire allemand écrivait alors dans une lettre intime : «Ici, on mange du pain bis et du lard ; on boit le vin rouge d'un curé fusillé ; les maisons belges flambent si bien, c'est un plaisir de les voir ! » Quand l'armée belge revint vers Termonde, le 10 septembre, l'ennemi s'éloigna en renouvelant ses atrocités. Un civil fut attaché en croix à la porte de sa maison, main gauche liée à la poignée de la porte, main





Amiral RONARC'H

droite à la sonnette, ventre percé de cinqs coups de baïonnette à crans. Un mois plus tard, l'ennemi rentra dans la ville: il ne laissa debout que 282 maisons sur 1400. Un témoin, vieux soldat britannique, déclarait: « J'ai combattu en Afrique et je jure que les Zoulous et les Basoutos, comparés aux Allemands, sont des gentlemen. »

Aux yeux des Allemands, le premier crime de Louvain était de commander, avec Malines, la route de Liége à Anvers. Son second crime était d'être le siège de l'Université catholique, c'est-à-dire un centre d'esprit latin en Belgique. Ils frappèrent à mort Louvain pour s'assurer une route commode et pour répandre en Belgique une terreur salutaire. A leur violence sans nom, ils donnèrent pour prétexte que les habitants de Louvain avaient tiré des coups de fusil, de revolver, de pistolet, et que des ecclésiastiques avaient déterminé la population à accueillir les francs-tireurs. Que s'était-il passé, en réalité? Le 25 août, un combat entre les troupes belges et les troupes allemandes s'était engagé dans les environs. Les soldats allemands, ivres pour la plupart et en proie à la panique, ouvrirent le feu au hasard. Le Palais de Justice, le théâtre, les écoles, l'église Saint-Pierre, l'Université avec sa bibliothèque aux 200000 volumes, furent incendiés. Pendant huit jours, la ville entière resta livrée au pillage. Ce qui n'était pas enlevé était brisé ou souillé. On compta 210 civils tués, 2217 maisons brûlées, dans Louvain et dans sa banlieue.

En Belgique, les Allemands déployaient toute leur perfidie en même temps que toute leur cruauté. Ils s'efforçaient d'exciter les Flamands contre les Wallons. C'était là un des stratagèmes politiques dont ils espéraient le plus. L'amiral von Tirpitz, l'homme de la piraterie sous-marine et des intrigues souterraines, affirmait: « L'issue du conflit universel est dans la séparation des Wallons et des Flamands. »

Dans les villes, les bandits en uniforme allemand répétaient: « Les civils ont tiré ». Partout, les enquêtes établissent qu'aucun civil n'était porteur d'armes.

Le chancelier de l'Empire allemand, Bethmann-Hollweg, affirma le 2 septembre 1914: « Des jeunes filles belges ont crevé les yeux des blessés allemands. Des femmes belges ont tranché le cou à des soldats allemands endormis sous leur toit et à qui elles avaient offert l'hospitalité .» De ces assertions, il mesurait la monstrueuse absurdité. En les reproduisant, il se faisait le complice des forfaits passés et l'instigateur des forfaits nouveaux.

De son côté, Guillaume II envoyait au président Wilson cette dépêche: « Les traitements atroces infligés en Belgique par les femmes, par les enfants, par les prêtres même, aux soldats allemands blessés et aux médecins des ambulances, ont été si abominables que nos généraux se sont vus finalement obligés de semer la terreur dans la population avide de sang. Mon cœur saigne de voir que de semblables mesures sont rendues nécessaires. »

Dans la suite, pour bien montrer au président Wilson ce que peut endurer un cœur allemand même lorsqu'il saigne, Guillaume II fera noyer par ses submersibles des femmes et des enfants d'Amérique.

Après tant d'épreuves matérielles et morales, le secteur belge, de Dixmude à Nieuport, apparut à l'ennemi comme « une part de résistance moindre ». Il s'y précipita. Les Belges furent soutenus à gauche par la flotte britannique, à droite par nos fusiliers marins, brigade admirable de fougue, de foi et de ténacité, que commandait le contre-amiral Ronarc'h.

Guillaume II dans les Flandres.

L'ennemi, pour ne pas manquer son coup, accumula de ce côté des forces qui nous firent pressentir son dessein. Le général Joffre créa, entre la mer et la Lys, un détachement d'armées que bientôt il transforma en une armée véritable, sous le commandement du général d'Urbal.

En face du danger qui allait croissant, restait à unifier autant que possible le



ARRAS. — LE BEFFROI. Photo Pol.)

commandement des forces dont nous disposions dans le Nord. Après avoir placé le général Foch à la tête des armées françaises opérant entre la mer et la Somme, le généralissime lui confia la tâche «de coordonner, avec les opérations des armées françaises, les opérations de l'armée belge et de l'armée britannique».

Pendant que nous prenions en hâte ces mesures indispensables, l'ennemi, à la faveur des combats d'avant-garde où il se heurtait à la cavalerie française et à la cavalerie britannique, commençait à déclencher ses attaques en masses profondes. Il était résolu à ne rien épargner pour obtenir la victoire sur l'Yser.

Dans cette région des Flandres, il avait amené seize corps d'armée, au premier rang desquels il signalait fièrement quatre de ses plus fameux corps de cavalerie et la Garde prusienne.

En face de l'Yser, s'avançait l'armée du duc de Wurtemberg ; en face de la Lys et d'Arras, l'armée du Kronprinz de Bavière. Bientôt, entre les armées des deux princes, fut introduit un détachement d'armées sous les ordres du général von Fabec : par ce vigoureux appui devait être hâtée la victoire grandiose, que l'Allemagne entière croyait certaine.



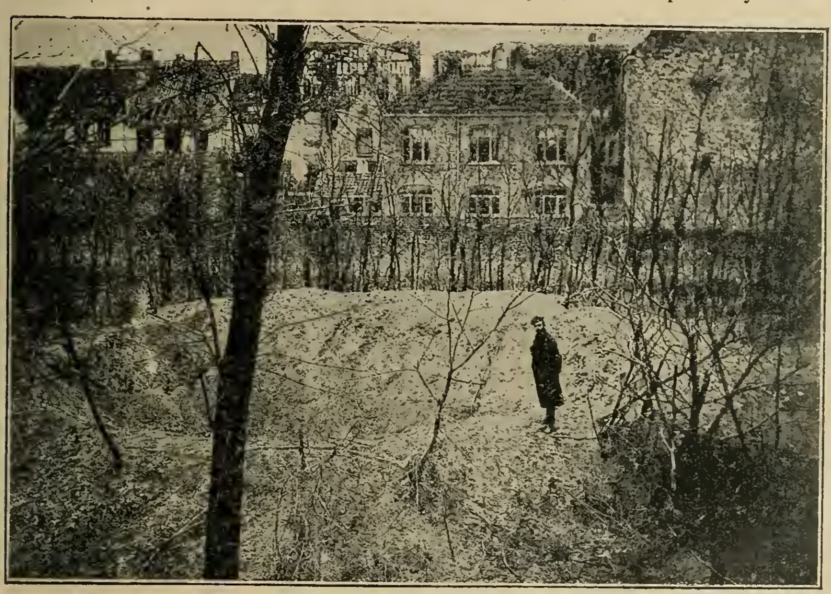


NOYADES DE NIEUPORT

Un détachement d'infanterie allemande cerné par l'eau dans un hameau au sud de Nieuport, en est chassé par l'incendie et par une batterie de 75. (D'après un combattant.)

Là dessus, Guillaume II arriva dans les Flandres. Il annonça au monde que ses armées invincibles allaient entrer à Ypres et qu'il y proclamerait l'annexion définitive de la Belgique à l'Empire allemand.

Les nombreuses unités de formation récente prouvaient à quel point l'organisation militaire allemande était perfectionnée. Au début de la guerre, l'Allemagne comptait 4600 000 soldats exercés et 5600000 soldats non exercés. Elle disposait de cadres si nombreux, si expérimentés, si actifs, qu'en moins de quatre mois ses recrues furent en état de combattre. Avant la fin d'octobre 1914, elle avait pu envoyer dans



A DIXMUDE. (Photo Meurisse.)

les Flandres plus de 200 000 jeunes gens, qu'elle appelait des « volontaires ». Et, avant le 1er janvier 1915, pour combler des vides sans cesse plus nombreux, elle put jeter dans la fournaise quatre nouveaux corps formés avec la même prodigieuse rapidité.

L'énorme attaque allemande, commencée le 13 octobre, se concentra vers Dixmude, dans la nuit du 20 au 21. Sous les moyens nouveaux de destruction que l'ennemi mettait en œuvre : artillerie lourde à tir plus rapide et lance-flammes (*Minenwerfer*) plus puissants, Dixmude s'anéantit et l'armée belge plia.

Forcée d'abandonner Keyem et Beerst, l'armée belge désespéra de défendre l'Yser. Ses dernières réserves avaient été engagées. Les munitions lui faisaient défaut. Bien que nos héroïques fusiliers marins eussent repris Beerst, l'état-major belge voulait se replier sur Dunkerque.

Foch devina cette résolution. Il accourut.

— On peut encore tenir, toujours tenir. Vous n'avez qu'à choisir une ligne de défense. Celle-ci, par exemple.

Et Foch soulignait de l'ongle, sur une carte, le remblai de la voie ferrée de Nieuport à Dixmude.

Il ajouta :

— Pour assurer votre défense, nous appellerons l'eau à votre secours. L'inondation a sauvé jadis la Hollande. Elle sauvera aujourd'hui la Belgique.

L'eau devint, en effet, un prompt et admirable rempart. Un capitaine trouva un garde qui connaissait à fond les écluses de Nieuport. En hâte, on boucha les ponts du chemin de fer et, le 28, on ouvrit les écluses. Tout de suite, chez l'ennemi, l'artillerie s'enlizait et l'infanterie fuyait sans tourner la tête. Le suprême lambeau du sol belge était soustrait à l'ennemi.



NOS FUSILIERS DANS LES DUNES. (Photo Meurisse.)

A nos alliés de Belgique, Foch avait assuré un autre secours que, depuis la bataille de la Marne, le monde militaire pouvait estimer à sa valeur : le secours de la 42e division (général Grossetti). Une contre-attaque de cette vaillante division avait infligé à l'ennemi une humiliante leçon. Foch consacra notre succès en installant, le 24, son quartier général à Cassel.

Mais l'ennemi n'avait nullement renoncé à son entreprise. Le 30, après une préparation d'artillerie lourde où l'on reconnaissait les canons formidables du siège d'Anvers, il se précipita sur le secteur belge; ses colonnes s'avançaient comme d'interminables machines de guerre, au son aigre des fifres, au bruit ligneux des tambours plats, aux accents rauques de la chanson *Deutschland über alles*.

Après avoir enlevé Ramscapelle, entre Nieuport et Dixmude, il creva le centre de nos alliés.

Mais la 42e division reparut. D'une charge à la baïonnette, elle rompit les colonnes allemandes et en bouscula au loin les débris. L'ennemi ne put tirer d'affaire que ses canons les plus légers.

Le même jour, devant Dixmude, même attaque en masses contre le 1er corps britannique. Sous les projectiles de gros calibre et les assauts forcenés, nos alliés cédaient du terrain. Leur repli laissait à découvert notre 9e corps. Le général Dubois envoya à leur secours toutes les troupes qui ne lui étaient pas absolument indispensables. Renfort insuffisant. Il dut s'adresser à Foch pour avoir des réserves.

Sur-le-champ, dans la nuit, Foch se rend à Saint-Omer, où le maréchal French a son quartier général. Au moment de se faire introduire, il regarde sa montre à la lueur d'une allumette. Une heure et demie du matin ! Qu'importe? Le temps presse. Il faut réveiller French :

— Monsieur le Maréchal, avez-vous encore des forces disponibles ?

— Je n'en ai plus.

— Aussi, je vous amène celles que j'ai : huit bataillons que le général Joffre m'envoie. Prenez-les.

— Je les prends. Comptez sur nous !

Le lendemain, la résistance britannique déployait une énergie nouvelle, grâce à cette aide imprévue. Mais les renforts que recevait l'ennemi étaient écrasants. Il s'empara de Gheluvelt et pénétra jusqu'à Hooge. Vers quatorze heures, les plus vaillants bataillons lâchaient pied. Était-ce donc la retraite irréparable ?

Le général Dubois mesura tout le danger que courait son corps d'armée. Il se fit conduire à toute vitesse près du général d'Urbal, établi à Vlamertynghe, à 4 kilomètres à l'ouest d'Ypres.

Là, par bonheur, il trouva Foch qui l'interrogea comme il avait interrogé d'Urbal.

Avant tout, Foch veut voir clair. Des renseignements précis qui lui sont donnés, il conclut :

— Pour que le 16e et le 32e corps aient le temps de nous arriver, nous devons tenir vingt-quatre heures, à tout prix.

Au moment où il prononce ces mots, l'automobile du maréchal French, très heureux hasard, passe à Vlamertynghe. Le maréchal, apprenant que Foch souhaite le voir, descend de voiture. Son front se courbe au poids des plus terribles préoccupations.

Une de ses divisions vient d'être fauchée. Le général Douglas Haig a tout essayé pour rétablir la résistance, en se mettant à la tête d'une brigade de la garde. Autour de lui, ses hommes sont tombés par milliers, et presque tout son état-major a péri.

— Monsieur le Maréchal, s'écria Foch, vous n'allez pas ordonner la retraite ?

— Général, elle est inévitable. L'ordre est signé. Le voici.

— Si vos deux corps d'armée se replient, c'est le débordement de ma gauche. Quoi ! l'armée anglaise ferait ce qu'elle n'a jamais fait dans l'histoire, elle se déroberait ! Et si vous vous retirez en pleine bataille, à quoi vous exposerez-vous ? A la poursuite, la pire des catastrophes. Ce qu'il faut, c'est tenir, tenir, tenir. Nous tiendrons ensemble. C'est le devoir. Ce sera le salut !

Tout en parlant ainsi, Foch avait pris l'ordre de retraite signé de French et, au verso, il écrivait des indications pour la suprême résistance, indispensable, acharnée, victorieuse. Il remit ce qu'il venait d'écrire à French, en lui disant :

— Si la vieille et illustre infanterie de Wellington ne peut plus tenir à l'abri de ses tranchées, les petits soldats de France iront se faire tuer à sa place.

French reprit la feuille de papier, biffa d'un trait ce qu'il avait signé et ajouta au-dessous de ce que Foch avait écrit : « Obéir aux ordres du général Foch. »

Les ordres nouveaux furent portés aux lignes. On tint. Une brigade française arriva avant la nuit. Ce fut la victoire.

Ainsi, sous le feu de l'ennemi, Foch avait ébauché cette unité de commandement qui ne devait être constituée que quatre ans après, pour la victoire définitive.

A ce moment, l'unité manquait, même dans le commandement particulier de la Grande-Bretagne. French n'a pas hésité à révéler ses malentendus avec Kitchener. Reproduisons les termes dont il s'est servi : « Le ministre de la Guerre, dans son désir passionné d'intervenir dans les opérations, me transmettait par le télégraphe toutes sortes de directives pour des situations que, de Londres, il ne pouvait pas juger. Sans cesse, il insistait pour que je fisse au général Joffre des propositions inexécutables. Je décline donc toute responsabilité pour les événements qui ont pu se passer dans le Nord. Rien de plus dangereux que de réunir dans une même main les rôles de ministre de la Guerre à Londres et général en chef en France. Puisse cette leçon profiter à l'avenir ! On a eu si grand tort d'oublier la leçon de Sedan, désastre dû en partie à l'ingérence de Paris dans les opérations de l'armée, et la leçon

de la guerre de Sécession, laquelle se prolongea pendant des années par suite de l'intrusion répétée du secrétariat d'État dans le commandement ! »

A propos des entrevues tragiques de Saint-Omer et de Vlamertynghe, sur lesquelles nous possédons enfin des renseignements complets, French nous trace ce portrait saisissant de Foch : « Je l'ai connu dans un de ses voyages en Angleterre. Entre nous deux se noua tout de suite une fidèle et solide amitié. C'est un



EN BELGIQUE. — LES HALLES D'YPRES APRÈS UN PREMIER BOMBARDEMENT.

les plus grands chefs qu'on puisse rencontrer. Il juge une situation militaire avec la clairvoyance la plus brusque et l'exploite avec la plus souple habileté. Dans l'expression de son visage, on lit son énergie. Son mot d'ordre constant : « Attaque ! « Attaque ! », reflète toute son âme. »

De son côté, Foch nous a dit de French et de ses troupes :

« A Ypres, l'ennemi était dans l'obligation de vaincre, sinon sa manœuvre échouait définitivement sur le front occidental. Les Alliés reçurent le choc avec des effectifs restreints, des munitions comptées et rares, une faible artillerie lourde. Toute relève leur était interdite par la pénurie de troupes. Pour ne citer qu'un exemple, le 1er corps britannique resta engagé du 20 octobre au 15 novembre, au milieu des plus violentes attaques et malgré d'effroyables pertes. Mais, à cette dernière date, la bataille était gagnée. Les Alliés avaient infligé un retentissant échec à l'ennemi, sauvé les communications de la Manche et fixé l'avenir de leur coalition. Si l'union étroite du commandement allié et la valeur des troupes ont permis ces glorieux résultats, c'est que le maréchal French a déployé la plus entière droiture, la plus complète confiance, la plus grande énergie. La Grande-Bretagne a trouvé en lui un grand soldat. Il a maintenu ses troupes à la hauteur de celles de Wellington. »







LA MAISON DU PASSEUR
par F.-CH. BAUDE

Pour le salut d'Ypres et de Calais.

Le 1er novembre, la lutte reprit avec fureur. Un corps d'armée bavarois s'empara de Messines, à 9 kilomètres au sud d'Ypres. Foch lança de ce côté le général Mazel, avec un peu de cavalerie, un peu d'artillerie et des cyclistes.

Le lendemain, l'attaque en masses était dirigée par l'ennemi entre la Lys et Dixmude. Pendant quinze jours, elle se renouvela sans interruption, en se renforçant toujours. Cinq corps d'armée et une division de la Garde finirent par s'y épuiser.

Même attaque sur Ypres, à partir du 3. Foch y envoie notre admirable 20e corps, dans des camions automobiles. Pas un moment de repos. Il faut que nos fusiliers marins, notre 89e division territoriale, notre 32e corps, si impatiemment attendus, nos cavaliers, nos cyclistes, écartent à coups répétés les réserves allemandes qui se ruent sur Dixmude, le château de Woummem, Merckem, Bixschoote.



LES INONDATIONS DE L'YSER. (Photo Meurisse.)

Dixmude avait coûté à l'ennemi des flots de sang ; Bixchoote, un déluge d'acier. Nos fusiliers marins reprirent Dixmude en perdant la moitié de leurs effectifs et presque tous leurs officiers.

Mais l'ennemi était sur le point de tourner le saillant d'Ypres que notre 16e corps défendait avec tant d'opiniâtreté. Foch lança de ce côté notre 22e brigade, avec deux corps de cavalerie.

Nous étions forcés d'attaquer sans relâche toutes les armées allemandes, pour les empêcher de faire bloc contre Ypres. Au nord et au sud de la ville, les troupes d'Urbal, pour donner de l'air au saillant d'Ypres, combattaient jour et nuit.

Dans un des combats les plus durs, vers Driegrachten, l'ennemi avançait, dissimulé par un bouclier formé de prisonniers français, dont un zouave. En voyant nos troupes trompées par ce lâche stratagème, le zouave cria : « Tirez donc, au nom de Dieu ! » Écho sauvage et superbe du mot de d'Assas : « A moi, Auvergne, ce sont les ennemis ! »

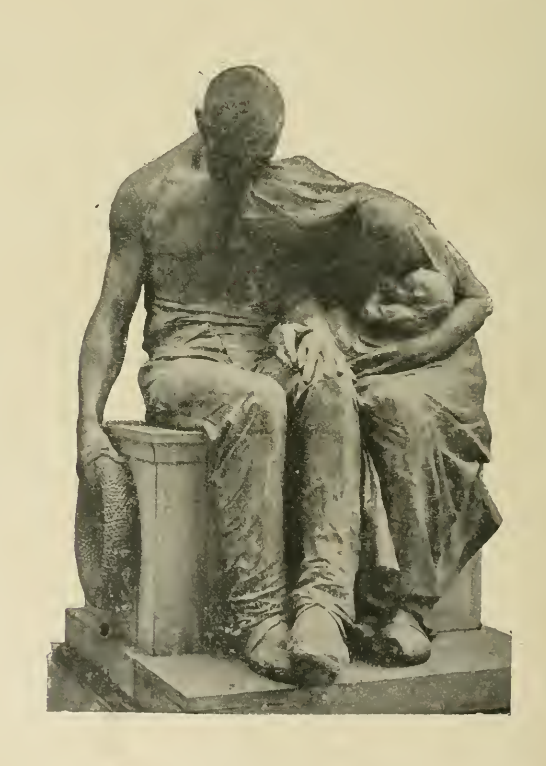
Dans cette même bataille se passa une scène à la fois si dramatique et si pittoresque qu'elle semble un chef-d'œuvre de notre vieux théâtre héroï-comique. L'ennemi avait percé la ligne anglaise et allait entrer à Ypres. Le général Moussy prit tous les hommes disponibles et en forma un détachement. Ces hommes, c'étaient des sapeurs, des sentinelles, des soldats d'escorte, des ordonnances, des soldats du train, des cuisiniers. Beaucoup d'entre eux étaient sans armes. Ils s'armèrent comme ils purent, qui d'un fusil, qui d'un revolver, qui d'un sabre de cavalerie. L'homme

au revolver disait à l'homme au sabre, qui était un cuisinier : « Tu vas les embrocher : cela te connaît. » En route, on ramassa les fusils et les cartouches des morts. Le détachement augmentait en forces dans son élan contre l'ennemi. L'ennemi le vit arriver comme une trombe. En vain il s'efforça de l'anéantir homme par homme. Il fut culbuté et cloué sur place. Cohue sublime ! Cette poignée de braves nous apparaît comme le symbole de la France entière, surgissant contre l'envahisseur, en une magnifique frénésie d'abnégation et de foi.

Ypres était sauvée. Réduit à l'impuissance, l'ennemi quittait la place en abandonnant des cadavres par centaines de mille. Un Belge s'écriait : « Il y avait devant les lignes françaises autant de cadavres gris vert qu'il y a de pommes de terre dans nos plaines, aux jours de l'arrachée. »

Foch n'avait pas assez de cavalerie, pas assez d'artillerie, et même pas assez d'infanterie, pour la poursuite de l'ennemi vaincu. Mais notre victoire n'en est pas moins significative. Notre front s'était solidement organisé de La Bassée à la mer.

L'ennemi, en dépit de ses sacrifices sans précédent, ne parvenait pas à déborder notre gauche. Guillaume II manquait Calais, comme il avait manqué Nancy et Paris









BOMBARDEMENT D'ARRAS
par G. FRAIPONT

Chapitre XII

LA GUERRE HORS DE FRANCE

L'Allemagne a besoin d'une victoire sur le front russe.

Après sa défaite dans les Flandres, l'Allemagne s'efforça de prendre une revanche capable de faire oublier à ses populations tant d'humiliations et de pertes.

D'abord, elle s'en prit aux villes françaises qu'elle avait à portée de son artillerie, en visant surtout les monuments qui étaient la gloire de ces villes et faisaient partie du patrimoine moral de la civilisation. Elle bombarda Reims, Soissons, Compiègne, Arras, Ypres. A Arras, le délicieux Beffroi ; à Ypres, la Halle aux Drapiers, précieuse comme une châsse, sont anéantis. La cathédrale de Reims, véritable Parthénon chrétien, est irréparablement mutilée. Sublimes monuments d'art, transformés en poignants témoignages de barbarie.



LES COSAQUES CAMPÉS EN PRUSSE ORIENTALE.
(Photo Brancer.)

Pendant les derniers jours de 1914, les armées françaises travaillèrent à organiser leurs tranchées et à assurer leurs communications. Que de choses il y avait à faire pour les protéger un peu! A chaque instant, leur travail était interrompu par des attaques et des contre-attaques. Depuis la mer du Nord jusqu'à la frontière de Suisse, se succédèrent des opérations, étroites mais si nombreuses, rapides mais si sanglantes! C'est surtout en Argonne que le sang coula. En Argonne, nos tranchées, à peine ébauchées dans la boue, connurent alors des tortures et des martyres sans nom.

Quant à la presse allemande, elle ne cessait de crier victoire. Elle annonçait des succès également prodigieux en Argonne, sur l'Aisne, en Artois, sur la Somme.

Si l'Empereur n'était pas entré à Paris, c'est qu'il préférait châtier d'abord l'Angleterre. S'il n'avait pas installé son quartier général à Calais, c'est qu'il voulait, pour y faire son entrée, que la saison des inondations fût finie. Il conviait l'Alle-

magne à regarder vers la Pologne, vers la Russie, vers la Turquie, vers le monde de l'Islam, où la force allemande allait se manifester irrésistible.

La presse allemande glorifiait, avec une ardeur croissante, les victoires remportées récemment par Hindenburg en Prusse orientale. Pour les théoriciens militaires au service de Guillaume II, la bataille de Tannenberg était exactement semblable à celle de Cannes, et Hindenburg qui, comme Annibal, avait su attirer ses adversaires pour les envelopper et les détruire, était supérieur à Annibal, puisqu'il assurait la victoire définitive à son pays.

Sanglantes alternatives.

Il fallut à la presse allemande une habileté toute spéciale pour masquer l'insuccès auquel courait cet Annibal prussien.

Au commencement d'octobre de la même année 1914, les armées russes battirent Hindenburg à Augustowo et le rejetèrent impitoyablement derrière ses chers lacs de Mazurie.

D'autre part, les armées russes du Sud, sous la conduite de Broussilof et de Rousski, avaient pénétré en Galicie orientale, battu les Autrichiens à Lemberg, investi Przemysl, longé les monts Carpathes et gagné les environs de Cracovie.



LES COSAQUES DANS LA VILLE DE LYCK (PRUSSE ORIENTALE). (Photo Vidal.)

Enfin les armées russes du centre, ayant achevé leur concentration derrière la Vistule, avaient poussé leur marche victorieuse jusqu'à la ligne Lublin-Kholm et rejeté les Autrichiens vers la Galicie.

Guillaume II usa alors de la seule méthode dont on puisse tout attendre : il réalisa l'unité de commandement, en obtenant, sur les armées austro-hongroises, la même autorité que sur les armées allemandes.

Grâce à la situation privilégiée des Empires centraux dans la Guerre du Droit, il envoya, par toutes les voies ferrées, des renforts à l'armée d'Hindenburg, qui, en secret, se réorganisait au fond de la Silésie.

Au signal de l'Empereur allemand, les troupes autrichiennes firent une bruyante diversion vers Przemysl, tandis que Hindenburg se dirigeait à marches forcées vers la Vistule moyenne. Mais son avance fut arrêtée net par l'armée du grand-duc Nicolas : il dut regagner la Silésie. Allemands et Autrichiens étaient battus en même temps.

Hindenburg réorganisa son armée dans une région plus septentrionale, près de



Sanglantes alternatives.



… les monts Carpathes et gagné les environs de Cracovie.

Enfin les armées russes du centre, ayant achevé leur concentration derrière la Vistule, …



LES RUSSES DANS LES CARPATHES

L'avant-garde russe traversant le col de Tuchta

Thorn Sur un second signal de Guillaume II, cette armée attaqua entre la Vistule et la Wartha, pendant que les Autrichiens franchissaient les Carpathes et entreprenaient une manœuvre d'enveloppement sur l'aile gauche des Russes.

Tout d'abord, les Allemands semblèrent l'emporter. Tandis que leur armée de Thorn, confiée à Mackensen, se ruait en colonnes massives vers Lods, une autre armée, qu'ils avaient formée en Silésie, s'avançait vers la Wartha à marches forcées. Mais le grand-duc Nicolas obtint de ses troupes un magnifique élan. Mackensen, cerné le 24 novembre 1914, ne s'échappa qu'en faisant massacrer la moitié de ses troupes. Quant aux Autrichiens, ils furent battus au débouché des Carpathes.

Guillaume II, généralissime des forces allemandes et austro-hongroises, entreprit une troisième tentative vers Varsovie. Il nomma Hindenburg maréchal et le lança vers Lods pour crever le front russe. La ville de Lods fut prise, mais le front russe ne céda pas.

Quatrième tentative. Le 12 février 1915, Guillaume II, méprisant les rigueurs de l'hiver aussi bien que les difficultés des communications, reconstitua l'armée d'Hindenburg, dans la Prusse orientale, et la lança vers Varsovie, à travers la région des Lacs. Les Russes durent abandonner la région des Lacs. Mais, le 27 février 1915, Hindenburg, en marche vers Varsovie, fut battu à Prasnicz et laissa aux mains du grand-duc Nicolas, avec un important matériel de guerre, près de 12 000 prisonniers.

Le grand-duc Nicolas résolut alors de pousser à fond une attaque dans la région des Carpathes. Depuis le col de la Dukla jusqu'au col d'Ujok, à travers des obstacles qui semblaient insurmontables, les troupes russes avancèrent superbement. Le 22 mars 1915, Przemysl leur ouvrait ses portes. La Hongrie allait donc être envahie.

La Dunajec et la retraite russe.

Plus que jamais, Guillaume II avait besoin d'une victoire éclatante. Plus que jamais, il pouvait et devait la chercher sur le front oriental. Par les agents qu'il entretenait en France, il savait que l'armée française ne tenterait pas de grande offensive tant que son matériel de guerre ne serait pas largement complété. En secret, il entassa des troupes dans le sud, près de la Silésie et aux environs de Cracovie, sous le commandement de Mackensen. Il lui envoya toute l'artillerie lourde que la maison Krupp venait d'achever, et il y ajouta, au dernier moment, neuf divisions prises sur le front français.

Ces divers préparatifs furent achevés vers le 25 avril 1915. Alors, il eut recours à tout un système de diversions. Il précipita en Courlande plusieurs divisions de cavalerie. Tandis que les bulletins officiels de Berlin célébraient bruyamment les foudroyants effets de ce raid, Mackensen qui, depuis le 1er mai, attendait le signal, jeta ses colonnes massives et son artillerie lourde sur la Dunajec.

Le grand-duc Nicolas ordonna la retraite. Les arrière-gardes russes surent résister, jusqu'à la mort. Tous les accidents dont le sol se hérisse étaient employés à épuiser l'ennemi. Les forteresses étaient défendues jusqu'à l'extrême limite, puis vidées. A chaque instant, des charges à la baïonnette permettaient de maintenir la cohésion de l'armée qui se repliait.

L'ennemi s'empara de la Galicie, de la Pologne, de la Courlande, de la Volhynie.

Pendant ces mois, si terribles pour la Russie, l'émotion était grande en France. Au début de l'offensive allemande, nos amis de Russie nous avaient dit : « Varsovie

sera abandonnée, s'il le faut. » Et comme nous rejetions cette idée, ils avaient ajouté : « Toutes nos places fortes du Nord-Ouest seront abandonnées de même, parce qu'il le faudra. »

Vers la fin d'août 1915, après avoir combattu du sud au nord, sur le Sereth, sur le Dniester et sur la Lipa, comme sur le Bug, sur la Vistule, sur la Narew, sur le Niémen, sur la Duna et dans le golfe de Riga, les armées russes se regroupèrent en un front solide qui s'étendit de Riga au Dniester.

Guillaume II proclamait : « La Russie est désormais hors de cause. » A quoi les Russes fidèles répondaient en prêchant « la guerre sainte ».

Le 6 septembre 1915, le Tsar envoya le grand-duc Nicolas au Caucase, en qualité de vice-roi, et prit lui-même le commandement de ses troupes d'Europe. Il voulait ainsi montrer sa ferme résolution de continuer la lutte jusqu'à la victoire. Peut-être aussi se sentait-il plus en sûreté au front qu'à l'arrière.

Pendant le reste de l'année 1915, ses armées, par de sanglants combats, particulièrement, au nord, près de Riga, au sud, sur la Styr et sur la Stripa, continuèrent à barrer la route à l'envahisseur.

Pour équiper ses soldats, il mit toutes les usines à la disposition des autorités militaires. Pour les armer, il eut recours aux États-Unis, au Canada, au Japon. Le Japon, dont nous allons voir le rôle pendant la Guerre du Droit, lui expédia des canons et des fusils avec leurs munitions.

Depuis la première heure, la France et l'Angleterre aidaient de leur mieux la Russie. Les transports ne pouvaient se faire ni par la mer Noire, ni par la Baltique, ni par les chemins de fer européens : toutes ces voies étaient coupées par l'ennemi. Il fallait donc passer soit par le chemin de fer transsibérien, soit par l'océan Glacial ou par l'océan Pacifique. Sur l'océan Pacifique, on réussit à débloquer pendant tout l'hiver, avec des brise-glaces, le port de Vladivostok. Sur l'océan Glacial, le port d'Arkhangel, pendant tout l'hiver, restait bloqué. Mais, au nord-ouest d'Arkhangel, sur la côte mourmane, près de Kola, le gulf-stream a raison des glaces. On construisit une voie ferrée qui rattacha la côte mourmane a Pétrograd. Enfin on rendit plus praticable le chemin de fer transsibérien, qui permettait à la Russie de communiquer, pendant toute l'année, avec le Canada et le Japon.

L'alliance japonaise.

A la veille du conflit sans pareil qui devait ensanglanter le monde, le Japon disposait d'une flotte et d'une armée dont personne n'ignorait plus la valeur.

Sa marine comptait 14 cuirassés, prêts à entrer en campagne et déplaçant 225 600 tonnes. Parmi ces cuirassés, se trouvaient 4 anciens bateaux russes : *Hizen*, *Suwo*, *Sagami* et *Iwami*, qui avaient un déplacement de 12 000 à 13 000 tonnes et portaient chacun 4 canons de 305 ; le *Fugi*, de 12 500 tonnes, qui portait aussi 4 canons de 305 : le *Schikishima*, l'*Asaki* et le *Misaka*, dont le déplacement était supérieur à 15 000 tonnes, et qui portaient chacun 4 canons de 305; le *Katori*, le *Kagoshima*, l'*Aki*, en construction pendant la guerre russo-japonaise, et dont l'armement était, pour chacun d'eux, de 4 canons de 305 et de 12 canons de 254 ; enfin le *Kawatschi* et le *Settson*, de 21 100 tonnes et de 21 nœuds, portant chacun 12 canons de 305 millimètres et datant de la même époque que les dreadnoughts. Venaient ensuite 14 croiseurs cuirassés, déplaçant 168 800 tonnes, parmi lesquels le *Kongo*, construit en Angleterre, qui portait 8 canons de 356 et avait une supériorité incontestable sur le trop fameux *Gœben* ; les *Tsukuba*, *Ikoma*, *Ibuki* et *Kurama*, armés





YOSHI-HITO
Empereur du Japon

d'une artillerie de 305 millimètres; le *Nishin* et le *Kassuga*, de 7 800 tonnes, achetés en Italie au début de la guerre contre la Russie. Les 8 autres : *Azuma*, *Iwate*, *Idzumo*, *Asama*, *Tokima*, *Iakumo* et *Aso* (ce dernier ex-*Bazon*, de la flotte russe), armés de pièces de 203 millimètres et tous ayant une vitesse supérieure à 20 nœuds. Aux 28 navires de combat s'ajoutaient 16 petits croiseurs, d'une vitesse de 20 à 23 nœuds, 52 contre-torpilleurs, 16 torpilleurs et 13 sous-marins.

L'armée japonaise comprenait, sur le pied de paix, 76 régiments d'infanterie



LA FLOTTE JAPONAISE. (Photo Rol.)

(le régiment est d'environ 80 officiers et 1 734 hommes); 27 régiments de cavalerie (21 officiers, 486 hommes); 25 régiments d'artillerie de campagne (36 canons, 662 hommes); 19 bataillons du génie et 19 bataillons du train. Effectif total en temps de paix : 250 000 hommes.

Le Japon tenait les yeux fixés sur le protectorat allemand de Kiao-Tcheou, enclavé dans la province chinoise de Chan-Toung. Les Allemands s'y étaient établis, le 18 novembre 1897, sous prétexte de venger le meurtre de deux missionnaires. Ils y possédaient une zone de 200 milles carrés, à bail, pour 99 ans. Sur les 200 000 habitants de cette zone, 4 000 à peine étaient de sang germanique (1).

Derrière ce premier domaine s'étendait une zone neutre de 2 500 milles carrés, avec 1 200 000 habitants. Quant au reste de la province chinoise, avec 26 millions d'habitants et une superficie égale au quart de l'Allemagne, elle était, pour les Allemands, une sorte de « chasse réservée ». Ils y exploitaient des mines; ils y avaient construit 510 kilomètres de chemins de fer, et ils possédaient le droit d'y construire de nouvelles lignes.

Ajoutons qu'ils espéraient bien tirer un parti extrêmement avantageux de l'extraordinaire article suivant, qu'ils avaient introduit dans le traité conclu par eux

(1) Voir le premier volume de *la Guerre du Droit*, page 102.

avec la Chine, le 6 mars 1898 : « Si, à quelque époque que ce fût, les Chinois formaient des projets pour le développement du Chan-Toung, projets dont l'exécution exigerait des capitaux étrangers, le gouvernement chinois ou les Chinois quelconques qui pourraient être intéressés dans ces projets devraient, en premier lieu, s'adresser à des capitalistes allemands. Les Chinois devraient aussi s'adresser à des fabricants allemands pour l'outillage et les matériaux nécessaires, avant d'entrer en pourparlers avec les fabricants d'aucun autre pays. Si les capitalistes ou les fabricants allemands refusaient d'entreprendre l'affaire, en ce cas seulement les Chinois auraient la liberté de se procurer de l'argent et des matériaux dans des milieux d'une nationalité non allemande. » C'était là un monopole dont les Japonais devaient se préoccuper au plus haut point.

La province de Chan-Toung est située à l'entrée du golfe de Petchili, où se trouvent Pékin et Tien-Tsin. En face se trouve le Liao-Toung, que détenaient les Japonais. Les deux adversaires étaient donc face à face.

Sous le titre de *Kiaietchou*, ou « l'Action de l'Allemagne dans l'Asie orientale », M. Georges Franzius, conseiller de l'Amirauté allemande, publia, avec la collaboration de Guillaume II lui-même, un livre qui montre à quel point l'Allemagne tenait à son protectorat de Kiao-Tcheou. Dans ce livre s'étalaient des portraits significatifs, ceux de Guillaume II, du prince Henri de Prusse, des personnalités qui avaient participé à la prise du port de Chan-Toung. On y voyait en outre, près d'un reître coiffé d'un casque à pointe, une carte de répartition des bateaux allemands, japonais et russes. Sur la première page était reproduit un grand dessin en couleur, exécuté par Guillaume II et signé de son paraphe. Ce dessin représentait un Allemand décoré de la Croix de fer des chevaliers et déployant le drapeau de la marine allemande; l'Aigle impérial volait au-dessus de sa tête; dans le fond, des bateaux de guerre allemands s'avançaient vers le rivage chinois; au-dessous une légende, également signée *Wilhelm I. R.*, proclamait : « La terre où repose un Allemand mort en accomplissant un pieux devoir envers la patrie, la terre où l'Aigle allemand a abattu ses griffes, est allemande et demeure pour toujours allemande. » L'Empereur prétendait symboliser ainsi la conquête définitive de Kiao-Tcheou et des contrées avoisinantes.



POSTIERS JAPONAIS CLASSANT LA CORRESPONDANCE.

Les ambitions germaniques en Extrême-Orient ne pouvaient qu'inquiéter le Japon. D'autre part, un traité d'alliance, signé le 12 août 1905, le liait en ces termes à l'Angleterre: « Si l'une des parties contractantes se trouve en état de guerre pour la défense de ses intérêts, l'autre partie se portera au secours de son alliée à titre de belligérante et elle ne signera la paix que d'accord avec celle-ci. »

Le 16 août 1914, le gouvernement japonais, par l'intermédiaire de son ambas-

sadeur à Berlin, d'accord avec Londres, Paris et Pétersbourg, fit remettre au gouvernement allemand un ultimatum qu'il communiqua à l'ambassadeur d'Allemagne à Tokio, dans l'après-midi du 15. Il demandait au gouvernement allemand: 1° le rappel ou le désarmement immédiat de tous les navires de guerre allemands qui se trouvent dans les eaux chinoises et japonaises ; 2° la remise au Japon, sans conditions ni compensations d'aucune sorte, du protectorat allemand de Kiao-Tcheou, avec tout l'outillage qui s'y trouvait. Cette remise devait avoir lieu, au plus tard, le 15 septembre, en vue d'une restitution éventuelle de Kiao-Tcheou à la Chine.



VAISSEAUX DE GUERRE JAPONAIS A KIAO-TCHÉOU. (Photo Rol.)

La réponse de l'Allemagne devait être adressée à Tokio dans un délai de huit jours.

Du premier coup, le Japon avait appris à parler à l'Allemagne le seul langage qu'elle pût comprendre. De plus, il faisait savoir aux puissances qu'il demeurait fidèle au principe du maintien de l'intégrité de la Chine. Ses opérations éventuelles en territoire chinois devaient donc rester limitées aux frontières du protectorat allemand dans le Chang-Toung.

Le 23 août, avec une sorte de précision mathématique, il déclara la guerre à l'Allemagne. Ordre était donné à l'armée et à la flotte japonaises de commencer les hostilités.

Une escadre japonaise, escortée de transports chargés de troupes, se dirigea vers Kiao-Tcheou. L'opération ne devait atteindre que les établissements allemands sur la côte de la mer Jaune. Mais le Japon comptait bien que, le jour où la question d'Extrême-Orient ne serait plus embrouillée et envenimée par une trop puissante Allemagne, cette question se résoudrait entière « pour le plus grand profit de la civilisation et pour la plus longue durée de la paix future ».

L'enlèvement si prompt de Kioa-Tcheou a, d'un seul coup, anéanti le prestige des Allemands en Chine et, sur l'heure, les a empêchés de mettre à exécution leur grand projet de transformer, à leur profit, l'Extrême-Orient en s'unissant aux révolutionnaires chinois

D'autre part, la belle flotte japonaise, à la formation de laquelle avait si puissamment contribué le Directeur des constructions maritimes françaises, notre éminent ami M. Émile Bertin, fit sans relâche la chasse aux pirates allemands. Elle assura ainsi la sécurité à la navigation des Alliés, jusqu'au jour où commencèrent les déloyales et lâches entreprises de la guerre sous-marine. Ce furent des vaisseaux japonais qui, en 1916, amenèrent les troupes russes vers le front franco-britannique.

AUX BALKANS

En Turquie.

La Turquie, dès qu'elle eut encaissé, jusqu'au dernier louis, la somme que la France avait souscrite à l'emprunt turc, était entrée en guerre contre la France et ses alliés. Elle laissait la direction de ses troupes au général allemand Liman von Sanders, qui avait, depuis si longtemps, installé chez elle une forte mission militaire; achetait les croiseurs allemands *Gœben* et *Breslau*; changeait leurs noms en noms turcs, comme pour ajouter l'ironie à la provocation et, sans aucune déclaration de guerre, les envoyait bombarder les ports russes de la mer Noire. Sur l'heure, les trois ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Russie, M. Bompard, sir Louis Malet et M. de Giers, durent quitter Constantinople.

Enver-Pacha et Talaat-Pacha jouaient leur suprême partie ou, pour mieux dire, la laissaient jouer par Guillaume II. Ils consentaient à n'être que des instruments dociles entre ses doigts ensanglantés.

Cet Enver, aventurier de basse extraction, était parvenu, à force de viles et impudentes intrigues, à entrer comme aide de camp chez le gouverneur de la Macédoine, Himli-Pacha. Tout de suite, il avait pris part à toutes les conspirations qui se tramaient à Salonique. Par ses soins, l'attention universelle avait été appelée sur le « Comité *Union-Progrès* », que soutinrent bientôt des financiers allemands, austro-hongrois, anglais et français. Les adversaires qui se dressaient sur son chemin mouraient tous d'une façon mystérieuse, dont on disait qu'elle était trop claire. Plus d'une fois, il faillit payer de sa vie ses succès. On le retrouva, en 1909, attaché militaire à Berlin. Quand la révolution bouleversa la Turquie, il courut se ranger aux côtés de Mahmoud-Chefket, en marche sur Constantinople, et travailla à détrôner Abdul-Hamid. Le Comité *Union-Progrès* présida au destin de la Turquie. Le petit aventurier rêvait de devenir un grand homme de guerre. Il s'appliqua premièrement à jouer au Napoléon; mais un voyage à Potsdam lui fit préférer le rôle de Guillaume II. De Potsdam, il alla à Londres, pour se rendre compte des sentiments qui animaient l'Angleterre. C'étaient les plus pacifistes du monde. Après avoir ramassé force promesses allemandes, il récoltait plus d'un applaudissement anglais. Un homme d'État britannique le compara même à Garibaldi. Là-dessus, il retourna à Constantinople, où il ne dissimula plus son mépris pour une Angleterre qui désarmait. Lorsque la guerre éclata entre la Turquie et l'Italie, il tint médiocrement son rôle trop lourd de guerrier. Aussi, lorsque éclata la guerre entre la Turquie et les Balkaniques, comme s'il prévoyait les défaites de Kirk-Kilissé et de Lule-Burgas, il se déchargea de toute responsabilité sur Nazim. Mais, malgré ces défaites écrasantes, les Turcs, conseillés par les Allemands, réussirent à faire tomber les Balkaniques dans le vieux piège prussien de l'armistice. Enver Pacha organisa pour lui-même, en 1913, une entrée triomphale à Andrinople. Ayant épousé la nièce du sultan, il

saisit sans hésiter les rênes du pouvoir. Jusqu'à la Guerre du Droit, lui qui n'était, au fond, qu'un terroriste abject au service de l'Allemagne, fut assez retors pour tromper un grand nombre d'Anglais et de Français, avec des déclarations à la Jean-Jacques ou plutôt à l'Anacharsis Clootz. Aujourd'hui, le voilà battu et démasqué. Il finira, poignardé ou pendu.

Quant à Talaat-Pacha, Son Altesse le grand-vizir Talaat-Pacha, que recevait l'empereur d'Allemagne et que fêtait l'empereur d'Autriche, il n'était, au moment de



L'ESCADRE FRANCO-BRITANNIQUE QUI REÇUT MISSION DE FORCER LE PASSAGE DES DARDANELLES.

la révolution turque, qu'un vague employé des postes, à l'affût des plus humbles pourboires. Il s'attacha au groupe d'Enver, de Nazim, de Djavid, de Mahmoud-Chefket. Grâce à sa souplesse, à son opiniâtreté et à sa chance, il devint le véritable chef du Comité *Union-Progrès*. Dans l'entourage de Talaat, Enver passait pour le mégalomane impulsif, bon tout au plus à abattre à coups de revolver un Nazim, devenu Nazim-Pacha, généralissime des armées turques pendant la guerre balkanique. Mais Talaat excellait à préparer un bel assassinat, comme celui du prince héritier Yousouf-Uzzedine, aussi bien qu'à combiner un massacre en Arménie ou un emprunt en France. Pour empaumer la France, il lui avait envoyé Djavid. Longtemps, il voulut demeurer simple ministre de l'Intérieur. Soudain, jugeant l'heure propice, il se fit nommer pacha, grand-vizir, muchir, chef suprême du gouvernement. Avec tous ces titres, il allait à l'abîme, comme Guillaume II et François-Joseph, qui d'ailleurs en avaient bien d'autres !

Dès le départ des ambassadeurs alliés (30 octobre 1914), von Sanders fut, par Enver-Pacha, nommé généralissime. Bientôt, dans la presse des pays neutres qui recevait le mot d'ordre de Berlin, on lut des notes de ce genre : « Les armées turques et allemandes commencent d'importantes opérations au Caucase, en Perse, en Égypte ;

ces armées forment, dans tout le monde islamique, le noyau de la Guerre sainte. »

Forfanteries tapageuses auxquelles la réalité infligea un démenti moins bruyant, mais plus précis ! Au Caucase, les Russes, malgré d'effroyables pertes, maîtrisaient leurs adversaires. En Égypte, les troupes germano-turques qui, dès février 1915, s'étaient mises en campagne et qui avaient réussi à franchir les plaines désertiques du Sinaï, échouaient lamentablement contre les baïonnettes anglaises et égyptiennes.

L'ennemi, suivant sa méthode, prit alors une revanche terrible sur les plus faibles. Des milliers d'Arméniens sans armes furent massacrés. Sous le sabre et le fouet des gendarmes kurdes que commandait von Sanders, un interminable troupeau de vieillards, d'enfants et de femmes fut chassé vers le désert et abandonné là, sans provisions d'aucune sorte.

Les Dardanelles et Gallipoli.

Pour châtier tant de perfidie et de cruauté, les Alliés se résolurent enfin à agir. Par malheur, ils avaient laissé passer l'instant opportun. Jusqu'au 15 août, ils n'avaient pas deviné l'importance qu'allait avoir, dans la guerre, l'Europe orientale. Ils avaient négligé de mettre la main sur les Détroits. Aussi Enver-Pacha et les bandits d'*Union-Progrès* purent-ils à leur aise s'entendre avec l'Allemagne.

Tous les États des Balkans et du Danube demeuraient neutres, à l'exception de la Serbie et du Monténégro. Si les Alliés avaient considéré cette Guerre du Droit comme une entreprise de longue haleine, ils auraient pris pour objectif Alexandrette, parce que, là, ils auraient atteint mortellement la Turquie en l'empêchant de se ravitailler en Asie Mineure.

L'expédition de Constantinople fut décidée trop tard par les Alliés. De quels moyens disposaient-ils alors ? La Grande-Bretagne ne possédait que quelques divisions. Quant à la France, si elle ne manquait pas de soldats, elle ne fabriquait par jour que 12 000 obus de 75. Comment, dans ces conditions, étendre le front français ?

Une simple flotte franco-britannique eut, le 19 février 1915, mission de forcer le passage des Dardanelles et d'occuper Constantinople. Depuis quelques jours, les défenses naturelles des deux rives, particulièrement de la rive septentrionale, étaient puissamment fortifiées. Torpilles et mines se multipliaient dans les eaux du chenal. En vain, nos dragueurs repêchaient les mines ; en vain, nos canonniers écrasaient des forts ; d'admirables bâtiments britanniques et français furent coulés. Au moment où l'un de nos plus beaux cuirassés, le *Bouvet*, s'abîma dans les flots, ses officiers, debout sur la passerelle autour de leur capitaine, crièrent : « Vive la France ! » et l'équipage, qui devait périr presque tout entier, répondit : « Vive la France ! Vive la République ! »

Le 19 mars, l'ordre vint d'arrêter l'attaque des Dardanelles jusqu'à la formation d'un corps expéditionnaire franco-britannique. Ce corps, constitué précipitamment en Égypte, débarqua le 24 avril. Pas de préparation ; d'entente, pas davantage. Du 16 mars au 14 mai, le Comité de guerre qui se tenait à Londres ne se réunit pas une seule fois. La Commission royale, dans une enquête qu'elle publia, en 1917, sur cette expédition, avoue : « Il y eut là des omissions graves. » C'est le moins qu'on puisse dire.

Le corps expéditionnaire, malgré la résistance acharnée qu'il rencontrait, réussit d'abord à pénétrer jusqu'à la pointe occidentale de la presqu'île de Gallipoli. Appuyé par le canon de la flotte, il réalisa, sous le commandement du général Gouraud, les plus pénibles progrès. L'ennemi occupait des observatoires qui lui permettaient de surveiller tous nos mouvements. Dans la guerre de siège qui succédait à de longs



Les Dardanelles et Gallipoli



Général GOURAUD

jours d'immobilité et à de brusques attaques très sanglantes, nous avions à lutter non seulement contre l'adversaire le plus tenace, mais contre le sol le plus difficile et le climat le plus malsain.

L'émotion de nos soldats fut grande quand le général Gouraud tomba frappé par un obus. Ses blessures semblaient mortelles. Il en réchappa comme par miracle. Nous le retrouverons sur le front de Champagne, mutilé, mais de plus en plus actif, expérimenté et clairvoyant.

Belle figure audacieusement retouchée, remaniée et mise au point par la guerre! La suppression du bras droit, tranché à l'articulation de l'épaule, donne au buste une tragique sveltesse. Os du bassin brisés, le général marche en s'appuyant sur une canne en forme de béquille. A table, il se sert de sa main gauche avec une dextérité telle qu'il paraît moins embarrassé que bien d'autres convives. Quand il donne une explication, cette main unique se lève et s'étend avec une grâce persuasive. Son visage, à longue barbe mêlée de quelques fils d'argent, éveille dans l'esprit les images religieuses de cet Orient où est née sa réputation de grand chef. Quand il parle avec animation, ses yeux bleus toujours fixes s'éclairent magnifiquement. Son père, le bon docteur Gouraud, professeur à la Faculté de médecine de Paris, lui a fait faire de complètes et solides études. Toutes les questions littéraires, philosophiques, scientifiques, l'intéressent vivement. Mais avant tout, il est soldat. Chez lui, l'extrême courtoisie et la constante bienveillance recouvrent, sans les voiler tout à fait, une fermeté que rien n'ébranle et une résolution que rien n'égare. Quand il est parti comme capitaine pour le Soudan, avec mission de briser la révolte dont Samory le prophète était l'âme, il a dit à ses anciens camarades de Saint-Cyr, en leur montrant son sabre : « Voilà l'arme qui prendra Samory. » Chose dite, chose faite. Au Soudan, comme le capitaine Méchet était assiégé dans Kong, Gouraud, à la tête d'une compagnie d'auxiliaires indigènes, le débloqua en enlevant la position à la baïonnette. Un peu plus tard, il dut, pour une affaire de délimitation, s'aboucher, à plusieurs reprises, avec un commandant prussien. Il remarqua que la main droite de ce commandant restait toujours gantée. A la fin du dernier entretien, le Prussien, sans être aucunement questionné, lui dit : « Voyez! Je garde toujours un gant à la main droite, depuis qu'elle a eu l'honneur d'être effleurée par la main de l'empereur. » Cet officier, si dévot à son souverain, favorisait de son mieux la désertion dans notre Légion étrangère. « Moi, s'écria le général Gouraud, je n'ai sur la conscience qu'une seule désertion, celle d'un hippopotame. Un jour, à Kousseri, j'ai aperçu, dans le fleuve, un grand pli qui se rapprochait du rivage. Un hippopotame élevé par le poste allemand est soudain sorti de l'eau. Mes hommes l'ont comblé de friandises. Il s'est tout de suite attaché à eux. D'ailleurs, ce pachyderme de superbe taille avait peut-être le dégoût des porcs germaniques. » Avec cet humour si français dans le péril extrême, le général nous donna un renseigne-



UN DES SOUS-MARINS ENVOYÉS PAR L'ALLEMAGNE A LA TURQUIE.

ment curieux sur l'origine de sa blessure. Nous nous trouvions près de lui, en Champagne, avec M. l'abbé Wetterlé. Pendant toute la journée, en visitant des ambulances, M. l'abbé Wetterlé avait parlé à des blessés et, à tous, il avait posé la même question : « Au moment de votre blessure, qu'avez-vous ressenti ? » Cette question lui vint naturellement aux lèvres devant le général, qui répondit en souriant : « Oh ! moi, je ne me rappelle pas grand'chose de l'accident. Je sais seulement que j'ai été projeté par-dessus un mur et que je me suis retrouvé dans un lit. Mais nos soldats connaissaient bien la pièce qui m'avait touché. C'était un gros canon allemand qui battait tout le rivage. Comme son projectile cheminait dans l'air avec un gros bruit prolongé, ils l'appelaient : *Côte d'Azur express.* C'est ce train-là qui a failli m'emporter. Mais, Dieu merci ! j'ai pu, en cours de route, remettre pied à terre. »

Ferdinand de Bulgarie passe à l'ennemi.

Dans la presqu'île de Gallipoli, le général Gouraud fut remplacé par le général Bailloud, chef énergique qui avait commandé à Nancy et à Alger. Cependant tous les efforts de nos troupes, bien que soutenus avec un absolu dévouement par le général Hamilton, commandant des forces britanniques, continuaient à coûter plus qu'ils ne rapportaient.

Ce fut alors que les Turcs, qui perdaient aussi beaucoup de monde et qui voyaient s'épuiser le matériel de guerre que l'Allemagne leur avait fourni, demandèrent avec insistance des renforts et des munitions. Or la voie ferrée de Berlin à Constantinople était barrée par la Serbie.

En octobre 1915, l'empereur d'Allemagne résolut de mettre la Serbie hors de combat. Il concevait d'ailleurs la nécessité de regagner la confiance du peuple allemand qui, après tant de pavoisements et d'illuminations, voyait l'armée russe aussi forte que jamais sous les ordres du Tsar, et l'armée allemande encore si loin de Pétrograd.

Tout d'abord, à l'âme molle et fourbe du roi Ferdinand de Bulgarie, il fit sentir le poids également lourd des promesses et des menaces. Ce misérable, qui devait tout à la Russie et qui s'était engagé à tout envers la France, se fit le valet de l'Allemagne. Cessant d'être Orléans, il redevint Cobourg. Il détestait l'Angleterre. A vrai dire, la reine Victoria et le roi Édouard VII lui montraient si peu d'estime ! Il a toujours détesté la Russie, même au moment où, avec tant de bassesse, il suppliait le Tsar de servir de parrain à son fils aîné qui se convertissait à la religion russe. Il a toujours détesté la France, tout en lui prodiguant ses démonstrations de piété filiale. A Paul Bourget, il disait, sous les ormes de Chantilly : « Je suis le dernier prince français. » Il tirait vanité d'une conversation politique avec Camille Pelletan et, dans sa chambre coucher, plaçait ostensiblement le portrait de M. le Président Loubet. Mais, au fond, il ne comprenait rien au pays de sa mère, ignorait tout de notre littérature et préférait les journaux de Berlin à ceux de Paris.

La presse allemande, par toutes les voix innombrables de sa propagande, en faisant connaître au monde l'alliance indissoluble de la Bulgarie et de l'Allemagne, annonça que le maréchal Mackensen, le vainqueur de la Dunajec, prenait le commandement des forces bulgares, allemandes, austro-hongroises et turques.

Quelques jours après, avec le même éclat, elle annonça qu'une nouvelle armée germano-turque, pourvue des engins de guerre les plus perfectionnés, allait porter, en Asie, un coup décisif aux forces russes et britanniques.

Salonique et la Grèce.

La France et la Grande-Bretagne avaient mis à profit la sévère leçon des Dardanelles et de Gallipoli. Elles organisèrent une armée, en ajoutant, à ce qu'elles avaient de soldats à Gallipoli, toutes les forces dont elles pouvaient disposer, et en lui donnant pour base Salonique, en territoire grec.

De son vrai nom, Salonique s'appelle Thessalonique. Le jour où nous y avons débarqué pour la première fois, un ami nous disait, presque à chaque pas : « Voici la place d'où Xerxès prit la mer pour attaquer la Grèce; la place où Alexandre établit son arsenal maritime; la place où habita Cicéron exilé par César; la place que saint Paul choisit pour sa retraite. »

Aujourd'hui, Salonique, sur 200.000 habitants, compte 70.000 israélites. Chassés d'Espagne au temps des persécutions, ils s'y sont établis, enrichis et adaptés. Pour arriver à des situations et à des grades, beaucoup d'entre eux ont adhéré à l'islam. Ce sont ceux-là qui ont contribué le plus à la révolution pour laquelle a été mis sur le trône le sultan actuel. On sait comment le *Comité Union-Progrès* s'est créé à Salonique.



SALONIQUE : LE PORT.

Dès le début de la guerre, presque toute la ville avait pris parti contre les Allemands. Tous ses journaux, qu'ils fussent grecs, judéo-espagnols ou français, soutenaient sans réserve Venizelos. Seuls, les israélites convertis à l'islam lui firent quelque opposition. Ils triomphèrent quand il fut remplacé au pouvoir par Gounaris. A mesure que la propagande allemande se développa, ils laissèrent percer leurs sympathies pour Berlin. Enfin ils fondèrent, avec l'argent allemand, un nouveau journal français, *l'Écho de Salonique*, lequel n'était qu'un écho de l'agence Wolff.

Salonique, c'est la ville classique des coups de théâtre. Ces masses de maisons musulmanes, de souks, de minarets, ces longues rues tortueuses au pied de l'Olympe, de quelles scènes sanglantes n'ont-elles pas été témoins? Les Jeunes-Turcs en sont sortis pour renverser le sultan rouge Abdul-Hamid, et l'y ont ramené prisonnier. Le roi de Grèce, Georges, père de Constantin, y est tombé, assassiné par un maître d'école féru de l'Allemagne. Les troupes françaises y ont défilé, sous les yeux des consuls ennemis qui comptaient fusils et canons. Enfin, lesdits consuls ont été arrêtés, puis nos soldats, de leur pas dégagé, sont allés par ces rues, décrochant avec méthode les insignes de deux empereurs, d'un sultan et d'un roi : le roi félon de Bulgarie.

Pour les Alliés, dans toute la région de Salonique, d'étranges difficultés venaient du gouvernement grec. Certes, la Grèce n'existait que par la grâce de la France, de la

Grande-Bretagne, de la Russie et elle s'était liée à la Serbie par un texte d'alliance défensive. Mais le roi de Grèce avait pour femme la sœur de l'empereur d'Allemagne (1).

Le roi de Grèce, d'accord avec ceux de ses sujets qui n'avaient souci que des intérêts les plus vils et les plus précaires, imagina tous les stratagèmes, accumula tous les délais et finit même par avoir recours à tous les guets-apens. Lui aussi croyait que l'empereur allemand était le seigneur de la guerre et que le maréchal Mackensen ne pouvait pas être vaincu.

Un des agents allemands les plus réputés, le baron Schenck, était arrivé à Athènes, dès le début de la guerre, avec un gros carnet de chèques pour acheter des consciences et en avait acheté un assez bon nombre. Ce Schenck ne saurait, pourtant, être considéré comme un diplomate. Lui non plus, n'est qu'un très vulgaire aventurier. Il a débuté, à Berlin, comme médecin-hypnotiseur. Est-ce par hypnotisme qu'il a conquis la princesse d'Eulenbourg? Grâce à cette malheureuse, il se créa une clientèle et surtout des relations dans le monde aristocratique. Reçu enfin à la Cour, il charma l'empereur par de prétendues « expériences scientifiques ». Le ministère des Affaires étrangères lui confia plusieurs missions où il fit beaucoup d'affaires. Pour se reposer des unes tout en continuant les autres, il passait tous les hivers à San-Remo ou à Nice. En arrivant à Athènes, il se forma sans difficultés un entourage d'hommes politiques en déconfiture et de publicistes tarés. Peu à peu, il réussit à gagner à la cause allemande des journaux et des groupes parlementaires qui, jusqu'alors, avaient semblé favorables à la Triple-Entente. La Cour royale ne lui ménageait ni ses encouragements ni ses conseils. La reine le proclamait son chevalier. Par des moyens qui n'avaient rien de chevaleresque, il travailla sans relâche à faire haïr l'Italie, à discréditer Venizelos, à pousser Gounaris, à surexciter les ambitions des partisans de la plus grande Grèce. Venizelos tomba. Schenck tint table ouverte, multiplia les promesses, dépensa huit millions par mois, organisa un vaste système de corruption pour les élections d'août. Il répétait avec rage : « Venizelos est battu d'avance. » Venizelos eut la majorité. Mais, le lendemain, ce Schenck combina une revanche. Les nombreux journaux à sa solde publièrent force articles sur les irréparables défaites des Russes, sur l'échec définitif des Alliés dans les Dardanelles, sur l'impérialisme italien visant l'Epire, sur l'hégémonie militaire de l'Allemagne écrasant la France. En même temps, il intriguait en Serbie, corrompait des hommes d'État au Monténégro, installait sur les côtes grecques des bases d'opérations aux sous-marins allemands. Pour avoir raison de ses intrigues, il fallut que les Alliés fussent de plus en plus forts à Salonique. Il fallut aussi qu'ils se montrassent de plus en plus fermes à l'égard du gouvernement grec.

La Guerre du Droit a prouvé que le peuple grec, comme le peuple turc et le peuple bulgare, avait été détourné de sa voie nationale par des dynasties ou des oligarchies pangermanistes. En Serbie même, les Allemands trouvaient des alliés dans l'entourage du roi Pierre. Une partie de la race serbe, en Croatie, en Dalmatie, en Bosnie et en Herzégovine, combattait pour l'Autriche. Certes, le jour où ces peuples se seront débarrassés de ces influences fatales, ils pourront rentrer dans la bonne voie. Mais l'heure de l'émancipation est-elle venue pour eux? En Grèce, par exemple, l'envie empêche souvent les citoyens de s'élever au-dessus de la masse. La Grèce sort à peine de l'esclavage. Elle n'a pas de partis politiques caractérisés. Venizelos avait essayé de créer un parti libéral. Mais le roi, qui se sentait soutenu par le sentiment populaire à cause de ses succès faciles dans les deux guerres balkaniques, contre les Turcs et contre les Bulgares, prit aisément une attitude d'autocrate.

(1) Voir *Guerre du Droit*, tome I, page 167.



[illegible] Bretagne [illegible] Serbie par un traité d'alliance défensive. [illegible] comme la main de l'empereur [illegible]

Le roi [illegible] qualités les plus [illegible] les plus précieuses, [illegible] tous les quatre-[illegible]. Lui [illegible] que l'empereur allemand était le seigneur de la guerre et que le maréchal Mackensen ne pouvait pas être vaincu.

Un des agents allemands les plus réputés, le baron Schenck, était arrivé à Athènes dès le début de la guerre, avec un gros carnet de chèques pour [illegible] et en [illegible] un assez bon nombre. Ce Schenck ne saurait pourtant être considéré comme un diplomate. Lui non plus n'est qu'un très vulgaire [illegible] à Berlin, comme médecin-hypnotiseur. Est-ce par hypnotisme qu'il [illegible] la princesse d'[illegible] ? Grâce à cette malheureuse, il [illegible] Reçu [illegible] à la Cour, [illegible] d'affaires. Pour [illegible] [illegible] cités [illegible] d [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] à [illegible] les [illegible] Vénizelos [illegible] Schenck tint [illegible], dépensa huit millions par mois, organisa [illegible] de corruption pour les élections d'août. Il répétait avec [illegible] « [illegible] d'avance. » Venizelos eut la majorité. Mais, le lendemain, [illegible] revanche. Les nombreux journaux à sa solde publièrent [illegible] sur les irréparables défaites des Russes, sur [illegible] Alliés dans [illegible] sur [illegible] impérialisme italien [illegible] l'Épire [illegible] militaire [illegible] la France. En [illegible] au Monténégro, [illegible] sous-marins allemands [illegible] cessent de plus en plus [illegible] plus fermes à l'égard [illegible]

[illegible] a trouvé [illegible] En Serbie même, [illegible] des alliés dans [illegible] en Croatie, en Dalmatie, en [illegible] le jour où ces peuples [illegible] influences [illegible] dans la bonne [illegible] En Grèce, par exemple, [illegible] La Grèce [illegible] Venizelos [illegible] par le [illegible] [illegible]

[illegible]



Général SARRAIL

Quand on étudie d'assez près le peuple grec, ou pourtant il y a beaucoup d'hommes si intelligents, si laborieux, si tenaces, si dévoués et même si loyaux, ce qui surprend le plus c'est son manque de continuité historique. Il se compose de peuplades qui se sont rencontrées au même endroit, par l'unique raison que cet endroit est un carrefour entre l'Orient et l'Occident. La France, elle aussi, est un carrefour. Mais, en elle, grâce à sa merveilleuse puissance d'assimilation et à son sublime idéal d'humanité, tous les éléments se sont fondus. Le paysan ou l'ouvrier français est le descendant des Croisés de saint Louis, des frères de Jeanne d'Arc, des compagnons d'Henri IV, des volontaires de la Révolution. Le Grec, au contraire, n'est pas plus le descendant des héros des Thermopyles ou de Salamine, que le Tunisien n'est le descendant des Carthaginois.

Ajoutons que, en 1915, le peuple grec entendait plus de déclamations corruptrices que de patriotiques conseils. Grisée par ses succès, la Grèce était devenue mégalomane. Elle aurait voulu jouer à la grande puissance. Le roi l'encourageait dans cette folie pour qu'elle se dérobât à la protection si maternelle de la France et de l'Angleterre. Quel titre avait pris le beau-frère de Guillaume II? Le titre de Constantin XII. Ainsi, prétendait-il renouer la tradition de la souveraineté byzantine. Bouffonne extravagance! A la succession de Constantin Paléologue n'a pas l'ombre de droit le second roi d'une famille danoise, devenue famille royale de Grèce par la volonté de l'Angleterre et de la France. Mais le mensonge que représente ce titre : Constantin XII, flattait la vanité des Grecs. Aussi bien, ils ne haïssent pas le mensonge. A proprement parler, le mensonge a été longtemps leur élément. Ce peuple, qui se croit de la noblesse la plus antique, est encore un peuple-enfant d'une imagination parfois déraisonnable et d'un égoïsme parfois déréglé.. Seul, le malheur a pu l'instruire. La cruelle leçon subie par lui, en 1897, dans la guerre contre la Turquie où il fut battu irréparablement en quelques heures, avait été trop rapide pour lui profiter. Voilà pourquoi M. Venizelos n'a jamais prononcé le mot de République. Il pense : « Nous ne déracinerons pas l'arbre étranger planté chez nous et qui commence à donner des fruits ayant le goût du terroir. » Soit. Mais à cet arbre étranger, puisqu'on ne voulait pas l'abattre, on devait tout de suite donner un tuteur.

Le désastre des Serbes, l'effondrement du Monténégro, l'effort en Albanie.

Le 8 octobre 1915, les Austro-Allemands ayant passé le Danube, attaquèrent l'armée serbe au nord. En même temps, les Bulgares l'attaquaient à l'est et les Autrichiens se précipitaient sur le Monténégro. La France regardait les Serbes comme inexpugnables dans leur montagne. En réalité, ils étaient trop peu nombreux et les canons ennemis trop puissants. Après avoir lutté avec une héroïque opiniâtreté, ils se retirèrent avec un sombre fatalisme.

Que pouvait pour eux notre armée de Salonique? Son chef, le général Sarrail, n'était arrivé que le 13 octobre à son poste de commandement. Ses troupes débarquaient lentement et sans suffisantes ressources de combat. Pourtant, les meilleures d'entre elles s'élancèrent vaillamment dans la région du lac Doiran et de Krivolak.

La question de Salonique soulevait en France de violentes discussions. C'eût été une faute capitale que de laisser l'Allemagne prendre la Grèce pour base d'une offensive en Méditerranée. Mais n'eût-ce pas été un crime que de dégarnir le front

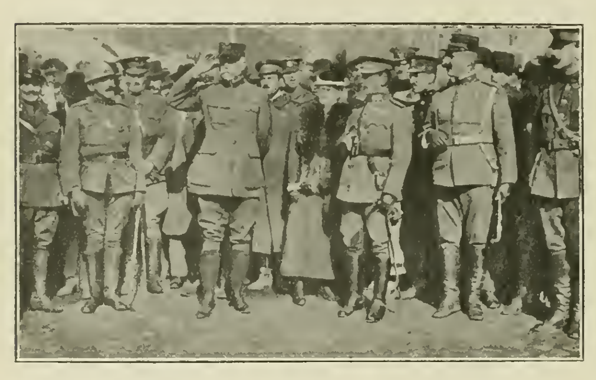
français qui, aux yeux de tous ceux que n'aveuglait pas une idée fixe, était toujours le front principal?

Et dans quelles conditions la lutte allait-elle s'engager dans la région de Salonique? La Grèce, que nous avions derrière nous, était si peu sûre! Ajoutez que cette région n'a, par an, que quelques semaines favorables à une opération militaire. Pendant le reste du temps, notre armée comptait près de 80 pour 100 de malades.

Pour sauver la Serbie, il aurait fallu 40.000 Français de plus, et débarqués quarante jours plus tôt.

Les Serbes, en jalonnant la route de cadavres, dans une retraite pareille aux exodes ancestrales des temps maudits, gagnaient le Monténégro et les côtes albanaises.

Tous les jours, une mauvaise nouvelle arrivait à la France. Le dernier lambeau de la Serbie tombait aux mains de l'ennemi; les hauteurs monténégrines étaient, prises ainsi que l'artillerie et les missions françaises qui avaient été impuissantes à les sauver.



LE GÉNÉRAL SARRAIL ARRIVE A SALONIQUE LE 13 OCTOBRE 1915.

Vers la fin de la retraite désespérée des Serbes, le fils du roi de Monténégro, le prince Pierre, qui commandait l'armée du Lovcen, lui donna l'ordre de se replier en démontant tous les canons et toutes les mitrailleuses dont elle disposait. Voilà pourquoi les Autrichiens s'emparèrent si vite d'une montagne haute de plus de deux mille mètres. Soixante-dix Autrichiens seulement furent tués ou blessés par un petit détachement de l'armée monténégrine auquel n'était pas parvenu l'ordre de repli. Cet ordre était convenu depuis six mois entre le prince Pierre et l'ancien attaché militaire autrichien Hupka.

Les Autrichiens, maîtres du Lovcen, pouvaient arriver sans peine à Cettigné. Le roi de Monténégro ordonna à toutes ses troupes de se concentrer à Carev-Laz, centre de son royaume, c'est-à-dire à l'endroit où/il aurait dû livrer une bataille suprême. Il permit ainsi aux Autrichiens de marcher sur Scutari, pour couper la retraite à son armée. Là-dessus, il partit incognito pour Scutari et, de là, pour l'Italie. Son armée de 40.000 hommes capitula le 13 janvier 1916. En partant, il emportait à la fois l'or des caisses de l'État et une part des subsides que son fils, marié à une princesse allemande, obtenait de la cour d'Autriche. Mais sa parenté avec le roi d'Italie, l'amitié du Tzar et l'histoire héroïque de son peuple sauvèrent sa réputation.

Restait l'Albanie.

On se rappelle dans quelle situation l'Albanie se trouvait à la veille de la guerre. Le prince de Wied, officier prussien, y avait été nommé *mbred*, c'est-à-dire roi. Son palais, à Durazzo, était digne de sa capitale, où la Commission internationale, chargée de régler la situation, n'avait pas trouvé à se loger. Pour faire acte de souve-

rain, il avait constitué un ministère. Mais sa souveraineté était restée irréparablement fragile. Beaucoup de musulmans s'organisaient en bandes armées pour résister, fusil en main, aux gendarmes albanais et à leurs officiers hollandais. En ce qui concernait la protection des Albanais catholiques, les puissances échangeaient déjà force récriminations. Quant au *mbred*, il ne savait où donner de la tête. Brusquement, après cent quatre-vingts jours de règne, il quitta l'Albanie. Sa fuite ne mériterait pas une ligne dans l'histoire, si la chute de son trône n'était pas un événement grave : elle annonçait la fin du « régime d'internationalisation ». L'Allemagne avait prétendu, par ce régime imposé à l'Albanie, empêcher un conflit européen. La question d'Albanie, si importante dans les relations de l'Autriche et de l'Italie, se posait donc plus impérieusement que jamais, et dans les plus redoutables conditions. Le port albanais de Vallona, poste avancé sur le canal d'Otrante, apparaissait comme le Gibraltar de l'Adriatique. En 1912, l'Italie, troublée par la politique de la Triplice, n'avait-elle laissé s'échapper l'occasion que lui offraient les victoires de la Grèce et de la Serbie ? Elle semblait alors admettre que l'on créât un « État-tampon albanais ». En réalité, l'Allemagne, avant tout, avait voulu interdire à la Serbie l'accès de l'Adriatique.



LE PRINCE PIERRE DE SERBIE INTERROGE DES PRISONNIERS AUTRICHIENS.

En Albanie, l'armée serbe, dans la plus effroyable épreuve, reçut un secours inespéré. Une mission française que la France lui envoya sous les ordres du général de Mondésir, réussit, à force de courage et grâce à l'appui de la mission anglaise de l'Adriatique, à ravitailler les Serbes à Vallona, qu'occupait l'armée italienne, puis à les embarquer pour Corfou. Là, ils se réorganisèrent et constituèrent un corps de 110.000 hommes, qui bientôt alla reprendre la lutte à Salonique.

Ils y trouvèrent l'armée de Sarrail repliée sur sa base, se fortifiant avec méthode et attendant son heure. Elle était grossie de tout le reste des troupes de Gallipoli retirées de la presqu'île par un coup d'adresse toute britannique.

D'autre part, la Russie, s'étant ressaisie, dirigeait une attaque vers Czernovitz, et les Autrichiens rappelaient vers Czernovitz leurs troupes des Balkans.

L'Allemagne revint à son projet de porter un coup sans pareil au front français et se mit à préparer l'énorme offensive sur Verdun. Guillaume II ne put pas accomplir le voyage de Constantinople qu'il avait annoncé avec fracas. Pour donner à l'Allemagne une ombre de compensation et mettre un peu de baume sur les blessures de son orgueil, il fit en grande pompe visite à Ferdi-

nand de Bulgarie qui s'était établi dans le palais du roi de Serbie, à Belgrade.

Entrevue où rien ne manqua de ce qui pouvait rendre ces deux hommes encore plus odieux et plus ridicules. Guillaume II renouvela à Ferdinand ses promesses démesurées et Ferdinand le proclama *Gloriosus,* sans se douter que ce mot, en bon latin, signifie fanfaron ou, pour parler comme Édouard VII, « valeureux poltron ». Le



GUILLAUME II LE " GLORIOSUS " PASSANT EN REVUE SON ÉTAT-MAJOR.

Gloriosus de Plaute annonce qu'il « fait trembler le monde sous ses pas et tue des éléphants d'un revers de main ». En vérité, Ferdinand, pour définir Guillaume II, avait, à son insu, trouvé le terme exact.

Le matamore impérial allait à l'abîme. Mais que de flots de sang il devait faire couler encore, avant d'y plonger!

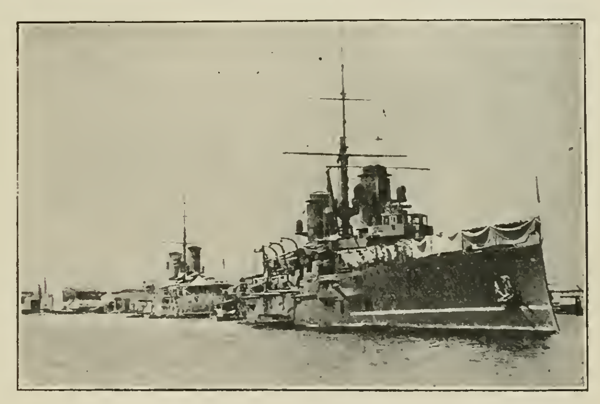
Par bonheur, la France regarda le danger en face. Chaque fois qu'elle a regardé en face le danger, elle a arrêté l'ennemi. L'histoire de la Guerre du Droit peut tenir en cinq mots : Nancy, Paris, Calais, Salonique, Verdun. Devant Salonique aussi, la France a dit à la marée allemande : « Tu n'iras pas plus loin. »

CHAPITRE XVII

INTERVENTION ARMÉE DE L'ITALIE

Les défaites de la propagande allemande.

Depuis le mois d'août 1914, l'Italie s'agitait comme elle s'était agitée, en 1860, après la guerre qui, grâce à l'appui fraternel de la France, l'avait émancipée et lui avait rendu la Lombardie, mais sans réaliser l'unité de la péninsule. Les grandes villes italiennes, Florence, Milan, Turin, demandèrent que l'œuvre d'unification nationale fût achevée. Cavour, l'excellent ministre du roi Victor-Emmanuel Ier, redoutait de puissantes oppositions diplomatiques. Mais une révolution, qui eût emporté le trône de son roi, lui sembla plus redoutable encore. Ce fut à cette minute que se dressa un hardi partisan incarnant les aspirations de la patrie, Garibaldi. L'héroïque aventurier, avec ses Mille, s'embarqua près de Gênes sur deux bateaux marchands, arriva, à travers tous les périls, jusqu'à Marsala, sauta à terre, acclamé par les Siciliens, triompha à Catalafimi, prit Palerme, souleva l'île entière, passa le détroit, se jeta sur Naples et, dans une voiture que traînait le peuple napolitain, monta au château royal que le roi François II quittait pour la forteresse de Gaëte. Victor-Emmanuel II n'eut qu'à se rendre aux bords du *Volturne* pour recevoir de Garibaldi, dictateur des Deux-Siciles, le don de ce royaume. Le petit-fils de cet heureux roi, Victor-Emmanuel III, devait entrer à Trente et à Trieste, comme son aïeul était entré à Naples.



LA FLOTTE ITALIENNE APPAREILLE.

En 1914, les Allemands, qui pressentaient le danger, diplomates, hommes politiques, historiens et publicistes, redoublèrent d'efforts pour persuader à l'Italie que ses vrais intérêts étaient à Nice, en Corse, en Tunisie, et qu'elle aurait tout à perdre à la victoire de l'Entente. Mais les vrais Italiens, avec leur clairvoyance naturelle, répliquaient en leur pittoresque langage : « L'Allemagne qui nous offre si gracieusement la Tunisie et le reste nous connaît mal. Aujourd'hui, chez nous, toutes les thèses peuvent être soutenues, à l'exception d'une seule : l'obligation pour l'Italie

de prendre les armes aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche, dans une guerre universellement réprouvée. Nous comprenons fort bien que l'Allemagne tente de gagner à sa cause un peuple comme le nôtre, maintenant qu'elle a suscité contre elle l'hostilité de la civilisation. Mais nous espérons qu'aucun de nos ministres n'aura l'idée de nous servir les vieux choux réchauffés de la politique bismarckienne. »

Les socialistes allemands et autrichiens avaient cherché, depuis le commencement de la guerre, à avoir des entretiens secrets avec les socialistes italiens. Une délégation de socialistes autrichiens se présenta à Milan, sans pouvoir se faire écouter. Les socialistes allemands, reprenant l'entreprise à leur compte, poussèrent droit à Rome. Ils avaient pour chef M. Sudekum, député de Nuremberg au Reichstag. A Rome, le 1er septembre, les socialistes italiens consentirent à les recevoir, mais ce fut pour leur reprocher « leur attitude, dans une guerre d'agression de deux empires féodaux et militaristes contre une république si libérale ». A quoi Sudekum répondit : « L'Allemagne combat non pas la France, mais le tsarisme défendu par la France. » Cette distinction sophistique était dans la tradition impérialiste d'outre-Rhin. En 1870, les Prussiens avaient déclaré sous la foi du serment : « Nous faisons la guerre à Napoléon III, et non au peuple français. » Ce qui ne les empêcha pas de continuer la guerre, après que le peuple français eût détrôné Napoléon III et proclamé la République.

Les socialistes italiens rappelèrent aux Allemands que, depuis de longues années, l'Allemagne militariste et féodale préparait l'anéantissement de la France. « D'ailleurs, ajoutèrent-ils, quand on considère les atrocités commises par les armées allemandes, on a le devoir d'affirmer que le kaisérisme est plus cruel, plus monstrueux et plus redoutable que le tsarisme. »

La discussion porta ensuite sur la destruction de Louvain. — Ce sont les nécessités de la guerre, murmura Sudekum. A Louvain, des civils ont tiré par les fenêtres. — Les civils, répliquèrent les Italiens, les civils, dans les tortures infligées à leur pays envahi, auraient eu le droit de se défendre. Mais la question n'est pas là. Si vraiment des civils avaient tiré sur vos soldats par les fenêtres de quelques maisons, vos soldats auraient pu assaillir ces maisons, trouver les coupables, les fusiller aut besoin, mais jamais ils n'auraient dû massacrer un peuple, femmes, enfants, vieillards; jamais ils n'auraient dû détruire des chefs-d'œuvre, honneur de la civilisation entière. C'est un crime égal à celui des hordes les plus barbares!

Embarrassé, Sudekum essayait encore de disculper les armées allemandes. — Dites-nous simplement, s'écrièrent les Italiens, ce que le socialisme allemand pense faire pour protester contre ces horreurs, comme il a protesté autrefois contre les camps de concentration au Transvaal et la pendaison des Arabes en Tripolitaine. Quant à la France, soyez sûr qu'elle gardera les sympathies de l'Italie. Ne défend-elle pas les principes de la Révolution contre les armées des deux Empereurs allemands? Le drapeau français, c'est le drapeau de la démocratie toujours en progrès; le drapeau allemand, c'est le drapeau de la tyrannie au-dessus de tout. »

Et le groupe socialiste romain conclut : « Nous faisons des vœux pour le triomphe de la France et de l'Angleterre. Le triomphe de l'Allemagne et de l'Autriche imposerait au monde le plus insupportable absolutisme militaire ». Le procès-verbal de cette discussion, rédigé en français, fut signé même par le délégué allemand.

Une belle ardeur guerrière se propagea dans toute l'Italie. Le chef des socialistes réformistes, M. Bissolati, devint sergent de chasseurs alpins; le beau-fils du député socialiste Chiaraviglio, caporal d'artillerie. Poètes, journalistes, écrivains, philosophes, artistes, en prévision des événements, s'exerçaient à l'envi sur les champs de tir.

Le Pape Pie X s'était éteint le 20 août 1914. La guerre l'avait tué. Bien qu'il eût été élu par l'ntervention de l'empereur d'Autriche, quand il vit cet empereu allumer la guerre, il tenta d'empêcher un crime dont il devinait toute l'horreur. A l'ambassadeur d'Autriche qui lui demandait de bénir les troupes autrichiennes, il répondit : « Je bénis la paix ». Un de ses derniers mots fut : « J'offre à Dieu ma pauvre vie, afin d'épargner celle de tant de jeunes gens ». Le jour où les ecclésiastiques français partirent de Rome pour rejoindre en France leurs régiments, il leur dit : « Je sais, mes chers enfants, que la France ne voulait pas la guerre. Votre



A VENISE. — PRÉPARATIFS DE DÉFENSE.

peuple se lève pour se défendre, comme au temps de Jeanne d'Arc ». L'image émir nemment française de Jeanne d'Arc n'avait pas quitté la pensée de Pie X, depuis le jour de la béatification de la bonne Lorraine, jour d'avril 1909, où, à Saint-Pierre de Rome, nous l'avions vu baiser pieusement notre drapeau tricolore.

Le nouveau pape, le cardinal della Chiesa, qui fut élu le 3 septembre 1914 et prit le nom de Benoît XV, avait, avant le Conclave, fait partie d'un groupe où se trouvaient Mgr Amette, archevêque de Paris, et Mgr Mercier, archevêque de Malines. Mgr Mercier ne laissait échapper aucune occasion d'exprimer en termes poignants son horreur des atrocités commises par les Allemands dans son diocèse, surtout à Malines et à Louvain. Cependant le nouveau pape, entouré d'intrigues et de sollicitations austro-allemandes, n'a pas paru tout d'abord mesurer l'étendue des forfaits germaniques.

L'égoïsme sacré conseille la guerre.

Tout prouvait à l'Italie que son intérêt était d'accord avec son devoir. Les Italiens perspicaces et avertis se félicitaient de n'avoir jamais travaillé à consolider les positions des Allemands à Trieste, dans le Trentin, au Monténégro, en Orient.

En entendant le canon autrichien bombarder Antivari, l'Italie s'était formé une idée exacte de la situation générale. Le maire de Milan disait : « Mobiliser ! Oui, si c'est contre l'Autriche. Mais, si c'était contre la France, l'Italie entrerait en révolution. »

Ces sentiments de l'Italie touchaient profondément le cœur de la France. A Nancy, sous le feu de l'ennemi, des manifestations eurent lieu en l'honneur des Italiens. A Paris, toute une population italienne fut accueillie au lycée Charlemagne. On chercha le moyen de donner du travail aux uns et de rapatrier les autres. En attendant, on veillait à ce qu'aucun d'eux ne manquât de rien. Le Président du Conseil et le Ministre de l'Intérieur, dans une visite au lycée, purent constater une sympathie fraternelle à l'égard de ces pauvres gens.

L'Italie se disait : « Ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie, ne s'opposeront à la réalisation de mes légitimes espérances. Déjà, ces grandes puissances m'autorisent à reprendre Trente et Trieste. Au contraire, si l'Allemagne était victorieuse, je la trouverais devant moi, me fermant tous les chemins, jusqu'aux moindres sentiers. »

L'Autriche, dans la seule ville de Trieste, avait levé plus de 24000 soldats et les forçait à combattre au premier rang. Un des régiments d'infanterie que constituaient les Triestins, le 97e, fut presque entièrement anéanti sous Lemberg.

De son côté, l'Italie ne négligeait aucun de ses préparatifs de guerre. Dans le Nord, entre Mantoue, Vérone, Peschiera, Lugano, quadrilatère fameux où tant de fois avait coulé son sang, elle massait deux cent mille hommes. La garnison de Bologne s'était transportée à Udine. Les ports de Venise et de Brindisi se mettaient en état de défense. Sa flotte se concentrait à la hauteur de Tarente. Sur les côtes de Tripolitaine ne restaient que quelques croiseurs rapides.

Les Italiens, regardant vers le Monténégro, disaient : « Si les Autrichiens s'emparent du mont Lovcen, notre pays tout entier ira aux armes ». En Italie comme en France, tous les partis étaient d'accord. Un seul point noir : la situation économique. L'industrie manquait de charbon. Les banques ne remboursaient que 5 pour 100 des dépôts.

D'imposantes manifestations s'organisèrent en faveur de la guerre. A la fin d'un banquet offert au nouveau député de Rome, M. Federzoni, des orateurs soulevèrent un enthousiasme sans pareil en déclarant : « L'Italie se ruinerait moralement et matériellement si, dans l'immense conflit européen, elle demeurait les bras croisés. » Un des écrivains les plus distingués de l'Italie, M. Oliva, s'écriait : « Nous avons le devoir de regarder nos frontières de l'Est : préparons-nous à les franchir. » Au geste qui désignait Trente, Trieste, et même un plus vaste horizon oriental, des tonnerres d'applaudissements répondirent. M. Pantaleoni, éloquent professeur qui avait été longtemps aveuglé par les chimères du socialisme ultra-pacifique, fit une déclaration ardemment nationaliste : « Qu'est-ce qui constitue une nation? Ce n'est pas l'identité de langage, puisqu'il y a au monde une Suisse où l'on parle trois langues. Ce n'est pas non plus l'identité de religion, puisqu'il existe une Allemagne composée de catholiques et de protestants. Non ! ce qui constitue une nation, c'est l'unité de conscience, l'unanimité du sentiment national. Or, cette unité, nous devons être prêts à tout pour la réaliser. » Quand M. Federzoni, le héros de cette

fête, prit la parole, on ne fut nullement étonné d'entendre de sa bouche une profession de foi encore plus énergique et plus audacieuse : « C'est un devoir pour nous de nous associer aux efforts des autres nations qui luttent contre l'hégémonie germanique. Nous devons, pour l'achèvement de nos destinées historiques, affirmer notre solidarité avec toutes les nations européennes ennemies du bloc austro-allemand. Notre génération serait à jamais déshonorée, si elle laissait échapper l'occasion qui s'offre aujourd'hui, et qui certainement ne se présentera plus, de délivrer les provinces italiennes encore sujettes de l'Autriche. » Un grand cri, sorti de tous les cœurs : « Vive Trente ! Vive Trieste ! » donna toute sa portée à la conclusion de l'orateur. Le lendemain, à Milan, l'Assemblée régionale de Lombardie, comprenant cinq sénateurs, trente-trois députés, trente associations, votait l'ordre du jour suivant : « Nous demandons que soit assurée à l'Italie la possession des territoires des Alpes adriatiques, auxquels elle a droit pour des raisons ethniques, pour des motifs de sûreté nationale, pour la défense de ses intérêts économiques et moraux. » Partout, en Italie, on parlait de « l'Italie qui attend ». Le directeur du grand journal socialiste l'*Avanti*, M. Massolini, se sépara de ses camarades hésitants ou hostiles et fonda un journal, *Il Popolo*, qui prêchait la guerre contre l'Allemagne. Le Conseil des ministres demanda un crédit de quatre cents millions pour les dépenses de l'armée.

L'Italie, assurément, ne songeait qu'aux intérêts italiens. Elle n'hésitait pas à confesser son égoïsme sacré. L'ancien maire de Rome, M. Nathan, disait : « Tous nos intérêts sont en jeu dans cette guerre : l'intérêt de nos colonies, à cause de la guerre prêchée à l'Islam par le sultan allié à l'empereur allemand, et l'intérêt de notre nationalité qui a besoin d'être complétée. N'oublions pas qu'au jour du réglement de comptes final, les neutres n'auront pas voix au chapitre. Je me prononce pour l'entrée immédiate de l'Italie dans le grand conflit européen. Qu'il me soit permis, à moi israélite, d'exalter la catholique Belgique, martyre de la sauvagerie allemande ! » Les bureaux du parti radical démocratique, du parti constitutionnel et du parti socialiste réformiste, publièrent ce communiqué d'allure étrangement guerrière : « Il est reconnu opportun de développer une action commune vers trois buts : nécessité de lutter contre la propagande relative à la neutralité ; nécessité de délivrer les terres italiennes encore sujettes de l'Autriche ; nécessité de concourir à la victoire de la Triple Entente qui établira la configuration de l'Europe sur le principe de la nationalité. »

Hors de l'Italie, les Italiens ne montraient pas moins d'enthousiasme pour la cause française. Les volontaires garibaldiens qui, avec les fils de Garibaldi, étaient venus combattre sous nos drapeaux, annonçaient que des renforts continuels leur arrivaient de l'autre côté des Alpes. A Tunis, les *Sociétés italiennes*, *Italo-Française*, *Union latine* et *Pro Patria*, déposaient une couronne sur nos tombes militaires et leur président, M. Gagliardo, disait au général Vérand : « C'est avec un sentiment de très profonde sympathie que nous adressons ce pieux hommage à vos soldats décédés. Mais notre pensée ne peut s'empêcher de se porter loin d'ici, vers ceux qui, en ce moment tragique, luttent ou tombent en héros, au champ d'honneur. Dans ce lieu consacré aux souvenirs et devant Dieu, nous formulons le vœu d'embrasser bientôt en vainqueurs les fils de la France victorieuse, nos frères latins. C'est pourquoi, mon général, nous offrons aujourd'hui ces fleurs, le cœur confiant et sans tristesse ».

Occupation de Vallona.

Le 1[er] janvier 1915, l'Italie occupa Vallona et y installa un préfet italien.

Il y a, sur la carte du monde, des endroits plus importants. Il n'y en a guère de plus significatifs. La mer Adriatique, entre l'Autriche et l'Italie, dessine une sorte d'ovale très allongé. Au sommet, sur les côtes autrichiennes, se trouvent les ports de Fiume, de Pola et de Trieste. A la base, sur les côtes albanaises, le port de Vallona. Pour user de l'image classique qui fait de l'Italie une botte, on pourrait dire: Vallona est située près du talon, et Trieste près du tirant.

Entre le port albanais de Vallona et les ports italiens de Brindisi ou d'Otrante, il suffit de placer une escadre pour fermer à clef l'Adriatique. D'autre part, les ports des côtes italiennes sont médiocres, tandis que Vallona offre aux vaisseaux l'abri le plus commode et le plus sûr.



ESSAD-PACHA, MINISTRE D'ALBANIE.

L'occupation de Vallona eut pour prétexte la révolte des musulmans contre le ministre d'Albanie Essad-Pacha (1). Pour rétablir l'ordre, l'Italie envoya un de ses plus beaux régiments de bersaglieri. L'ordre fut rétabli.

A cette question : « Que fait l'Italie à Vallona ? », l'Italie répondait : « Ce qu'a fait l'Autriche en 1878, lorsqu'elle a occupé la Bosnie. — Mais, en 1878, l'Autriche avait un mandat des puissances européennes. — S'il s'agit de mandat, l'Italie aussi en a un, et qui consiste à faire la police des côtes albanaises pour empêcher la contrebande de guerre. »

L'ancien chancelier de l'Empire allemand, M. de Bülow, que Guillaume II avait envoyé à Rome en qualité d'ambassadeur extraordinaire, avait songé à offrir à l'Italie Vallona comme gâteau de miel. L'Allemagne, comme on sait, se plaît à faire largesse avec le bien d'autrui. Elle espérait, par cette offre, ramener l'Italie à l'alliance austro-allemande, ou, du moins, l'engager dans une aventure qui la paralyserait. Quelle déception pour M. de Bülow ! L'Italie n'attendait pas sa permission.

(1) Né à Croïa en 1867, Essad-Pacha Tophani avait été élève de l'École militaire de Pancaldi, à Constantinople. Élève peu obéissant, officier peu discipliné, cet Albanais méprisait Turcs et Arabes. On l'envoya loin de Constantinople. A Smyrne, il eut une querelle avec un commandant arabe. En Égypte, il réunit des Albanais musulmans et guetta le moment d'émanciper son pays natal. Comme le moment tardait, il se laissa gracier. Remis en possession de son grade, il fit partie de la garde albanaise au palais du sultan Abdul-Hamid. Mais le sultan se méfia de lui, l'éloigna et finit par le nommer commandant de gendarmerie dans le vilayet de Scutari. Dès qu'éclata la révolution, Essad se rendit à Constantinople où il travailla pour Enver-Pacha et Chefket, puis les abandonna, puis les combattit, puis se réconcilia avec eux, enfin obtint d'eux le commandement militaire à Scutari. Pendant que la ville était assiégée par les Monténégrins, le gouverneur Hassan-Riza-Pacha mourut mystérieusement, après un repas que lui avait offert Essad. Devenu lui-même gouverneur de la ville, Essad la livra aux Monténégrins et se retira dans ses terres à Tirana. Au commencement de la Guerre du Droit, Essad représentait en Albanie le parti anti-turc.

Le coup de théâtre, concerté par Berlin et par Vienne, manqua son effet. M. de Bülow fut le vaincu de Vallona, comme son maître était le vaincu de la Marne.

L'œuvre nationale que le patriotisme italien édifiait et armait, faillit être ébranlée par une conspiration de politiciens. Le 9 mai 1915, au moment où les partisans de la guerre l'emportaient, l'ancien Président du Conseil, M. Giolitti, revint soudain à Rome et les partisans de la neutralité reprirent espoir. Tout d'abord, on dut penser que cet espoir était vain. M. Giolitti, après avoir fait visite au Président du Conseil, M. Salandra, publia une lettre où il protestait contre les sentiments qu'on lui attribuait et fit déclarer, par ses amis, qu'il n'entreprendrait rien pour empêcher le ministère d'obéir à la volonté de la nation. Cependant, autour de lui, se nouaient les fils d'une intrigue à la fois parlementaire et diplomatique. Divers partis sur lesquels l'Allemagne exerçait de l'ascendant et auxquels l'idée de la guerre répugnait, s'allièrent pour mettre le ministère Salandra en minorité à la rentrée des Chambres. M. Giolitti blâma cette manœuvre. Il s'écriait : « Je saurai dissuader mes amis de donner suite à une telle conjuration ». Mais ses amis ne lui obéirent pas. Ses amis agirent de telle sorte que le ministère cessa de compter sur la majorité du Parlement.



D'ANNUNZIO PRÊCHE LA GUERRE SAINTE.

Ce complot se tramait à l'heure où Rome applaudissait le poète d'Annunzio, prêchant magnifiquement la véritable guerre sainte, et où le pays entier, depuis les Alpes jusqu'à l'Etna, poussait le vieux cri gibelin : *Fuori i Tedeschi*, « Dehors, les Allemands ! »

Nos morts du *Léon Gambetta* sont pleurés et vengés.

Un bateau de guerre français, le *Léon Gambetta*, fut coulé dans l'Adriatique. La population de la côte fit à nos morts d'émouvantes funérailles, dans un cimetière de village, près du Cap Leuca, devant la chapelle où l'on prie *Sancta Maria de Finibus*, Vierge miraculeuse de l'antique Leuca aux blancs rochers.

Sous les âpres falaises, dans la plus luxuriante végétation du printemps, les marins de notre escadre et ceux des torpilleurs italiens rendirent un suprême hommage à leurs camarades, tandis que, dans les tombes creusées en hâte, se répandaient des brassées de fleurs.

Sur le phare de Leuca, d'où l'on découvre les monts acraucénoriens d'Albanie dominant Vallona, le pavillon tricolore que portait le *Léon Gambetta* fut arboré contre l'ennemi héréditaire.

Tous les patriotes d'Italie accompagnaient de leurs vœux les Français qui, après avoir chassé l'Autriche des rives de l'Adige et du Pô, allaient la chasser des côtes de l'Adriatique.

Du Piémont à la Sicile, se constituait une ardente unanimité. La *Confédération italienne du Travail* déclarait qu'elle n'opposerait pas la grève à l'intervention armée. Le parti catholique engageait ses adhérents à faire tout leur devoir militaire.

Le 5 mai, entre Gênes et Nervi, devant la statue de Garibaldi, près du rocher de Quarto, l'Amitié franco-italienne réunit dans une fête sans pareille, le roi, les ministres, les délégués de toutes les associations patriotiques et démocratiques, le fils de Garibaldi, Ricciotti, qui a combattu avec son père pour la France en 1870, les petits-fils de Garibaldi qui combattaient en France depuis 1914.

Le Président de la Chambre italienne, revenant au palais législatif après un entretien avec le roi et le ministre des Affaires étrangères, prononça ces paroles, au milieu des députés qui se pressaient autour de lui :

« L'Italie aurait dû déclarer la guerre à l'Autriche après l'ultimatum à la Serbie. Elle aurait dû déclarer la guerre à l'Allemagne, lorsque l'Allemagne foula aux pieds la neutralité belge et le droit des gens. Mais il n'est jamais trop tard pour accomplir un grand devoir. »

Plus d'un patriote italien, heureux de cette unanimité nationale, remerciait secrètement M. de Bülow : « Cet habile diplomate, en traitant l'Italie comme une vassale qu'on peut toujours intimider et toujours corrompre, a remis l'Italie debout ». Le chef du parti républicain en Italie, M. Barzilaï, nommé ministre sans portefeuille, déclarait : « Il n'y a plus de parti de la paix en Italie. L'Italie comprend clairement son devoir et son intérêt. Vive le Roi ! »

Et que faisait M. Giolitti ? Il s'inclinait devant le sentiment du pays et la décision du roi. « Plus de discussion! s'écriait-il. L'heure des sacrifices nécessaires est arrivée. Toute ambition, toute pensée personnelle, doivent être déposées sur l'autel de la patrie. Le calme et l'union s'imposent à nous, souverainement. »

" Frères d'Italie ".

De quel cœur, le 24 mai 1915, nous, Français, nous avons acclamé l'Italie, ce noble pays où le Droit s'est formulé jadis avec une superbe rigueur, et qui entrait dans la Guerre du Droit pour vaincre à nos côtés !

A vrai dire, depuis le commencement de la guerre, l'Italie nous avait rendu, par



Nos morts du *Léon Gambetta* sont pleurés et vengés

[illegible]

« Frères d'Italie »

[illegible]



Général CADORNA

sa neutralité, les plus signalés services. Nous avions pu, dès le premier jour, dégarnir les Alpes et envoyer vers les Vosges nos chers Alpins à qui nos Vosges resteront sans fin reconnaissantes.

Mais l'Italie estimait qu'elle avait à accomplir une tâche plus active et plus digne d'elle. D'ailleurs, chez elle, au respect de la justice et à l'horreur de l'oppression, se mêlait le légitime désir de racheter, par le sang, les terres pour lesquelles n'avait pas encore sonné l'heure de la rédemption.

Celui qui écrit ces lignes, deux ans auparavant, avait eu la joie de voir, pendant une conférence qu'il faisait à Rome, les étudiants apporter les bannières de Trente et de Trieste à côté des bannières de Metz et de Strasbourg, toutes les quatre également cravatées de deuil. Il s'agissait pour nous, Français et Italiens, d'arracher avec l'épée ce crêpe noir qui nous déchirait l'âme.

Les hésitations de certains hommes d'État étaient venues uniquement de l'idée exagérée qu'ils concevaient de la force allemande et de l'inquiétude que leur inspirait la situation militaire de leur nation, à qui la guerre contre la Turquie, en Tripolitaine, avait coûté si cher. Aussi, l'Italie s'appliquait-elle à se munir d'un bon matériel de guerre et surtout à mettre son armée sur un bon pied.

Le roi Victor-Emmanuel III, petit montagnard trapu, était jaloux de la gloire de son aïeul le roi-soldat. Il voulut sa part du péril.

Le général Cadorna, à qui il confia le commandement suprême, lança ses troupes à la fois sur l'Isonzo en direction de Trieste, et dans les Alpes en direction de Trente.


LE GÉNÉRAL CADORNA VIENT DE RECEVOIR LE COMMANDEMENT SUPRÊME.

Les obstacles que les troupes italiennes avaient à vaincre étaient doublement formidables. C'étaient les Alpes, hautes de quelque trois mille mètres, avec leurs pentes abruptes, leurs cimes, leurs sentiers creusés dans le marbre ou dans la glace, leurs neiges qui les rendent inabordables pendant plus de la moitié de l'année. C'étaient aussi les positions stratégiques que les Autrichiens, vainqueurs en 1866, s'étaient choisies en traçant leurs frontières dans les Alpes : avantages à la fois défensifs et offensifs, avec des ouvertures sur la ravissante plaine italienne, objet des plus furieuses convoitises germaniques.

Rude labeur pour les Italiens, que de tailler des tranchées en plein roc et de hisser des canons avec des cordes, pour déloger un ennemi qu'ils apercevaient toujours au-dessus de leurs têtes! Malgré tout, ils purent, d'un bout à l'autre de leur front, pendant l'été de 1915, marquer d'importants progrès.

La déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche a eu dans le monde entier un retentissement inouï. — Voilà donc, se disait-on, une armée toute fraîche, une marine entièrement neuve qui s'unissent aux forces de la Triple-Entente pour achever les deux Empires de proie. Or, cette armée et cette marine, l'Allemagne, pendant des

années, par le pacte de la Triplice, a forcé l'Italie à les augmenter sans cesse! Aujourd'hui, par un miracle de justice, l'Allemagne va en sentir tout le poids.

En sa fureur, l'Allemagne s'écriait : « Nous devions le deviner. La marque de l'Italie, c'est le coup de poignard dans le dos ».

En vérité, le coup que l'Italie portait aux empires allemands n'avait rien de déloyal. Bien qu'elle n'eût pas plus oublié ses provinces martyres que nous n'avions oublié l'Alsace et la Lorraine, à notre exemple elle ne tira l'épée que lorsque l'impudente perfidie allemande l'y contraignit par des violations de territoires et des vexations de toutes sortes.

Tout de suite, l'Allemagne s'efforça de frapper l'Italie en certains points sacrés qui auraient fait saigner le cœur du genre humain : Venise, Milan, Florence, Bologne, Pise. Mais l'Italie, entrant dans la lutte, en avait prévu et mesuré tous les dangers. Elle était résolue à tous les sacrifices pour se délivrer d'une tyrannie qui devenait la plus mortelle des hontes. Par bonheur, les bandits ne restaient plus assez forts pour exécuter les forfaits projetés. Ils étaient loin, les beaux jours de Louvain!

L'Italie en guerre unissait, à la *Marseillaise*, l'hymne de Mamelli. Composé par le poète républicain qui mourut à ving -deux ans, en 1848, sous les murs de Rome, ce chant national se résume tout entier en son titre : *Frères d'Italie* (*Fratelli d'Italia.*) Renouveau populaire! Joie véritablement printanière des éléments italiens, fondus autour d'un même drapeau!

En réalité, ce chant qui vibre, resplendit et s'envole, n'est rien qu'un chant. A le lire sans l'entendre, on en perdait presque toute la beauté. Au contraire, quand il s'élève dans l'air, chacune de ses notes fait comprendre l'enthousiasme des citoyens à qui une patrie est rendue et qui, en se rejoignant, font serment de lui consacrer leur vie. De sa vingtième à sa vingt-deuxième année, c'est-à-dire de septembre 1847 à juillet 1848, Mamelli a célébré Milan en armes, consolé Venise en pleurs, lutté pour Rome en feu. Les frères d'armes avaient pris pour symbole un rameau de cyprès toujours vert et pour devise *Ora e sempre* (Aujourd'hui et toujours). Lorsque Milan sembla délivrée, ce fut un transport d'ivresse dans tous les cœurs italiens. Ils battaient à l'unisson, infiniment heureux, peut-être même un peu surpris de leur irrésistible vaillance. Le chant de Mamelli, de cime en cime, parcourut jusqu'au bout les Apennins, « frémissante épine dorsale de l'Italie », passa le détroit et fit gronder l'Etna en un suprême signal. *Frères d'Italie!*

Ne quittons pas le fer,
Tant que dans l'Italie il reste un sol esclave,
Tant que notre Unité, rendant le ciel plus clair,
N'a pas, comme un torrent de lave,
Roulé des Alpes à la mer,
Ne quittons pas le fer.

Dans une fête italienne, à l'époque de la Triplice, au moment où les élèves des écoles allaient entonner cet hymne, les administrateurs se rappelèrent qu'il contenait un terrible trait contre l'aigle autrichienne « qui a perdu ses plumes ». Il fallut arracher ce trait. Ce fut pour le patriotisme italien une satisfaction sans pareille de le rétablir en 1914. Les deux aigles germaniques étaient atteintes au cœur. La louve romaine hurlait de joie et l'alouette gauloise lançait sa claire nchason sublime au-dessus des moissons délivrées.

Les premiers résultats de la guerre italienne.

Pour déclarer la guerre à la Turquie, comme pour la déclarer à l'Autriche, les Italiens ont attendu le moment où ils devaient avoir tout pour eux : le droit et la force.

— Quoi! répétaient-ils avec indignation, la Turquie prétendait empêcher 8.000 de nos compatriotes de revenir au pays natal, pour combattre les Austro-Hongrois! Elle faisait donc cause commune avec nos ennemis. Et que de vexations ont précédé cette injure! La Turquie violait sans cesse le traité d'Ouchy. Elle essayait, par ses excitations et par l'argent allemand, de soulever contre nous la Libye. En janvier, nous avons saisi à Venise des tonneaux de bière expédiés par les Allemands à Tripoli : ces tonneaux contenaient des armes. Des agents turco-allemands sont en continuelles relations avec le Grand Senoussi, chef de la secte religieuse qui se répand dans le sud de la Cyrénaïque : dans son camp pullulent les officiers et les sous-officiers turcs, instruits à la prussienne. Une masse de correspondances que nous avons saisies révèlent les promesses faites par l'Allemagne à la Turquie. Les voici, textuellement : « Jamais les Alliés ne pourront pénétrer dans les Dardanelles. L'empereur Guillaume II arrivera à Constantinople, et la Turquie rétablira son pouvoir dans l'Afrique du Nord d'où l'Italie l'a chassée. D'ailleurs, l'Italie elle-même regrette d'avoir rompu avec l'Autriche. Son inquiétude est si grande qu'elle n'a pas osé rompre avec la Turquie ». Vous reconnaissez l'impudente et grossière fourberie prussienne.


LES PREMIERS PRISONNIERS FAITS PAR LES ITALIENS.

En décembre 1915, les armées italiennes maintenaient devant elles plus de 700.000 Autrichiens, parmi lesquels se trouvait l'élite de l'armée austro-hongroise, les Tyroliens, dont on a dit que c'étaient des « alpins boches ».

Le haut commandement pouvait, sans trop d'exagération, résumer ainsi la situation militaire :

« Dans le Trentin, nous avons avancé au val de Liedro, sur l'Adige et sur la Brenta.

Dans le Cadore, nous avons occupé le haut Cordevole et la vallée de Cortina d'Ampezzo.

En Carnie, nous avons brisé tous les efforts de l'ennemi.

Sur l'Isonzo, nous avons conquis presque entièrement le territoire compris entre la frontière et la rive droite. Mieux encore, nous avons enlevé et gardé mainte position de premier ordre sur la rive gauche.

Sur mer, l'ennemi, bien qu'il fût en possession de tous les ports et de toutes les rades de l'Adriatique, ainsi que toutes les iles de l'archipel dalmate, n'a pas osé attaquer notre flotte : il a par conséquent reconnu notre supériorité maritime ».



PRISONNIERS AUTRICHIENS FAITS PAR LES ITALIENS EN ALBANIE.

En outre, les Italiens obtinrent des résultats appréciables en Albanie. Un corps italien, sous les ordres du général Bandini, opéra dans ce qu'on a appelé « l'arrière-pays de Vallona » et dans la Haute-Epire. Il empêcha l'ennemi d'occuper les ports de l'Albanie méridionale et s'établit à Santi-Quaranta. Par la route dont ce port est la clef et qui compte parmi les rares bonnes routes de toute la région, les camions automobiles, les auto-mitrailleuses, les pièces d'artillerie lourde pouvaient aller en Macédoine, c'est-à-dire jusqu'à Monastir. Ainsi, les Italiens étaient en posture de dominer la Macédoine occidentale et, par conséquent, d'apporter leur concours aux opérations de notre armée de Salonique.

Cependant, l'ensemble de ces opérations contenait un défaut grave que les Alliés signalèrent discrètement au général Cadorna.

L'armée italienne concentrait ses efforts sur les territoires que l'Italie avait hâte de faire siens. Or, l'intérêt des Alliés et, par conséquent, l'intérêt supérieur de l'Italie, exigeait qu'elle marchât sur Vienne. C'était à Vienne, on l'a vu dans la suite, qu'étaient les clefs de Trente et de Trieste.

En outre, par méfiance pour les Albanais, les Serbes et les Grecs, l'Italie paralysait les troupes d'Essad-Pacha, à la fois albanaises, serbes et grecques, qui pourtant auraient pu prendre à revers les Autrichiens et faire ainsi de bonne besogne dans les régions sud-adriatiques.

Les Alliés, en leur loyal et affectueux dévouement à l'Italie, n'insistèrent pas sur cette erreur, pas plus qu'ils ne protestèrent contre l'étrange ajournement de la déclaration de guerre à l'Allemagne, malgré les engagements conclus dans le pacte de Londres.

Chapitre XVIII

LE FRONT FRANÇAIS EN 1915

Résultats des décisions parlementaires, effort industriel des Alliés.

L'Allemagne avait si bien préparé la guerre que, pendant plus d'une année et demie, elle a pu garder sur le front français l'initiative des opérations.

Les attaques que notre armée entreprenait, avec un si magnifique esprit de sacrifice, paraissaient sans effet immédiat et matériel sur l'issue de la lutte.

Avant tout, il nous fallait attendre que notre armement fût transformé presque entièrement et augmenté presque sans limites. Il nous fallait attendre aussi que l'Angleterre se fût fait non seulement un armement, mais une armée.

Le ministère de la Guerre, sous la direction de M. Millerand, ne négligea rien pour assurer à l'avance tout ce qui était nécessaire : canons, fusils, munitions, équipements, chaussures, matériel d'ambulance.



UNE USINE DE SAINT-ÉTIENNE, DANS L'APPLICATION D'UNE INVENTION RÉCENTE POUR LE SUTURAGE DES BOMBES.

Sans doute, au début, il y eut des erreurs et des déceptions angoissantes. Un acier de mauvaise qualité fit éclater plusieurs pièces de 75. Mais la surveillance se fit plus étroite et bientôt nos chers petits canons redevinrent une arme incomparable.

Le Parlement, si souvent attaqué pendant cette guerre, parce que, dans toutes les grandes crises, on attaque toujours le souverain, avait tout de suite compris son devoir. Il l'a, en somme, fidèlement accompli, surtout en rappelant sans cesse, avec énergie, qu'il continuerait la guerre jusqu'à la victoire du Droit, c'est-à-dire jusqu'à la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France. Pourquoi faut-il que la Chambre ait cru devoir donner carrière à des discussions et à des commentaires imprudents, en des séances dites « secrètes », lesquelles n'avaient aucun mystère pour le gouvernement allemand?

Les Commissions du Parlement, d'accord avec les nouveaux sous-secrétariats d'État à l'Armement, à l'Intendance, à l'Aviation, au Service de Santé, ont réussi, par une admirable constance, à obtenir de nos usines un effort vraiment prodigieux.

L'envahisseur, qui tenait un cinquième de notre territoire et les huit dixièmes de notre industrie, croyait nous avoir réduits à l'impuissance. Et voici que les usines se multipliaient, comme par enchantement, en des endroits qui ne semblaient aucu-

nement destinés aux établissements industriels. Avec les ouvriers, qu'on leur envoyait, soit du front, soit des colonies, avec les documents ou les modèles qu'on leur communiquait de Paris, elles fournissaient ce qu'on n'aurait jamais pu espérer : par exemple, en décembre 1915, 25 fois plus de canons lourds qu'en décembre 1914; 20 fois plus de canons de 75 ; 33 fois plus d'obus de 75. Elles ne se contentaient pas d'armer nos soldats, elles les équipaient. Le drap bleu horizon était fabriqué « par kilomètres » ; les chaussures, par millions. Bientôt, tous nos soldats eurent, pour garantir leur tête, le casque, dont la forme arrondie et la couleur bleu d'acier sont devenues tout de suite si tendrement familières à la France. Mêmes développements dans les fabriques d'automobiles et dans les fabriques d'avions. L'industrie française était une mutilée. Chez elle, grâce à la foi patriotique, la réadaptation fit des miracles.

En cette formidable guerre, on se battait aussi à coups d'inventions. Il y a eu de grands siècles guerriers qui n'ont usé que des armes classiques : épée et lance, fusil et canon. Napoléon Ier, qui élevait à la perfection tant de choses militaires, ne s'est guère préoccupé de perfectionner les armes : il songeait surtout à perfectionner les soldats. Le fusil de l'Empire n'était-il pas celui de la Révolution, lequel était celui de l'ancien régime?

D'ailleurs, la guerre respectait alors certaines lois qui en faisaient un duel. Les Allemands en ont fait un assassinat. Ils ont appelé à la rescousse tous leurs ingénieurs, tous leurs chimistes, tous leurs docteurs, tous leurs professeurs. Parmi leurs chefs-d'œuvre figurèrent d'abord, en attendant mieux, le chalumeau à fondre les fils de fer barbelés, le bouclier blindé contre les balles, les mitrailleuses légères maniées par un seul homme. La France, qui est par excellence le pays des inventeurs, fut forcée de les suivre : elle les dépassa.

Haut symbole de l'industrie au service de la patrie, la Tour Eiffel étendait au-dessus de Paris ses antennes énigmatiques. A la veille de la guerre, ses installations de radiotélégraphie avaient été renforcées de deux puissants postes destinés à nos possessions africaines. Dès le début des hostilités, on augmenta extraordinairement l'énergie de ses appareils et on prit toutes les précautions pour annuler les effets d'un accident possible. Sous les pieds de la Tour fut creusée une cité souterraine, avec des ruelles, des galeries, des abris pour les moteurs, des appartements pour le personnel. Machinerie et procédés se perfectionnèrent jusqu'à l'invraisemblance. On a pu affirmer que, pendant toute la guerre, pas un seul radiotélégramme émis en un point quelconque du globe n'a échappé à la France. D'ailleurs, les services de la Tour étaient complétés par trente postes radiogoniométriques disséminés sur toutes nos frontières. Ainsi ont été captés des millions de télégrammes, dont la plupart étaient rédigés en langage secret. Tous sans exception ont été traduits. Quelques-uns d'entre eux resteront à jamais émouvants. Voici, par exemple, celui de la bataille de l'Ourcq, si lestement interprété par le général Clergerie (1). Voilà les dépêches des sous-marins qui, après quelque assassinat, se disposaient à regagner leur base de ravitaillement. Voilà les conversations suprêmes entre les zeppelins en perdition qui tournoyaient dans notre ciel, depuis les rives de la Meurthe jusqu'à la Côte d'Azur. Chaque jour, pendant plus de cinquante mois, la Tour a transmis les deux communiqués. Chaque jour, elle a versé l'espoir à la France et à tous ceux qui aimaient la France, c'est-à-dire la Justice, la Bonté, le Progrès. Mieux encore, elle a ranimé, aux pays martyrs, beaucoup de cœurs qu'étouffait le mensonge allemand, car elle n'ignorait pas, la bonne Tour parisienne, qu'il y avait là-bas un

(1) Voir volume II, page 914.

assez grand nombre de petits « écoutoirs » secrets qui la comprenaient à demi-mot.

Les dépenses nécessaires à la Guerre du Droit se chiffrèrent vite par milliards. Où trouver cet argent ? D'abord, le gouvernement fit la quête de l'or. Il vit affluer toutes les économies des coffres-forts et des bas de laine : la menue piécette jaune de cinq francs qu'on glissait dans le porte-monnaie nacré de la première communiante, aussi bien que le splendide écu de cent francs qu'on se transmettait de génération en génération, le jour du mariage.



LE PUBLIC VIENT VERSER SON OR A LA BANQUE DE FRANCE.

Bientôt, ce furent les billets de banque qui affluèrent, en des proportions imprévues, pour les obligations de la Défense nationale.

La France était heureuse d'apprendre que la Grande-Bretagne rivalisait avec elle d'ardeur et de confiance. Jusqu'à présent, notre alliée n'avait pas eu à proprement parler d'armée de terre pour l'Europe. Sa magnifique flotte protégeait suffisamment les îles qui forment le Royaume-Uni. Mais, en face du devoir, elle répondit à l'appel de lord Kitchener, ministre de la Guerre, lui donna d'abord des légions de volontaires, puis finit par adopter le service militaire obligatoire. Ainsi, de tout son empire, Indes, Canada, Australie, sortirent plus de six millions d'hommes qui, sur-le-champ, commencèrent à s'exercer.

Chez elle aussi, à la mobilisation militaire se joignit, comme il convenait, la mobilisation industrielle. Dans son propre sol, la Grande-Bretagne trouvait les deux éléments essentiels de l'industrie guerrière : le fer et le charbon. Quand lord Kitchener disparut dans un naufrage sur les côtes d'Écosse, il fut remplacé, au ministère de la Guerre, par Lloyd George qui était ministre de l'Armement et des Munitions, comme M. Albert Thomas l'était en France. Avec une clairvoyance et une fermeté admirables, Lloyd George prit pour devise les mots que devait répéter M. Georges Clemenceau, en 1918 : « Je fais la guerre ».

Les petites attaques : Argonne, Aisne, le Hartmannswillerkopf, le bois le Prêtre, le Bois-Mortmare, Arras, Langemark ; les premiers gaz asphyxiants.

Au commencement de 1915, nos attaques avaient toutes pour but d'aguerrir nos hommes, de sonder les organisations ennemies et d'empêcher l'Allemagne de diriger ses réserves vers la Russie en danger.

Les principaux combats de 1915, sur le front français, eurent lieu sur l'Yser, près d'Arras, près de Soissons, en la région des Hurlus, en Argonne et en Alsace.

Dans les très durs combats de l'Argonne, au bois de la Gruerie, les petits-fils de Garibaldi, qui étaient venus combattre pour la France, versèrent héroïquement leur sang sous le drapeau français. Six d'entre eux ont reçu chez nous le baptême du feu, le lendemain de Noël 1914. Ordre avait été donné d'enlever une tranchée. On approcha en rampant jusqu'à trente mètres de l'ennemi. Tout à coup, un des Garibaldi cria : « Pour la France et pour l'Italie, en avant ! » *Avanti !* c'était l'éternel refrain du grand-père. Une fusillade terrible coucha à terre beaucoup des assaillants, sans arrêter l'assaut. Bruno Garibaldi, atteint d'une balle au bras gauche, se fit panser en hâte par un camarade : « Le bras droit est bon : tout va bien ! » Quelques minutes après, une balle le frappait à la poitrine. Il s'appuya contre un arbre. Quatre autres balles l'y clouèrent, comme à une croix. Ses camarades le vengèrent en mettant en fuite l'ennemi. Au retour, on apprit que Bruno était mort en murmurant : « Embrassez pour moi mon père et mes frères ». Ses deux aînés, Ricciotti et Beppino, cherchèrent son corps jusqu'à la nuit tombante. Quand enfin ils l'aperçurent de loin, ils constatèrent que le tir des Allemands ne permettait pas d'aller jusqu'à lui. Tout de suite, on se mit à l'œuvre : un souterrain fut creusé. Le lendemain soir, les trois frères de Bruno lui rendirent son baiser. Bruno avait vingt-sept ans. C'était le troisième fils de Ricciotti. Il dirigeait à Cuba une grande fabrique de sucre. Les Garibaldi ont le goût des entreprises hardies, dans la paix comme dans la guerre. Dès qu'il avait appris que l'Allemagne déclarait la guerre à la France, il était allé droit chez nous, sans s'arrêter en Italie même pour embrasser sa mère. Son père, notre illustre ami le général Ricciotti Garibaldi, possède au plus haut point, pour supporter l'épreuve, les vertus garibaldiennes : courage, enthousiasme, abnégation.



LE LIEUTENANT-COLONEL BEPPINO GARIBALDI ET SES FRÈRES.

A une des premières affaires de 1915, l'Allemagne prétendit donner le caractère d'une victoire, parce que Guillaume II y assistait. Nos troupes s'étaient engagées, le 8 janvier, sur la rive droite de l'Aisne, près de Soissons, et avaient progressé, pendant quatre jours, avec d'incontestables succès. Mais l'ennemi contre-attaqua avec des forces très supérieures. Comme d'autre part, paraît-il, une crue de l'Aisne faisait craindre la rupture des ponts et passerelles, notre haut commandement donna l'ordre de repli. Cette opération s'accomplit dans la nuit du 13 au 14, grâce au dévouement superbe de nos zouaves et à l'habile ténacité de nos artilleurs. Au cours du repli, quelques-uns de nos canons restèrent aux mains de l'ennemi avec les cadavres des soldats et des chefs qui avaient voulu les défendre jusqu'au bout. L'ennemi précipitait sur nous ses renforts en masses inépuisables et qui semblaient absolument inconscientes.







COMBAT SUR LE SOMMET DE L'HARTMANNSWILLERKOPF
par F.-Ch. BAUDE

Saura-t-on jamais exactement ce que ses chimistes ont inventé pour exciter ses soldats jusqu'à les rendre insensibles aux blessures?

Du 24 février au 9 mars, les attaques déclanchées par nous sur un espace plus large prouvèrent que notre armée grandissait encore en patience et en mordant. Nous pûmes y constater l'effet de notre artillerie lourde, toute neuve, mais confiée à de vieux artilleurs.

Presque en même temps que commençait, dans l'Argonne, notre terrible avance vers Vauquois, les troupes britanniques attaquaient vaillamment à Neuve-Chapelle.

En Alsace, sur l'Hartmannswillerkopf, nos soldats purent, dans leur attaque, constater une harmonie parfaitement établie entre l'élan de l'infanterie et le tir de l'artillerie.

Quelle joie pour nous d'admirer, du haut de la montagne qui domine noblement Mulhouse, l'Alsace si riche par son sol fécond, par ses mines de potasse et par le labeur obstiné de tous ses habitants!



MASQUE CONTRE LES GAZ ASPHYXIANTS.

En avril, nous remportions de nouveaux succès aux Eparges, dans la Woëvre, au bois d'Ailly, au bois le Prêtre.

Ancienne propriété des évêques de Toul, célèbre pour ses chasses, magnifique plantation de hêtres et de chênes, toute cuirassée de fourrés, le bois le Prêtre, qui se développe à une altitude de 372 mètres, commande le sud de la Woëvre et défend Toul contre une attaque venant de Metz. Sa partie supérieure, le Quart-en-réserve, regarde la gare d'Arnaville, c'est-à-dire la voie ferrée par où se ravitaillait l'ennemi. Aussi, l'ennemi n'a-t-il rien épargné pour conserver ce poste d'observation. Il s'y est cramponné, après son échec au combat de Mamey (25-27 décembre 1914), en s'incrustant sous terre parmi les arbres. Pendant dix mois, la division de Toul combattit pour lui enlever cette position, arbre par arbre, motte de terre par motte de terre. Derrière le Quart-en-réserve, il avait disposé une sorte de haie très haute qui traversait le bois et masquait ses travaux de défense sans cesse renouvelés. A trois cents mètres de cette haie, une de nos compagnies se mit au travail et poussa ses sapes jusqu'à dix mètres des tranchées allemandes. Dès lors, une formidable guerre de mines bouleversa à la fois le Quart-en-réserve et les parties environnantes, surtout la Croix des Carmes. Le bois aux chasses illustres n'était plus qu'un cimetière sans cesse retourné.

Ce qu'on se disputait avec un égal acharnement, de la mer du Nord à Soissons, c'étaient certains fragments du sol belge ou du sol français. Ce qu'on se disputait avec une violence particulière, de Soissons jusqu'au Jura, c'étaient des morceaux

de rail. Que l'on parle du bois le Prêtre ou du fortin Beauséjour, de tel piton lorrain ou de telle croupe champenoise, au fond, c'est toujours d'une voie ferrée qu'il s'agit. Aussi bien les Allemands, dès le début, avaient visé les chemins de fer. Avant même la déclaration de guerre, ils s'emparaient de la voie ferrée qui traverse le Luxembourg. En avançant vers Blâmont et vers Lunéville, ils voulaient mettre la main sur la voie Avricourt-Paris. Ils foncèrent sur le Ban-de-Sapt, pour tenir la ligne qui joint Saint-Dié-sur-Meurthe à Epinal-sur-Moselle. Ils donnèrent l'assaut au Reichakerkopf pour se glisser jusqu'à la ligne qui joint Gérardmer à Remiremont. Ils coupèrent la voie de Commercy à Verdun en occupant le Camp des Romains, près de Saint-Mihiel. D'autre part, ils construisirent de nombreuses lignes, particulièrement celle qui relie Saint-Mihiel à Metz, en passant par Conflans-Jarny. Ces lignes créées par eux sont à voie étroite : 60 centimètres, avec pentes de 55 millimètres et courbes de 60 mètres de rayon. Mais nous aussi, nous savions faire la guerre du rail. Dès le début, en pénétrant vers Mulhouse et vers Morhange, nous avions tenté de couper les communications entre l'Allemagne du Sud et l'Allemagne du Nord. En occupant le Signal de Xon et le bois le Prêtre, nous tenions la clef de la vallée de la Moselle. Par notre avance dans le bois de Mortmare et, dans le pays de Haye, vers le Rupt de Mad, nous serrions de près la ligne de Thiaucourt à Metz. Quant au chemin de fer tout récent construit par l'ennemi de Conflans à Saint-Mihiel, il passait à 9.600 mètres de la crête des Eparges, où s'établissaient nos canons à longue portée.

En avril 1915, d'autres combats eurent lieu au bois Mortmare, dans la Woëvre, dans les environs de Saint-Mihiel, dans les environs d'Arras, dans les environs de Langemarck.

C'est là, le 22 avril, à 11 heures du matin, que l'ennemi s'est servi pour la première fois des gaz asphyxiants. Cet engin, le plus déloyal, le plus lâche et le plus cruel de tous les engins du monde, jamais la France n'avait voulu l'employer. Elle n'avait même jamais voulu le mettre à l'étude. L'ennemi, qui prétendait en finir vite avec nous, essaya, près de Langemark, d'envelopper nos troupes d'un de ces brouillards mobiles aux nappes mortelles. Sa joie dut être grande. Nos soldats, que commandait le général Putz, tombèrent suffoqués. Ceux d'entre eux qui avaient encore quelques forces s'éloignaient, en laissant sur place leurs armes et leurs canons. Les troupes britanniques que nous avions à notre gauche, n'étant plus soutenues, durent se retirer à leur tour. L'ennemi, qui parvint ainsi à franchir le canal de l'Yser, enregistra une victoire qu'il qualifia de « féconde ».

Quelques jours après, il devait remporter une victoire encore plus « féconde » dans la mer d'Irlande : là, un de ses sous-marins coulait, le 7 mai, un paquebot américain, la *Lusitania*, assassinant ainsi 1146 créatures humaines, dont beaucoup de femmes et d'enfants.

En même temps, d'autres victoires « fécondes » se multipliaient pour lui dans les airs. Ses zeppelins, sur les villes ouvertes de France et de Grande-Bretagne, lançaient, pendant la nuit, des bombes qui tuaient des femmes, des enfants, des vieillards.

L'expression « victoire féconde », employée par l'ennemi à ce sujet, est d'une justesse saisissante. Jamais, en effet, victoire plus caractéristique n'eut de plus efficaces résultats.

Les victoires remportées par les zeppelins sur les villes ouvertes ont soulevé, contre l'empereur Guillaume II, l'indignation de tous les êtres qui portent un cœur vraiment humain. Le juge de la commune anglaise dans laquelle l'équipage d'un dirigeable allemand avait commis le premier des assassinats de ce genre, examina à fond



PRISE DE LA CRÊTE [illegible]

de rail. Que l'on parle du bois [illegible] Pierre ou du fort [illegible] Beausejour, [illegible] rain ou de tel [illegible] groupe champenois, au fond c'est toujours d'une voie [illegible] qu'il s'agit. Aussi bien les Allemands, dès le début, avaient visé les chemins de [illegible] même la déclaration de guerre. Ils s'emparaient de la voie ferrée qui traverse [illegible] Luxembourg. En avançant vers Blâmont et vers Lunéville, ils voulaient mettre la main sur la voie Avricourt-Paris. Ils foncèrent sur le Ban-de-Sapt, pour [illegible] ligne qui joint Saint-Dié-sur-Meurthe à Épinal-sur-Moselle. Ils donnèrent l'assaut au Reichakerkopf pour se glisser jusqu'à la ligne qui joint Gérardmer à Remiremont. Ils coupèrent la voie de Commercy à Verdun en occupant le Camp des Romains, près de Saint-Mihiel. D'autre part, ils construisirent de nombreuses lignes, particulièrement celle qui relie Saint-Mihiel à Metz, en passant par Conflans-Jarny. Ces lignes créées par eux sont à voie étroite [illegible] 60 centimètres, avec pentes de 55 millimètres et courbes de [illegible] mètres de rayon. Mais nous aussi, nous [illegible] la guerre du rail. Dès le début, en pénétrant vers Mulhouse et vers [illegible], nous avons tenté de couper les communications entre l'Allemagne du Sud et l'Allemagne du Nord. [illegible], nous tenions la clef de [illegible] et [illegible] Thiaucourt [illegible] Metz [illegible] Conflans [illegible] Saint-Mihiel [illegible] s'établir [illegible]

En [illegible] dans les environs [illegible] d'Ypres [illegible] Langemarck.

C'est là, le [illegible] avril [illegible] que l'ennemi s'est servi pour la première fois des [illegible]. [illegible] le plus déloyal, le plus lâche et le plus cruel de tous [illegible], jamais la France n'avait voulu l'employer. Elle n'avait [illegible] le mettre à l'étude. L'ennemi, qui prétendait en finir vite [illegible], près de Langemark, d'envelopper nos troupes d'un de ses [illegible] aux nappes mortelles. Sa joie dut être grande. Nos soldats, que [illegible] le général Putz, tombèrent suffoqués. Ceux d'entre eux qui avaient [illegible] forces s'éloignaient, en laissant sur place leurs armes et leurs [illegible]. Les troupes britanniques que nous avions [illegible] se retirer à leur tour. L'ennemi, [illegible] victoire qu'il qualifia de [illegible].

[illegible] jours après, il devait remporter [illegible] d'Irlande [illegible], un de ses sous-marins coulait, [illegible] *Lusitania*, assassinant ainsi 1 140 créatures humaines, dont beaucoup [illegible] enfants.

[illegible], d'autres victoires « fécondes » [illegible] multipliaient pour lui [illegible] sur les villes ouvertes de France et de Grande-Bretagne [illegible] la nuit, des bombes qui tuaient des femmes, des enfants, [illegible]

[illegible] féconde [illegible], employée par l'ennemi à ce sujet, est d'une [illegible], en effet, victoire plus caractéristique n'eut de [illegible]

[illegible] par [illegible] sur les villes ouvertes ont soulevé [illegible] l'indignation de tous les êtres qui portent [illegible] une anglaise dans laquelle l'équipage [illegible] premier des assassinats de ce genre, [illegible]



PRISE DE LA CRÊTE DES ÉPARGES
par F. Ch. Baude

l'affaire et rendit la sentence suivante : « Considérant que l'équipage du dirigeable allemand a obéi aux ordres de son chef suprême, nous condamnons Guillaume de Hohenzollern à être pendu ». Depuis lors, Guillaume II n'a rien épargné pour démontrer au monde combien cette sentence est juste. Un jour que nous la méditions dans la ville de Reims dévastée, nous avons éprouvé un sentiment qui ressemblait à du remords, en pensant que Guillaume II aurait dû être jugé dans les ruines de la Cathédrale, et pendu dans les ruines du Palais de Justice voisin de la Cathédrale.

Victoire non moins féconde, celle que ses sous-marins ont remportée sur un grand paquebot désarmé et rempli d'innocents voyageurs ! Ce crime, toute l'Allemagne l'a approuvé. Dans les rues, les femmes allemandes éclataient en cris de joie et célébraient à l'envi les torpilles qui devaient hâter le triomphe de leur race. Tant de scélératesse a contribué puissamment à l'entrée en lice des Etats-Unis d'Amérique. Salut à la *Lusitania* qui sombra ! La matière dont était formé ce bateau a créé, par miracle, entre l'Amérique et la France, un pont idéal où passèrent des millions de soldats pour châtier l'Allemagne.



USINE DÉTRUITE PAR UNE BOMBE DE ZEPPELIN.

Quant à la victoire féconde remportée près de Langemarck par les gaz asphyxiants, elle a eu des résultats non moins efficaces et encore plus immédiats. Français et Anglais, unis dans une fureur sacrée, ne regardèrent plus au prix que leur coûtait l'âpre satisfaction de chasser et surtout de châtier l'indigne ennemi. Et dès lors, toutes les armées alliées s'appliquèrent à se munir, non seulement de masques contre les gaz asphyxiants, mais d'armes de plus en plus perfectionnées contre ceux qui les employaient.

Les grandes attaques : Vimy, Festubert, Loos, Quennevières, Tracy-le-Mont, bois le Prêtre, Metzeral, le Reichackerkopf, le Hilsenfirst, le Linge, la Champagne, l'Artois, l'Argonne.

A nos attaques d'avril succédèrent, en mai et en juin 1915, des attaques de grande envergure.

Aux trois buts que le Haut Commandement s'était proposés pour les petites attaques, s'ajoutait sans doute un quatrième but que la langue populaire exprima par le mot « percer »

Le 9 mai, en Artois, après une préparation d'artillerie très bien conduite, notre offensive se déclancha à 7 heures du matin. Il s'agissait d'abord d'enlever le saillant que formait, au nord d'Arras, le front allemand. Ce saillant, avec ses tranchées, ses boyaux, ses fortifications de toutes sortes, fut enlevé, malgré une résistance acharnée et de violentes contre-attaques. Les villages sur lesquels s'appuyait l'ennemi tombèrent entre nos mains, l'un après l'autre : Notre-Dame-de-Lorette, Ablain, La Targette, Carency, Neuville-Saint-Vaast et son labyrinthe qui devint illustre, Aix-Noulette, Souchez.

Dès le premier jour, nos troupes d'attaque, instruites et entraînées par le général Pétain, s'élancèrent vers le front Neuville-Carency, avec ordre d'occuper, d'une part, La Targette et la moitié de Neuville, d'autre part les organisations défensives dont se hérissait la hauteur de Vimy. Leur fougue dépassa tout ce qu'on avait espéré. Dans un élan merveilleux, gagnant, en une heure et demie, plus de quatre kilomètres, elles atteignirent, puis dépassèrent le sommet de Vimy. Quand un message annonça au Haut Commandement que la crête de Vimy était occupée, la première pensée des plus grands chefs fut que les assaillants se trompaient sur leur avance et qu'ils étaient encore loin d'un pareil résultat.

Du 22 au 25 juin, la malheureuse ville d'Arras reçut plus de cinq cents obus, parmi lesquels beaucoup d'incendiaires et d'asphyxiants. Parmi les blessés et les morts, il y eut surtout des femmes et des enfants. Le tir de l'ennemi était dirigé contre deux ambulances, installées, l'une au Collège de jeunes filles, l'autre au Saint-Sacrement, où on soignait des Français et des Allemands relevés dans les récentes batailles de l'Artois. L'hôpital Saint-Jean, qui comptait le plus grand nombre de lits, avait été mis hors d'usage par les bombardements précédents. Dès qu'un incendie éclatait, des taubes venaient le repérer. Leurs indications données par la radiotélégraphie, jointes aux signaux des ballons captifs, permettaient à l'ennemi de faire pleuvoir sur les lieux du sinistre une grêle de projectiles et de réduire les pompiers à l'impuissance. Jamais plus monstrueuses séries d'assassinats ne s'exécutèrent avec plus de constance, de régularité et de succès. Cependant, jusque dans le martyre, Arras continua longtemps son labeur. A la préfecture, à la mairie, au bureau de bienfaisance, les services publics fonctionnaient sans défaillance, avec un personnel restreint. Une école restait ouverte, dans un endroit à peu près inaccessible aux obus. Les enfants s'y rendaient assidûment et les classes n'étaient interrompues que par des jeux ou des chants. Les caves dans lesquelles se réfugiaient les Arrageois semblaient avoir été creusées en prévision de cette épreuve. Ils n'eurent qu'à en renforcer les portes avec des sacs de terre. Les « boves » d'Arras restent illustrés ? Sous telle maison se superposent plusieurs étages. Tout au fond, des silos, des cheminées, des piliers. Ce sont d'anciennes carrières qui, aux époques de troubles, ont maintes fois servi d'abri. Du fond de leurs boves, les habitants entendaient la pluie de fer s'abattre au-dessus d'eux.

L'ennemi était encore tout près, à une portée de shrapnell. A peine si, dans notre récente attaque, nous avions regagné quelque cent mètres. A tout prix, Guillaume II aurait voulu s'emparer d'Arras : cent trente jours d'un combat acharné ne lui avaient pas ouvert un pas vers nous. Ses canons redoublaient d'acharnement sur l'Hôtel de Ville, merveille d'inspiration espagnole et de style gothique, achevée dans le style de la Renaissance. Le beffroi du XVIe siècle, élevé à une hauteur de 76 mètres, s'écroulait débris par débris. Son Lion d'or des Flandres gisait à terre, en morceaux. Dès que les habitants d'Arras pouvaient sortir de leurs boves, ils regardaient au loin monter des fumées noires. C'était la fumée d'Ecurie. C'était la fumée de Chanteclair. C'était la fumée de Neuville-Saint-Vaast. C'était la fumée de Souchez.

D'Arras à la mer du Nord, d'autres combats étaient livrés, par les troupes britanniques, du côté de Fromelles et de Festubert, par les troupes françaises, vers Loos.

Ce furent ensuite, de juin à août, les combats au sud d'Arras, à Hébuterne ; dans la région de l'Oise, à Quennevières, à Tracy-le-Mont ; dans la région de Saint-Mihiel, à la forêt d'Apremont ; près de Pont-à-Mousson, au bois le Prêtre ; en Lorraine, à Fontenelle ; en territoire alsacien, à Metzeral, au Reichackerkopf, à l'Hilsenfirst, au Linge (1).

Notre campagne des Vosges commença, le 14 juin, par un effort vers Metzeral.



LE BOIS LE PRETRE : LES CAGNAS DANS LE RAVIN DES CARRIÈRES.

Le 20, nous prenions le cimetière ; le 21, la gare ; le 22, le village. Nous avancions dans la vallée de la Fecht et sur les hauteurs qui la dominent. Vers le sud, nous allions occuper Sondernach. Encore plus au sud, nous nous établissions sur le Hilsenfirst. Là, une compagnie de nos chasseurs, la 6e du 7e, postée en avant-garde, fut cernée. Pendant quatre jours, elle résista héroïquement. Le 18 juin, à neuf heures du soir, au moment où tout lui faisait défaut à la fois, elle entendit nos clairons et vit fuir l'ennemi. Elle n'avait eu que deux tués et trois blessés.

Inquiet et furieux, l'ennemi multiplia en vain les contre-attaques vers le

(1) L'abbé Wetterlé invitait les Français de l'intérieur à prononcer *Linge*, et non pas *Linngué* suivant une fâcheuse habitude. Quoi ! certains Français excellents qui prononcent à la française les mots d'origine allemande prononceraient à l'allemande ce mot français entre tous ! Le sommet du *Linge* s'appelle ainsi parce qu'on y étendait le linge sortant de la lessive, pour que le grand soleil et le grand air le rendissent encore plus blanc. Rien de plus émouvant que ces souvenirs des beaux draps de famille, à l'endroit où tant de nos soldats ont agonisé dans des mares de sang.

Hilsenfirst et devant Munster. Le 27, il parvint à surprendre un de nos avant-postes, à l'est de Metzeral. Quarante-huit heures après, nous rattrapions le terrain perdu et nous recommencions à avancer. Le 1er juillet, nouvelles attaques de l'ennemi contre le Hilsenfirst. L'une d'elles sembla réussir. Mais, d'un effort splendide, nous balayâmes toute la hauteur. C'est un sommet d'importance capitale. Regardez-le sur une de nos cartes des Vosges qui sont d'une clarté et d'une séduction irrésistibles. Il se dresse, dans le massif du Langenfeldkopf, entre la Fecht et la Lauch. Maître de ce sommet, l'ennemi aurait pu poursuivre, sur la Lauch, sa marche que nous arrêtions à Sengern, déborder au nord nos troupes du Petit-Ballon, attaquer de flanc nos positions de Metzeral à Sondernach. Le 15 juillet, notre front se jalonna par le Bonhomme, la Tête de Faux, l'abbaye de Pairis, les Hautes-Huttes, la région ouest de Soultzeren et de Stosswihr, le Petit-Reichacker, la région est de Metzeral et de Sondernach, le Hilsenfirst. Ces noms, Sondernach, Metzeral, Soultzeren, désignent de si doux villages. La vallée de Munster est toute d'enchantement. Elle s'est appelée vallée de Saint-Grégoire, parce qu'un disciple de saint Grégoire, le moine Oswald, y fonda, au VIIe siècle, une abbaye de Bénédictins. Autour de cette abbaye, au confluent de la Fecht et d'un ruisseau, se bâtirent des maisons qui formèrent bientôt une ville : Munster, la ville du Monastère. Au delà de Munster, la vallée se divise. La plus grande de ses branches, celle de la Fecht, vient du sud-ouest; l'autre, celle du ruisseau, vient du nord-ouest. Comment s'appelle ce ruisseau? Les géographes ont oublié de lui donner un nom. Les gens du pays disent le Rupt, comme ils disent la Vallée. C'est dans la vallée du rupt que passe la route de Colmar qui aboutit au col de la Schlucht, puis au lac de Gérardmer. Belle route, de pur style français! Entreprise en 1842 et finie en 1869, elle a exigé un rude labeur: la roche granitique y est des plus dures, et la dynamite n'était pas encore inventée. Nous tenions cette route, presque jusqu'à Munster.

De notre front repartit, le 20 juillet, une magnifique offensive. Quel en était l'objet ? La crête du Linge, au nord de Munster. Tenir cette crête de 996 mètres, c'est dominer, au sud, la vallée de la Fecht, et, au nord, les pentes qui vont vers Orbey. De cette crête, à l'est, descend une sorte d'immense escalier féerique conduisant jusqu'aux Trois-Épis. Dans la Chapelle de Notre-Dame des Trois-Épis, nous aurions trouvé les clefs de Turckheim et de Colmar. Nous nous installions sur le Linge, au soir du 21 juillet. Du 22 au 27, les combats continuaient. Nous parvînmes successivement aux carrières et aux bois du Baerenkopf, puis à l'extrémité ouest de la crête. Là, nous fîmes, en prisonniers et en matériel, de significatives captures.

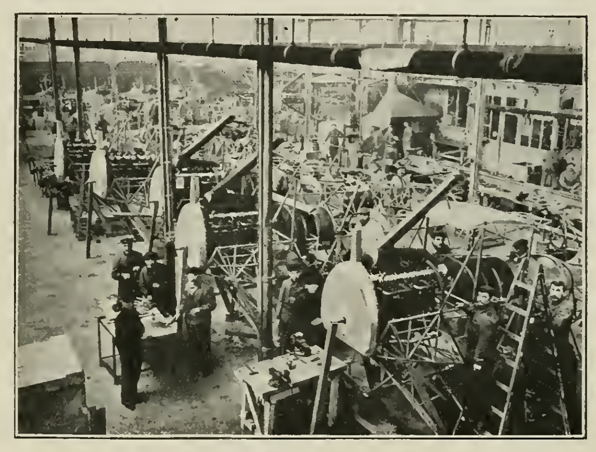
Ce qui frappe, dans cet ensemble d'efforts, c'est d'abord l'ingénieuse unité du plan. Toutes les armes y contribuaient, et sur tous les points. Au moment même où nous dirigions notre principale attaque au nord de Munster, deux bataillons de chasseurs engageaient un combat à l'ouest sur le Reichacker, détournaient contre eux neuf contre-attaques de l'ennemi, lui mettaient hors de combat plusieurs milliers d'hommes et lui arrachaient cent mètres de tranchées. A cette même heure, nos aviateurs allaient, sur l'arrière de l'ennemi, bombarder la gare de Colmar où il avait réuni des renforts et des approvisionnements. Notre campagne des Vosges reste admirable à la fois par l'audace qu'elle atteste, la science qu'elle révèle, les résultats qu'elle réalise et les gages de victoire qu'elle apporte.

L'aviation française, en se perfectionnant sous le feu de l'ennemi, prouvait au monde que la France est capable, quand elle le veut, de tirer le meilleur profit de ses propres inventions. Nos aviateurs, aussi vaillants qu'habiles, réussissaient déjà, au mépris de leur vie, à régler le tir de notre artillerie; à reconnaître les forces

adverses; à photographier les terrains de combat; à faire sauter les dépôts de munitions; à bombarder les rassemblements, les voies ferrées, les ponts; à intervenir en plein combat à coups de mitrailleuses; à voler au ras du sol pour aider nos fantassins dans les plus durs engagements.

En août 1915, le général Joffre avait divisé nos armées en trois groupes : le groupe de l'Est, depuis la Haute-Alsace jusqu'à la Woëvre, sous les ordres du général Dubail; le groupe du Centre, depuis Verdun jusqu'à Compiègne, sous les ordres du général de Castelnau; le groupe du Nord, sous les ordres du général Foch.

Une armée, composée de corps qui s'instruisaient pour de futurs assauts, était confiée au général Pétain, chef si sage et si hardi à la fois. Ces corps avaient pu être mis en réserve parce que des troupes anglaises, en nombre suffisant, étaient arrivées sur notre front.



UNE USINE D'AVIATION.

En septembre 1915, deux grandes batailles s'engagèrent, l'une en Champagne, l'autre en Artois. Ce fut une armée du groupe de Castelnau qui attaqua. Le général Pétain était chargé de diriger l'attaque.

Le front sur lequel l'attaque devait porter s'étendait depuis la Suippe, en direction de Souain, jusqu'à l'Argonne, en direction de Ville-sur-Tourbe : vingt-quatre kilomètres et demi.

Pétain avait, à sa gauche, l'armée du général Langle de Cary et, à sa droite, en Argonne, l'armée du général Humbert qui remplaçait le général Sarrail.

La préparation d'artillerie s'accomplit dans les meilleures conditions. Plus de cinq millions d'obus bouleversèrent les premières lignes ennemies.

L'assaut fut déclanché, le 24 septembre, à neuf heures quinze. Le ciel qui, jusqu'alors, avait été parfaitement pur, s'était couvert de nuages qui crevèrent soudain. Sous une pluie continuelle, nos soldats s'élancèrent vers les lignes allemandes. Ils s'emparèrent des premières tranchées et, malgré un feu terrible d'artillerie, parvinrent lestement aux positions de repli que l'ennemi avait organisées avec grand soin.

Nos succès avaient été particulièrement éclatants à Maison de Champagne et à la *Main de Massiges*, où se signalèrent les coloniaux; au *Trou Bricot*, où se signalèrent les troupes du Dauphiné et de la Savoie ; à la *Cuvette de Souain*, où se signalèrent les troupes d'Afrique.

Sur tous les points, nos fantassins rivalisaient d'ardeur et d'endurance. Presque partout ils étaient arrivés, avant huit heures du soir, aux secondes positions de l'ennemi. Partout, notre artillerie de campagne, à travers tranchées et boyaux, s'était avancée à la distance requise.

Le 25, le 26, le 27, nous continuâmes à avancer, mais de plus en plus lentement, et avec des pertes de plus en plus graves. L'ennemi, derrière ses positions toujours mieux fortifiées, recevait des renforts. Notre artillerie, dans la pluie qui obscurcissait l'air et détrempait le sol, n'avançait que difficilement, et ne pouvait plus régler son tir.

Bientôt, nos fantassins rencontrèrent des défenses qui n'avaient pas même reçu un seul obus. Le 28 au soir, le Haut Commandement arrêta l'offensive. Nous nous contentâmes de refouler, en lui infligeant de sévères leçons, l'ennemi qui s'épuisait en contre-attaques. Il venait de perdre, en même temps que des positions précieuses et un important matériel de guerre, 23.000 prisonniers et près de 100.000 combattants morts ou blessés.

En Artois, au nord d'Arras, le même jour, 25 septembre, au matin, l'armée du général d'Urbal, appartenant au groupe du général Foch, attaqua près de La Bassée, de concert avec l'armée anglaise. L'objectif était les positions allemandes des environs de Lens.

Après une bonne préparation d'artillerie, nos troupes enlevèrent le château de Carleul, le cimetière de Souchez et ce qui restait du Labyrinthe; le lendemain, elles enlevèrent Souchez et les vergers de la Folie. Mais, les jours suivants, elles eurent à défendre le terrain gagné contre les contre-attaques furieuses d'un ennemi sans cesse renforcé. Elles avaient fait, outre un beau butin de guerre, 2.500 prisonniers, où la Garde prussienne figurait pour une large part.

Près de La Bassée, l'armée britannique fit un butin de guerre encore plus important et 3.000 prisonniers. Elle avait enlevé les lignes allemandes sur huit kilomètres de longueur et quatre de profondeur. Le village de Loos, si disputé, restait en sa possession.

Devant de tels succès, l'univers, en dépit des affirmations de Berlin, acquérait la certitude que le front allemand n'était pas inviolable. C'était une révélation qui devait contribuer à la victoire définitive.

Mais, puisque la victoire définitive tardait, le Haut Commandement français devait étudier les raisons de ce retard, particulièrement les causes de notre arrêt en Champagne et en Artois. Elles n'étaient que trop évidentes. Nous n'avions pas encore assez de canons et de mitrailleuses pour enlever, aux dernières périodes de nos attaques, leur caractère trop meurtriers. Il fallait donc développer le travail de nos usines. Nous n'avions pas encore assez de réserves pour exploiter nos succès. Il fallait donc donner à nos alliés de Grande-Bretagne le temps d'étendre leur front. Enfin, au moment où nous attaquions, nous n'étions pas encore soutenus par nos autres alliés comme nous aurions dû l'être, parce qu'ils n'attaquaient pas sur tous leurs fronts en même temps que nous. Il fallait donc décider tous nos alliés à obéir à un commandement unique, pour empêcher les Empires centraux de faire passer, tour à tour, leurs réserves sur chacun des fronts menacés.

En Argonne, pendant le mois de septembre 1915, la bataille, qui durait depuis la fin d'octobre 1914, redoubla de violence Afin de bien comprendre la bataille de l'Argonne, reportons-nous, pour un moment, à la bataille de la Marne. L'armée du général Sarrail tenait le sud de l'Argonne en s'appuyant à Verdun. L'armée du Kronprinz descendait par l'ouest du massif. Au souffle de la grande victoire française, le Kronprinz, bousculé par la panique, replie son armée par l'ouest et par l'est. Nous avançons par l'ouest en enlevant Souain, Mesnil-les-Hurlus, Massiges. Mais l'ennemi, qui s'est ressaisi, redescend sur nous par l'est. Il s'établit sur les Côtes-de-



Général PÉTAIN

Meuse et reprend Varennes (23 septembre 1914). Comme il ne peut pas aller plus loin de ce côté, il se rejette vers l'ouest. Il nous attaque entre Souain et l'Argonne, puis près de la voie ferrée de Sainte-Menehould à Vouziers. Nous lui barrons la route. Ne gagnant rien ni par l'est ni par l'ouest, il tente de nous refouler par le massif même. Alors commence le duel sous bois. Un encouragement imprévu lui arrive. Ses troupes ont atteint la Meuse à Saint-Mihiel. Pour encercler Verdun, il n'a qu'à relier Saint-Mihiel à Varennes. Il entreprend cette opération, tout en continuant la lutte dans le massif, et réalise quelques progrès. Nous, par un



UN DES COINS DU BOIS DE LA GRURIE (SECTEUR SAINT-HUBERT).

admirable effort, nous nous emparons du petit village de Melzicourt, d'où nous l'empêchons d'avancer de Binarville vers Vienne-le-Château. Ce duel sous bois se caractérise ainsi : pendant que nous cherchons à progresser par le chemin de Binarville à Vienne, il cherche à progresser par le chemin de Varennes à Vienne. Tranchées contre tranchées, mine contre mine! Apparaissent successivement aux communiqués les noms de Four-de-Paris, Saint-Hubert, Bagatelle, bois de Courtes-Chausses. A un certain moment, la destruction d'une de nos tranchées par des mines risque de compromettre notre front. Mais notre superbe attaque entre Boureuilles et Vauquois (3 décembre 1914) nous rend l'avantage. Malgré des attaques forcenées, notre front n'a pas sensiblement bougé.

La forêt de l'Argonne! Celui qui écrit ces lignes en connaît tous les sentiers. A qui ne l'a pas traversée en tous sens, fusil de chasse en main, elle semble un dédale inextricable. Depuis des siècles, la science militaire acceptait, comme axiome, qu'aucune opération ne saurait y réussir. Elle a, du sud au nord, une longueur qui va

de 48 à 54 kilomètres. Les opérations dont nous parlons n'en occupaient qu'un cinquième. C'est vers le bois de la Gruerie que le Kronprinz lance ses divisions. Presque sans trêve, il y fait tuer en masse les hommes qu'il obtient par d'instantes prières. Même en temps de paix, la forêt de l'Argonne est un des lieux les plus tragiques du monde : crêtes hérissées pleines de pierres, pentes abruptes pleines de crevasses. Pendant la lutte, en cet éternel chaos, les troncs des arbres fauchés par les obus semblaient les vestiges d'un antique incendie. Nous nous étions établis de notre mieux, pour empêcher l'ennemi, premièrement, de couper les communications de Verdun et de donner la main à ses troupes de la Woëvre; secondement, de pousser jusqu'au camp de Mourmelon et de rejoindre ses forces du secteur de Reims.



VAUQUOIS. (Photo Rol.

Aussi, avec quelle rage il attaque, à la pointe est du bois de la Gruerie, nos positions qui ont pour centre Vauquois avec son Labyrinthe de caves creusées dans le roc! Nous tenions aussi, à l'ouest, les sommets dominant la vallée de la Tourbe, au nord de la gracieuse petite ville de Ville-sur-Tourbe, enlevée d'assaut par nous le 13 mai 1915. En plein bois de la Gruerie, nous transformions en forteresses des hameaux ou des pavillons forestiers : Fontaine-Madame, Marie-Thérèse, La Fille-Morte, placés presque en ligne droite. En cette forêt d'Argonne, pas de jour où le canon ne retentisse et où ne se produise un corps à corps. Pas d'arme, d'engin ou de stratagème qui ne soit mis sans cesse en œuvre. A travers ces gorges ravinées, bombes et grenades, gaz asphyxiants et liquides enflammés font rage de tranchée à tranchée, c'est-à-dire parfois à une distance de douze mètres à peine. Pour ces corps à corps, il nous a fallu une arme plus courte que la baïonnette : nous avons pris le revolver ou le couteau. Les soldats que le Kronprinz poussait sans cesse contre nous, étaient tués avant d'avoir pu franchir nos premières lignes. Les auraient-ils franchies, qu'ils en eussent trouvé d'autres, et d'autres encore. Le bois de la Gruerie, pendant la


DÉFENSE NATIONALE
MINISTÈRE BRIAND
RF
RF
RF
RF
VIVRE LIBRE
Mr A. BRIAND
PRÉSIDENT DU CONSEIL
Affaires Étrangères
Mr MÉLINE
Agriculture
Mr PAINLEVÉ
Instruction publique et Inventions
Amiral LACAZE
Marine
Général ROQUES
Guerre
Mr RIBOT
Finances
Mr SEMBAT
Travaux publics
Mr METIN
Travail
Mr COMBES
MINISTRE D'ÉTAT
Mr MALVY
Intérieur
Mr BOURGEOIS
MINISTRE D'ÉTAT
Mr DENYS COCHIN
MINISTRE D'ÉTAT
Mr GUESDE
MINISTRE D'ÉTAT
Mr DOUMERGUE
Colonies
Mr de FREYCINET
MINISTRE D'ÉTAT
Mr CLÉMENTEL
Commerce
SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT
de la marine marchande
Mr NAIL
des munitions
Mr THOMAS
de la santé
Mr GODART
Mr VIVIANI
VICE PRÉSIDENT DU CONSEIL
Garde des Sceaux
SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT
de l'intendance
Mr THIERRY
des affaires étrangères
Mr CAMBON
des beaux arts
Mr DALLMIER

Guerre du Droit, a été un magnifique piège français qui attirait l'ennemi et qui ne le lâchait plus.

Une transformation dans le ministère et dans le Haut Commandement ; le Hartmannwillerskopf et Watwiller ; bilan d'une année

A la fin d'octobre 1915, pour la première fois depuis les belles séances parlementaires d'union sacrée, en août 1914, il y eut en France, sinon une crise ministérielle, du moins un remaniement profond dans le cabinet et dans le Haut Commandement.

La présidence du Conseil passa de M. Viviani à M. Briand. M. Viviani restait au Cabinet, comme ministre de la Justice, et remettait à M. Briand le portefeuille des Affaires étrangères. Le général Galliéni remplaçait M. Millerand au ministère de la Guerre ; l'amiral Lacaze remplaçait M. Augagneur au ministère de la Marine.

Ce nouveau Cabinet, en signe d'union, groupait les noms les plus divers : Freycinet, Jules Guesde, Méline, Léon Bourgeois, Denys Cochin, Emile Combes. Le secrétariat général des Affaires étrangères était confié à M. Jules Cambon, qui avait rendu tant de services comme ambassadeur d'Allemagne.

M. Ribot, demeuré au ministère des Finances, organisa l'emprunt de la Victoire. La souscription, ouverte le 25 novembre, produisit plus de 15 milliards.

Dans le Haut Commandement remanié, le général Joffre avait sous ses ordres toutes les armées françaises sur tous les fronts, c'est-à-dire sur le front de Salonique comme sur notre front. Le général de Castelnau devenait chef d'état-major général du front de France, et le commandement du groupe d'armées passait au général de Langle de Cary.

La première opération militaire du nouveau Commandement en chef fut une attaque, en Alsace, contre les lignes allemandes, depuis le Hartmannwillerskopf jusqu'à Watwiller. La direction de cette attaque était confiée au général Serret, notre dernier attaché militaire à Berlin, qui, le 23 mars 1915, avait enlevé le Hartmannwillerskopf. Toutes les défenses allemandes furent prises, hormis celles qui se dissimulaient sous le sommet de la montagne. Le 152e qui, en août 1914, avait poussé ses patrouilles jusqu'à Colmar, et qui, le 23 mars, avait déjà si vaillamment combattu à cette même place, le *Quinze-Deux*, comme disaient nos hommes, *der Teufelsregiment* (le régiment du diable), comme disait l'ennemi, remporta une victoire nouvelle, fit près de 2000 prisonniers, mais, entraîné par sa vaillance, descendit sans appui à l'arrière, jusqu'au bas de la montagne, dans le bourg de Watwiller. Là, il fut cerné par des forces allemandes qui s'étaient accumulées pendant la nuit noire, puis avancées à la faveur de la brume matinale. Au même moment, le terrain que nous avions conquis était bouleversé par des projectiles de tout calibre. Un d'eux blessa mortellement le général Serret qui se trouvait parmi ses hommes. Chaque année, les habitants de Watwiller commémorent pieusement la mort de ce beau chef, tombé au champ d'honneur, et adressent un reconnaissant hommage au beau régiment qu'ils ont vu entrer chez eux en vainqueur. Il est sorti de chez eux en prisonnier. Mais sa bonne mine, son attitude correcte, sa fierté, sa confiance dans la victoire, furent un réconfort pour toute l'Alsace que les Allemands, en leur haine aveugle, lui firent traverser.

En France, les déceptions, les impatiences et les angoisses, causées par certaines

opérations militaires, suscitaient parfois, surtout dans les couloirs du Parlement et dans les antichambres ministérielles, des discussions qui prenaient vite un caractère déchirant. A la fin de 1915, les discussions de ce genre furent particulièrement vives entre les partisans du Général Galliéni, devenu ministre de la Guerre, et les partisans du général Joffre, demeuré commandant en chef.

Les partisans de Joffre affirmaient avec raison qu'on pouvait toujours compter sur le vainqueur de la Marne. Les partisans de Galliéni répondaient en insistant sans limites sur la part de mérite qui, dans cette victoire, revient si justement à l'ancien gouverneur de Paris.

L'écho de ces discussions finit par arriver aux oreilles des deux chefs qu'on opposait l'un à l'autre. Des lettres furent échangées par eux, à la suite d'une scène tragique qui éclata au Conseil des ministres. Ces lettres et cette scène devaient être *publiées*, s'il est permis de s'exprimer ainsi, au Comité *secret* de la Chambre, dans sa première séance :

« Paris, 16 décembre 1915.

« *Le ministre de la Guerre à M. le général commandant en chef, grand quartier général.*

« De différentes sources parviennent des comptes rendus sur l'organisation du front et signalent en certains points des défectuosités dans les mises en état de défense. En particulier, et notamment dans la région de la Meurthe, de Toul et de Verdun, le réseau des tranchées ne serait pas complété comme il l'est sur la majeure partie du front. Cette situation, si elle est exacte, risque de présenter les inconvénients les plus graves. Toute rupture du fait de l'ennemi, survenant dans ces conditions, engagerait non seulement votre propre responsabilité, mais celle du gouvernement tout entier. Les enseignements les plus récents de la guerre actuelle prouvent surabondamment que les premières lignes peuvent être forcées ; mais la résistance des lignes suivantes est de nature à arrêter quand même l'attaque après ce premier succès. Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me mettre en mesure de pouvoir donner l'assurance que, sur tous les points de notre front, notre organisation, au moins sur deux lignes, a été prévue et réalisée avec tous les renforcements indispensables, fils de fer, abatis... Général GALLIÉNI. »

« *Le général commandant en chef les armées françaises au ministre de la Guerre (18 décembre 1915).*

« Les défenses existantes de nos grandes places de l'Est ont été transformées pour entrer dans le système des régions fortifiées où elles présentent plusieurs lignes de défenses successives. Toute cette organisation, étudiée d'après un plan d'ensemble, est en voie de réalisation et depuis longtemps achevée sur nombre de points du front. Les cartes que je vous communique ci-joint de défenses réellement construites montrent que, dans la région visée par votre dépêche du 16 décembre, il existe trois ou quatre positions successives de défenses organisées ou en voie d'achèvement. Cette organisation est, dans son ensemble, beaucoup plus forte et plus complète que celle de nos adversaires. En définitive, j'estime que rien ne justifie les craintes que vous exprimez, au nom du gouvernement ; mais, puisque ces craintes sont fondées sur des comptes rendus vous signalant des défectuosités de mise en état de défense, je vous demande de me communiquer ces comptes rendus et de me désigner leurs auteurs. Je ne puis admettre, en effet, que des mili-

taires placés sous mes ordres fassent parvenir au gouvernement, par d'autres voies que la voie hiérarchique, des plaintes ou des réclamations au sujet de l'exécution de mes ordres. Il ne me convient pas davantage de me défendre contre des imputations vagues, dont j'ignore la source. Le seul fait que le gouvernement accueille des communications de ce genre, provenant soit de parlementaires mobilisés, soit, directement ou indirectement, d'officiers servant au front, est de nature à jeter un trouble profond dans l'esprit de discipline de l'armée. Les militaires qui écrivent savent que le gouvernement fait état de leurs correspondances vis-à-vis de leurs chefs; l'autorité de ceux-ci en est atteinte; le moral de tous souffre de ce discrédit. Je ne saurais me prêter à la continuation de cet état de choses. J'ai besoin de la confiance entière du gouvernement. S'il me l'accorde, il ne peut ni encourager, ni tolérer des pratiques qui diminuent l'autorité morale indispensable à l'exercice de mon commandement et faute de laquelle je ne saurais continuer à en assurer la responsabilité. JOFFRE. »

A quelle occasion furent écrites ces deux lettres si graves? M. Briand, qui était alors président du Conseil, nous a déclaré :

— Le général Galliéni ne voulait pas écrire au général Joffre. C'est moi qui lui ai demandé de signaler au Grand Quartier Général certaines lacunes des organes défensifs. Le commandant Driant, député de Meurthe-et-Moselle, qui avait repris du service et combattait aux premières lignes, était venu me voir dans mon cabinet. « Vous savez, m'avait-il dit, quel officier discipliné je suis. J'ai constaté au front, sur un point, certaines défectuosités dans nos lignes qui me paraissent sérieuses. » Il marquait, comme étant ce point, le village d'Arracourt, à dix-huit kilomètres au nord de Lunéville, et concluait : « Vous devriez bien faire inspecter et prendre des dispositions. » J'ai téléphoné immédiatement au général Galliéni pour le prier de recevoir le commandant Driant, ce qu'il fit. Mais, comme cette question m'avait préoccupé, au plus prochain Conseil des ministres, je demandai au général Galliéni d'écrire au général Joffre pour lui signaler cette situation. Le général Galliéni me répondit : « On me fait écrire à tout instant au général Joffre ! Un moment arrivera où je mettrai des doutes dans son esprit sur les intentions du gouvernement à son égard ; j'éveillerai ainsi ses susceptibilités et il finira par ne plus vouloir prendre les responsabilités du commandement ! » Nous insistâmes, et quelqu'un dans le Conseil murmura : « Eh ! bien, tant pis ! Nous devons exercer notre devoir de contrôle. » Le général Galliéni répliqua : « *Oui, mais si le général Joffre s'en allait, moi je partirais aussi* .»

Ce qu'avait répondu le général Galliéni à la lettre du général Joffre, est le développement des mots si expressifs par lui prononcés au Conseil des ministres.

« Paris, le 22 décembre 1915.

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre personnelle du 18 décembre. J'ai soumis ce document au Conseil des ministres qui a pris note de vos déclarations e qui a pu se rendre compte du soin avec lequel vos prévisions étaient établies en ce qui concerne l'organisation défensive des positions occupées par nos armées du Nord-Est. Il compte que les travaux qui restent encore à exécuter seront avec toute la diligence et le soin possibles et vous demande de vouloir bien procéder ou faire procéder à tous les contrôles et inspections que vous estimerez utiles à cette défensive. Le gouvernement a pleine confiance en vous. Il vous en a donné récemment une preuve éclatante en réalisant, dans votre personne, l'unité de commandement des armées françaises sur tous les fronts Son désir d'être renseigné

sur la situation de nos armées à tous les points de vue ne saurait être considéré comme une manifestation de défiance à votre égard. Général GALLIENI. »

Cette confiance que le général Galliéni exprimait au commandant en chef, la nation entière la partageait, et c'était un élément de la victoire définitive.

Le commandement en chef avait eu les tâches les plus difficiles à accomplir. A cette guerre si nouvelle, il avait dû préparer une armée nouvelle, munie de nouvelles armes et familiarisée avec de nouveaux procédés. Les conditions de l'offensive s'étaient profondément transformées. Jusqu'à cette époque, par exemple, on estimait que le fusil d'infanterie pouvait tirer au plus dix coups par minute et le canon de campagne, deux coups. Dans ces conditions, une troupe bien entraînée était en état de supporter le feu de l'ennemi, pendant quelques minutes, pour enlever une position. Or, au moment où nous étions arrivés, les canons de campagne tiraient par minute quinze obus chargés d'explosifs; les fusils-mitrailleuses tiraient, par minute, trois cents coups et les mitrailleuses, six cents. Une offensive n'aboutissait donc qu'à la condition que fussent neutralisés les moyens défensifs de l'ennemi. De là, nécessité d'une tactique nouvelle. De là, nécessité de tout un matériel nouveau, depuis les grenades jusqu'aux fusils-mitrailleuses, depuis les canons à bras jusqu'à l'artillerie lourde. Une telle guerre de tranchées ne s'apprend ni en un jour ni en une nuit. Ce n'est pas chose commode de régler le tir de l'artillerie lourde ni même de lancer « le terrible petit œuf à surprises » qu'est la grenade.

Cependant, par la grâce d'une race merveilleusement douée, les cadres et les hommes s'étaient formés. D'énergiques et nombreuses actions avaient empêché l'armée de s'endormir pendant qu'on fabriquait du matériel, et avaient prouvé, une fois de plus, la supériorité du soldat français.

En somme, l'année 1915 était mauvaise pour l'Allemagne. Ne pouvant atteindre ni Paris ni Pétrograd, l'Allemagne se répandait vers l'Orient, où elle devait s'exténuer sans réel succès.

Une honte particulière s'attachera longtemps à la Bulgarie qui, en 1915, se fit l'alliée, non seulement de ses ennemis naturels les Austro-Allemands, mais de ses bourreaux les Turcs.

La petite Serbie, étranglée et foulée aux pieds; la Belgique, nos provinces du nord et l'Alsace-Lorraine, tyrannisées et pressurées sans merci; des cruautés monstrueuses mal dissimulées sous des montagnes de mensonges : voilà, pour l'année 1915, un bilan d'ignominie et de scélératesse.

Dans cette année, qu'y-a-il eu de généreux et d'héroïque? La France.

Jamais la France n'a déployé énergie plus pure, plus haute, plus efficace. L'ennemi, quand il s'était jeté sur elle, la croyait perdue à jamais : une armée insuffisante et insuffisamment instruite, une artillerie incomplète et mal approvisionnée, des forteresses délabrées et démunies, un parti antimilitariste tumultueux, des divisions politiques tellement profondes et violentes que la guerre civile devait, disait-on, s'allumer aux premiers feux de la guerre étrangère. Or, la France continuait à se dresser devant l'ennemi, si unie, si vaillante, si résolue à accomplir jusqu'au triomphe son sublime devoir, que lui, le calomniateur par excellence, il n'a pas pu réprimer un cri d'admiration.

Toutes les épreuves étaient réservées à la France. Elle les subissait toutes, avec une résignation inexpugnable. Après avoir fait superbement, en 1914, la guerre en plein soleil, pour laquelle elle était créée, elle faisait de même, en 1915, la guerre de tranchées, la guerre de boue et d'ombre, dont sa nature semblait avoir

horreur. On lui connaissait toutes les vertus guerrières, moins la patience. Elle avait acquis la patience, sans rien perdre de ses autres vertus.

Adorable générosité de la France! Tout en maintenant, à vingt lieues de Paris, l'ennemi dans l'impossibilité d'entreprendre un pas en avant, elle n'avait pas hésité à traverser les mers pour secourir la pauvre Serbie, sans regarder si, dans cette croisade, elle était suivie, même de loin.

La victoire qu'elle voulait remporter, devait être la plus éclatante, la plus loyale, la mieux méritée. Nos soldats, qui y travaillaient, jour et nuit, devaient apparaître, à l'avenir, avec leur casque bosselé, leur capote déteinte, leurs souliers fangeux, comme les sublimes libérateurs de l'humanité. La nation jurait de les aider de toutes ses forces, par son labeur, ses sacrifices, sa foi. Le moindre doute paraissait une trahison.

A la fin de 1915, dans nos conférences aux armées et au pays, nous résumions ainsi l'exposé de la situation :

L'Allemagne est assiégée. Elle rationne tout et commence à manquer de certaines choses indispensables. Les Alliés, au contraire, ont la maîtrise des mers, ce qui est, pour eux, une victoire de toutes les heures. L'Allemagne est obérée. Elle voit son papier et même sa monnaie d'argent perdre, tous les jours, de leur valeur. La France et l'Angleterre ont des réserves inépuisables. L'Allemagne qui, dès le début de la guerre, était condamnée à agir vite, envoie au front des hommes trop jeunes ou trop vieux, afin de combler à tout prix les énormes vides creusés dans ses troupes par les attaques en rangs serrés. Voici, au contraire, que l'Angleterre met en ligne des millions d'hommes et que notre sœur latine, l'Italie, vient avec toutes ses forces combattre a nos côtés. Enfin, la France et l'Angleterre ont organisé le travail de leurs usines de guerre. Elles vont seulement avoir la quantité de munitions nécessaire pour faire pleuvoir sur l'ennemi un déluge de feu. Puisqu'elles ont la liberté des mers, rien ne saurait limiter cette production. Pour l'ennemi, cette production se limite aux ressources qu'il trouve chez lui. Si donc les Alliés du Droit abandonnaient la lutte, c'est qu'ils seraient devenus subitement fous ou lâches.



TENUE DE CAMPAGNE

ARMÉE AMÉRICAINE

Officier — Fantassin — Marin (tenue à bord) — Marin (tenue à terre)

ARMÉE ANGLAISE — ARMÉE PORTUGAISE



Tenue de tranchée — Anzacs — Officier — Fantassin

DES ARMÉES ALLIÉES

ARMÉE ROUMAINE

Chasseur — Officier — Fantassin — Artilleur

ARMÉE ITALIENNE



Fantassin — Officier — Bersaglier — Chasseur

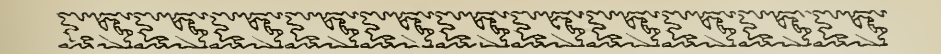


TABLE DES PLANCHES HORS TEXTE

CARTE



TABLE DES MATIÈRES

TOME DEUXIÈME

CHAPITRE VII

LA RUÉE ALLEMANDE

Pages.

CHAPITRE VIII

EN BELGIQUE

CHAPITRE IX

SUR LE FRONT ORIENTAL

CHAPITRE X

LUTTE SUR LA FRONTIÈRE FRANÇAISE

CHAPITRE XI

LES MERS ET LE FRONT ORIENTAL

CHAPITRE XII

LA FRANCE EN ÉTAT DE GRACE

CHAPITRE XIII

LA BATAILLE DE LA MARNE

CHAPITRE XIV

L'YSER

CHAPITRE XV

LA GUERRE HORS DE FRANCE

CHAPITRE XVI

AUX BALKANS

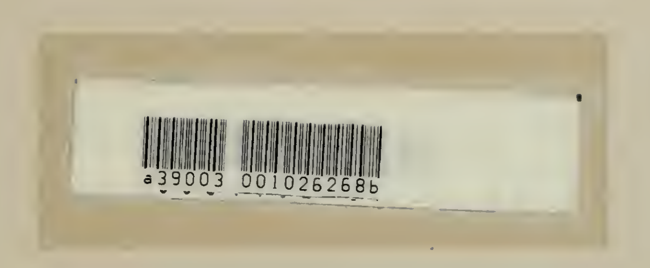
CHAPITRE XVII

INTERVENTION ARMÉE DE L'ITALIE

CHAPITRE XVIII

LE FRONT FRANÇAIS EN 1915

IMPRIMERIE DES DERNIÈRES NOUVELLES DE STRASBOURG.


a39003 001026268b

